

---

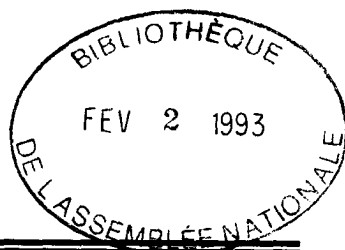
# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

## Journal des débats



**COMMISSION SUR L'AVENIR  
POLITIQUE ET CONSTITUTIONNEL  
DU QUÉBEC**

**Présidents: MM. Michel Bélanger et Jean Campeau**

**Québec, le mardi 6 novembre 1990**

**No 1**

**Publié sous l'autorité du président de l'Assemblée nationale,  
M. Jean-Pierre Saintonge**

---

**QUÉBEC**

A11A8

A29

A87

1990-91

Debat

1

ex. 2

Q.1P.60w

**Note de l'éditeur:**

Une traduction des débats qui se déroulent à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec est aussi disponible.

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires  
70 \$ par année pour les débats de la Chambre  
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$  
(La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$)

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:  
Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires  
1080, Conroy, R.-C. Édifice "G", C.P. 28  
Québec, (Québec)  
G1R 5E8 tél. 418-643-2754

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1782

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102

## Table des matières

Mandat et fonctionnement de la Commission	
M. Michel Bélanger	1
M. Jean Campeau	2
Questions aux experts et autres personnalités	3
Déclarations d'ouverture	
M. Michel Bélanger	4
M. Jean Campeau	5
M. Robert Bourassa	5
M. Jacques Parizeau	8
M. Gil Rémillard	10
M. Jacques Brassard	11
M. Christos Sirros	13
M. Guy Chevette	14
M. Claude Béland	16
M. Guy Bélanger	18
M. Claude Dauphin	19
Mme Christiane Pelchat	21
M. Marcel Beaudry	22
Mme Louise Bégin	23
Mme Lorraine Pagé	24
Mme Jeanne L. Blackburn	26
M. Lucien Bouchard	28
Mme Cheryl Campbell Steer	30
M. Guy d'Anjou	31
M. Jean-Claude Beaumier	31
M. Ghislain Dufour	32
Mme Louise Harel	33
M. Jean-Pierre Hogue	34
M. Richard B. Holden	36
Mme Claire-Hélène Hovington	37
M. Gérard Larose	38
M. Jacques Léonard	39
M. Robert Libman	41
M. Cosmo Maciocia	43
Mme Pauline Marois	44
M. Roger Nicolet	45
M. André Ouellet	48
M. Claude-Albert Poissant	50
M. Jacques Proulx	51
M. Serge Turgeon	52
M. Russell Williams	54
Ajournement	55

Président: M. Michel Bélanger



Québec, le mardi 6 novembre 1990

## Séance d'ouverture

(Dix heures dix-huit minutes)

**Mandat et fonctionnement  
de la Commission****M. Michel Bélanger**

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Je déclare ouverte cette séance de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

M. le premier ministre, M. le chef de l'Opposition officielle, mesdames, messieurs, aujourd'hui commencent les séances publiques de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Cette séance d'ouverture permet à tous les membres de la Commission de faire valoir ce qu'ils attendent de cet exercice qu'ils entreprennent ensemble. Elle est également le moment pour chacun des membres de préciser les attitudes qu'ils entendent adopter au cours des prochains mois. Cette cérémonie d'ouverture donne au président l'occasion d'expliquer à la population le mandat et le fonctionnement de la Commission, de donner un aperçu du déroulement des travaux et de situer quelques éléments essentiels du contexte dans lequel s'inscrit notre démarche.

En raison d'une règle que les présidents ont adoptée, nous agissons par alternance et selon l'ordre alphabétique. Il n'y aura qu'un seul président par séance et je préside celle d'aujourd'hui, en vertu de cette règle. Nous partageons cependant le discours d'ouverture. J'en prononce la première partie, M. Jean Campeau se chargera de la seconde. Je reviendrai en troisième partie tandis que M. Campeau conclura notre intervention qui, et j'insiste, traduit nos vues communes.

Créée le 4 septembre 1990 sous l'autorité de l'Assemblée nationale du Québec, la Commission a reçu un mandat clair et précis: étudier et analyser le statut politique et constitutionnel du Québec et présenter, au plus tard le 28 mars 1991, un rapport qui fait état de recommandations. Ce mandat, fort important et vaste qu'il nous appartient de remplir en étant pleinement conscients des raisons qui le justifient, s'inscrit dans un contexte historique et politique inédit. Il émane d'un extraordinaire consensus au sein de la population du Québec, consensus animé par le gouvernement et l'Opposition. Vu l'échec de l'accord du lac Meech, le statut politique et constitutionnel du Québec sera déterminé par les Québécoises et les Québécois; le Québec décidera de son avenir.

Voulue unanimement par les membres de l'Assemblée nationale, cette Commission est unique et son mandat, exceptionnel. Elle est, en

effet, composée d'élus et de non élus et son mandat repose sur la reconnaissance que les Québécoises et les Québécois sont libres d'assumer leur propre destin, de déterminer leur statut politique et d'assurer leur développement économique, social et culturel.

Le mandat de la Commission est résolument tourné vers l'avenir et il s'inscrit dans la continuité de l'attachement que le Québec a d'ores et déjà témoigné aux valeurs démocratiques et aux droits et libertés de la personne. C'est un mandat qui porte plus loin le seuil des espoirs à ne point décevoir.

L'échec, le 23 juin 1990, de l'accord constitutionnel du lac Meech a laissé le Québec, comme l'ensemble du Canada, dans une impasse. Les efforts du Québec en vue de tenter de convaincre les membres de la Fédération canadienne de la légitimité et du bien-fondé des conditions minimales qui lui auraient permis d'adhérer dignement à la loi constitutionnelle de 1982 sont restés vains et ont été annihilés, d'où l'impasse, source d'instabilité. La Commission devra se pencher sur les conséquences de cette impasse pour le Québec, dresser les constats qui s'imposent et envisager les éléments de la redéfinition du statut du Québec sur les plans politique et constitutionnel. Une nouvelle définition de la relation entre le Québec et le Canada, de la place du Québec au sein ou à côté du Canada est l'objet de notre démarche.

J'ai maintenant l'immense honneur de vous présenter les membres de la Commission. La Commission est composée de 36 membres, dont la moitié sont des élus de l'Assemblée nationale. Outre le premier ministre, M. Robert Bourassa, et le chef de l'Opposition officielle, M. Jacques Parizeau, 16 membres de l'Assemblée nationale y siègent, dont 9 du parti gouvernemental et 6 de l'Opposition officielle. Les représentants du parti gouvernemental sont Mme Louise Bégin, M. Guy Bélanger, M. Claude Dauphin, Mme Claire-Hélène Hovington, M. Cosmo Maciocia, qui est encore sans doute retenu par la tempête, Mme Christiane Pelchat, M. Gil Rémillard, M. Claude Ryan et M. Russell Williams.

Les représentants de l'Opposition officielle sont Mme Jeanne Blackburn, M. Jacques Brassard, M. Guy Chevrete, Mme Louise Harel et Mme Pauline Marois.

M. Richard Holden représente l'autre parti de l'Opposition. Le chef de ce même parti, M. Robert Libman, participe également à la Commission. Chaque député peut désigner un autre député de l'Assemblée nationale pour le remplacer à une séance.

En outre, 13 personnes représentent divers secteurs de la société, chacune d'elle ayant un

suppléant permanent. Ces membres sont deux élus municipaux, M. Jean-Louis Desrosiers, aujourd'hui absent - j'ai passé par-dessus M. Jacques Léonard, que je regardais et dont le nom apparaissait bien sur ma liste; M. Léonard, mes excuses - M. Desrosiers qui, je crois, est absent et normalement remplacé par M. Beaumier, M. Roger Nicolet qui est présent; quatre personnes du milieu des affaires, M. Marcel Beaudry, Mme Cheryl Campbell Steer, M. Ghislain Dufour et M. Charles-Albert Poissant; quatre personnes du milieu syndical, M. Louis Laberge, qui sera avec nous bientôt sans doute, M. Gérard Larose, Mme Lorraine Pagé et M. Jacques Proulx - M. Proulx qui nous a rejoints dans la tempête - et une personne du secteur coopératif, M. Claude Béland; un représentant du secteur culturel, M. Serge Turgeon et un représentant du milieu de l'enseignement, M. Guy d'Anjou.

Enfin, trois députés de la Chambre des communes à Ottawa sont membres de la Commission, M. Lucien Bouchard, M. Jean-Pierre Hogue et M. André Ouellet. Au terme de l'allocution des présidents, chacun des membres s'adressera à vous, en commençant par le premier ministre suivi du chef de l'Opposition officielle.

Sur le plan de l'organisation, la Commission compte trois instances aux responsabilités bien définies: la présidence, le comité directeur et le secrétariat. À titre de présidents, Jean Campeau et moi, nous dirigeons les travaux et veillons à l'exécution des décisions de la Commission. Nous animons aussi les séances, participons aux délibérations et avons le droit de vote. Au cours des audiences publiques, notre principale tâche sera de faire en sorte que cette Commission soit à l'écoute et qu'une pluralité de points de vue soient exprimés en toute objectivité. C'est ainsi que nous entendons tenir notre rôle et le jouer jusqu'à la fin.

Le comité directeur est composé, en plus des deux présidents, de six députés de l'Assemblée nationale et d'un représentant des autres membres de la Commission, M. Claude Béland. Les députés membres du comité directeur sont M. Guy Bélanger, M. Jacques Brassard, M. Guy Chevette, M. Claude Dauphin, Mme Christiane Pelchat et M. Gil Rémillard.

Le comité directeur est chargé de proposer à la Commission des règles de fonctionnement concernant, notamment, la convocation et le déroulement des séances ainsi que la procédure applicable aux délibérations. En vertu de ces règles, il revient au comité directeur de choisir les mémoires qui feront l'objet de discussions lors des audiences publiques.

Le secrétariat de la Commission, placé sous la responsabilité de M. Henri-Paul Rousseau, reçoit les mémoires et en fait une première analyse à l'intention des membres. Il revient au secrétaire de voir à la logistique des déplacements, à l'administration et aux communications. Il dirige aussi le personnel, s'occupe des affaires

courantes et assiste aux travaux du comité directeur de même qu'aux séances de la Commission. Il est responsable des archives, de la coordination des travaux de recherche et de la rédaction des documents de la Commission.

### M. Jean Campeau

**Le Président (M. Campeau):** Nous sommes bien conscients que chaque membre de la Commission vient avec son bagage d'opinions et d'expériences aussi bien personnel que politique. Cependant, nous sommes conscients que le mandat de la Commission est par trop fondamental pour être dominé par le jeu partisan.

La Commission se situe clairement à un tout autre niveau, là où l'ouverture d'esprit, la conscience de l'enjeu et la recherche de consensus essentiels doivent primer.

Notre démarche sera à la hauteur de la confiance et des attentes des Québécoises et des Québécois envers la Commission et ses membres. En cela, nous sommes tous appelés à remplir notre mandat de façon clairvoyante et généreuse avec, pour unique et commune préoccupation, le bien commun de toutes et de tous.

Ainsi, dans l'exercice de la présidence, nous resterons vigilants afin que la Commission soit à l'écoute de ce que les personnes des milieux québécois les plus divers ont à dire au sujet du statut politique et constitutionnel du Québec.

Certes, la tâche est ardue. Le débat constitutionnel est parfois complexe. Il est souvent facile de reprendre un mot, de reprendre une expression, de reprendre une phrase hors contexte et sans nuance et de lui donner ainsi une signification totalement différente. Il nous faudra donc tous être précis lorsque nous interviendrons et surtout attentifs lorsque d'autres parleront. Notre travail ne doit pas être une bataille de mots, mais un échange franc sur ce qui compte réellement, une recherche active de consensus.

(10 h 30)

Comme les audiences publiques sont radiotélédiffusées, chaque Québécoise et chaque Québécois participera à cet exercice. Les membres ont choisi de faire démarrer les travaux de la Commission par une vaste consultation populaire parce que l'objet de la Commission concerne, au premier chef, les gens de chez nous. Il nous est apparu dans la logique des choses de respecter le désir des Québécoises et des Québécois de participer à la redéfinition de leur avenir politique et constitutionnel. Mais, est-il nécessaire de le préciser, la tenue d'audiences publiques n'est pas le seul moyen retenu. C'est ainsi que des experts dans leur discipline, des sociologues, des politologues, juristes, économistes, historiens, gens du secteur des arts, des lettres et de la culture ont également été invités à contribuer aux travaux de la Commission. Les membres de la Commission et du comité directeur ont déjà participé à des séances de travail. Ils

en tiendront plusieurs autres en cours de mandat. Enfin, suivant le déroulement de ses travaux, la Commission envisagera la tenue de forums sur des sujets particuliers.

Première étape et non la moindre, les audiences publiques. Elles commencent aujourd'hui et se poursuivront pendant 22 jours à travers plusieurs régions du Québec. À Noël, la Commission aura fait à peu près le tour du Québec. Elle se sera déplacée de l'Abitibi-Témiscamingue à l'Estrie, de l'Outaouais à la Côte-Nord, en passant par le Bas-du-fleuve-Gaspésie, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, la Mauricie-Bois-Francis, Québec, Montréal et sa grande région métropolitaine.

Plus de 500 mémoires ont été reçus au Secrétariat de la Commission. Ils seront tous analysés par les membres de la Commission et le personnel du Secrétariat. Cependant, compte tenu de l'échéancier, tous les auteurs de mémoires ne pourront être, malheureusement, entendus. La sélection est faite par le comité directeur qui tiendra compte en priorité des mémoires les plus représentatifs. Il accordera une attention particulière à la pluralité des avis ainsi qu'à la clarté des arguments.

Par ailleurs, il faut comprendre que les points de vue que nous entendrons ici sont ceux d'organismes ou de personnes tout à fait libres et responsables de leurs opinions. Ce n'est pas parce qu'ils seront entendus que ces points de vue seront entérinés ou adoptés par la Commission.

L'audition des personnes et des organismes est soumise à des règles. Nous nous portons garants du respect de ces règles. Précisons d'abord que les organismes et les personnes qui présentent un mémoire ont été informés du temps qui leur est alloué. D'autre part, les membres de la Commission ont pris connaissance des mémoires avant leur présentation et ont donc déjà en tête les questions qu'ils se posent sur l'un ou l'autre des sujets développés dans les mémoires présentés. La durée des audiences n'est pas identique dans tous les cas. Les organismes ont un temps d'audience d'une heure ou d'une heure trente, selon ce qu'en aura décidé le comité directeur, tandis que les personnes jouissent d'un temps d'audience de 30 minutes. Le temps accordé aux experts et aux spécialistes sera décidé dans chaque cas par le comité directeur. Le temps alloué permettra aux auteurs de résumer brièvement leur mémoire et, ensuite, aux membres de la Commission de poser leurs questions.

#### Questions aux experts et autres personnalités

Les travaux de la Commission s'ouvrent publiquement aujourd'hui mais, le travail des membres et de l'équipe du secrétariat est commencé depuis quelques semaines. La réflexion préliminaire et les premiers travaux ont abouti à

la formulation de plusieurs interrogations sur lesquelles la Commission désire obtenir l'avis d'experts. C'est ainsi qu'il y a deux semaines, la Commission invitait un peu moins d'une centaine d'experts et de personnalités des arts, des lettres et de la culture à répondre aux questions suivantes:

Première question: Quels sont les principaux problèmes auxquels est confronté le Québec en ce qui concerne son statut politique et constitutionnel?

Deuxième question: Quels sont les domaines où le Québec pourrait et devrait jouir, premièrement, de la pleine compétence et où, deuxièmement, d'une compétence concurrente ou partagée?

Troisième question: Expliquez les implications de votre réponse à la question précédente sur le maintien et la promotion de l'identité québécoise.

Quatrième question: Expliquez les implications de votre réponse à la deuxième question sur le maintien et la promotion du niveau de vie des Québécois en tenant compte des aspects économiques, commerciaux, fiscaux, financiers et monétaires.

Cinquième question: Dans le cas de compétences partagées, expliquez avec quels partenaires, au singulier et au pluriel.

Sixième question: Dans le cas des compétences partagées, quels sont les institutions et les mécanismes d'arbitrage qui devraient être privilégiés? Et dites pourquoi.

Septième question: Quelles sont les implications de vos réponses aux questions précédentes, en ce qui concerne le statut politique et constitutionnel du Québec?

Huitième et dernière question: Quelles sont les principales expériences historiques d'intégration et d'interdépendance économiques et d'affirmation politique pertinentes pour le Québec? Quelle leçon en tirez-vous?

Au début de décembre, la Commission publiera la liste des noms de ceux et celles qui auront répondu à notre invitation. Leurs textes seront alors rendus publics. Certains d'entre eux viendront ensuite devant la Commission présenter le fruit de leur réflexion, sans doute lors des séances de décembre. Ces questions, vous l'avez compris, n'excluent aucune option politique.

Par ailleurs, nos travaux seront soutenus par deux préoccupations fondamentales. D'une part, notre exercice s'inscrit dans un contexte économique et politique international que nous ne pouvons pas oublier, sans quoi notre tâche serait illusoire et sans lendemain. D'autre part, notre démarche s'inscrit dans le long processus historique d'affirmation politique du Québec. Il faudra y trouver bientôt un aboutissement, si nous ne voulons pas qu'il continue à absorber nos énergies et nos ressources les plus créatrices.

Le rapport de cette Commission doit donc être à la fois celui d'hommes et de femmes conscients des changements fondamentaux qui

secouent la planète et celui des Québécoises et des Québécois qui veulent maintenir et promouvoir leur identité.

### Déclarations d'ouverture

#### M. Michel Bélanger

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Nous constatons tous les jours combien le monde est devenu un village. Par les biens que nous consommons, par les voyages que nous effectuons et surtout par l'information que nous assimilons, nous savons que des changements fondamentaux sont en train de modifier profondément la planète. L'Europe de l'Est se transforme radicalement. L'Allemagne s'est réunifiée rapidement. L'URSS est à revoir son système politique et économique et l'Europe de l'Ouest est en train de s'unir sur plusieurs plans.

Par ailleurs, l'économie mondiale enregistre des changements profonds et sans retour. Ainsi, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la libéralisation des échanges s'est effectuée à un rythme rapide. Ce phénomène se poursuit et c'est sans doute l'un des principaux facteurs de l'amélioration du niveau de vie qui s'est opéré au cours du siècle qui s'achève. De plus, grâce à la technologie des communications et à la déréglementation, les marchés financiers sont de plus en plus intégrés et unifiés. Enfin, la libéralisation des investissements étrangers dans plusieurs pays du monde a encouragé la croissance économique et accéléré le transfert des connaissances et des techniques. Les consommateurs connaissent la nature et la qualité des biens produits en d'autres pays. Ils ont et ils veulent avoir accès à ces biens aux meilleurs prix.

En un mot, les frontières économiques tombent les unes après autres. C'est le phénomène de la globalisation des marchés. Nier l'existence et même l'ampleur du phénomène ou penser qu'un recours à des mesures isolationnistes protégerait notre niveau de vie et celui de nos enfants serait une grave erreur. Il faut, au contraire, se donner les moyens de participer avec succès à ce nouvel environnement mondial. Notre réflexion s'inscrit donc dans le contexte de la globalisation des marchés qui a, et qui aura des conséquences certaines sur le rôle de l'État. Enfin, peu importe le régime politique: État unitaire, fédération, confédération, États associés, le phénomène de globalisation des marchés transfère vers les organisations internationales d'une part, et vers les consommateurs d'autre part, une partie de la souveraineté des nations.

Dans ce monde de marchés globaux, les États choisissent régulièrement de structurer leur interdépendance par des ententes entre eux. Si les États acceptent de tels transferts de souveraineté, c'est qu'ils préfèrent renoncer à une partie de leur souveraineté en sachant qu'il

existe des règles claires qui vont encadrer l'action des autres États plutôt que d'exercer totalement et isolément leur souveraineté sans autre appui que leur seul poids politique et économique.

Parce qu'elle s'accompagne d'une extraordinaire évolution dans le domaine des communications et de l'information, la globalisation des marchés entraîne la décentralisation des pouvoirs vers des niveaux de décision plus près des citoyens. Les experts, socialistes comme capitalistes, reconnaissent maintenant que la gestion décentralisée est plus efficace que la gestion centralisée. Les consommateurs et les contribuables préfèrent un service personnalisé, rendu localement, à un service standardisé conçu de manière bureaucratique, à partir de normes établies au loin, pour de très vastes ensembles géographiques.

Bref, nos travaux concernent l'avenir. Et l'avenir, en cette fin de XXe siècle, doit être envisagé à la lumière des implications de la globalisation des marchés et de la révolution de l'information. Si nous insistons sur les aspects économiques, ce n'est pas parce qu'ils déterminent en eux-mêmes le statut politique et constitutionnel, ni parce que ce même statut conditionne notre niveau de vie. En effet, notre niveau de vie dépend de plusieurs facteurs et de leur interaction. Nos talents, nos richesses naturelles, nos politiques publiques et nos valeurs telles que le goût d'entreprendre et de réussir, ainsi que la vigueur de l'économie mondiale et, en particulier, celle de nos partenaires commerciaux nord-américains influent directement sur notre niveau de vie.

Cependant, dans notre monde moderne de concurrence globale, l'économie du Québec doit atteindre et maintenir un contrôle rigoureux de ses coûts de production. En effet, à l'échelle du monde, l'économie du Québec, comme l'économie canadienne d'ailleurs, est relativement petite et elle doit, par sa capacité concurrentielle, gagner ses parts de marché, ses revenus et ses emplois. On le voit bien, ce n'est pas l'appartenance au régime fédéral qui, en soi, assure notre niveau de vie, comme ce n'est pas non plus la seule accession à la souveraineté qui le protégerait. Dans un cas comme dans l'autre, le Québec est et demeurera une économie ouverte où les échanges avec le monde extérieur constituent un des facteurs clés de la réussite. Qui est plus, les chocs extérieurs, telles les fluctuations économiques mondiales, les variations dans le prix des matières premières ainsi que les conditions financières nord-américaines continueront de nous influencer fortement et exigeront de nous une grande capacité d'adaptation. Enfin, notre capacité d'entreprendre, la qualité de nos ressources humaines et la concertation de nos efforts joueront un rôle déterminant pour notre bien-être économique.

(10 h 45)

S'il n'existe pas de lien univoque entre "statut politique" et "niveau de vie", il existe toutefois une relation entre l'incertitude politique et la performance de l'économie. En effet, en période d'incertitude, les décisions des consommateurs, des investisseurs et des commerçants sont facilement retardées parce qu'ils ne connaissent plus les règles du jeu. Ces facteurs nous forcent à limiter la durée de toute période d'incertitude et il nous faudra convaincre, par nos débats, que le Québec continuera de se conformer à toutes les règles acceptées de l'activité économique et à respecter ses engagements. Nous ne pouvons pas sous-estimer les problèmes économiques associés aux phénomènes de transition et de changement constitutionnel. Aussi devons-nous adopter un discours économique juste et réfléchi.

Si les dimensions constitutionnelles et économiques se trouvent si étroitement liées, c'est qu'il nous faudra rapidement relever d'autres défis. Depuis plusieurs années, en effet, de nouveaux problèmes sociaux ont émergé et d'autres se sont aggravés. De l'énergie et des ressources privées et publiques doivent être consacrées à leur solution. Des dossiers comme ceux de la famille, de la jeunesse, de la santé, de l'immigration, du logement, des personnes âgées, de la sécurité du revenu soulèvent et soulèveront des questions de plus en plus préoccupantes, qui devront connaître des réponses satisfaisantes à l'intérieur du cadre politique que le Québec décidera de se donner.

Le vieillissement de la population ainsi que les attentes de celle-ci, en matière d'accessibilité à des services de qualité, représentent autant d'éléments déterminants pour l'avenir de la société québécoise. N'oublions pas que les institutions politiques et économiques ne sont pas des fins en elles-mêmes, mais des moyens pour améliorer les conditions de vie qui préservent la dignité et l'égalité des chances.

Les groupes minoritaires et défavorisés, de toutes origines et de toutes conditions, trop souvent victimes de discrimination, ont leur place dans une société québécoise libre dont le caractère distinct ne comporte par ailleurs aucune ambiguïté.

Le statut de la langue française et les droits linguistiques des minorités, le soutien aux créateurs artistiques et culturels ainsi que la place qui revient aux minorités ethniques et linguistiques qui enrichissent le visage du Québec doivent animer nos réflexions et inspirer nos débats. En tant que seule enclave en Amérique du Nord où la langue française est celle de la majorité, le Québec doit maîtriser les outils de son épanouissement culturel.

**M. Jean Campeau**

**Le Président (M. Campeau):** La Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du

Québec relèvera avec succès le défi qui lui est posé. Nous arriverons ensemble à définir les éléments essentiels du futur statut politique du Québec. Entendons-nous bien. Nous ne sommes pas un groupe de négociateurs avec le reste du Canada ou l'une de ses parties. Nous ne sommes pas un groupe d'experts chargés de définir tous les éléments techniques de notre avenir constitutionnel. Notre mission est de faire des recommandations à l'Assemblée nationale sur le statut politique et constitutionnel du Québec. Notre tâche sera accomplie, si nous esquissons ce statut et si ce projet reçoit l'appui d'une large majorité des membres de la Commission.

Notre travail, parce qu'il est en grande partie public, contribuera également à faire progresser la réflexion des Québécoises et des Québécois et à préparer la suite des événements qui relèvent des organisations politiques. Compris de cette façon, notre mandat est tout à fait réalisable d'ici le 28 mars. C'est dire que nous, les présidents, ferons l'impossible pour que les principaux enjeux soient connus d'ici Noël.

Nous voulons ici inviter les organismes de presse et les journalistes à contribuer à la réalisation de notre mandat. Nous voulons une discussion ouverte, sincère et honnête et les médias auront un rôle important à jouer en diffusant une information critique qui fera bien comprendre la problématique, mais qui contribuera à maintenir un débat au-dessus de la partisanerie. Aidez-nous à faire de cet exercice un succès retentissant.

Tous les membres de la Commission seront appelés à faire preuve de générosité lors des discussions. Que la volonté de réussir nous incite à adopter des attitudes de solidarité, des attitudes d'honnêteté. Notre démarche collective, elle, est publique et ouverte sur le monde; qu'elle soit une preuve de notre attachement aux valeurs de démocratie et de liberté.

Mesdames, messieurs, travaillons ensemble et travaillons efficacement. Visons à franchir un pas majeur, un pas déterminant, un pas fondamental dans le processus d'affirmation politique du Québec. Que notre démarche prouve que le Québec sait ce qu'il veut. Je vous remercie.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** J'invite maintenant le premier ministre, M. Robert Bourassa, à prendre la parole.

**M. Robert Bourassa**

**M. Bourassa:** MM. les Présidents, mesdames, messieurs, mes premiers mots sont évidemment pour vous remercier, MM. Bélanger et Campeau et toute votre équipe, pour le travail exceptionnel que vous avez accompli jusqu'à maintenant. Il reste encore 150 jours avant la conclusion et le dépôt du rapport, mais on peut tous être très positifs dès aujourd'hui en voyant l'efficacité avec laquelle vous avez travaillé jusqu'à main-

tenant.

Nous avons décidé de créer cette Commission parlementaire élargie, qui est un précédent, je crois, dans l'histoire du Québec, après avoir examiné quelques choix. On avait pensé à une commission parlementaire de type traditionnel. Étant donné le caractère exceptionnel de la situation, nous avons conclu qu'il fallait chercher une autre formule. On avait suggéré l'établissement d'États généraux. Comme nous croyons que l'Assemblée nationale est l'institution centrale au Québec, nous avons conclu qu'il était préférable d'inclure l'Assemblée nationale dans ce processus fondamental de réflexion pour notre avenir. Donc, nous sommes avec cette Commission parlementaire élargie, où il y a une prépondérance de députés de l'Assemblée nationale.

Vous me permettez, mesdames, messieurs, de signaler dans cette réalisation la collaboration du chef de l'Opposition. Au cours de l'été, nous nous sommes entendus sur la plupart des points. Évidemment, il y a eu quelques accords sur des désaccords, mais dans l'ensemble on peut dire que le résultat de cette Commission est la suite du travail commun. Mais il y a quand même un point sur lequel l'accord entre les deux était très net, c'était l'importance de la dimension économique et – vous y avez fait référence tantôt, M. le Président Bélanger – la priorité qu'on doit accorder au renforcement de l'économie québécoise.

Le Québec est une société distincte, on le sait, et qui devient, sur le plan économique, de plus en plus ouverte sur le monde. Quoi qu'il arrive, le Québec restera évidemment toujours une société distincte et, pour nous, le Québec doit demeurer aussi un endroit privilégié pour l'ensemble des investisseurs. Ceci est fondamental, on l'admet, pour notre progrès social et culturel. Ceci est essentiel pour que nos jeunes gardent confiance dans leur propre avenir économique. Ceci est également de plus en plus indispensable pour affronter l'endettement croissant des pouvoirs publics qui résulte, comme on le sait, des dépenses accrues de l'État avec une certaine stabilisation des revenus ou une réduction moindre des revenus à cause de l'impact de la concurrence internationale sur les coûts de production. À cet égard, il y a donc des liens économiques entre le Québec et le reste du Canada, en tenant compte aussi du contexte nord-américain qu'il faudra examiner avec réalisme. Il y a toute la question – on en a déjà beaucoup parlé – de l'union monétaire. On peut, là aussi, voir dans le débat européen, une référence intéressante. Toute cette question de la légitimité démocratique de la Banque centrale. Sûrement que vos experts pourront donner des points de vue intéressants à cet égard.

J'ai toujours soutenu que, dans la logique du progrès économique, essentiel pour notre avenir, il y avait cette dynamique interne entre l'acceptation d'une union douanière qui mène

elle-même à l'acceptation d'un marché commun, à l'acceptation d'une union monétaire et jusqu'à quel point on peut ou on doit avoir des liens entre l'union monétaire et l'union politique. On ne peut pas éviter, à cet égard, de citer l'exemple très récent de l'Allemagne, où l'unification monétaire a contribué certainement, d'une certaine façon, à l'unification politique. Il y a tous ces avantages de la triple mobilité: mobilité des biens, mobilité des personnes, mobilité des capitaux. Avec quelle structure politique nous devons soutenir cette triple mobilité?

Ces quelques propos, mesdames, messieurs, ont pour but d'expliquer l'importance que nous avons voulu donner, de part et d'autre, à l'aspect économique de cette réflexion. Indépendamment de cet aspect, vous me permettrez d'ajouter quelques mots sur la raison d'être plus précise de cette Commission. Je serai concis puisque nous en sommes déjà tous conscients.

On sait que le 22 juin dernier, nous avons dû constater avec regret que l'accord du lac Meech, en dépit de son caractère très modéré et très raisonnable, était rejeté, même s'il avait été signé à plusieurs reprises par tous les premiers ministres des provinces et le premier ministre du Canada. Cet accord, est-il nécessaire de le rappeler, avait pour but de réintégrer le Québec au sein du Canada et de donner à la Loi constitutionnelle de 1982, qu'on nous avait imposée, la légitimité qu'elle n'avait pas. Pour moi, l'échec de l'accord du lac Meech avait pour effet de discréditer le processus de révision constitutionnelle existant au Canada. On ne peut plus faire confiance désormais aux mécanismes de négociation et de révision constitutionnelle à 11 gouvernements. Voilà ce que j'évoquais le 23 juin dernier.

Je disais aussi, à ce moment-là, que l'accord du lac Meech avait été un test pour la volonté du Canada anglais de comprendre le Québec et que la décision de le rejeter remettait logiquement en cause notre avenir politique. Cette Commission parlementaire est donc légitime tout en étant exceptionnelle. C'est bien de l'avenir politique du Québec dont il faudra traiter dans cette Commission. Ce qui est en cause, c'est le statut constitutionnel et politique du Québec et l'Assemblée nationale demande à cette Commission une contribution historique pour en définir les principaux éléments.

(11 heures)

Ici, autour de cette table, se trouvent réunis, dans une institution unique, des citoyens et des citoyennes du Québec qui ont une responsabilité très importante pour notre avenir. C'est évidemment une tâche difficile, mais aussi un défi exaltant. Et nous entreprenons aujourd'hui une consultation sans précédent dans notre population, de nos experts et de nos régions. Le mandat que vous a confié l'Assemblée nationale est un mandat large. Vous devez étudier et analyser le statut politique et constitutionnel du Québec et formuler, à cet égard, des recomman-

dations. C'est ce que dit la loi qui crée la Commission.

Dans la poursuite de vos travaux et dans l'élaboration de vos recommandations, il vous faudra tenir compte, d'abord et avant tout, de ce que nous sommes. Il nous faudra aussi, comme je le signalais, tenir compte des grands courants mondiaux, comme vous l'avez également signalé, MM. les présidents: la globalisation des marchés, les associations d'États, l'établissement de structures supranationales et, enfin, l'épanouissement des nationalismes. Un des grands défis de cette Commission sera précisément de réconcilier ces forces et tendances, en apparence contradictoires, qui semblent éloigner les peuples mais qui, en réalité, les rapprochent.

Le débat et la réflexion qui s'amorcent peuvent difficilement exclure des problématiques ou des options. En ce sens, l'ensemble des besoins de la société québécoise seront analysés au cours des mois qui viennent et les Québécois feront entendre, en ce qui les concerne, les meilleurs moyens de les satisfaire.

Il est cependant prévisible que les besoins intimement liés à la protection et à la promotion du caractère spécifique du Québec retiendront l'attention de la Commission d'une manière toute particulière. L'identification et la reconnaissance de notre différence, de notre caractère distinct, constituent un fil conducteur historique de l'action et des revendications constitutionnelles de tous les gouvernements. Les moyens ont certes varié, mais l'on s'est toujours battu pour faire accepter que l'on demeure ce que nous sommes. Les outils, les pouvoirs indispensables au maintien et au développement du caractère spécifique du Québec constituent un domaine essentiel où l'Assemblée nationale doit être souveraine.

Comme le mentionne le livre beige, la société québécoise, sous l'autorité de son gouvernement, s'est dotée, au cours des dernières années, d'un cadre de vie et d'un réseau d'institutions qui sont l'expression de plus en plus complète de sa culture distincte. Au Québec, les lois, le système judiciaire, les médias, les arts, les lettres, le système d'enseignement, le réseau des services sociaux, les institutions religieuses, les institutions d'épargne populaire sont, de manière prépondérante, français et par la langue et par la culture qui les imprègnent.

J'ajouterai que depuis plusieurs années le Québec se caractérise également par le haut niveau démocratique de son fonctionnement et par le grand respect qu'il accorde aux libertés et aux droits individuels dans la poursuite des intérêts collectifs. Ainsi, le débat qui s'amorce devra prendre en considération le rôle important de la communauté anglophone, des autochtones et des communautés culturelles dans le développement du Québec. La protection et la promotion de notre langue et de notre culture, de notre identité distincte représentent cependant un défi

plus substantiel et plus difficile que jamais, compte tenu de la force prédominante de la langue anglaise dans les communications modernes et, aussi, compte tenu des réalités démographiques et migratoires qui l'influencent directement.

Par exemple, comment protéger et promouvoir l'identité québécoise sans le pouvoir et la capacité d'agir efficacement sur les phénomènes démographiques et migratoires qui façonnent littéralement son visage de demain? Le fait, pour le Québec, de détenir des pouvoirs efficaces dans ces secteurs déterminera sa capacité et son efficacité d'action dans quatre grands dossiers porteurs d'avenir: le redressement démographique, la prospérité économique, la pérennité du fait français et l'ouverture sur le monde. L'immigration enrichit la société québécoise, facilite son ouverture sur le monde. L'apport de l'immigration au redressement démographique est indiscutable et a des effets stratégiques quant au maintien de notre poids relatif au Canada et en Amérique du Nord.

Sur le plan économique, l'immigration permet l'injection de capitaux neufs et peut stimuler la croissance économique. Évidemment, les politiques d'accueil et d'intégration linguistique des immigrants doivent faire en sorte que ces nouveaux Québécois adoptent la langue de la majorité. Le choix est difficile. Non seulement faut-il contrôler le nombre d'immigrants, mais encore faut-il développer notre capacité d'accueil. On pourrait ajouter, mesdames, messieurs, d'autres exemples de pouvoirs clés pour notre développement ayant trait notamment à la formation professionnelle et aux communications. Ces pouvoirs sont liés au caractère distinct du Québec et, en même temps, ont pour but de réduire le doublement des services.

La Commission doit donc être à l'image de la population que nous représentons, tolérante mais déterminée, rigoureuse mais, en même temps, éprise de liberté et respectueuse du pluralisme de notre société. La maturité sociale et politique de la population devra caractériser nos débats. Les fonctions, les expériences et les titres des membres de la Commission permettent de représenter adéquatement et légitimement tous les Québécois et d'assumer une défense et une promotion solide et éclairée des intérêts supérieurs du Québec.

Quant à nous, nous aborderons cette Commission avec confiance, réalisme et ouverture. Confiance, parce que le Québec a fait la preuve, au cours de son histoire, qu'il est capable de relever les défis qui s'imposent. On n'a qu'à constater le développement exceptionnel des 30 dernières années. Réalisme, parce que le Québec doit être de son temps. Et, à cet égard, l'interdépendance économique est difficilement contournable. Ouverture, parce que nous ne voulons pas conclure avant d'avoir écouté. Et nous souhaitons que cette attitude soit partagée

par le plus grand nombre de nos concitoyens. Je vous remercie.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, M. le premier ministre. La parole est maintenant au chef de l'Opposition officielle, M. Jacques Parizeau.

**M. Jacques Parizeau**

**M. Parizeau:** MM. les présidents, mesdames et messieurs les membres de la Commission, je veux ce matin chercher, dans la mesure de mes moyens, à me faire le porte-parole de tous ceux qui, au Québec, à l'heure actuelle, cherchent à transformer profondément le système politique dans lequel ils vivent. Au fond, si on ne voyait pas autant de Québécois réagir de cette façon, peut-être que la Commission ne serait pas apparue. C'est parce que tant de Québécois, à l'heure actuelle, regardent du côté de la souveraineté du Québec comme étant la voie de l'avenir pour eux que, finalement, on se sent, en un certain sens, forcés de leur répondre. Certains répondront dans un sens, d'autres dans l'autre, mais il y a des questions qui demandent des réponses et, au moment où nous nous parlons, c'est probablement la principale question qui se présente aux Québécois. On a souvent cherché à définir la souveraineté comme une voie rétrograde, comme n'étant justement pas une voie de l'avenir et pourtant on constate depuis maintenant bien des années à quel point l'idée de la souveraineté pénètre partout et modifie, finalement, les structures politiques partout.

La décolonisation, il y a une trentaine d'années, a fait apparaître des dizaines de pays souverains. En Europe de l'Est, depuis quelque temps, on voit des pays réaffirmer leur souveraineté, qu'ils n'avaient nominalement jamais perdue; mettons qu'ils avaient perdu la plupart des attributs véritables. On voit ces petits pays baltes chercher à récupérer une souveraineté qu'ils avaient perdue il y a 50 ans. On voit l'URSS, même, chercher dans des voies de la souveraineté possiblement une façon de se sortir des difficultés qu'elle éprouve actuellement, et le public québécois voit cela.

Le public québécois se rend parfaitement compte qu'en dépit de ce qu'on lui affirme souvent la souveraineté est, à notre époque, une des questions politiques primordiales. Au Québec, bien sûr, la question se présente un peu différemment de ce que nous avons pu voir dans bien d'autres pays du monde. Au Québec, pour, je pense, un nombre croissant de Québécois, la souveraineté est comme une sorte d'aboutissement. L'échec du lac Meech ne pourra jamais, au fond, tout à fait être balayé sous le tapis constitutionnel, ni ici ni dans le Canada anglais. Tout se présente comme si, avec l'échec de l'accord du lac Meech, une nouvelle perception s'était produite au Québec, que là était peut-être

la vraie dernière chance du fédéralisme. Donc, on arrive à la souveraineté, en un certain sens, après avoir épuisé les autres solutions.

Qu'est-ce que c'est, la souveraineté, au fond? Parce qu'il faut être clair là-dessus. La souveraineté d'un pays, c'est l'aptitude de ce pays à faire en sorte qu'il ramasse tous les impôts et les taxes qui sont perçus sur ses citoyens. La souveraineté, c'est avoir le contrôle de toutes les lois qui s'appliquent à ses citoyens. La souveraineté, c'est pouvoir négocier tous les traités qui vont lier un pays avec ses voisins ou avec d'autres pays du monde. La souveraineté, c'est ça.

Il m'a toujours apparu étonnant que l'appui que l'on peut trouver chez les Québécois à chacune de ces trois mesures, individuellement – tel qu'on le constate, par exemple, à l'occasion de sondages, depuis fort longtemps – est toujours très élevé. Tout s'est passé, pendant longtemps, comme si les Québécois étaient prêts à accepter la souveraineté au détail, tous les impôts, ou alors toutes les lois, mais devant le mot de la souveraineté avaient davantage d'hésitations. Or, ces hésitations tombent, à l'heure actuelle.

Ce que la souveraineté va offrir aux Québécois et aux Québécoises, c'est la possibilité – si on ramène ça à l'essentiel – de diriger leurs propres affaires dans leurs intérêts ou dans leur intérêt, c'est de se sortir d'arbitrages où, minoritaires, les Québécois sont souvent soumis à des orientations qui ne sont pas les leurs et dont ils ne veulent pas nécessairement, et puis c'est aussi assurer l'avenir comme ils l'entendent.

La souveraineté définie de cette façon, cependant, elle présente un risque, et un risque qui pourrait être un risque assez sérieux. C'est celui du retour sur soi-même, du repli, au fond – disons-le – du nombrilisme, et c'est à ces fins, pour éviter ce risque, qu'il faut l'absolue nécessité de l'ouverture sur le monde et de l'association économique.

(11 h 15)

Ce qui empêche, au fond, un peuple qui devient souverain de se replier sur lui-même, c'est la nécessité de notre époque de l'association économique, l'association économique sous toute espèce de formes. Mais c'est peut-être une autre des grandes caractéristiques de notre époque, à part la souveraineté, que d'avoir fait en sorte que de petits pays peuvent exister, vivre, prospérer, se développer dans de grands espaces économiques. C'est la découverte majeure de l'époque contemporaine. On sait maintenant qu'on peut être Danois, sinon Luxembourgeois, dans la communauté économique européenne, de la même façon qu'on peut être Québécois dans un grand marché nord-américain.

On a vu ces enjeux être longuement discutés au moment du débat sur le libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Mais ce test du libre-échange, le test véritable de ce débat,



comme le test de la souveraineté d'ailleurs, sur le plan économique, c'est cette insistance à être concurrentiel à l'égard du grand marché, à faire en sorte que l'on démontre tous les jours son aptitude à être concurrentiel en dehors de chez soi. Et c'est de cette façon que l'on peut le mieux éviter, dans un certain sens, le repli sur soi-même. Évidemment, dans le cas du Canada, l'association économique d'un Québec souverain avec ce Canada, peut, et moi j'en suis convaincu, va porter sur un très grand nombre de sujets: l'union monétaire, évidemment; l'union douanière, c'est incontournable; certainement les questions de transport; probablement les questions de communication.

Il y a une foule de domaines où il faudra qu'un Québec souverain délègue un certain nombre de pouvoirs, ou même des ressources. Mais pour déléguer, il faut les avoir. On ne peut pas déléguer ce qu'on n'a pas. Ces modes d'association économique sont acceptés dans quel cadre? Dans le cadre où ils sont mutuellement avantageux pour les deux parties. Ne nous faisons pas d'illusions, seul l'intérêt des deux parties sur le plan économique assurera les modes d'association et le nombre de modes d'association et les caractéristiques de cette association. Sans intérêts communs, l'association économique fera un bout de chemin; plus il y aura de domaines où on pourra trouver que l'avantage mutuel existe, plus il y aura vraisemblablement de modes d'association économique. C'est inscrit dans l'histoire. Ça fait partie, maintenant, comme on l'évoquait plus tôt ce matin, de la globalisation des marchés.

Dire cependant, M. le Président, association économique, souligner la nécessité, à notre époque, de l'association économique, ça ne veut pas dire du tout, en soi, association politique. Et je pense que ça va être un des rôles importants de la Commission, de clarifier cela. D'ailleurs le premier ministre y faisait allusion à un moment donné, il y a quelques minutes, il va falloir qu'on s'entende sur le sens des mots. Quand on dit association, c'est d'association économique dont on parle ou d'association politique?

L'association politique, je voudrais en dire quelques mots parce que j'ai parfois l'impression qu'il y a une forte tentation de remonter une quinzisième dernière chance du fédéralisme, de chercher, au fond, à retrouver le fédéralisme en suggérant des modifications. Ça fait 45 ans que ça dure. Ça fait 45 ans, maintenant, que le Québec et les gouvernements qui se sont succédé sont allés discuter avec Ottawa et les autres provinces des changements à la Constitution canadienne, des changements au fédéralisme canadien, sans jamais beaucoup de succès, dans la mesure où ces changements impliquaient davantage de pouvoirs pour le Québec. Là, nous vivons sous un poids de l'histoire extrêmement lourd. Et je pense que la Commission va avoir aussi à raviver la mémoire des Québécois.

Il y a quelque chose d'un peu désespérant à suivre cette série d'échecs, cette série d'espoirs au Québec, toujours déçus et dont le dernier en date, j'ai l'impression, pour un bon nombre de Québécois, a été le dernier espoir déçu. Quels que soient les changements politiques que l'on veut envisager aujourd'hui, en tout cas, souvenons-nous d'une chose: c'est que ces changements politiques devront être adoptés dans le cadre canadien actuel, dans le cadre constitutionnel actuel. Les provinces qui n'ont pas voulu reconnaître que le Québec était une société distincte, on va les retrouver pour ne pas reconnaître qu'à cause de ce caractère distinct, le Québec a davantage, doit avoir davantage de pouvoirs. Ce qui a été non au moins, ne sera pas oui au plus. Et dans le cas d'un bon nombre de ces changements de l'ordre de l'association politique qui sont parfois envisagés à l'heure actuelle, ne nous faisons aucun doute, ça doit être approuvé à l'unanimité des provinces; dans d'autres cas, par sept provinces et 50 % de la population.

Quand on veut, aujourd'hui, se dire, quelques mois à peine après l'échec de Meech, le 23 janvier: Si on s'essayait à nouveau, ne perdons pas de vue que ce sont ces provinces, ces autres provinces canadiennes qui diront oui ou qui diront non. Et dans ce sens, l'association politique et toutes les tentatives de modifier l'association politique, au fond, peuvent être simplement une sorte de statu quo qui n'ose pas encore s'avouer. Dans la mesure, en tout cas, où ce ne serait pas ça, je pense que le fardeau de la preuve est à l'égard de ceux qui veulent à nouveau chercher à provoquer des changements, dans le cadre politique canadien, sur la faisabilité de l'opération. Après autant d'échecs, si on veut recommencer, au moins, ceux qui veulent recommencer aient le fardeau de la preuve pour indiquer que c'est le moins possible faisable.

En tout cas, la souveraineté du Québec est le seul geste de portée politique profonde, fondamentale que les Québécois peuvent poser sans qu'ils soient assujettis à l'acceptation constitutionnelle du reste du Canada. Au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la déclaration de souveraineté du Québec est le seul geste politique fondamental et profond que les Québécois peuvent poser eux-mêmes sans en demander l'autorisation ailleurs.

Je conclus de la façon suivante. L'association économique est une exigence fondamentale de notre époque. C'est incontournable. Il est évident que le Québec ne peut, d'aucune espèce de façon, s'imaginer reculer par rapport à ses exigences de la vie d'aujourd'hui. Mais il faut vouloir clairement poser le premier geste, c'est-à-dire la souveraineté, pour pouvoir discuter, négocier le second, c'est-à-dire l'association économique. Et je crois qu'il va falloir, à cet égard, nous prononcer assez rapidement.

Il est très intéressant de voir, dans les milieux d'affaires, cette pression qui s'exerce depuis quelques temps en disant aux Québécois: Décidez-vous. Il faut que ça devienne clair. Ne passons pas des années à brouiller l'eau, à brouiller les pistes et à prendre les concepts les uns pour les autres. Le choix qui s'amorce, je pense, doit être clairement exposé, et ce choix il doit se faire rapidement et les gestes qui en découlent à ce moment-là, je pense, vont être pris en bon ordre, en maintenant tout ce qui est nécessaire à la prospérité du Québec, mais en ajoutant bien d'autres instruments dont nous ne disposons pas à l'heure actuelle et qui sont propres, non pas seulement à la prospérité matérielle du Québec, mais à son épanouissement comme société.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, M. Parizeau. Maintenant nous allons procéder dans l'ordre suivant: nous aurons d'abord M. Rémillard, ensuite M. Brassard, M. Ryan, M. Chevette, M. Béland, M. Bélanger, M. Dauphin et Mme Pelchat. Par la suite nous reprendrons par ordre alphabétique pour tous les autres membres, en commençant par M. Beaudry. Je donne donc la parole à M. Gil Rémillard.

#### M. Gil Rémillard

**M. Rémillard:** Merci, merci M. le Président. MM. les Présidents. C'est ici, dans cette salle, le 12 décembre 1985, soit il y a environ maintenant tout près de cinq ans, que j'ai été assermenté comme ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes. Le premier ministre, M. Bourassa, me confiait alors le mandat d'entreprendre des démarches auprès du gouvernement fédéral et auprès des autres provinces pour que nous puissions en arriver à une entente constitutionnelle pour permettre au Québec de redevenir un partenaire à part entière dans la Fédération canadienne, à la suite des événements du rapatriement de la Constitution en 1982, qui avait été fait sans la participation du Québec.

À l'occasion d'un discours que j'ai eu l'occasion de prononcer en mai 1986 au Mont-Gabriel, j'ai énoncé les cinq conditions qui étaient à la base de notre position constitutionnelle. Ces cinq conditions étaient les plus raisonnables jamais demandées par un gouvernement québécois. Nous acceptions de construire le solage pour, dans un deuxième temps, construire la maison. Nous savions très bien, alors, que les discussions seraient difficiles, très difficiles, et nous étions, je dois dire, conscients qu'en cas d'échec les solutions de rechange devraient être plus catégoriques. Le gouvernement fédéral et toutes les provinces ont été bien informés, très bien informés, de nos intentions. Nous les avons bien informés aussi des conséquences d'un échec. À la demande du premier ministre, M. Bourassa, j'ai rencontré à plusieurs reprises les premiers

ministres et les ministres responsables du dossier pour leur expliquer clairement que l'échec de Meech ne laissait pas d'autre alternative au Québec que celle de faire un choix plus radical, plus déterminant.  
(11 h 30)

Dans bien des provinces canadiennes, l'on considère l'échec de Meech comme un banal échec constitutionnel, semblable à ceux que nous avons vécus dans les 30 dernières années. C'est là une analyse erronée fondée sur une bien mauvaise perception de la réalité québécoise. L'échec de Meech n'est pas banal; au contraire, l'échec de Meech déclenche aujourd'hui, avec les travaux de cette Commission, un processus sans précédent dans notre histoire, un processus qui occasionnera certainement des changements substantiels au statut constitutionnel du Québec.

Le 23 juin dernier, au moment de la mort de l'entente du lac Meech, c'est dans cette salle, dans ce salon rouge, que le premier ministre, M. Bourassa, disait que "dorénavant le fédéralisme à onze est terminé". Nous n'accepterons plus de nous retrouver un contre dix, surtout que nous savons maintenant que, pour certains premiers ministres, leur signature ne vaut pas tellement plus que le papier sur lequel elle apparaît. Sans amertume aucune, mais avec la fierté et la détermination qui ont toujours caractérisé le peuple québécois, tournons la page, regardons donc vers l'avenir. Notre Commission parlementaire peut être l'outil privilégié qui va nous permettre, au-delà de toute partisanerie politique, de prendre les décisions qui s'imposent. Après plus de 30 ans de vaines discussions, les Québécois nous disent maintenant très clairement, et nous avons ce message très clairement qui nous vient de partout: Ça suffit, prenons nos décisions. De fait, ce sont les Québécois qui doivent décider seuls de leur avenir, et personne d'autre.

Parmi les questions qui doivent être abordées pendant nos travaux il m'apparaît que quatre de ces questions pourraient être particulièrement fondamentales. Premièrement, la première question qu'on doit se poser, c'est certainement celle de savoir où nous en sommes, de faire le point ensemble où nous en sommes, après 30 ans de discussions constitutionnelles sans résultat. Le "maîtres chez nous" de Jean Lesage prend probablement maintenant toute sa signification et aussi, je devrais dire, sa juste perspective. Après les "égalité ou indépendance", "souveraineté culturelle", "souveraineté-association" et l'accord du lac Meech, nous revenons, d'une certaine façon, à la case de départ, mais enrichis de l'expérience de ces 30 dernières années.

Une deuxième question, à mon avis, s'impose: Quelles sont les valeurs de notre société que nous voulons privilégier? Comme Québécois, nous sommes distincts tant dans la Fédération canadienne que sur le continent américain et la

scène internationale. Nous sommes distincts non seulement par notre langue, notre culture, mais aussi sous bien des aspects par notre façon de vivre et nos institutions. Cependant, nous partageons, comme société libre et démocratique, un engagement commun à édifier une société la plus juste, la plus équitable possible, une société où chacun a la plus grande garantie du respect de ses droits, de ses libertés, une société qui recherche le mieux-être de ses citoyens par une sécurité économique, une prospérité économique basée sur l'égalité des chances pour tous et une économie ouverte au phénomène de l'internationalisation.

Nous sommes une société de tolérance. Notre nationalisme n'en est pas un de xénophobie, de repli sur soi, mais bien d'ouverture sur le monde, d'ouverture sur ceux qui, venant de partout au monde, veulent relever le défi de notre société. Nous sommes à la fois distincts et semblables, et ça, comme tous les autres peuples de la terre. Nous devons exprimer pleinement notre distinction tout en partageant ce que nous avons en commun, et c'est là notre premier défi.

C'est ainsi qu'on devrait se poser une troisième question: Quelles compétences, quels pouvoirs, quels moyens devrait-on détenir pour exprimer ce que nous sommes et partager ce que nous avons en commun? Les pouvoirs et compétences du Québec selon la constitution canadienne sont nettement insuffisants et même, à plusieurs égards, pénalisent le Québec dans son développement.

Et, finalement, une dernière question, tout aussi fondamentale, doit être bien présente dans nos travaux. Comment doit-on procéder pour obtenir ces juridictions, ces pouvoirs et ces moyens dont nous avons besoin? On a refusé au Québec les cinq conditions les plus raisonnables qu'il ait jamais demandées. Est-il réaliste de croire qu'on pourrait négocier ces nouvelles compétences, ces nouveaux pouvoirs, ces nouveaux moyens, avec succès, avec le reste du Canada en suivant la processus constitutionnel actuel? Il ne s'agit pas de seulement déterminer ce que nous voulons, mais nous devons aussi nous interroger sur le processus que nous devons suivre, un processus de continuité et aussi de détermination, un processus qui nous permettra d'obtenir ce dont nous avons besoin. La volonté du peuple québécois, clairement exprimée, devrait être notre première référence.

Messieurs les Présidents, j'ai confiance dans les travaux de notre Commission et j'ai aussi confiance dans le peuple québécois, un peuple, comme le dit Menaud, le maître draveur de Félix-Antoine Savard: "Un peuple qui ne sait pas mourir", un peuple de fierté et de détermination qui, le temps venu, prendra avec sagesse et maturité, les décisions qui s'imposeront. Je suis profondément convaincu que cette fois, c'est la bonne. Nous ne sommes pas les seuls au monde à

revoir notre statut constitutionnel. Il ne faut pas exagérer notre situation. Tout comme en 1960, le contexte international nous poussait à nous doter des instruments d'un État moderne, le contexte mondial actuel nous inscrit, comme peuple, comme nation, comme société, dans un mouvement international d'émergence à la fois des nationalismes et des liens d'association essentiels.

Messieurs les Présidents, le défi est de taille, et je suis confiant que notre Commission sera un outil privilégié pour le relever avec succès.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Je passe maintenant la parole à M. Jacques Brassard.

**M. Jacques Brassard**

**M. Brassard:** Merci, M. le Président. Je pense qu'il est primordial, dès le départ, de tirer les leçons de l'échec de l'accord du lac Meech au moment même où le Québec aura – et les travaux de cette Commission seront sans doute utiles à cette fin – à déterminer et à choisir un statut et un cadre politique qui lui permettra d'assumer et d'assurer son développement comme société, je dirais même comme nation.

Au-delà de son contenu, dont on connaît la minceur et la nature anémique, le défunt accord du lac Meech est devenu en quelque sorte autant le symbole que la manifestation de l'émergence de deux nations engagées dans un débat de fond sur leur avenir respectif, deux nations confrontant leur vision et leur projet.

On a souvent dit: Meech a agi comme un puissant révélateur d'une réalité qu'on se refusait de voir, en tout cas que certains se refusaient de voir. Tous les tartuffes du Canada et du Québec auront beau répéter: "Cachez ce sein que je ne saurais voir", cela n'empêchera plus personne de se buter sur ce fait incontournable. Le rejet de Meech par le Canada anglais a projeté dans une lumière crue, l'incompatibilité foncière entre, d'une part, la quête d'un statut particulier du Québec à l'intérieur de la Fédération canadienne et, d'autre part, la vision canadienne-anglaise du régime fédéral fondée sur la Charte de 1982 et plaçant toutes les provinces sur le même pied.

C'est ce qui fait que, pour bon nombre de Québécois, la mort d'un accord comportant les conditions les plus faibles, les plus modestes, certains diront les plus insignifiantes, mises de l'avant par un gouvernement québécois en matière de réforme constitutionnelle, a été perçue vraiment comme l'ultime dernière chance du fédéralisme. Le Québec, en effet, recherche depuis plus de 30 ans un statut particulier à l'intérieur de la Fédération canadienne qui soit conforme à son identité, à sa culture, à ses aspirations. Meech s'inscrit dans cette longue série de tentatives qui ont toutes avorté et qui visaient à doter le Québec de pouvoirs accrus

nécessaires à son développement.

Qu'il suffise de nous rappeler l'échec de la formule Fulton-Favreau en 1965 en raison du refus du Canada anglais de procéder à un nouveau partage des compétences; l'échec de la Conférence de Victoria de 1971 où le premier ministre actuel du Québec se voit refuser les compétences exclusives pour le Québec en matière de sécurité sociale; l'acte constitutionnel de 1982 qui impose au Québec, sans son consentement, une charte des droits dont les dispositions réduisent les pouvoirs de l'Assemblée nationale, particulièrement en matière d'éducation et de langue.

Ce sont ces mêmes personnes, d'ailleurs, qui ont perpétré ce coup de force qui viennent encore nous dire aujourd'hui qu'un non à la souveraineté serait interprété comme un oui au fédéralisme renouvelé. Il faut vraiment avoir une réserve inépuisable de sans-gêne et de mépris.

Je me permets d'affirmer que l'échec de Meech est, je dirais, générateur de clarté et de limpidité puisque, au fond, il ramène à deux les choix et les options qui s'offrent au Québec. Le premier choix, c'est le maintien du régime actuel, tel qu'il fonctionne, dans lequel le Québec est une province tout à fait comme les autres et on se satisfait de ce régime ou on s'y résigne, mais on n'y touche pas. L'autre choix, c'est la souveraineté permettant d'obtenir tous les outils et tous les pouvoirs d'un véritable pays.

Il n'est pas inutile de dire que dans le fouillis indescriptible de notions, de concepts et d'idées qui encombrant présentement le paysage politique québécois, l'idée de la souveraineté est sans doute celle qui est à la fois la plus simple et la plus limpide car, qu'est-ce que la souveraineté, sinon, bien simplement, trois choses, le chef de l'Opposition le rappelait tantôt: d'abord, le pouvoir exclusif de l'Assemblée nationale de faire adopter les lois s'appliquant sur son territoire; ensuite, le pouvoir exclusif de percevoir les impôts des citoyens et des corporations sur le territoire québécois et, enfin, le pouvoir exclusif de conclure des traités avec d'autres États souverains.

Le Parti québécois, depuis sa création, privilégie cette option. Nous n'avons pas l'intention, au cours des travaux de cette Commission, ni de nous en excuser ni de mettre nos convictions en veilleuse ou entre parenthèses, mais nous respecterons, bien sûr, les choix et les opinions qui diffèrent des nôtres.

Quant aux choix du gouvernement et de son chef, on peut dire qu'on les connaît maintenant. S'il a pu y avoir des doutes à ce sujet, ils sont désormais dissipés. M. Bourassa est et demeure fédéraliste. Remarquez qu'il en a parfaitement le droit. Ce faisant, son gouvernement opte en faveur du maintien du fédéralisme, tout en préconisant un statut particulier pour le Québec, fondé, il va sans dire, sur un nouveau partage des compétences, entre autres en immigration, en

formation professionnelle et en communications, il en a parlé tout à l'heure.

M. Bourassa ose même compliquer encore davantage les choses en y ajoutant un troisième étage, soit un Parlement supranational qui viendrait chapeauter, d'un côté, le Parlement du Québec et, de l'autre, les Législatures des neuf provinces anglaises, toujours surmonté d'un Parlement fédéral. Ce dernier se délesterait de certains pouvoirs majeurs en faveur de la superstructure supranationale.

Si M. Lévesque avait baptisé une "maison de fous" le fédéralisme à deux étages, je me demande comment il qualifierait cette architecture surréaliste à trois étages, une "maison hantée" peut-être. Mais qu'on choisisse le fédéralisme baroque ou le fédéralisme plus classique, il faut être cependant bien conscient des conséquences d'un tel choix. Cela signifie, pour les Québécois, une nouvelle plongée dans les marécages constitutionnels pour au moins les trois prochaines années. En choisissant de demeurer fédéraliste, en optant pour une révision du régime actuel, en proposant un projet plus ou moins compliqué de modifications du système fédéral, le gouvernement est obligé, il est contraint de cheminer et de manoeuvrer à l'intérieur du mode de négociation et en vertu de l'actuelle formule d'amendements qui sont prévus dans la constitution canadienne, c'est-à-dire, rappelons-le, que tout changement exige, au pire, l'accord unanime des 11 Parlements, au mieux, l'adhésion d'au moins sept provinces, représentant 50 % de la population canadienne.

(11 h 45)

Car il faut bien se comprendre, on ne peut pas à la fois et en même temps vouloir demeurer à l'intérieur de la Constitution canadienne et se soustraire aux règles qu'elle prévoit pour la changer. Pourtant, en juin dernier, le premier ministre reconnaissait que ce mode de négociation à 11 gouvernements était totalement discrédité. Et le ministre Rémiillard déclarait récemment – il l'a répété encore tantôt – et je le cite: "Le système est vicié, le Québec s'est fait piéger par l'Acte constitutionnel de 1982. Ça ne peut plus marcher. On ne peut plus continuer comme ça. Le fédéralisme à 11, c'est terminé", fin de la citation. Je rappelle au ministre et aux Québécois aussi que, si votre projet consiste à renouveler le fédéralisme, à réviser, par exemple, en profondeur, le partage des compétences, eh bien! vous n'avez pas le choix. Vous devez, de nouveau, consentir à vous laisser broyer par la mécanique infernale de la négociation à 11 gouvernements. C'est inévitable. Dans ces conditions, quelles sont les probabilités raisonnables que la seizième ou la vingtième dernière chance du fédéralisme, qu'elle soit superstructurée ou non, soit adoptée? À mon avis, tout à fait nulles. Cul-de-sac assuré, échec inéluctable!

Comment le Québec peut-il, sérieusement, en vertu de la même formule d'amendement,

prétendre obtenir davantage alors qu'on lui a refusé le moins, le minimum? Il faut se rendre à l'évidence. Le Canada anglais a refusé, refuse et refusera d'accorder un statut particulier au Québec. Comme le dit si bien Claude Morin c'est la seule option dont l'échec est d'avance assuré. Le gouvernement du Québec n'est même pas capable, actuellement, de conclure des ententes administratives bilatérales dans certains secteurs, telles l'immigration ou la main-d'œuvre. Ce qui signifie que même la solution de rechange temporaire à l'échec de Meech est aussi un échec lamentable.

C'est pourquoi, M. le Président, je voudrais exprimer ma conviction — je ne pense pas que ce soit inconvenant ou déplacé de le faire — que seule la souveraineté peut nous permettre de nous sortir du carcan constitutionnel actuel et du piège de la formule d'amendement de 1982. Seule la souveraineté peut aussi établir, et c'est ce qu'on recherche je l'espère, un véritable rapport de force face au Canada pour négocier, cette fois-ci, d'égal à égal, les modalités d'une association économique selon nos intérêts mutuels. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, M. Brassard. Je rappelle à tous que la limite de temps pour aujourd'hui est de 10 minutes chacun. Je ne l'avais pas mentionné précédemment. Heureusement, personne ne l'a dépassée. Je cède maintenant la parole à M. Christos Sirros, qui remplace M. Ryan. M. Sirros.

#### M. Christos Sirros

**M. Sirros:** Merci beaucoup, M. le Président Bélanger, Mesdames et Messieurs. J'aimerais peut-être commencer en disant tout simplement que nous n'avons pas l'intention, M. le Président, de faire la caricature de nos positions partisanes politiques parce que, justement, je pense que nous nous trouvons à un moment historique, à un moment important, M. le Président, de tout le cheminement passé et futur de l'avenir du Québec. Et si pour ma part, durant les dix dernières années de mon implication sur la scène politique québécoise à l'Assemblée nationale, j'ai souvent eu ce sentiment d'assister effectivement à des moments importants de notre histoire, il ne fait pas de doute pour personne aujourd'hui que nous assistons effectivement à un tel moment. Je me sens donc particulièrement privilégié de participer à l'inauguration des travaux de cette Commission sur l'avenir constitutionnel du Québec. Et, à titre de substitut de M. Claude Ryan, je tiens donc aussi à appuyer la volonté du gouvernement du Québec de susciter un large débat, le plus large possible, sur l'avenir du Québec.

Cette Commission, M. le Président, est composée de personnes qui représentent les principaux secteurs d'activités de la société

québécoise. De plus, je tiens à souligner, comme je le faisais au tout début, qu'on peut qualifier de non partisane cette Commission puisque, non seulement l'ensemble des deux partis, trois partis à l'Assemblée nationale sont représentés, mais également les quatre paliers du gouvernement, ainsi, comme je le disais, l'ensemble des secteurs de la société.

Il est souhaitable qu'on puisse effectivement trouver un consensus au sein de la société québécoise sur les balises de l'avenir du Québec. La Commission donnera l'opportunité à tous les groupes de la société de faire des représentations et d'exposer leurs points de vue. Une tournée, comme ça a été déjà mentionné, a été planifiée dans le Québec et sera entreprise pour favoriser cette participation de tous les Québécoises et Québécois préoccupés par l'avenir du Québec.

Comme on a parlé beaucoup de spécificité, M. le Président, j'aimerais prendre quelques secondes, quelques minutes pour parler de la mienne aussi. En tant que ministre délégué aux Affaires autochtones et également en tant que personne issue des communautés culturelles, je tiens à souligner l'importance de cette Commission pour le respect de la diversité culturelle, linguistique et ethnique, et elle permettra — je le souhaite ardemment — aussi de faire valoir la réalité des nations autochtones. Cette dimension de la société québécoise, cette diversité, ainsi que la réalité des nations autochtones, doit toujours, à mon esprit, être présente dans l'esprit également de tous les membres de la Commission.

Quand nous parlerons, par exemple, des communautés culturelles, il faudra se rappeler qu'elles constituent un élément qui prend une importance grandissante à cause du poids démographique, économique et politique ainsi que de l'impact culturel qu'est leur présence dans la société. On parle d'une réalité qui aura un impact de plus en plus grand sur le fonctionnement de la société et de ses institutions, et il est évident que le Québec subira des transformations majeures. Le fait que ces changements démographiques seront vécus au même moment que nous vivrons des transformations d'une nature ou d'une autre sur le plan constitutionnel rend, M. le Président, les travaux de cette Commission encore plus importants.

Il est à souhaiter que la Commission puisse servir de point de convergence quant à la définition des caractéristiques que nous donnerons à notre société, peu importe le chapeau constitutionnel qu'on portera. Entendons-nous pour dire, une fois pour toutes, qu'il n'y a pas de Québécois de souche, qu'il n'y a pas de Québécois de premier plan ou de deuxième plan, qu'il n'y a pas de Québécois blancs, rouges, noirs ou jaunes, qu'il y a tout simplement des Québécois avec des besoins spécifiques, M. le Président. Dans ce contexte, la Commission a un rôle primordial à jouer en entérinant les principes qui

guideront l'élaboration d'un modèle de société.

Plus particulièrement quant aux autochtones, il faut prendre en considération que leur présence est un élément de base de notre société. Le Québec reconnaît la légitimité historique de la présence des nations autochtones depuis fort longtemps ici et reconnaît leur droit à la spécificité. Les quinze principes adoptés en 1983, d'ailleurs, et réaffirmés en 1988, ici, à l'Assemblée nationale, en sont la preuve. Le Québec considère comme primordial d'avoir des rapports harmonieux avec les nations autochtones et de bâtir une relation de confiance mutuelle.

Toute vision d'une société ouverte et accueillante doit, au préalable, reconnaître l'existence des peuples autochtones sur son territoire. C'est la reconnaissance de leur culture, de leur langue, de leurs coutumes et de leurs traditions distinctes. Les nations autochtones doivent aussi participer pleinement au développement économique du Québec. Nous respectons leur volonté de diriger elles-mêmes le développement de leur propre identité, et c'est d'ailleurs ce qui distingue les nations autochtones des communautés culturelles du Québec.

Cette prise en charge, par les nations autochtones, de leur propre identité doit se faire, d'une part, en s'assurant d'une base territoriale et, d'autre part, en assurant l'adaptation des instruments de transmission culturelle. Le défi sera d'assurer que cette prise en charge puisse se faire au sein de la société et avec elle, et non pas à part et en marge. Le défi, pour la Commission, sera de tenir compte de cette nécessité dans ses recommandations.

La Commission doit se pencher sur une option qui affirme que le Québec a la liberté de ses choix, que l'intérêt supérieur des Québécoises et des Québécois soit reflété par un choix qui privilégie la stabilité économique et politique. C'est par cette voie également que les autochtones peuvent partager, dans un esprit de partenariat, avec l'ensemble de la population, un espoir d'un avenir stable, sain et économiquement fort. Cet objectif est primordial pour permettre aux autochtones de maintenir leur identité et leur spécificité en leur procurant les moyens de développer une économie qui les place sur un pied d'égalité dans la société québécoise. C'est ainsi qu'ils pourront assurer leur avenir dans un Québec fort.

Quant à la participation des nations autochtones dans le processus de la Commission, je demanderais officiellement aux membres de la Commission, et plus particulièrement au comité directeur, d'envisager un forum spécifique qui permettra aux nations autochtones de faire valoir leurs différents points de vue quant à l'avenir constitutionnel du Québec et à la place qu'elles occuperont en conséquence.

Je m'engage également à poursuivre cette réflexion sur la participation des autochtones en m'assurant que toutes les nations autochtones

seront consultées sur une proposition éventuelle sur l'avenir du Québec. C'est très important que les autochtones participent aux travaux de la Commission, parce qu'il en va aussi de leur avenir et de leur place au sein de la société québécoise. Il est important que les autochtones saisissent cette opportunité pour expliquer à la population québécoise leur point de vue sur la relation qui devrait exister entre les nations autochtones et le Québec, dans le contexte d'une proposition sur l'avenir constitutionnel du Québec. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, M. Sirros. La parole est maintenant à M. Guy Chevette.

#### M. Guy Chevette

**M. Chevette:** Merci, M. le Président. Je voudrais tout d'abord souhaiter aux deux présidents la meilleure des chances dans la réalisation de ce mandat fort important et historique pour l'avenir de toutes les Québécoises et de tous les Québécois. Je voudrais également les assurer de ma plus entière collaboration. Et vous me permettez aussi de remercier M. Parizeau qui m'a offert cette opportunité de participer activement aux travaux de cette Commission en me nommant à la fois membre de la Commission ainsi que membre de son comité directeur.

La Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, qui commence aujourd'hui ses audiences, est le produit de l'esprit de solidarité sans précédent qui a balayé le Québec au lendemain de l'échec de l'accord du lac Meech.

Du "Le mal est déjà fait", de M. Claude Bélard, en passant par les "Finis le Canada à 11" et "Le Québec est libre et capable d'assumer son destin", du premier ministre du Québec, le 22 juin dernier, à l'Assemblée nationale, en terminant par le "Mon premier ministre", du chef de l'Opposition, à cette même occasion, la boucle était bouclée. À l'occasion des célébrations de notre fête nationale, des centaines de milliers de personnes lançaient un défi à leurs hommes et femmes politiques: Serions-nous capables de nous montrer à la hauteur de la situation et répondre aux attentes de tout un peuple, en sachant trouver la formule appropriée pour justement assumer notre destin? Nous avons dû faire des compromis de part et d'autre, mais l'important c'est que, tant du côté du gouvernement que du côté de l'Opposition officielle, nous nous sommes entendus sur cet essentiel que je décrirai en rappelant textuellement le préambule solennel de la loi 90 qui a créé la Commission à l'unanimité de l'Assemblée nationale. Et je cite les trois paragraphes de cette loi:

"Les Québécoises et les Québécois sont libres d'assumer leur propre destin, de déterminer leur statut politique et d'assurer leur développe-

ment économique social et culturel.

"Les Québécoises et Québécois ont la volonté d'être partie prenante à la définition de l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

"Il y a nécessité de redéfinir le statut politique et constitutionnel du Québec."

Notre Commission est le moyen original que nous nous sommes donné pour consacrer cette volonté des Québécoises et Québécois. En ce sens, je crois que la classe politique a su relever le défi qui lui a été lancé. J'émetts simplement le voeu qu'au cours des prochains mois ce défi continue d'être relevé quotidiennement par tous les membres de cette Commission et que nous évitions l'écueil de la partisanerie.

Le Québec et les aspirations de nos concitoyens et de nos concitoyennes qui l'habitent attendent de nous qu'on relève ce défi. Pour ce qui est de l'accomplissement de notre mandat comme tel, j'aimerais vous livrer quelques réflexions qui me sont venues de mes concitoyens et qui démontrent bien leurs attentes. Parmi eux, certains souverainistes depuis 25 ou 30 ans, d'autres se recrutent parmi ceux qui ont cru, en 1980, qu'un non voulait dire un oui et qui comprennent eux aussi que le refus du Canada anglais du seuil minimal que représentait l'accord du lac Meech ne leur donnait maintenant d'autre alternative que de rechercher une solution exclusivement québécoise.

La très grande majorité de ces gens ordinaires que je rencontre souhaite que cette Commission fasse des propositions claires, propose des solutions qui viseront à mettre un point final aux tergiversations fédérales-provinciales et aux négociations alambiquées qui perdurent depuis des décennies et des décennies.

Personne ne veut revivre le cirque du mois de juin dernier entourant la réanimation artificielle puis la mort finale de l'accord du lac Meech. Les Québécoises et les Québécois n'hésitent pas aussi à nous confier qu'ils veulent se développer à leur rythme, selon leurs aspirations, selon leur culture, librement, démocratiquement, sans avoir à quémander à qui que ce soit les privilèges, les droits qu'ils croient fondamentaux, qu'ils ne veulent plus voir leur destinée ou leur avenir soumis à un vote de dix contre un. La plupart ont aussi acquis la conviction que le Canada anglais pourra se développer selon son rythme, ses aspirations, sans que le Québec soit toujours considéré comme l'empêchement numéro un. D'autre part, ils ne veulent plus voir le Canada les empêcher de faire de même.

(12 heures)

Par exemple, même si parler de constitution peut souvent paraître bien abstrait et superflu pour la majorité de nos concitoyens et concitoyennes, au-delà des textes juridiques, la constitution canadienne affecte quotidiennement nos vies, et c'est d'autant plus vrai en pleine crise économique. Ainsi, dans le secteur de la santé et des services sociaux, secteur que je

connais mieux, les implications du fédéralisme sont très réelles. En 1967, lorsque l'Acte de l'Amérique du Nord britannique fut adopté, le texte de base de la constitution stipulait que la santé et les services sociaux étaient de juridiction et de compétence du Québec, pour ce qui en existait, bien sûr.

Après la seconde guerre mondiale, le gouvernement d'Ottawa décida de s'occuper de ce qui ne le regardait pas et il utilisa alors, pour éviter d'aller contre la constitution, ce qu'on appelle son pouvoir de dépenser. C'est-à-dire qu'il taxe les Québécoises et les Québécois, collecte l'argent et le retourne au Québec, mais à certaines conditions. Et ces sommes d'argent sont importantes, si bien que le Québec n'a d'autre choix que de se soumettre.

Ainsi, l'actuel ministre de la Santé et des Services sociaux, M. Marc-Yvan Côté, qui prépare actuellement une réforme du système de santé, a les mains attachées par la Loi fédérale sur les services de santé assurés. Il ne pourrait mettre de l'avant une solution originale et proprement québécoise, même s'il le voulait. C'est ainsi que le Parlement fédéral adopte des lois qui affectent des secteurs qui, normalement, devraient relever exclusivement du Québec.

À cette contrainte inacceptable s'en ajoute une autre, celle de la détermination des priorités dans l'utilisation de l'argent qui provient de nos taxes et de nos impôts. La capacité de payer des impôts n'est pas illimitée, même si les gens qui nous écoutent sont convaincus que les gouvernements pensent le contraire. Ottawa et Québec se partagent ce qu'on appelle une assiette fiscale. Et ce qu'Ottawa prend dans vos poches, le Québec ne l'a pas. Tout cela peut être un débat politique sans trop de conséquences concrètes pour les citoyens lorsqu'en période de vaches grasses les gouvernements dépensaient allègrement, mais ce n'est plus le cas.

Le gouvernement fédéral s'en va vers la faillite et il doit sabrer dans ses dépenses. Il a choisi, entre autres, la santé et les services sociaux, et il n'y a rien que le Québec puisse y faire. Ainsi, le gel de la contribution fédérale au financement de la santé, amorcé dans le dernier budget par M. Wilson, représente un manque à gagner pour le Québec de 157 400 000 \$, en 1990-1991. Et si l'on tient compte des autres coupures adoptées par le fédéral depuis 1982, le manque à gagner pour le Québec, pour la seule année 1990-1991, en matière de santé, est de 848 000 000 \$, et atteindra 1 121 000 000 \$, en 1991-1992. Évidemment, Ottawa ne se retire pas en proportion du champ de l'impôt et force le Québec, pour qui le maintien des services est une priorité, à couper ailleurs.

Si un gouvernement du Québec estimait qu'il vaut mieux utiliser cet argent pour les organismes bénévoles, par exemple, et choisir de couper des dépenses militaires ou le budget alloué au gouverneur général ou encore au Sénat canadien,

il ne peut pas le faire. Le Québec n'a pas un contrôle complet de l'argent qui provient de ses contribuables. Il est à la merci d'Ottawa. C'est d'ailleurs ce qui, on s'en souviendra, avait ébranlé le ministre Marc-Yvan Côté dans sa foi fédéraliste et, on le comprend, avec raison.

Mais que faire? Exiger que la santé et les services sociaux soient de juridiction exclusive au Québec? Ça peut être la question que plusieurs peuvent se poser. Rappelons-nous qu'en 1920 Alexandre Taschereau dénonçait l'ingérence du fédéral dans le secteur social. En 1946, Maurice Duplessis critiquait l'ingérence d'Ottawa dans l'assurance-santé; même chose en 1965 avec Jean Lesage, en 1967 avec Daniel Johnson, en 1969 avec Jean-Jacques Bertrand, en 1970 avec l'actuel premier ministre Robert Bourassa et en 1978 avec M. René Lévesque. Est-ce qu'en 1991 on va répéter la même chose? Il me semble que, si Ottawa n'a pas compris à sept reprises, comment comprendrait-il une huitième fois?

C'est d'ailleurs pourquoi des gens réfléchis, matures n'hésitent pas également à nous confier que l'un des grands dangers de la Commission est de tenter de trouver des solutions artificielles de compromis, ni chair ni poisson, ou encore d'élaborer une longue liste d'épicerie. Cela ne contribuerait qu'à perpétuer ce climat de confrontation néfaste autant pour le Canada anglais que pour le Québec et nous replongerait dans le type de vaudeville de négociations que l'on a connu en juin et auquel j'ai fait référence tout à l'heure. Et à ceux qui, en toute bonne foi, croiraient encore à l'ultime chance, rappelons simplement qu'on nous a refusé une clause interprétative qui, de l'avis de plusieurs, ne voulait absolument rien dire.

Mes concitoyens me disent aussi, sans ambiguïté – et je partage leur point de vue – que cette Commission n'a pas à tenir compte des éventuelles acceptations ou refus du Canada anglais dans la recherche de solutions. Ce n'est pas au Québec de définir ce qui pourrait être un Canada futur mais bien au Québec de définir ce qu'il veut être à l'avenir. D'ailleurs, à ce sujet, je déplore vivement ce retour à l'époque des épouvantails à moineaux que nous a fait revivre le premier ministre du Canada, en fin de semaine, par le biais de ses déclarations sur la solvabilité des fonds de pension.

La clarté des différentes options s'impose plus que jamais. À ce sujet, et comme l'a souligné avec pertinence mon collègue, le député du Lac-Saint-Jean, M. Brassard, il est également primordial de toujours tenir compte du fait, qu'en raison du cadre légal qui nous a été imposé par la Constitution canadienne de 1981, toute tentative de rénover le fédéralisme, notamment par le transfert de domaines de compétence, est soumise à un carcan de la formule d'amendement, Parlement fédéral, 750.

On n'a pas le droit de leurrer nos concitoyens et j'ai la conviction que le respect de

ces derniers commande qu'on affiche clairement nos couleurs. Quant à moi, j'ai la ferme conviction que le Québec est pleinement capable de s'assumer comme pays souverain. Nous avons les compétences, nous avons la main-d'œuvre, nous avons les richesses naturelles, nous avons une culture merveilleuse et, surtout, nous sommes capables. Et, le jour où nous aurons le courage collectivement de nous assumer pleinement et d'exercer notre droit légitime à l'autodétermination, nous serons, comme certains autres peuples, capables d'offrir à nos voisins et aux autres pays cette possibilité de nous associer sur le plan économique par des traités qui nous avantagent mutuellement.

D'ailleurs, j'en profite pour rappeler les propos du professeur Gil Rémillard qui, dans le tome I, de ses deux livres sur le fédéralisme canadien, à la page 88, disait: "Le fédéralisme est à la fois une union d'États et de personnes qui doit reposer avant tout sur un désir inébranlable de vivre ensemble. Il s'agit là probablement de la première condition d'existence de toute fédération." Ce désir, à mon avis, n'est carrément plus là. Il n'existe sûrement plus au Québec. Je formule donc le vœu que cette Commission soit à l'image de notre population qui, à plus de 60 % présentement, désire s'assumer pleinement. Je souhaite également que chacun des membres ait le courage de ses convictions intimes et profondes. Je vous remercie, M. le Président.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Vous êtes chanceux, M. Chevette. Si la présidence avait su compter, vous auriez dépassé de quelques secondes les dix minutes. Ha, ha, ha! C'était pour citer M. Rémillard, mais n'invitons pas tout le monde à faire la même chose. M. Claude Béland.

**M. Claude Béland**

**M. Béland (Claude):** Merci, M. le Président. Vous savez que j'ai été convoqué à cette table comme représentant du secteur coopératif du Québec. J'ai été invité, en somme, à venir avec vous, avec les parlementaires et avec les représentants des différents milieux, mesurer l'étendue et la profondeur des consensus qu'on pourrait réussir ensemble quant à l'avenir du Québec, peut-être à cause de mon expérience coopérative. Mais il m'apparaît qu'un préalable à l'établissement de consensus c'est celui de reconnaître la bonne foi de tous ceux et celles qui forment cette Commission. Je n'ai pas le plaisir de connaître chacun personnellement, mais je sens déjà que tous ensemble – et je tiens ça pour acquis – nous avons tous et toutes un même but: sauvegarder et accroître la qualité de vie de tous les citoyens et citoyennes du Québec. Sans doute que ce premier consensus, à mon sens, est déjà établi.



Mais d'un autre côté, et ça, peut-être que nous le savons aussi, l'être humain, dans sa complexité, trouve finalement sa véritable qualité de vie dans la satisfaction d'un ensemble d'aspirations profondes. Au départ, je pense qu'il faut l'admettre, l'être humain n'est pas uniquement une créature économique. Il n'est pas que travailleur, entrepreneur ou consommateur. Je pense qu'il est aussi un être personnel, unique, qui vit d'émotions, de projets, de sentiments, de rêves et qui aspire à se réaliser dans toutes les dimensions de son être. Comme il est en même temps un être social et, de par sa nature, incliné à vivre en relation avec les autres, il se nourrit et trouve souvent son bonheur dans l'histoire, dans ses valeurs, dans ses sensibilités et les aspirations qu'il partage d'une façon privilégiée avec ceux qui ont les mêmes origines que lui, dans une continuité qui les rattache à l'avenir comme au passé et dans un puissant sentiment d'appartenance à une communauté humaine qui a un sens pour lui et qu'il veut durable.

Dans ce sens-là, je pense que notre responsabilité, comme membres de cette Commission, est très grande parce que, pour contribuer à la qualité des gens d'ici, il nous faudra tenir compte de ce qu'ils sont globalement. Il ne s'agira pas uniquement d'aligner et de comparer des chiffres, mais il faudra faire en sorte qu'ils trouvent aussi dans les choix d'avenir réponse à la fois à leurs besoins personnels et à leurs aspirations communes.

Certains ont déjà affirmé que cette Commission est historique, faisant référence à la fois à l'originalité de sa composition et à l'importance du mandat qu'on lui confie; c'est très vrai. Mais, pour ma part, je crois que cette Commission sera historique aussi si elle s'inscrit vraiment dans la perspective d'une étape nouvelle dans ce long cheminement que, depuis la Conquête, les francophones d'ici ont entrepris pour cesser de vivre comme des minoritaires dans leur pays. Si cette Commission les fait avancer dans ce cheminement, je suis sûr que les gens du Québec, à ce moment-là, y trouveront une certaine sécurité, et dans la sécurité on trouve toujours une meilleure qualité de vie.

Car, à mon sens, c'est là que nous en sommes. Cette Commission n'a pas à refaire l'histoire, elle n'a qu'à en prendre acte. On ne peut pas oublier plus de 200 ans de longues démarches en vue de l'accession à une véritable autonomie nationale. On ne peut pas ignorer des décennies de luttes subtiles, mais combien tenaces, et ces luttes qui nous ont amenés à une telle volonté d'affranchissement qu'il y a 25 ans - c'est bien 25 ans - un premier ministre du Québec, l'honorable Jean Lesage, pouvait affirmer, sans crainte de représailles, et je cite: "Le Québec se doit d'être l'expression politique du Canada français et il doit jouer le rôle de mère patrie de ceux qui, au Canada, parlent français."

Il ajoutait: "Le Québec possède des traits particuliers qu'il a le droit de mettre en valeur et le droit de sauvegarder. Pour y parvenir, il doit posséder dans toute la mesure du possible les leviers économiques, sociaux, administratifs et politiques grâce auxquels il pourra réaliser ses aspirations légitimes de peuple adulte."

À l'époque, il exprimait aussi le vœu que l'action du Québec s'exerce dans la paix et l'harmonie, en tenant compte des réalités nord-américaines et en particulier des réalismes du fédéralisme canadien. On ne peut pas, surtout, ignorer que tous les gouvernements depuis cette date se sont inspirés des mêmes objectifs qu'ils ont exprimés successivement par des slogans ou des concepts divers, "maîtres chez nous", "égalité ou indépendance", "souveraineté culturelle", "souveraineté-association", "assurons notre avenir", etc., mais depuis quelques décennies l'objectif des Québécois et des Québécoises a toujours été le même, donner au Québec l'autonomie qui lui permettra de se bâtir un avenir qui lui ressemble et qui est conforme à ses aspirations légitimes de peuple adulte.

Il y a 10 ans, on a même proposé aux gens du Québec d'accélérer ce cheminement en agissant par la voie de l'affirmation de nos droits. Les Québécois et les Québécoises, avec les informations qu'ils avaient à l'époque, ont choisi de reprendre, une fois encore, la négociation. Or, nous le savons tous, les négociations ont échoué. Ce qui a fait dire, d'ailleurs, au premier ministre actuel du Québec, l'honorable Robert Bourassa, au mois de juin dernier - et on s'en souvient tous très bien parce qu'on était braqués devant nos télévisions - il disait: Quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, le Québec est aujourd'hui et pour toujours une société distincte, libre et capable d'assumer son destin et son développement.

(12 h 15)

Ce n'est donc pas parce que les négociations ont échoué que les gens du Québec veulent pour autant renoncer à leur marche vers une plus grande autonomie. Au contraire, ils veulent maintenant l'accélérer et préciser sans délai ce qu'ils devraient maintenant faire ensemble pour assurer, justement, la continuité de l'histoire, la continuité de leur histoire. Mais devant l'impasse actuelle, nous le savons tous, les avenues nouvelles ne sont pas nombreuses. Il n'est pas besoin, il me semble, de s'engager dans de longs débats pour en faire la liste. Ce qui sera plus important, c'est que cette Commission-ci mesure les conséquences, les conditions et les risques, pour l'ensemble des gens du Québec, des choix qui peuvent s'offrir à eux. Le rôle de cette Commission, à mon avis, c'est moins de dénouer l'impasse, c'est le peuple qui le fera lui-même - ce sont toujours les peuples, d'ailleurs, qui font les pays et pas seulement les politiciens et encore moins les gens d'affaires, ça, je le reconnais - mais cette Commission devra surtout

faire le maximum de travaux, réunir le maximum de connaissances pour dégager des réponses aux questions que se posent les gens d'ici sur les choix et les conséquences des choix qu'ils auront à faire.

Cette Commission se doit donc d'être très ouverte, transparente. Elle doit être un lieu d'échanges où la rigueur s'élèvera au-dessus de la partisanerie. Il faut faire en sorte d'assouvir la soif d'information de nos compatriotes afin que ceux-ci fassent le plus tôt possible un choix démocratique en toute connaissance de cause, en acceptant sciemment et volontairement les risques de ce choix. Car il ne faut pas se faire d'illusions, tout changement, quel qu'il soit, surtout s'il devait se faire unilatéralement, comporte des risques et entraîne des bouleversements. C'est sur ces questions, à mon sens, que cette Commission doit se pencher avec la plus grande intégrité.

Nous n'avons pas à décider si le Québec est une nation. On le sait depuis longtemps. D'ailleurs, en relisant des vieux livres pour me préparer à cette Commission, je retrouvais avec surprise qu'un émissaire britannique venant ici, et qui rêvait de l'assimilation des francophones, avait découvert lui-même... Il disait, en écrivant à sa reine, en 1839 - ce n'est pas d'hier: "Je m'attendais à trouver un conflit entre le gouvernement et le peuple; j'ai trouvé plutôt deux nations en lutte au sein d'un même État." Le Québec est incontestablement une nation et une nation, comme le disait Ernest Renan à la même époque que Lord Durham: "Une nation, c'est une grande solidarité constituée par le sentiment des sacrifices qu'on a faits et de ceux qu'on est disposé à faire encore."

Aussi, je souhaite que cette Commission soit le lieu privilégié de l'expression de la grande solidarité de la nation québécoise, non seulement de ses membres francophones, mais aussi de ceux de ses autres composantes culturelles. C'est à quoi je vais m'employer personnellement, M. le Président, tout au long des travaux de cette Commission. C'est de faire en sorte de faire le plus de lumière possible sur les enjeux de la continuité de notre nation ainsi que sur les défis qu'il nous faudra affronter solidairement pour assurer sa sauvegarde et son développement. Je me sens très privilégié, honoré, de pouvoir contribuer ainsi aux travaux de cette Commission et j'en remercie bien sincèrement ceux et celles qui m'ont donné ce privilège. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, M. Béland. La parole est maintenant à M. Guy Bélanger.

#### **M. Guy Bélanger**

**M. Bélanger (Guy):** M. le Président, depuis le "maîtres chez nous" de Jean Lesage, il y a 30

ans, que plusieurs ont cité abondamment ici ce matin, les Québécois ont eu à se poser avec récurrence la question sur ce qu'ils voulaient, comment ils le voulaient et pourquoi ils le voulaient, eu égard à leur identité comme société distincte et à leur appartenance au fédéralisme canadien.

Nous avons pris collectivement conscience des difficultés que le cadre constitutionnel actuel qui régit le Canada nous pose à nous, Québécois. Pensons seulement aux problèmes avec les communications, pensons aux problèmes avec l'immigration et, aussi, à ceux que nous avons rencontrés dans la protection de notre langue, la langue française, autant de secteurs où nos pouvoirs sont trop restreints, compte tenu de nos aspirations.

Les demandes légitimes et minimales que nous avons formulées dans l'accord du lac Meech ont été rejetées par un système qui ne permet pas d'évolution. C'est la leçon que nous devons retirer de l'échec de Meech. Le système actuel pour faire des changements constitutionnels est inefficace et, à mon avis, ne peut plus être une voie utilisable pour l'avenir. Fort de ces enseignements, notre gouvernement a constitué une commission non partisane. J'insiste sur le "non partisan" parce qu'il me semble qu'on a peut-être tendance parfois à l'oublier.

Donc, une commission non partisane avec un mandat très précis, celui de définir un projet québécois, une vision de notre avenir collectif, tant au niveau politique qu'au niveau constitutionnel, un projet qui devra être lucide, réaliste, sécurisant et répondant aux attentes, autant économiques que collectives des Québécois. Une vision où nous préférons le solide à l'instable, le constant au variable, le rationnel à l'émotif, donc une vision cohérente et claire. Dans le fond, on veut savoir non seulement où on s'en va mais comment on va y aller. C'est peut-être ce qu'on attend le plus de cette commission. Un projet qui mettra fin à ces discussions stériles et souvent fois humiliantes pour le Québec. Pensons au rapatriement unilatéral de la constitution, pensons à l'échec de Meech. À mon sens, il ne doit plus jamais y avoir d'autre Meech pour le Québec. Jamais plus. Ce projet qui nous amènera à l'organisation et à l'ordonnance de notre société devra s'appuyer sur les valeurs qui ont fait de nous une société distincte. Ces valeurs de démocratie, de justice et d'attachement à notre culture, à nos traditions et à notre langue devront constituer les assises de ce projet.

En ce sens, il sera important, comme membres de la commission, de faire preuve d'une grande ouverture d'esprit, d'absence de préjugés qui rendraient stérile notre réflexion. Il nous faudra être parfaitement à l'écoute de celles et de ceux qui porteront témoignage devant cette commission, de leur vision de l'avenir, de leurs espoirs et de leurs attentes. Certains le feront de façon flamboyante, d'autres, beaucoup plus

modeste, moins à l'aise, mais tous sont aussi importants. Je pense qu'ils devront tous être égaux devant cette commission car, il faut se le rappeler, il appartient au peuple de définir sa destinée et non pas aux hommes politiques.

Avec cette commission, il nous faudra résolument regarder en avant, en acceptant, d'entrée de jeu, qu'à l'exception du statu quo actuel et de l'annexion, par exemple, aux États-Unis, tout est possible et qu'entre ces deux extrêmes, il y a une place qui peut être confortable et qui est celle du Québec.

Je sais que le moment venu, les Québécois auront le courage de leurs convictions, car ils sauront reconnaître les conditions nécessaires à une structure démocratique politiquement bien ordonnée et les sacrifices indispensables qu'elle entraînera. Mais ce cheminement ne sera pas un jardin de roses, ne sera pas facile, je pense. Une comparaison m'aidera à mieux faire comprendre vers quoi nous tendons. Faire rouler sans heurt une voiture sur une route dépend de deux conditions: D'abord, un pavage sans défaut et une suspension de qualité. À mon avis – et je dirais, pas plus au Québec qu'ailleurs – il n'existe pas de route de qualité suffisante pour renoncer à une bonne suspension sur une voiture. Plus la route est mauvaise, meilleure devra être la suspension. Donc, plus ce sera difficile, plus nous devons être ouverts et souples.

La perspective d'un cheminement sans heurt n'est pas très probable. On n'a qu'à se rappeler le référendum, qui avait divisé bien des familles. Et qui connaît la réaction des autres provinces de la Fédération canadienne? Ils ne vont pas nous laisser aller ou décider des choses sans réagir, sans poser quelques gestes. De cela, il faudra, qu'on le veuille ou non, en tenir compte comme Commission. Il faudra être conscient et soigner, d'autant plus nos prises de position pour éviter de créer plus de chaos que d'évolution car, quelle que soit notre proposition, il y aura des résistances à ces changements. Et c'est là un des défis majeurs que nous aurons à rencontrer, car les travaux de cette Commission vont réveiller cette passion pour le débat constitutionnel que les événements des derniers mois avaient peut-être mis un peu en veilleuse.

Déjà, certains ténors ont commencé à brandir les vieux spectres avec les coupures de pension de vieillesse et autres calamités qui pourraient s'abattre sur nous – tactiques que je qualifie de petit niveau et qui devront être rejetées – mais elles nous font déjà quand même prendre conscience d'une réalité. Tout changement, quel qu'il soit, provoque de l'insécurité. Autant les gens auront intérêt à le faire – certaines personnes auront intérêt à faire ça – autant il nous faudra être clairs et cohérents pour bien informer et calmer ces insécurités, pour maintenir un climat de sérénité face aux éventuels changements.

Je terminerai en citant M. Léon Dion, qui

disait de façon fort appropriée qu'une société qui s'avère impuissante à régler ses situations de crise sombrera, tôt ou tard, dans le désordre collectif. Le temps est venu d'agir. Jusqu'à ce jour les Québécois ont été exemplaires de quiétude et de sérénité dans leurs attentes. Mais ces attentes sont encore entières et cette Commission a le mandat d'y apporter des réponses, d'éclairer leur réflexion, comme peuple, car, je le répète, il appartient au peuple et non pas aux hommes politiques de définir la destinée.

Alors, l'heure n'est plus aux guerres de mots ou à la partisanerie, mais à l'action efficace et cohérente, ce que je nous souhaite, M. le Président. Merci.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, M. Bélanger. C'est maintenant le moment pour la photo de classe. Je prie donc tous les membres de la Commission de bien vouloir rester à leur siège; certains qui ont dû nous quitter vont nous revenir. Ceux qui ne sont pas membres de la Commission, qu'on a eu bien du plaisir à avoir parmi nous et qu'on retrouvera cet après-midi, à la reprise, à 15 h 30, je vous prie de sortir pour qu'on puisse prendre la photo en paix. Merci et cette séance est maintenant terminée. On reprend à 15 h 30.

(Suspension de la séance à 12 h 26)

(Reprise à 15 h 33)

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Messieurs, nous reprenons la séance inaugurale et nous poursuivons le tour de table. La parole est maintenant à M. Claude Dauphin.

**M. Claude Dauphin**

**M. Dauphin:** Merci beaucoup M. le Président, M. le coprésident, Mmes et MM. les commissaires, mesdames et messieurs. Comme on l'a évoqué à plusieurs reprises, les audiences sur l'avenir du Québec constituent un rendez-vous historique dans la vie collective des Québécois. Je puis vous assurer que j'entreprends ces travaux avec une grande ouverture d'esprit, convaincu que cet exercice constituera un tournant important pour notre vie démocratique. D'ailleurs, M. le Président, c'est ici même, au salon rouge, qu'en 1981 j'ai été assermenté pour la première fois comme député de cette Assemblée nationale. Mon chef de l'époque m'avait attribué une responsabilité qui était le dossier jeunesse. Et je tiens à vous dire que la jeunesse constitue le véritable avenir du Québec et je demande à tous les commissaires siégeant sur cette Commission élargie, cette Commission constitutionnelle, de toujours tenir compte de l'avenir de notre jeunesse, y penser, parce que ce sont eux, ce sont les jeunes qui vont vivre le

plus longtemps avec nos recommandations et, évidemment, par la suite, les décisions qui seront prises.

Également, M. le Président, je tiens à vous dire que, par la suite, on m'avait confié, toujours dans l'Opposition officielle, la responsabilité des communautés culturelles et, également, à cet endroit, de par l'expérience passée comme parlementaire dans les années quatre-vingt, je tiens à vous dire que les communautés culturelles représentent un apport extraordinaire à notre société québécoise et que les Québécois et Québécoises doivent faire preuve d'ouverture à l'endroit de ces dites communautés.

Je tiens également à souligner tout de suite que, comme commissaire et nous tous comme commissaires à cette Commission, nous devons, dans nos recommandations, nous assurer que, politiquement et constitutionnellement parlant, nous avons tous les moyens, tous les leviers pour assurer une intégration des dites communautés culturelles à la majorité francophone. Donc, il nous faut tous les leviers. Et également en matière d'immigration, pour moi c'est une question de survie, de s'assurer effectivement que les communautés culturelles puissent s'intégrer à la majorité dans notre société.

M. le Président, l'avenir du Québec n'appartient ni à un individu ni à une formation politique quelconque, mais doit être le fruit de la volonté collective du Québec d'emprunter sciemment la voie qu'il aura choisie. La liberté d'expression qui se reflète à travers nos institutions est, aux yeux de tous les citoyens, une richesse qu'il importe de conserver et d'enrichir. Le système parlementaire québécois est le garant de cette liberté. À l'occasion de cette Commission élargie, il permet aux individus et aux groupes de faire valoir, sans restriction, leur conception de la place que le Québec devra dorénavant occuper en Amérique du Nord.

Cette commission parlementaire offre une tribune privilégiée à ceux et celles qui, de toutes les régions, voudront exprimer leurs vues et aspirations qui seront susceptibles d'améliorer la qualité de vie démocratique, économique, culturelle et sociale du Québec. Au cours de ces audiences, les participants ne manqueront pas de souligner les acquis historiques du Québec. Cependant, l'échec récent de l'accord du lac Meech nous oblige à examiner l'avenir du Québec dans une nouvelle perspective. Je souhaite personnellement que nous puissions dégager le plus large consensus possible.

M. le Président, le premier ministre du Québec a maintes fois répété, avant comme après l'échec du lac Meech, que le Québec était capable d'assumer son destin. D'ailleurs, le 23 juin dernier, M. Bourassa déclarait, et je cite: "Quoi qu'on en dise et quoi qu'on en pense, le Québec est aujourd'hui et pour toujours une société distincte, libre et capable d'assumer son destin et son développement." C'est forts de

cette confiance en nos moyens que nous entreprenons aujourd'hui nos travaux. Au cours des prochaines semaines, nous aurons l'occasion d'entendre de très nombreux points de vue.

Si je me fie au nombre de mémoires reçus au secrétariat de la Commission, plusieurs groupes ont choisi de s'impliquer dans le débat. Je m'en réjouis. L'échec de l'accord du lac Meech, en juin dernier, a été un événement lourd de conséquences pour l'histoire de ce pays. C'est avec un grand sérieux que nous devons consulter aujourd'hui la population au sujet de notre avenir. Le débat est ouvert et doit l'être à tous. Dans une société démocratique comme la nôtre, tous ont une voix au chapitre. Nous nous devons de les entendre avec respect et ouverture.

M. le Président, le Québec est une société démocratique, ouverte sur le monde et respectueuse des libertés fondamentales. Au cours de son histoire, le Québec a, sauf pour de brèves périodes, vécu dans un contexte de paix. Chaque fois qu'il en a été autrement, nous avons cherché à rétablir le plus rapidement possible ce précieux climat de paix. Le Québec moderne a vécu une crise importante en 1970; il en a vécu une autre tout récemment. Je fais, bien sûr, référence aux événements de l'été dernier concernant les autochtones. Je vous signale effectivement que pour mes électeurs et électrices, ce fut un été difficile puisqu'un certain pont est situé, du moins pour moitié, dans mon comté. Face à ces tristes événements, je retiens deux choses. Premièrement, la société québécoise a passé à travers cette crise sans suspendre les droits fondamentaux. Au cours de cette période, les libertés d'expression et de réunion n'ont été en aucun moment entravées. Personne n'a demandé aux journalistes de cesser leurs activités parce qu'une crise sévissait. Non, nous avons veillé à ce que les droits fondamentaux soient maintenus dans leur intégralité. Deuxièmement, le Québec a clairement, dès le début et jusqu'à la fin, fait de la vie des gens sa priorité numéro un. Après le triste événement du 11 juillet au cours duquel le caporal Lemay de la Sûreté du Québec, a perdu la vie, il nous est apparu primordial d'éviter que d'autres personnes perdent la vie. Plusieurs centaines de personnes ont passé un été très dur. Le conflit a été long, il a causé d'innombrables désagréments de tout ordre aux populations plus directement impliquées. Il a coûté cher à la société, mais nous avons réussi à éviter le pire.

C'est dans une épreuve comme celle que nous venons de vivre que l'on peut évaluer la force d'une société. La crise autochtone fut une expérience douloureuse à bien des égards, mais très révélatrice quant à l'importance que nous accordons aux valeurs démocratiques. C'est dans une pareille situation que les mots "charte des droits", "respect", "compréhension", "paix", "force de caractère" et "partage" prennent tout leur sens.

Les autochtones sont une composante importante de la société québécoise. Le Québec de demain ne peut se bâtir sans eux. Ils ont souvent été intimement liés à l'histoire sociale, politique, culturelle et économique du Québec. J'ai lu d'ailleurs avec beaucoup d'intérêt le discours prononcé le 18 octobre dernier par mon voisin, le ministre délégué aux Affaires autochtones, M. Sirros, qui, je le souligne, occupe cette fonction à temps plein. Pour ceux que ça intéresse, le ministre s'exprimait à l'occasion d'une intervention sur une motion de censure ou, si vous préférez, une motion de blâme de l'Opposition.

J'ai été particulièrement heureux d'apprendre que, depuis 1986, une cinquantaine d'ententes qui concernent une dizaine de ministères ont été signées avec les communautés autochtones. À titre d'exemple, dans le domaine du développement communautaire, le gouvernement a signé, en septembre 1989, une entente avec les Cris, entente qui prévoit la création d'un village près de Chibougamau. Plus de 30 000 000 \$ seront consacrés à ce projet majeur.

J'apprenais également, M. le Président, que le gouvernement avait activement participé à la création d'une banque informatisée de données sur la main-d'œuvre montagnaise. Je ne peux que me réjouir également de ce genre d'initiative. Toujours dans son discours, le ministre Sirros nous informait que 50 % de la population crie avait moins de 18 ans. M. le Président, je ne peux pas rester indifférent devant une donnée comme celle-là. À une époque où la dénatalité frappe l'ensemble de la société, il est toujours réconfortant de constater qu'il y a certaines exceptions et que la relève est toujours là présente.

À titre de membre de cette Commission, je souhaite ardemment que nous tenions, en janvier ou février, un forum sur les communautés autochtones. Le développement économique, social et culturel du Québec tiendra nécessairement compte de celui des diverses communautés autochtones car l'apport de ces populations à la vie québécoise est bien tangible.

Il est impératif de veiller à maintenir de solides relations dans un respect mutuel et une compréhension réciproque. Je souhaite vivement qu'au cours des audiences de cette Commission, tous gardent à l'esprit que, peu importe la langue, l'origine, la race ou la couleur, tous les citoyens ont un rôle à jouer dans l'avenir politique et constitutionnel du Québec. C'est à nous que revient la responsabilité de les entendre pour mettre en lumière le plus fidèlement possible leurs aspirations légitimes. Je vous remercie de votre attention.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, M. Dauphin. J'allais vous dire, comme j'ai dit à M. Chevette, que la présidence ne sait pas

compter le temps, mais vous vous êtes arrêté juste au bon moment. Mme Pelchat.

#### Mme Christiane Pelchat

**Mme Pelchat:** Merci, M. le Président. C'est à mon tour de vous exprimer la fierté que je ressens à faire partie de cette Commission parlementaire sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. J'aimerais, M. le Président, moi aussi vous assurer de ma collaboration et de ma générosité, comme vous le demandiez ce matin.

L'objectif premier de cette Commission est de rechercher, au nom de l'ensemble des Québécois, le cadre qui assurera au Québec une place de choix en Amérique du Nord. De là l'importance que cette Commission accordera à entendre les Québécois qui ont envie de nous dire comment ils voient le Québec à partir de maintenant. De là l'importance que la Commission accordera à entendre des citoyens plus férus sur certaines questions, ces experts qui partageront leur vision de ce que devrait être notre société et dans quel cadre elle devrait évoluer. De là l'importance, enfin, que la Commission doit accorder à l'organisation des forums sur des questions particulières comme, par exemple, la question de la place des autochtones dans notre société, ou encore de la participation de la jeune génération dans l'élaboration de ces changements qu'on s'apprête à faire, ces forums qui, certainement, éclaireront la Commission et permettront d'approfondir certains des points qui autrement, à mon avis, resteraient vagues par faute de temps.

Pour moi, cette Commission est avant tout un exercice de liberté d'expression qui caractérise nos sociétés démocratiques. La possibilité pour nous de participer à cette Commission est aussi, bien sûr, le gage d'une telle société. Plus encore, de voir réunis à une même table autant de représentants de courants de pensée différents est très révélateur du caractère non partisan de cet exercice, non seulement pour les membres qui émanent des partis politiques, mais pour ceux qui représentent des intérêts corporatistes bien marqués.

J'estime que la plus grande qualité dont nous devons faire preuve est sûrement l'ouverture d'esprit. Il faut mettre de côté nos préjugés favorables ou défavorables à telle ou telle idéologie. Comme le disait le premier ministre ce matin: Nous ne devons pas conclure avant d'avoir écouté.

(15 h 45)

M. le Président, Meech est mort. Il faut regarder vers l'avenir. On vient de tourner une page de 30 ans d'histoire où tous les premiers ministres du Québec de cette époque ont essayé de faire comprendre et surtout de faire accepter le caractère distinct de la société québécoise. Quand nous regardons vers l'avenir, on peut rêver et on peut espérer. Pour ma part, M. le

Président, je vois une société francophone moderne, dynamique, convertie au développement durable. Mais surtout, quel que soit le régime politique et constitutionnel que l'on retiendra, je vois une société qui aura comme base, comme définition première, d'être une société libre et démocratique, où on respectera les droits et libertés fondamentales. Ça me rassure, M. le Président, que ce désir soit inclus dans les prémisses, dans les considérations de la loi qui a créé cette Commission. Il est trop facile de prendre pour acquis que notre société jouira toujours des libertés fondamentales auxquelles nous souscrivons volontairement. Mais il est trop risqué de ne pas être sur ses gardes et laisser sournoisement notre idéologie surpasser ces principes fondamentaux qui régissent la société libre et démocratique. Que l'on pense, M. le Président, à la liberté d'association, la liberté de réunion, la liberté d'expression, la liberté de presse, le droit à l'information, la liberté de conscience et de religion, le droit à la libre circulation, ou aux droits juridiques, aux droits économiques, ou aux droits égalitaires comme le droit sans discrimination de race, de couleur ou de sexe. Il s'agit, quant à moi, des valeurs fondamentales auxquelles nous avons toujours montré notre attachement. Ces valeurs sont les prémisses de base à tout changement d'un cadre constitutionnel ou d'un régime politique. Je suis persuadée que l'intérêt commun se retrouve dans ces valeurs. On ne peut les mettre à l'écart pour assurer de façon efficace l'intérêt du Québec qui, de toute façon, se résume en une société libre et démocratique. Je suis persuadée que cette commission prendra en compte cette donnée de base et que ses recommandations en seront inspirées.

M. le Président, nous avons une occasion unique et sans précédent de jeter les jalons de ce que l'on veut comme peuple. Nous avons le devoir d'associer le peuple au débat en cours, mais surtout de le consulter et d'obtenir son cautionnement sur les changements proposés. Tous les québécois doivent aujourd'hui se sentir interpellés et s'arrêter un moment pour réfléchir et faire part de leur réflexion. Les jeunes, les femmes, les hommes du Québec ont le devoir de se faire entendre et j'estime que nous avons le devoir de les écouter. Je vous remercie.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, Mme Pelchat. Nous avons maintenant terminé la partie des interventions qui couvraient le comité directeur. Nous reprenons, en suivant l'ordre alphabétique strict jusqu'à la fin. La parole est donc maintenant à M. Marcel Beaudry.

#### **M. Marcel Beaudry**

**M. Beaudry:** M. le Président, mesdames et messieurs, vous me permettez de vous exprimer la fierté que j'éprouve et le privilège que je

ressens de participer aux travaux de cette Commission en compagnie de personnes qui, au cours de nombreuses années, ont marqué le Québec dans leur domaine respectif.

C'est donc à la fois avec humilité et enthousiasme que je me joins à ce groupe avec l'intention bien arrêtée d'apporter une contribution positive et objective aux audiences et délibérations futures. Les recommandations de cette Commission, qui se veut historique et unique, auront sans doute des conséquences non seulement sérieuses et déterminantes, mais également contraignantes sur l'avenir constitutionnel et politique du Québec. Le sentiment nationaliste s'est considérablement accru au Québec au cours des derniers mois et il ne fait plus aucun doute que le fédéralisme, dans sa forme actuelle, est inacceptable pour l'ensemble des Québécois, ce qui, cependant, n'implique pas nécessairement que ces derniers soient pour autant favorables à une séparation radicale et définitive du reste du Canada.

En effet, les liens, les droits et obligations qui nous unissent aux autres provinces du pays sont encore, pour un bon nombre de Québécois, non négociables, sauf dans une mesure où on pourrait vouloir atteindre une meilleure autonomie de nos idéologies respectives. C'est dans ce contexte que la Commission devra travailler et s'efforcer de trouver une formule qui pourra non seulement sécuriser, mais accroître les gains économiques réalisés au cours des dernières années tout en permettant un épanouissement complet de toutes les ambitions légitimes des Québécois et Québécoises.

Des propositions multiples ont d'ailleurs déjà été avancées par plusieurs intervenants: la refonte de la carte politique du Canada en cinq régions, une délégation de pouvoirs accrue, une souveraineté-association selon la définition qu'on voudra bien lui donner, un renouveau canadien basé sur le modèle de la communauté européenne, une déclaration unilatérale d'indépendance suite à une élection ou suite à un référendum. Toutes ces propositions seront reprises dans les mémoires qui nous seront soumis et d'autres viendront sans doute s'y ajouter. Elles présentent, il va sans dire, un intérêt certain et méritent une attention particulière. Pour certaines d'entre elles, une étude approfondie est, de toute évidence, nécessaire.

Vu cette grande disparité, les travaux de la Commission devront être abordés avec objectivité et ouverture d'esprit, en prenant soin d'évaluer les effets et conséquences que pourraient entraîner ses recommandations non seulement pour le peuple québécois comme collectivité mais également pour ses résidents dans leur région respective. À cette fin, de toutes les régions du Québec, celle de l'Outaouais est la plus vulnérable à tout changement constitutionnel. J'entends donc aujourd'hui m'attarder davantage sur ce problème et laisser le soin à d'autres repré-

sentants du milieu des affaires de traiter des questions d'économie et des autres enjeux majeurs du Québec.

L'Outaouais est composé des municipalités régionales de comté de la vallée de la Gatineau, de Papineau, de Pontiac et de l'actuelle Communauté régionale de l'Outaouais. Il est bon de se rappeler que cette région fait intégralement partie du Québec et que ses citoyens sont fiers d'être québécois. Il est également bon d'affirmer que cette région entend demeurer au Québec. Cependant, en raison de sa situation géographique qui la place aux frontières de l'Ontario, voisine de la capitale nationale, l'Outaouais, il faut bien l'admettre, contrairement aux autres régions du Québec, n'a jamais reçu des gouvernements provinciaux qui se sont succédé sa juste part dans une multitude de domaines. C'est ainsi qu'encore aujourd'hui cette région est largement dépendante des services offerts par la province voisine au niveau de la santé, de l'éducation supérieure, de la culture, de la technologie, du commerce, du transport aérien et du réseau routier, pour ne mentionner que ceux-là.

Aux niveaux touristique et récréatif, les plus gros équipements de la région de même que les plus gros potentiels sont sous le contrôle de la Commission de la capitale nationale. Il n'est pas négligeable non plus de constater que cette même Commission et le gouvernement fédéral possèdent des immeubles, du côté québécois, d'une valeur de 1 000 000 \$. On peut imaginer les "en lieu" de taxes que cela peut représenter pour nos municipalités. Quelles seraient les contraintes financières dans l'éventualité d'une perte de ces revenus et qu'advierait-il de ces propriétés? Mais le plus important et la caractéristique majeure de cette région, c'est que son économie est fortement axée sur l'administration publique. En effet, 26 000 de ses résidents, sur un total de 103 000 salariés, sont des fonctionnaires fédéraux, dont 18 000 travaillent à Ottawa. De plus, 15 000 travailleurs additionnels trouvent leur emploi dans l'entreprise privée du côté ontarien. C'est donc dire que 41 000 personnes dans la région, soit environ 40 % de toute la main-d'œuvre, pourraient être affectées directement par un changement quelconque au présent régime constitutionnel.

Ce ne sont là que quelques-uns des problèmes pratiques auxquels seront confrontés les résidents de cette région qui y ont consacré leur vie et investi leur avenir sur la foi de la Constitution actuelle. On comprendra donc facilement qu'un changement constitutionnel quel qu'il soit pourrait avoir des conséquences sérieuses sinon catastrophiques pour la région, selon que ces changements entraîneront ou non une forte décentralisation de cette fonction publique fédérale et que l'option retenue pour le Québec de demain en sera une de modérée ou de radicale.

Plusieurs organismes régionaux se proposent d'exposer avec force et détails les craintes et les

appréhensions d'une population qui, pour une bonne partie, se sent presque prise en otage en raison des conflits et difficultés qui existent au niveau de gouvernements, des avantages qu'elle tire présentement de la sécurité d'emploi que lui occasionne sa situation géographique et, d'autre part, de l'éloignement de la capitale provinciale qui, comme je l'ai dit tantôt, n'est pas très attentive à ses revendications. Ces organismes entendent suggérer les solutions qui s'imposent pour minimiser l'impact prévisible que pourrait avoir un changement dans les structures politiques actuelles.

Il ne sera donc pas suffisant pour la Commission, dans ses recommandations, d'exprimer des vœux pieux, de faire une déclaration laconique au sujet de cette région, ou encore de suggérer la formation d'un comité d'étude pour analyser encore une fois les conséquences négatives créées par un tel changement. Elle devra plutôt proposer des solutions concrètes et suggérer des mécanismes appropriés pour pallier aux conséquences qui s'ensuivraient.

À cette fin, il serait souhaitable que les principales recommandations de ces organismes, quant aux remèdes à apporter, soient retenues, puisqu'ils ont été témoins, depuis de nombreuses années, des difficultés et des problèmes quotidiens vécus par cette population.

Ceci étant dit, je suis d'opinion que, tout en recherchant un consensus, la Commission, dans sa démarche et ses recommandations, devra toujours prioriser la sécurité économique de tous les Québécois et Québécoises. Elle devra s'assurer que cette sécurité économique et ces acquis pour chacun et chacune d'entre nous ne soient jamais sacrifiés ni mis en péril. C'est là l'essentiel de son mandat. Tous les autres considérants, quelque majeurs parfois, devront prendre une importance secondaire.

C'est dans cet esprit que je vois débiter les travaux de cette Commission qui saura, je l'espère, suggérer les recommandations pratiques et efficaces qui apporteront des solutions permanentes, politiques et constitutionnelles pour le Québec.

En terminant, je demande à Dieu d'éclairer la Commission dans ses travaux.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, M. Beaudry. Mme Louise Bégin.

**Mme Louise Bégin**

**Mme Bégin:** Merci, M. le Président. Mesdames et messieurs, membres de la Commission, mesdames et messieurs, c'est aujourd'hui que débute les travaux de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Ses rôle et mandat sont d'étudier et d'analyser le statut politique et constitutionnel de notre province et, à cet égard, de formuler, d'ici le 28 mars prochain, des recommandations à l'As-

semblée nationale. Cette Commission qui a vu le jour, suite à l'échec de l'accord du lac Meech, aura le pouvoir de faire toutes les études et les consultations qu'elle jugera nécessaires pour mener à bien son mandat. Elle pourra, entre autres, procéder à l'audition d'experts, à la tenue d'audiences publiques et au forum. Le Québec va maintenant mener à terme sa réflexion sur son avenir politique et constitutionnel. Le Parti libéral est ouvert à examiner toute formule constitutionnelle qui assurera aux Québécois et aux Québécoises une stabilité économique et politique.

Nous serons à l'écoute de toute proposition qui répondrait à ces prémisses. Évidemment, tous les autres secteurs d'activité seront analysés par cette Commission. Cette Commission en fait foi. Sur les 36 membres nommés, 13 proviennent des milieux des affaires, syndicaux, coopératifs, de l'enseignement et de la culture, et deux autres membres représentent le monde municipal. Donc, pour nous du Parti libéral du Québec, l'économie doit être au centre de nos préoccupations en ce qui concerne l'avenir constitutionnel du Québec. Nous croyons avoir contribué à redonner aux Québécois la confiance dans leur économie. A preuve, nous avons maintenant une performance annuelle qui se traduit, entre autres, par la création de 50 000 nouveaux emplois. En 1990, 31 % des emplois créés au Canada, l'ont été au Québec. Nous croyons également avoir établi une saine gestion des finances publiques en réduisant de 50 % le déficit de 3 500 000 000 \$ qu'il était en 1985 à 1 750 000 000 \$ qu'il est aujourd'hui. (16 heures)

De même, il est tout aussi intéressant et significatif de noter que, pour la même période, l'écart entre le fardeau fiscal des Québécois et des Ontariens a diminué de 6,6 %. La diminution a été de l'ordre de 20 % dans le cas des sociétés. La stabilité économique que nous privilégions a créé des conditions favorables au développement économique en stimulant les investissements. La réalisation de projets majeurs tels Alouette, Lauralco illustrent les résultats tangibles de cette politique économique. Ces éléments de la performance récente de l'économie québécoise illustrent le fait que le choix d'une option constitutionnelle pour le Québec doit se faire sans risque pour nos acquis économiques.

De toute façon, des politiques seront toujours nécessaires pour mieux capitaliser nos entreprises, leur permettant ainsi de mieux s'adapter à l'évolution constante de l'économie mondiale.

De même, le Québec de l'avenir doit prêter à toutes les régions une attention particulière. Nous avons d'ailleurs déjà traduit cette préoccupation par la publication de notre plan d'action dont l'objectif principal est d'assurer la mise sur pied de politiques qui collent aux réalités des divers milieux. Il est donc impératif de conserver et de consolider ces précieux acquis pour éviter

que les Québécois, notamment les jeunes, ne soient victimes de l'affaiblissement économique du Québec. Je vous assure que ce qui guidera notre travail au sein de cette Commission sera la recherche d'une solution qui ralliera à l'intérêt supérieur tous les Québécois.

Je suis consciente que les choix et les décisions qui se prendront lors des travaux de cette Commission auront un impact important pour notre société. J'aimerais, à ce stade-ci, assurer toutes les femmes que le Parti libéral sera vigilant et à l'écoute des attentes de la famille québécoise. Nous aurons à analyser le partage des compétences, le pouvoir du fédéral de dépenser, la protection constitutionnelle des droits et libertés et la mise en place de nouvelles institutions politiques. Nous devons constamment garder à l'esprit que notre choix constitutionnel devra nous permettre de répondre le plus efficacement possible au problème de la pauvreté qui sévit spécialement chez les femmes, les jeunes et les familles monoparentales.

Je terminerai en soulignant que l'exercice auquel nous sommes conviés doit se faire dans un climat positif et serein. Je suis confiante que tous les membres de cette Commission vont concourir à faire de nos travaux une oeuvre constructive et éclairante pour l'avenir du Québec. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, Mme Bégin.

**M. Chevette:** M. le Président, je pense que Mme Blackburn a une faveur à vous demander.

**Mme Blackburn:** M. le Président, avec votre autorisation, compte tenu de raisons tout à fait particulières, Mme Pagé doit quitter d'urgence à 16 h 30 et, avec votre consentement, donc, je lui céderais mon tour pour parler après l'orateur suivant.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Ce n'est même pas une faveur pour vous que vous demandez, Mme Blackburn, on ne peut pas vous la refuser. Alors, on va entendre Mme Pagé.

**Mme Lorraine Pagé**

**Mme Pagé:** M. le Président, vous me permettez de commencer par remercier bien chaleureusement Mme Blackburn de me céder son tour de parole dans l'ordre où c'était prévu, une urgence m'obligeant à retourner à Montréal.

Messieurs les Présidents, chers collègues, au moment où débutent les audiences de cette Commission dont plusieurs ont déjà mis en doute la crédibilité avant même qu'elle n'entame ses travaux, il importe de mettre en lumière son importance, ses limites, mais aussi les attentes que l'on est raisonnablement en droit de formuler à son égard. Je reviens sur l'absence des autoch-



tones, du mouvement féministe et des communautés culturelles, parce que ces absences ne sont pas anodines. Bien sûr, il y a des femmes qui siègent à la Commission; il y a aussi des personnes issues des communautés culturelles, on nous l'a rappelé. Mais il faut savoir que ce n'est pas à ce titre qu'elles s'y trouvent. Il a été décidé de former une Commission parlementaire élargie, c'est-à-dire d'ajouter aux membres de l'Assemblée nationale, qui représentent en principe toute la population du Québec, des représentantes et représentants de grands secteurs de notre vie collective. Celles et ceux qui ont été choisis représentent donc les secteurs auxquels on a choisi d'accorder le plus d'importance. C'est cela même le sens de l'élargissement de la Commission, et c'est cela qui rend encore plus lourdes certaines absences.

La présence de la CEQ à cette Commission n'est pas le fruit du hasard. Elle est la reconnaissance de la place qu'occupe la Centrale et ses membres au sein de la collectivité québécoise. Dans toutes les sociétés du monde, dans tous les pays, les organisations syndicales, et particulièrement celles du secteur de l'éducation, ont joué avec leurs membres un rôle capital dans les combats pour l'épanouissement des peuples, dans les débats sur les États en voie de constitution. L'éducation, l'école, celles et ceux qui la font ont partout et toujours joué un rôle de premier plan pour façonner l'histoire. Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Le Québec est aujourd'hui à la croisée des chemins et cette Commission, malgré ses limites, constitue une étape cruciale dans notre développement.

J'ai mentionné "ses limites", car il est évident que cette Commission n'a pas le mandat d'élaborer la future constitution québécoise ni celui de définir à elle seule le projet de société dans lequel nous serons appelés à vivre. Elle doit toutefois trancher le noeud gordien, lever l'obstacle préalable à l'épanouissement du Québec en devenant. C'est en ce sens qu'elle constitue une tribune qui devra permettre à l'ensemble des organisations représentatives du peuple québécois de s'exprimer, qu'elle devra parvenir à canaliser ses aspirations légitimes dans une proposition qui les respecte, sans les diluer ni les négocier ni les marchander ni les brader et qu'elle amène l'Assemblée nationale à enclencher le processus politique de satisfaction de ses revendications. Car cette démarche ne sera pas seulement celle des 36 personnes qui sont ici, ni celle de l'Assemblée nationale ou des partis politiques. Il faut que ce soit une démarche populaire, une Commission élargie à l'ensemble des Québécoises et des Québécois.

Aujourd'hui, après plus de 100 ans de débats, d'échanges, de palabres, d'espoirs déçus et de désillusions, plus personne ne met en doute le fait que le fédéralisme canadien soit absolument incapable de répondre aux aspirations légitimes du peuple québécois. Ce système n'a

plus d'avenir. Il pénalise le Québec et ne compte presque plus d'appuis au sein de la population québécoise. De promesse en promesse, de dernière chance en dernière chance, nous avons perdu un quart de siècle sans être en mesure d'aboutir à quelque changement que ce soit.

Et quand, il y a huit ans, ce système politique fédéral, sclérosé, dépassé, archaïque, est parvenu à un changement, ce fut pour le pire. Plutôt que de commencer à satisfaire les revendications du Québec, on l'a exclu de la Constitution canadienne.

Réflexion faite, ce fut un événement heureux qui a jeté bas les masques. Les choses devenaient claires comme elles ne l'avaient jamais autant été. Elles se sont clarifiées d'avantage en juin dernier lorsque le Québec n'est même pas parvenu à obtenir satisfaction autour de cinq demandes qui se situaient en deçà des conditions minimales nécessaires pour garantir son avenir. Aujourd'hui, il faut convenir entre nous des pouvoirs dont le Québec aura besoin pour assurer son développement social, culturel, économique et politique. Tout le monde sait qu'il faudra aussi convenir de certaines ententes avec le reste du Canada, mais il est clair que ces ententes ne pourront être négociées de l'intérieur. Le fédéralisme canadien n'est pas renouvelable. Il nous faudra les négocier après avoir posé un geste d'affirmation qui nous amènera à négocier entre États souverains. Nous avons essayé le renouvellement par l'intérieur depuis plus d'un siècle, en vain. Le moment est venu de tirer les conclusions qui s'imposent.

Que l'on ne s'imagine surtout pas que le terrorisme économique pèsera lourd dans le débat. Le Québec contemporain a aujourd'hui atteint un niveau de confiance en lui-même qui lui permet tous les espoirs. Malgré des lacunes, des insuffisances, des reculs sociaux parfois, il s'est affirmé sur tous les plans. Les progrès qu'il a effectués au plan social au cours du dernier quart de siècle sont impressionnants. Notre système d'éducation a rattrapé tous les retards et nous a propulsés vers le XXI<sup>e</sup> siècle. Notre système de santé, universel et gratuit, fait l'envie du monde entier et est cité en exemple aux États-Unis. Notre société est, somme toute, et malgré des lacunes, accueillante pour les immigrantes et les immigrants, respectueuse des droits et libertés.

La condition des femmes a davantage progressé ici qu'ailleurs, malgré ce qu'il reste à accomplir. Nos progrès économiques sont manifestes, notre dynamisme culturel remarquable. Nous avons bâti avec les premières nations, malgré des lacunes dramatiques, des relents de racisme et des conflits aigus, des relations un tant soit peu meilleures qu'ailleurs au Canada. En un mot, nous avons atteint l'âge adulte. Grâce au Canada ou malgré lui, ce qui compte, c'est que nous l'avons réalisé nous-mêmes et que nous sommes en mesure de disposer de nous-mêmes

lucidement et sereinement et disposer de nous-mêmes rapidement, car le temps presse.

Il nous presse de bâtir un pays qui nous ressemble, avec des valeurs qui sont les nôtres, avec une langue qui est la nôtre, des institutions dans lesquelles nous nous reconnaissons, une fraternité qui nous unit par-dessus tout, la volonté de vivre ensemble. Il nous presse de mettre fin aux interminables séances de virage en rond constitutionnel pour passer au fond des choses, pour bâtir un pays dans lequel les femmes seront enfin et vraiment les égales des hommes, où tous partageront les tâches familiales et vivront des rapports harmonieux dont seront exclues toutes les violences; un pays qui prendra soin de ses enfants, qui leur offrira des garderies, des prématernelles, qui les verra fréquenter des écoles où chacune et chacun pourront dépasser les limites de leur possible, où les enfants en difficulté auront les mêmes droits que les plus doués, où les collèges et les universités seront accessibles à toutes et tous; un pays qui n'aura que compassion pour ses malades et ses personnes âgées, qui vieillera sur celles et ceux qui sont les plus vulnérables et leur permettra de vivre leur présent dans la dignité; un pays en paix où l'air est pur, l'eau potable, les pluies naturelles; un pays de lacs et de rivières où la neige goûte la neige; un pays fait à la mesure des aspirations des humains qui la composent, où chacune et chacun auront le droit au travail, au loisir, à la culture; un pays où la fraternité entre blancs, noirs, asiatiques, autochtones se sentira partout, où elle s'entendra toujours et où elle parlera français.

La Constitution, les structures, les mécanismes ne sont pas une fin en soi, ils ne sont qu'un moyen; un moyen essentiel, mais un moyen de nous épanouir. C'est à cet épanouissement que la Commission doit oeuvrer. Elle ne doit pas servir de frein à l'émancipation des Québécoises et des Québécois, elle ne doit pas être un obstacle à leur épanouissement, elle ne doit pas rechercher les empêchements et les barrières, elle doit oeuvrer à favoriser le cours de l'histoire, lever les barrières, abattre les obstacles.

Une dernière remarque, c'est une lueur d'espoir. Pour la première fois dans l'histoire du Québec, le Québec tout entier se penche sur son avenir propre, sur ce qu'il est, sur ce qu'il veut être, sans demander ce que veulent les autres. Après l'échec des dizaines de conférences de la dernière chance pour le Canada, nous voilà à la Commission de la première chance pour le Québec. Il nous reste à nous montrer à la hauteur du rendez-vous que nous avons avec l'histoire. Merci.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, Mme Pagé. J'avais répondu un peu trop tôt à Mme Blackburn, elle demandait bien sûr que Mme Pagé puisse avoir le tour de parole, mais elle ne demandait pas nécessairement de passer à la

lettre P...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Michel Bélanger):** J'avais répondu trop vite. Alors on retourne à Mme Blackburn.

**Mme Jeanne L. Blackburn**

**Mme Blackburn:** Merci, M. le Président. J'estime, comme la très grande majorité des Québécois et des Québécoises et comme la très grande majorité des gens de mon comté, que les derniers mois ont sonné le glas de ces rondes infernales de négociations qui, depuis 123 ans, ramènent invariablement le Québec à la case départ. Le Canada anglais a rendu un jugement sans équivoque sur l'accord du lac Meech. Pourtant, rappelons-le, la conjoncture politique n'aura jamais été aussi favorable à une entente. De plus, les demandes du Québec étaient si minimes que les premiers ministres du Canada et du Québec, n'ayant pas envisagé son échec, n'avaient rien d'autre à offrir comme alternative. Depuis le 23 juin, les Québécois et les Québécoises ont compris: la souveraineté constitue la seule voie qui leur reste, qui nous reste, pour poursuivre notre développement, car elle seule exprime notre volonté propre.

Cependant, la confusion suscitée et entretenue autour du concept même de souveraineté le rend moins clair qu'il ne l'est en réalité, ce qui oblige certains rappels de ses aspects sur lesquels la souveraineté n'admet pas de compromis. Les peuples souverains, et c'est fondamental, adoptent toutes les lois qui s'appliquent sur leur territoire, prélèvent tous leurs impôts, négocient tous leurs accords internationaux et c'est alors, et alors seulement qu'en tant que peuples souverains ils peuvent volontairement limiter leur autonomie en signant des accords avec d'autres pays.

(16 h 15)

La cause du fédéralisme étant entendue, la notion de souveraineté étant clarifiée, j'attends donc de cette Commission qu'elle élabore des suggestions et des recommandations sur trois sujets précis et essentiels: la nature et l'étendue des associations économiques possibles et souhaitables que le Québec souverain devrait négocier avec le Canada et tout autre pays; les garanties constitutionnelles qui devront être données à tout citoyen, ce qui implique notamment des droits pour les autochtones et les allophones; les structures politiques par lesquelles seront assumées les pouvoirs et les responsabilités de cet État démocratique, lesquelles structures définiront du même coup la répartition des pouvoirs entre le gouvernement central et les régions.

M. le Président, les fédérations sont fatalement centralisatrices au point de devenir inefficaces et sclérosantes. Je m'attarderai sur ce

point en rappelant les effets particulièrement pernecieux de la double juridiction, entre autres sur l'éducation et sur le développement régional et la recherche scientifique et le développement technologique, ces deux leviers de la croissance économique qu'on reconnaît comme tels à travers le monde et qui font particulièrement défaut dans le système actuel. Inutile d'épiloguer longuement sur les effets négatifs liés à l'incapacité du Québec d'établir des Commissions scolaires linguistiques particulièrement à Montréal. J'imagine que le président de la Fédération des commissions scolaires aura long à nous dire sur ce sujet. En matière de développement régional, les effets pernecieux du fédéralisme, c'est la double juridiction, ce sont des politiques centralisatrices, des programmes uniformes qui ne tiennent pas compte des particularités régionales, qui conduisent au déclin démographique, au vieillissement des populations, à la fuite des cerveaux, et pour nombre de nos régions, si importantes sur notre vaste territoire, à la pauvreté purement et simplement.

Cette approche centralisatrice et généralisatrice de double juridiction mène inévitablement à la dispersion des énergies et au développement de deux Québec en un. La double juridiction c'est un terrain idéal pour se renvoyer la balle quand il s'agit d'établir des priorités. C'est ainsi que près de trois ans après sa signature, on attend toujours, dans ma région, les retombées de l'entente Québec-Canada.

La recherche et le développement technologique sont des leviers économiques majeurs, c'est devenu un lieu commun. Le savoir, aujourd'hui, a remplacé le capital comme moteur de l'essor économique. Nous avons besoin d'outils de croissance qui émaneront pour la plupart de la recherche et du développement. Or, depuis des années, les fonds fédéraux dépensés pour la RD échappent systématiquement au Québec et ce, bien que nous ayons démontré largement notre potentiel scientifique et technologique. Cette distorsion dans la répartition des capitaux représente pour nous un manque à gagner de quelque 270 000 000 \$ par année. Le Québec, en effet, reçoit moins de 20 % des contrats de recherche du fédéral, alors que l'Ontario en obtient plus de 53 %. En termes clairs, nous payons de nos impôts la recherche qui se fait en Ontario et qui profitera d'abord à ceux qui vivent en Ontario. Notre économie en général, celle de nos régions en particulier, car c'est là ma principale préoccupation, en accusent les effets funestes. Sur ce point, il n'y a pas de négociations possibles. La souveraineté apparaît comme la seule solution permettant au Québec de profiter des sommes investies par les Québécois dans ce levier économique d'une importance capitale que sont devenus la recherche et le développement.

La place des régions dans un Québec souverain. Le tableau que je dressais précédem-

ment de la situation des régions au Québec aurait pu paraître apocalyptique il y a seulement quelques années. Aujourd'hui, on convient aisément que le portrait n'est pas exagérément noir. En effet, on assiste à un déclin démographique et économique des régions dont l'importance à long terme pour le développement du Québec et l'identité nationale n'a pas à être minimisée. En effet, l'état des régions est précisément la conséquence du peu d'égard qu'on a eu pour elles au cours des dernières décennies. Sans pouvoir sur son développement, rappelons-le, le Québec ne peut déléguer les pouvoirs qu'il n'a pas, ajouté aux effets négatifs du centralisme fédéral, et toutes les conditions sont réunies pour vider les régions de leurs meilleurs éléments pour les priver ainsi de leur pouvoir d'intervention sur leur propre développement.

Je soumets, pour ma part, que non seulement les régions ont les ressources qu'il faut pour intervenir positivement dans le développement du Québec, mais, de plus, elles ont le désir et la volonté de s'impliquer. Au surplus, je suis profondément convaincue que les régions sont le soutien le plus important de l'économie du Québec, de même qu'elles constituent un rempart sur lequel s'appuie notre identité comme peuple. Le Québec a ses racines dans tout son territoire. Ce territoire il est dangereux de le vider et il est loin d'être assuré que les grands centres, à eux seuls, peuvent assumer la continuité de notre culture, de nos valeurs et de tout ce qui nous identifie. Le développement des régions m'apparaît donc une priorité pour un Québec souverain. Aussi, je souhaite que la Commission arrive à définir les structures qui devront être mises en place pour rencontrer cet objectif. Je crois aussi que les régions sont habilitées à déterminer les moyens qui assureront leur propre développement, ce qui m'a conduite à prétendre que le partage des pouvoirs est la solution.

Faudra-t-il investir la structure existante de responsabilités supplémentaires ou créer de nouvelles structures? Retrouverons-nous une forme de gouvernement régional à l'intérieur des MRC, d'une régie régionale dotée de pouvoirs réels sur l'établissement des priorités ou, encore, de municipalités qui se verraient dotées de nouvelles obligations ainsi que de nouveaux moyens d'action? Je ne saurais conclure sur ce point, mais certains objets s'imposent comme devant être pris en charge par les régions. Ce sont, notamment et entre autres, le développement économique, la santé et les services sociaux, la formation de la main-d'oeuvre et l'immigration.

Au plan du développement économique, chaque région est mieux placée que quiconque pour définir ses axes de développement, identifier ses secteurs de recherche, établir sa collaboration avec l'industrie en tenant compte des entreprises qui lui sont particulières. En matière de santé et de services sociaux, les régions

connaissent leurs problèmes et les pistes de solutions qui collent à leur réalité. Au niveau de la formation de la main-d'œuvre, une analyse fine et précise des besoins dans ce domaine ne peut s'effectuer dans un contexte de centralisation. Les régionaux sont les seuls à pouvoir vraiment identifier leurs lacunes et mettre en place les mécanismes susceptibles de les combler.

En ce qui concerne l'immigration, les régions devraient pouvoir définir leur niveau de besoins afin de s'enrichir de cette ressource humaine tout en déconcentrant les grands centres et en contribuant effectivement à l'intégration des immigrants. Un fait est certain, telle qu'elle est pratiquée présentement, l'immigration est négative pour toutes les régions. Trop souvent, l'immigrant s'en va grossir les groupes défavorisés des grands centres et devient plus soucieux de s'identifier à une minorité anglophone qui vit en banlieue et présente une image qui l'identifie à la réussite.

Voilà, M. le Président, quelques-unes des nombreuses questions qui devront être scrutées par la Commission si nous désirons faire aux régions, dans ce Québec souverain, la place qui leur revient et qui est susceptible de favoriser le rapport positif au développement économique, social et culturel. Il n'est pas superflu de rappeler l'importance du territoire dans ce vaste pays qu'est le Québec. Le Québec, c'est l'espace, les ressources humaines, l'exploitation des ressources naturelles, aussi bien que l'identité, la langue et la culture. Il nous faudra occuper tout ce territoire, profiter de ses richesses afin de permettre à notre peuple d'occuper une place de première importance dans la Société des nations.

En conclusion, M. le Président, pour moi et pour les gens de ma région qui l'ont compris voilà depuis plus de 10 ans, la cause du Québec et du Canada a été entendue et réentendue. Il ne reste que deux voies: le statu quo ou la souveraineté. J'écarte d'emblée la première, car elle mènerait le peuple québécois à l'étouffement, voire à l'extinction.

J'écarte également toute hypothèse demandant l'accord préalable du Canada anglais car la formule d'amendement constitue un obstacle insurmontable et je me refuse de participer à une solution qui puisse offrir au Canada anglais une nouvelle occasion d'humilier le peuple québécois.

Cela dit, M. le Président, un quart de siècle dans le bourbier des négociations constitutionnelles, c'est trop. Je souhaite que cette Commission respecte ses échéanciers et recommande très rapidement la tenue d'une consultation publique.

En terminant, je veux vous assurer, MM. les Présidents, de ma collaboration la plus empressée. Je vous remercie.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, Mme Blackburn. M. Lucien Bouchard.

## M. Lucien Bouchard

**M. Bouchard:** M. le Président, mesdames et messieurs, ce que nous allons entreprendre a le grand mérite de s'inscrire au cœur de l'institution parlementaire. De là, nous tirons une incontestable et indispensable légitimité, mais aussi le sens et le poids de nos responsabilités. C'est un moment déterminant dans le cheminement du peuple québécois vers son plein épanouissement politique.

Tout repose, au départ, sur le droit du Québec à disposer de lui-même qu'a affirmé l'Assemblée nationale. C'est l'assise qui fondera en temps et lieu le recours au principe du droit international pour affranchir le Québec du carcan qu'imposent à son évolution les mécanismes actuels des modifications constitutionnelles.

Notre premier devoir est d'utiliser toute la marge de manœuvre que nous laissent les balises de nos convictions pour réaliser entre nous le consensus le plus large. Autrement dit, nous devons nous efforcer de faire ensemble le plus long chemin possible.

Malgré nos divergences de départ, je compte beaucoup sur l'apport des mémoires et du débat public qui ne manquera pas de s'instaurer pour nourrir la réflexion de la Commission. Nous ne pouvons travailler en vase clos et ignorer l'intensité de la volonté politique québécoise qui me paraît maintenant devancer bien des attitudes officielles. À partir du moment où il apparaîtra qu'au minimum les changements souhaités sont substantiels et que, pour un très grand nombre de personnes — une très forte majorité, disent les sondages — ils vont jusqu'à l'accession à la souveraineté, nous ferons face ici à une nécessité commune.

En effet, quelle que soit la solution constitutionnelle que lui semble requérir les changements apportés, chacun de nous doit s'interroger sur les moyens de la mettre en œuvre. Nous conviendrons tous qu'un projet politique ne peut se définir dans l'abstrait; on exige des souverainistes qu'ils décrivent le processus d'accession à la souveraineté, qu'ils démontrent la viabilité économique d'un Québec souverain et tiennent compte du contexte politique, et avec raison. De même, les tenants du confédéralisme ou encore du fédéralisme renouvelé en profondeur ne pourront dissocier leurs recommandations des leçons de l'histoire et d'un passé récent, non plus que des contraintes légales.

L'histoire, c'est l'incapacité chronique du régime fédéral canadien de s'adapter à l'évolution des choses, à la vie et aux besoins des peuples. Nous sommes le pays de la Constitution immobile. Le passé récent, c'est le refus du Canada anglais de réparer bien partiellement le bris de confiance de 1982 et de rétablir le dialogue avec le Québec au prix modique de concessions marginales qui tenaient plus du symbole que de la réalité. Car, enfin, quelque large que soit l'éventail de nos

origines et de nos références culturelles, nous avons tout de même, je dirais, subi les mêmes événements. Personne n'est arrivé de Sirius hier soir. Nous savons bien que, si le Canada anglais a repoussé la timide et académique clause de société distincte, c'est qu'il y voyait une menace au seul Canada dans lequel il se reconnaisse, c'est-à-dire le Canada actuel figé dans son fédéralisme centralisateur, modulaire et symétrique.

À partir du moment où les Canadiens anglais veulent si fortement cimenter dans des institutions qui en garantissent l'intégrité une même vision de l'avenir et l'appartenance à une même langue et à une même culture, ils ont droit de vivre dans un pays qui leur ressemble et qui les rassemble. Dès lors que la nature spécifique et les aspirations du Québec ne sont reconnues et acceptées qu'à la condition de s'emboîter bon gré mal gré dans le moule des autres, le Canada est un pays impossible.

Il n'est pas dit que les peuples doivent vivre en couples, et encore moins en couples mal assortis et malheureux. Les péripéties de Meech ont aussi révélé toute la rigidité et toute la lourdeur de la charte de plomb qui nous tient lieu de formule d'amendement. Plusieurs des modifications qu'appellent les versions les plus modérées du fédéralisme renouvelé exigeraient l'accord unanime du fédéral et de toutes les autres provinces. Je ne veux nommer personne, mais il suffit d'évoquer les acteurs de Meech pour connaître d'avance l'issue de tout nouvel essai. Un seul constat à dégager du désaccord de Meech et de la sclérose des mécanismes de modification: pour opérer un réaménagement des pouvoirs qui rendrait le Québec maître des principaux leviers de son développement, il n'y a pas de voie interne praticable. Celle qui existe sur papier conduit d'une frustration à l'autre, d'un blocage à l'autre pour se perdre dans un labyrinthe d'incompréhension et de malentendus. Ne nous le cachons pas, toute tentative de renouvellement du fédéralisme est vouée à l'échec si elle doit passer, par exemple, par les méandres de la formule d'amendement. Après ce que nous venons de vivre, nous n'avons pas le droit d'exposer le Québec à une autre rebuffade, pas le droit de soumettre notre économie à une période additionnelle d'incertitude et de stagnation.

Longtemps nous avons essayé de dénouer le noeud gordien. Toutes ces tentatives étaient condamnées, mais nous ne le savions pas tous encore. Chaque échec a grossi le rang de ceux qui finissent par se rendre à l'évidence: le noeud gordien, il faut le trancher. Je suis moi-même l'une des dernières recrues revenues bredouilles de l'échec du beau risque qui a fait perdre à tant de Québécois et de Québécoises leurs dernières illusions.

Il faut plus qu'une simple négociation pour rafraîchir cette Constitution pétrifiée qui a défié

tous les efforts de renouvellement. Le premier ministre a déjà déclaré son intention de discuter dorénavant à deux, d'égal à égal avec le gouvernement fédéral. Mais cela même est impossible sans casser le modèle actuel, sans sortir de cette espèce de course à obstacles qui fait tout dépendre du bon vouloir de Pierre, Jean, Jacques.

(16 h 30)

En verrouillant comme ils l'ont fait toutes les possibilités de le modifier, les auteurs du pacte confédératif ont fixé, aux rénovateurs comme aux souverainistes, la barre à la même hauteur, celle de la souveraineté. La souveraineté, qui nous a jadis divisés, nous unira à la fin, à tout le moins sous l'angle du seul processus efficace qui nous soit ouvert.

Notre premier ministre, notre gouvernement et le peuple du Québec feront rire d'eux s'ils ne fondent pas sur une déclaration préalable de souveraineté la discussion menant aux nouveaux arrangements qu'ils veulent conclure avec le partenaire canadien. J'entends par là une déclaration émanant de l'Assemblée nationale agissant à la suite d'une décision démocratiquement prise par l'électorat québécois dans le cadre d'une consultation populaire. Cela s'appelle aussi établir un rapport de force.

Le Québec n'en a jamais eu de véritable avec Ottawa. Jamais il n'a fait le plein de sa force politique. Il ne faut plus jamais qu'un premier ministre du Québec ait à subir le sort de René Lévesque, privé du rapport de force qu'il avait demandé, affaibli au moment critique par la division des siens. C'est le temps ou jamais. Nous n'avons rien à attendre des gestes gratuits.

D'autres que nous ont depuis longtemps appris que, lorsqu'il s'agit de défendre des intérêts fondamentaux, un peuple ne peut compter uniquement sur des discussions courtoises. C'est au moins une chose que Meech nous aura rappelée.

Nous savons tous que, pour le moins, des changements très significatifs, des changements de nature sont requis, mais il ne suffit pas d'avoir raison. Il faut en plus que personne ne puisse douter de la volonté politique du Québec. C'est en État souverain que le Québec doit parler avec le Canada. C'est en État souverain qu'il gèrera son interdépendance économique, en État souverain qu'il réaménagera à l'intérieur la distribution des pouvoirs régionaux, en État souverain qu'il pourra identifier les champs communs qu'il voudra maintenir et les pouvoirs qu'il décidera d'exercer, seul ou en partage, en État souverain qu'il pourra, s'il le souhaite, participer à des structures communes et, le cas échéant, à une organisation politique de type confédéral.

Il n'y a pas d'autre chemin pour arriver à quoi que ce soit qui ressemble le moins à ce que les Québécois et les Québécoises attendent de nous et, plus important, à ce qu'ils attendent maintenant d'eux-mêmes. C'est le

chemin qu'empruntent les vrais peuples quand ils veulent se donner un vrai pays. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, M. Bouchard. Mme Cheryl Campbell Steer.

**Mme Cheryl Campbell Steer**

**Mme Campbell Steer:** M. le Président, Mesdames et Messieurs, membres de la Commission, je suis honorée de me joindre à vous pour étudier et analyser la situation politique et constitutionnelle du Québec. Au cours des prochains jours, je m'engage à écouter avec attention et avec une ouverture d'esprit les opinions exprimées par mes concitoyens et concitoyennes sur la situation actuelle du Québec et sur les possibilités d'avenir.

Je n'aurais pas relevé ce défi si je n'avais pas été convaincue qu'en tant que groupe nous pourrions conjuguer nos efforts, notre expérience et notre talent afin de proposer des solutions réalisables, pratiques et durables aux problèmes politiques et constitutionnels actuels résultant de l'échec de l'accord du lac Meech.

Comme vous le savez, je suis chargée avec trois autres membres de la Commission de représenter les vœux du milieu des affaires du Québec. Un grand nombre d'entre vous dans cette salle sont également en mesure de représenter ces vœux, connaissant bien les exigences liées à un Québec prospère et économiquement fort et étant donné leurs intérêts personnels sur le plan des affaires. Je privilégie cette expérience commune, car je suis persuadée que nous avons besoin d'une économie forte pour soutenir nos revendications culturelles. Nous devons être assurés que ces modifications apportées à notre structure actuelle raffermiront notre économie au lieu de l'affaiblir.

Je suis comptable agréée de formation, bien que certains soient portés à dire par déformation, maintenant associée et conseillère en affaires dans l'une des plus grandes sociétés internationales de comptables agréés. J'ai toujours vécu et travaillé à Montréal et à Québec. Bon nombre de mes clients sont des multinationales qui envisagent d'investir et de prendre de l'expansion au Québec. Mon expérience a consisté, en partie, à expliquer la situation du Québec à des non-Québécois. Au sein de cette Commission, mon rôle sera notamment d'observer et d'écouter le public, vous, mes collègues, ainsi que d'apporter la vision du monde des affaires aux délibérations.

La solution à laquelle nous parviendrons sera, bien sûr, propre au contexte québécois. En tant que Québécoise d'expression anglaise "a made in Québec solution". Cependant, nous sommes tous profondément conscients que nous vivons de plus en plus dans un contexte international et que cette vision ne doit pas être

négligée. J'envisage mon rôle au sein de cette Commission de la façon suivante: Mettre à profit mon expérience et mes connaissances pour définir et clarifier, au point de vue des affaires, l'enjeu de toutes les options politiques et constitutionnelles qui seront à l'étude; contribuer à promouvoir une compréhension commune des questions à l'étude et un emploi commun des termes qui, selon le segment de la population qui les entend, revêtent maintenant différentes connotations. Je désire jouer un rôle dans cette décision cruciale sur l'avenir du Québec et du Canada.

I believe that whatever recommendations this Commission finally makes as a result of this consultative process and their own deliberations, we need to insure that the options we propose will encourage a favorable business climate. A favorable business climate will, in turn, encourage start up and expansion of Québec business and the relocation in Québec of firms presently established elsewhere, creating jobs and hence prosperity.

En effet, si notre économie se porte bien, la société québécoise pourrait résoudre plus aisément la plupart des problèmes socio-économiques et culturels qui se poseront. Par contre, ces questions risquent d'être plus ardues si l'économie est chancelante. Pour atteindre nos objectifs en matière d'économie, nous devons avoir accès à des marchés dont la taille et l'ampleur permettent de justifier d'importants investissements au chapitre de la recherche, du développement et de l'accroissement du capital, à des installations rentables et productives qui nécessitent l'obtention de capitaux à des taux accessibles, à une main-d'œuvre qualifiée et formée dans des métiers et des professions qui répondent aux besoins d'une société en constante évolution et à des nouvelles technologies au moyen d'investissements, d'achat pur et simple ou d'accord de licences. Un climat propice aux affaires se traduira également par un régime fiscal concurrentiel et un milieu politico-social stable. À mon avis, la clarification des enjeux sur le plan des affaires comporte l'étude de l'incidence de chaque option proposée sur les facteurs économiques essentiels précités ainsi que la détermination ou, tout au moins, l'estimation de la portée probable de nos choix d'options afin de bien en mesurer les conséquences. Un tel climat favorable ne constitue que l'une des assises d'une prospérité économique.

Nous avons également créé une catégorie d'entrepreneurs chevronnés qui sont désireux et à même de poursuivre leurs occasions d'affaires au-delà des frontières du Québec. Nous avons besoin d'un cadre politique et constitutionnel qui favorise et appuie un marché québécois fort et compétitif, qui énonce clairement les règles du jeu pour l'avenir, puisque la qualité de vie à laquelle nous aspirons en tant que Québécois puise sa source dans une économie florissante.

Chacun d'entre nous apporte un bagage de

connaissances acquises au fil de l'expérience. Nous devons toutefois être à l'écoute des vues exprimées par nos concitoyens et concitoyennes.

Je crois que cette Commission poursuit des objectifs précis et qu'elle procure une rare occasion d'examiner les ententes politiques et constitutionnelles actuelles. C'est aussi notre devoir de recommander des améliorations à cet égard, au sein d'une assemblée dont les membres représentent la ligne de pensée d'une grande variété des milieux québécois et que le Canada doit l'écouter. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, Mme Campbell Steer. Nous passons maintenant à M. Guy d'Anjou.

**M. Guy d'Anjou**

**M. d'Anjou:** M. le Président, mesdames, messieurs, je suis naturellement très fier de siéger avec vous à titre d'élus scolaire, à titre de commissaire d'école. Je suis fier de représenter l'éducation ici et je ne pense pas seulement à l'éducation d'ordre primaire et secondaire, mais également aux ordres collégial et universitaire.

Je puis vous assurer que j'arrive ici avec un esprit ouvert et que j'ai l'intention de participer aux débats avec beaucoup de respect pour les divers courants d'opinion qui seront exprimés par les personnes et les groupements qui se présenteront devant nous et par les membres de cette Commission. J'ai l'intention d'y participer sans aucune partisanerie et avec une grande ouverture d'esprit. Je pense que l'objectif que nous poursuivons tous ensemble pour la population du Québec, c'est de tenter de trouver, d'obtenir un large consensus, le plus large possible, sur des choses fondamentales pour notre avenir collectif, et c'est trop important pour y aller avec légèreté ou partisanerie.

L'importance de l'éducation dans la vie du peuple québécois est bien connue. Je ne ferai pas une longue histoire, je ne vous raconterai pas les temps héroïques que vous connaissez par l'histoire, je ne vous parlerai pas longtemps non plus des 25 ou 30 dernières années, mais on sait quand même que les progrès importants réalisés par le Québec au cours des 30 dernières années sont dus, pour une large part, aux investissements importants qui ont été faits dans l'éducation, notamment la démocratisation de l'éducation, l'accessibilité à l'éducation pour l'ensemble des citoyens du Québec, aussi bien les jeunes que les adultes. Certes, il reste encore beaucoup à faire, et le rôle de l'éducation pour l'avenir du Québec va être encore plus considérable. Les défis à relever sont importants. Pensons seulement au combat à mener contre l'analphabétisme, tant auprès des jeunes que des adultes. Pensons à la nécessité d'une formation professionnelle en mouvement constant à cause de l'évolution très rapide de la technologie, de la nécessité de

préparer notre main-d'œuvre à concurrencer les marchés internationaux. C'est la clé du succès: investir dans les cervaux. Nous avons besoin, pour que les divers agents d'éducation puissent bien remplir leur mandat, d'un cadre politique et constitutionnel qui permette aux commissions scolaires, en particulier aux collèges et aux universités, de bien jouer leur rôle dans notre société.

L'éducation a des liens très proches avec la culture, et je ne pense pas simplement à la sécurité culturelle, je pense surtout à la promotion culturelle. Déjà, dans nos écoles, les jeunes s'intéressent aux arts: la musique, les arts plastiques, l'art dramatique, etc. Il y a des liens encore plus rapprochés, plus tenus entre l'éducation et l'économique. On sait que tous les peuples industrialisés investissent en éducation et, pour le Québec, c'est important que nos jeunes reçoivent une éducation de qualité, une formation de base solide afin de pouvoir réussir leur vie, et cela a des effets sociaux importants. Cela a pour conséquence de réduire les coûts sociaux d'une population qui serait insuffisamment scolarisée. Il y a des liens aussi entre l'éducation et les valeurs, les valeurs personnelles et les valeurs sociales, les valeurs de justice sociale, de partage, de respect mutuel les uns des autres, respect des diverses cultures, respect de la nature, de l'environnement. Notre société doit continuer à évoluer dans le sens de l'histoire tout en restant ouverte sur le monde. Et notre défi, c'est de concilier la promotion d'un Québec francophone avec le respect des droits des autochtones et des Québécois de diverses origines et de diverses cultures. C'est peut-être difficile à faire comprendre à certains Québécois, c'est peut-être plus difficile à faire comprendre à nos voisins. Je vous remercie.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, M. D'Anjou. Toujours dans l'ordre alphabétique, avec D, nous passons maintenant à M. Beaumier qui remplace M. Desrosiers. M. Beaumier.

**M. Jean-Claude Beaumier**

**M. Beaumier:** Malheureusement, je suis le seul substitut autour de cette table, et heureusement pour ceux qui sont en bonne santé. Notre président a été durement touché par la maladie; je dois le représenter, et j'essayerai de faire mon possible.

(16 h 45)  
Pour nous, de l'Union des municipalités du Québec, c'est avec plaisir et fierté que nous voulons apporter notre contribution à la Commission parlementaire sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Nous croyons que l'objectif initial de cette démarche s'avère avant tout le respect de la volonté des citoyens et des citoyennes du Québec. C'est pourquoi l'Union des municipalités du Québec est fière d'y être

associée.

Tout au long du processus, nous voulons être à l'écoute des Québécois et des Québécoises et participer à trouver un dénominateur commun, susceptible de rallier la plus grande majorité possible. Mais dans tout ce brassage d'idées, l'Union des municipalités du Québec ne voudrait pas que l'on perde de vue certains principes fondamentaux, que nous élaborons d'ailleurs dans notre mémoire, et qui sont fondés sur le respect et la primauté du citoyen contribuable et les aspirations des collectivités locales.

En même temps que la tenue de cette Commission, le gouvernement du Québec et les municipalités ont entrepris de revoir le pacte fiscal et le partage possible de certaines responsabilités dans le but d'offrir aux contribuables québécois de meilleurs services aux coûts les moins élevés possible.

Nous croyons que nous pouvons difficilement dissocier nouvelles réalités politiques et constitutionnelles et partage équilibré des responsabilités. Dans un nouveau projet de société, il faudra tenir compte de la dynamique des municipalités et l'importance des différences régionales. Tout projet de changement majeur qui n'associera pas les principaux collaborateurs du gouvernement est, selon nous, voué à des difficultés et des insatisfactions qui risquent de faire avorter le projet. C'est dans ce sens que l'Union des municipalités du Québec veut collaborer et être étroitement liée au processus de changement qui s'impose.

Vous me permettrez de faire quelques réflexions qui sont plus personnelles. Depuis 17 ans, j'oeuvre dans le domaine municipal et l'expérience me démontre que tout projet qui démarre sur une dissension est difficile à réaliser et, parfois, voué à l'échec. J'ai été surpris de l'avidité avec laquelle on voulait connaître les résultats possibles de la Commission avant même que ne commence notre travail. Je crois que nous devons nous mettre tous à l'écoute du Québec et faire, pour quelque temps, table rase, afin de tenter d'aborder ce difficile exercice, avec un esprit neuf. Je crois qu'il y a suffisamment de bonne volonté autour de cette table pour faire avancer la cause des Québécois et Québécoises qui, à mon sens, ne peut plus stagner. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, M. Beaumier. Nous passons maintenant à M. Ghislain Dufour.

#### M. Ghislain Dufour

**M. Dufour (Ghislain):** Messieurs les Présidents, chers collègues, Mesdames, Messieurs, l'accord du lac Meech a échoué, rien ne sert de rêver à ce qui aurait pu être, mais n'a pas été. Il faut donc maintenant passer à autre chose et convenir de quoi sera fait l'avenir de notre pays.

C'est dans ce contexte que le Conseil du patronat a accueilli favorablement la formation de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, ce dont nous avons félicité M. Bourassa et M. Parizeau.

Nous sommes également heureux, Messieurs les Présidents, de pouvoir siéger à cette Commission et d'y apporter, dans toute la mesure du possible, nos propres éclairages, mettant toujours l'accent – vous ne vous en surprendrez pas – sur le volet économique du dossier.

D'entrée de jeu, nous voudrions aujourd'hui définir les deux grands paramètres qui guideront nos réflexions tout au long des travaux de cette Commission. Le premier grand paramètre: le Québec d'aujourd'hui. Depuis quelques années, il est indéniable qu'un grand sentiment de fierté s'est développé au Québec. Il est indéniable également que le Québec a changé à maints points de vue. Le Québec d'aujourd'hui n'est plus celui du référendum de 1980. La dernière décennie a d'ailleurs été plus particulièrement marquante dans notre histoire. L'économie québécoise actuelle témoigne bien de ces changements profonds qui sont survenus chez nous au cours des dernières années. Nous avons développé des instruments à caractère économique et financier originaux. Citons à titre d'exemples: la Caisse de dépôt et placement du Québec, le Mouvement des caisses populaires et d'économie Desjardins, le Fonds de solidarité de la FTQ, qui se sont développés grâce à notre épargne et qui contribuent aujourd'hui au développement de notre économie.

Le Québec a formé des gestionnaires extrêmement compétents dont les qualités se comparent avantageusement à celles de n'importe quel gestionnaire au monde. Plusieurs de nos grandes entreprises connaissent des succès remarquables sur la scène mondiale dans nombre de secteurs d'activité. Même s'ils ne sont pas exempts de faille, notre système de santé et notre système d'éducation comptent parmi les meilleurs au monde. Bref, nous avons parcouru un chemin considérable en peu de temps.

Il faut par ailleurs reconnaître qu'une grande partie de nos succès est aussi attribuable à notre appartenance à l'ensemble économique canadien. Nous ne différons en rien du reste du Canada à cet égard. Nous sommes convaincus que, sans la synergie caractéristique d'un grand pays comme le Canada, où les talents et les expériences sont multiples et diversifiés et où les ressources sont abondantes, le Québec n'aurait pu se développer à un rythme aussi accéléré qu'il l'a fait. L'appartenance du Québec à la Fédération canadienne a contribué considérablement, nous semble-t-il, à la prospérité que nous connaissons actuellement, tout comme inversement le Québec a contribué largement au niveau de vie privilégié de l'ensemble des Canadiens.

Il faut bien reconnaître également que nous n'avons malheureusement pas encore solutionné



tous nos problèmes. Après sept ans de croissance économique continue, l'économie québécoise, à l'instar de l'économie nord-américaine, s'essouff. Notre taux de chômage dépasse les 10 %. Notre structure industrielle demeure encore trop faible dans plusieurs secteurs. D'importants problèmes de pauvreté subsistent. Si, malgré ces problèmes graves, le Québec peut toujours maintenir une qualité de vie socialement et économiquement acceptable pour la majorité des Québécois, n'est-ce pas en grande partie, et c'est là une question que je pose, M. le Président, grâce à son appartenance au vaste ensemble économique canadien? Si cette vision des choses n'est pas fondée, il faudra bien sûr nous le prouver.

Notre deuxième grand paramètre s'appuie sur notre conviction profonde que, quelle que soit la nouvelle forme que prendront les relations fédérales-provinciales, la majorité des Québécois n'accepteront pas facilement une baisse de leur niveau de vie ou que leurs acquis socio-économiques soient remis en question. Tous les changements qui seront envisagés au Québec devront donc concourir au maintien et, bien sûr, à l'amélioration de la qualité de vie des Québécois. Et quand nous parlons de qualité de vie, nous ne parlons pas que d'emploi, nous pensons aussi notamment à nos systèmes de santé, de sécurité sociale et d'éducation qui nous placent parmi les populations les plus favorisées au monde.

Dans cette perspective de maintien et d'amélioration de la qualité de vie des Québécois, on ne peut aussi oublier que nous devons nous adapter au nouveau contexte de libre-échange avec les États-Unis. Nous aurons bientôt également à composer avec une Europe unifiée qui est en voie de devenir une puissance économique considérable sur la scène mondiale. Les bouleversements récents et ceux encore à venir en Europe de l'Est auront bientôt des conséquences économiques non négligeables.

Pour toutes ces raisons, pour demeurer économiquement forts, pour maintenir notre niveau de vie, nous aurons certes à nous demander si le Québec a quelque intérêt à briser ses liens économiques actuels avec l'ensemble économique canadien. Au moment où l'on assiste à un vaste mouvement qui va dans le sens d'un meilleur arrimage économique et social entre de nombreux pays industrialisés, aux dépens parfois, M. le Président, d'une partie de leur souveraineté, ne serait-il pas pour le moins téméraire de ramener à contre-courant? En somme, le Québec a-t-il intérêt à restreindre son marché, à remettre en cause ses liens économiques actuels avec le Canada? N'est-ce pas l'exemple inverse que lui donne l'Europe 1992? Autant de questions, MM. les Présidents, que cette Commission devra avoir à l'esprit au cours de ses travaux.

En conclusion, la réalité du Québec d'aujourd'hui et le maintien sinon l'amélioration du niveau de vie des Québécois seront les deux grands paramètres qui guideront notre réflexion

durant les semaines qui viennent. Nous croyons cependant devoir affirmer dès le départ qu'il n'y a guère de place, dans le débat public actuel, pour les fédéralistes inconditionnels du début des années quatre-vingt, s'il en existe encore. Il est devenu absolument essentiel de revoir, et en profondeur, le fédéralisme tel que nous le pratiquons maintenant pour l'adapter à la modernité des années quatre-vingt-dix sans pour autant remettre en cause le principe même du fédéralisme.

Nous disons également qu'il faut affirmer bien haut et continuer à défendre énergiquement le caractère distinct du Québec, une spécificité qu'ont d'ailleurs déjà reconnue tous les premiers ministres lors des discussions de 1987, mais en préservant nos acquis et en agissant autant que faire se peut dans la continuité de notre histoire. C'est dans cet esprit et dans ce cadre et en étant le plus possible à l'écoute des gens qui s'adresseront à nous, que nous entreprenons les travaux de cette Commission et que nous chercherons les meilleurs moyens d'assurer l'avenir le plus prometteur des Québécois de toutes souches.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, M. Dufour. La parole est maintenant à Mme Louise Harel.

**Mme Louise Harel**

**Mme Harel:** Au nom des gens de Hochelaga-Maisonneuve qui ont majoritairement voté oui au référendum de 1980, je souhaite à cette commission d'être le début d'un temps nouveau pour le Québec. Malgré la volonté communément exprimée par tous d'écouter et d'écouter encore, je ne cacherai pas la crainte que j'ai cependant que nous passions à côté de certaines questions, faute de les poser dans leur totalité. Cette crainte ne me vient pas tant de la composition de notre Commission qui, admettons-le, reflète bien peu le Québec réel, ni à cause des contorsions du gouvernement pour y conserver l'avantage numérique. J'espère ne pas être fâcheusement partisan en affirmant simplement que la Commission n'est pas une pure créature du Saint-Esprit. Les femmes, elles, savent depuis longtemps que si le test du meilleur était vraiment appliqué dans toutes les sphères de la société, elles seraient aujourd'hui bien plus nombreuses à siéger là où les décisions se prennent, y compris ici. Je veux d'ailleurs saluer la décision de composer en toute égalité la délégation de l'Opposition. Nous sommes trois femmes et trois hommes, et nous souhaitons que cela soit annonciateur de la représentation des Québécoises dans l'avenir.

Dès la première séance privée de la Commission, les présidents eux-mêmes nous avaient rappelé que nous n'étions pas concernés par les nominations. Ultimement, c'est donc la majorité

gouvernementale qui a décidé de sa composition finale en choisissant, notamment, d'exclure la représentation autochtone. Nous aurons beau nous employer par toutes sortes d'événements à tenter de corriger cette lacune, ils resteront à jamais absents du portrait de famille que nous avons pris cet après-midi. Quelle que soit la décision du peuple québécois quant à son avenir politique, il faut prendre acte que les Indiens veulent rester Indiens et qu'ils ont le droit historique d'être reconnus et traités comme des nations distinctes au sein même du Québec. Plutôt d'attendre qu'ils le revendiquent, leur offrir un siège aurait été reconnaître qu'ils ne sont ni un groupe ethnique, ni une minorité culturelle ou linguistique. J'aurais souhaité cette générosité.

Poser la question du Québec dans sa totalité, c'est ne pas éviter la question essentielle de l'incertitude de notre identité nationale. Je crains, oui, que nous ayons tellement les yeux rivés sur ce que nous voulons faire ou avoir que nous perdions de vue ce que nous voulons être. L'identité nationale n'est pas un choix personnel, un prêt-à-porter individuel. S'ils sont aussi Européens, les Français ne sont pas des Italiens, qui ne sont pas des Anglais ou des Allemands, et réciproquement. À défaut d'offrir une identité commune partagée par les Québécoises et les Québécois de toute origine, nous resterons des Canadiens français, c'est-à-dire la plus grosse minorité ethnique au Canada. Et la plupart des nouveaux arrivants choisiront et continueront de choisir d'être Canadiens, comme la majorité.

À l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, partout sur la planète, nous assistons à deux phénomènes: la globalisation des marchés et l'affirmation des identités. La Commission doit donc se garder de poser l'avenir du Québec et des Québécois dans les termes d'une simple transaction, par exemple, en s'interrogeant sur la sorte d'affaires que l'on veut continuer de faire ou de ne plus faire avec le Canada, en omettant d'aborder la question centrale de notre incertaine identité. Nous pouvons bien – et je l'espère bien sincèrement – nous entendre à la fin de nos travaux pour avoir un peu, beaucoup ou tous les pouvoirs en matière de formation professionnelle, de main-d'œuvre, de sécurité du revenu, de développement local et régional, d'immigration, de communication, de langue, et bien d'autres encore. L'enthousiasme des consensus possibles sur toutes ces questions ne doit cependant pas nous faire échapper la question incontournable que nous aurons à trancher, celle de notre statut de minoritaires ou de majoritaires. En ce sens, la question du pays est inscrite au cœur même de nos travaux et le peuple ne pourrait comprendre que nous la mettions de côté.

(17 heures)

En fait, les scénarios ne sont pas si nombreux: ou nous sommes ici pour ressusciter la nième dernière chance de renouveler le fédéralisme ou nous allons offrir à la souveraineté sa

première chance. Cette première chance, je la souhaite, au nom de tous ceux et celles qui s'enfoncent dans le sous-développement et la pauvreté sans espoir de participer à la prospérité que certains attribuent au fédéralisme. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, Mme Harel. Nous passons maintenant la parole à M. Jean-Pierre Hogue.

#### M. Jean-Pierre Hogue

**M. Hogue:** MM. les Présidents, Mmes et MM. les députés, membres de la Commission, chers collègues, comme la grande majorité d'entre vous et comme d'ailleurs tout le monde, je suis fier de participer à cette séance inaugurale de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

Comme vous, je mesure l'importance historique des travaux que nous entreprenons aujourd'hui ensemble, de même que la gravité des recommandations que nous devons formuler en bout de ligne. Je désire tout d'abord vous assurer de mon entière collaboration. J'ai été désigné pour siéger à cette Commission par le chef du Parti progressiste conservateur, le très honorable Brian Mulroney, sur recommandation de mes collègues du caucus québécois qui placent beaucoup d'espoirs dans la démarche que nous entreprenons aujourd'hui et ils l'appuient aussi fortement.

Je représente donc ici le Parti progressiste conservateur du Canada en ma qualité de député élu au Québec. Le Parti progressiste conservateur est, depuis sa fondation, il y a plus d'un siècle, voué à l'établissement d'une collaboration féconde et franche entre Canadiens anglophones et francophones. Nous croyons fermement qu'il est possible et souhaitable de conjuguer les intérêts et les aspirations des Québécois et des Québécoises avec ceux des autres régions canadiennes. Notre foi dans cet idéal, qui a inspiré la fondation du Canada, s'est exprimée récemment par l'accord du lac Meech qui, dans des conditions favorables à toutes les régions canadiennes et bénéfiques à la fédération entière, réparait l'injustice de l'exclusion du Québec de notre constitution en 1982. Mais, comme l'a dit M. Mulroney en fin de semaine, l'accord du lac Meech est mort, il ne pourra jamais être ressuscité. L'échec de Meech a fait entrer le Canada dans une situation politique sans précédent qui nous impose d'explorer de nouvelles avenues, notre citoyenneté canadienne et d'approfondir notre identité québécoise. Cette démarche s'inscrit cependant dans l'évolution historique de notre régime politique.

Permettez-moi un instant de rappeler ce qu'a dit le premier ministre Mulroney à la Chambre des communes, jeudi dernier, à ce sujet. Ce texte est important. Il répond à ma démarche

et à mes aspirations. Je me sens fort aise de m'y associer. Et je cite: "Même si la situation actuelle est très inquiétante pour nous, pour notre pays, nous avons déjà, dans le passé, traversé des circonstances très difficiles. L'Acte constitutionnel de 1791 a été à l'origine d'une longue période d'agitation politique qui a été marquée par les rébellions de 1837, et l'union forcée du Haut et du Bas-Canada en 1840 a provoqué un conflit et la mise à feu des édifices du Parlement en 1849. Avant d'être adopté, l'Acte de l'Amérique du Nord britannique a fait l'objet d'un débat passionné qui a duré dix ans. La Confédération elle-même fut en même temps un acte de séparation du Haut et du Bas-Canada et un acte d'unification et le régime de gouvernement alors adopté, le fédéralisme, constituait lui-même un partage de souveraineté."

Quelques lignes plus loin dans son texte, on peut lire: "L'affaiblissement des liens impériaux avec la Grande-Bretagne au début du siècle, la participation de militaires canadiens à deux guerres mondiales et à la guerre de Corée, le débat sur le drapeau en 1965, le référendum québécois en 1980 et le rapatriement de la constitution en 1982 sans l'accord du Québec ont tous provoqué de profondes divisions et de vifs débats à l'intérieur du pays, mais rien n'a autant divisé ce pays et soulevé de débats aussi passionnés que les efforts entrepris pour concevoir une formule authentiquement canadienne de modification de la Constitution. Le problème a surgi pour la première fois en 1926, à la suite du rapport Balfour sur les relations entre les dominions britanniques, la couronne et le Royaume-Uni. Mais l'obligation d'obtenir le consentement unanime d'Ottawa et des dix gouvernements provinciaux a fait échouer une série de tentatives de rapatriement de notre Constitution, et elle est demeurée une loi du Parlement britannique qui ne pouvait être modifiée qu'au Royaume-Uni. C'est de cette façon que des modifications importantes ont été apportées à la Constitution canadienne, y compris le transfert au gouvernement fédéral, en 1940, de la compétence en matière d'assurance-chômage."

En 1981, à la suite du référendum de l'année précédente, fut prise la très grave décision de rapatrier notre Constitution sans consentement unanime, plus précisément sans l'accord du Québec. Un élément important de la victoire du camp fédéraliste au Québec fut l'engagement pris par le premier ministre fédéral de l'époque de renouveler le fédéralisme, qu'un non n'était pas un vote en faveur du statu quo. Peu de gens, s'il en est, qui se sont battus pour le Canada dans ce référendum difficile d'il y a dix ans, auraient pensé que cette réforme finirait par se faire en sollicitant l'appui de toutes les provinces, sauf le Québec.

En 1986, les dix premiers ministres provinciaux se sont entendus pour réintégrer le Québec dans la famille constitutionnelle. Le résultat de

leur effort fut l'accord du lac Meech, un ensemble raisonnable et modeste de cinq modifications constitutionnelles. Sa non-ratification, en juin, par deux Législatures provinciales, a clos un chapitre de la démarche constante des Canadiens pour améliorer leur Constitution. Cet échec ne signifiait pas cependant la fin du Canada. Il signifiait en réalité que notre vie nationale entraînait dans une nouvelle période plus périlleuse, mais danger et occasion sont les deux côtés de la même médaille. "Le danger auquel nous faisons face nous fournit l'occasion de repenser notre système et de tracer un nouvel avenir pour le pays" (fin de la citation).

Nous devons, comme membres de cette Commission, accueillir, définir et développer des concepts et des mécanismes nouveaux. Toutes les idées et suggestions qui pourraient contribuer à définir l'avenir politique et constitutionnel du Québec méritent notre considération, à l'exception d'une seule: nous ne pouvons pas accepter que l'on envisage de prolonger l'état actuel des choses. Le statu quo n'existe plus; nous sommes déjà en marche vers un nouveau Québec et un nouveau Canada.

Comme vous le savez, le gouvernement fédéral a institué un groupe de consultation pour stimuler la réflexion et la discussion parmi les Canadiens et les Canadiennes. En Alberta, une commission spéciale a également entrepris une réflexion sur son avenir constitutionnel et celui du Canada. Et d'autres provinces définissent des mécanismes pour faire de même.

Le Parti progressiste conservateur croit que tous ceux et celles qui partagent les bienfaits et les responsabilités de leur appartenance au Canada doivent pouvoir participer à la définition de son avenir, mais nous reconnaissons également que les Québécois et les Québécoises ont le droit, le devoir même de se concerter et de chercher ensemble les voies de leur propre avenir.

Ma présence ici est la preuve que nous sommes, comme membres du Parti progressiste conservateur et comme Québécois, solidaires de cette démarche. Je me réjouis que l'Assemblée nationale ait décidé, en formant cette Commission, d'y inviter des représentants des partis politiques fédéraux. Nous sommes tous dépositaires de la confiance et de l'espoir de nos concitoyens et concitoyennes. Le parti que je représente croit fermement que les Québécois et les Québécoises, par l'entremise de leurs députés fédéraux, peuvent jouer un rôle fondamental dans la conduite des affaires d'un des pays les plus riches et les plus respectés au monde et y manifester toute la vigueur et toute l'originalité de leur propre personnalité. Et je suis fier de dire que, grâce à la formation politique que je représente ici et à son chef, les Québécois et les Québécoises exercent présentement une influence déterminante au sein du gouvernement fédéral.

Toute discussion sur l'avenir politique et

constitutionnel du Québec doit aussi nécessairement toucher la répartition des pouvoirs et des responsabilités des deux ordres de députation, et la présence autour de cette table de députés de l'Assemblée nationale et de la Chambre des communes permettra sans doute un dialogue fructueux sur cette question.

M. le Président, en conclusion, je veux réitérer la profonde volonté qu'a le Parti progressiste conservateur d'apporter une contribution constructive et active aux travaux de cette Commission. Nous y manifesterons la même détermination à servir les intérêts profonds du Québec que nous avons déployée tout au long de la négociation de l'accord du lac Meech. Nous voulons également témoigner ici de notre foi dans la grandeur du destin du Canada. Je n'ai aucun doute que nous pourrions, avec réalisme, lucidité et sérénité remplir le mandat central de notre engagement politique qui est d'exprimer et de réaliser l'espoir de nos concitoyens et concitoyennes, en un avenir meilleur pour eux et pour leurs enfants.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, M. Hogue. Nous passons maintenant la parole M. Richard Holden.

#### M. Richard B. Holden

**M. Holden:** Merci, M. le Président. Mr. Chairman, Mr. Co-Chairman, the community I represent is hopeful, I cannot say, optimistic, but hopeful, about the outcome of our deliberations here, and part of that hope is based on the confidence which I share in the integrity and the intelligence of our two Co-Chairmen.

Mr. Chairman, the law creating this Commission is preceded by a lengthy preamble which sets out the tenets on which our work is to be based. One of these, which the National Assembly has unanimously agreed to in adopting this bill, is the following: Whereas Québec intends to pursue this objective in a spirit of fairness and openmindedness respectful of the rights and the institutions of the English speaking community of Québec. In the French text: "Considérant que le Québec entend poursuivre cet objectif dans un esprit de justice et d'ouverture dans le respect des droits et des institutions de la communauté québécoise d'expression anglaise".

Mr. Chairman, it would be one of my main preoccupations during all of our hearings and discussions to emphasize and recall this very important assurance to all of our intervenors and to my colleagues around the table. Any group or individual who comes before us to promote a sovereign Québec can be expected to be asked: What guarantees are proposed to assure the anglophone community that its rights and institutions will, in fact and in law, be respected? Is the use of English in the courts, in the

National Assembly, in our schools and in our institutions to be enshrined in any constitution that a sovereign Québec might adopt? Is the sacred right to educate our children in English to be continued in an independent Québec? Will the right to publish and broadcast in the English language be fully protected in a separate Québec?

Mr. Chairman, these are just some of the questions I will be asking during the days and months ahead. And the answers will be carefully noted, not only by Anglophones but by these same fair and openminded Quebecers of all origins who are referred to in the statement of principles which I just read.

Vous avez sans doute remarqué, M. le Président, que nulle part dans le préambule de la loi 90, la Loi instituant la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, nulle part apparaît le mot "Canada". C'est comme si le Canada n'existait plus, comme s'il était disparu dans la brume du lac Meech. Mais non, M. le Président, le Canada est toujours un grand pays dans le monde, respecté, admiré et aimé, oui aimé, par des millions de Québécois.

The question has often been asked, Mr. Chairman: Who speaks for Canada? Well, let us hope that there are many around this table who will do just that. I look to the members of the Federal Parliament, or at least two of them, to join me, and the member for D'Arcy McGee and others, in speaking for Canada. I urge the members of the Liberal Party, seated here, members from the National Assembly, to speak out as strongly for Canada in public as they do privately in our conversations here in the National Assembly. And I urge others around this table to speak forthrightly and in support of a renewed and invigorated Federal system. (17 h 15)

Il y a une chose que j'ai apprise depuis que je siège ici à l'Assemblée nationale, M. le Président. C'est que les députés qui prônent la souveraineté ou l'indépendance acceptent et apprécient davantage quelqu'un qui se déclare ouvertement et honnêtement fédéraliste que quelqu'un qui a une attitude mitigée et opportuniste. Tout comme moi, je peux comprendre un tenant de l'indépendance mieux que celui ou celle qui me dit: Je suis fédéraliste, mais c'est mieux que, publiquement, je fasse semblant d'être souverainiste. C'est comme la fameuse farce d'Yvon Deschamps: Ce que les Québécois veulent, c'est un Québec indépendant dans un Canada uni... fort et indépendant. En tout cas, vous connaissez tous la farce. On ne peut pas avoir les deux, M. le Président, et pour moi, le choix est clair. Je choisis le Canada avec Québec comme partie intégrante. J'espère que mes vœux seront considérés avec autant de respect que j'accorde aux arguments de ceux et celles qui croient à la souveraineté. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, M. Holden. La parole est maintenant à Mme Claire-Hélène Hovington.

**Mme Claire-Hélène Hovington**

**Mme Hovington:** M. le Président, mesdames et messieurs les commissaires, mesdames et messieurs, je suis, moi aussi, très honorée de participer à ce débat fondamental qui marque un temps fort de l'histoire du Québec et de ses institutions. Cette commission parlementaire constitue certainement le moment privilégié pour les Québécois et les Québécoises de tous les horizons d'identifier la place qu'ils souhaitent occuper en Amérique du Nord. Elle nous permet surtout de revoir comment et en quoi le Québec est devenu une société véritablement distincte.

Pour bien saisir cette notion de société distincte, un bref rappel historique s'impose. Avant 1960, la société québécoise s'est développée grâce à son acharnement au travail, à sa volonté inébranlable de donner naissance et vie à ces immenses territoires que sont les régions du Québec que nous connaissons aujourd'hui. Les Québécois ont su maîtriser le sol, le faire produire, développer le milieu rural. Ils ont également contribué, par leur capital humain, au développement industriel de plusieurs villes du Québec. Nous avons connu, au cours des années soixante, une mutation très profonde. Cette période a marqué un tournant majeur dans le secteur de l'éducation. À cet égard, on se rappellera le rapport Parent qui consacrait la démocratisation de l'enseignement. Dans le domaine économique, les Québécois se sont donné de solides outils de développement. Et j'aimerais citer, à titre d'exemple — et pas seulement pour faire plaisir à l'un des deux commissaires présidents de cette Commission — la Caisse de dépôt et placement, qui représente aujourd'hui des actifs de 37 500 000 000 \$, de même que la Régie des rentes, la Société générale de financement et d'autres sociétés d'État qui ont largement contribué au développement et au renforcement de l'économie québécoise.

Toujours à la même époque, deux autres secteurs ont rapidement été identifiés comme des enjeux majeurs pour la consolidation du caractère spécifique du Québec. Je pense ici au secteur de la culture, des communications, dont les ministères furent créés au cours des années soixante et soixante-dix. Les trois dernières décennies où le Québec a pu s'affirmer sur le plan social, culturel et économique, ont été le théâtre de nombreux rebondissements sur le plan constitutionnel. Ce n'est pas d'hier, M. le Président, qu'on parle de réformer nos institutions, qu'on remet en cause la place du Québec dans la Fédération canadienne d'aujourd'hui. Qu'il suffise de rappeler le slogan "Maîtres chez nous" de Jean Lesage, "Égalité ou indépendance" de Daniel

Johnson, "Souveraineté-association" de René Lévesque et la "Société distincte" de Robert Bourassa. Toutes ces formules politiques ont un dénominateur commun: permettre au Québec d'exprimer pleinement sa spécificité culturelle, sociale, politique et économique.

Le temps nous l'enseigne: il faut vraiment prendre tous les moyens nécessaires pour exprimer ce que nous sommes. Il faut créer un contexte qui nous permettra de protéger nos acquis et de faire en sorte que notre avenir se dessine en s'inspirant de notre originalité sociale et culturelle. Les décisions qui seront prises quant à notre avenir constitutionnel, au terme des audiences de la présente commission, devront prioritairement, c'est sûr, reposer sur le maintien de notre force économique. Mais outre cette dimension, je compte me préoccuper d'une façon plus particulière des dossiers relatifs aux arts et à la culture.

M. le Président, la culture, c'est le reflet d'une société. Un peuple se distingue d'abord par sa langue, mais il se distingue aussi par le dynamisme et l'originalité de ses artistes et de ses créateurs. Les arts et les lettres apparaissent rapidement des outils indispensables à la survie culturelle d'une société. Historiquement, les Québécois et les Québécoises ont manifesté une ferme volonté de consolider le secteur culturel au Québec. Nous tenons à protéger le caractère francophone de notre société distincte, et je souhaite que cette préoccupation demeure toujours présente lors de nos échanges sur l'avenir du Québec.

Le secteur des affaires culturelles détient l'un des mandats les plus fondamentaux de l'État québécois, soit celui de soutenir notre démarche collective d'affirmation de notre identité et de promouvoir l'expression de l'excellence par la création et la mise en valeur de notre patrimoine. Cette identité propre au Québec a conduit à l'adoption de deux législations majeures, en 1987 et 1988. Ces lois reconnaissent un statut juridique et socio-économique aux artistes et aux créateurs. Je fais, bien sûr, d'abord référence à la loi 90, votée en décembre 1987, sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma. Il y a eu ensuite, en décembre 1988, la loi 78, portant sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature. D'ailleurs, en tant que membre de la commission de la culture, à cette époque, j'ai eu le privilège de collaborer à la réalisation de ces mesures législatives très importantes. L'adoption des lois 78 et 90 place le Québec à l'avant-garde des sociétés occidentales en ce qui concerne la reconnaissance et la protection des artistes par leur gouvernement.

M. le Président, le Québec est le seul territoire majoritairement francophone en Amérique du Nord, et au surplus, ne représentant qu'à peine 2 % de la population nord-américaine, le

Québec ne peut prendre le risque de laisser à d'autres gouvernements le soin de protéger et de définir ce qui rend fondamentalement distinct des autres sociétés. Pour les francophones du Québec, le gouvernement du Québec apparaît le seul susceptible de définir les mécanismes capables d'assurer la préservation et l'épanouissement du caractère français et de la culture québécoise en général. Il faut donc en arriver à redéfinir clairement un partage des responsabilités constitutionnelles en matière culturelle, de manière à respecter le caractère distinct de notre société québécoise, en confirmant d'abord le rôle déterminant du gouvernement du Québec dans la préservation, la promotion du fait français au Québec, et de la culture québécoise qui y est afférente.

M. le Président, les travaux de la présente Commission offriront aux divers intervenants, et plus particulièrement aux représentants du milieu culturel, l'occasion privilégiée d'exposer, le plus objectivement possible, les recommandations qu'ils entendent apporter afin que la nouvelle option constitutionnelle retenue puisse préserver les acquis, et, je le souhaite, promouvoir l'essor culturel de notre société. La loi 90, qui a créé cette Commission sur l'avenir constitutionnel et politique du Québec, précise dans son préambule que les Québécois et les Québécoises sont libres d'assumer leur propre destin, de déterminer leur statut politique et d'assurer leur développement économique, social et culturel. Je trouve cette assertion tout à fait juste et légitime. Je crois qu'il existe présentement, au Québec, un contexte très favorable pour traiter de l'importante question qu'est notre avenir collectif. Je souhaite que l'on puisse dégager le consensus le plus large possible, afin de bâtir ensemble l'avenir politique et constitutionnel, mais aussi, et c'est très important, l'avenir social et culturel de notre société. Merci.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, Mme Hovington. Je vous assure qu'en parlant de la Caisse de dépôt, vous avez fait non seulement plaisir à celui des deux présidents qui y a travaillé un peu il y a vingt ans, et qui a été membre du conseil à cette époque-là, mais aussi à celui qui en a été le président depuis dix ans.

Nous devrions, à ce moment-ci, passer la parole à M. Louis Laberge. Pour ceux d'entre vous qui ne le savent pas, notre ami Louis Laberge a eu un accident de voiture sur la route, ce matin; ce n'est pas lui qui conduisait, c'est sa femme, comme d'habitude. Ils ont dérapé un peu, il a fait le dernier bout en taxi. Il était ici un peu avant le début de la séance de l'après-midi, mais il n'était pas vraiment très bien; il est donc allé se reposer. S'il nous revient ce soir, bien sûr, on l'entendra. Mais, en attendant, et pas du tout par principe d'alternance syndicale, mais simplement par ordre alphabétique, on passe la parole à M. Gérald Larose.

**M. Larose:** Parce que, si vous m'aviez donné son temps, j'aurais pu faire deux ou trois paragraphes.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Moins de 10 minutes, M. Larose.

**M. Gérald Larose**

**M. Larose:** M. le Président, il n'y a effectivement pas beaucoup d'exemples dans l'histoire du Québec d'événements comme celui qui s'ouvre aujourd'hui, car il faut bien constater qu'en dépit des difficultés rencontrées dans la composition même de cette Commission, des absences que nous avons déplorées et qui augmentent d'autant notre propre responsabilité, nous sommes en plein débat démocratique. Un débat démocratique qui était tout à fait absent quand on nous a imposé l'Acte d'union, en 1840; un débat démocratique qui n'a jamais eu lieu quand la Confédération canadienne a été créée en 1867; un débat démocratique singulièrement bafoué quand la Constitution canadienne a été rapatriée sans notre consentement, en 1982; un débat démocratique qui ne s'est pas tenu quand ont été identifiées les conditions terriblement minimales de notre adhésion à la Constitution canadienne, opération qui a d'ailleurs sombré dans les eaux noires du lac Meech.

Mais si le passé doit éclairer nos consciences et aiguïser notre capacité d'analyser les faits et de tirer des conclusions, c'est d'avenir dont il sera ici question, de l'avenir du Québec. De tous les horizons, on entend que le régime actuel a fait son temps et que l'heure des changements a sonné. Les Commissaires ici présents ont des convictions qu'ils chercheront à faire partager, mais à cette étape de notre histoire, le seul exposé de nos convictions ne suffira pas. Il nous restera à identifier les changements nécessaires. Il restera surtout à savoir comment arriver à ces changements. C'est ce que nous appelons la stratégie.

Messieurs les Présidents, je veux être clair. À mon avis, ce ne sont pas tant les modèles qui posent problème, sauf pour ceux et celles qui veulent camoufler ou maquiller le statu quo. Ce qui pose problème c'est le comment on y arrive. Qui, autour de cette table peut encore prétendre qu'en négociant de la façon dont nous avons négocié, sans mandat populaire et clair, donc sans rapport de force, nous avions la bonne stratégie? Il faut avoir le courage d'analyser les réalités telles qu'elles se présentent. Ce qui a fait sombrer l'accord du lac Meech, ce n'est pas Elijah Harper, ce n'est pas le Manitoba, ce n'est pas Clyde Wells, ce sont plutôt les Canadiens eux-mêmes qui, à juste titre d'ailleurs, ne peuvent accepter l'idée qu'on pourrait affaiblir le caractère centralisé de la Fédération canadienne

et qui, comme les Québécois, aspirent à un État central fort qui remplisse adéquatement toutes ses missions. Eux aussi veulent contrôler leur développement, assurer leur épanouissement, vivre de façon autonome. Le problème, c'est que nous ne nous entendons pas sur le même État: pour nous, c'est le Québec; pour eux, c'est Ottawa.

Depuis toujours, le Canada est un malentendu, une ambiguïté, une construction artificielle. Le temps ne serait-il pas venu de mettre fin aux querelles stériles? Ayons chacun notre État. Établissons des rapports civilisés sur une base d'égalité, comme le font les pays qui disposent de leur souveraineté. Mais déjà, j'esquisse une direction. Nous pourrions en débattre abondamment à cette Commission.

Mais précisément, qu'attendons-nous de cette Commission? Premièrement, qu'elle soit à la hauteur des aspirations et des intérêts du peuple québécois et qu'elle ne se laisse pas piéger dans quelque jeu partisan que ce soit. Deuxièmement, qu'elle soit l'occasion d'un formidable débat public où le maximum d'informations et de données pourront librement circuler. Troisièmement, qu'elle élabore un projet stratégique clair et porteur d'avenir pour le Québec. Et, quatrièmement, qu'elle recommande une démarche précise, incluant les mandats populaires à rechercher et un échéancier serré à respecter.

(17 h 30)

La CSN se sent parfaitement à l'aise dans l'exercice qui commence aujourd'hui. Produit original de la terre Québec, la CSN n'est étrangère à rien qui soit québécois. Depuis des décennies, elle porte les aspirations de centaines de milliers de travailleurs et de travailleuses qui sont aussi citoyens et citoyennes. Nous avons vécu nos humiliations au travail, dans nos droits; nous avons partagé de grandes espérances et subi aussi des déceptions. Nous connaissons bien ce que c'est le difficile exercice au quotidien des droits à faire respecter et des libertés à gagner. Nous sommes sensibles pour l'avoir souvent éprouvé à la situation faite à celles et à ceux qui se retrouvent minoritaires dans un environnement qui leur est hostile. À cet égard, notre témoignage peut être utile. Ce sur quoi nous pouvons compter par ailleurs, et cela nous changera de l'époque du référendum de 1980, c'est sur la grande sérénité qui habite le Québec. C'était vrai en mai dernier, avant même la mort du lac Meech, au congrès de la CSN lorsque plus de 2000 délégués représentant 250 000 membres ont définitivement opté pour l'indépendance du Québec. Ça demeure encore vrai aujourd'hui. Cette confiance retrouvée nous rendra collectivement moins fragiles aux épouvantails et aux Bonshommes Sept Heures qui ne manqueront pas d'être agités par les intérêts dominants, marchands de peur et trafiquants de crainte. Nous sommes prêts à discuter de chiffres et d'économie, à évaluer tous les modèles proposés. Qu'il

soit cependant bien compris que nous ne le ferons pas dans une atmosphère de terrorisme comme on l'a déjà vu en d'autres temps. Tous jours, nous voudrions aller à l'essentiel et cet essentiel n'est pas si complexe finalement. Cela commence par la reconnaissance, par le Québec, des caractéristiques et des droits collectifs spécifiques de ses principales composantes: les nations autochtones, la minorité anglophone, les communautés culturelles, la majorité francophone. L'échec canadien, d'ailleurs, tient beaucoup des lacunes constatées à cet égard. Nous travaillons à un Québec plus riche, plus démocratique, plus ouvert, plus égalitaire, plus solidaire, un Québec qui contrôle sa destinée plutôt que de la subir. Tout cela n'arrivera pas automatiquement avec l'indépendance. Pour nous cependant l'indépendance est devenue une condition nécessaire pour réaliser ces objectifs. Le temps est venu de nous définir sans permission. C'est un formidable défi qui nous attend. Les temps présents sont historiques. Chacun à notre mesure, nous sommes responsables de ce que le Québec assume librement, avec sérénité, avec confiance, avec plaisir même, sa destinée. Vous trouverez chez moi un interlocuteur convaincu mais loyal, ouvert, à l'écoute, sensible aux arguments mais résolument tourné vers l'avenir. MM. les Présidents, je suis à votre disposition convaincu que vous allez piloter ce bateau à bon port. Bon travail.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci M. Larose. La parole est maintenant à M. Jacques Léonard.

**M. Jacques Léonard**

**M. Léonard (Jacques):** M. le Président, dans les semaines à venir nous entendrons nos concitoyens et nous penserons avec eux le pays de nos enfants et celui de nos petits-enfants. Nous sommes le peuple québécois et parler notre langue française constituera, au cœur de l'Amérique, un avantage non pas une curiosité ou une infirmité comme c'est le cas au Canada. Nous voulons travailler non quémander de l'assurance-chômage ou de l'assistance sociale. Les Québécois veulent être des acteurs qui participent pleinement à leur développement, à leur avenir, non des minoritaires qu'on endure. Et pour cela, ils veulent se reconnaître sur un territoire, dans des institutions qu'il leur plaira de créer, dans un Québec libre, souverain, démocratique.

Nos parents avaient une certaine vision du pays qui nous a conduits depuis les années soixante à le circonscrire au Québec et à le doter en particulier d'une économie forte, dynamique et moderne mais, aussi, originale bref à créer le modèle québécois, malgré les contraintes du système fédéral. L'émancipation économique des Québécois se manifeste par le dynamisme de nos travailleurs et de nos entrepreneurs depuis longtemps, mais elle s'appuie depuis

quelques dizaines d'années sur des leviers puissants comme la Caisse de dépôt et placement du Québec, la Bourse, un réseau d'institutions financières solides, proprement québécois, qui, au surplus, bénéficie d'une réglementation enviée par nos voisins. Nos hommes et nos femmes se sont instruits, depuis 1960, comme dans les autres pays industrialisés. Notre fonction publique est importante et compétente. Elle possède l'expertise voulue pour administrer un pays souverain. Le Québec produit des biens et des services pour 150 000 000 000 \$ et se compare avantageusement à des pays comme le Danemark, l'Autriche ou la Belgique. Nous avons déjà une économie ouverte et, toutes proportions gardées, nous exportons plus que les États-Unis et le Japon, et ce, alors que les marchés ne connaissent plus de frontières. C'est en s'appuyant sur de tels points que des organismes comme le Mouvement Desjardins, la Banque de Montréal ou Merrill Lynch, concluent qu'un Québec souverain serait viable, serait prospère.

Depuis 40 ans, les espaces économiques ne coïncident plus avec les espaces politiques. Nous avons assisté à la création d'associations économiques entre pays souverains, aussi bien en Europe qu'en Amérique du Nord ou en Asie, et même à la grandeur de la planète avec le GATT. Nous évoluons en harmonie avec cette tendance à la globalisation des marchés, si bien que la Banque Toronto-Dominion estime que c'est le Québec, plus que tout autre, qui retirera vraisemblablement les plus grands avantages du traité canado-américain de libre-échange. Évidemment, je la soupçonne, bien sûr, de jalousie ou de vouloir simuler ses propres chevaux. Mais la volonté internationale d'ouvrir les marchés et les liens économiques étroits tissés entre le Québec et le Canada, particulièrement la province d'Ontario, mais surtout avec les États-Unis, constitue la meilleure garantie que le Québec, une fois souverain, continuera à évoluer avec ses partenaires dans le même contexte. De fait, le Québec sera le huitième partenaire commercial des États-Unis. Pour un pays de sa taille, comme l'expérience l'a démontré pour plusieurs autres, la souveraineté, loin d'être une contrainte au développement économique, est au contraire une nécessité. Le Québec sera mieux placé pour coordonner ses objectifs, ses politiques, tous ses gestes. Finis les déchirements avec les autres provinces, finis les attermolements coûteux, et surtout, l'ensemble État-entreprises sera mieux intégré, plus simple, plus léger, plus souple, plus efficace par tous ces réseaux pour concurrencer sur la planète. Les orientations économiques québécoises correspondent à ces courants mondiaux. Il lui faut maintenant, et de façon urgente, le pendant politique qu'est la souveraineté.

Le Québec démocratique, économiquement stable, sera un partenaire fiable et sûr pour ses vis-à-vis internationaux. Ces progrès, ces développements se sont produits par les efforts de

chacun, bien sûr, mais aussi, pour le pays du Québec, avec une vision partagée par tous, qui a animé la complicité de tous. Dans le fédéralisme, on me dira, malgré le fédéralisme, je répondrai, surtout qu'après Meech et pour l'avenir de toujours, on veut des provinces toutes pareilles. En reconnaissant que le Québec a une économie originale, distincte, dans le langage de Meech, on reconnaît aussi que les leviers sont différents, que les objectifs et les stratégies doivent être adaptés au contexte québécois, donc originaux, ce qui rend nécessaire d'exercer tous les pouvoirs ou la souveraineté. Au-delà du lyrisme sur les Rocheuses, qu'en est-il de ce fédéralisme qu'on n'arrive pas à renouveler après 123 ans d'efforts? Les maux sont bien connus: chevauchements de toutes sortes, incohérence des politiques des deux paliers de gouvernement, dédoublement de services, discussions interminables, surenchère entre les provinces, concurrence entre les provinces et le fédéral, etc. qui ont conduit au gaspillage, à l'impossibilité de planifier et à l'absence de contrôle budgétaire, exactement le contraire du système dont nous avons besoin.

D'autre part, non seulement l'analyse, sur une longue période, des flux monétaires du gouvernement fédéral n'est pas concluante en faveur du fédéralisme, mais il y aura dorénavant une dette à payer de 358 000 000 000 \$, accumulée par le fédéral, et qui grossit de 30 000 000 000 \$ par année. Cette triste réalité a conduit le gouvernement fédéral à se désengager progressivement du financement de l'assurance-chômage, de celui des pensions de vieillesse pour les mieux nantis, du financement des programmes établis, jusqu'à complète extinction, en 1998, de sa contribution aux soins de santé et à l'enseignement postsecondaire. Cette triste réalité a aussi amené la Banque du Canada à élever son taux d'escompte pour lutter contre une inflation que le gouvernement fédéral contribue largement à alimenter, écorchant au passage l'économie du Québec par un taux d'intérêt réel, plus élevé au Québec qu'en Ontario.

Non seulement la situation financière d'Ottawa est-elle précaire et l'amène à se désengager, mais elle affecte aussi les équilibres budgétaires du Québec, privant de plus en plus le gouvernement des Québécois du peu de moyens dont il dispose déjà. Et, malgré toutes ces mesures, la santé financière du fédéral ne s'est pas améliorée. Ce système, s'il se maintenait, nous conduirait à la faillite, inéluctablement, du fédéral et du Canada, incluant le Québec.

Donc, M. le Président, nous entendrons avec intérêt, avec ouverture, nos concitoyens nous dire ce qu'ils veulent être et ce qu'ils pensent de l'avenir de notre pays, le Québec. À ce stade, comme beaucoup d'autres, je considère qu'il nous faut, en première étape, récupérer toutes nos lois, tous nos impôts, tous nos traités. Par la suite, à nous de décider des ententes, des



associations qu'il nous intéressera de signer avec le Canada et d'autres pays. Pour avoir interverti ces étapes, nous avons abouti, finalement, à l'échec de Meech. Le contexte économique international exige des décisions rapides, impossibles dans le cadre constitutionnel actuel. Le Québec a, lui aussi, besoin d'agir avec célérité. Il a besoin, d'abord, de récupérer tous ses pouvoirs, de réaliser sa souveraineté.

À l'heure de décisions claires, il ne faut pas jouer sur les mots pour créer de la confusion, gagner du temps et aboutir, comme d'habitude, au statu quo, avec quelques pas de recul inéluctables, bien camouflés sous des déclarations ronflantes ou lénifiantes. Il s'agit ici, M. le Président, maintenant, d'établir la base politique sur laquelle nous continuerons de construire le Québec.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, M. Léonard. La parole est maintenant à M. Robert Libman.

#### M. Robert Libman

**M. Libman:** Merci, M. le Président. C'est avec plaisir et une certaine fierté que j'interviens aujourd'hui devant les membres de cette Commission. D'emblée, je désire vous exprimer mon inquiétude face à l'interprétation que les journalistes de la province et du pays en général donnent du mandat exact de cette Commission. Au niveau médiatique, il est évident qu'aucun consensus ne se dégage, quant aux objectifs de cette Commission. L'importance de notre démarche me pousse à me poser des questions quant à la perception des gens nommés à la Commission. Nous pourrions nous amuser en nous demandant quel titre aurait reçu la Commission de la part de quelques-uns de ses membres. Pour le Parti québécois, par exemple, la Commission pourrait s'appeler "L'indépendance avant ou après un référendum"; pour les libéraux, "L'équilibre entre la souveraineté et la communauté économique"; ou, pour les mouvements syndicaux: "Assurons la justice au milieu ouvrier dans un Québec indépendant". Dans un certain sens, chaque membre autour de cette table a une position quasiment fixe.

Cette caricature tente de vous faire comprendre tout simplement que nous ne devons pas nous cloîtrer face à la myriade d'alternatives qui nous sont offertes. Par contre, et je crois rejoindre ici un large consensus, le statu quo – la non-adhésion du Québec à la Constitution canadienne de 1982 – semble tout simplement impraticable pour les raisons que nous connaissons tous. Pour notre formation politique, le choix de base de la souveraineté-association comme instrument de négociation constitutionnelle s'avérerait malsain pour toute notre population. Malsain en raison de l'incompatibilité des deux concepts que l'on retrouve dans cette

formule: d'une part, la souveraineté qui fait référence à l'autonomie politique et économique d'une société et, d'autre part, l'association qui sous-entend le désir d'un Canada démembré de s'associer ouvertement avec la cause même de sa déconfiture.

(17 h 45)

Je rejoins le chef de l'Opposition en disant que ce débat doit être vide de catimini, de menace et de fausse perception; les termes employés indiquent que leur sens doit être d'une transparence notoire. Le seul véritable choix que cette Commission et notre société auront à faire sera celui de l'indépendance totale, d'une rupture complète du reste du Canada avec toutes les obligations et responsabilités qui viennent avec, ou la Fédération canadienne. Le reste sera une façon d'éterniser le débat, ce qui compromettra les énergies disponibles pour les questions de plus grande importance, telles que l'économie, l'éducation, les services sociaux, etc.

On May 20th 1980, Quebecers made their choice, a democratic choice as to their place and their part within Canadian Confederation: they chose Canada. Certains rétorquent en disant que le contexte d'aujourd'hui est différent, vu le rejet du Québec par le reste du Canada, à la lumière de l'échec de Meech. N'oubliez jamais, MM. les Présidents, que l'appui du Manitoba à l'accord du lac Meech et par plusieurs autres Canadiens a été retiré non pas pour des raisons de rejet du Québec, mais bel et bien à cause de l'utilisation de la clause "nonobstant" par le gouvernement du Québec en 1988 pour suspendre les droits individuels. N'essayons surtout pas de parler de rejet de la part du Canada. Ce disque, déjà trop usé, a été politiquement avantageux, mais pas tellement honnête. Les opposants les plus farouches de l'accord reconnaissent la société distincte, qui est évidente à tout le monde dans cette Chambre, mais ne pouvaient accepter sa primauté sur la Charte des droits et libertés. La suprématie de l'individu est le fondement même d'une société libre et démocratique.

De plus, je ne partage aucunement l'analyse des politologues à l'effet que la clef de la victoire du référendum de 1980 était la promesse d'un fédéralisme renouvelé. Malheureusement, pour tous ceux qui ont forgé des carrières en fonction de cette brillante analyse, la réalité est peut-être beaucoup plus simple. Quand vient le temps de se poser la question à savoir: Voudrais-je quitter le Canada, c'est avant tout sur ça que les gens ont répondu. Malheureusement pour tous ceux du côté de l'indépendance, la question ne sera jamais réglée tant que l'indépendance ne sera pas faite. Peu importe le nombre de référendums ou de commissions comme celle-ci où on pensera finalement régler la question. La triste réalité est que cette question ne sera jamais réglée.

M. le Président, des fois j'essais de com-

prendre très sincèrement, d'un esprit très ouvert, les avantages et les options de la souveraineté du Québec. Qui sait, peut-être que l'indépendance est la solution à tous nos problèmes! Peut-être qu'avec l'indépendance du Québec la souveraineté pourrait enfin réaliser les effets de nos combats; un consensus se dégagerait sur une réintégration. Ou, encore mieux, peut-être qu'on pourrait faire un référendum sur une indépendance annexée où le Québec serait souverain pour cinq ans afin de voir si la population serait apte à le faire de façon permanente.

De toute façon, M. le Président, je reviens à la conclusion que cela demeure irréaliste. On ne peut jouer avec des concepts comme ceux-ci lorsque les conséquences sont la survie d'un pays. On a des problèmes dans ce pays, des problèmes qui nous semblent assez graves mais des problèmes qui, à l'étranger, on doit le dire, ne font pas très sérieux. La réalité, aux yeux de la communauté internationale, est que le Canada avec toutes ses failles demeure l'envie du monde. Dans une perspective globale, nous n'avons pas de problèmes dans ce pays. On est peut-être trop bien. C'est peut-être même un sens de culpabilité collective face aux problèmes des autres qui nous amène à en créer pour nous-mêmes. Pourquoi cherchons-nous continuellement le pétrin? Pourquoi cherchons-nous toujours à nous redéfinir? Certains disent: C'est parce qu'on ne s'est jamais définis collectivement que, parmi nous, il y a d'énormes divergences en ce que veut dire être Québécois et être Canadien. Nos dirigeants nous bombardent avec leurs définitions et ceci rend encore plus difficile la tâche de se définir. À titre d'exemple, récemment, le vice-président du Parti québécois a dit qu'un Québécois est une personne qui habite le territoire du Québec et qui l'aime assez pour le considérer comme sa patrie. Alors, si je me réfère à cette définition, la majorité des résidents du Québec ne sont pas des Québécois. Néanmoins, cette définition n'est pas la mienne ni celle de beaucoup d'autres Québécois qui méprisent la monopolisation de termes par d'autres. Le Québec, c'est chez moi, mais ma patrie c'est le Canada.

And I have repeated on several occasions, in this House, that being an English Québecer does not make someone less of a Québecer than anyone else. Like an immigrant who obtains a Canadian citizenship does not make him less of a Canadian than anyone else. We are all immigrants, without anyone being superior to the other. And the only ones who can even have the claim to this right are those who were not immigrants to this country; they are those, who, in fact, remained excluded from this Commission. As far as I am concerned, our native peoples are at the core of any discussion of sovereignty.

Jamais on ne pourra parler d'indépendance ou de souveraineté ou d'autodétermination sans passer par eux et les leçons de cet été. Je n'accepte pas les prétentions de ceux qui main-

tiennent qu'il n'y aura qu'une souveraineté au Québec ou d'autres qui maintiennent que les autochtones au Québec seront tout simplement obligés de s'intégrer dans la majorité en réalisant que leur existence en tant que peuple achève. Soit qu'on s'entredéchire et que chacun négocie à travers ses frontières ou ses barrières, ou bien on trouve une formule de coopération qui respecte les différences de chaque communauté liant ce pays d'un bout à l'autre. Je suis un architecte, M. le Président, qui, par voie de hasard, s'est retrouvé en politique. Je suis donc sur cette commission non pas comme un politicien de carrière avec des intérêts particuliers, mais bien comme un citoyen qui maintient à tout prix ses principes. Je me sens canadien non pas parce que je m'identifie tellement avec mes voisins, mais plutôt parce que tout en étant un peu différent, j'apprécie qu'une autre façon de s'entendre demeure l'exemple du monde à venir.

Finally, like other Canadians sitting on this Commission, I will do my best to find a solution. Unlike other Canadians sitting on this Commission, my basis for any solution is a prouder, more united Canada. I may be wanting to compromise the process, but I will never compromise my identity. Many Quebecers, French and English speaking, as well as those whose mother tongue is Italian or Chinese, or Greek, want this country to work with our province, Québec, an integral part of that country. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, M. Libman. Nous arrivons presque au terme de notre séance de l'après-midi. Je voudrais conclure avec trois remarques de nature organisationnelle. Demain, vous avez le programme de la séance, mais comme nous avons dû le faire à partir des renseignements que nous avons sur les mémoires préliminaires, nous avons placé à l'ordre du jour, pour demain après-midi, la CEQ, mais, malheureusement, ils nous ont informés que leur mémoire définitive ne serait pas prêt. Donc, la séance de demain matin procède comme prévu. Demain après-midi, nous allons commencer plus tard. Nous allons commencer à 16 heures et demie avec les ACEF et nous n'aurons pas la CEQ demain après-midi, et demain soir, il n'y aura pas de changement. Donc, il y a un changement au programme de demain après-midi.

Deuxième question d'organisation. Vous vous rappelez tous que nous vous avons indiqué que quand les mémoires sont présentés, il y a un temps de parole, de questions, de commentaires pour les membres de la Commission, et que, pour essayer de tenir tout ça dans le meilleur ordre possible, vous devez vous inscrire le matin auprès de la présidence. Je veux vous rappeler, de façon plus précise, que l'inscription que vous faites le matin doit indiquer à quels mémoires de la journée vous vous inscrivez. Vous pouvez vous

inscrire pour tous, si vous voulez. On va tenter de balancer les interventions, mais on ne s'inscrit pas après chaque présentation. On s'inscrit au début de la journée pour l'une ou l'autre ou l'ensemble des présentations.

Troisième question d'information. Nous vous avons dit que chacun des mémoires qui est reçu est analysé, qu'il y a un bref résumé qui est préparé, avec des questions qui peuvent ou non être utilisées par vous. Bien sûr, pour les premiers mémoires, puisque notre date d'échéance et le début de nos travaux étaient assez près, vous n'aviez pas encore reçu ces résumés. Les résumés pour les textes de demain... Ceux d'après-demain aussi? Les résumés pour les mémoires qui vous seront soumis demain et après-demain vous seront remis à la séance de ce soir. Ce n'est pas une attrape pour s'assurer que vous allez tous être là, ça arrive comme ça; on n'a pas pu les préparer avant.

Ceci dit, les membres qui n'ont pas pris leur pochette, qui donne toute une série de renseignements sur un tas de choses, sont priés de passer à la table du secrétariat pour la prendre. Si vous ne savez pas ce que c'est, c'est signe que vous ne l'avez pas prise, donc allez la prendre. Elle était à l'entrée ce matin, pour ceux qui ont pu l'avoir.

Ceci dit, nous allons reprendre ce soir à 19 h 30, avec comme première intervention, M. Laberge, s'il est avec nous, sinon M. Maciocia. Merci, mesdames et messieurs. La séance est levée.

(Suspension de la séance à 17 h 56)

(Reprise à 19 h 36)

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Nous débutons la séance de ce soir. La parole est à M. Cosmo Maciocia.

#### M. Cosmo Maciocia

**M. Maciocia:** M. le Président, mesdames et messieurs les commissaires, je suis très honoré de prendre part à la Commission parlementaire sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec qui débute ses travaux aujourd'hui.

Nous aurons, au cours des semaines qui viennent, l'opportunité d'entendre les réflexions des Québécois et des Québécoises de toutes les régions sur leurs aspirations politiques. Nul doute, M. le Président, que suite à l'échec de l'accord du lac Meech, les citoyens et citoyennes ont réalisé encore davantage l'importance de l'enjeu collectif auquel nous sommes confrontés.

Dans quel cadre veut-on dorénavant les Québécois et les Québécoises? Que sera le Québec de demain? Là est toute la question. Je suis confiant que nos travaux nous guideront vers une solution constructive et réaliste, mais le

succès de cette entreprise de réflexion et de consultation est, me semble-t-il, largement tributaire de l'esprit d'ouverture qui marquera nos travaux. Pour ma part, j'entreprends ces travaux dans cet esprit d'ouverture sans présumer à l'avance de la direction qu'ils emprunteront.

La société québécoise s'est, au cours des siècles, ouverte sur le monde. Elle a cessé progressivement, grâce aux efforts d'hommes et de femmes, d'être repliée et fermée sur elle-même et ce, surtout, depuis la Révolution tranquille. Cette ouverture s'est accompagnée d'un intérêt croissant pour les questions d'immigration et de communautés culturelles qui prennent aujourd'hui une grande importance dans notre contexte démographique, économique, social et culturel.

Je suis bien placé pour le savoir, M. le Président. Vous l'aurez sans doute deviné à mon nom et à mon accent, je suis d'origine italienne. Italien et fier d'être Québécois à la fois. J'ai, avec ma famille, choisi d'adopter le Québec en 1964. Il y a maintenant 26 ans que je suis ici et je suis très bien. Le Québec est l'une des terres d'accueil les plus chaleureuses qu'on puisse trouver. Quitter son pays pour tout recommencer ailleurs n'est pas facile. C'est une décision qui est, plus souvent qu'autrement, déchirante, mais on émigre parce que l'on souhaite avoir une meilleure qualité de vie. Au Québec, cette qualité de vie est due, en grande partie, à ses habitants. Ce peuple latin est, comme on dit ici, "très recevant".

Lorsqu'on a adopté quelqu'un, il fait partie de la famille. Quand un immigrant arrive dans un nouveau pays, la famille prend une grande importance. Si l'immigrant peut compter sur l'amitié des Québécois et des Québécoises, ça facilite son intégration. Je dis bien intégration, M. le Président, car contrairement à nos voisins américains qui, eux, ont opté pour l'assimilation pure et simple, le Québec a l'ouverture d'esprit nécessaire pour apprécier la différence. Et si il y a une vingtaine ou une trentaine d'années, les immigrants ont développé un fort sentiment d'appartenance à l'égard du Canada qui était alors leur terre d'accueil, il n'en demeure pas moins aujourd'hui que les immigrants qui sont installés au Québec se définissent autant comme Québécois que Canadiens. Et comme chacun d'entre nous a la liberté de pouvoir enrichir toute la communauté de ses connaissances et de ses talents, le Québec est devenu une véritable mosaïque.

Montréal, à cause de son statut de métropole, de grande ville, demeure le foyer de diverses communautés qui contribuent à bâtir le Québec d'aujourd'hui et de demain. Il suffit de penser à la contribution des divers groupes notamment dans les domaines culturel et économique pour se rendre compte de la qualité et de l'importance de cette contribution. Chacun trouve

sa place. Les immigrants ont besoin du Québec tout comme le Québec a besoin des immigrants. Il est donc important que nous leur offrions des conditions de vie les meilleures possible afin que tous ensemble on puisse en bénéficier. Il est donc essentiel que les nouveaux Québécois puissent s'intégrer à l'homogénéité francophone et au marché du travail.

Je suis persuadé, M. le Président, que nous pouvons relever ce défi, si nous mettons en place des programmes vraiment efficaces qui faciliteront l'apprentissage de la langue française. Les nouveaux venus se rangeront du côté de ceux qui sauront les mieux les accueillir, de ceux qui pourront les aider à gagner honorablement leur vie. Jusqu'ici, le Québec et le Canada ont fait un effort convaincant dans cette direction. Il y a, bien sûr, des correctifs à apporter. M. le Président, je m'en voudrais de ne pas souligner, en quelques mots, la chance que nous avons de vivre au Québec où la stabilité économique et la fiabilité des institutions fait l'envie de plusieurs pays. Pour des gens qui arrivent en milieu inconnu, il est rassurant de savoir que l'économie est gérée efficacement et sainement. C'est un signe de prospérité qui ne trompe pas. La réputation du Québec à cet égard n'est plus à faire. Mais, M. le Président, dans les recommandations que nous ferons sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec nous devons d'abord et avant tout nous assurer que la stabilité économique du Québec sera préservée. C'est là le gage d'un meilleur avenir que nous puissions souhaiter à tous les citoyens du Québec.

S'il y a un objectif que notre Commission doit poursuivre au moment où nous sommes appelés à réfléchir sur la place de la société québécoise dans l'ensemble canadien, c'est bien celui de donner les moyens politiques au gouvernement du Québec de permettre aux immigrants et aux membres des communautés culturelles, d'être des citoyennes et des citoyens à part entière de notre société. Et comme les communautés culturelles ont contribué pour un apport important au développement économique, social et culturel du Québec et du Canada, il est à souhaiter qu'elles puissent participer de façon concrète aux décisions constitutionnelles sur l'avenir politique du Québec et du Canada, et je le répète, de façon concrète.

(S'exprime en italien)

En conclusion, je demeure convaincu que nos travaux aideront le Québec à redéfinir ses liens avec le reste du Canada et à trouver sa place dans l'ensemble nord-américain. Je vous remercie.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, M. Maciocia. J'allais ajouter, (s'exprime en italien), mais je ne suis pas absolument sûr de mon accent, alors je n'irai pas plus loin.

Bon. Mme Pauline Marois.

## Mme Pauline Marois

**Mme Marois:** Merci. MM. les Présidents, chers collègues, membres de la Commission. En fait, chacune et chacun d'entre nous aura sûrement l'occasion, tout au long de ce débat, de tenter de prouver par un chiffre, une statistique, une comparaison, le bien-fondé de sa thèse, de son point de vue. J'en serai sans doute, de par ma conviction de la nécessité pour notre progrès, de procéder à un choix clair et sans ambiguïté, permettant au peuple québécois d'exercer sa pleine et entière souveraineté sur son territoire.

Je l'affirme d'entrée de jeu, sans partialité, et par souci d'honnêteté et par respect pour les membres de cette Commission. Au-delà donc, de ce que l'on nomme habituellement la bataille des chiffres, j'aimerais tracer ici, évidemment sans prétention, et compte tenu du temps qui m'est imparti, les quelques éléments majeurs qui caractérisent le Québec économique moderne. Je voudrais dire, je voudrais démontrer comment ce Québec moderne peut compter sur un potentiel et des valeurs bien ancrées, des valeurs de solidarité et de concertation qui sont les bases essentielles à un projet social, à un projet économique et politique d'envergure.

Le Québec de 1990, c'est celui d'une économie qui est à 60 % entre les mains de Québécoises et de Québécois, que ceux-ci soient francophones ou anglophones, de souche ou non. Le Québec de 1990, c'est aussi un territoire immense, un territoire de ressources; que l'on pense, évidemment, à nos richesses forestières, minérales, hydroélectriques. Le Québec de 1990, c'est maintenant une solide base industrielle, que ce soit dans les transports, les communications, l'aéronautique, les pâtes et papiers, l'aluminium, et j'en passe. D'ailleurs, les études Merrill Lynch, des Banques de Montréal, Toronto Dominion, qui ont été citées par mon collègue, n'ont fait que confirmer ce qui était déjà apparent. Le Québec a une économie dynamique, riche, diversifiée, prometteuse et viable, d'ailleurs, dit-on, autant en dehors que dans la Fédération canadienne.

Parlons maintenant de la ressource la plus importante sur laquelle le Québec peut compter: Les hommes et les femmes qui peuplent ce territoire. Les pas franchis en matière de formation depuis à peine trois décennies constituent un bond de géant dans l'histoire. En 30 ans, nous avons procédé à un rattrapage dans tous les secteurs de notre vie collective: au plan des sciences, des technologies, au plan des sciences humaines et, bien sûr de la gestion. Nous comptons sur des gens d'affaires formés, innovateurs, créatifs, ouverts sur le monde. Le royaume de la petite et moyenne entreprise au Québec a réussi à générer des entreprises de grande taille, tant dans le domaine des services, de l'ingénierie que de la production ou de la

distribution.

Si on en parlait un peu de ce royaume de la PME? Elle représente, en fait, plus de 40 % de l'emploi au Québec. Ont-elles vraiment les moyens de se permettre des dédoublements coûteux dans les programmes d'aide, de restructuration, de formation, de modernisation, dans des programmes fiscaux, de crédits, générés par deux niveaux de gouvernement? Est-ce que ces entreprises ne font pas les frais d'énergie dépensée inutilement dans des querelles de sourds où les besoins des uns ne sont pas les besoins des autres et où l'on tente d'imposer une vision et des modes d'intervention uniformes issus du centre du Canada, de Toronto plus précisément, et qui ne correspondent ni à nos besoins ni à nos structures industrielles? Est-ce que les gens d'affaires n'en ont pas assez de ces tergiversations, de ces débats qui finissent par tourner à vide et surtout qui finissent par engendrer des coûts cachés sous-évalués pour la majorité des entreprises?

Souvent on invoque, d'ailleurs, l'argumentation de l'insécurité en matière économique pour écarter le projet de souveraineté. Mais n'est-on pas objectivement, depuis presque 10 ans, dans une insécurité sans précédent, puisque nous n'avons pas signé la Constitution de 1982 et que les accords de Meech ont été rejetés par le Canada anglais qui n'en finit plus, d'ailleurs, de nous nier notre différence? Ni participation à la Constitution, ni projet qui nous appartienne en propre. Est-ce qu'une telle situation n'est pas, finalement, plus insécurisante qu'un choix clair et non équivoque? Ainsi donc, si le Québec moderne existe, il peut être intéressant, et cela sans invoquer la pensée magique, de nous projeter ce que le Québec pourrait être demain à partir d'un passé très immédiat?

Que pouvons-nous souhaiter comme modèle de partenariat dans un Québec souverain? Avons-nous eu besoin de compter sur les encouragements, subventions, crédits ou autre forme d'aide pouvant venir d'Ottawa lorsque nous avons imaginé collectivement, au plus fort d'une crise économique, un projet comme Corvée-habitation? Projet si enraciné dans notre histoire que le terme de corvée a été emprunté à nos ancêtres qui la pratiquaient, eux, si spontanément. Avons-nous eu besoin, pour l'essentiel, de nous tourner vers le gouvernement pour se concerter entre partenaires autour d'un forum pour l'emploi? Connaissions-nous dans le monde une initiative aussi innovatrice que celle du Fonds de solidarité de la FTQ? Plus tôt dans notre histoire, est-ce que Alphonse Desjardins a attendu qu'on lui tienne la main d'Ottawa ou d'ailleurs pour bâtir l'un des plus beaux fleurons québécois? Est-ce que de telles expériences de solidarité sociale et économique sans précédent n'augurent pas positivement pour l'avenir?

Aurions-nous raison d'avoir peur encore? De croire que le salut vient de quelque part du côté

d'Ottawa? D'un gouvernement presque en faillite? Nous sommes confiants, fiers. Nous connaissons nos ressources, nos outils, nos moyens; nous les avons bâtis. Pourquoi ne pas miser sur ces réalités bien solides pour aller de l'avant avec un projet à la mesure de notre culture, de nos ambitions, de notre capacité de solidarité sociale?

On se référerait, ce matin et cet après-midi dans les interventions, au "Maître chez nous" de Jean Lesage. Mais moi quand je pense fierté, je pense à ce magnifique héritage que nous a laissé René Lévesque. La souveraineté, c'est la possibilité pour notre gouvernement d'ajuster la fiscalité, de voter des lois, de signer des traités qui permettent de dessiner un Québec résolument tourné vers le monde. Un Québec doté de la plénitude des moyens qui lui permettent de répondre aux besoins spécifiques de ses entreprises, de ses travailleuses et de ses travailleurs et que ce soit en ce qui a trait aux besoins en main-d'œuvre, aux besoins de la main-d'œuvre, aux besoins de capitalisation, aux efforts de recherche et de développement. Bref, un Québec capable d'assumer les dimensions essentielles au succès de nos entreprises sur les marchés en voie d'intégration et de globalisation. Un Québec qui mise sur la participation active des travailleuses et des travailleurs à des emplois de qualité. Un Québec qui met le cap, pourquoi pas, sur le plein emploi.

En guise de conclusion, j'aimerais souhaiter que l'on cherche ensemble, avec ceux que nous entendons ici, à définir en quoi nous sommes et serons gagnants à nous faire confiance, à croire en nous-mêmes. N'est-ce pas là un processus normal pour un peuple? N'est-ce pas plus stimulant et plus enthousiasmant, comme défi, que de nous tourner vers le passé en calculant, sou à sou, le prix de la dépendance? Est-ce qu'on ne peut pas penser à l'instar de beaucoup d'autres que le peuple québécois sera davantage lui-même avec ses grandeurs et sa misère, avec sa volonté d'entreprendre, de bâtir, avec ses forces et ses faiblesses et surtout avec cette possibilité qu'il aura enfin de décider, au même titre et avec les mêmes limites que les autres nations souveraines, cette possibilité qu'il aura de décider pour lui-même de ce qui semble lui convenir le mieux. Vous pouvez être assurés que c'est à cela que je travaillerai, MM. les Présidents, et qu'en ce sens, vous pouvez compter sur ma collaboration. Merci.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, Mme Marois. La parole est maintenant à M. Roger Nicolet.

**M. Roger Nicolet**

**M. Nicolet (Roger):** Merci, M. le Président. Sans présumer de ce que nous diront nos concitoyens, sans préjuger de la problématique qui fait l'objet de notre mandat, évitant surtout de

me prêter à la transposition de la question de l'avenir d'un peuple, d'un pays, à une polarisation partisane qui réduit à l'absurde, j'aimerais vous faire quelques commentaires qui, je l'espère, alimenteront notre réflexion commune.

Un premier constat s'impose. La conjoncture qui nous réunit est exceptionnelle. Dans l'espace de quelques mois, nous avons assisté au démantèlement d'un agencement politique et social qui avait présidé aux destinées du monde pendant deux générations, à l'éclosion de vastes mouvements d'affirmation nationale auxquels il était impossible de demeurer insensibles, même indifférents, et cela, en toile de fond, à l'histoire canadienne des derniers mois. Peut-on concevoir des positions plus contrastées que celles qui, soir après soir se jouaient sur les écrans dans chacune de nos demeures, la renaissance de l'Europe de l'Est, toute en images électrisantes, tandis qu'au Canada se déroulait pitoyablement la lente agonie d'un projet de société, la fin d'un concept autour duquel on avait mobilisé plus de la moitié des Québécois pendant plus d'une décennie? Car il faut bien se le dire: cette vision du Canada articulé autour de deux peuples fondateurs, dont Pierre Elliott Trudeau s'était fait le chantre, n'en finissait pas de mourir.

Du premier rejet du bilinguisme institutionnel canadien par diverses municipalités ontariennes, jusqu'à la dernière harangue des premiers ministres du Manitoba et de Terre-Neuve, fin juin, aucun soubresaut ne nous fut épargné, un peu comme si la solennité du déroulement devait garantir l'impeccabilité du message. Faut-il alors s'étonner que ces images se soient gravées d'une manière indélébile dans nos esprits? Nul besoin d'être grand clerc ou grand psychologue pour découvrir la profondeur du changement des perceptions individuelles et ceci, dans tous les secteurs de l'opinion publique québécoise?

Aujourd'hui donc, il y a très large consensus sur la nécessité de rouvrir le pacte fédératif. Tout le monde veut renégocier. On diverge profondément d'opinions sur les conditions préalables, sur l'objet, sur la portée et surtout sur le programme de telles négociations. Mais, tôt ou tard, quelle que soit l'opinion constitutionnelle, le chemin passe par une négociation avec le Canada hors Québec. Un premier tour d'horizon devrait donc, nécessairement, comprendre une interrogation sur l'état d'esprit qui prévaut dans le reste du Canada, et ceci, même en étant conscient que notre mandat ne comprend pas la restructuration du Canada. Il ne saurait évidemment être question d'une évaluation fouillée; des familles de l'Ouest canadien qui, bon an, mal an, continuent à envoyer leurs enfants dans des cours d'immersion française, aux brûleurs de drapeau québécois, l'éventail est large et la mosaïque multiculturelle, complexe, s'il en fut.

Ce qu'il convient, par contre, de situer, est ce large courant d'opinion qui, quels qu'en soient

les mérites, façonne les politiques, tant fédérales que provinciales, hors Québec, pour une population constituée à près de 18 % d'hommes et de femmes nés à l'étranger. Si, par extrapolation, on y ajoute leurs enfants, c'est plus du tiers des Canadiens autres que Québécois, dont les orientations culturelles ont racine Outre-Atlantique ou Outre-Pacifique. Des Canadiens et des Canadiennes qui n'ont que faire de deux peuples fondateurs, d'une réalité biculturelle canadienne, des revendications du Québec. Faut-il alors s'étonner que toute forme de débat constitutionnel éveille en eux, au mieux, une infinie lassitude, et au pire, des manifestations de rejet du fait québécois?

Parallèlement à ce constat politique primaire, il faut bien, à l'instar de Claude Morin, observer que les principaux courants de la réflexion constitutionnelle hors Québec ne peuvent que conduire à un blocage déclaré ou larvé face à toute demande de révision de la Constitution. L'histoire politique canadienne en a, du reste, amplement fourni la preuve. Tout récemment encore, que ce soit, par exemple, dans le cadre du congrès de Calgary du Parti libéral ou dans les déclarations de Clyde Wells en tournée, sans oublier Jean Chrétien à Montréal, fin octobre, le Canada hors Québec est paisiblement retombé dans le discours lénifiant sur l'état de la nation. La constitution du groupe Spicer ne change rien à ce constat. Cette démarche, tout comme ses propos, doivent sans doute être associés à une forme de thérapie collective, par une méthode inspirée de Coué, transposée à l'ensemble du corps social, tant pour l'exorciser de ses démons constitutionnels que pour, discrètement, redonner créance au statu quo. La précipitation et, trop souvent, le simplisme des réactions traduisent malheureusement à la fois la méconnaissance de l'opinion québécoise et, plus fondamentalement, l'absence de volonté de dépasser une perception autocentrée des priorités nationales au bénéfice d'un État fédéral renouvelé.

Que ce soit donc par inertie ou par calcul, le Canada hors Québec est actuellement lié à une démarche collective qui le mène à poursuivre un chemin parallèle au nôtre. Un parallélisme qui, géométrie oblige, ne permet pas d'envisager de rapprochement dans les conditions actuelles. Qu'il y ait un mal canadien n'est plus une simple spéculation, mais bien un diagnostic auquel l'observateur ne peut plus se soustraire. À tous ceux qui, hors Québec, voudraient encore le mettre en doute, qu'il suffise de se référer à l'état actuel des institutions fédérales. À preuve, bien sûr, la débâcle des finances publiques canadiennes. Comment l'expliquer autrement que par l'impossibilité, pour la Fédération, de se doter d'un gouvernement fort, ancré dans une volonté nationale qui, en période de crise, transcende les expédients et les laisser-faire.

(20 heures)

Face à ce constat, et indépendamment de toute revendication essentiellement québécoise, tous ceux que la situation préoccupe ne peuvent conclure qu'à l'urgence d'une révision en profondeur, c'est-à-dire une refonte de la Fédération canadienne. Que cette conclusion coïncide avec la lecture de la situation qu'en font, je présume, une majorité de Québécois, nous ne pouvons que nous en réjouir. En effet, quelle que soit l'indifférence de l'électorat hors Québec, quelle que soit l'importance des forces vouées à la préservation de l'immobilisme, une réalité consacrée par la nature même de l'état actuel du pays présente une ouverture à exploiter au cours des négociations que les Québécois projettent.

Un déclencheur, voire un détonateur, manque toutefois à ce dispositif de manœuvre. Il m'apparaît toutefois être implicite à la démarche de dénonciation ou de réouverture du pacte fédératif pour peu que l'on réoriente le discours québécois. Au Québec, on est, en effet, dans la conjoncture actuelle, de plus en plus portés à être identifiés par une étiquette qui réfère au modèle institutionnel que l'on préconise. Ceci va des principaux partis politiques aux individus qui sont qualifiés de séparatistes, d'indépendantistes, de nationalistes, révisionnistes ou fédéralistes, toutes nuances confondues. Les médias en tête, tout se prête au jeu. À ce sujet, faut-il rappeler la spéculation, ma foi un peu ridicule à laquelle on s'est prêté dans certains quartiers pour affubler les membres de cette Commission d'une identification précise, le plus souvent associée aux deux principaux partis politiques. Tout ceci n'est que futilité. En fait, je vous le dis, M. le Président, affirmer la nécessité et la volonté de procéder à une refonte, même à une simple révision constitutionnelle, est en soi déjà porteur de réponse. La révision du cadre constitutionnel, c'est-à-dire des rapports Canada-Québec, est un processus essentiellement dynamique. L'affirmer et vouloir l'entreprendre, puis effectivement l'amorcer implique, même si ce n'est qu'implicitement, que les exigences de la démarche l'investissent d'une impulsion qui lui est propre.

Même si, forts des avis que nous recevons et au terme d'une réflexion commune, nous arrivons à dégager un concept bien articulé du statut du Québec face au Canada, nous ne pourrions manquer de pleinement explorer d'autres scénarios, d'en parfaitement maîtriser les tenants et aboutissants, d'en complètement mesurer les incidences.

Il faut le proclamer haut et clair. La réouverture des arrangements constitutionnels par le Québec est, de par la nature même de la problématique, associée à un degré d'incertitude quant au déroulement et à l'aboutissement de la démarche. Nos concitoyens doivent en être conscients. Quant au Canada hors Québec, il doit comprendre sans équivoque aucune, que toute position québécoise est dorénavant créée dans une complète acceptation des aléas de la réou-

verture constitutionnelle. Très concrètement, compte tenu de l'inertie institutionnelle ou stratégique canadienne à laquelle je réferais précédemment, pouvons-nous véritablement débloquer d'éventuelles négociations, sans position alternative crédible, qu'il s'agisse de mettre l'emphasis sur l'affirmation autonomiste ou plutôt de développer de nouveaux réseaux, d'identifier de nouveaux partenaires? Ne devons-nous pas cesser de nous leurrer en prétendant que, sans une telle planification stratégique, nous finirons par trouver tout benoîtement, au terme d'autres interminables rondes de négociations à 11, la combinaison gagnante pour tous, c'est-à-dire une véritable quadrature du cercle? Il s'agit de clairement faire comprendre à nos concitoyens que l'opération que nous abordons doit se conduire sur plusieurs plans.

D'abord, entre Québécois, il nous appartient de préciser ce que doit constituer notre base commune, ce que doivent être nos valeurs collectives, nos aspirations, notre vision sociale, culturelle et — il ne faut pas l'oublier — économique.

Un autre projet, un projet ample et généreux qui est toutefois plus complexe qu'il n'y paraît à première vue, compte tenu des diversités ethniques, linguistiques, des populations qui constituent ce pays, de la variété de sa géographie et de son histoire régionale, territoriale et des paramètres qui régissent son économie.

Dans un deuxième temps, face au Canada, nous devons faire un bilan. Les éléments d'une telle réflexion sont bien connus. Les points de friction, les chevauchements de juridiction, les entraves au plein épanouissement social, culturel et économique de la population québécoise ont été identifiés et ne manqueront pas d'être précisés au cours des audiences de cette Commission. À nous de proposer le train de réformes nécessaires, voire essentielles. Un danger, toutefois, doit être évité à tout prix: un concept des relations et des rapports Québec-Canada ne constitue pas un projet de société québécoise. Trop souvent, à entendre nos tenants nationaux, on en vient à croire que de nouveaux arrangements constitutionnels ou le bris de tels liens constitue une fin propre. Bien au contraire, les négociations constitutionnelles sont un mal nécessaire à l'atteinte d'objectifs collectifs.

C'est toutefois la troisième dimension de notre démarche qui assure la synthèse des deux précédentes. La méthode, le cheminement pour atteindre les objectifs collectifs visés doivent être au cœur de notre réflexion. Il nous incombe, M. le Président, j'en suis profondément convaincu, de faire comprendre à nos concitoyens tant québécois que canadiens que le Québec a articulé une vision et un plan pour assurer l'avenir de sa collectivité, que pour les réaliser il s'est forgé les instruments nécessaires mais, plus particulièrement, que dans l'éventualité où

une voie demeurerait obstinément bloquée, d'autres issues qui ont été étudiées et évaluées s'offrent aux Québécois.

Tout au long de cette première discussion, je me suis délibérément abstenu d'aborder directement la question de comparaison des avantages fiscaux et économiques bien qu'elle soit indissociable de l'évaluation comparative de divers scénarios de réouverture puis de refonte constitutionnelle. Il m'apparaît que les chiffres auxquels on réfère normalement pour ce genre d'analyse ont été galvaudés au point où une simple qualification ou quantification, quel qu'en soit le sérieux, cristallise instantanément l'opposition de tous ceux auxquels les conclusions tirées ont l'heur de déplaire. La contre-analyse qui ne manque pas de suivre déplace immanquablement les paramètres ou les termes de référence pour en arriver à des conclusions qui apparaissent démentir la thèse première. Pour nos concitoyens, la succession de tels exercices les a complètement vidés de toute signification. Autant j'ose espérer que cette Commission, au terme de ses travaux, réussira à présenter avec cohérence un dossier économique et financier crédible, autant j'appréhende les séquelles d'une telle démarche. Je désirerais approfondir cette réflexion autour de cette table et j'espère que vous nous en donnerez l'occasion.

En guise de conclusion, j'aimerais exprimer un souhait. Depuis quelques semaines, le débat médiatique autour de cette Commission semble vouloir tomber dans les ornières coutumières aux discussions des relations Québec-Canada. Le positionnement public des partis politiques face à la question constitutionnelle s'inspire de nouveau de préoccupations essentiellement électorales axées sur les attentes de clientèles traditionnelles. Au point où la nécessité de référer à un vocabulaire codé, à des slogans chocs, à des images percutantes et surtout à se redéployer sur des positions tranchées avec celles de l'adversaire semble relever de la stratégie du marketing politique bien davantage que d'une évaluation des exigences de la planification de négociations constitutionnelles. L'attente soulevée par cette Commission dans tous les secteurs de l'opinion publique québécoise nous impose à tous l'abandon de tels schèmes. Nos concitoyens ne nous pardonneront pas la dérive dans une dialectique partisane qui occulterait les impératifs d'une réorientation de notre société. Nous avons assumé une responsabilité singulière, M. le Président. J'ose espérer que nous saurons nous en montrer dignes. Il y va de l'intérêt des Québécois et des Québécoises. L'histoire sera témoin de l'élévation que nous aurons su apporter à cette cause qu'une conjoncture exceptionnelle nous impose de servir. Merci.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, M. Nicolet. Ce n'est pas à un ingénieur qu'il faut rappeler que la présidence ne sait pas compter

mais comme beaucoup de vos collègues avaient été plus brefs, ça ne va pas créer de problèmes d'horaire. On passe maintenant à M. André Ouellet.

#### M. André Ouellet

**M. Ouellet (André):** Mesdames, mesdemoiselles, messieurs, au nom du Parti libéral du Canada et de son chef, M. Jean Chrétien, que je représente ici au sein de cette Commission, je voudrais d'abord féliciter MM. les co-présidents pour avoir accepté de servir ainsi les Québécois et les Québécoises et de vous assurer de ma plus entière coopération.

La Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec revêt une importance capitale de par sa nature même et compte tenu de l'ensemble de la situation dans laquelle elle s'insère. C'est évidemment un honneur pour moi d'en être membre mais c'est aussi un privilège de pouvoir profiter de cette tribune exceptionnelle pour m'adresser à toute la population québécoise, voire même à la population canadienne. Mais je dois admettre volontiers que c'est aussi un devoir pour moi d'écouter, d'analyser objectivement et sans préjugés les différentes interventions des témoins qui comparaitront dans les prochaines semaines devant cette Commission. Or, il nous incombe de déterminer si la population du Québec serait mieux servie par un gouvernement québécois exclusivement que par deux gouvernements, l'un québécois, l'autre canadien, comme la population l'est présentement. Autrement dit, est-ce qu'un gouvernement québécois souverain et tout seul peut parfaitement répondre à toutes les aspirations des Québécoises et des Québécois ou doit-il, pour mieux servir sa population, céder une partie de sa souveraineté à un ou plusieurs autres paliers de gouvernement?

La réponse à ces questions constitue un débat politique qui perdure dans notre pays depuis très longtemps. Tout au cours de notre histoire, des Québécois éminents se sont posé ces questions et y ont répondu, je crois, d'une certaine façon qui, malheureusement, n'a jamais satisfait les tenants de l'indépendance pure et dure du Québec. Au moment où des Québécois, sentant un certain fléchissement de la ferveur canadienne, voudraient précipiter les choses au Québec et nous faire faire des choix rapides et peut-être irréfutables, il est bon de profiter de cette Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec pour remettre les choses en perspective et les analyser dans un véritable contexte historique. Je me méfie – et je vous le dis bien candidement – de ceux qui prétendent maintenant ou jamais, de ceux qui veulent un référendum tout de suite parce qu'il leur semble que le fédéralisme n'est plus rentable, ou de ceux qui pensent que la preuve a été faite que le Canada anglais a irrémédiablement rejeté le Québec, tout simplement parce que le



premier ministre n'a pas réussi à faire approuver une proposition constitutionnelle. Tous ces gens simplifient singulièrement les choses à l'avantage de leur thèse. Je trouve inacceptable de vouloir ainsi prendre de vitesse la population et la précipiter vers des conclusions radicales, alors que certains sentiments sont encore échauffés. Je ne suis pas de ceux qui croient que, dans les affaires de l'État, la raison doit primer la passion.

Et avant de changer radicalement notre forme de gouvernement, j'aimerais rappeler ce que disait avant nous ceux qui avaient, chez nous, des responsabilités politiques au moment de la création de la Fédération canadienne. Et en relisant ces propos, j'ai été frappé de constater jusqu'à quel point, même plus de 125 ans plus tard, ils ont encore beaucoup d'actualité. En 1856, Étienne Parent écrivait: "Si les gens réfléchis de ces colonies ne réussissent pas à s'entendre prochainement sur un plan de confédération, les exaltés nous entraîneront malgré nous dans le tourbillon de la confédération américaine." En 1858, Joseph Taché écrivait dans *Le Courrier du Canada*: "Que de choses seraient faciles pour une confédération des provinces qui sont impossibles à toutes ces provinces agissant séparément". Hector Langevin, en décembre 1864, disait: "De notre choix dépend notre avenir comme peuple, de notre choix dépend le sort de la race française en Amérique." Et en janvier 1865, il disait: "La confédération des provinces, c'est une nouvelle ère ouverte au développement de notre population et de nos ressources. C'est un champ libre laissé à l'expansion de notre race et pour nos institutions religieuses et civiles, pour notre nationalité, un port de salut à l'abri duquel elles pourront croître en sûreté."

Le 7 février 1865, Georges-Étienne Cartier disait: "La question que nous devons nous poser est celle-ci: Voulons-nous demeurer séparés? Voulons-nous conserver isolément une existence toute provinciale quand, unis ensemble, nous pourrions devenir une grande nation?" Il n'y a pas une seule réunion de petits peuples qui ait encore pu espérer parvenir à la grandeur nationale avec tant de facilité. Et, très prophétiquement d'ailleurs, Narcisse Belleau déclarait, le 14 février 1865: "L'influence du Bas-Canada fera et défera les gouvernements à sa guise, quand ses intérêts seront en jeu ou froissés."

(20 h 15)

L'ancien premier ministre du Québec, Joseph Alfred Mousseau, affirmait: "La Confédération qui nous régit fournit la plus ample protection possible à nos lois, à notre religion, à notre langue et à nos intérêts matériels."

Ainsi donc, nos chefs politiques, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, ont fait le choix politique de rejeter l'assimilation, et cette ligne de conduite a constitué le fondement de l'union ultérieure des provinces au sein de la Confédération. Ils étaient convaincus qu'à long terme, la survie de la

langue et de la culture canadiennes françaises ne serait pas mieux assurée dans un Québec économique plus faible et plus isolé. Ce pari en a certainement valu la chandelle pour plus d'un siècle.

Aujourd'hui, certains remettent en question cette ligne de conduite, et c'est leur droit. Cette Commission, d'ailleurs, leur donnera la chance de faire la preuve du contraire. Je suis ici, MM. les coprésidents, pour les entendre, pour les écouter. Je leur dis bien franchement que j'ai l'esprit assez ouvert pour être prêt à être convaincu de la justesse de leurs propos, mais je les préviens quand même, tout comme Parent, Taché, Langevin, Cartier, Belleau, Mousseau, que j'ai, moi aussi, un préjugé favorable pour le fédéralisme.

Le fédéralisme est, à travers le monde, la règle plutôt que l'exception. En effet, il s'agit d'une forme de gouvernement dont bénéficie plus de la moitié de l'humanité. On le retrouve principalement dans les pays qui possèdent un vaste territoire et qui réunissent plusieurs communautés ethniques et linguistiques. On le retrouve, surtout, dans tous ces nouveaux pays jeunes et modernes, et également dans ces anciennes colonies anglaises telles que l'Inde, l'Australie, le Canada. Et, quand on pense aux pays modernes, ça peut aller du Brésil aux États-Unis, en passant par l'Allemagne de l'après-guerre.

En un régime fédéral, le pouvoir, on le sait, est partagé entre deux ordres de gouvernement où chacun est souverain dans sa sphère de compétences et possède des pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires. Il s'ensuit que, de toutes les formes de gouvernement, c'est celle dont le fonctionnement protège le mieux les libertés individuelles. Dans un régime unitaire, on est assujéti à la centralisation totale. C'est un seul et unique gouvernement qui détient tous les pouvoirs. Il n'est donc pas illusoire, MM. les coprésidents, de rappeler aux Québécois qui veulent se débarrasser d'un palier de gouvernement, que les régimes unitaires ont souvent enfanté les pires abus et les plus longues dictatures.

Dans les régimes fédéraux, au contraire, il existe une saine émulation entre deux ordres de gouvernement, au profit des citoyens et des citoyennes. Pour moi, le fédéralisme est la plus belle forme de gouvernement, mais, je le dis, je n'ai pas d'objection à ce qu'on se demande et qu'on se pose la question: Est-ce que cette forme de gouvernement sert bien les intérêts des Québécois et des Québécoises? Il faut d'abord souligner qu'il y a plusieurs sortes de fédérations. Par exemple, les États fédérés du Canada, qu'on appelle communément les provinces, ont plus de pouvoir politique que n'en ont les États fédérés aux États-Unis. Faudrait-il donner encore plus de pouvoir politique au gouvernement québécois? Je n'écarte nullement cette hypothèse.

Je suis convaincu que le fédéralisme est assez souple pour permettre encore bien des accommodements.

Faut-il absolument sortir du système fédéral pour pleinement satisfaire les Québécois? Avant de laisser certains dire oui, je leur rappellerai que les Québécois et les Québécoises appartiennent présentement, qu'ils s'en rendent compte ou pas, à un pays, le Canada, qui est actuellement l'un des pays les plus libres au monde. Liberté religieuse, liberté politique, liberté civile, liberté individuelle, liberté d'expression, liberté de réunion, liberté d'association, etc. Le Canada est aussi l'un des pays où la sécurité sociale est la plus grande, plus grande même qu'aux États-Unis. N'oublions pas que les défavorisés de chez nous sont riches quand ils se comparent aux défavorisés américains, et millionnaires quand ils se comparent aux défavorisés africains ou asiatiques.

Parmi les 170 pays du monde, le Canada se situe au premier rang sur la base du niveau de bien-être; je dis bien au premier rang. C'est ce qui ressort d'un document intitulé *L'état du monde*, édition 1989-1990 de l'annuaire économique et géopolitique mondial. Notre espérance de vie, notre service d'éducation et de santé, notre revenu per capita, le confort de nos maisons, tout cela mis ensemble fait qu'au niveau du bien-être nous sommes les plus favorisés du monde. Je ne veux pas prétendre ici que tout est parfait dans le fédéralisme canadien, mais il y a toujours et partout des améliorations qui s'imposent. Honnêtement, il faut quand même faire la part des choses. Par-delà les frustrations, il faut admettre qu'il y a eu et qu'il y a encore de grands avantages à être reliés avec le Canada. Personnellement, je crois fermement que, malgré les difficultés et les problèmes que nous avons connus, les grands principes du fédéralisme canadien valent d'être poursuivis, réformés, améliorés mais non abandonnés.

En guise de conclusion, je voudrais rappeler ce que disait récemment M. Chrétien, et je le cite: "Au moment où le Québec a assumé la totalité de sa modernité, au moment où il s'est engagé à traverser les frontières des marchés extérieurs, au moment où plus que jamais les Québécois ouvrent les portes des institutions internationales et montent sur les scènes du monde entier, pourquoi les Québécois refuseraient-ils de participer à la gestion du destin canadien pourtant à portée de la main?" Je réponds, mesdames, mesdemoiselles, messieurs: Ce refus serait absurde. Les Québécois sont trop entreprenants, trop intelligents pour abandonner ainsi une aussi importante partie de leur patrimoine. Je crois que le rêve québécois s'inscrit magnifiquement dans une réalité canadienne.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** M. Ouellet, je vous apprend aussi que vous avez presque frisé les 15 minutes. M. Poissant.

### M. Claude-Albert Poissant

**M. Poissant:** M. le Président, je n'ai pas un discours préparé, alors, évidemment, je ne vais parler que de notes que j'ai préparées à l'heure du dîner ce soir.

Mon rôle, il est indiqué, je suis un représentant du monde des affaires. Et ce que dit le monde des affaires – et pour moi je trouve que c'est essentiel – c'est que l'économie est le moteur de toutes les activités. Et je suis fier de voir que notre premier ministre M. Bourassa et également M. Parizeau ont indiqué clairement que c'est une denrée essentielle pour une économie forte, une province forte, et je pense que, dans ce sens-là, je suis tout à fait d'accord, même avec nos deux présidents, je pense, qui l'ont indiqué. Je voudrais émettre clairement que ça ne veut pas dire que les gens d'affaires parlent exclusivement du dollar. Les gens d'affaires ne sont pas absents, ne sous-estiment pas les autres activités. Je pense, au contraire, que leur présence est essentielle si on veut l'épanouissement d'une culture dans une province, dans un pays. Je pense que le moteur économique est essentiel. Quant à moi, qui suis maintenant responsable d'une compagnie, je vois le rôle essentiel d'une ville monoindustrielle, c'est que nous avons une activité importante, d'abord économique, exclusivement économique, mais après survient l'aide aux arts et à la culture, l'aide aux PME, dont on a entendu parler tout à l'heure, bons contribuables pour les municipalités, très bons contribuables pour les commissions scolaires. À la fin, qu'est-ce qu'il arrive? C'est que nous ne sommes pas absents du domaine des arts, du domaine de la culture. J'oubliais l'essentiel: de bons ouvriers et employés pour les chers syndicats. Ceci, c'est important.

Tout le monde finalement y trouve son compte d'avoir une industrie économique qui est forte et viable. Qu'est-ce que les gens d'affaires regardent avant tout? J'ai trois lignes ici tout simplement pour vous dire, M. le Président, que notre souci primordial est d'opérer dans un contexte politique et économique où on y retire le maximum de rendement. Je dois avoir les outils essentiels, les outils économiques pour pouvoir opérer dans des conditions normales et surtout compétitives. Et on posait des questions peut-être à ma nomination. Poissant, qu'est-ce qu'il est lui? Bien je vais vous dire que dans mon industrie, l'industrie des pâtes et papiers au Québec, engage 85 000 personnes, exporte 8 000 000 000 \$. Ce qui veut dire que quand on regarde les exportations québécoises, nous exportons autant que toutes les industries combinées, y compris Hydro-Québec. Alors, je pense que cette représentation-là est très importante. Domaine hautement syndiqué, qui, je pense, également, contribue à toutes les activités paraéconomiques, d'éducation, de santé etc., etc. Je pense qu'on remplit très bien notre rôle. On a

des problèmes à nous reprocher. Les journaux en parlent en abondance. L'environnement, mais ça on y reviendra une autre fois.

Ceci étant dit, c'est que notre marché, maintenant, il était jusqu'à aujourd'hui un marché nord-sud. Quand on parle d'exportation des pâtes et papiers du Québec c'était surtout vers le sud. Ce marché-là ne sera peut-être plus le même tout à l'heure justement à cause des questions environnementales. C'est qu'on a des problèmes d'enfouissement des déchets aux États-Unis. On veut bien nous remettre la balle ici au Canada, surtout au Québec, et on nous dit: Maintenant, vous devez faire du recyclé. Alors, nous avons un problème qui est à l'échelle internationale. Quand je dois déplacer mon marché du Nord au Sud et maintenant de l'Ouest à l'Est, c'est-à-dire vers l'Europe, et là je dois rencontrer d'autres conditions, d'autres exigences qui sont, pour les pâtes et papiers, essentielles, des quotas d'importation. Donc, je dois avoir l'assurance qu'on va m'écouter quand je vais là, que je suis assez adulte, que je suis parmi les grands pour pouvoir négocier des quotas d'importation dans ces pays-là. Alors, évidemment les taux de change, les taux d'intérêt, le taux d'escompte nous affectent grandement. Mais pour un, je me suis posé la question: Comment est-ce que c'est obligatoire que je puisse faire de l'argent, des profits, être rentable si je dois dépendre que du taux de change? Ça me pose de sérieuses questions. Comment ça se fait que je ne vais pas être capable si mon dollar était au pair, théoriquement, de pouvoir compétitionner, moi qui suis dans l'industrie des pâtes et papiers avec un Américain pour deux raisons fondamentales? D'abord, je suis près des ressources naturelles; deuxièmement, j'ai des pouvoirs énergétiques plus économiques que chez mon voisin. Comment se fait-il que le seul moyen qui reste à ma disposition c'est de vouloir un taux de change qui m'est favorable? Alors on doit se poser des questions là-dessus que je n'ai pas de solution pour le moment.

Évidemment toutes ces choses-là me laissent poser finalement le problème, M. le Président. J'ai lu une bonne partie des mémoires. Une grande quantité d'entre eux nous invitent à prendre une politique. Ce qui manque, évidemment, peut-être par déformation professionnelle: j'aime à voir des bilans; j'aime à voir comment on va faire cette chose-là. Qu'est-ce qu'il arrive après que j'aurai fait cette chose-là? Parce que n'oubliez pas que je suis dans une industrie qui est la plus grande industrie québécoise. 8 000 000 000 \$ d'exportations. On ne peut pas, nous les Québécois, négliger cet aspect-là des choses. Alors, je dois me poser des questions et je les poserai en temps et lieu, M. le Président, aux gens qui viendront ici en audience. C'est que les mémoires sont assez faibles là-dessus. Comment est-ce qu'on va négocier? On ne peut pas négocier après. On en parle pendant 20 pages.

On dit: On négociera une fois qu'on aura pris notre autodétermination, notre cheminement mais on ne donne pas exactement. Je vais avoir de la misère à négocier avant, mais après ça va être plus facile, je l'espère. Je ne doute pas qu'on soit capable de le faire. Il y a des bons négociateurs chez nous. Dieu sait que l'histoire ne nous a pas dit que c'était aussi bon que ça.

Le partage, l'évaluation des biens, l'évaluation des dettes, des dettes contingentes qu'on aura à assumer, le marché commun. Comme vous le savez, certaines provinces n'ont pas favorisé le marché commun. Le Québec l'a appuyé fortement, et on nous dit même que si un parti politique était élu au fédéral, on le déchirerait tout simplement. Cela étant dit, on a du millage à faire. Les mémoires, je l'ai dit. Et en toute fin m'est venu ce soir à l'esprit... Je regardais comment un de mes amis et clients préférés a commencé tout petit, il y a 25 ans, 30 ans, et comment aujourd'hui on a réussi malgré tout à pouvoir prendre de l'expansion, tout d'abord provinciale, et on a commencé à prendre de l'expansion dans les provinces voisines. On a pris de l'expansion aux États-Unis. Aujourd'hui, on va faire 2 000 000 000 \$ ou 3 000 000 000 \$ d'affaires.

Ici, je dois m'accorder avec vous, M. Ouellet. Je ne m'accorde pas tout le temps avec vous, mais la remarque que vous avez faite, c'est vrai qu'on dit à la fin: "If you cannot beat them, join them". Si, finalement, rendez-vous compte, si, aujourd'hui, on n'avait pas eu cette formation d'il y a 30 ans ou 40 ans passés, ce que serait le Québec aujourd'hui. On vient de changer de cap. Il y a 25 ans, 50 ans, on a dit: Ce n'est plus péché de faire de l'argent. Imaginez-vous donc! Et là, on a commencé à dire: C'est bon, ça va bien. On prend de l'expansion. Fort heureusement, vous l'avez dit tout à l'heure. Et si on continue à prendre de l'expansion, donnez-nous peut-être encore dix ans ou quinze ans. Je pense que les Québécois ont une force de frappe, ont l'énergie, ont la capacité. Et l'avantage de tout cela, c'est que, bien des fois, quand on est assis sur une mine d'or, comme certaines provinces voisines sont riches, elles vont peut-être voir le train passer et il sera trop tard. Il me reste ça comme réflexion, M. le Président. Comptez que je vais écouter... Je veux savoir exactement comment les choses vont se faire. Et je prendrai moi-même ma décision sur l'éclairage que j'aurai reçu, et permettez que je vous dise d'accepter mon entière collaboration. Je vous remercie. (20 h 30)

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, M. Poissant. La parole est maintenant à M. Jacques Proulx.

**M. Jacques Proulx**

**M. Proulx (Jacques):** Merci, M. le Président. Mesdames, messieurs, cette commission extra-

ordinaire, qui a le mandat d'éclairer nos concitoyennes et concitoyens sur leur avenir prévisible, peut être l'un des moments historiques d'importance au Québec. Elle peut dire à notre peuple – parce que, évidemment, nous formons un peuple – elle peut lui dire en toute franchise où se situent les enjeux collectifs et individuels qui tracent toujours le cadre de l'évolution des nations. Et, bien sûr, nous sommes aussi une nation. Un peuple, une nation, tout part de là et tout doit y aboutir. Si autant que nous sommes ici et quelles que soient nos préoccupations régulières, nous voulons être dignes de la confiance de nos compatriotes. Ce peuple, notre peuple a des droits et des devoirs. Cette nation, notre nation, a une histoire et des aspirations légitimes. Que nous soyons en accord ou non avec les données politiques qui vont nous être exposées durant les semaines à venir, je trouve essentiel, primordial, et j'insiste, vital, qu'aucune et qu'aucun d'entre nous ne fasse passer avant l'intérêt général du Québec les intérêts particuliers des groupes ou personnes que nous représentons habituellement. Dans le cas inverse, cette commission serait inutile et futile.

Si l'on a jugé pertinent de procéder exceptionnellement en ajoutant aux parlementaires des personnes issues de divers milieux, je ne peux et ne veux croire que c'est pour parader. Je veux croire, au contraire, que l'heure est si grave et le rendez-vous si urgent que le législateur a fait preuve de sagesse et non de stratégie. En outre, nos présences nous forcent, nous tous, à négliger nos organismes et nos familles. Le Québec entier, le Canada presque tout autant, et même le monde, dans une certaine mesure, nous regardent et nous jugeront. Ils auront raison de le faire avec sévérité, car si, moralement, une chose me semble interdite, c'est de jouer avec l'avenir du Québec et des Québécois.

Quant à moi, conscient de la noble charge qui m'incombe, je tiens à préciser dans quel esprit j'aborde mon travail. Il m'apparaît évident que, si nous sommes là, c'est que le régime fédéral actuel et passé nous y a conduits. Plus d'un siècle de relations avec le reste du Canada, sous l'Acte de l'Amérique du Nord britannique et plus d'un autre siècle avant, cahotés selon le bon vouloir des vainqueurs de toutes les batailles depuis la Nouvelle-France. Puis, plus récemment, les deux exclusions de 1981 et de 1990, prononcées à notre encontre par le reste du Canada, ne me permettent plus d'adhérer, en mon âme et conscience, au fédéralisme actuel qui est notre statut constitutionnel. En cela, je suis persuadé d'être au diapason de la très large majorité du peuple québécois. À partir de là s'ouvre le vaste champ de l'avenir, où nous devons creuser nos sillons, sans plus ni moins d'entraves que les peuples libres de cette planète. Si d'aucuns voulaient empêcher cette Commission d'analyser tous les scénarios possibles, le public jugera de leurs manœuvres, mais moi, je ne m'y prêterai

pas.

Dans notre contexte, en tant que membre de cette Commission, je reste fondamentalement réticent aux étiquettes, et suspicieux sur les mots que l'on met de l'avant au niveau constitutionnel, sans jamais étayer leur réalité. De plus, je pense que notre Commission ne doit en aucun cas baser ses recommandations par rapport aux aspects stratégiques qui, fatalement, affecteront tout processus de négociation avec le Canada. En d'autres mots, c'est ce qui nous paraît bon pour le Québec qui doit être notre leitmotiv, car nous ne représentons pas ici le reste du Canada, mais bien les Québécois et les Québécoises. Cet aspect est essentiel pour que notre rôle soit le plus clair possible. La peur de l'avenir n'est pas un facteur de réussite, c'est pourquoi je ne crains aucune analyse, aucun point de vue, et je sais que je ne suis ni plus ni moins intelligent que la moyenne de mes compatriotes. Et c'est parce que je suis persuadé que mes concitoyens sont matures, dynamiques et adultes, que je suis non moins certain qu'ils attendent de nous au moins autant de perspicacité, sinon de courage. Je suis donc fier, M. le Président, de m'engager à remplir mes fonctions, au nom de l'intérêt supérieur de cette nation qui veut et doit prendre délibérément son avenir en main. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, M. Proulx. M. Serge Turgeon.

#### **M. Serge Turgeon**

**M. Turgeon:** M. le Président, quand je suis venu ici ce matin et que je voyais cette neige qui tombait et qui tombait, avec ce vent qui nous fouettait, je me disais que, finalement, le consensus serait facile à réaliser au sein de cette Commission, à l'effet que notre pays, ce n'est vraiment pas un pays, c'est l'hiver.

Cela dit, si le milieu culturel tenait tant à être de cette Commission, c'est parce que ce milieu est bien conscient, peut-être plus que tout autre, que n'eût été de la culture et de tout ce que cela veut dire, nous ne serions pas là aujourd'hui, et il n'y aurait même pas de débat sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Nous avons entendu, toute la journée d'aujourd'hui, des commissaires venant de tous les horizons, parler de stabilité économique, de l'importance de la dimension économique, de l'importance de l'association économique. Très bien, on n'a pas de problème avec ça. Mais moi, tout ce que je voudrais vous rappeler ce soir, et bien simplement, c'est que l'avenir du Québec, de toute façon, sera fait de ce que nous avons été et de ce que nous sommes. Et la culture, dont les arts font partie, comme les communications, comme la science ou la recherche, pour ne parler que de ces quelques domaines vitaux à la vie d'un peuple, la culture, c'est ce baromètre

qui se promène de nos racines à nos espoirs, et c'est comme ça que tous et chacun d'entre nous devraient s'y retrouver. La culture, c'est à la fois tout ce que nous sommes et à la fois tout ce que nous voulons être. C'est une façon de vivre, c'est notre façon d'être à nous. C'est aussi une façon de parler, une façon de comprendre, et c'est une façon de juger.

Au fond, la question que nous nous posons collectivement à compter d'aujourd'hui, et que nous faisons dans un des plus extraordinaires exercices démocratiques qui soient, avec tout ce que la démocratie peut entraîner comme dérives, à l'occasion, la question donc, que nous nous posons, est de savoir où ça commence, une qualité de vie; parce que c'est bien de cela dont il s'agit, une qualité de vie sociale, une qualité de vie économique, une qualité de vie culturelle. Bien, je vous dirai qu'une qualité de vie, ça commence là où un peuple est animé, c'est-à-dire là où il y a un peuple, là où passe le courant profond des choses, où, une fois pour toutes, nous pourrions faire notre lit sur lequel reposeraient et nos fatigues et nos envies. Et j'espère que de parler de l'avenir d'un peuple ne sera plus jamais, mais jamais, considéré comme une bête question partisane.

Voilà pourquoi ce débat - et je l'espère fortement, Messieurs les Présidents, mesdames et messieurs les commissaires - nous saurons le faire dans le respect et la fierté que commande l'inspiration de ce même peuple. Nous ne sommes pas là pour nous déchirer. Nous sommes là d'abord pour écouter. S'il y en a parmi vous qui ont déjà touché aux arts de la scène, vous saurez que c'est bien là la qualité première d'un comédien, savoir écouter. Je parle de comédien comme je pourrais parler de toute femme et de tout homme qui ont à cœur d'assurer une présence de tous à chacun. Car la culture - et je vais peut-être en étonner quelques-uns - c'est un peu comme les affaires, voyez-vous, ça doit se faire au pluriel. C'est un acte populaire, certes, mais c'est aussi un acte majoritaire. C'est à ce titre que le milieu culturel a tenu à un siège sur cette Commission pour apporter non seulement des réponses - les siennes - mais peut-être et surtout pour participer au questionnement des choses et des gens. Ce n'est pas parce que nous avons des convictions qu'on n'a pas d'ouverture, mais il faut le reconnaître, c'est la culture, en bout de ligne, qui oblige à cultiver grand. C'est la culture qui fera en sorte que nous devrions, au cours de ces travaux, nous ouvrir aux dimensions complètes de tout le peuple et pas seulement à quelques fleurs de bordure.

Bien sûr, il est regrettable qu'à l'heure des choix, qu'à l'heure où toutes les composantes de ce qui fait une société doit tendre vers une humanité disons plus neuve, disons plus grande ou plus voulue, il est regrettable et même amer de constater que, pour bien de ses composantes,

la culture n'est toujours qu'une distraction, un divertissement ou un loisir. Non. La culture, ce n'est pas une affaire d'élite, pas plus qu'une affaire de privilège. La culture, elle est de tous, elle est de chacun. Voilà pourquoi il est important de comprendre, me semble-t-il, qu'à compter d'aujourd'hui, qu'à compter de maintenant, nous devons convenir qu'il n'y a plus de place pour les corps intermédiaires, c'est-à-dire qu'il n'y a plus de place pour les empêchements de nous comprendre et de nous produire.

Cela dit, nous devrions questionner et questionner sans relâche. C'est là la seule façon de savoir et de bien comprendre. Hélas! Il est bien possible, je le crains, que nous devrions aussi interroger ou interpréter des silences. C'est là que nous aurons tous perdu notre temps et nos énergies, si certains ténors de nos forces économiques, sociales et culturelles, restaient silencieux, au cas où. Il devrait être fini et bien révolu, le temps de la dérobade.

À l'heure où nous avons à dessiner cette maison que nous voulons comme nous la voulons, une maison grande ouverte, ouverte au monde, ouverte à tous, mais une maison dont nous devrions demeurer les maîtres, nous avons besoin de nous rassembler, nous, d'abord, qui nous ressemblons parce que ceux qui se ressemblent sont de la même graine, de la même souche; c'est qu'ensemble, ils ont pris racine. C'est alors et alors seulement que nous pourrions, sans risque inutile, nous ouvrir plus librement encore au monde, au reste du Canada, aux Américains. Nous pourrions nous ouvrir, sans nous fermer pour autant à ce que nous sommes. Car c'est là que se situe le véritable débat de l'heure. Comprendre que tous les enjeux culturels sont étroitement liés à nos enjeux collectifs. Comprendre que la première chose à faire pour mieux conquérir le monde justement, c'est d'occuper chez nous l'espace, l'espace culturel comme l'espace économique, comme l'espace social qui est le nôtre et comprendre qu'en ces domaines, tous les acquis sont fragiles, bien fragiles et qu'ils ne sont pas du tout garants de l'avenir.

Voilà pourquoi, à mon sens, il importe de ne pas se faire piéger et de ne plus inverser les rôles. Nous devrions apprendre à nous comporter comme une majorité avec tous les égards dus aux minorités qui nous côtoient, mais qui nous respectent. Que ces minorités soient anglophones ou allophones, mais qu'elles évoluent avec nous dans des règles du jeu claires, connues et acceptées de tous et, ainsi - et c'est leur meilleure garantie - nous serons toujours respectueux des différences. Car, ne l'oublions pas, ce qui caractérise le Québec aux yeux du monde et ce qui devrait le caractériser auprès de toutes les minorités qui veulent vivre chez nous, c'est la langue française de 83 % de ses citoyens.

Tout cela devrait donc être suffisant pour que nous décidions seuls, car notre avenir effectivement nous regarde, nous, et nous

seulement, au premier chef, cela devrait être suffisant pour que nous décidions seuls d'entreprendre la construction de notre colossale piste d'envol de fierté. C'est ce que propose en tout cas, depuis longtemps, au nom du Québec ceux qui, les premiers comme des éclaireurs, ont écrit, peint, dit, chanté, sculpté et dansé le pays. Merci.

(20 h 45)

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, M. Turgeon. Et pour compléter cette journée, M. Russell Williams a maintenant la parole.

#### M. Russell Williams

**M. Williams (Russell):** Merci M. le Président. Vous allez me donner le mot de la fin ce soir et j'espère que vous allez me donner le même privilège le 28 mars 1991.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Une journée à la fois, M. Williams.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Williams:** Non, non, j'accepterai la prochaine fois aussi. L'ouverture des audiences publiques sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec constitue une journée importante pour le Québec et pour l'histoire canadienne. On a exprimé de nombreuses opinions et diverses visions. On a parlé de compassion, d'émotion et d'engagement pour bâtir un Québec encore plus fort et plus vivant. Je félicite tous les commissaires pour leurs remarques d'aujourd'hui et je suis très privilégié d'être avec vous. Mais, il me semble, plusieurs débats très sérieux nous attendent. J'aimerais souligner l'esprit d'ouverture qu'ont manifesté mes collègues. Je crois fermement que c'est grâce au respect mutuel et au dialogue que nous pourrions bâtir comme nous l'avons fait au Parti libéral une perspective qui inclut toutes les Québécoises et tous les Québécois. Le Parti libéral a toujours fait preuve de leadership dans le domaine économique. Il est primordial de maintenir ces orientations dans toutes les discussions sur notre avenir car une économie solide est la pierre angulaire de toute société.

Our Commission, as we look at the future, must ensure that all that makes Québec, all that defines us as a distinct society, is included in every aspect of our government, our laws and our daily lives. No matter how we define ourselves as Quebecers whether it is Francophone or Anglophone or Allophone, young or old, Quebecers by birth or by choice, we must ensure that our hearts and minds remain open.

M. le Président, chacun de nous apporte une perspective et une expérience de vie différentes. J'aimerais partager avec vous certaines

de mes préoccupations. Tout d'abord, la communauté à laquelle j'appartiens, l'ouest de l'île de Montréal, est l'une des régions les plus bilingues du Québec et du Canada. C'est une communauté où des Québécoises et des Québécois d'expression française et d'expression anglaise ont appris à vivre dans le respect mutuel et l'harmonie. C'est une communauté qui connaît et apprécie la richesse et le plaisir de vivre dans deux langues, acceptant la prédominance du français. Nous tirons profit de l'expérience de la communauté d'expression anglaise comme voisine et amie. Nous voulons protéger et conserver ce caractère unique pour l'avenir. Un grand pourcentage de la population de l'ouest de l'île de Montréal est composé de Québécoises et Québécois par choix. Notre société de plus en plus pluraliste vient ajouter une nouvelle dimension à la société québécoise. Nous avons les liens familiaux à travers tout le Canada et le monde entier et nous sommes plus forts grâce à cette expérience. Nous sommes Québécoises et Québécois, Canadiennes et Canadiens. We are Quebecers and we are Canadians. C'est avec un grand regard positif que notre communauté désire s'engager vers l'avenir, si on peut trouver les moyens nécessaires pour protéger et promouvoir l'identité culturelle du Québec, assurer la stabilité de notre économie et renforcer les droits fondamentaux.

Our community wants to embrace the future if we can find the mechanisms to protect and promote the cultural identity of Québec, insure economic stability and growth, and enhance fundamental rights and freedoms.

La période que nous venons de traverser dans le domaine constitutionnel a été extrêmement difficile. On a mis l'accent sur nos divisions, sur nos désaccords plutôt que sur les façons de nous rapprocher. Il est clair que l'intolérance, l'impatience et la tendance à ne pas prendre le temps de comprendre ou d'être compris ont parfois pris le dessus. J'aimerais partager quelques expériences personnelles avec vous à ce sujet. Suite aux événements de Sault-Sainte-Marie, une petite municipalité d'Ontario, nous avons tous exprimé et partagé nos sentiments et nos frustrations selon notre perception. Par contre, j'ai eu la chance de rencontrer les maires de chacune des villes importantes ou capitales à travers le Canada, chacun représentant sa province et territoire, et ils ont exprimé leur engagement face aux aspirations du Québec. En réalité, lequel de ces événements est le plus important?

J'aimerais souligner la grande tristesse qu'a entraînée la non-ratification de l'accord du lac Meech. Plusieurs ont essayé de nous convaincre qu'il s'agissait d'un rejet du Québec de tout le Canada. C'était vrai pour quelques-uns, mais suite à deux rencontres, l'été dernier, avec des parlementaires venant de partout au Canada, j'ai eu l'occasion de constater, malgré le faible

niveau de compréhension concernant les aspirations légitimes du peuple québécois, qu'il existait un réel désir de bâtir un pays qui tient compte de nos aspirations. Je crois que cette question mérite qu'on s'y attarde.

M. le Président, we felt a great sadness with the non-ratification of the Meech Lake accord. Many tried to convince us that it was a rejection by all of Canada of Québec. It was by some, but my experience has been, as I met with parliamentaries from across Canada on two occasions this summer, that although there may not be a very high level of understanding of the legitimate aspirations of the people of Québec, there is a real desire to build a country that incorporates those aspirations. To me, that is worth nurturing.

I am a Quebecker by choice. My wife is a Quebecker by birth. One of our sons is part of the 60 % of the students that are enrolled in the French stream of Lakeshore School Board by choice. My other son is following a French immersion program throughout his education. The members of my family are proud English speaking Quebecers that wish not to live in isolation from our French speaking neighbors.

La façon dont nous nous définissons en tant que personnes et en tant que société est en train de changer à tous les niveaux. Il n'y a pas un Canada, en dehors du Québec, qui est juste anglais, et il n'y a pas un Québec qui est juste français. Les choix personnels que nous ferons seront la base du type de société dont hériteront nos enfants et leurs enfants. C'est une lourde responsabilité et une responsabilité fondée sur le respect des autres, et un engagement pratique à protéger toutes les libertés et les droits fondamentaux qui sont devenus la pierre angulaire des valeurs de notre société québécoise. Je souhaite que notre système de justice, d'éducation, des affaires sociales, continue de respecter les besoins de tous les Québécois et les besoins spécifiques des minorités linguistiques et culturelles. Nous devons perpétuer cet engagement fondamental au moment de nous pencher vers l'avenir.

En conclusion, M. le Président, pour moi, le Québec et le Canada forment une grande famille: la mienne. Sans aucune hésitation, je veux que cette famille reste unie parce qu'elle fait partie de nous comme nous en faisons partie. Mais, toutefois, et de la même façon, une famille sans respect mutuel et intérêt envers tous ses membres ne m'intéresse pas. C'est dans le respect et dans une acceptation véritable que les préoccupations légitimes de toutes les populations doivent être acceptées. Chaque membre est différent et unique, et c'est pourquoi il faut accorder une considération spéciale aux besoins de chaque individu.

In conclusion, Mr. President, I look at Québec and I look at Canada as a family, my family. Without hesitation, I state that, obvious-

ly, I want this family to stay intact, as it is much a part of us as we are a part of it. However, equally, I am not interested in a family that is not based on mutual respect and tolerance of all of its individual members. There must be more respect and real acceptance for the legitimate concerns of all of the people. And obviously, each member is not identical; special consideration is needed for each individual needs.

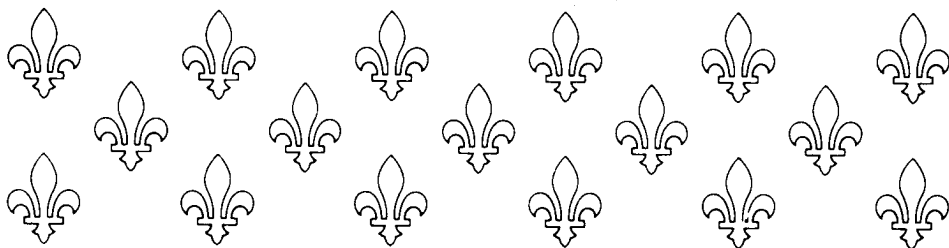
C'est avec ces grandes lignes de conduite, un esprit d'ouverture et un lien étroit avec la réalité de ma communauté, que j'entreprends ce processus de consultation. Je souhaite que nos échanges démocratiques nous conduisent à des solutions acceptables qui protègent l'intérêt supérieur du Québec, pour l'ensemble des citoyens. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, M. Williams. Mmes et MM. les membres de la Commission, au terme de cette première journée de nos audiences publiques, je veux vous remercier tous pour la discipline dont, collectivement, vous avez fait preuve, et aussi pour la façon à la fois claire et en même temps ouverte dont chacun d'entre vous a exprimé ses vues.

Je n'en dirai pas plus long parce que, si je tentais de faire le sommaire de ce qui a été dit aujourd'hui, la séance serait un peu longue.

Je vais maintenant déclarer formellement terminée la séance publique, mais je vous prie de demeurer, pour quelques minutes seulement, pour une petite séance de travail pour préparer la journée de demain. Puisque la séance publique est maintenant terminée, on va cesser l'enregistrement, et je prie les gens qui ne sont pas des membres de la Commission ou de son secrétariat, de bien vouloir quitter le salon.

(Fin de la séance à 20 h 57)



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

## Journal des débats



**COMMISSION SUR L'AVENIR  
POLITIQUE ET CONSTITUTIONNEL  
DU QUÉBEC**

**Présidents: MM. Michel Bélanger et Jean Campeau**

**Québec, le mercredi 7 novembre 1990**

**No 2**

**Publié sous l'autorité du président de l'Assemblée nationale,  
M. Jean-Pierre Saintonge**

---

**QUÉBEC**



**Note de l'éditeur:**

Une traduction des débats qui se déroulent à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec est aussi disponible.

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires  
70 \$ par année pour les débats de la Chambre  
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$  
(La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$)

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:  
Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires  
1060, Conroy, R.-C. Édifice "G", C.P. 28  
Québec, (Québec)  
G1R 5E6 tél. 418-643-2754

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102

## Table des matières

Organisation des travaux	57
Auditions	57
Chambre de commerce du Québec	57
Fédération des Associations coopératives d'économie familiale (ACEF) du Québec	71
Association des manufacturiers canadiens (Québec)	82
Conseil de la vie française en Amérique	98

## Intervenants

M. Jean Campeau, président

M. Gil Rémillard  
 M. Ghislain Dufour  
 M. Gérard Larose  
 M. Roger Nicolet  
 M. Lucien Bouchard  
 M. André Ouellet  
 M. Serge Turgeon  
 M. Jean-Pierre Hogue  
 M. Charles-Albert Poissant  
 M. Jacques Brassard  
 M. Jacques Parizeau  
 M. Robert Benoît  
 M. Guy Bélanger  
 M. Michel Bélanger  
 M. Serge Deschamps  
 Mme Louise Bégin  
 Mme Pauline Marois  
 Mme Jeanne L. Blackburn  
 M. Jean-Claude Beaumier  
 Mme Rosette Côté  
 M. Ghislain Dufour  
 M. Neil Cameron  
 M. Marcel Beaudry  
 M. Jacques Léonard  
 M. Cosmo Maciocia  
 M. Louis Laberge  
 M. Claude Dauphin  
 M. Guy Chevette  
 M. Robert Libman  
 Mme Claire-Hélène Hovington

- \* M. Jean Lambert, Chambre de commerce du Québec
- \* M. Yves Rabeau, idem
- \* M. Claude Descoteaux, idem
- \* M. Clément Joly, idem
- \* Mme Monique Hémond, Fédération des ACEF du Québec
- \* M. Henri Goulet, idem
- \* Mme Hélène Arsenault, idem
- \* M. André Fortier, Association des manufacturiers canadiens (Québec)
- \* M. Richard Le Hire, idem
- \* M. Claude Rivard, idem
- \* M. Robert D. Murray, idem
- \* M. Martin-J. Légère, Conseil de la vie française en Amérique
- \* M. Yves Forest, idem
- \* M. Gérard Lévesque, idem
- \* M. Roméo Paquette, idem

- \* Témoins interrogés par les membres de la Commission

Québec, le mercredi 7 novembre 1990

## Auditions d'organismes

(Onze heures sept minutes)

**Le Président (M. Jean Campeau):** Je déclare la séance de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec ouverte. Je répète le mandat de la Commission qui est d'étudier et d'analyser le statut politique et constitutionnel du Québec et de formuler à cet égard des recommandations. Aujourd'hui, la séance sera consacrée à l'audition d'organismes ou de personnes qui ont fait parvenir un mémoire à la Commission.

Ce matin, nous entendrons la Chambre de commerce du Québec. Par la suite, nous sautons à 16 h 30, la Fédération des ACEF du Québec; à 19 h 30, l'Association des manufacturiers canadiens et, finalement, à 21 heures, le Conseil de la vie française en Amérique.

## Organisation des travaux

Je vous répète certaines règles. Pour un organisme tel que la Chambre de commerce, pour une séance d'une heure et 30 minutes, les temps de parole entre les membres de la Commission sont les suivants: 10 minutes pour la présidence, 15 minutes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 15 minutes pour le groupe parlementaire formant l'Opposition officielle, 40 minutes pour les membres inscrits auprès de la présidence, chacun des membres disposant d'un maximum de 10 minutes, et, évidemment, 10 minutes pour la présentation du mémoire.

Avant de vous présenter la Chambre de commerce du Québec, tel qu'on l'avait stipulé, les membres de la Commission se sont inscrits pour avoir droit de parole ce matin et la Chambre de commerce semble s'avérer un sujet fort intéressant puisque nous avons, à l'heure actuelle, 11 demandes de parole, si on excepte le gouvernement et l'Opposition. Donc, il est presque certain que les 11 membres ne pourront être entendus.

Ici, avec mes collègues M. Michel Bélanger et M. Rousseau, nous avons établi une certaine liste dont nous vous ferons part au fur et à mesure de la discussion.

Maintenant, je vous présente M. Jean Lambert, de la Chambre de commerce du Québec, qui vient ici ce matin présenter son mémoire. Nous sommes très heureux de vous recevoir à la première audience de la Commission. Si vous voulez bien, M. Lambert, présenter vos collègues.

## Auditions

## Chambre de commerce du Québec

**M. Lambert (Jean):** Merci, M. le Président. J'aimerais vous présenter, à ma gauche, le pre-

mier vice-président de la Chambre de commerce du Québec, M. Clément Joly; à ma droite immédiate, M. Claude Descôteaux, qui est le vice-président exécutif de la Chambre; et à mon extrême droite, M. Yves Rabeau, économiste, qui a été une personne-ressource au sein de notre comité.

MM. les coprésidents, M. le premier ministre, M. le chef de l'Opposition officielle, Mmes et MM. les commissaires, des circonstances bien connues de tous, n'est-ce pas, nous empêcheront d'être longtemps parmi la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Soit. Pour être brefs, ce séjour sera cependant exceptionnel. Oui, exceptionnel, et pas seulement parce que nous sommes les premiers à comparaître, mais surtout à cause du message unanime que nous venons vous porter de la part de tous les milieux d'affaires du Québec.

La Chambre de commerce du Québec représente ici plus de 60 000 gens d'affaires qui adhèrent à ses rangs ou à ceux de ses 230 chambres locales. C'est véritablement leur message que je suis venu vous porter. Ce message, nous l'avons façonné au fil d'une démarche des plus démocratiques, et celle-ci a débuté avec la formation, en août dernier, d'un comité de 30 personnalités d'affaires ainsi que des universitaires de tous les milieux et de toutes les régions du Québec. Elle s'est poursuivie par la présentation d'un document préliminaire à notre congrès et s'est terminée par une consultation auprès de toutes nos chambres régionales et locales, au cours du mois d'octobre dernier.

Les résultats de cette démarche m'amènent à espérer que vous dégagez le même niveau de consensus que nous avons obtenu. En effet, les 15 recommandations que nous présentons devant cette Commission ont donné, lors de notre consultation, plus de 95 % de réponses indiquant qu'ils sont totalement ou plutôt d'accord avec elles. Ces répondants représentent 40 000 personnes membres, soit les deux tiers de notre membership. Nos membres corporatifs ont également été consultés à cette occasion, et ils ont répondu dans le même sens. À la grandeur du Québec, que ce soit en Gaspésie ou dans le West Island, sur la Côte-Nord ou dans l'Outaouais, le milieu des affaires partage la même position. Des délégués de plusieurs de nos chambres de commerce sont d'ailleurs présents ici, aujourd'hui, et je voudrais les saluer.

La position de la Chambre de commerce du Québec est essentiellement économique, puisque c'est là notre principal champ d'expertise. Tout en rejetant catégoriquement le statu quo, nous ne prendrons pas position à cette étape sur la formule constitutionnelle précise que devrait re-

tenir le Québec, notamment quant aux liens à maintenir avec les autres provinces canadiennes. Cependant, nous nous réservons le privilège d'intervenir plus tard sur ces choix politiques.

Dans cette optique, nous vous soumettons aujourd'hui 15 recommandations qui s'articulent autour de 4 grands enjeux, soit protéger la stabilité de l'économie, remettre les finances publiques sur les rails, mettre la politique de développement au service des vrais besoins de l'économie et, enfin, ramener la stabilité monétaire. À notre avis, ces 15 recommandations touchent l'ensemble des facteurs qui seront significatifs pour notre avenir économique.

Sans m'étendre sur leurs tenants et leurs aboutissants, j'aimerais vous en donner un bref aperçu. Un premier groupe de trois recommandations vise à protéger la stabilité de notre économie. En affaires, l'incertitude est l'ennemi numéro un. Il est clair, pour nous, que la période de flottement qui entoure le débat constitutionnel aura des répercussions marquées sur les décisions économiques. C'est pourquoi nous recommandons d'assurer la plus grande continuité possible dans les lois et les règlements qui encadrent présentement l'économie du Québec sur le plan interne et dans ses relations avec le reste du Canada et l'étranger. À cette fin, il est important de protéger l'intégrité du marché commun canadien, de garantir les libertés économiques actuelles, de maintenir l'attitude d'ouverture aux anglophones et aux allophones du Québec et de respecter les traités commerciaux et les engagements financiers courants.

Dans la même foulée, nous souhaitons voir la question de l'avenir constitutionnel du Québec tranchée avec célérité et de façon décisive. Les Allemands ont refait leur avenir moins d'un an après avoir détruit le mur de Berlin. Nous sommes certes capables de faire aussi vite. La rapidité n'a jamais été l'ennemi du progrès. Dans le cadre de cet exercice, il faudra toutefois prendre le temps d'examiner à leur juste valeur les diverses options constitutionnelles possibles, soit le renouveau du fédéralisme, la formation d'une confédération, d'une communauté économique ou l'indépendance.

Le deuxième volet de notre mémoire, l'aspect finances publiques, a retenu la part du lion dans nos recommandations. Sept d'entre elles y sont reliées. Ce n'est pas la première fois que le milieu des affaires dénonce le scandale que représente le déséquilibre des finances publiques et, en particulier, le déficit fédéral. La solution, selon nous, est de contrôler la propension des gouvernements à dépenser et à emprunter. Dans un premier temps nous insistons donc pour que toute nouvelle constitution contribue à abolir ou à minimiser les empiétements, les incohérences et les doublonnements qui ont conduit au gaspillage des fonds publics.

À cette fin, les compétences législatives devront être clairement identifiées et distinguées.

Plus précisément, nous croyons que toutes les matières à caractère local ou régional devraient être attribuées à la compétence exclusive du Québec. Si le cadre fédéral devait être retenu, il nous semble nécessaire que le niveau provincial se voit confier une juridiction exclusive dans de nombreux domaines que nous énumérons dans notre mémoire. Il s'agit par exemple de l'éducation et de la science, de la culture, de la justice, des communications, du travail, de la santé, des affaires sociales et j'en passe.

Dans cette éventualité, il faudrait également prévoir un mécanisme efficace de partage des compétences dans les matières qui ne seraient pas explicitement prévues par la nouvelle constitution. Lors du transfert de responsabilités d'un niveau de gouvernement à l'autre, une étroite surveillance devrait être exercée sur le plan des dépenses, des impôts et des réglementations pour s'assurer que le nouveau cadre législatif et fiscal des pouvoirs publics favorise la compétitivité de l'économie québécoise.

Un corollaire important de cette clarification des juridictions s'en-suit pour le financement de l'État. S'il n'y a plus de juridictions partagées, on pourra mettre fin au régime actuel des transferts fédéraux-provinciaux. Sur ce plan, nous défendons un principe de responsabilité, une seule autorité dans chaque matière à la fois responsable de dépenser et de taxer. Dans cette foulée, la Chambre recommande un réexamen en profondeur du système actuel de péréquation. Au-delà du partage des compétences, notre préoccupation s'étend aux conditions qui entourent l'adoption de budgets gouvernementaux déficitaires. Selon nous, toute nouvelle constitution devrait ainsi encadrer strictement le pouvoir d'emprunter des gouvernements afin que la nécessité de taxer pour dépenser entraîne une plus grande responsabilité budgétaire de la part des élus.

En troisième partie de notre mémoire, nous abordons la redéfinition des pouvoirs au bénéfice de l'économie. Ce à quoi nous nous attaquons ici est l'inefficacité de la politique de développement économique. Il s'agit là d'une source importante d'insatisfaction de nos membres en regard du fédéralisme actuel. En plus de la fiscalité ou des réglementations, trois éléments influencent de façon déterminante la performance des entreprises: les ressources humaines, la technologie et le financement. Au niveau gouvernemental, trois secteurs d'intervention y correspondent: la main-d'œuvre, la recherche et développement et les institutions financières. Nous avons scruté chacun d'eux. Résultat: un fouillis d'inefficacité, d'incohérence et de gaspillage du côté des politiques de main-d'œuvre, des pratiques fédérales désavantageuses pour le Québec en matière de recherche et développement et un freinage constant des innovations financières du Québec par Ottawa. Nous en concluons qu'il est impératif que les champs de la main-d'œuvre, de l'assurance-chômage et de la recherche et du dévelop-

pement soient attribués à la compétence exclusive du gouvernement du Québec. De même, sa compétence en matière d'immigration devrait être élargie. Le Québec pourrait ainsi se doter d'une stratégie cohérente de main-d'œuvre ainsi que d'une politique d'aide à la recherche et au développement qui réponde aux besoins des entreprises.

Pour ce qui est des institutions financières, un domaine où le Québec a su s'imposer comme le leader canadien de la déréglementation, de la globalisation et de l'innovation financière, nous préconisons des compétences mieux délimitées et qui génèrent moins de conflits entre les deux gouvernements. Sur ce plan...

**Le Président (M. Jean Campeau):** Je m'excuse, M. Lambert, mais il vous reste une minute. Peut-être que je n'ai pas parlé des 10 minutes au départ.

**M. Lambert:** Bon, alors j'en arrive au dernier enjeu soulevé par notre mémoire qui était de ramener la stabilité monétaire.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Ici, je pense que les membres, pour un premier intervenant, vont être consentants.

**M. Lambert:** Merci. Alors, ramener la stabilité monétaire. Le niveau exorbitant des taux d'intérêt et du dollar canadien découle des déficits énormes de l'État fédéral, mais aussi des interventions de la banque centrale. Sur ce plan, nos membres ne mettent pas en cause l'union monétaire canadienne. Ils considèrent cependant que la participation du Québec à cette union devrait être assortie de conditions pour assurer que les fluctuations du taux de change canado-américain ne seront plus aussi prononcées qu'au cours de la dernière décennie. Selon eux, la confiance viendra d'une économie forte et de finances publiques saines.

Nous remettons cependant en question la structure et le fonctionnement de la Banque du Canada et son insertion dans nos institutions démocratiques. Sur ce plan, nous recommandons que la direction de la Banque du Canada soit composée de membres votants des diverses régions du Canada, nommés par le gouvernement canadien à partir de listes proposées par les États membres.

Enfin, dans notre dernière recommandation, nous préconisons le recours à la médecine douce pour lutter contre l'inflation. Finies les politiques monétaires excessivement restrictives. Nous suggérons plutôt que soient mises sur pied, au Québec et dans le reste du Canada, des institutions de concertation entre les milieux des affaires, le monde syndical et le gouvernement afin de contrôler l'inflation, de renforcer notre position concurrentielle internationale et d'accélérer le développement de l'emploi.

Ces 15 recommandations, M. le Président, constituent un programme ambitieux. Elles apparaissent à nos membres un minimum pour assurer que les entreprises québécoises seront en mesure de créer les emplois et la richesse essentiels à la qualité de vie de la population québécoise et au progrès de notre collectivité.

Comme je le soulignais plus tôt, un très large consensus du milieu des affaires québécois soutient ces recommandations. Je suis convaincu que vous leur accorderez l'attention qu'elles méritent. Merci.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Merci, M. Lambert. Maintenant, ça va être la période des questions. Les questions seront dirigées à vous, M. Lambert, et ce sera à vous d'indiquer qui devra répondre entre vos collègues.

Nous allons commencer, si vous voulez bien, par M. Rémillard.

**M. Rémillard:** M. Lambert, c'est M. Arsenault, je crois, qui vous accompagne, non?

**M. Lambert:** Malheureusement, ce matin, il est retenu par maladie. J'ai M. Joly avec moi, qui est notre premier vice-président élu, notre vice-président exécutif, M. Descôteaux, et M. Rabeau.

**M. Rémillard:** Alors, je voudrais vous remercier d'avoir accepté de venir témoigner devant nous et vous remercier pour votre mémoire, l'excellent mémoire que vous nous présentez aujourd'hui. Vous nous présentez un mémoire très étoffé, bien articulé, et sans doute que ce sera l'un des mémoires les plus étoffés, les plus intéressants qu'on aura à étudier, et je vous en remercie. Vous nous permettez de débiter nos travaux d'une très belle façon, d'une façon particulièrement sérieuse.

M. Lambert, tel que vous venez de nous l'exposer, vous ne prenez pas parti pour un régime fédératif ou autre régime. Vous éliminez le statu quo, vous éliminez aussi l'indépendance qu'on pourrait qualifier de pure et dure, mais, entre les deux, vous laissez les différentes options. Je dois dire que vous êtes très sévère, cependant, pour le régime fédéral actuel. Votre conclusion est très claire, il me semble. C'est que le fédéralisme, tel qu'il est présentement pratiqué, est un échec économique ou à peu près. Vous nous proposez de nouvelles compétences, à partir de la page 16 de votre mémoire en particulier. C'est particulièrement éloquent ce que vous nous proposez, mais, dans le contexte de votre évaluation du fédéralisme, M. Lambert, comment expliquez-vous le succès, le développement quand même exceptionnel de l'économie québécoise dans les dernières années?

**M. Lambert:** M. le ministre, nous reconnaissons que ce qui a existé au cours des dernières années n'est pas un échec total. Nous projetons

maintenant dans l'avenir ce que nous aimerions pour que ce soit encore meilleur, et c'est dans cet esprit-là que notre mémoire a été écrit et qu'il a été présenté. C'est-à-dire que, lorsque l'on regarde tout simplement la question des finances publiques, eh bien, pour le Québec, ici, on a peut-être réussi à conserver des finances publiques saines, mais, au niveau fédéral, la preuve est faite du contraire. Et cette question-là en particulier, simplement celle-là, nous amène des pressions considérables qui ont pour effet de créer ce que nous vivons présentement.

Nous avons deux éléments qui jouent directement au niveau, par exemple, de la situation des taux d'intérêt et, lorsque vous avez une dette comme celle que nous avons présentement au niveau fédéral, il y a un impact direct entre cette dette et la structure des taux d'intérêt. Donc, nous en vivons aujourd'hui les séquelles quand on voit nos entreprises qui ont de la difficulté à rester en affaires. Eh bien, nous voyons donc, par notre mémoire, que nous projetons pour l'avenir de régler ces problèmes, et ce sont les solutions que l'on vous soumet.

**M. Rémillard:** M. Lambert, vous ne prenez pas position directement, dans votre mémoire, bien sûr. Mais quand on lit votre mémoire, on a quand même l'impression que c'est un fédéralisme renouvelé que vous nous proposez et, profondément renouvelé évidemment, avec beaucoup de nouvelles compétences pour le Québec, pour les provinces. Est-ce que vous pouvez nous dire comment, selon vous, nous pourrions négocier ce nouveau fédéralisme que vous nous proposez à la suite de l'échec de Meech?

**M. Lambert:** Voyez-vous, M. le ministre, nous avons bâti notre mémoire dans un secteur où nous pensons que nous avons des compétences et nous croyons que la Commission qui siège ici a justement pour effet de voir de quelle façon certaines négociations ou certains véhicules pourraient être mis en place. C'est là que nous attendons que la Commission puisse faire des recommandations à ce sujet et nous nous positionnerons en fonction des objets que nous verrons dérouler ici.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Parfait. Bon, M. Rémillard reviendra un peu plus tard dans la discussion. Si vous voulez maintenant, on va demander à M. Ghislain Dufour. La parole est à vous M. Dufour.

**M. Dufour:** Merci, M. le Président. Je voudrais, moi aussi, souligner la qualité de la réflexion de ce mémoire et je dois dire au président Lambert mon accord total avec l'analyse des difficultés économiques qui sont rencontrées actuellement au niveau canadien, notamment au niveau des taux d'intérêt. Et nonobstant ce qui se passera dans le futur, je pense que la recom-

mandation 13, qui ferait en sorte que l'on ait des délégués de toutes les régions au conseil d'administration de la Banque du Canada, devrait être suivie dans le meilleur délai possible et là-dessus on se rejoint très bien.

(11 h 30)

M. le président Lambert, je reviens aux pages 3 et 4, où vous placez votre mémoire en perspective. Vous rejetez le statu quo, vous rejetez l'indépendance pure et dure. À la page 4, dernière partie du paragraphe, ce qui, pour la Chambre, est important, c'est de rassembler sans perdre un instant tous les gens de bonne volonté à travers le pays etc., afin de définir une vision renouvelée du Canada qui rallie la majorité. Le nouveau Canada devra, en effet, être le fruit de débats et de négociations qu'il faut amorcer le plus vite possible. M. Rémillard vous a évidemment posé la question du comment. Je comprends que les gens d'affaires doivent s'intéresser beaucoup plus au premier volet. Le comment est beaucoup plus une décision politique à prendre éventuellement et je partage tout à fait la réponse que vous avez donnée. Mais vous dites: Notre point de vue est qu'il faut respecter rigoureusement les règles de prudence qu'impose la nécessaire protection de nos acquis économiques. C'est tout le premier volet de votre mémoire; vous y avez passé trop rapidement quant à moi. Voudriez-vous reprendre ces acquis économiques dont vous faites justement part dans votre mémoire?

**M. Lambert:** M. Dufour, je vous reporte à notre mémoire à la page 8. Quand nous soulignons la question de nos acquis économiques, nous voulons souligner par là que l'on refuse toute restriction à la liberté de circulation des personnes, des biens et capitaux qui est déjà en place et présentement assurée à travers les diverses parties du Canada. Nous opposons également un refus net d'ériger de nouvelles barrières tarifaires aux transactions financières et commerciales. Nous voulons que le Québec continue de respecter les traités commerciaux qui sont déjà partie prenante de la Fédération canadienne, tels les accords du GATT, libre-échange, l'Uruguay Round, dans lesquels le Canada participe. Nous devons, le Québec, nous employer à démontrer que l'on veut demeurer un joueur actif dans la promotion de la liberté des échanges interprovinciaux et internationaux. Quand nous parlons des acquis, nous voulons aussi parler du marché commun existant à l'intérieur du pays. Donc, voilà, certes, plusieurs domaines dans lesquels nous voulons que le Québec conserve ses acquis, mais nous voudrions aussi en souligner un dernier, qui est toute la question de la compétitivité fiscale qui existe et où au cours des dernières années, le Québec a vraiment repris même les écarts qui le séparaient, je dirais, de son voisin immédiat, et même qu'il dépasse, maintenant.

**Le Président (M. Jean Campeau):** C'est tout, M. Dufour?

**M. Dufour:** Je reviendrai.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Parfait. M. Larose.

**M. Larose:** M. le Président, c'est tout à fait rafraîchissant d'avoir un mémoire de cette qualité en provenance d'un groupe d'affaires fort représentatif dans notre collectivité, surtout que ce mémoire soit le résultat d'une démarche démocratique exemplaire, vérifiée par les débats internes. Je vous dirai que c'est certainement, dans le cadre du débat, une contribution majeure. Pour cela, je voudrais féliciter la Chambre de commerce de s'être livrée à un exercice aussi ample et fouillé que celui qu'elle nous livre ce matin.

J'aurais deux questions assez simples. On vous fait dire que vous refusez le statu quo et que vous refusez l'indépendance pure et dure. Je pense qu'on vous fait dire ce que la Commission elle-même a déjà convenu, qu'il n'est pas question de statu quo et qu'il n'est pas question d'indépendance pure et dure au sens où le projet politique du Québec signifierait la rupture des échanges qu'il y a avec le reste du Canada ou avec le reste de l'Amérique. Personne ne parle ici d'un projet d'érection de barricades autour du Québec en termes économiques. Au contraire, ce dont il est question, c'est d'un projet qui pourrait créer de nouvelles conditions pour que le Québec puisse se déployer encore davantage avec plus d'ouverture.

Vous faites mention, à la page 15, à la page 16 et à la page 17, je dirais, d'une hypothèse qui est quand même très lourde de conséquences, quand vous dites que la compétence exclusive — et, là, je suis à la page 15, en bas — "...il faut attribuer à la compétence exclusive du Québec la totalité des matières à caractère essentiellement régional ou local et toute partie régionale ou locale des matières dont le champ d'application dépasse les frontières du Québec."

Vous dites à la page 16, au paragraphe du milieu: "Si une vision fédéraliste est retenue, il nous semble nécessaire que le niveau provincial se voie alors confier la juridiction exclusive dans le domaine suivant." Vous nous en avez fait l'énumération tantôt.

Et à la page 17, à l'avant-dernier paragraphe, vous dites: "Dans un cadre de type confédéral ou européen, tous les impôts seraient levés par Québec, qui remettrait alors à Ottawa la portion correspondant à l'importance des compétences déléguées à la nouvelle structure canadienne." Dans la recherche, je dirais, d'un nouveau cadre de liens avec le Canada, est-ce que vous avez des indices, pour tous les contacts que vous avez, que cette proposition risquerait

d'être portée par des alliés à l'extérieur de nos frontières? Ce que je veux dire, pour vous qui êtes soucieux de faire en sorte que non seulement il y ait une continuité, mais qu'on crée des conditions d'un mieux-être et des conditions d'une plus grande prospérité au Québec, on devine que, du côté du Canada, ça doit être un peu la même chose, ils vont rechercher un contexte pour valoriser et assurer la continuité, mais aussi augmenter leur propre qualité de vie. Qui sont nos alliés de l'autre côté, pour pouvoir arriver à semblable répartition nouvelle?

**M. Lambert:** Je vous dirai, dans un premier temps, que nous n'avons pas, à la suite de notre mémoire, fait de test concernant ces idées que nous avons énoncées parce que nous croyons... Notre position à nous, c'est que c'est une décision qui doit relever du Québec et, que à partir du moment où on sera positionnés, eh bien, on pourra entreprendre les discussions ou négociations. Ça, c'est la première chose que je pourrais énoncer dans un premier temps.

Le deuxième élément, c'est que nous croyons que, dans un contrat, il y a toujours au moins deux parties, qu'un contrat finalement, se signe finalement lorsqu'il y a des avantages pour les deux parties et qu'à partir du moment où vous êtes en mesure de pouvoir démontrer qu'il y a des avantages pour l'autre partie, eh bien, normalement, on est capable d'en arriver à une solution.

**M. Larose:** Merci, M. le président.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Roger Nicolet.

**M. Nicolet:** Merci, M. le Président. J'aimerais tout d'abord, bien sûr, joindre ma voix à tous ceux qui vous ont félicités pour la qualité de votre mémoire qui, effectivement, est excellent et, parmi ceux que j'ai lus à date, certainement un qui va marquer nos travaux pour les semaines et les mois à venir.

Ma question sera relativement brève, parce qu'elle reprend, dans une certaine mesure, les propos de M. Larose tout à l'heure. Vous faites un procès assez, je dirais, presque sommaire du système de péréquation pancanadien qui est actuellement en vigueur et qui, je pense, est un des fondements de la Fédération canadienne actuelle. On sait bien que tout État, tout pays, et je pense en l'occurrence au Canada, n'a de sens que dans la mesure où, au-delà de considérations purement économiques, il y a pour le citoyen une identification à une idée, à une idéologie, à une image, à un idéal auquel il pourra se rallier. Dans une perspective où on amputerait un projet collectif pancanadien d'une dimension importante comme la péréquation, croyez-vous qu'il est réaliste de penser trouver

des alliés ou une résonnance outre-Québec dans un projet de fédération renouvelée amputée de cette dimension importante?

**M. Lambert:** M. le Président, je demanderais peut-être à M. Rabeau de pouvoir répondre à cette question.

**M. Rabeau (Yves):** L'esprit ici du mémoire, c'est de souligner qu'il y a présentement des problèmes au mécanisme de la péréquation, et les membres de la Chambre de commerce étaient inquiets du fait qu'un certain nombre de provinces deviennent dépendantes des transferts fédéraux, et que ce mécanisme de dépendance financière semble s'accroître au cours du temps plutôt que de s'améliorer. Ce que l'on propose dans notre mémoire, c'est que soit repensés les mécanismes de péréquation de façon à ce que ce qui a déjà été appelé au Canada ici le cercle vicieux de la dépendance à l'égard des transferts fédéraux puisse cesser, qu'on puisse trouver des formules de façon à inciter les provinces à être financièrement plus indépendantes. Une formule, par exemple, ce serait un transfert inconditionnel qui n'est pas lié à des indicateurs économiques, des choses comme ça, et la province doit, en somme, se débrouiller avec un certain montant, et fonctionner de façon à ne plus être constamment quêteuse ou demanderesse de fonds fédéraux. Je pense que c'est essentiellement ça, ce principe-là, ici, qui était en cause. On pense que ce serait le temps de réexaminer tout le fonctionnement du mécanisme de la péréquation.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Ça va, M. Nicolet?

**M. Nicolet:** Je vous remercie, M. le Président.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Le prochain intervenant sera M. Lucien Bouchard.

**M. Bouchard:** Merci. M. Lambert, vous n'écarterez aucune hypothèse constitutionnelle à l'intérieur d'une marge de manoeuvre très large, qui n'est bornée d'un côté que par le statu quo et de l'autre que par l'indépendance pure et dure. Entre les deux, aucune option n'est exclue, si je comprends bien?

**M. Lambert:** C'est exact.

**M. Bouchard:** Ce qui veut dire, par exemple, qu'on exclut l'Albanie, la Corée du Nord, mais on n'exclut pas forcément un Québec souverain qui reconnaît son interdépendance économique, qui est prêt à l'aménager avec les autres composantes économiques du champ d'action où il opère, qu'on retient cette hypothèse-là comme étant pour le moment sur la table, qui, pour le moment, n'est pas exclue encore, pour vous?

**M. Lambert:** Comme vous venez de l'énoncer, toutes les options sont ouvertes, et nous nous positionnerons en temps et lieu, et nous garderons au niveau de la position que nous prendrons tout l'aspect économique en disant: Voici maintenant le véhicule qui répond le mieux aux aspirations des gens d'affaires pour la sécurité des Québécois.

**M. Bouchard:** Autrement dit, vous refuseriez aujourd'hui d'être enfermés dans l'étiquette d'un fédéralisme renouvelé?

**M. Lambert:** Aujourd'hui, on ne veut pas être enfermés dans aucune étiquette.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Claude Béland.

**M. Béland:** Merci, M. le Président. M. Lambert, comme on n'a pas beaucoup de temps, considérez-vous félicités.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Béland:** Moi aussi j'ai un peu de difficulté, quand je lis votre mémoire, avec l'insistance que vous apportez à agir avec célérité, de façon décisive, c'est votre recommandation 2. C'est-à-dire, ça presse, il faut faire ça vite, parce que ça peut nous causer des problèmes. Par contre, vous avez un menu de négociation qui est extrêmement vaste, par exemple quand vous dites: Il faut abolir ou minimiser les empiétements, les incohérences, les dédoublements intergouvernementaux. Je lisais, encore la semaine dernière, un rapport du Conseil économique qui date de 1975 où on disait ça. Comment vous voyez qu'on peut agir avec célérité et d'une façon décisive avec un menu de négociation aussi large? Ça c'est ma première question. (11 h 45)

La deuxième, vous avez un chapitre très intéressant sur les institutions financières. Vous vantez... finalement vous le dites là, le Québec a sans cesse pressé sur l'accélérateur et Ottawa a mis tous les freins. Vous dites même, je comprends que vous dites: Tout système québécois financier s'est développé malgré le fédéralisme, parce que vous citez S-31, vous citez le Centre international, etc., mais par contre quand vous arrivez dans les banques, vous dites: Ça, on est mieux de laisser ça comme c'est, alors que vous savez que par exemple pour nous autres, Desjardins, on se bat toujours parce qu'on se fait traiter de parasites dans le système. Alors, dans ce sens-là, est-ce que vous incluez dans votre recommandation la possibilité de créer des banques ou d'avoir des institutions financières qui porteraient le nom de banque au Québec?

**M. Lambert:** J'aimerais répondre peut-être, dans un premier temps, à votre première ques-



tion, M. Béland, et évidemment on va toujours revenir à la même situation. Il y a évidemment plusieurs véhicules dans lesquels on peut mettre le moteur que nous avons énoncé aujourd'hui et pour mettre ce moteur-là, eh bien, on fera notre choix, nous. Est-ce que c'est dans une Chevrolet? Est-ce que c'est dans une Toyota? Est-ce que c'est dans une Golf de Volkswagen? Aujourd'hui je ne le sais pas. Sauf que je sais que nous avons les outils, nous avons les moyens. Il s'agira pour nous, une fois que les gens auront défilé ici, qu'on aura vu sur la table les différentes opportunités ou différents véhicules, de se positionner, nous, là-dessus, dans un premier temps pour peut-être découler un peu sur la question de la rapidité. On s'est questionnés nous aussi en termes de rapidité. Qu'est-ce que ça voulait dire? Parce que, évidemment, ce n'est surtout pas à vous ni à vos collègues que j'enseignerai ce que ça comporte, comme fluctuations des marchés de change, toute incertitude politique. Et on pense que nous serons en mesure, une fois que le rapport de cette Commission sera déposé, de prendre une position et de régler cette question dans l'année qui va suivre, c'est-à-dire un an. Et si on a la volonté et le vouloir, on est capables de le faire.

La deuxième question que vous soulevez évidemment devient peut-être un petit peu plus technique. Est-ce qu'on a la capacité de partir des banques ou des choses comme celles-là? La raison pour laquelle nous avons soulevé le système bancaire canadien, c'est à cause de sa qualité, de sa force, comparativement à ce qu'on voit chez notre voisin du sud. Quand on voit ce que vous avez réussi à développer en termes de Desjardins, on considère que ça équivaut à une banque et que vous avez développé la même qualité que le système bancaire. Maintenant, de là à dire: partir des banques, la loi est là. Il y a des formules B, des formules C qui sont disponibles et il y a toujours possibilité de le faire.

**M. Béland:** Merci.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Ouellet.

**M. Ouellet:** Merci, M. le Président. M. Lambert, je tiens à vous féliciter, vous et la Chambre de commerce du Québec. C'était un excellent mémoire. Je me rappelle, il y a quelques années, à l'époque où tous les deux nous jouions au hockey à l'externat classique Saint-Jean-Eudes, vous étiez un excellent patineur et...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Ouellet:** ...en répondant aux questions de M. Bouchard et de M. Rémillard je me suis rappelé que vous vous laissiez rarement prendre dans le coin de la bande. Par ailleurs, je dois vous dire que vous étiez un excellent marqueur et ce mémoire, ce matin, marque d'excellents

points et je vous en félicite. Quoique j'aie certaines réserves sur certaines prémisses, je peux vous dire que j'accueille très favorablement presque toutes les 15 recommandations. Puisque le temps nous presse, je vous poserai quelques brèves questions, juste deux.

Vous dites que, et au fond c'est la première recommandation, qu'il faut protéger l'intégrité du marché commun canadien. Comment pouvez-vous concilier cette recommandation que vous jugez si importante, puisque c'est la première, avec cette autre recommandation qui est le rapatriement vers le Québec de la main-d'œuvre, de l'assurance-chômage, de la recherche et développement? Comment concilier l'exercice de ces compétences avec les besoins d'assurer un marché commun canadien, par exemple vis-à-vis de la mobilité de la main-d'œuvre? Comment concilier le fait, si je prends l'exemple que vous faites à la page 17, concernant la Communauté européenne où, ce modèle que vous donnez, on exerce, justement au niveau de la Communauté européenne, des compétences pour des velléités dans le domaine à la fois de la main-d'œuvre, de la formation, de l'éducation, de la recherche et développement, alors que les États membres ont justement délégué une partie de leurs responsabilités au niveau fédéral? Voilà ma première question.

Ma deuxième, elle a trait à une remarque que vous faites à la page 14, qui est assez grosse. Vous dites que le système fédéral est très dispendieux et très coûteux. Vous avancez même le chiffre de plusieurs milliards en pure perte. Je pense que dans un système fédéral, il est inévitable qu'un certain chevauchement existe entre les compétences réservées à un niveau de gouvernement et celles accordées à un autre, mais rien dans votre mémoire, je l'ai lu très attentivement, rien ne permet de mesurer ou d'évaluer les coûts réels de ce chevauchement. Est-ce que vous avez des chiffres précis à cet égard, et est-ce que vous pourriez nous les transmettre?

**M. Lambert:** M. le Président, pour la première question, je demanderais à M. Descôteaux d'y répondre. Et à la deuxième, je demanderais à M. Rabreau.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Parfait.

**M. Descôteaux (Claude):** M. Ouellet, à une époque, mon président a eu l'avantage de jouer très souvent au hockey, mais fort heureusement j'ai pu siéger dans cette salle dans une autre vie. L'intégrité du marché commun canadien nous paraît particulièrement importante à cause de l'espace économique dont les uns et les autres avons simultanément besoin, et nous ne voyons guère comment le Québec voudra s'en priver, et encore moins comment le reste du Canada s'en priverait également. Donc, ce n'est pas du tout

contradictoire d'en faire une priorité au premier chef.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Rabeau.

**M. Rabeau:** Bien, sur la question du coût élevé du fonctionnement du fédéralisme, essentiellement, ce à quoi la Chambre a voulu s'attaquer, c'est la question de la duplication des ministères qui existe présentement, les chevauchements de compétence. On a effectivement consulté un certain nombre d'études sur ça, qui sont mentionnées dans le texte où, entre autres, on fait un recensement très détaillé de tous les chevauchements existants présentement. On n'a pas voulu donner de chiffres précis parce qu'il n'y a pas d'étude qui est allée jusqu'au point de donner des chiffres précis, mais, à l'examen de tous ces chevauchements, de toutes ces duplications-là, on croit qu'il serait possible, effectivement, d'épargner plusieurs milliards de dollars si les compétences étaient assignées de façon précise, soit au niveau fédéral ou au niveau provincial, et que cessent, à ce moment-là, les duplications de bureaucratie, les duplications de ministères et ainsi de suite. Je pense que dans l'exercice que l'on fait actuellement, c'est peut-être un des gains les plus importants qui peut être fait pour l'ensemble de la Fédération canadienne, y compris pour le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec. On pourrait avoir, entre autres, un fonctionnement du marché du travail, si c'est le Québec qui était totalement responsable, par exemple, du fonctionnement du marché du travail qui serait beaucoup plus efficace et qui permettrait de faire une bien meilleure jonction avec les besoins des entreprises sur le marché du travail.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Ça va, M. Ouellet?

**M. Ouellet:** Ça ne répond pas à ma question précise, mais j'accepte ceci comme début de discussion. Je présume qu'on va y revenir à plusieurs reprises. Ça me paraît une affirmation qui est peut-être fondée, mais j'aimerais qu'on l'analyse de plus près, pour voir vraiment si les milliards dont vous parlez sont vraiment là.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Écoutez, on les fera peut-être revenir comme experts. M. Serge Turgeon.

**M. Turgeon:** Merci, M. le Président. Je ne sais pas, M. Lambert, si vous avez lu l'éditorial du *Soleil*, ce matin, mais ça dit à peu près ceci, que, quand un organisme aussi tranquille que la Chambre de commerce dépose un mémoire digne des plus fervents nationalistes, c'est signe que les choses ont bien changé au Québec. Je ne sais pas si vous êtes un peu d'accord avec ça.

Cela dit, je m'étonne un peu que tant de

gens d'affaires et des universitaires qui ont travaillé sur cet excellent mémoire manifestent peu d'intérêt ou presque pas du tout là-dedans, pour ce qui est de la chose culturelle. Et, pourtant, les affaires, les gens d'affaires, on en fait dans un environnement donné, dans un environnement culturel. Ici, on parle de chiffres parce que, si on se comprend mieux là-dessus, la chose culturelle au Québec, au Québec seulement, c'est quelque chose de 6 000 000 000 \$ au moins, et là, j'exclus évidemment la recherche et j'exclus plusieurs secteurs des communications.

Je voudrais savoir pourquoi si peu de préoccupation, parce qu'on ne peut pas faire en sorte que tout le débat sur l'avenir du Québec tourne uniquement sur une question purement économique.

**M. Lambert:** M. Turgeon, je voudrais, dans un premier temps, répondre à votre première allusion de l'éditorial. Je voudrais simplement vous dire que les gens d'affaires sont aussi des humains, ce sont des gens qui sont dans la société et, donc, qui réagissent. Évidemment, à un moment donné, lorsqu'on est dans un débat de l'importance de celui-là dans lequel nous sommes présentement, les gens d'affaires ont vraiment l'intention d'être là et de dire ce qu'ils pensent. C'est la raison pour laquelle on l'a dit haut, clair et fort.

Deuxième réponse, à votre deuxième question, eh bien, et nous l'avons énoncé peut-être pas suffisamment dans notre mémoire, mais nous avons dit que, lorsque l'on a la force économique, évidemment, on est capable de se payer tout ce qu'il y a et que l'on veut en termes culturels. Je vous répète encore aujourd'hui que, plus on aura une économie forte, plus on aura une culture qui pourra être large, qui pourra donner des services et qui sera à la disposition de tous les Québécois.

**M. Turgeon:** Bien. Une dernière chose. M. Bouchard, très habilement, a essayé de vous faire dire, donc, que vous n'acceptiez pas d'être sous l'étiquette "fédéralisme renouvelé", pas plus qu'une autre "souverainisme convaincu". Mais, néanmoins, à la page 32 de votre mémoire, vous parlez de la viabilité d'une monnaie québécoise. Vous dites que cette option pourrait être tout aussi viable pour le Québec qu'elle l'est présentement pour des pays de taille comparable ou plus petits, tels l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Finlande, l'Irlande, la Norvège, la Suède, la Suisse. Un problème de confiance dans la nouvelle monnaie se posera au départ, mais il pourrait être résolu de l'une ou l'autre des deux manières suivantes. Comment conciliez-vous ça avec le rejet, disons, de l'indépendance pure et dure?

**M. Lambert:** Il y a une grande différence entre parler d'une possibilité et se positionner.

Pour nous, lorsque l'on a étudié la question de l'union monétaire, et d'ailleurs il y a une sommité canadienne, et nous en faisons référence, le professeur David Laidler qui a écrit à ce sujet-là et qui a aussi dit que c'était théoriquement possible d'avoir une monnaie québécoise. Sauf que nous, dans le débat qui nous concerne et dans la question économique qui nous concerne, on s'est positionnés sur la question de l'union monétaire canadienne et on a dit: Eh bien, pour l'ensemble des Québécois, il est préférable que l'on ait la monnaie canadienne. Mais on n'a pas exclu et on n'a pas voulu élaguer le fait que nous avions regardé cette éventualité-là.

**M. Turgeon:** Merci.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Jean-Pierre Hogue.

**M. Hogue:** Merci, M. le Président. M. Lambert, j'ai lu, comme chacun de nous, votre document. Je le regarde sous deux éclairages. Je l'apprécie, il va de soi. Je le regarde dans ma nouvelle carrière et je le regarde aussi comme je regarde toutes les choses dans une carrière qui m'a habité pendant de nombreuses années. (12 heures)

Lorsque je lis, donc, ce document, je me retrouve assez facilement aux Hautes Études commerciales avec les économistes, avec les gens de développement de marché ou les gens de ressources humaines du département dans lequel j'étais, et je le trouve un peu théorique. Il va de soi que je pense que l'économie ne peut vivre qu'à travers la culture et à travers les valeurs humaines. De toute façon, les valeurs comme la culture sont nécessairement antérieures à l'économie. Et vous dites, dans votre premier énoncé, que vous vous situez strictement sous un aspect économique; les hommes d'affaires que vous représentez, la Chambre, se situent strictement dans un créneau économique. Mais ce créneau économique doit être nécessairement vécu, respiré, quotidiennement. Je vous demanderais, dans les quelques minutes que vous voudrez nous accorder, comment vous pourriez resituer ce canevas théorique dans une réalité quotidienne, dans une réalité de vie, dans une réalité d'humains. Vous avez aussi mentionné tout à l'heure, en réponse à M. Turgeon, que nous étions des humains. Vous parlez d'incertitude aussi; de l'incertitude, ce n'est pas un modèle économétrique, c'est un modèle humain; la sécurité, c'est un modèle humain; Maslow, c'est une réalité humaine. J'aimerais ça que vous puissiez placer ce document riche dans une réalité d'un homme d'affaires ou d'un gérant ou d'un patron qui vit sa quotidienneté.

**M. Lambert:** Je demanderais, M. le Président, M. Joly.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Parfait, M. Joly.

**M. Joly (Clément):** M. Hogue, je pense que je vous répondrais comme ceci. Un homme d'affaires est préoccupé par l'orientation constitutionnelle du Canada, d'une part, mais, d'autre part, il veut s'assurer qu'il y a une stabilité. Nous, ce que nous avons tenté de faire, c'est que, sur le plan économique, nous avons couvert différents aspects et nous avons dit qu'il y avait à des endroits des problèmes, mais à des endroits des solutions. Et, en hommes et femmes d'affaires, nous disons qu'il y a place à des changements et nous ne définissons pas quels changements devraient être faits, c'est la base de la Commission sur laquelle vous siégez. Nous nous indiquerons plus tard notre orientation précise. Étant les premiers, vous devez comprendre que nous cassons la glace, ce matin, et nous avons étayé le point de vue économique.

**M. Lambert:** M. le Président, est-ce que je pourrais ajouter?

**Le Président (M. Jean Campeau):** Vous voulez ajouter quelque chose?

**M. Lambert:** Oui.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Allez-y.

**M. Lambert:** Je voudrais dire, à la suite de mon collègue, que vous aurez l'occasion de rencontrer des gens beaucoup plus compétents que nous sur le plan humain qui pourront vous faire part comment vivre certains changements. À partir de là, nous n'avons donc pas voulu poser en connaisseurs sur ce plan-là et nous nous sommes attaqués à un segment qui était celui que nous pensons que nous sommes suffisamment compétents pour l'amener.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Merci. Alors, sur...

**M. Hogue:** M. Lambert, prenez mon commentaire positivement. Je ne fais que rentrer un modèle économétrique ou économique dans une réalité humaine; je ne l'attaque pas. Moi, je ne prendrais jamais la chance de toucher à du matériel d'un collègue comme Rabeau, ça va de soi. Alors, prenez-le très positivement. Comme votre document a une valeur certaine, nécessairement, il sera utilisé, chacun l'a dit. Vous avez aussi dit qu'il y a plusieurs véhicules dans lesquels on peut mettre le moteur, mais ça dépend, là, vous savez, ça, ça va se qualifier dans la réalité humaine, c'est ce que vous vouliez dire?

**M. Lambert:** Absolument.

**M. Hogue:** La carrosserie, c'était l'humain.

**M. Lambert:** Oui, absolument.

**M. Hogue:** Le moteur, c'était votre... Alors, il ne faut pas avoir le coeur de Béliveau comme il y a un certain nombre d'années, les Cadillac et tout ça. Mais j'aimerais qu'avec votre sagesse, votre compétence vous puissiez seulement placer... parce que vous nous placez ça dans un temps court, où tout est calme. Mais vous savez que l'humain ne réagit pas calmement, il réagit émotivement et que ça prend un certain temps pour faire des pays, ça prend un certain temps pour appliquer. Votre vision pourrait être donnée, non pas une vision de spécialiste, c'est une vision de président.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Poissant, vous pouvez prendre quatre minutes. C'est parfait. Alors, il nous reste quatre minutes sur la banque des 40 minutes.

**M. Poissant:** Merci, M. le Président. On vous a posé des questions antérieures à la mienne, mais je vais vous poser une question précise. Vous dites à la page 5 de votre mémoire: "Nous ne désirons pas prendre position pour le moment sur la formule constitutionnelle." Il est bien évident que moi, je m'attendais, quand j'ai lu votre mémoire, à avoir des suggestions, des recommandations. Mais je peux comprendre. Vous dites: On va rencontrer des experts, je suis d'accord avec vous. Toutefois, vous comprendrez que la Chambre de commerce provinciale prend une importance exceptionnelle dans notre opinion. J'allais demander, M. le Président, s'il ne serait pas utile de redemander à la Chambre de commerce, justement, de préparer un second mémoire, peut-être après que vous aurez pris connaissance des autres mémoires qui auront été présentés, de manière que vous puissiez nous influencer. Parce que c'est vrai qu'il va arriver des experts ici mais il va y avoir une personne à laquelle on va poser des questions mais ce n'est pas le grand Québec, si vous voulez, ce n'est pas le grand Québec économique, si vous voulez. Permettez-moi, M. Turgeon, ils disent bien dans leur mémoire à la page 5 encore que "au contraire l'histoire de tous les peuples montre qu'une économie forte est le support indispensable d'une culture forte", qui comprend la langue, qui comprend tout. Là-dessus, je suis complètement d'accord avec vous. C'est une question: Est-ce qu'on pourrait leur donner un second rang, si vous voulez, à la fin de tous nos mémoires? Vous avez quand même un comité qui est assez important et assez influent dans la province de Québec. Alors, est-ce qu'on pourrait avoir cela?

**Le Président (M. Jean Campeau):** Que le comité directeur se chargera de voir si l'on peut

faire revenir les membres de la Chambre de commerce, évidemment s'ils le désirent.

**M. Poissant:** Est-ce que mes quatre minutes sont écoulées, M. le Président?

**Le Président (M. Jean Campeau):** Je pense qu'il vous reste encore 30 secondes.

**M. Poissant:** Je vois, à votre mémoire qui comprend évidemment des renseignements fort intéressants, un paragraphe à la page 34, où vous parlez de la monnaie qui flotte. Vous êtes un des seuls qui va parler de ça, j'imagine. Pourriez-vous nous donner ce que ça veut dire? Je comprends que vous tenez pour acquis que c'est un mal qu'on ait une monnaie parce que vous comparez à d'autres pays, qu'on est un des pays rares, je ne dis pas le seul pays, qui ait une monnaie flottante. Est-ce qu'on ne pourrait pas avoir des explications? Qu'est-ce que ça voudrait dire si dans une monnaie future ou dans un programme futur de constitution, est-ce qu'on devrait penser enlever ce flottement de la monnaie?

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Poissant, ce sera pour quand ils reviendront. Le temps est écoulé.

**M. Poissant:** Donc, je dois comprendre qu'ils vont revenir? Merci.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Non, ça va. Si vous pouvez répondre rapidement, vous pouvez répondre.

**M. Lambert:** Non, je pense que je ne suis pas capable de répondre rapidement à une question vraiment pointue comme celle-là.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Alors, les 40 minutes du bloc des membres sont maintenant écoulées. Je vais demander à M. Brassard.

**M. Brassard:** Merci, M. le Président. J'ai noté d'abord une différence qu'il est peut-être important de signaler entre votre version préliminaire du mémoire et votre version finale. Dans la version préliminaire vous dites: Dans cette optique, ni le statu quo, ni l'indépendance pure et dure ne sont possibles ou acceptables. Il faut trouver un moyen terme entre les deux. C'est ce qui fait que plusieurs intervenants ici ont utilisé cette expression-là. Mais dans votre version finale, c'est différent. Vous dites: C'est dans cette optique que doivent en conséquence être examinées à leur mérite les principales hypothèses envisageables que sont le renouveau du fédéralisme, la formation d'une confédération ou d'une communauté économique ou encore l'indépendance, ce qui fait que l'expression indépendance pure et dure disparaît. Je pense que c'est

une bonne chose de la faire disparaître parce qu'au Québec, à mon avis, il n'y a personne qui prône l'indépendance pure et dure. Je n'en connais pas un seul adepte. Je ne sais pas trop ce que ça veut dire d'ailleurs. Je ne sais pas si le contraire d'indépendance pure et dure, c'est indépendance impure et molle. Je ne sais pas. Mais, pour être sérieux, dans la perspective où ça pourrait signifier une certaine forme d'isolationnisme ou de volonté autarcique de se replier sur soi, effectivement, je pense qu'hier il a suffi d'entendre les commissaires pour se rendre compte qu'il n'y a personne au Québec qui prône l'indépendance pure et dure. Je constate ou je conviens que vous vous êtes aperçus que c'était le cas, qu'il n'y avait personne et vous l'avez enlevé de votre mémoire, parce qu'on ne la retrouve pas dans la version finale. Je comprends bien... M. Lambert...

**M. Lambert:** Je veux simplement vous dire que dans une organisation, on se perfectionne...

**M. Brassard:** Je tiens à vous féliciter pour cette correction et ce perfectionnement et j'espère que mon bon ami, le ministre, M. Rémi, cessera lui aussi d'utiliser cette expression qui ne signifie pas grand-chose et qui ne correspond à aucun courant de pensée dans la société québécoise...

**Une voix:** Ni autour de cette table.

**M. Brassard:** Ni autour de cette table, bien sûr. Ceci étant dit, moi aussi, comme les autres, je trouve votre mémoire très articulé, très étoffé. Je comprends que vous ne voulez pas choisir le véhicule – pour employer votre expression – mais quand on regarde les rapatriements massifs – parce que je pense qu'il faut utiliser l'expression massif – rapatriements massifs de compétence vers le Québec que vous souhaitez et que vous exigez même, ça va de la formation professionnelle, évidemment, en passant par l'abolition des transferts, le réexamen du système de péréquation, l'assurance-chômage, recherche et développement, etc., rapatriements massifs de compétence vers le Québec, et qu'en même temps vous dites qu'il faut que cela se fasse – ça, ça n'a changé ni dans la version préliminaire ni dans la version finale – vous dites qu'il faut trancher la question constitutionnelle avec célérité et de façon décisive. Je pense que vous avez sans doute raison. Mais à partir du moment où vous souhaitez que cette question soit tranchée avec célérité et de façon décisive et qu'en même temps vous exigez et que vous souhaitiez un transfert aussi massif de compétence vers le Québec, est-ce que vous êtes bien conscients du fait que la voie ou le véhicule du renouvellement du fédéralisme comporte des obstacles majeurs et des difficultés que certains jugent insurmontables, à cause précisément du

mode de négociation qui est prévu dans la constitution et de la formule d'amendement où il faut, à tout le moins, l'adhésion de cette province et représentant 50 % de la population pour que des changements constitutionnels s'effectuent? On sait ce que ça a donné. Ça a abouti à l'impasse et à l'échec de Meech, mais il y a d'autres exemples dans le passé où ça n'a pas réussi. Juste en matière de formation professionnelle, ce que vous réclamez, vous savez fort bien, je n'ai pas besoin de vous le dire, vous avez regardé ça, en 1966; M. Johnson l'a réclamé – Daniel – en 1968, M. Bertrand l'a réclamé, en 1971; M. Bourassa l'a réclamé à Victoria, en 1979; M. Lévesque l'a réclamé, et M. Bourbeau le réclame depuis un bon bout de temps, et que ça n'a jamais abouti. Est-ce que vous êtes conscients que la voie du renouvellement du fédéralisme, ou la voie qui consiste à se placer dans le cadre constitutionnel canadien, avec son mode de négociation et sa formule d'amendement, comporte non seulement des difficultés, que certains jugent insurmontables, mais qu'également ça devient impossible de trancher la question avec célérité et de façon décisive, compte tenu du passé, compte tenu des leçons du passé?

(12 h 15)

**M. Lambert:** M. le Président, nous sommes, je crois, conscients d'avoir écrit un document auquel nous croyons fermement. Mais il y a certains éléments que nous ne contrôlons pas, en termes de Chambre de commerce comme telle. Par exemple, je ne contrôle pas le consensus de cette digne Commission. Par exemple, je ne contrôle pas le mode par lequel les Québécois se prononceront. Ces éléments-là auront une influence déterminante, ces deux points-là, sur la façon avec laquelle on pourra aller rapidement et de façon décisive.

**M. Brassard:** Je comprends que vous ne vouliez pas aujourd'hui vous prononcer, vous l'avez répété maintes fois, puis je comprends ça, j'accepte ça, puis je respecte ça aussi. Mais je voulais simplement que vous nous disiez ou que vous nous confirmiez que la voie du renouvellement du fédéralisme dans le cadre constitutionnel actuel, avec le mode de négociation à onze gouvernements, comporte des difficultés et que ça rend difficile de régler la question avec célérité, diligence et de façon rapide. C'est simplement cette admission que je voulais vous faire reconnaître, et non pas vous piéger, essayer de vous piéger ou de vous obliger à faire un choix du véhicule ou du moyen.

**M. Lambert:** Je n'ai pas répondu en fonction de penser que je pouvais être piégé. J'ai voulu simplement énoncer deux éléments sur lesquels je n'ai pas, moi, le contrôle. Il y a une chose que nous savons, s'il y a 40 000 personnes dans le monde des affaires qui pensent ce qu'on vient de vous présenter, et qu'on fait partie, nous, d'une

société, on ne doit pas être les seuls qui avons une pensée forte comme celle-là, premièrement. Deuxièmement, si dans les pays de l'Europe de l'Est on a été capable de faire des changements aussi drastiques que ceux qui se sont faits dans l'espace d'un an, je ne peux pas croire, après 25 ou 30 ans de discussions, qu'ici au pays on n'est pas capable de prendre des décisions rapides et décisives dans un dossier comme celui-là.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Parizeau.

**M. Parizeau:** D'abord, je voudrais m'excuser d'arriver comme ça à la dernière minute. J'allais recevoir M. Fabius. C'est pour cela que, comme on a dû vous l'expliquer, M. Lambert, j'arrive comme ça tout à fait en bout de course.

Je voudrais d'abord, M. Lambert, vous offrir mes excuses. J'ai été associé directement au processus de détermination des membres de la commission et, dans le cas qui m'occupe actuellement des membres représentant le milieu des affaires, je m'étais associé à une démarche très formelle à l'égard de la Chambre de commerce du Québec, qui n'a pas été suivie puisque, pour des raisons indépendantes de ma volonté, ça ne s'est pas déroulé comme, je pense, ça aurait dû se dérouler. Je prends cette occasion de vous présenter mes excuses.

Cela étant dit, ce qui m'a le plus frappé dans votre présentation, c'est qu'au fond, pour la première fois, je pense, en tout cas depuis longtemps, les milieux patronaux explicitent l'environnement économique qui leur paraît le plus souhaitable pour le développement des entreprises. Souvent, quand on discute de ces questions, on s'arrête avant d'avoir été bien loin ou alors on va difficilement au-delà de principes très généraux. Là, les principes ne sont pas généraux. L'environnement économique que souhaitent les milieux d'affaires au Québec est explicite, à mon sens, comme jamais il ne l'a été jusqu'à maintenant.

Cet environnement économique souhaitable que vous dessinez implique des changements majeurs dans le fonctionnement de l'appareil gouvernemental et administratif canadien, et pas seulement au niveau fédéral, mais au niveau de chacune des provinces. C'est tellement important - on l'a peut-être souligné jusqu'à maintenant, si on l'a fait, je m'en excuse - qu'il semblerait que, si on exclut les charges d'intérêt dans le budget fédéral, 60 % à 70 % des programmes existants du gouvernement fédéral pourraient être remis en cause. C'est donc, je pense, beaucoup demander au Canada anglais, d'autant plus que les entreprises du Canada anglais ne voient peut-être pas nécessairement l'environnement économique le meilleur dans les mêmes termes.

À supposer qu'il soit très clairement établi et très rapidement que, devant ces changements

majeurs que vous proposez, la réponse, ce soit non, est-ce que vous envisagez la possibilité que cet environnement souhaitable pour les affaires, puisse adopter la voie de la souveraineté du Québec, d'une souveraineté avec association économique bien sûr, sous toute espèce de forme, mais la voie de la souveraineté du Québec. À supposer que la réponse soit non de l'autre côté, alors est-ce qu'on s'engage dans la voie de la souveraineté-association pour réaliser cet environnement économique souhaitable?

**M. Lambert:** M. Parizeau, tel que j'ai eu l'occasion de l'annoncer préalablement, nous avons, pour le moment, mis sur la table des éléments, comme vous venez de le dire, en termes économiques, qui sont majeurs. Nous sommes uniquement mis en place en fonction de ce que nous avons présentement la prétention de croire, que nous avons un peu de connaissances mais nous n'avons absolument pas regardé de quelle façon ces choses-là pourraient être mises en place. C'est le comment, finalement. Et nous nous sommes plutôt donné comme mandat, et ça va peut-être en réponse à une question préalable d'un autre commissaire, de nous positionner à ce sujet dans les prochains mois lorsqu'on verra les différents véhicules qui seront proposés, eh bien, à ce moment-là on se positionnera.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Je vais demander à M. Rémillard de prendre la parole.

**M. Rémillard:** Oui, M. le Président. M. Lambert, plus on vous entend - de même que M. Rabeau, M. Descôteaux, M. Joly - plus on apprécie votre mémoire. C'est un mémoire de bon sens, c'est un mémoire qui est fondé sur la recherche de l'efficacité et vous nous proposez, dans ce nouveau fédéralisme que vous proposez, à certains égards, des modifications majeures et fondamentales à ce que nous avons présentement et je dois dire que c'est très intéressant de lire ces modifications-là. Entre autres, à la page 16 de votre mémoire, quand vous donnez la liste des compétences exclusives qui appartiendraient aux provinces, quand vous regardez aussi les compétences qui pourraient être discutées avec le gouvernement fédéral, je crois que vous avez là, dans un paragraphe de votre rapport, une contribution extrêmement intéressante que vous faites à la Commission et, encore une fois, je me permets de vous en remercier.

Si vous me permettez, j'aimerais insister sur les institutions économiques que vous nous proposez. Vous dénoncez les hauts taux d'intérêt qui vous touchent de plein fouet, vous dénoncez aussi les taux, les variantes dans la valeur du dollar qui touchent aussi de plein fouet l'économie québécoise. Et vous avez parfaitement raison parce que ce sont deux éléments qui sont essentiels dans l'évolution économique d'une société comme la nôtre, et nous sommes dure-

ment touchés, et d'une façon très injuste, au départ. Et vous abordez la question de la banque centrale, la banque canadienne, vous l'abordez en nous disant: Il faut revoir la banque canadienne, la banque centrale. Vous nous dites qu'elle devrait être plus représentative dans sa direction et plus transparente dans ses décisions. Je cite, à la page 35 de votre mémoire. M. Lambert, quelle serait la place du Québec dans cette réorganisation, cette nouvelle organisation administrative de la Banque du Canada?

**M. Lambert:** M. Rémillard, nous avions comme modèle ce qui avait été négocié lors de l'accord du lac Meech pour la nomination des juges à la Cour suprême. C'est donc dire que le Québec puisse avoir, évidemment, ses représentants qui soient nommés, donc à la Banque du Canada, en termes et en proportion. C'est la façon dont nous avons regardé cette éventualité. Et la raison pour laquelle on parle de cette façon, c'est évidemment que lorsque vous faites partie d'une union monétaire, eh bien, à ce moment-là, nous croyons qu'il est important que les différentes régions soient représentées et que chacune des régions puisse, étant membre votant, influencer les décisions qui seraient prises au niveau de l'institution.

**M. Rémillard:** M. Lambert, est-ce que le Québec serait une région comme les autres? Vous vous référez à un Canada à quatre, à cinq régions? Le Québec serait une région au même titre que les autres régions?

**M. Lambert:** Le Canada qui sera à cette époque-là, je ne le connais pas aujourd'hui, ce sera peut-être celui-là que la Commission décidera qu'il soit. Mais, en ce qui me concerne, à partir du moment où on se sera positionné, eh bien, on tentera d'avoir, au niveau de cette institution, une représentation qui soit celle qui puisse représenter le Québec.

**M. Rémillard:** Mais, vous vous référez à la Banque du Canada. Je prends les termes que vous citez à la page 35: "Banque du Canada". Donc, vous vous référez au Canada. Et cette banque serait donc composée de délégués qui viendraient des différentes régions. Donc, vous vous référez à des régions, une nouvelle perspective du Canada. Deuxième constatation.

Troisièmement, à partir de là, vous donnez au Québec quelle place dans cette composition régionale représentée au niveau d'une institution que, vous-mêmes, vous qualifiez de tellement fondamentale dans votre rapport?

**M. Lambert:** M. Rémillard, lorsque l'on parle d'une union monétaire, évidemment, à partir du moment où on parle d'une union monétaire, on pourrait peut-être regarder ce qui se passe, par exemple, dans les pays européens, c'est-à-dire la

Communauté économique européenne et qui ont formé, pour eux, une devise. Chacun des pays fait partie de cette organisation et chacun des pays non seulement y participe mais aussi tente d'influer sur des décisions.

Je ne sais pas, à l'heure actuelle, ce que pourra être l'union comme telle, l'union monétaire. Je ne sais pas non plus encore comme tel, si nous aurons dix régions, quatre ou trois ou deux. Alors, je ne suis pas en mesure de vous donner de réponse définitive. J'en suis au niveau des principes. Alors, si je reste au niveau des principes, je vous dis que nous devons avoir une représentation adéquate au niveau de l'organisme qui...

**M. Rémillard:** Mais, si je comprends bien, M. Lambert, vous vous référez au modèle du marché économique européen.

**M. Lambert:** Je m'excuse, M. Rémillard.

**M. Rémillard:** Si je vous comprends bien dans vos explications, vous vous référez donc, au modèle du marché économique européen, à la Communauté économique européenne.  
(12 h 30)

**M. Lambert:** C'est ce que je viens d'énoncer comme exemple.

**M. Rémillard:** Mon collègue, M. Benoit, aurait une question à vous poser.

**M. Benoit:** Tout comme M. Turgeon et M. Poissant, je voudrais revenir, M. Lambert, sur la dimension de ramener la stabilité monétaire. Vous suggérez d'abord un statu quo avec une union monétaire. C'est votre proposition, mais vous dites: On pourrait regarder un dollar québécois, indexé sur le Canada ou, éventuellement, un dollar québécois indexé sur les États-Unis. Bien. Qu'est-ce qu'il arriverait de la dette québécoise qui est en dollars canadiens ou de la dette de compagnies telles que celle de M. Poissant, qui est en dollars canadiens? Qu'est-ce qu'il se produirait le lendemain d'une entente, soit avec les États-Unis ou le Canada avec un dollar québécois?

**M. Lambert:** M. Benoit, nous n'avons pas recommandé de dollar québécois, nous avons simplement donné l'information que nous avons regardée, nous avons étudié l'éventualité et la théorie qu'il puisse y avoir un dollar québécois. Alors, je ne peux pas répondre à votre question, ce n'est pas ce que nous avons recommandé.

**M. Benoit:** Votre recommandation est que le statu quo avec l'amélioration de la Banque du Canada. C'est exact?

**M. Lambert:** C'est une union monétaire canadienne avec une Banque du Canada rafraîchie

et renouvelée.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Rémillard, il vous reste deux minutes.

**M. Rémillard:** Oui. Dans ce contexte-là, M. Lambert, me référant à la page 16 de votre mémoire, je sais que vous ne voulez plus de cette péréquation que nous connaissons présentement, et vous avez parfaitement raison, c'est un régime de quêteux, vous avez raison de dire qu'on arrête ça. Maintenant, vous dites qu'il faudrait discuter avec le gouvernement fédéral "la redistribution du revenu entre les provinces", les derniers mots du paragraphe du centre à la page 16. Qu'est-ce que vous entendez par redistribution du revenu entre les provinces, vous référant toujours à votre conception du Canada de tout à l'heure des régions qui semble être votre perception présentement du fédéralisme?

**M. Lambert:** Je voudrais simplement dire à M. Rémillard que je n'ai absolument pas, du tout, véhiculé quel genre de type de Canada ce devrait être. Je voudrais qu'on soit bien clair, je ne me suis pas positionné là-dedans, j'ai donné des exemples. Maintenant, en ce qui concerne la réponse bien pratique à ce que vous demandez, je vais demander à M. Rabeau d'y répondre.

**M. Rabeau:** Comme je l'avais mentionné tout à l'heure, en fait, ce qui est en cause ici, c'est de trouver une nouvelle façon de faire une certaine péréquation des richesses dans l'union canadienne, mais de la faire par des mécanismes qui mettent un terme à la dépendance financière qu'un certain nombre de provinces ont à l'égard du gouvernement fédéral. Donc, en fonction d'un certain nombre de critères de richesse, on pourrait arriver à un mécanisme de redistribution de la richesse au Canada, mais qui ne soit plus sur le modèle que l'on a présentement de péréquation, parce que ça a donné les résultats qu'on connaît où certaines provinces, particulièrement dans l'Est du Canada, par exemple, sont devenues de plus en plus dépendantes des transferts fédéraux. C'est cette chose-là qu'on voudrait éviter.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Ça va. Maintenant – le temps est vraiment écoulé – M. Bélanger, si vous avez une question.

**M. Bélanger (Guy):** Juste une brève question sur la concertation que vous proposez pour résister à l'inflation plutôt que la politique monétaire. Ça me laisse un peu songeur parce que les trois parties de cette concertation, les gouvernements – dans le passé l'histoire nous apprend que les monarques ont avili la monnaie – les syndicats ont comme objectif, et c'est bien normal, de tenter d'avoir le plus possible pour leurs membres et, en cas de doute, de demander

plus plutôt que moins, c'est normal, et les entreprises, elles, en cas de doute aussi, pour préserver leurs marges ont intérêt à augmenter leurs prix. Trois pécheurs, si on peut dire, qui n'ont jamais pu résister à la tentation seraient mis ensemble et, tout à coup, ils deviendraient communément, ensemble tous les trois, vertueux. Comment est-ce que vous nous faites passer de l'intérêt particulier de chacun à la découverte de l'intérêt commun qui nous amènerait à la vertu et qui remplacerait ainsi les contraintes de la politique monétaire?

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Lambert:** M. Bélanger, je dois vous dire que je vis depuis un peu plus d'un an le dossier du forum pour l'emploi où l'on retrouve la grande majorité des intervenants autour de la même table. À ce que je sache aujourd'hui, cette concertation-là a réussi. C'est une éducation évidemment. Le Conseil économique, je crois, n'est-ce pas M. Rabeau, a justement parlé de cela encore dernièrement et de cette façon, cette médecine douce pour juguler l'inflation. Alors je crois qu'il y a donc possibilité... nous avons des exemples frappants qui existent dans d'autres pays où le tout fonctionne et que ça marche. Alors chez nous je pense que notre société est maintenant, je crois, je ne dis pas qu'elle ne l'était pas complètement, mais je dis qu'aujourd'hui elle est mature et qu'on est rendu qu'on est capable de poser des gestes dans ce sens-là pour en arriver justement à voir des possibilités de gérer par région...

**M. Bélanger (Michel):** Je veux bien que ça marche et je m'en réjouis mais ça a vraiment fait réduire le taux d'inflation?

**M. Lambert:** C'est ce que les études nous démontrent.

**M. Bélanger (Michel):** Réjouissons-nous.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Alors comme il reste quelques minutes sur le temps alloué à la présidence, je demanderai à M. Deschamps si vous avez une question.

**M. Deschamps (Serge):** Merci, M. le Président. Je suis un peu surpris. Je voudrais me référer au document à la page 16. Lorsqu'on parle dans votre document d'éclaircir les compétences respectives des deux paliers provincial et fédéral, vous faites une énumération des pouvoirs qui seraient consentis aux provinces et, en ce qui concerne le fédéral, vous mentionnez spécifiquement l'immigration. Par contre, dans une de vos conclusions, à la fin du document, vous mentionnez que l'immigration, le Québec devrait avoir plus de pouvoirs, au moins, minimalement, ce qui était dans l'accord du lac



Meech. Dans mon esprit, c'est une compétence un peu partagée. Comment conciliez-vous cette position avec la déclaration d'éclaircir les champs de compétence?

**M. Lambert:** Je demanderais à M. Descôteaux, s'il voulait répondre.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Descôteaux.

**M. Descôteaux:** Compte tenu du caractère très distinct de la société québécoise, je pense que les gens réunis autour de la table de cette Commission en conviennent tous, le domaine de l'immigration est d'une sensibilité tout à fait particulière pour l'existence et le devenir de la collectivité québécoise. Il nous semble, en tout cas, que ce domaine devrait être accordé prioritairement au gouvernement québécois, ce qui ne veut pas dire, dans le cadre d'une entente dont vous allez définir ici les contours, qu'il n'y ait pas des accords de passés avec nos partenaires pour que nous puissions harmoniser un certain nombre de principes gouvernant l'immigration.

**M. Lambert:** Je voudrais ajouter simplement, M. le Président, qu'à la page 16, à la question qui nous est posée, c'est que le paragraphe débutait ainsi: "Si la vision fédéraliste est retenue..."

**Le Président (M. Jean Campeau):** Alors, ça va? Je pense que le temps est écoulé. Alors, je voudrais, M. Lambert, au nom de la Commission, remercier tous les membres du comité Affaires constitutionnelles de la Chambre de commerce du Québec. Évidemment, plus spécifiquement, je voudrais remercier aujourd'hui M. Rabeau, M. Descôteaux et M. Joly. Et vous, nos mercis sincères, c'est sûr que ça prend un bon pilote pour réaliser un tel rapport. Merci, la Chambre de commerce.

**M. Lambert:** Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Les annonces pour les membres de la Commission. La prochaine séance aura lieu à 16 h 30 cet après-midi, avec l'Association des coopératives d'économie familiale. Ceux qui voudraient poser des questions ou faire des interventions pourront s'inscrire, par exception, juste avant le début de la séance cet après-midi, à partir de 16 heures. À comprendre que généralement l'inscription se fait avant la première séance du matin. Je vous remercie.

(Suspension de la séance à 12 h 37)

(Reprise à 16 h 36)

**Le Président (M. Jean Campeau):** Alors, je

me permets de répéter les règles pour les mémoires d'une durée d'une heure.

Les gens qui présentent les mémoires disposent de 10 minutes pour la présentation de leur mémoire. Il y a 5 minutes pour la présidence, 10 minutes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 10 minutes pour le groupe parlementaire formant l'Opposition officielle, 25 minutes pour les membres inscrits auprès de la présidence, chacun des membres disposant au maximum de 5 minutes. Et le temps alloué comprend la question et la réponse.

Alors, cet après-midi, nous recevons la Fédération des ACEF du Québec, la Fédération des Associations coopératives d'économie familiale du Québec. Je comprends que c'est Mme Hémond qui fera le résumé du mémoire de 10 minutes. Avant de commencer, si vous voulez présenter vos collègues, Mme Hémond.

#### Fédération des ACEF du Québec

**Mme Hémond (Monique):** D'accord. Vous avez ici, Hélène Arsenault, qui est responsable de la commission des services publics au sein de la Fédération et représentante aussi de l'ACEF Lanaudière; Henri Goulet, qui est responsable de la commission de travail des dossiers au sein de la Fédération et en même temps de l'ACEF du nord de Montréal et moi-même, Monique Hémond, qui suis présidente de la Fédération des ACEF et représentante aussi de l'ACEF de la Mauricie.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Alors, bienvenue à vous trois à la commission parlementaire.

**Mme Hémond:** Juste pour situer un petit peu la Fédération des ACEF du Québec, cette année la Fédération des ACEF du Québec fête ses 20 ans d'existence. Elle représente aussi 14 organismes régionaux, membres de la Fédération et ces 14 organismes sont situés dans 10 grandes régions administratives du Québec.

Juste situer aussi deux minutes comment le mémoire a été produit. Comme, tantôt, je vous nommais des gens des commissions de travail au sein de la Fédération, il y a donc six commissions de travail au sein de la Fédération. Ce sont des responsables de ces six commissions-là plus le conseil exécutif de la Fédération qui ont bâti ce que vous avez dans les mains, le mémoire de notre Fédération.

Peut-être ce qu'on ressent, dès le départ, c'est qu'on a l'impression, et je pense que ça se confirme un peu, qu'on se sent comme une note un peu discordante par rapport à l'ensemble des mémoires qui ont été déposés et des organismes qui ont participé à cette Commission. Donc, évidemment, ce que vous allez entendre va être beaucoup plus un discours à caractère social qu'un discours à caractère économique. Ça vient directement du travail quotidien qu'on fait avec

plusieurs familles du Québec. Un travail qui, principalement, s'inscrit dans toute la problématique socio-économique que vivent ces familles-là. Donc, on se sent un peu discordants et je sais qu'il y a plusieurs commissaires qui souhaitent que cette Commission-là soit à l'image de la population qu'elle représente.

Nous, on croit qu'il y a peut-être une lacune à ce niveau-là. On pense qu'il y a du monde qui est un peu exclu de ce processus. Quand on se réfère à ce monde, on pense principalement aux gens qui vivent sur l'aide sociale, les gens qui sont sur l'assurance-chômage, au salaire minimum, qui ont un travail précaire. Donc, on résume: des gens dont les familles ont un revenu annuel de 25 000 \$ et moins. Donc, on a l'impression qu'il y a comme une distance qui s'est créée avec cette partie de la population.

Dans le discours d'ouverture, plusieurs ont dit souvent l'importance du maintien du niveau de vie et du bien-être économique de la population. Nous, on pense aussi que pour une grosse partie de la population - c'est 1 000 000 de personnes, minimalement 50 % - ce n'est pas évident non plus qu'ils souhaiteraient se maintenir dans ce niveau de vie actuellement. Ils sont un peu exclus de tout ce processus-là.

Un autre élément qu'on souhaitait préciser - je pense que vous l'avez entendu; on le répète, c'est toujours le problème de délai qu'on a eu pour préparer ces mémoires. On a manqué de temps et manqué de moyens parce qu'il y a beaucoup de choses qu'on aurait aimé creuser. Et je vais vous donner quelques exemples. Une chose qu'on n'a pas pu creuser, mais qu'on sait qu'il existe, ce sont les coûts reliés au problème d'appauvrissement de la population et de l'endettement des familles québécoises. On sait que ces problèmes-là engendrent d'autres problèmes sociaux de différents types, style violence conjugale, problèmes de santé, etc., qui comportent des coûts sociaux et économiques très importants pour la société. On aurait aimé creuser cette partie pour vous l'amener. On n'a pas vraiment eu le temps. Un autre élément, comme exemple, peut-être pour le clarifier aussi, c'est toute la question des programmes de réinsertion et des programmes d'employabilité qui sont mis sur pied pour l'ensemble des démunis pour réintégrer une grosse partie de la population dans la société. Si on pense à l'échec flagrant de la loi 37, pour nous autres, c'est la preuve qu'on n'a peut-être pas touché aux problèmes de fond, mais plus essayé de mettre des pansements sur des bobos, mais on n'a pas été jusqu'aux problèmes de fond.

Une autre problématique que nous vivons, particulièrement comme groupe de consommateurs, il y a toute une non-reconnaissance du spécifique du Québec et, dans certains cas, des dédoublements de programmes. Je me réfère à ça comme exemple: le ministère Consommation et

Corporation Canada, qui coupe des subventions aux groupes de consommateurs du Québec, sous prétexte qu'on n'est pas des groupes nationaux, mais seulement des groupes régionaux. Donc, ça crée énormément de... C'est très conflictuel comme problématique et comme groupes de consommateurs, on vit crûment ces genres de problèmes. C'étaient trois exemples qui illustrent que le manque de temps qu'on a eu pour préparer les mémoires nous a empêchés peut-être de creuser plus des aspects particuliers.

Donc, malgré ça, nous nous sommes prêtés quand même à l'exercice de définir le Québec que nous voulons. Henri, à côté de moi, va nous présenter trois problématiques qui, pour nous, doivent être résolues dans une définition de l'avenir du Québec, et pour ça, je me réfère à la première partie de notre mémoire, et Hélène va nous présenter six questions que, nous, nous jugeons prioritaires pour la définition d'une société québécoise plus juste et plus équitable. Ça, c'est la deuxième partie de notre mémoire. Alors, je vais laisser la parole à Henri.

**M. Goulet (Henri):** Le premier élément qu'on a situé comme préalable aux six questions prioritaires qu'on voulait aborder, c'est d'abord de travailler à créer une société plus démocratique. Vous avez, à l'intérieur du mémoire, les éléments qu'on voulait faire ressortir. Mais, je voudrais quand même utiliser l'expérience de la Commission pour mentionner ceci: Le mouvement communautaire au Québec, dont nous sommes, travaille quotidiennement de façon large, de façon différente, mais de façon unitaire à réaliser un seul objectif, un seul grand objectif principal, c'est-à-dire de faire en sorte que les gens, par les différents services, par les différentes méthodes d'approche que nous utilisons, se prennent en charge; de faire en sorte que les gens se responsabilisent; de faire en sorte que les gens deviennent autonomes. Pour nous, notre spécificité, c'est de travailler à l'autonomie financière des familles québécoises. Tout ça pour briser toutes les dépendances, qui sont énormes, dans notre société. Et on aurait souhaité que l'expérience de réflexion des travaux de la Commission, ou d'un projet commun sur l'avenir du Québec, ça se fasse aussi avec cet objectif-là.

Ce matin, je lisais dans le texte d'ouverture des présidents: Parce que les audiences seront publiques, parce que les audiences seront radiodiffusées, la population participera à cet exercice. Oui, je suis d'accord, c'est un effort intéressant, mais je pense que cette participation passive aurait pu être organisée tout à fait autrement, dans le sens qu'on aurait pu utiliser les sommes qu'on va investir dans cette opération pour faire des débats larges, des débats ouverts, permettre à la population de prendre la parole. Ce n'est pas facile, vous savez, de rédiger des mémoires. Ce n'est pas facile de se regrouper pour venir les présenter. Ce n'est pas

facile de s'organiser pour être entendus. Ce n'est pas facile d'être choisis, non plus, pour être entendus ici, discuter, faire en sorte que l'ensemble de la population prenne ce projet-là à cœur et en fasse un projet collectif. Je pense qu'il aurait fallu accorder la parole à l'ensemble de la population et il n'est pas toujours trop tard non plus pour le faire.

Partout, c'est comme si on fonctionnait, comme si on avait peur du monde. L'occasion, pour nous, était unique de commencer à nous doter d'une mémoire collective. C'est Fernand Dumont, il y a deux semaines, dans un texte qu'il livrait au *Devoir*, qui disait ceci: "Une nation, ça se construit à partir des référents historiques, à partir d'une mémoire collective, à partir des événements auxquels on peut se référer." Je pense que la discussion, le débat sur l'avenir du Québec, c'aurait pu être le début de ce référent-là.

Une société plus démocratique pour nous, ça veut dire trois choses essentiellement, au départ. Ça voudrait dire: briser toutes les hiérarchies technocratiques contre lesquelles se heurtent constamment les efforts de changement proposés par les groupes et associations au Québec. Ça veut dire aussi de songer sérieusement à donner une autonomie politique à toutes les régions du Québec; rendre les régions du Québec imputables de leur développement afin d'éviter les incroyables gaspillages, à tout point de vue, qui se réalisent actuellement. Et une proposition que nous faisons, c'est de bâtir une véritable concertation sociale par la création d'un ministère de la solidarité sociale, parce qu'il faut faire en sorte que cette solidarité-là devienne une priorité nationale.

Je passe rapidement. Les deux autres points que nous voulions mentionner: les années soixante, c'a été les années de modernisation; les années soixante-dix, c'a été les années de récupération pour la classe sociale, pour les couches sociales et ouvrières au Québec; les années quatre-vingts, c'a été les années de l'économie. Est-ce que les années quatre-vingt-dix, ça ne pourrait pas devenir les années d'un virage social majeur au Québec?

Lorsqu'on a discuté avec les personnes immigrantes pour composer notre mémoire...

**Le Président (M. Jean Campeau):** Je dois vous avertir qu'il vous reste 15 à 20 secondes. Je ne voudrais pas non plus enlever la parole à Mme Arsenault après ça.

**M. Goulet:** O.K. Je voulais parler de façon importante de la place accordée aux communautés immigrantes. Lorsqu'on a discuté, les immigrants avec qui on a préparé notre document nous avaient dit: Laissez une page blanche; ça sera, de façon symbolique, dire la place qu'on occupe actuellement dans la société et je pense que c'est assez dramatique.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Mme Arsenault, vous comptez prendre combien de temps?

**Mme Arsenault (Hélène):** Je vais simplement conclure parce que je crois que vais pouvoir me reprendre à la période de questions.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Bien, peut-être...

**Mme Arsenault:** Je crois tout simplement, comme conclusion, que je vais vous lire la dernière page de notre mémoire. Nous croyons que le Québec a besoin avant tout d'un gouvernement courageux, d'un gouvernement qui ne balaie pas ses problèmes sociaux sous le tapis, d'un gouvernement qui se tient debout, qui a une colonne, qui voit la réalité telle qu'elle est, c'est-à-dire une partie grandissante de la population qui souffre de la pauvreté, qui souffre de la précarité économique, qui est malheureuse et ça, ce n'est jamais chiffré. La détresse des gens est grandissante et ça, ce n'est jamais chiffré. Ça ne fait pas partie du discours économique. Alors nous croyons qu'il est important de redonner à tous les Québécoises et les Québécois, qu'ils soient jeunes, vieux, autochtones, immigrants, riches ou pauvres, le sentiment d'appartenir au Québec, le sentiment d'avoir un rôle à jouer et de ne pas être exclus des grands enjeux de la société.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Merci. La première question va aller à Mme Louise Bégin.

**Mme Bégin:** Merci M. le Président. Tout d'abord, je tiens à vous remercier de vous être déplacés pour venir nous présenter votre mémoire. À la lecture que j'en ai faite, j'ai retenu que vous aviez cinq grands principes sur lesquels vous vouliez que le Québec de demain mette l'emphasis, à savoir avoir comme toile de fond la lutte à la pauvreté, mettre fin au gaspillage et favoriser le recyclage et la récupération des produits. Vous vouliez qu'on développe une politique fiscale empreinte d'équité et de justice sociale. Quatrièmement, favoriser l'accessibilité aux services publics et, cinquièmement, faire place aux mouvements communautaires. Ce sont les cinq grands principes que j'ai retenus à la lecture de votre mémoire.

Et, en conclusion, vous dites - et je vous renvoie à la page 27 de votre mémoire où vous nous dites: "Pour assurer notre développement social, économique, nous devons récupérer les pouvoirs nécessaires à la réalisation d'un projet de société." La question est la suivante: Quels sont les pouvoirs que vous jugez nécessaires à la réalisation de votre projet, qu'on devrait récupérer?

**Mme Arsenault:** Je crois qu'ils sont bien

mentionnés là. Il faut aller chercher les pouvoirs politiques pour légiférer. Il faut aller chercher les pouvoirs économiques pour pouvoir redresser le cours quand ça va mal. Il faut aller chercher aussi... briser le mur du pouvoir bureaucratique pour qu'il devienne une espèce de courroie de transmission des politiques choisies.

**Mme Bégin:** Mme Arsenault, ne croyez-vous pas que le Québec jouit présentement de tels pouvoirs parce que, justement, si on a légiféré dans ces domaines, c'est parce qu'on avait les compétences nécessaires pour agir?

**Mme Arsenault:** Je suis persuadée qu'il lui manque énormément de pouvoirs pour légiférer.

**Mme Bégin:** Pouvez-vous les identifier?

**Mme Arsenault:** Certainement; il y a des pouvoirs au niveau des lois du travail, on en a parlé récemment, en matière de contrôle de l'immigration, certainement également en matière de rapatriement de toutes les ressources fiscales.

**Mme Bégin:** Mais, déjà, si on se réfère à l'article 92 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, les compétences provinciales, les compétences que vous m'énumérez là, sont déjà les compétences du Québec. Donc, moi, je voudrais savoir quels sont les pouvoirs nécessaires, en plus de ceux qu'on a - parce qu'on les a déjà - que vous voudriez avoir pour pouvoir atteindre vos objectifs.

**M. Goulet:** Je voudrais peut-être donner un exemple, et ça va aller dans le sens du dédoublement des programmes, et c'est un problème majeur. Lorsqu'on parle de mesures d'employabilité, lorsqu'on parle de mesures de programmes sociaux - Monique, au tout début, a mentionné juste un exemple de dédoublement et de complexité de rapport entre les différents ministères, à la fois provinciaux et fédéraux - ça cause des problèmes énormes à la base. Les gens qui, par exemple, se font constamment diriger d'un programme à l'autre, je pense que ça coûte très cher, à l'État québécois. Lorsqu'on rapporte aussi des décisions d'un niveau à un autre niveau, ça coûte énormément cher aussi, en termes de fonctionnement. À regarder l'ensemble de notre mémoire, une fois qu'il a été rédigé, on s'est rendu compte qu'on avait, je vais appeler ça "le syndrome de la bureaucratie". Nous tenions à dire ici que le problème de la bureaucratie gouvernementale, doublé à trois paliers de gouvernement, est un problème social grave qui se produit dans notre société actuellement. Et je pense qu'il faut mettre de l'ordre, il faut faire du ménage, pour que les décisions se prennent au moins à une place, et qu'on arrête de se faire barouetter, toujours, à trois niveaux de gouvernement, pour se faire dire: c'est à lui se prendre

la décision; non, c'est à l'autre de prendre la décision; non, non, c'est au troisième à prendre la décision. Et c'est ce qui se produit partout, de sorte que, lorsqu'on arrive pour travailler concrètement à régler des problèmes, on est enfargés constamment dans cette dynamique, où on ne voit pas de lumière au bout du tunnel.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Bélanger.

**M. Bélanger (Laval-des-Rapides):** Je vous remercie. Avant de procéder à mes questions, d'abord, moi aussi, je tiens à vous remercier de votre présence. À la lecture de votre mémoire, il y a quelques éléments que j'aurais le goût de vous dire: Présentez-les à la commission qui travaille justement, actuellement, sur la réforme de la fonction publique, qui parle justement de ces dédoublements-là, des aspects bureaucratiques et des embêtements que ça peut causer à des citoyens, et là-dessus, je vous invite à le faire.

Je suis particulièrement heureux aussi que votre groupe soit présenté parce que vous représentez peut-être une chose qu'on a tendance à oublier: Les gens qui sont pauvres et les gens qui n'ont pas de voix, qui n'ont pas de tribune pour exprimer ce qu'ils ont à dire et qui ne sont pas, souvent, suffisamment articulés pour se présenter dans une place comme ici. Ça les effraie, ça les... Peut-être qu'on pourra avoir tendance à les oublier. Alors, que vous les représentiez, que vous nous rappeliez qu'il y a des gens qui sont victimes de cette pauvreté, ici au Québec, qu'il y a des poches de pauvreté dans certains de nos grands centres et même à l'extérieur puisque c'est à plusieurs endroits au Québec, ça m'apparaît être une réalité qu'il faut souligner mais qui relèvera davantage, non pas de notre option constitutionnelle, mais de notre organisation de société. Quelles que soient les décisions que nous prendrons à l'autre bout, il faudra, un jour ou l'autre, tenir compte de ces choses-là si je me fie à votre message.

Mais, si je reviens à votre dernière affirmation, ce que vous nous dites, c'est qu'il y a trois paliers... Dans le fond, pour vous, l'arbre de décision, si on prend un terme de gestion, n'est pas clair actuellement et crée beaucoup d'embêtements. J'aimerais vous entendre recommander là-dessus.

**M. Goulet:** Simplement, ce que je mentionnais, c'est que pour... Lorsqu'on travaille au niveau social, dans les programmes sociaux existants, il y a trois paliers effectivement parce que, entre autres, moi, je suis de Montréal, l'administration municipale exerce, administre, des programmes sociaux qui sont dépendants du gouvernement et on sait très bien que dans l'enveloppe réservée pour les programmes sociaux, il y a des parties importantes qui viennent justement du gouvernement fédéral au niveau des

transferts de montants.

Alors, ça veut dire que si on veut accéder, si on veut répondre à des besoins, les portes... En tout cas, on ne peut pas parler de guichet unique, c'est évident, et ça rend assez complexe la définition des responsabilités: à quelle place s'adresser, qui est responsable de tel aspect et de tel autre aspect... C'est une jungle assez compliquée, oui.

**M. Bélanger (Laval-des-Rapides):** Ma deuxième question, c'est que vous parlez au monde ordinaire, vous, hein? Au petit peuple. Et ce n'est pas méprisant, mon terme, c'est juste... Le vrai monde, la vraie vie, hein, comme on en voit souvent dans nos bureaux de comté. C'est quoi, la réaction de ces gens-là aux questions qu'on se pose ici aujourd'hui? Comment ils se situent vis-à-vis ça?

**Mme Hémond:** Premièrement, j'aimerais situer quand on... Je sais que ce n'est pas péjoratif quand vous dites ça, qu'on représente les pauvres, ça m'agace un petit peu parce qu'on représente plus que ça. On représente... Quand, dans notre mémoire – je ne sais plus à quelle page – on vous donne le niveau d'endettement, entre autres, des familles québécoises, ceux qui ont accès à l'endettement, ce n'est pas les plus démunis de notre société, des gens, exemple, sur l'aide sociale. C'est beaucoup plus large que ça, parce que c'est des gens qui ont un revenu régulier, entre autres, et un certain revenu. Dans ce sens-là, j'aimerais qu'on reprenne. Notre représentativité est plus large que ça. O.K.? Alors...

**M. Bélanger (Guy):** Avec toutes les nuances que vous mettez, qu'est-ce que ces gens-là pensent?

**Mme Hémond:** Non, mais je la trouve importante parce que j'ai l'impression qu'on se trompe un peu. Qu'est-ce qu'ils disent là-dessus? Je pense qu'ils ne disent absolument rien par rapport à ça, par rapport à ce qui se passe ici, puis si on embarque. Je pense que, de certaines catégories de la population, les problématiques sont beaucoup plus terre à terre que ça. Nous autres, on a fait, à un moment donné, à Trois-Rivières, une enquête sur des familles qui recevaient de l'aide sociale. La problématique de l'avenir du Québec, je pense que c'est l'avenir de leur chèque. C'est plate à dire, mais c'est le 1er du mois qui devient le syndrome important. Dans ce sens-là, les grandes questions de l'avenir, ce sont: En quoi, moi personnellement... Puis, quand on parle tantôt de fiscalité plus juste, équitable, etc. pour moi, c'est dans ce sens-là, c'est-à-dire comment les gens peuvent se retrouver là-dedans, concrètement et non pas d'une façon plus... je dirais d'une façon théorique. Dans le fond, ils le conçoivent un peu d'une

façon théorique. Donc, nous autres, les six principes que madame a émis tantôt, pour nous, c'est pour ramener, dans le fond, un peu au niveau du terrain et dire: Bon, il y a des affaires précises à décider et à faire pour améliorer la situation de cette partie de la population.

**M. Bélanger (Guy):** Lorsqu'on lit votre mémoire – moi, je le lis à partir de la tribune ici et à partir des piles que j'ai lues – je me dis: Ma foi, c'est très socialisant très... Bon! Mais au début, vous nous avez bien précisé que vous le voyiez à travers le prisme de votre réalité qui est une clientèle en difficulté, etc. et que les grands enjeux passent au-dessus. Si je comprends bien, là c'est collés sur votre réalité que vous avez écrit ce mémoire-là. Vous n'avez pas essayé d'aller plus loin dans les grandes considérations. Donc, si je vous demandais, par exemple, quelle est votre position, vous qui êtes plus articulée, face à l'avenir constitutionnel du Québec. Si je vous demandais ça, est-ce que ça colle à votre réalité?

**Mme Hémond:** O.K. Je vais vous répondre et vous allez être déçu.

**M. Bélanger (Guy):** Non.

**Mme Hémond:** En fait, on est porte-parole de la Fédération des ACEF du Québec et, de par notre structure et de par, aussi, je dirais, notre dépendance économique comme groupe communautaire, aujourd'hui, la Fédération des ACEF prendrait une position pour ou contre l'indépendance du Québec où on se fermerait je ne sais pas combien de portes de baïlleurs de fonds, de subventions, etc. Ah! ça, c'est une réalité. Je vais être obligée de vous dire qu'on a d'ailleurs annoncé nos couleurs. On a dit: On ne peut pas prendre position. D'abord, parce que les gens... Premièrement, c'est important de situer que les membres des groupes de consommateurs, ce sont des membres à partir des bases régionales. Il n'y a pas un individu qui est membre de la Fédération des ACEF. Ça, c'est important. C'est tout au niveau local. Et les gens qui adhèrent à une ACEF régionale y adhèrent comme à un regroupement de consommateurs, sur des problématiques de consommation, donc, pas sur des problématiques plus larges, plus politiques. C'était la raison pour laquelle on dit: La Fédération ne peut pas prendre position sur l'avenir constitutionnel du Québec.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Nous allons passer, si vous voulez bien, à une autre question. Mme Blackburn ou Mme Marois.

**Mme Marois:** C'est moi, M. le Président, qui vais commencer. Par la suite, ma collègue poursuivra.  
(17 heures)

**Le Président (M. Jean Campeau):** Parfait. Mme Marois.

**Mme Marois:** Merci, M. le Président. Je vais d'abord réagir à ce que vous venez de dire. Je pense que la démocratie est bien mal servie si on arrive à des conclusions comme celles que vous devez tirer, parce que je pense que si on pratique l'exercice dans lequel on est engagés actuellement, c'est justement pour faire triompher cette démocratie et faire en sorte que les gens puissent s'exprimer sur le projet qu'ils souhaitent pour leur avenir. Enfin, je réagis très fortement, parce que ça me choque profondément qu'on puisse imaginer que ça puisse se passer comme ça.

Cela étant dit, c'est vrai que votre mémoire peut paraître choquant parfois, mais, comme vous êtes confrontés à des phénomènes choquants dans notre société de pauvreté, de chômage, d'endettement, etc., ce n'est peut-être pas mauvais que des propos choquants viennent un peu nous obliger à les regarder, ces phénomènes-là, et à essayer de trouver ensemble un certain nombre de solutions. Essentiellement deux questions: d'abord, vous soulevez, évidemment, cette volonté de mieux partager la richesse, d'une meilleure démocratie sociale, mais vous soulevez aussi ce projet possible d'une politique de plein emploi. Vous faites référence aux pouvoirs dédoublés dans les différents niveaux de gouvernement. Est-ce que la conclusion qu'on doit tirer pour être capable de mettre en place une politique — appelons-la d'emploi — si on ne veut pas utiliser le terme plein emploi, est-ce que ça n'exige pas qu'un seul niveau de gouvernement, sur un certain nombre de secteurs de notre vie collective, puisse intervenir, avec la pleine capacité de choisir les outils qu'il doit privilégier pour atteindre son objectif? Une deuxième question, mais qui est d'un tout autre ordre. Vous abordez, effectivement, la question des politiques d'immigration. Vous soulevez vous-mêmes une question à la page 15 de votre mémoire, et vous dites: "Une communauté d'accueil qui n'a pas clairement conscience de son existence, peut-elle, en toute logique, prétendre intégrer des nouveaux arrivants?" Je ne veux pas vous mettre dans l'eau chaude inutilement, mais est-ce que vous ne croyez pas que cette question, ça entraîne, inévitablement, en réponse, que la communauté d'accueil doit avoir pris conscience de ce qu'elle est, et, surtout, offrir une structure sans ambiguïté, au nouvel arrivant, qui arrive ici, quant au choix culturel qu'il a à faire, quant au choix d'intégration auquel il doit procéder?

**M. Goulet (Henri):** Moi, je voudrais amorcer un début de réponse, en tout cas, par rapport à la première question. Je serais d'accord pour dire que le mémoire est peut-être choquant, mais c'est l'étape avant de devenir cynique. C'est-à-

dire que le phénomène qu'on vit actuellement au Québec, et je pense que ce ne sont plus les études qui manquent pour nous faire comprendre qu'il y a un problème grave au Québec, est un problème grave de pauvreté. J'ai noté pas moins d'une vingtaine d'études, juste en 1990, et des études bien faites, des belles études, des bonnes études sur la réalité de la pauvreté. Et j'ai l'impression que personne, dans l'ensemble de la société québécoise, n'est capable de nier ces réalités-là; sauf que, lorsqu'on arrive au niveau des programmes, lorsqu'on arrive au niveau de l'action pour contrer cet effet désastreux, socialement, pour le Québec, on a de la difficulté à comprendre ou à faire accepter que, là où on est rendu en termes de lutte à la pauvreté, non pas de lutte aux pauvres, de lutte à la pauvreté, ça ne fonctionne pas. Première étape: reconnaître l'échec. On ne construit pas, disait quelqu'un, une démocratie sur un volcan social. Il y a des problèmes assez importants qui font que les gens ne se reconnaissent pas dans un projet d'avenir du Québec, parce que l'aujourd'hui n'est pas assuré. C'est compliqué de demander à des gens d'aspirer à un mieux-être lorsque l'aujourd'hui n'est pas assuré. Alors, je pense qu'à ce niveau-là, tout le travail qu'on va pouvoir faire pour simplifier les programmes, les portes d'entrée, les corridors pour y arriver, tant mieux, on le souhaite et rapidement.

Deuxième question, par rapport aux immigrants. Pour travailler avec, pour vivre, pour rencontrer au niveau des services et des populations que nous desservons, nous, à Montréal, le discours qu'on a mentionné là-dedans, l'espèce de narration qu'on a faite de commentaires que nous entendons régulièrement: Vous autres, les Québécois, on ne vous comprend pas. Comment se fait-il — je vous cite des exemples — que vous voulez vous donner un pays? Vous vendez aux États-Unis les premiers au niveau du libre-échange. Expliquez-nous vous autres, les Québécois. Comment se fait-il que vous voulez vous doter d'une société distincte en première réforme majeure, au niveau de la fiscalité? Vous vous acoquinez avec le projet fédéral. Êtes-vous conscients de ce que vous nous demandez de faire comme pirouettes pour savoir ce que signifie votre projet d'un pays? Deuxièmement, le "tricoté serré", le Québécois de souche, la parade bleu-blanc du 25 juin, quelle place qu'on a là-dedans nous? Est-ce qu'une société qui n'existe pas, et ce n'est pas nous, ce sont les historiens, les anthropologues, les sociologues qui le disent clairement: Une société qui n'a pas nettement conscience de son existence est difficilement capable de faire de la place à l'étranger et il y a des lendemains qui déchantent, qui se préparent dans les alentours de Montréal à ce niveau-là, si on ne décide pas effectivement d'en faire une priorité? C'est pour ça que nous, au niveau des préalables, on s'est dit: Il y a un coup de barre à donner au niveau démocratique: faire

confiance au peuple, faire confiance à la population, l'écouter, lui accorder de la place. Donner un coup de barre au niveau social c'est important. Et la troisième priorité qu'on a mentionnée dans notre mémoire, c'est effectivement la communauté immigrante, parce qu'il y a un urgent besoin de se mettre à l'écoute de ces gens-là.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Mme Blackburn.

**Mme Blackburn:** Merci, M. le Président. J'aurais une question et je voudrais formuler aussi un vœu. Vous jetez de façon fort intéressante les jalons de ce que pourrait être un projet de société fondé sur le renforcement de l'identité et l'intégration des immigrants de façon plus harmonieuse, la concertation, la solidarité sociale et la lutte à la pauvreté. Vous envisagez une série de moyens qui vont d'une fiscalité originale, des pouvoirs politiques accrus, des pouvoirs économiques et, et là j'y viens, l'autonomie des régions. Vous voulez rapprocher les pouvoirs des administrés. Mais vous allez très loin et curieusement l'impression que j'ai eue c'est que vous feriez, si je vous suivais à la lettre, des régions, presque des États souverains. Parce que vous dites, en page 11 de votre mémoire "rendre les régions administratives du Québec entièrement responsables". Entièrement responsables, ça veut dire qu'il faut détenir tous les pouvoirs de leur développement social, économique, politique et culturel. Mais comme vous le savez, le gouvernement du Québec ne peut pas déléguer les pouvoirs qu'il n'a pas. Alors, comme il y a, vous l'avez bien remarqué, de nombreux chevauchements coûteux... D'ailleurs la Chambre de commerce, ce matin, nous disait que sur 468 programmes recensés, il y en a 60 % dans lesquels il y a un chevauchement entre le gouvernement central fédéral et québécois. Alors, quand vous parlez des régions administratives entièrement responsables, est-ce que vous avez un peu envisagé quel aspect ça pourrait prendre? Quelles seraient les modifications qu'il faudrait apporter dans notre régime politique? Le vœu que je voudrais formuler, M. le Président, c'est que s'il est vrai que les organismes ont eu peu de temps pour se préparer pour la Commission, on pourrait peut-être souhaiter qu'ils puissent élaborer ce qui pourrait être les pouvoirs qui seraient requis pour qu'on puisse réaliser votre projet. Un peu comme le demandait tout à l'heure Mme Bégin, ma collègue de... Alors peut-être que d'ici la fin des travaux, avant la fin des travaux de la Commission, ils pourraient nous soumettre une liste des principaux pouvoirs qui seraient requis pour qu'on puisse réaliser votre projet de société.

**M. Goulet:** Alors notre mémoire, à la page 11, une des dimensions importantes que nous

avons soulignées, c'était effectivement la responsabilité des régions. Nous, on a songé à l'expérience de la régionalisation qui est en train de se faire ou qui va se faire au niveau du ministère de la Santé et des Services sociaux. À titre d'exemple, mais sans pouvoir commenter davantage cette expérience-là... Mais nous, on pense que l'administration, le développement d'un pays, d'une nation, d'un pays comme le Québec, ça va aller nécessairement par le fait qu'il va falloir octroyer, décentraliser l'administration et non pas la décentraliser uniquement en termes d'administration, mais aussi une décentralisation politique. Alors, ça veut dire que des types d'exemples comme ce qui est en train de se passer, par exemple, dans certaines régions du Québec – on n'a pas besoin de les nommer – si, effectivement, on leur accordait un pouvoir politique, un pouvoir administratif, il y a certaines priorités qui connaissent beaucoup mieux qu'un pouvoir centralisé à Montréal ou à Québec, ou une administration centralisée un peu plus loin encore, qui pourraient prendre en charge, effectivement, ce développement, et qui éviteraient, comme on l'a mentionné, les gaspillages incroyables au niveau non seulement de l'argent, mais des ressources humaines, et à tous points de vue au niveau des institutions publiques aussi. Alors, ça, c'est un...

**Le Président (M. Jean Campeau):** Parfait.

**M. Goulet:** ...premier aspect que je trouve important, et c'est pour ça qu'on l'a mentionné là. Travailler tranquillement à décentraliser les pouvoirs au niveau de l'ensemble de l'administration.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Ça va. Nous allons passer à une autre question. Votre temps est écoulé. Peut-être qu'on pourra revenir vers la fin, s'il nous reste quelques minutes. Alors, M. Jean-Claude Beaumier... Et peut-être que je me permettrai, au cours des questions, d'interrompre celui qui pose la question pour lui dire: "Il vous reste tant de minutes, la question et la réponse comprise." Mais je ne veux pas du tout vous presser, là, sur les questions. C'est un peu... On est un peu esclaves de nos règlements. M. Beaumier.

**M. Beaumier:** Merci, M. le Président. D'abord, une partie de la question que je voulais poser a eu réponse par Mme Hémond. Parce que la première était: "Sous quel type de gouvernement vos intérêts seront-ils le mieux servis?" Et vous avez dit que vous ne vouliez pas vous prononcer. Par contre, en lisant votre mémoire – c'est un peu par déformation professionnelle; j'ai passé 26 ans de ma vie à dispenser des services à des enfants en difficultés et je me considère un petit peu dans la catégorie des technocrates – vous avez dit: "Briser toutes les

hiérarchies technocratiques". Je trouvais ça un peu dur, dans le fond, et je voulais que vous élaboriez un petit peu là-dessus. Je veux dire que tous les gouvernements sont appuyés par des techniciens qui les aident à fabriquer les lois, qui les aident à faire une foule de choses qui sont nécessaires et, vous autres, vous brisez toutes les hiérarchies technocratiques. Est-ce que c'est un gouvernement par le peuple, pour le peuple, que vous préconisez? C'est quoi? On se pose des questions là-dessus.

**M. Goulet:** C'est pas bête, ça!

**Mme Hémond:** Peut-être pour situer cette partie...

**Une voix:** Bon début!

**Mme Hémond:** Pour situer cette partie-là, ce qui nous a frappés, c'est que, comme le mémoire a été fait par sept à huit personnes différentes, avec des textes différents, quand on a mis tout notre travail commun ensemble, on s'est rendu compte que toutes les personnes qui ont participé ont élaboré d'une façon très importante leur texte sur la question de la bureaucratie. On s'est dit: Mon Dieu! Il y a quelque chose qui se passe là. Ça fait qu'on a essayé quand même de l'arranger un petit peu. Mais on a l'impression qu'il faut... Est-ce qu'il faut tous les pouvoirs? On s'est dit comme ça... Moi, je pense que c'est vraiment une volonté manifeste de dire... Tantôt, on parlait de distance. Je vais ramener ce terme-là... une distance entre le monde bureaucratique et les vrais problèmes. Puis, je pense que l'exemple patent... nous autres, en tout cas, chez nous, ça fait un an qu'on travaille là-dessus, il faut dire... C'est la question de la loi 37, la Loi sur l'aide sociale, exemple, où cette loi-là est complètement décollée de la réalité que les gens vivent. On a des superprogrammes, des belles structures, tout est super, tout est bien organisé, mais dans la réalité, ça ne correspond pas du tout à la réalité du monde. On a trouvé toutes les solutions. Dans notre société, d'ailleurs, on trouve beaucoup de solutions. On a des solutions à tout. Le problème, c'est qu'on a... Nous autres, dans notre tête, c'est toujours la question du pansement sur le bobo. C'est comme des gens qui réfléchissent, qui posent un pansement sur un bobo, sauf que des fois, on est pognés avec un cancer. Le pansement ne fait pas. Il y a un problème entre la bureaucratie, oui, les décisions administratives versus les réalités, la vraie réalité. Et ça, c'est un problème qu'on vit. On va le vivre comme groupe communautaire comme on va le vivre comme groupe de consommateurs, mais on le vit aussi... On a aussi le nez rivé avec les gens avec qui on travaille.

**M. Beaumier:** Mme Rosette Côté, qui est la suppléante de Mme Lorraine Pagé.

**Mme Côté:** Bon, je crois comprendre qu'il vous est impossible de vous prononcer sur le statut constitutionnel du Québec. Cependant, j'ai cru comprendre en filigrane que le statu quo ne vous convient pas parce que vous dites que le développement économique n'est pas en harmonie avec l'environnement, ce que vous identifiez à la page 21. Je comprends aussi que vous dites que le projet de société doit tenir compte – et le projet économique – d'une logique qui n'exclut pas du monde et qui réduit les disparités sociales.

(17 h 15)

Cependant, j'aimerais ça que vous disiez... À la page 16, vous intervenez en disant qu'il faudra qu'il y ait une large consultation populaire. Ce qui amènerait votre groupe d'abord à vous présenter. Donc, deux questions: Comment pourrait se faire cette consultation populaire? Deuxième question: Est-ce que les garanties de fond que vous demandez sur les droits fondamentaux et la répartition équitable de la richesse vont être une condition sine qua non pour adhérer à, ...quel que soit le projet, ou si vous allez vous prononcer indépendamment de ces garanties?

**Mme Arseneault:** Au niveau de la participation de la population à la définition du projet, la première partie de votre question, je pense que ça aurait été très intéressant que toutes les ressources financières qui sont allouées à la tenue de cette Commission... On aurait pu envisager également la tenue d'audiences dans les régions, dans les salles paroissiales, aller vers le monde, pas dans des lieux comme ici, où c'est très intimidant. Vous ne pouvez pas savoir le stress que ça nous donne, à nous autres, de venir nous présenter à votre Commission. Moi, je gagne 21 000 \$ par année et j'ai deux enfants à charge, pouvez-vous imaginer que ce n'est pas mon monde ici? Je suis complètement dépassée par tout le protocole de l'ensemble de la situation.

Alors, si ça se passait, ce processus de consultation de la population, dans des endroits où les gens sont à l'aise, où ils ne perdent pas tous leurs moyens, où ils n'ont pas besoin de sortir des grands mots, peut-être que les gens... Il faut faire confiance, les Québécois sont intelligents, ils sont capables de se prononcer d'une façon cohérente, mais en leur donnant les conditions où on se sent à l'aise et où, aussi, on sent que ça va porter. Parce qu'aller parler pour ne rien dire, aller parler en sachant que ça ne sera pas écouté vraiment et qu'on n'en tiendra pas compte, que ça n'aura pas de suite, qu'on n'a pas vraiment un pouvoir d'influence, ça démobilise les gens.

Ce n'est pas certain que les gens soient intéressés aux travaux de la Commission parce qu'on se dit, d'abord, selon tout ce qu'on lit dans les journaux, que les commissaires, déjà,



c'est un peu joué d'avance, c'est déjà à tendance économique, etc., si on se fie aux éditoriaux, etc. Mais ensuite de ça, c'est que le protocole, la distance qu'il y a entre la Chambre des communes et les commissaires et la petite population ordinaire est tellement grande qu'on est sceptique. On est sceptique sur la portée de notre discours et sur la pertinence de participer.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Laissez-moi vous dire, madame, que si vous êtes impressionnée, ça ne paraît pas du tout.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Larose.

**M. Larose:** Je pense qu'on peut partager le stress que Mme Arseneault connaît mais je voudrais qu'elle imagine notre propre stress quand on est assis entre André Ouellet et Jean-Pierre Hogue...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Larose:** ...pour débattre de l'avenir du Québec.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Ouellet:** Vous êtes bien protégé.

**M. Larose:** Tant mieux, si vous en avez un peu. Il y en a qui m'ont déjà dit que ce n'est pas à cette Commission que je pourrai m'envoler très loin, compte tenu de l'environnement. Je dirais que votre mémoire contient à la fois un projet de société et identifie un certain nombre, je dirais, de résistances, finalement, dans le processus démocratique pour pouvoir atteindre ce projet de société. Dans un langage que je vous dirai que, enfin, certaines organisations connaissent très bien, dans le mouvement syndical, on est habitué de se dire les choses de la façon la plus directe possible. En fait, la proposition de fond, c'est qu'il faudrait qu'au Québec il y ait un projet pour rénover les rapports entre l'État et les citoyens. En bout de ligne, il y a beaucoup de ça. Ce qui est peut-être interrogatif pour moi, c'est que vous ayez de la difficulté à identifier, et peut-être que ce sont des contraintes institutionnelles, peut-être qu'effectivement votre organisation n'est pas dans la position de développer un point de vue là-dessus, mais il me semble que lorsqu'on vise un projet nouveau de rapports entre l'État et les citoyens, effectivement, il faut d'abord savoir sur quel territoire on est, sur quelle patinoire on patine, quels sont les instruments qui sont les nôtres, et lesquels nous manquent. Autrement dit, il faut que l'État soit carrément bien identifié, et, si on en a trois, comme vous le dites, la job est triple.

Un deuxième élément: qu'est-ce qui manque,

je dirais, dans une organisation comme la FACEF, ou dans les ACEF, au plan local, pour que les gens découvrent qu'à travers les grandes questions, que ce soit le rapatriement de la politique monétaire, que ce soit le rapatriement de l'ensemble des politiques de main-d'œuvre ou d'immigration, etc., pour qu'on puisse construire une alternative plus valable? Qu'est-ce qui manque dans nos approches – et là, je dirais que ce n'est pas seulement une question qu'on peut retourner à la Commission, mais on peut la retourner à l'ensemble de nos organisations – pour que les citoyens et les citoyennes puissent se préoccuper de façon conséquente du politique, parce que, finalement, c'est ça qui est l'objet de notre préoccupation, ici, à la Commission. D'après vous autres, qu'est-ce qui manque?

**M. Goulet:** C'est une question de 100 000 \$. Je dirais, en tout cas, qu'une façon d'approcher la question, et c'est un peu ce qu'on a tenté et ce qu'on a voulu, peut-être de façon un peu maladroite, c'est d'indiquer, comme premier principe, notre volonté de bâtir une société plus démocratique. Nous, dans notre association, on a réfléchi beaucoup sur la question de la démocratie et de la prise en charge, comme je vous le disais dans la présentation tantôt. Le problème, c'est qu'on a vécu, dans nos sociétés – parce que j'ai l'impression que ce n'est pas particulier au Québec – une période où l'État est devenu omniprésent, l'État a décidé de prendre en charge tous les problèmes ou a eu la prétention de faire ça, de jouer ce rôle-là, et c'est peut-être un peu cette prétention avortée dont on écope aujourd'hui.

Ce n'est pas facile, dans toutes les organisations comme les nôtres, d'aller chercher du bénévolat, d'aller chercher de la participation à des comités, d'assurer de l'aide. Ce n'est pas facile, dans les partis politiques, aujourd'hui, d'aller chercher du bénévolat, d'aller chercher du militantisme, d'aller chercher des gens qui donnent de leur temps pour des enjeux plus larges que des choses très précises, très immédiates, et j'ai l'impression que c'est ça que ça pose comme question. Nous, ce qu'on rencontre tous les jours, de par les services qu'on donne à la population, c'est cet état de dépendance des gens par rapport à une espèce de superstructure qu'ils ne contrôlent pas, qu'ils ont l'impression de ne plus contrôler, d'avoir perdu, finalement, l'emprise sur les décisions.

C'est dans ce sens-là qu'on mentionnait aussi qu'il serait plaisant et intéressant d'essayer, tranquillement pas vite, de faire marche arrière et de dire: il faut redonner des pouvoirs. Il faut redonner à la base, aux gens; l'impression qu'ils ont quelque chose à décider. À titre d'exemple, et on l'a mentionné au chapitre sur les consultations, à Montréal, depuis quatre ans, on vit toutes sortes d'expériences de consultation, heureuses, malheureuses, réussies, ou

échecs; l'important, c'est qu'il y a des tentatives. À titre d'exemple, la longue consultation sur l'avenir du mont Royal. La ville avait mis de l'avant un projet; les citoyens on rejeté ce projet-là. Je trouve que ça commence à avoir de l'allure, en termes de consultation, c'est-à-dire qu'il y a des gens qui mettent des projets de l'avant...

**Le Président (M. Jean Campeau):** Parfait. Je dois...

**M. Goulet:** ...et les gens ont la possibilité de dire non à ça.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Je dois vous interrompre et passer à une autre question. Je pense que vous avez bien fait votre point. Je regrette, mais, comme je vous l'ai dit tout à l'heure, on est un petit peu esclave du règlement. Mais, je pense que votre point est bien fait. M. Dufour.

**M. Dufour:** Merci, M. le Président. Je pense que l'expression de Gérard Larose, à savoir, où se situe exactement la Fédération en termes de patinoire, est importante parce qu'elle oriente tout le débat ou toutes les discussions.

Dans le deuxième paragraphe de la page 7, moi, j'avais choisi une patinoire mais ce n'est peut-être pas la bonne. C'est quand on dit: "La Fédération des ACEF n'a pas pris position sur l'avenir constitutionnel du Québec. Cependant, le Québec que nous voulons bâtir - et vous le définissez et on touche à tout; c'est vraiment tout ce qui est activité gouvernementale tant au niveau fédéral que provincial - ne pourra exister sans que nous ne récupérions tous les pouvoirs nécessaires pour ce faire." Alors, là, j'ai l'impression qu'il y a un choix de patinoire pour reprendre l'expression. Sachant un peu la perspective de fond dans laquelle on se situe, j'ai beaucoup de misère avec votre mémoire parce que, j'en partage, mais des grandes parties... Quand vous arrivez en page 20 et que vous parlez des principes d'une société, en fin de compte, qui sont les suivants: Éliminer le gaspillage dans les secteurs public et privé... Je pense bien que c'est les principes auxquels on va se rallier très facilement. Même chose pour favoriser la réduction à la source des biens dans l'essentiel, bon, axer le développement économique en harmonie avec l'environnement... On est tout d'accord, je pense ici. C'est de le réaliser qui est un autre problème.

Ma question pour ne pas dire que votre mémoire est un mémoire prétexte pour soulever toute une série de problèmes de société est la suivante: En quoi un fédéralisme encore plus centralisateur, ou un Québec souverain, réglerait vos problèmes? Vous ne reviendriez pas en commission parlementaire nous parler de tous ces problèmes-là dans un Québec souverain? J'essaie

de voir le lien que vous faites.

**Mme Hémond:** Bien, moi je peux en faire un bout. Le lien qu'on fait, je pense qu'on l'a dit de toutes les manières, c'est qu'en fait, un, on ne pouvait pas, pour toutes sortes de raisons, prendre position sur l'avenir constitutionnel sauf qu'on venait aussi vous dire - ça, on vous l'a dit dès le départ et tout le monde, je pense, l'a senti - c'est qu'on arrive avec un discours différent, un discours différent dans le sens qu'il est le discours dominant actuellement, pas juste au niveau de la Commission, mais au niveau de l'ensemble de la société, un discours dominant économique. C'est de ça qu'on parle. Et nous autres, on a dit: Oui, effectivement, on a utilisé, peut-être que vous dites, le prétexte, mais notre participation ici à cette Commission-là, c'est de dire à tout le monde qui est ici: Il y a, oui, un aspect économique mais, oui, aussi des choix, un coup de barre social à donner. Et dans le fond, c'est nous autres, peut-être, qui va venir vous le dire, point à la ligne.

Dans ce sens-là, peut-être qu'on a l'air patinoire, peut-être que c'a l'air d'une patinoire mais je pense qu'il faut décrocher d'une affaire que, moi en tout cas, je trouve importante. Il faut décrocher de l'effet de dire: Vous êtes une patinoire. Vous avez trouvé un prétexte pour venir. Oui. Je vais vous répondre: Oui, on a peut-être trouvé un prétexte mais c'est important parce que l'avenir du Québec, dans notre tête à nous autres, ça ne passe pas strictement par un modèle économique ou constitutionnel mais ça passe aussi par des choix de société, des choix que nous, on dit, l'urgence de passer un coup de barre au niveau social. On est en train complètement d'échapper cette dimension-là et nous autres, dans le fond, les messages qu'on porte, c'est de dire: Il faut qu'il se passe quelque chose parce que ça n'a plus d'allure. Il y a une détérioration évidente de la qualité de vie en général et nous autres, on a le goût de vous dire: Mais nous autres, ce qu'on peut apporter dans ce débat-là, on ne peut pas avoir de réponse officielle au niveau de la Constitution. Mais on peut avoir au moins quelques questions qu'on veut soulever et dire qu'il faut prendre en charge et c'est l'aspect plus social. C'est, dans le fond, l'apport de la Fédération des ACEF dans ce domaine-là.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Serge Turgeon.

**M. Turgeon:** Oui, c'est la fin. Alors, très brièvement, M. le Président. Moi, ce que je veux dire, c'est que je comprends tout à fait l'argumentation. Ce n'est pas avec ce qui est écrit dans le mémoire que j'ai des problèmes, c'est avec ce qui n'est pas écrit. Je constate que c'est le deuxième mémoire qui nous est présenté aujourd'hui par deux groupes de société très

différents, la Chambre de commerce, vous et on ne va pas au fond des choses ni avec un groupe, ni avec l'autre. Or, cette Commission a un mandat bien précis, c'est justement d'aller au fond des choses. Si ça devait continuer comme ça, je pense qu'on aurait un problème sérieux. Ce que je disais hier et c'est ce que je crains, c'est qu'on doive justement interpréter certains silences. Et c'est le signe qu'on ne vit peut-être pas dans une société vraiment libre.

Cela dit, je veux simplement vous dire une chose: C'est qu'ici, c'est chez vous. C'est à vous autres, ça, et en bout de ligne, c'est vous qui allez avoir le dernier mot sur l'avenir du Québec. C'est tout ce que j'ai à dire, M. le Président.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Merci. Il reste, je pense, quelque temps. Est-ce que quelqu'un d'autre aurait une question? M. Hogue.

**M. Hogue:** J'ai lu votre rapport et je vois que ni dans le résumé, ni dans le rapport comme tel vous ne faites mention du Canada, dans votre rapport ou dans votre mémoire. Je n'ai pas...

**M. Larose:** C'est une obsession, mon Jean-Pierre!

**M. Hogue:** On est près l'un de l'autre, hein? Alors, on a les obsessions qu'on peut avoir. Moi j'ai les miennes, M. Larose, et vous m'avez bien diagnostiqué. Vous devez en avoir quelques-unes. Je ne veux pas perdre de temps. Est-ce que récupérer tous les pouvoirs nécessaires tant politiques qu'économiques et administratifs pour bâtir un projet de société au Québec veut dire que le Québec doit se séparer définitivement du Canada? Quand je vous pose la question, je ne la pose pas, quoi que puisse en penser mon collègue et ami Larose, j'ai des obsessions de vieillard, mais j'ai aussi la tête que j'ai avec le passé que j'ai. Je suis de Montréal, je suis d'Outremont, je suis de douze générations dans ce pays-là...

**Une voix:** Ha, ha, ha!

**M. Hogue:** Eh bien, vous savez, il faut représenter quelqu'un dans ce monde-ci et ils ont droit de cité comme tout le monde. Alors, moi là, je vous parle comme Canadien, comme Québécois, comme vous et moi là. Est-ce que ça veut dire... Et si, M. Turgeon, on dit qu'il y avait des communs silences...

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Hogue, vous avez dit tout à l'heure de vous avertir quand ce serait trop long.

**M. Hogue:** Oui, c'est vrai.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Pourriez-vous poser votre question rapidement?

**M. Hogue:** Est-ce que ça veut dire que le Québec doit se séparer définitivement du Canada? Répondez rapidement pour que je vous pose une sous-question.

**Mme Hémond:** C'est répondu. On ne répondra pas à cette question.

**M. Hogue:** Bon.

**Mme Hémond:** Je veux dire, je pense que... Ça fait une heure qu'on dit la même chose. Moi je pense qu'on ne peut pas vous répondre. Alors, vivez avec notre silence...

**Mme Arsenault:** Moi je voudrais ajouter quelque chose. Peu importe la couleur du drapeau, qu'il soit bleu ou rouge là, c'est le contenant, et c'est le contenu qui nous intéresse. O.K.? Si avec l'indépendance il n'y a rien qui change, qu'est-ce que ça donne d'avoir l'indépendance pour perpétuer les mêmes règles du jeu?

**Le Président (M. Jean Campeau):** Est-ce que vous croyez d'autre part que le Québec a tous les moyens pour combattre le chômage? Est-ce que par exemple... On n'a pas parlé de la Banque du Canada. Est-ce que les taux d'intérêt vous fatiguent? Les taux d'intérêt fixés par la Banque du Canada qui tient compte de toute l'économie du Canada, est-ce que ça vous dérange?

**Mme Arsenault:** C'est certain qu'actuellement il ne les a pas les pouvoirs. Il ne les a pas tous les pouvoirs.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Bien non. M. Chevette.

**Une voix:** Je voulais juste mentionner...

**M. Chevette:** Moi j'allais dire, M. le Président, que vous avez choisi de ne pas répondre à cause de contraintes, avez-vous dit. Si on vous disait: Les contraintes n'existent pas, que répondriez-vous?

**Mme Arsenault:** Les contraintes existent, M. Chevette.

**Mme Hémond:** On ne répondra pas à ça.

**Mme Arsenault:** Elles sont là, M. Chevette. C'est une question...

**Mme Hémond:** ...très déterminée comme question.

**Mme Arsenault:** C'est une question de survie pour le mouvement communautaire.

**M. Hogue:** Je dois dire qu'on a répondu à la question que j'ai posée. Je suis bien satisfait de

la réponse que vous avez donnée, madame...

**Mme Arsenault:** Merci.

**M. Hogue:** ...et elle est belle. C'est une belle réponse que vous me donnez. D'après moi.

**Le Président (M. Jean Campeau):** En effet. Alors, écoutez...

**Mme Arsenault:** ...répondre la couleur du drapeau?

**Mme Hémond:** Non, le contenant.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Écoutez, l'heure est malheureusement déjà écoulée. On vous remercie d'avoir pris le temps d'écrire votre mémoire. On réalise les implications. Merci aussi d'avoir pris le temps de venir ici le débattre et comme M. Turgeon disait: "Ici, c'est chez vous." Malheureusement, peut-être que l'ambiance... Mais vous savez, si vous veniez une deuxième fois, ce serait beaucoup plus facile.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Jean Campeau):** Mais je pense que vous nous forcez à une réflexion en profondeur et je me permets, en mon nom personnel, je pense que vous devez continuer. Pour vous, c'est une tâche à accomplir et il ne faut pas abandonner. Je pense que vous allez nous forcer à être impressionnés, peut-être beaucoup plus que vous autres. Alors, je vous remercie.

**Des voix:** Merci.

**Mme Hémond:** Merci, bonsoir tout le monde.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Pour les membres de la Commission, nous reprenons à 19 h 30, avec l'Association des manufacturiers canadiens.

(Suspension de la séance à 17 h 35)

(Reprise à 19 h 35)

**Le Président (M. Jean Campeau):** Mesdames et Messieurs de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, nous avons ce soir deux mémoires, dont, le premier, celui de l'Association des manufacturiers canadiens, et le deuxième, à 21 heures, celui du Conseil de la vie française.

Pour l'Association des manufacturiers canadiens, le temps est fixé à une heure et trente minutes et, pour le bénéfice de nos invités, je répète que, lors d'une durée de 30 minutes, le temps de parole est réparti comme suit, entre les membres de la Commission et nos

invités: 10 minutes pour la présentation du mémoire, 10 minutes pour la présidence, 15 minutes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 15 minutes pour le groupe parlementaire formant l'Opposition et, finalement, 40 minutes pour les membres inscrits auprès de la présidence, avant votre audition.

Bienvenue, messieurs de l'Association des manufacturiers. Je demanderais à M. Fortier de présenter ses collègues à la Commission.

#### **Association des manufacturiers canadiens (Québec)**

**M. Fortier (André):** Merci, M. le Président. Mesdames et Messieurs, au nom de la division du Québec de l'Association des manufacturiers canadiens, je tiens à vous remercier d'avoir accepté d'entendre les représentations que nous avons à faire sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

Permettez-moi tout d'abord de vous présenter notre délégation qui est composée de: à ma gauche, M. Robert D. Murray, qui est notre président sortant et conseiller de ICI Canada, anciennement CIL. Je souligne ici que M. Murray est également président du Conseil industriel d'hydrogène du Canada. À mon extrême droite, M. Claude Rivard, qui est président-directeur général de WIC inc. M. Rivard est aussi président de l'Association des fabricants de machinerie agricole du Québec. À ma droite immédiate, M. Richard Le Hire, vice-président et directeur général de la division québécoise de l'Association des manufacturiers canadiens. Je suis André Fortier, premier vice-président chez Noranda et, depuis juin dernier, le président du conseil d'administration de la division du Québec de l'AMC.

Avant de passer la parole à notre vice-président et directeur général, j'aimerais vous préciser que la position qui vous est soumise aujourd'hui a été préparée à la demande de notre conseil d'administration et a reçu l'approbation unanime de notre exécutif. Elle a, de plus, été présentée à la direction nationale de l'AMC qui l'a trouvée conforme au message qu'elle cherche à communiquer à travers le Canada, message contenu dans le manifeste intitulé "Bâtir une économie agressive, le défi de la concurrence". Enfin, j'ai le plaisir de vous informer que la division du Québec de l'AMC a entrepris des démarches pour nous permettre d'être désormais connus sous le nom de l'Association des manufacturiers du Québec, tout en demeurant une division de l'AMC. Cette démarche a été approuvée par un groupe de travail et sera prochainement soumise aux membres avec la recommandation favorable du conseil d'administration national. Je cède maintenant la parole à M. Le Hire, qui répondra ensuite à vos questions en se faisant assister, au besoin, par les membres de notre délégation. Merci.

**M. Le Hire (Richard):** Après le rejet de l'accord du lac Meech et face aux mutations profondes qui sont en cours tant au niveau politique qu'au niveau économique à travers le monde, la question de la place qu'occupera ou n'occupera pas le Québec dans la Confédération canadienne s'ajoute à l'ensemble des autres préoccupations que les manufacturiers entretiennent déjà sur la capacité du Canada et du Québec de leur fournir un cadre institutionnel à l'intérieur duquel ils peuvent espérer avoir une chance de se développer et de prospérer pour leur bénéfice et celui des milieux dans lesquels ils évoluent.

L'intervention de l'AMC cherche à sensibiliser la Commission au contexte dans lequel les manufacturiers évoluent maintenant, aux enjeux et défis auxquels ils font face et aux besoins qu'ils ont, si l'on s'attend d'eux qu'ils continuent à jouer un rôle important dans le développement de notre richesse collective. Quant aux structures politiques comme telles, les manufacturiers estiment qu'elles ne trouvent leur sens que dans les réalités qu'on leur demande d'encadrer.

Notre mémoire est résumé en plusieurs chapitres. Dans le premier chapitre, on procède au rappel de quelques réalités économiques et on conclut que la situation du Canada, quand on la regarde dans son ensemble, et du Québec, évidemment, au cours des 30 dernières années, elle s'est détériorée et la compétitivité canadienne par rapport aux autres pays industrialisés s'est fortement érodée, en particulier depuis les 10 dernières années. On examine ensuite de quelle façon la situation se présente au Québec. On a ensuite un chapitre qui traite du secteur manufacturier comme moteur de la croissance économique. Évidemment, vous comprendrez qu'on ait voulu souligner son importance dans la création d'emplois, non seulement au niveau de la production, mais aussi grâce aux retombées dans l'industrie des services, dans le maintien d'une balance commerciale positive et dans la génération de gains de productivité.

On examine ensuite quelle a été l'action des gouvernements au cours des dernières années et des problèmes qui nous affligent. En particulier, nous faisons allusion à la dette nationale qui constitue un fardeau dont les conséquences sont très lourdes en termes de compétitivité pour les industriels canadiens et québécois.

Par la suite, on examine les choix qui s'offrent à nous et, en fait, face à tous les problèmes que nous avons identifiés, il n'est pas difficile de conclure que le système de gouvernement dans lequel nous vivons, et comme il fonctionne présentement, n'est pas en mesure de garantir notre essor et notre prospérité à court, à moyen et à long terme. L'AMC se rallie donc volontiers à tous ceux qui réclament un changement. Or, toute la question est de savoir quels

changements.

Quand on fait le tour des options structurelles qui s'offrent à nous, on ne peut qu'être pris de découragement et d'impatience. Découragement parce que le débat est fort mal engagé. On veut d'abord régler la question du comment avant d'avoir répondu à celle du pourquoi. Ce qu'il nous faut savoir, c'est le genre de société dans laquelle on nous propose d'évoluer et quelle place on y fera aux priorités des industriels. Or, personne n'a encore mis sur la table une vision de l'avenir, ni dans le cadre du fédéralisme actuel, ni dans le cadre d'un fédéralisme renouvelé, ni dans le cadre d'une quelconque communauté économique canadienne ou d'une forme de souveraineté-association entre le Québec et le reste du Canada ou, encore, d'une indépendance complète du Québec.

Quant à notre impatience, elle tient essentiellement à deux facteurs. D'une part, nous avons un retard à rattraper et nous avons vu que ce retard s'était progressivement creusé au cours des dernières années et, d'autre part, le temps que nous perdons à débattre la forme de notre gouvernement nous détourne de nos priorités et ajoute à l'incertitude.

Un examen rapide des structures politiques de parlement nous montre qu'il est possible pour le secteur manufacturier d'évoluer et de prospérer, quelle que soit la forme de gouvernement. C'est donc la preuve que l'enjeu véritable ne réside pas dans la forme des rapports que le Canada et le Québec voudront bien avoir entre eux, mais bien plutôt dans la vision qu'ils nous proposeront de notre avenir.

L'adhésion de la communauté industrielle québécoise à tout projet de révision constitutionnelle, de quelque ampleur qu'il soit, est donc subordonnée à l'examen préalable du projet de société qui l'encadre. Si ce projet permet aux industriels québécois de développer leur capacité concurrentielle au point de leur permettre de tenir avantageusement leur place sur les marchés mondiaux, c'est celui que nous privilégierons sur tout autre qui n'offrirait pas la même perspective.

Pour que nous en arrivions là, les tenants des différentes options devront reconnaître le rôle moteur du secteur manufacturier dans l'économie et s'engager à en promouvoir l'essor; reconnaître l'impact dévastateur du déficit élevé que nous traînons et s'engager à prendre les mesures nécessaires pour le ramener à des proportions que la communauté internationale jugera plus conformes à notre capacité d'assumer, tout en demeurant une puissance industrielle crédible; reconnaître que nous ne réussirons à conserver une place enviable dans le monde et à redevenir compétitifs que si nous arrivons à effectuer la transition de nos industries de richesses naturelles vers le savoir-faire et la forte valeur ajoutée et s'engager à mettre en place les politiques monétaires, financières et

fiscales qui faciliteront les investissements nécessaires à la restructuration de notre base industrielle; reconnaître l'importance qu'auront les ressources humaines dans cette transition et s'engager à réformer notre système d'enseignement pour lui permettre de répondre de façon beaucoup plus rapide et de façon beaucoup plus efficace aux besoins de notre économie; reconnaître que la protection de l'environnement et le contrôle de la pollution existante exigent de la part de la société dans son ensemble un effort financier qui ne peut être consenti que si l'on conserve et l'on améliore notre capacité à créer de la richesse et s'engager à adopter des politiques environnementales qui ne compromettent pas cette capacité; reconnaître que notre performance sur les marchés internationaux est devenue l'enjeu principal, en cette fin de siècle, et s'engager à développer et animer des réseaux de soutien efficaces à l'activité de nos industriels, en plus de favoriser la diffusion et l'utilisation des nouvelles technologies.

Au-delà de ce qui précède, la division du Québec de l'Association des manufacturiers canadiens estime que tout processus de réforme constitutionnelle dans lequel nous nous engageons devrait également chercher à protéger nos acquis. Il ne serait donc être question de s'engager dans un processus dont le résultat net se traduirait par une perte économique pour le Québec ou un affaiblissement de notre potentiel à créer de la richesse.

Parmi les acquis sur lesquels nous devons pouvoir continuer à compter, il faut noter l'accès au marché canadien. Autant nos membres ont souhaité l'émergence d'une zone de libre-échange à l'échelle du continent, autant il leur semble essentiel de garantir l'existence d'une telle zone au Canada. En fait, il y a même lieu de procéder à l'abolition de toute une gamme de barrières non tarifaires qui existent encore entre les provinces. Il est incompréhensible que la classe politique canadienne dans son ensemble, y compris dans l'état actuel des choses au Québec, ne perçoive pas à quel point il serait ridicule qu'on en arrive à une situation où les restrictions aux échanges des services et des biens seraient plus grandes entre les différentes parties du Canada qu'entre les différentes parties du Canada avec les États-Unis. Et, dans l'hypothèse où le Québec accèderait à un degré plus grand d'autonomie politique, il devrait, malgré tout, continuer à rechercher une plus grande intégration économique avec le reste du Canada, l'objectif étant de s'ouvrir le plus largement possible au plus grand nombre de marchés. La logique et le bon sens exigent de commencer par ceux qui sont les plus proches de nous et avec qui on a le plus en commun.

Quant à l'opportunité de maintenir l'encadrement actuel en matière de politique monétaire, il faut d'abord se demander si toutes les régions du Canada partagent les mêmes objectifs écono-

miques. Il faut ensuite s'assurer qu'un niveau qui est chargé de gérer la politique monétaire ne se trouve pas en situation, à cause de son pouvoir illimité de dépenser et d'ajouter à la dette nationale, de compromettre les objectifs de développement économique des différentes régions.

Enfin, rappelons que le temps joue contre nous. Si nous voulons changer quoi que ce soit dans la structure des rapports entre le Québec et le Canada, il importe de faire vite et de régler le problème pour longtemps. S'il fallait que de larges segments de la population souhaitent encore remettre le système en question après deux, cinq ou même dix ans, l'exercice de votre Commission aurait été vain. La restructuration de notre capacité industrielle va exiger des investissements d'une ampleur telle que la rentabilité doit s'en calculer sur une longue période, environ 25 ans. Si les règles du jeu sont susceptibles de connaître des changements majeurs en cours de route, comment prendre des décisions? Il est donc essentiel que toute recommandation de la Commission soit très largement acceptable pour qu'on lève enfin l'hypothèque de l'incertitude sur l'avenir du Québec, et d'ailleurs aussi du Canada.

Comme nous l'avons souligné plus haut, non seulement avons-nous un retard à rattraper, mais encore est-il devenu urgent que nous consacrons toute notre attention à nos priorités économiques. La récession dans laquelle nous sommes maintenant engagés ne fait que confirmer la pertinence de ce point. Encore une fois, donnons-nous la peine de regarder ailleurs ce qui se passe. En dix mois, le mur de Berlin est tombé, le monde communiste s'est effondré, l'Allemagne, divisée en deux depuis 45 ans, a procédé à sa réunification économique et politique. Elle se positionne pour être, dans cinq ans, la première puissance industrielle du monde; elle aura, bien entendu, la prospérité qui accompagne ce statut. Nous, au Canada et au Québec, où en serons-nous?

**Le Président (M. Jean Campeau):** Merci, M. Le Hir. Alors, nous allons débiter la période de questions par M. Serge Deschamps, qui est le suppléant de M. Jacques Proulx.

**M. Deschamps:** Merci, M. le Président. Je trouve extrêmement intéressante la position que vous prenez, sauf qu'il me semble qu'au moment où on reçoit vos propos, en ce qui me concerne, il est encore assez abstrait de connaître exactement la position que vous privilégiez. D'un côté, vous expliquez certains maux ou problèmes que le Québec a à affronter; par ailleurs, je ne saisis pas très bien comment le cadre fédéral, en supposant que c'est le modèle que vous privilégiez, pourrait corriger les problèmes que vous identifiez actuellement dans le modèle qu'on vit depuis la Confédération.

**M. Le Hire:** D'abord, il devrait être clair dans notre témoignage que nous ne privilégions aucun modèle avant qu'on ait vu à quelle vision chacun de ces modèles se rattache. Si nous voyons qu'un modèle tient compte des priorités que nous avons identifiées et nous fait une place telle que nous la souhaitons, dans l'intérêt, selon nous, de l'ensemble de la population, à ce moment-là, il nous sera possible de prendre position en faveur de l'un ou l'autre modèle.

**M. Deschamps:** Est-ce qu'il y a des champs de compétence particuliers que vous verriez assumés par l'un ou l'autre des deux paliers de gouvernement?

**M. Le Hire:** On a, de propos délibéré, évité de s'engager dans les discussions de plomberie constitutionnelle. On estime que beaucoup trop de temps et d'énergie ont déjà été investis là-dedans, et que d'autres organismes l'ont fait d'une façon très compétente; je pense, entre autres, à la Chambre de commerce de la province de Québec. Nous ne sommes pas en mesure de faire une contribution qui serait différente de celle-là, à l'égard des champs qui pourraient être privilégiés par l'un ou l'autre ordre de gouvernement, et je ne pense pas que ce serait une contribution utile pour nous à ce moment-ci.

**M. Laberge:** Vous êtes ouverts.

**M. Le Hire:** Tout à fait.

**M. Laberge:** Au plus offrant.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Ça va, M. Deschamps? M. Roger Nicolet.

**M. Nicolet:** Merci, M. le Président. M. Le Hire, à la lecture de votre mémoire, je comprends bien que, pour vous, toute la problématique du modèle de société qui se dégagera de l'exercice auquel nous participons a une importance cruciale et c'est fort compréhensible. D'autre part, vous comprendrez que, dans une perspective plus large, l'ensemble de la société se posera le même genre d'interrogation et, à la lecture de votre mémoire, il y a certains aspects de ces critères de référence auxquels vous faites allusion qui, je crois, mériteraient d'être clarifiés. Je me permets de lire, à la page 43 de votre mémoire, sous "conclusions", et je vais me permettre d'en lire brièvement deux. Au bas de la page 43: "Reconnaître l'impact dévastateur du déficit élevé que nous traînons et s'engager à prendre les mesures nécessaires pour le ramener à des proportions que la communauté internationale jugera plus conformes à notre capacité d'assumer". Et à la page suivante, toujours au bas de la page: "Reconnaître que la protection de l'environnement et le contrôle de la pollution existante exigent, de la part de la société dans

son ensemble, un effort financier qui ne peut être consenti que si l'on conserve et l'on améliore notre capacité à créer de la richesse, et s'engager à adopter des politiques environnementales qui ne compromettent pas cette capacité."

Il me semble que, dans les deux cas, vous faites allusion à des critères relatifs et qu'il est de la vision communément acceptée valeur de société qu'effectivement dans ces deux cas fort différents... De plus en plus on tente de se référer à des barèmes, à des critères objectifs tant au point de vue de notre capacité d'absorber un déficit que plus loin en matière environnementale. Pourriez-vous élaborer sur ces deux points s'il vous plaît?

**M. Le Hire:** Je ne suis pas certain de bien comprendre le sens de votre question. On peut parler par exemple de la question du déficit et je pense que, maintenant, on reconnaît de façon claire l'impact que ce déficit a sur la capacité concurrentielle. Notre capacité concurrentielle, c'est notre capacité de créer de la richesse. Il faut nécessairement la préserver. Quant à l'autre, notre position relativement à l'environnement, elle est également reliée à notre capacité de créer de la richesse.

**M. Nicolet:** M. Le Hire, il me semble que la capacité pour une société de faire face à un fardeau de la dette est véritablement quelque chose qui est quantifiable, qui est mesurable et qui peut s'exprimer en chiffres précis, pourcentage ou autres, relation avec le produit intérieur brut ou quel que soit le barème auquel on se réfère. J'aurais aimé que vous soyez plus précis; plutôt que d'établir cela en fonction d'une lecture que la communauté internationale peut faire de notre situation interne. Est-ce qu'il n'existe pas dans votre lecture de la situation effectivement un seuil ou une capacité pour l'économie canadienne d'assumer ou d'absorber un fardeau financier comme celui qu'entraîne notre dette? Dans un deuxième temps, l'autre, j'ai relié les deux parce que c'était plus facile pour moi; effectivement ce sont deux sujets bien distincts mais en termes de qualité de vie, de protection de notre milieu, il me semble que de plus en plus nos concitoyens et la société en général s'attendent à ce que des groupes comme le vôtre, tout comme nous en tant que gendarmes de l'environnement, nous nous adressions de façon beaucoup plus précise et incisive à la problématique environnementale. Et on s'attend - je pense à l'industrie que vous représentez comme à nous - que, face à la population, on puisse de façon très précise et claire définir quelles sont les règles du jeu.

**M. Le Hire:** Bon, en ce qui concerne la question du déficit, c'est sûr qu'il existe des mesures qui sont généralement acceptées, mais il

faut tout de même comprendre que l'esprit dans lequel nous avons développé ce mémoire était justement pour mettre en relief l'importance de la globalisation et du caractère relatif que les économies avaient maintenant les unes avec les autres. Et, de l'avis général de la communauté internationale dans laquelle nous évoluons, notre économie est mal en point et il y a même des autorités du Fonds monétaire international qui ont mentionné qu'elle était en voie d'argentinisation. Alors, nécessairement, cette variable se mesure de façon relative. Bien sûr, on peut aboutir à des résultats objectifs mais leur vraie mesure va nécessairement être celle avec laquelle les autres vont nous regarder.

En ce qui concerne maintenant notre remarque concernant l'environnement, il faut bien comprendre que nous avons de toute façon souscrit à l'objectif du développement durable et que nous estimons essentiel qu'on fasse l'équilibre, mais un vrai équilibre, entre l'activité industrielle et la protection de l'environnement. La crainte que nous avons à l'heure actuelle, c'est que les priorités ou l'agenda de ceux qui sont à la recherche d'une amélioration de la qualité de l'environnement font très peu de cas de la problématique du développement industriel. La seule chose qu'on demande, c'est qu'on ramène la mesure à de plus justes proportions.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Ghislain Dufour.

**M. Dufour:** M. le Président, je voudrais d'abord m'excuser auprès de nos collègues de l'AMC. J'étais retenu dans une autre réunion. Moi, j'avais une question. C'est à la page 45. Au delà de ce qui précède, je pense que le dossier de l'AMC est un dossier économique bien étoffé. Je suis heureux de voir qu'on parle d'économique. La division de l'AMC estime que tout processus de réforme constitutionnelle dans lequel nous nous engagerions devrait également chercher à protéger nos acquis. Ça, je pense que c'est très clair chez vous et que ça va dans la continuité du message du premier ministre au mois de juin, où il fallait vraiment, d'une part, maintenir nos acquis et, d'autre part, protéger, améliorer même le niveau de vie des Québécois.

La deuxième phrase, j'aimerais que vous m'en parliez un peu plus. Il ne saurait donc être question de s'engager dans un processus dont le résultat net se traduirait par une perte économique pour le Québec ou un affaiblissement de notre potentiel pour créer de la richesse. Quand on sait que les manufacturiers, dans le fond, sont les vrais créateurs d'emplois, j'aimerais que vous élaboriez un peu plus là-dessus.

**M. Le Hire:** Enfin, c'est clair. Étant donné que notre objectif est justement de permettre que nous soyons compétitifs et que nous occupions notre place sur la scène internationale, la

priorité à laquelle on doit s'attaquer, évidemment, c'est celle de l'économie. On demande simplement, au moins, que ce qui est acquis soit protégé et qu'on ne pose aucun geste qui aurait pour effet de contribuer à l'érosion de notre potentiel de création de la richesse.

**M. Dufour:** Est-ce que je peux?

**Le Président (M. Jean Campeau):** Allez-y!

**M. Dufour:** Il y avait, ce matin, dans le mémoire de la Chambre de commerce, une suggestion. Je sais que vous êtes la section québécoise de l'Association des manufacturiers canadiens. On parlait de la politique des taux d'intérêt, de certaines politiques de la banque centrale qui créent des problèmes parce qu'on est obligés, souvent, d'agir pour certaines régions du Canada, et ça pénalise d'autre régions du Canada. Il était question d'une recomposition de la banque centrale en y faisant intervenir des représentations de régions. Dans cette approche globale de décentralisation qu'on peut voir dans le dossier de l'AMC, est-ce que c'est quelque chose, une proposition que vous rallieriez, donc une plus grande participation des régions à la gestion de la politique monétaire canadienne?

**M. Le Hire:** Je pense, effectivement, que nous avons justement touché ce point dans notre mémoire à la page 46, si vous me permettez de répéter. "Quant à l'opportunité de maintenir l'encadrement actuel en matière de politique monétaire, il faut d'abord se demander si toutes les régions du Canada partagent les mêmes objectifs économiques. Il faut ensuite s'assurer que le niveau qui est chargé de gérer la politique monétaire ne se trouve pas en situation, à cause de son pouvoir illimité de dépenser et d'ajouter à la dette nationale, de compromettre les objectifs de développement économique des différentes régions." Alors, c'est clair, selon nous, que si, effectivement, on devait s'orienter vers une formule de participation à la définition de la politique monétaire, il faudrait nécessairement qu'on tienne compte des priorités de développement économique du Québec.

**M. Dufour:** Je vous avais bien lu. Je voulais que vous le répétiez.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Lucien Bouchard.  
(20 heures)

**M. Bouchard:** M. Le Hire, nous sommes à cette Commission, assis depuis une journée maintenant, à entendre le troisième mémoire. Vous êtes le troisième mémoire que nous entendons et je comprends que votre groupe, comme les deux qui vous ont précédé, refusera de dire ce que vous pensez du genre de réforme qu'il faut faire. C'est comme un peu décourageant au



moment de partir une Commission comme celle-là. Votre groupe est un groupe très important. Vous êtes très intimement lié à la vie économique du pays; les groupes qui vous ont précédés aussi. Alors, à la fin, on va nous demander, à nous, de faire quand même une recommandation. Moi, je suis de ceux qui espèrent que nous serons éclairés dans nos recommandations. Par exemple, on sait bien qu'au départ nous avons tous certaines opinions; je ne dirais pas des préjugés, mais des opinions parce que nous sommes quand même le fruit de nos expériences personnelles. Et nous comptons tous, au fond, sur une sorte de chimie personnelle qui va jouer entre nous, mais aussi, surtout, sur l'éclairage qui va nous venir des gens qui viennent devant nous nous dire ce qu'ils pensent, eux aussi. Et ma question est la suivante: Vous ne pensez pas qu'un groupement comme le vôtre qui, bien sûr, a des intérêts économiques immédiats, des intérêts commerciaux, financiers immédiats que nous comprenons, qui sont bien légitimes, pourrait aussi avoir une vue de notre société, pourrait avoir aussi une vue de l'avenir? D'autant plus que vous portez un jugement sévère sur l'économie du pays. Et vous portez un jugement sévère aussi sur les centres de décision qui ont fait en sorte que nous sommes dans cette espèce de marasme que vous dénoncez et qui existe, nous le savons bien. Mais alors, est-ce que vous ne devriez pas faire un pas de plus et nous dire à quelle cause il faut attribuer ce marasme et où il faut intervenir pour modifier l'état de choses?

**M. Le Hire:** Je pense qu'on a fait effectivement ce travail-là et, évidemment, vous voudriez en voir la traduction dans une option constitutionnelle.

**M. Bouchard:** Pas forcément une option, mais de nous dire, par exemple... Vous parlez d'un chevauchement quelque part.

**M. Le Hire:** Oui.

**M. Bouchard:** Vous blâmez le chevauchement des juridictions. Bien, vous pourriez nous dire: Écoutez, voici ce qu'il faut démêler, voici où il faut faire cesser le chevauchement, voici les pouvoirs qui devraient être récupérés par le Québec, par exemple, s'il en est. Ça nous éclairerait, ça nous aiderait, ça.

**M. Le Hire:** Oui. Mais je vous ai dit également, il y a quelques minutes, que ce travail-là avait été fait par d'autres associations, que la Chambre de commerce avait fait, dans ce sens-là, un excellent travail et que, quant à nous, on ne voyait pas ce qu'on aurait pu y ajouter. Mais au-delà de ça, je pense qu'il faut comprendre de notre position que ce qui nous intéresse d'abord et avant tout, c'est le fait qu'on puisse avoir un discours ou tenir un

discours orienté sur la création de richesse. Il n'y a pas de doute que la dynamique même du système fédéral dans lequel nous vivons est de nature redistributive, que cette dynamique-là, combinée à la rhétorique de redistribution de la richesse à laquelle on a assisté depuis une quarantaine d'années, a pour effet d'accélérer ou d'augmenter l'impact de la dynamique redistributive de l'ensemble et qu'à l'heure actuelle on fait face à de sérieux problèmes parce qu'il n'y a plus personne qui parle de création de richesse. J'ai ici, avec notre délégation, également, M. Claude Rivard qui était P.-D.G. d'une petite et moyenne entreprise qui réussit fort bien, qui exporte un pourcentage élevé de sa production et je pense que ça vaudrait la peine pour vous de voir dans quel esprit eux perçoivent le problème.

**M. Rivard (Claude):** Vous allez comprendre, M. Bouchard, que notre métier, c'est de fabriquer des produits, les vendre et en vendre en plus grande quantité possible. Et dans ce débat, je pense que ce qu'on recherche essentiellement, et c'est le discours que j'ai avec mes collaborateurs et mes employés... J'essaie de les convaincre et je pense que j'ai réussi puisque, malgré la récession, on a un taux de croissance, cette année, qu'on maintient environ à 20 %. Et on vend déjà dans huit pays et on a décroché un premier contrat sur la Russie. Mais j'essaie de les convaincre de partager ma vision du futur sur un marché qui devient de plus en plus mondial. Et pour y réussir, il faut avoir, si vous voulez, le goût, il faut avoir de la motivation et il faut avoir un support qui va nous permettre d'assumer des risques, d'être créatifs, donc de relever ces défis-là. Et c'est déjà très compliqué pour nous de maintenir à travers... — parce qu'on ne fait pas de cadeau sur les marchés internationaux, comme vous le savez — maintenir cette vision, cette préoccupation-là. Alors, ce qu'on demande dans ce débat, c'est: Est-ce que ce serait possible qu'on retrouve un cadre qui va nous encourager à nous dépasser, à être plus compétents que n'importe qui? Et sur ça, vous pouvez nous faire confiance. Je pense qu'au Québec on a démontré qu'on a beaucoup de talent. Et moi, très modestement, dans mon secteur d'activité, le secteur agricole, je pense qu'on est en frais de prendre une place qui est très importante. Et je ne vise rien de moins que de faire du Québec le numéro un mondial au niveau de la machinerie agricole, principalement dans un créneau particulier et non pas dans les machines aratoires. Alors, c'est de ça qu'on a besoin et c'est ce qu'on recherche particulièrement, ce cadre qui va nous permettre de nous épanouir et d'avoir le goût d'entreprendre. Et ce n'est pas juste une question d'entrepreneur, c'est une question aussi de complicité avec nos employés parce qu'on a besoin d'eux.

**M. Bouchard:** Autrement dit, a priori... Je

peux, M. le Président?

**Le Président (M. Jean Campeau):** Allez.

**M. Bouchard:** ...a priori, vous n'avez pas d'idée préconçue sur le cadre politique qui devrait exister. Ce que vous demandez au cadre qui va exister, c'est de mettre en place les politiques économiques qui vont vous permettre d'aller de l'avant et de supprimer les contraintes que vous avez observées aujourd'hui. Autrement dit, par exemple, un Québec souverain, mais qui prendrait conscience de ses responsabilités en matière d'ouverture économique et commerciale sur le monde, et qui mettrait en oeuvre les politiques pour y arriver, ce n'est pas une chose qui vous énerverait ça, vous autres?

**M. Le Hire:** Si, effectivement, la structure politique nous permet d'avoir le degré de dynamisme qui est nécessaire pour nous permettre de nous imposer sur les marchés internationaux, ça serait un changement auquel il faudrait nécessairement s'adapter, et il faudrait nécessairement que les bénéfices qu'on en retirerait soient supérieurs aux inconvénients que ça occasionnerait, parce que n'importe quel changement occasionne des inconvénients. Mais, si ça devait être le cas et que, par ailleurs, on ne nous présente pas une vision qui nous permette de voir le même dynamisme, effectivement, on choisirait. D'ailleurs, c'est déjà le cas à l'heure actuelle. Vous savez, je vous ai apporté ici une coupure d'un article paru dans le *Winnipeg Free Press* et la manchette c'est: "Firms quietly leaving Canada". Une autre ici...

**M. Bouchard:** Pardon, qu'est-ce que c'est?

**M. Le Hire:** "Firms quietly leaving Canada".

**M. Bouchard:** Quietly.

**M. Le Hire:** Ici, "Canadian companies quietly packing up and moving out". Ça, c'est *The Edmonton Journal*. Et au fond, pourquoi? Et quand on regarde le pourquoi, c'est parce que, tout simplement, on ne manifeste pas le même dynamisme, qu'on n'est pas compétitifs et qu'il y a moyen de faire mieux ailleurs, parce que l'encadrement permet plus de dynamisme.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Ça va, M. Bouchard?

**M. Bouchard:** Ça va.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Neil Cameron qui est le suppléant de M. Richard Holden.

**M. Cameron:** Merci, M. le Président. D'abord, je dois vous remercier pour votre

mémoire. I would like to begin by making a comment just on the size of industry in Canada that might be useful to the Commission. *Business Week*, this year, using market capitalization, provided a look at the 1000 largest companies in the world; these are not manufacturing but many of them are. They found that the total capitalization was 6 750 000 000 000 \$. The Japanese accounted for 39 %, the Americans for 34 % and so on down. Canada is at 2 %, about the same as Italy and Switzerland. Québec, by itself, is about 0,5 %. Therefore, one could conclude that if the Québec companies were considered alone, they would have considerably less clout than the entire Canadian combination.

The question that I have for the Association of Manufacturers is the following: I have the impression from your whole memoir that you are really saying that you don't really mind what we wind up with, as long as we don't do anything very much. But, on the other hand, I would also assume that one of the reasons we have this large and impressive body of people together is because everyone thinks we are going to do something fairly important. In other words, if you say something like one of the things that you need is a guarantee of a continued access to the Canadian market, for instance, then if we have a very mild change in constitutional arrangements, it would seem very likely that that access would continue and there would be no change.

On the other hand, if there is a very large political change, sovereignty, for instance, involving a certain assumption of a new kind of a Québec State, then even that is accomplished amiably and straight forwardly and without any deterioration of relations between the new Québec State and the rest of Canada, surely there would be a likelihood afterwards, merely as democratic politics is known everywhere, that access for the Canadian manufacturers outside Québec to the Québec market and access to Québec manufacturers to the Canadian market could be restricted not by opened barriers but by devices like the economic partner of Québec policy already in existence here. Would you care to comment on that?

**M. Le Hire:** Well, let us first state up front that we believe that Québec companies, manufacturers, must continue to have access to the Canadian market in the same way that we have gained access to the American market and in the same way that we hope to gain access to the Mexican market if ever Canada and the United States agree to such a deal. We don't necessarily have the same political system as that of the United States nor do we have the same political system as that of Mexico and we believe that agreements opening up markets are becoming a very common fact of life in international trade today. We believe also that it would be in the

interest of all Canadian manufacturers, not just Québec manufacturers, to maintain the flow of free trade between the provinces. What we are even saying is that that flow right now is not to the level that it should be and that, even while we have had a Federation for 100 years, we have not even managed among ourselves to develop a kind of common market that would have enabled us to be more competitive. There are several examples in industry, beer being one, first and foremost, on everybody's mind.

**M. Cameron:** I entirely agree, but that is partly my point. It is not even required provincial governments would inadvertently, if you like, internal tear of program, let us say in NDP government, to bring this about. Even governments across Canada on the provincial level, which have claimed to be fairly conservative or free market oriented in economic policy have either gone along with existing internal tear of barriers that have built up over decades or have introduced new ones simply because it was a fashionable political idea at the moment, irrespective of the general ideology of the province.

So what I am arguing is that if we do this more so, that is, in other words, if we have a sovereign Québec and we have a Canada, without Québec, that can then regard itself as a block, then surely all of our political experience suggests that this will continue. We do not even need the NDP.

**M. Le Hire:** I think that we cannot comment on that specifically, but I will ask my colleague, Bob Murray, to...

**M. Fortier:** J'ai certainement compris la question. But there is a point that I would like to make. The harsh economic facts of life is that we, the manufacturers, need to have more of an access to any market. We need to earn access to those markets by being competitive in quality and by being competitive in price and delivery, and a host of other factors which will render our products competitive in the global market place. The only way, la seule manière dont nous pouvons être concurrentiels à travers le monde, c'est si le gouvernement ou les gouvernements qui fixent the rules of the game for us to operate, the environmental or other, if they understand our point of view and if we work together with them as a team and together, we add to la richesse of Québec. That is what we are trying to say. Merci.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Ouellet.

**M. Ouellet:** Merci, M. le Président. Messieurs, j'ai lu très attentivement votre mémoire et il me semble que ce que vous préconisez davantage, ce sont de nouvelles orientations dans les politiques gouvernementales plutôt que de

nouvelles structures constitutionnelles. J'irais même jusqu'à dire qu'il y a un petit peu de maquignonnage dans votre présentation puisque, à un moment donné, vous dites que vous iriez avec le plus offrant, d'une certaine façon.

Est-ce que je me trompe? Est-ce que vous recherchez vraiment un contexte économique qui vous satisfasse et réponde davantage à vos besoins que des changements constitutionnels profonds?

**M. Le Hire:** On a bien dit que les structures ne valent que ce que les projets qu'elles encadrent valent. On a conclu que, en ce qui concernait le fédéralisme tel qu'il fonctionne aujourd'hui, on n'était pas satisfaits du projet que sous-tendait ce fédéralisme. On a indiqué quels sont les moyens qui vont nous permettre de manifester le dynamisme qui nous semble nécessaire pour occuper notre place sur la scène internationale et pour générer la prospérité à laquelle nous estimons que nous pouvons tous prétendre, pour le plus grand bien de tout le monde.

(20 h 15)

Cette constatation est vraie non seulement au Québec, mais elle est également vraie pour le reste du Canada. Et dans ce sens-là, le mémoire qu'on a développé correspond en tous points au sens du message que notre association diffuse depuis maintenant un an, à l'effet de l'importance de bâtir une économie agressive. Parce qu'il y a de la concurrence entre les gouvernements. S'il y avait un ordre de gouvernement qui trouvait le moyen, par le degré de consensus qui peut exister chez lui, qu'il peut arriver à développer, à prendre l'initiative et à garantir ce dynamisme, on serait... On n'a même pas besoin de se prononcer là-dessus.

C'est clair. C'est comme je vous ai montré tantôt, ça arrive déjà. Quand on ne manifeste pas le dynamisme, les entreprises s'en vont ailleurs parce que les opportunités sont meilleures. Si on manifeste le dynamisme, les entreprises s'en viennent. Pourquoi? Parce que le cadre permet d'être créatif, de développer et de contribuer à la création de richesse.

**M. Ouellet:** Il reste cependant - et là je vous cite - que vous constatez, à la page 11 de votre mémoire, que nous vivons dans une période de globalisation et d'interdépendance. Or, l'interdépendance mène inévitablement à des chevauchements, que ce soit sur le plan domestique ou sur le plan international. Est-ce que je peux conclure, à la lecture de votre mémoire, que vous préconisez, en fait, une meilleure concertation, une meilleure harmonisation des politiques entre les ordres de gouvernement? Et est-ce que vous avez des mécanismes précis à suggérer pour atteindre ce but d'une meilleure coordination d'efforts entre le niveau du Québec et le gouvernement canadien?

**M. Le Hire:** Au fond, l'important, c'est de savoir de quelle façon on va pouvoir encadrer la création de richesse. Et quand on regarde les modèles de par le monde pour le faire, on se rend compte qu'il n'y en a pas qu'un seul. Il y en a plusieurs. L'important, c'est que ces modèles-là soient acceptés par les populations, qu'ils soient vivables et qu'ils fonctionnent.

Si, pour une raison ou pour une autre, le modèle qui est pratiqué contient des contraintes ou des limites qui empêchent le dynamisme de se manifester, ce n'est pas un bon modèle, peu importe le nom qu'il porte.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Ça va, M. Ouellet? Alors, le suivant, M. Marcel Beaudry.

**M. Beaudry (Marcel):** À la page 34, vous mentionnez dans votre mémoire: "C'est ainsi que la fiscalité du Québec pour les entreprises est maintenant la plus concurrentielle au Canada." Et vous ajoutez: "Mais il faudrait que l'on fasse preuve d'autant d'intelligence de la situation lorsqu'il s'agit d'autres domaines, comme l'environnement, par exemple." Est-ce que nous devons comprendre que c'est votre opinion que le gouvernement devrait appliquer ses lois sur l'environnement avec moins de rigueur pour les manufactures, si c'est le prix à payer pour rendre vos marchandises compétitives ou si c'est une autre interprétation qu'il faudrait faire?

**M. Le Hire:** Non, c'est une autre interprétation qu'il faut donner. Il faut s'assurer qu'en matière d'environnement, comme dans toutes les autres matières, le Québec, avant d'agir, regarde également ce que font les autres. Et il faut quand même considérer un certain nombre de réalités. On fait affaire avec des pays industrialisés. Souvent, ces pays-là ont 150 ans d'histoire industrielle. Ils ont une concentration de population bien plus forte que la nôtre. Ils ont un territoire plus restreint que le nôtre. Et vous êtes les premiers à vous précipiter en vacances dans ces pays-là, lorsque l'occasion s'en présente. C'est donc que la qualité de vie et l'environnement ne sont pas si mauvais.

Et lorsqu'on impose des normes aux entreprises au Québec qui excèdent celles de leurs concurrents industriels, qu'est-ce que vous voulez, ça devient un empêchement à la compétitivité.

**M. Beaudry:** Merci. Vous me dites exactement ce que je vous ai posé comme question dans ce cas-là. Si ça excède les concurrents dans d'autres pays, si nos lois sont plus sévères que celles des autres pays, finalement, vous donnez raison à l'interprétation que j'ai donnée à votre phrase.

**M. Le Hire:** Alors, je m'excuse. C'est peut-être moi qui ai mal compris. J'ai pensé au départ

que vous vous portiez strictement à l'application des lois...

**Une voix:** ...donné raison à l'interprétation que j'ai donnée à votre phrase.

**M. Le Hire:** Je m'excuse. C'est peut-être moi qui ai mal compris. J'ai pensé, au départ, que vous vous rapportiez strictement à l'application des lois...

**Une voix:** Ah! non, non.

**M. Le Hire:** ...et non pas au contenu des lois elles-mêmes.

**Une voix:** C'est ça.

**M. Murray:** Il ne faudrait pas interpréter que nous ne sommes pas conscients qu'il y a eu des abus dans le passé et que l'industrie manufacturière cherche à corriger ces abus. C'est un fait qu'on voit tous les jours que l'industrie manufacturière veut corriger ces abus et chacun, certainement notre association, est très inquiet et se penche sur ce problème. Nous avons un comité de l'environnement qui est très actif; nous collaborons beaucoup avec le département de l'Environnement du Québec.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Gérard Larose, la parole est à vous. Est-ce que vous l'avez demandée?

**M. Larose:** Non, c'est pour l'autre groupe.

**Le Président (M. Jean Campeau):** C'est parfait.

**M. Larose:** Il me l'a donnée...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Une voix:** Cède la place.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Écoutez, j'ai votre nom sur ma liste. Si vous voulez en profiter, allez-y.

**Une voix:** Si vous êtes compris.

**M. Larose:** Bien... Une toute petite question. Est-ce que vous pouvez nous donner, je dirais, pas des sentiments, mais des résultats par rapport aux consultations que vous menez dans votre milieu, par rapport aux changements souhaités aux règles du jeu actuelles? Est-ce que les gens pensent que, effectivement, il faut que ça change?

**Une voix:** Effectivement, on dit de façon très claire, on dit qu'on n'est pas en faveur du

statu quo. Ça peut être difficile d'être plus clair que ça.

**M. Larose:** Oui. Mais il me semble que j'ai lu quelque part que vous meniez des sondages ou, enfin, vous faisiez faire le portrait de ce que les gens souhaitent, et ce matin, on nous disait: Ça presse. En tout cas, c'est le discours que la Chambre de commerce nous a tenu. Alors, je voulais savoir si c'était aussi ce même discours et, aussi, cette même célérité qui étaient souhaités par vos membres.

**M. Le Hire:** Ah! Tout à fait. D'ailleurs, dans la conclusion de notre mémoire, on souligne l'importance, dans l'avenir, d'en venir à des résultats. Comme on le souligne, pour nous, la façon de voir le problème, c'est relié à la nécessité de procéder à la restructuration de notre base industrielle. Et pour pouvoir être en mesure de procéder à cette restructuration, vu l'importance des engagements financiers qui sont nécessaires pour procéder à cette restructuration, cette revitalisation, il faut avoir des horizons longs, 25 ans. Si bien que, aujourd'hui, il y a dans le paysage industriel québécois de nombreuses usines qui ont été construites au début des années cinquante, dont la vie utile est arrivée à son terme, dans lesquelles on n'a pas réinvesti de façon substantielle pour la modernisation, parce qu'on se demande: Est-ce que ça va durer? Est-ce que c'est ci? Est-ce que c'est ça? Est-ce qu'on a un horizon suffisamment lointain pour nous permettre de consentir des investissements majeurs? Ces décisions-là sont retenues à l'heure actuelle parce qu'on aimerait bien avoir des réponses à des questions qui sont importantes.

**M. Larose:** Bien.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Laberge, sur notre période de 40 minutes, il reste 3 minutes.

**M. Laberge:** Ah bon! Merci. Prenons la question de l'environnement puisque c'a été les dernières questions qui vous ont été posées. Le mémoire, là-dessus, nous laisse peut-être un peu imprécis. Bien sûr qu'il faut regarder ce qui se fait ailleurs. On ne peut pas exiger du jour au lendemain que les compagnies deviennent non polluantes, à des coûts très prohibitifs dans certains cas, sauf que ça ne veut pas dire que vous ne devez pas vous préoccuper de l'environnement.

Quand je regarde à la page 45, par exemple: "...reconnaître que la protection de l'environnement et le contrôle de la pollution existante exigent, de la part de la société dans son ensemble, un effort financier qui ne peut être consenti que si l'on conserve et l'on améliore notre capacité à créer de la richesse, et s'engager à adopter des politiques environnementales

qui ne compromettent pas cette capacité." Or, demain matin, il nous arrive une industrie polluante, reconnue comme polluante, et il n'y a rien à faire, elle est polluante, bien, est-ce qu'on va l'encourager à venir s'installer quand on sait que, déjà, notre environnement a besoin d'une attention particulière? Je ne pense pas que ce soit ça que vous vouliez dire.

**M. Fortier:** La réponse est facile à ça, c'est non.

**M. Laberge:** Bon.

**M. Fortier:** La chose qui est importante dans tout ça, c'est qu'on veut opérer dans un climat où l'ensemble des demandes que vous faites dans l'entreprise manufacturière, que l'ensemble de ces demandes-là, ce soit compétitif sur une base mondiale, sur une base internationale, pour qu'on puisse faire compétition, comme mon collègue Claude Rivard, qu'il puisse vendre au Québec, qu'il puisse vendre en Ontario, qu'il puisse vendre aux États-Unis, qu'il puisse se vendre en Russie ou en Europe, etc.

**M. Laberge:** Mais, c'est parce que des manufacturiers, habituellement, c'est discret. Et vous n'aviez pas dit si... Mais, j'étais sûr que c'était ça que vous vouliez dire.

**M. Fortier:** Non, non. Écoutez, on profite de l'environnement comme tout le monde autour de la table ici.

**M. Laberge:** M. le Président, je suis très heureux de cette Commission. Je vois dans votre mémoire des choses formidables. Les impôts sur les entreprises au Québec sont maintenant les plus concurrentiels avec ceux des États-Unis et moins élevés que ceux des autres provinces. Mon Dieu Seigneur! Et ça continue. Le pouvoir d'achat des personnes à faible revenu est supérieur au Québec à celui qui prévaut dans les autres provinces. Bon, toutes les affaires dont on a déjà eu l'occasion de se parler n'étaient pas toutes si mal que ça, d'après ce que je peux voir.

**M. Fortier:** Ça ne veut pas dire qu'on est obligé d'arrêter là, par exemple.

**M. Laberge:** Ça continue. Non, mais moi, je trouve ça sensationnel. Merci, il y a longtemps qu'on voulait vous faire admettre ça.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Laberge.

**Une voix:** Avez-vous remarqué ça vous-même?

**M. Le Hire:** Vous savez, M. Laberge, il y a

des pays où il y a même des gouvernements socialistes au pouvoir. Je prends, par exemple, un autre...

**M. Laberge:** Ça, vous les connaissez sans doute mieux que moi. Je n'en connais pas, moi.

**M. Le Hire:** Le gouvernement...

**M. Laberge:** Moi et les pays socialistes, on ne fait pas bon ménage.

**M. Le Hire:** Le gouvernement français qui est, à l'heure actuelle, en train de réexaminer sa position économique, c'est un gouvernement socialiste. Regardez ce qu'il dit: Pour protéger la croissance, on va procéder au freinage des dépenses, on va mettre les salaires sous surveillance - en fait, on procède à la désindexation - on va mettre les fonctionnaires au régime sec, on va éviter que l'inflation ne vienne gangrener la croissance, on va permettre aux entreprises de demeurer compétitives, on va alléger leur fiscalité, on va baisser les taux d'intérêt pour soutenir l'investissement.

**M. Laberge:** Vous allez être très heureux dans un Québec avec plus de pouvoir. Ils font ça depuis une dizaine d'années.

**M. Le Hire:** Oh! Je regrette.

**M. Laberge:** J'aurais une question ou deux.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Mais écoutez, là...

**M. Laberge:** Ce n'est pas tout à fait vrai que vous êtes aussi neutre que vous l'avez dit. D'abord, vous avez dit de façon très carrée que, dans le contexte actuel, avec le gouvernement, et de la façon dont ça fonctionne, c'était quelque chose dans lequel vous ne pouviez plus envisager de vivre parce qu'il n'y avait pas de perspective d'avenir.

Et vous allez plus loin que ça. À un moment donné, vous dites que vous endossez, mais entièrement, la position de la Chambre de commerce qui a parlé des dédoublements et de choses semblables. Vous avez parlé d'énormes pertes de temps, d'argent et d'énergie. Ce sont quand même des choses assez claires. Donc, ça veut dire qu'il faut qu'il y ait des correctifs apportés à ce genre de choses.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Laberge, vous avez dépassé le temps, mais la présidence trouvant que vous parlez tellement bien, on va le prendre sur notre temps.

**M. Laberge:** Vous êtes tellement gentil.  
(20 h 30)

**Le Président (M. Jean Campeau):** Vous avez encore 30 secondes, si vous voulez.

**M. Laberge:** Vous êtes tellement gentil, mon cher Président.

Bon, vous m'avez fait perdre mon affaire avec ça. Tout ceci pour dire de la Chambre de commerce, secteur Québec... Pas la Chambre de commerce, l'Association des manufacturiers canadiens, secteur Québec, a quand même donné son accord entier à ce qui s'est passé au Forum pour l'emploi, alors qu'on demandait de rapatrier des pouvoirs au Québec pour pouvoir se donner, au Québec, la main-d'oeuvre dont on a besoin pour répondre aux besoins du Québec. Ce n'est pas si neutre, je pense. Il faut lire entre les lignes un peu, hein?

**Le Président (M. Jean Campeau):** C'est tout, M. Laberge?

**M. Laberge:** Oui.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Ah! Mais, parfait.

**M. Laberge:** Il n'y a pas de gars plus obéissant que moi.

**Le Président (M. Jean Campeau):** On passe maintenant à M. Claude Dauphin.

**M. Dauphin:** Oui. Merci, M. le Président. J'ai évidemment constaté que mes collègues commissaires ont posé d'excellentes questions, puisque je vais les poser également.

Maintenant, ce que je retiens de votre mémoire, c'est que, évidemment, vous êtes contre le statu quo, vous désirez que les changements se fassent très rapidement et, évidemment, vous êtes prêts à embarquer, pour autant que ça assure une prospérité pour vos membres, et également une sécurité économique pour les Québécois.

J'aimerais revenir, si vous me permettez, sur la matière de l'environnement. Plusieurs, avant moi, y ont touché. Vous dites à un certain moment donné que les gouvernements devraient peut-être être plus intelligents dans leurs décisions en matière environnementale. Vous faites référence au projet de la Baie James, Phase II, de 62 000 000 000 \$; l'hydroélectricité constitue une des principales attractions au niveau des investissements pour le Québec.

Maintenant, on entend depuis quelque temps des experts ou des théoriciens nous dire que, en matière environnementale, sur le plan constitutionnel, parce que c'est surtout ça qui nous intéresse ici, nous, la juridiction devrait être la plus large possible, c'est-à-dire qu'il y ait une juridiction nationale, même continentale en matière environnementale. Alors, je me demande si vous vous êtes penchés là-dessus ou si vous

avez une opinion au niveau juridictionnel sur le plan environnemental avec ce que l'on vit présentement.

**M. Le Hire:** Effectivement, on en a une position et la position est la suivante. En matière d'environnement, il est presque impossible pour un État d'agir seul et il faut nécessairement qu'il soit en mesure de conclure des ententes avec d'autres pays, avec, en fait, la communauté internationale. Ce qu'il faut faire et ce sur quoi nous insistons, c'est que les gouvernements aient cette concertation entre eux au niveau des forums internationaux et qu'on développe des standards que tout le monde va appliquer et qui vont avoir une influence uniforme sur tout le monde, de façon à ne pas fausser les règles de la concurrence.

**M. Dauphin:** D'accord. J'aurais peut-être juste une autre question, M. le Président, si vous me le permettez.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Allez, M. Dauphin.

**M. Dauphin:** Évidemment, comme la Chambre de commerce du Québec, vous acceptez durement les chevauchements ou les doubles juridictions. Maintenant, dans votre quotidien et après consultation de vos membres, vous avez sûrement des exemples à nous donner de chevauchements qui seraient évidents à enlever.

**M. Le Hire:** Le meilleur exemple, c'est celui qui nous a amenés à participer à la démarche du forum sur l'emploi; c'est tout celui de la formation professionnelle; formation de la main-d'œuvre; les juridictions partagées entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial; les intrusions dans les compétences en matière d'éducation; l'impossibilité de départager. Et il faut regarder les coûts d'administration de tout ce régime-là. Il y a 40 % des sommes qui sont consacrés à des fins de formation professionnelle qui vont effectivement à l'administration; c'est un résultat désastreux. Remarquez que notre critique ne tient pas uniquement au partage des pouvoirs entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial, parce qu'à l'intérieur même du gouvernement du Québec, il y a de sérieux chevauchements de juridictions entre différentes autorités qui rendent la situation intenable. La raison pour laquelle on demande qu'un ménage soit fait, ce n'est pas simplement pour protéger la compétence du Québec, c'est pour aboutir à un résultat qui va faire en sorte que les fonds qui doivent être consacrés à l'effort de formation le soient effectivement dans leur plus grande totalité et avec la meilleure efficacité possible.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Cosmo

Maciocia.

**M. Maciocia:** Merci, M. le Président. M. Le Hire, je vais essayer d'éviter le préambule, étant donné que je suis en question complémentaire et que les préambules sont prohibés en commission parlementaire et en Chambre, et je vais tout de suite à la question. À la page 46 de votre mémoire, à un certain moment, vous dites: "Et dans l'hypothèse où le Québec accèderait à un degré plus grand d'autonomie politique, il devrait malgré tout continuer à rechercher une plus grande intégration économique avec le reste du Canada". Ma première question est celle-ci: Qu'est-ce que vous entendez par une plus grande intégration économique avec le reste du Canada? Et quels seront, d'après vous, les outils les plus nécessaires pour le Québec?

**M. Le Hire:** Écoutez, un peu plus tôt dans le même mémoire, on dit que, dans le cadre actuel, toutes les formules... En fait, on énumère toutes les formules qui sont possibles. Alors, ça peut être la formule avec le minimum de réformes jusqu'à la formule qui comprendrait le maximum de réformes. Peu importe la formule choisie, il faudra en arriver à maintenir des liens économiques non seulement avec les États-Unis mais également avec le reste du Canada, avec le Mexique et, en fait, avec toute la communauté internationale.

**M. Maciocia:** M. le Président, je comprends très bien le fait de maintenir, mais ce n'est pas ça que vous dites dans votre mémoire. Vous dites: "Une plus grande intégration économique avec le reste du Canada." Pas seulement de garder les liens qu'on a actuellement, vous parlez encore d'une plus grosse intégrité.

**M. Le Hire:** Absolument. On prétend à la nécessité d'accentuer le degré d'intégration économique.

**M. Maciocia:** Voilà. Et quelles seront, d'après vous, les avenues qu'aura un Québec, disons-le, souverain vis-à-vis du reste du Canada, pour aller chercher justement...

**M. Le Hire:** La Communauté économique européenne est en train d'atteindre un degré d'intégration économique absolument inégalé dans l'histoire. Pour l'instant, il y a encore des pays qui s'appellent l'Allemagne, la France. Je veux dire: On ne veut pas se restreindre et on ne veut pas non plus que qui que ce soit pense qu'on n'est restreints qu'à une seule formule. On est prêt à en envisager plusieurs.

**M. Maciocia:** Merci.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Rémil-

lard.

**M. Rémillard:** Oui, M. Le Hire, M. Rivard, M. Fortier et M. Murray, au nom du gouvernement, tout d'abord, je voudrais vous souhaiter la bienvenue et vous remercier d'avoir accepté de venir témoigner devant nous. Je veux aussi vous remercier d'avoir présenté ce mémoire très intéressant. C'est un mémoire qui nous vient évidemment d'intervenants économiques de première importance, parce que vous jouez un rôle moteur dans notre économie et c'est particulièrement intéressant de vous entendre.

Votre mémoire est aussi stimulant dans le sens qu'il nous apporte quand même une perspective de dynamisme économique, entrepreneurship, des qualités qui caractérisent l'économie québécoise, et c'est loin des discours protectionnistes qu'on entendait il n'y a quand même pas tellement longtemps. Et c'est intéressant de vous entendre parler d'intégration économique, de vous entendre parler d'ouverture des marchés. On sait que vous êtes contre le statu quo. Vous nous avez dit tout à l'heure, M. Le Hire, que le système de gouvernement, tel qu'il fonctionne maintenant, ne peut régler nos problèmes. On sait par déduction, puisque vous prônez autant, vous mettez autant d'emphase, dis-je, sur l'intégration économique, et la réponse que vous venez de donner à mon collègue, que vous n'êtes pas pour une indépendance pure et dure, qu'on peut qualifier, prenant les termes d'un mémoire qui nous a été présenté cet après-midi auquel vous vous référez, celui des Chambres de commerce. Vous êtes donc pour un mécanisme qui pourrait le mieux favoriser l'ouverture des marchés. Mais, selon vous, quels sont les liens d'intégration économique qui vous paraissent essentiels à protéger et à développer? Quand vous parlez d'intégration économique, à quel lien économique vous référez-vous, tant au niveau des institutions que des liens d'échanges commerciaux?

**M. Le Hire:** On a mentionné également le cas de la politique monétaire. On a dit que si, effectivement, on maintient un lien de cette nature-là, il faut s'assurer que ce lien permette la reconnaissance des priorités de développement régional à l'intérieur de l'union monétaire. On a mentionné, évidemment, pour nous, ce qui est prioritaire, c'est le commerce interprovincial et international. Écoutez, en matière de commerce de cette façon, on aboutit à la situation où, bientôt, il va être plus facile de faire affaire entre le Québec et les États-Unis que c'est possible de faire affaire entre le Québec et l'Alberta. Alors, c'est une aberration. Le fait qu'on en soit à ce point après 100 ans d'histoire, de vie commune, montre à quel point le système est sclérosé. Essentiellement, c'est ce genre de lien-là qu'on pense à maintenir.

**M. Rémillard:** Vous vous référez à un com-

merce avec une autre province canadienne. Est-ce que, selon vous, il y a un système politique qui est plus porté à protéger ces genres de liens d'intégration? Est-ce que le fédéralisme vous paraîtrait plus rassurant pour assurer ces liens d'intégration économique ou si la souveraineté du Québec pourrait tout aussi bien l'assurer?

**M. Le Hire:** Écoutez, si on se réfère simplement à l'expérience vécue depuis 100 ans, on doit en conclure nécessairement que le système ne fonctionne pas. Alors, de là, est-ce que vous me dites qu'un système fédéral différent arriverait à garantir cela? Peut-être que oui, peut-être que non. Peut-être qu'on ne serait pas plus avancé dans dix ans qu'on l'est maintenant.

**M. Rémillard:** Avec la souveraineté, M. Le Hire?

**M. Le Hire:** Même chose. On ne le sait pas.

**M. Rémillard:** Que savez-vous?

**M. Le Hire:** Au sujet de la souveraineté? Justement, on dit qu'à l'heure actuelle, avant de pouvoir accepter un projet quelconque, il faudrait que quelqu'un soit en mesure de manifester une vision, communiquer une vision qui tiendrait compte de nos priorités. On n'a pas la naïveté de penser que la société doit essentiellement être basée sur notre modèle. On sait qu'il y a d'autres parties de la société qui doivent venir nous présenter également leur vue de ce que ce modèle-là doit être, mais, quant à nous, on va se prononcer sur ce qu'on connaît, c'est-à-dire les liens économiques.

**Une voix:** Est-ce que je peux ajouter quelque chose?

**Le Président (M. Jean Campeau):** Oui.

**M. Fortier:** En fait, ce qui est important, M. Rémillard, dans nos activités, j'en reviens encore à ça, c'est le climat dans lequel on opère. Si le climat en Ontario et en Alberta est hostile au Québec, c'est évident qu'il va être très difficile pour nous autres d'y vendre nos produits. C'est pour ça qu'il est important que toute la démarche qui se fait actuellement soit faite... soit bien comprise partout, parce qu'il est important, pour nous autres, de pouvoir continuer nos activités et, en fait, de grandir à l'intérieur des territoires dans lesquels on opère.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Ça va. Mme Marois.

**Mme Marois:** Oui. Merci, M. le Président. J'aurais beaucoup de commentaires à faire. Je vais en faire quelques-uns et poser quelques



questions. Mon collègue, M. Léonard, en aura à ajouter aussi. À votre mémoire, à la page 41, vous dites: "Le temps que nous consacrons à débattre de la forme de notre gouvernement nous détourne de nos priorités et ajoute à l'incertitude". Moi, je vous dirai que si personne, ici - que ce soit vous ou d'autres organismes qui viennent présenter des mémoires - ne nous identifie la voie qu'il privilégie un tant soit peu, quant au modèle politique qu'on va retenir, on risque de prolonger l'incertitude pour un bon moment et, donc, de ne pas atteindre, à toutes fins pratiques, l'objectif que vous visez, donc, éviter l'écueil que vous voulez qu'on évite. Vous voyez un petit peu, je pense, ce que j'essaie de démontrer ici. Donc, dans ce sens-là, je veux bien que l'on discute, que l'on débattre. Je pense que c'est intéressant. Votre mémoire est particulièrement intéressant; je vais en soulever d'autres éléments, mais il demeure qu'il faudra, quelque part, tirer la ligne. Vous admettez avec nous que vous ne nous facilitez pas la tâche à certains égards.

Cela étant dit, je vais poser la question autrement. Elle va rejoindre celles qui ont été posées auparavant. Cela étant dit, si je comprends bien votre mémoire et si je vous suis quant au fait que nous soyons d'accord, dans un Québec souverain, avec l'existence d'un marché commun avec le reste du Canada, avec le maintien de l'accès au marché américain et, je dirais même nord-américain, il vous apparaît qu'une hypothèse comme celle-là d'un projet de souveraineté est acceptable et vivable pour vous.

**M. Le Hire:** Théoriquement, et à la condition que les critères que nous avons définis comme devant faire partie d'une vision soient contenus, oui. Et encore, je reviendrai sur ce que j'ai dit plus tôt. Il faut tout de même réaliser que n'importe quel changement amène sa part d'inconvénients et si les changements qu'on fait sont importants, il faudrait faire en sorte que la balance des inconvénients, ultimement, soient en faveur de cette option-là. Si ce n'est pas le cas, ce n'est pas une option valable.

**Mme Marois:** D'accord. On s'entend bien. Il y a un intervenant, tout à l'heure, qui disait: Si on regardait du côté d'un fédéralisme renouvelé ou si on tentait d'arriver à une meilleure coordination des politiques entre les provinces et Ottawa dans un système fédéral - je pense que c'est M. Ouellet qui le mentionnait - vous seriez prêts à envisager cela. Et lui-même dit, puisque, dans le fond, c'a à l'air d'un certain maquignonage, que vous allez aller avec le plus offrant. Moi, je ne partage pas ce point de vue-là parce que je pense que le constat a été fait depuis au moins 30 ans, si ce n'est 100 ans, qu'on vit, effectivement, des situations de dédoublement inacceptables. Et, je vais vous citer encore là. Vous dites: "Que dire des chevauchements de

juridictions, sinon de se rallier sans réserve aux commentaires de la Chambre de commerce". Je comprends aussi que vous appuyez - et je veux bien l'entendre - les demandes, faites par la Chambre, de rapatriement des pouvoirs et, là, on peut y aller: éducation, recherche et développement, culture, justice, communications, travail, commerce intraprovincial, navigation, transport intérieur, pêche côtière, main-d'œuvre, sécurité du revenu, développement économique régional, environnement intérieur, relations avec les peuples autochtones, santé et services sociaux, affaires urbaines, etc.

**M. Le Hire:** Écoutez, il faut comprendre qu'une association comme la nôtre, ce n'est pas la Chambre de commerce. La Chambre de commerce se prononce sur un très large éventail de sujets parce que, effectivement, elle représente des gens qui sont issus des milieux touchés. En matière de pêche côtière, je vous dirai que je ne suis pas en mesure d'éclairer beaucoup votre lanterne.  
(20 h 45)

**Mme Marois:** Mais en matière de...

**M. Le Hire:** Mais, tout ce qui concerne le secteur manufacturier, il n'y a aucun doute là-dessus, qu'on appuie ces revendications.

**Mme Marois:** D'accord. Et vous considérez qu'effectivement, il y a actuellement dédoublement, et qu'il y a donc échec de la façon dont on a fonctionné jusqu'à maintenant.

**M. Le Hire:** Tout à fait.

**Mme Marois:** D'accord. Je vous remercie.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Jacques Léonard.

**M. Léonard:** Oui. Bonjour. Je voudrais, M. Le Hire, faire une remarque, en partant, sur un énoncé qui m'a surpris, c'est celui-ci. Vous dites: Il n'y a pas de projet de société au Québec. Moi, j'ai l'impression que, oui, il y en a un. C'est une société qui existe depuis longtemps, mais en particulier depuis 1960, qui a fait des efforts considérables pour s'affirmer, et je pense que ça a donné des résultats. D'ailleurs, vous dites, quelque part dans votre mémoire, que la compétitivité du Canada a baissé, mais moins au Québec qu'ailleurs, avec un décalage de 5 %. Donc, il y a quand même quelque chose qui existe. Je trouve qu'il y a une société qui existe, là.

Alors, revenons maintenant à la question qui nous préoccupe, nous. Nous devons faire des recommandations sur un système politique ou un régime politique éventuel. Vous dites que vous ne pouvez pas accepter le statu quo. Je suppose donc que ça signifie que vous refusez en même

temps la formule d'amendement qu'il y a actuellement. Parce que vous dites, ailleurs dans votre mémoire, qu'il ne faut pas prendre trop de temps pour le faire: Finies les discussions! Et la formule d'amendement actuelle nous amène dans des discussions de plusieurs années, avec un résultat que nous connaissons déjà, dans le cas du lac Meech, mais qu'on pourrait voir aussi s'évanouir avec le temps.

Alors, on est donc dans un autre régime, finalement, en dehors de la Constitution. Et la question que nous avons à nous poser, il me semble, c'est: Est-ce que, dans un tel contexte, un pays comme le Canada, à deux niveaux – mais comme nous sommes au Québec, le Québec avec une autre superstructure – serait beaucoup plus coûteux à administrer, ou bien si le Québec indépendant, souverain, serait un État beaucoup plus simple, plus souple, plus efficace, mieux intégré avec ses entreprises et pourrait être plus compétitif sur le plan international? Je pense, juste avant que vous me répondiez, aussi... Lorsque vous nous dites que vous êtes d'accord avec la Chambre de commerce, nous avons évalué ce que cela signifiait sur le plan des budgets fédéraux. Et les calculs auxquels nous arrivons, c'est 68 %, part du Québec dans le budget fédéral, qui devraient revenir au Québec, avec les pouvoirs qui sont listés à la page 16 du mémoire de la Chambre de commerce. Donc, entendons-nous, entre 60 % et 70 %, supposons, une part considérable qu'il sera toujours très difficile d'aller chercher là-bas. Alors, j'aimerais vous entendre là-dessus parce que, au fond, est-ce que, si l'on cherche la simplification de l'État et une meilleure intégration avec ses entreprises, on ne doit pas viser à la souveraineté, purement et simplement?

**M. Le Hire:** Il y a un raccourci, là, qui me semble rapide, vous me permettez de vous le signaler.

**M. Léonard:** Allez-y, par le raccourci.

**M. Le Hire:** Effectivement, je pense que la conclusion s'impose. C'est que le Québec fait preuve de dynamisme. Il faut tout de même regarder les choses en face. Au cours des dernières années, il semble que nous ayons manifesté davantage de dynamisme que ça n'a été le cas ailleurs au Canada. C'est donc un élément positif. Mais, cet élément-là, à lui seul, ne suffit pas. Il faut également pouvoir avoir cette vision de l'avenir à laquelle nous faisons allusion. Il faut que se manifeste un leadership. Nous n'avons pas la prétention que ce leadership, nous sommes en mesure, nous manufacturiers, de l'assumer. On estime que la société est plus large que nous, qu'il y a d'autres gens qui vont vouloir venir faire une contribution devant cette assemblée et que, effectivement, à partir de toutes ces contributions, y compris la nôtre – et on préfé-

rerait que ce soit prioritairement la nôtre – on fasse une large place à nos préoccupations, qu'on soit en mesure d'articuler un modèle, une vision de l'avenir pour le Québec. Et, selon le dynamisme de cette vision-là, elle s'imposera ou elle ne s'imposera pas.

**M. Léonard:** Il y en a eu un certain qui a été manifesté, un dynamisme, en particulier à partir des grandes entreprises et des réseaux qui ont été construits au Québec depuis 20 ans ou 30 ans. Et moi, je pense que, sur ce plan-là, ça fait partie de la société québécoise. Et lorsque vous dites qu'il n'y a pas de projet de société à travers les institutions qui ont été mises en place ici au Québec, il me semble qu'on a traduit un projet de société. Il n'est pas parfait. On peut le discuter. Effectivement, je trouve qu'actuellement, les gens sont prêts, jusqu'à un certain point, à mettre de côté leur vision de société pour dire qu'avant d'aller plus loin et pour pouvoir aller plus loin, il faut aller chercher tous les pouvoirs au Québec. Je trouve que ça c'est une... Il me semble que vous devriez pouvoir nous répondre ou nous éclairer là-dessus parce que, au fond, c'est quand même un élément majeur.

**M. Le Hire:** Effectivement, j'en conviens avec vous. Il n'y a pas de doute qu'il y a un certain nombre de choses qui se sont réalisées depuis 40 ans au Québec, qui constituent des éléments qui sont extrêmement encourageants. Mais il y a encore un effort à fournir et on compte sur cette Commission pour, en prenant tous les morceaux ensemble, des morceaux que nous allons venir présenter, qu'on soit en mesure d'articuler un projet de société et que ce projet-là puisse être soumis à la population s'il est nécessaire de le faire et si, pour des raisons... si le consensus est tellement évident qu'il s'impose de lui-même, ça ne sera peut-être pas nécessaire, on pourra faire l'épargne d'une consultation.

**M. Léonard:** Pour aller un peu plus loin, nous, nous sommes d'accord – je pense tout le monde ici – avec la signature du traité de libre-échange qui a été signé – à peu près tout le monde, enfin, bon – et il y a aussi comme proposition que tout le monde fait qu'il faut une union monétaire, en tout cas une monnaie commune plutôt et qu'on doit viser à une union douanière. Est-ce que ces conditions-là sont des conditions qui vont favoriser la concurrence et qui vont vous aider? Vous les acceptez vous aussi, je suppose bien – vous le dites dans votre mémoire. Qu'est-ce que ça vous prend de plus?

**M. Le Hire:** Écoutez, vous nous demandez de nous commettre et nous aimerions bien voir que, vous, comme parti politique, vous vous commettiez également. Montrez-nous dans votre programme la vision qui permet d'atteindre les

objectifs que nous visons, que nous recherchons et si vous êtes convainçants, on sera peut-être en mesure de faire un bout de chemin.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Messieurs, ils vous reste trois minutes. Mme Blackburn.

**Mme Marois:** Juste un commentaire auparavant, si vous le permettez. D'abord comme vous savez que les débats du Parti québécois sont très publics, vous pouvez consulter notre programme, il est pas mal clair là-dessus. Et, d'autre part, quand vous citez... Dans une page de votre mémoire vous racontez comment le Québec s'est quand même relativement bien comporté en 1980 pour sortir de la crise au début des années quatre-vingt et vous dites justement que le fédéral est venu défaire tout ça, sept ou huit ans plus tard, bien ça en était une expérience, entre autres, de travail avec les entreprises, pour les supporter dans leur dynamisme et pour les supporter dans leur volonté de créer de la richesse. Donc, dans ce sens-là, j'appuie mon collègue du fait qu'il y en a un modèle qui est propre au Québec et qui a permis de faire en sorte... Et je vous citerai encore, j'avais la page exacte; vous dites que le "Québec a fait moins mal que le reste du Canada compte tenu que le Canada est comme dans une mauvaise posture."

**M. Le Hire:** Vous me permettez de noter que moins mal ce n'est pas nécessairement faire bien.

**Mme Marois:** J'ai compris tout ça.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Mme Marois:** Je suis très consciente de ça. Mais cela étant dit, malgré le système fédéral et malgré toutes les contraintes que vous avez vous-même identifiées, vous dites: On a quand même fait moins mal. Donc il y en a un modèle quelque part qu'on a fini par développer.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Mme Blackburn.

**Mme Blackburn:** Oui, voilà. Dans votre mémoire, vous citez un certain nombre de choses qui ne vont pas et là je vous les cite comme ça, pas nécessairement par ordre des pages, mais vous dites: La politique monétaire, ça ne relève pas du Québec. Le taux d'intérêt, ça ne relève pas du Québec. Les chevauchements coûteux, pas trop de notre faute non plus, c'est dû à l'empiètement du fédéral dans les secteurs de compétence des provinces. Le problème d'Hydro-Québec, pas de notre faute non plus, semble-t-il. L'endettement canadien, plus fort au Canada qu'au Québec, ce n'est pas non plus de notre faute. La compétitivité en déclin, c'est le Canada et c'est encore plus grave que chez nous. Tant

mieux. Et les coûts des tensions entre le Québec et le Canada, vous dites, comme par hasard, il semble y avoir à la page 15 de votre mémoire, une espèce de rapport entre ces tensions-là et notre diminution de la compétitivité. Et là j'en passe.

Que diriez-vous si on vous proposait un projet qui, finalement, rapatrie les pouvoirs au Québec, nous permettant d'avoir une certaine prise sur ce que vous dénoncez actuellement, sans commencer à essayer de refaire le monde? Commençons tranquillement en reprenant les systèmes qu'on a, en reprenant ceux qu'on s'est donnés comme Québec pour développer l'économie, soutenir l'économie, les politiques en matière de soutien à la recherche en particulier, recherche et développement dans les entreprises et certains avantages fiscaux. Est-ce qu'on serait vraiment pire qu'on est là?

**M. Le Hire:** Si vous prenez des engagements sur les pouvoirs qu'on va vous donner et que ces engagements répondent aux demandes que nous avons formulées, il y a peut-être moyen de faire un bout de chemin.

**Mme Blackburn:** Bien. Merci.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Chevrete, si vous...

**Mme Blackburn:** ...la souveraineté. Ça commence à allumer.

**Une voix:** Il ne vous reste pas de temps?

**Le Président (M. Jean Campeau):** Non, il ne m'en reste pas.

**Une voix:** Ce n'est pas à 21 heures...

**Une voix:** M. Rémillard, du gouvernement.

**Une voix:** Il reste du temps. Une minute.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Rémillard, avez-vous un commentaire?

**M. Rémillard:** Simplement pour terminer en disant que ce mémoire nous apporte une contribution intéressante. Je prends bonne note, M. le Président, de beaucoup de choses qui sont citées dans le rapport, comme je vois, à la page 34, une phrase: "C'est ainsi que la fiscalité du Québec pour les entreprises est maintenant la plus concurrentielle au Canada." Je vois aussi des remarques qui sont faites sur la bonne gestion du Québec, puisque nous avons coupé le déficit de moitié. Alors, nous partageons ces bons commentaires.

Mais ce que je peux vous dire et, évidemment, vous en êtes conscients, vous pouvez laisser certains d'entre nous sur leur appétit et

vous savez que, pour certains politiciens, la fin peut justifier les moyens.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Chevette, une minute.

**M. Chevette:** Oui, M. le Président. Les manufacturiers sont des gens réalistes. Vous êtes-vous imaginé 30 secondes le rapatriement de tout ce que vous demandez dans le contexte de la Constitution actuelle, à 7-50, sept provinces, 50, ou encore l'unanimité sur certains points? Quand on connaît le plancher minimum qui a été rejeté après un "tataouinage" épouvantable, que choisiriez-vous entre 10 ans de "tataouinage" et une solution claire qui clarifierait une fois pour toutes qui mène quoi, tout en gardant les liens économiques?

**M. Le Hire:** Je vais reprendre encore une phrase de notre mémoire en conclusion: "Encore une fois, donnons-nous la peine de regarder ailleurs ce qui se passe. En 10 mois, le mur de Berlin est tombé, le monde communiste s'est effondré, l'Allemagne, divisée en deux depuis 45 ans, a procédé à sa réunification économique et politique..."

**Une voix:** ...

**M. Le Hire:** Elle se positionne pour être, dans cinq ans...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Le Hire:** ...la première puissance industrielle du monde. Elle aura, bien entendu, la prospérité qui accompagne ce statut. "Si on est capable de faire tout ça en 10 mois, pour quelle raison, nous, on ne serait pas capables?"

**Une voix:** Allons-y!

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Le Hire, sur ces bonnes paroles, je voudrais remercier M. Rivard, vous remercier vous-même, M. Fortier et M. Murray. C'a été une excellente présentation. Merci d'avoir pris le temps de venir parler de votre mémoire ici. Merci aussi d'avoir répondu avec brio, avec sincérité, avec clarté et, j'ajouterais, avec chaleur, à toutes les questions qui vous ont été posées. Merci.

Il ne s'agit pas pour les membres de la commission de partir.  
(21 heures)

**Une voix:** ...bien c'est pas suspendu... On change de groupe.

### Conseil de la vie française en Amérique

**Le Président (M. Jean Campeau):** Messieurs,

si vous voulez retourner à vos sièges, nous allons continuer et écouter maintenant le Conseil de la vie française en Amérique. M. Martin Légère, si vous voulez bien présenter les gens qui vous accompagnent.

**M. Légère (Martin-J.):** M. le Président, il me fait plaisir de vous présenter notre délégation. D'abord, notre secrétaire, le Dr Roland La Flèche, de Sainte-Foy.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Ça va.

**M. Légère:** M. Yvan Forest, notre trésorier, de Lévis. Et deux administrateurs, Me Gérard Lévesque, de Vanier, Ontario. M. Roméo Paquette de Sherbrooke, qui a oeuvré pendant 21 ans au sein de la communauté francophone de la Colombie-Britannique. Notre chef de secrétariat, Mme Esther Tailon.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Vous avez une heure. Donc, je vais juste rappeler aux membres de la Commission les temps de parole lors des audiences d'une heure. Vous avez 10 minutes pour la présentation de votre mémoire, 5 minutes pour la présidence, 10 minutes sont réservées pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 10 minutes pour le groupe parlementaire formant l'Opposition officielle, et 25 minutes pour les membres inscrits auprès de la présidence. Alors, la parole est à vous, M. Légère.

**M. Légère:** M. le Président, Mmes et MM. membres de la Commission. Tout d'abord, nous désirons vous remercier très sincèrement de nous avoir invités à venir vous faire notre présentation devant votre Commission que nous considérons comme cruciale pour l'avenir de la francophonie nord-américaine. Le fait que nous soyons parmi les premiers appelés nous réjouit. Nous nous considérons un peu comme privilégiés et nous vous en remercions.

Comme il y a peut-être certains de vos membres qui ne connaissent pas le Conseil de la vie française en Amérique, permettez-moi de vous en dire un mot. Le Conseil a été fondé en 1937 pour donner suite au deuxième congrès de la langue française tenu à Québec. Sa mission, elle est très simple. Il s'agit de la défense et de la promotion des droits des francophones d'Amérique. Et cette mission, nous l'avons accomplie pendant au-delà d'un demi-siècle et nous continuons à l'accomplir.

Pendant longtemps, nous fûmes le principal porte-parole de la nation canadienne française avec des représentants au sein de notre Conseil du Québec et de toutes les provinces canadiennes ainsi que de la franco-américanie. Cependant, au cours des années, d'autres intervenants se sont joints à nous pour revendiquer nos droits et nous nous en réjouissons et nous sommes heureux de

travailler avec eux. Tout de même, nous demeurons encore bien en scène avec des projets d'avenir et c'est pourquoi nous sommes ici ce soir.

Nous sommes ici d'abord, et ce à titre de gens qui vivent à l'extérieur du Québec, pour vous exprimer notre reconnaissance car, il faut bien se le dire, le Québec a été pour nous, des provinces de l'extérieur du Québec, d'un appui permanent. Surtout nous, les Acadiens, avons bénéficié d'une façon extraordinaire de votre générosité. Ce soir, nous voulons également vous dire notre attachement et vous faire connaître nos espoirs. Par contre, nous vous le disons bien carrément: Nous ne sommes pas ici pour vous dicter une ligne de conduite, mais surtout pour vous signifier que nous avons toujours cru que le Québec était une société distincte. D'ailleurs, notre appui inconditionnel à l'accord du lac Meech, dès ses débuts, en est une preuve évidente. Car, si vous fouillez dans les dossiers, vous constaterez que le Conseil de la vie française en Amérique a appuyé, sans exception, l'accord du lac Meech. Nous avions compris et nous comprenons encore mieux peut-être, que cette entente ne devait pas être la solution à tous les maux de la nation canadienne, mais était tout simplement un pacte afin de donner au Québec sa place au sein de la grande famille canadienne. Nous comprenons très bien que la faillite de cette démarche, de cette entente, a provoqué de la consternation et de l'amertume chez les Québécois et qu'il est tout à fait normal que vous vous penchiez sur votre avenir politique. Comme cet avenir nous intéresse au plus haut point, nous avons pensé vous faire quelques recommandations qui seraient de nature à protéger les droits et assurer la pérennité de vos frères et de vos soeurs qui vivent à l'extérieur du Québec.

Il est entendu que le Conseil de la vie française respectera la décision ultime que prendra l'État du Québec quant à son avenir politique et constitutionnel. Alors, ces choses étant dites, nous nous permettons de vous faire quelques recommandations:

1° Que l'Assemblée nationale du Québec établisse une Direction permanente des relations avec les communautés francophones et publie annuellement un rapport sur la situation de ces communautés, pour maintenir une sensibilisation des Québécois envers leurs frères des autres provinces. Ce serait comme un lien permanent de fraternité.

2° Qu'une forme de représentation politique de la francophonie hors Québec soit instituée, possiblement avec un ou plusieurs sièges à l'Assemblée nationale, avec droit de parole, mais sans droit de vote sur les questions ne relevant pas de cette représentation, afin que vous soyez toujours conscients de l'existence de vos frères hors Québec. Il me semble que ce serait magnifique si, chaque fois que l'Assemblée se réunissait,

vous aviez la présence de deux ou trois francophones hors Québec qui vous rappelleraient sans cesse vos obligations envers cette partie de la nation canadienne.

3° Que soient consolidés les liens qui unissent déjà le Québec aux diverses communautés francophones hors Québec.

Ici, permettez-moi de noter un lien qui existe déjà dans le domaine des caisses populaires. Je crois que ça intéressera particulièrement M. Béland. Depuis une dizaine d'années déjà, les membres des caisses populaires du Nouveau Brunswick, de l'Ontario et du Manitoba peuvent se parler ensemble et parler avec le Québec, grâce au réseau informatique auquel nous sommes affiliés. Et depuis quelques mois, grâce au fait que les trois fédérations de caisses populaires de ces provinces sont devenues membres d'une façon associée de la confédération, nous avons déjà des liens très solides. C'est précisément ce genre de liens que nous voudrions consolider partout au Québec et dans les provinces où nous sommes minoritaires.

4° Que le Québec fasse mieux connaître au monde extérieur sa générosité envers sa minorité anglophone qui jouit des libertés et des institutions nécessaires à son épanouissement.

Je vis dans une province anglophone et je lis très souvent les journaux anglophones qui ne cessent de dire des absurdités au sujet du Québec concernant la minorité. Si nous, dans les provinces anglaises, nous recevions le même traitement que les anglophones reçoivent au Québec, nous serions des plus heureux.

5° Que tout accord éventuel avec les autres parties du Canada actuel contienne des clauses de réciprocité, non seulement modelées sur les généreux traitements accordés à la minorité anglophone du Québec, mais en fonction d'un rattrapage institutionnel qui doit corriger des retards plus que centenaires. Nous voudrions que dans les provinces anglaises, on s'inspire du Québec pour accorder des droits et des services à la minorité francophone.

6° Qu'un programme d'échanges soit établi au niveau d'études universitaires pour assurer un équilibre entre ce qui est disponible pour la minorité anglophone du Québec et ce qui est nécessaire aux francophones hors Québec.

7° Que le Conseil de la vie française en Amérique soit reconnu à titre d'intermédiaire entre le Québec et les communautés francophones d'Amérique.

En définitive, nous voudrions, le cas échéant, que le Québec s'assure que les communautés francophones deviennent une priorité dans ses efforts pour assurer la pérennité de l'ensemble de la communauté francophone du pays. Merci.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Nous allons demander à M. Turgeon de faire le premier commentaire.

**M. Turgeon:** Merci, M. le Président. M. Légère, contrairement à ce que nous avons dit aux autres groupes à qui nous avons reproché de ne pas se prononcer sur la question fondamentale, moi, je voudrais vous féliciter de ne pas le faire. Vous représentez les francophones hors Québec et vous ne le faites pas parce que vous considérez que l'avenir du Québec concerne, au premier chef, les Québécois, les Québécois seuls. Je pense que cela vous honore.

Cela dit, avant de parler d'avenir, j'aimerais qu'on parle de la situation actuelle. Si je comprends bien donc votre message, vous considérez... Vous avez un blâme envers le gouvernement fédéral relativement à la façon dont il traite sa minorité francophone hors Québec. Vous êtes subventionnés par le gouvernement fédéral?

**M. Légère:** Nous étions subventionnés et, ici, comme il s'agit d'une question financière, je demanderais à notre trésorier d'y répondre.

**M. Forest (Yves):** Effectivement, nous avions déjà reçu des subventions dans le passé, sauf que, cette année, nous n'en avons pas reçu. Disons que c'est peut-être un concours de circonstances, mais il y a peut-être des déclarations assez fermes que notre membre de l'Ontario a faites et, depuis ce temps, effectivement, nous n'avons pas reçu de subvention.

**M. Turgeon:** Vous représentez environ combien de francophones hors Québec?

**M. Forest:** Nous représentons, par le truchement de nos représentants, quelque 500 000 membres, bien qu'il n'y ait pas une affiliation avec des cotisations. Ce serait un peu long à décrire.

**M. Turgeon:** Est-ce que vous avez une idée de ce que le gouvernement fédéral donne en subvention à une association comme Alliance Québec ici au Québec, par exemple, pour subventionner la minorité anglophone?

**M. Forest:** Oui. Par les dossiers que nous avons eus, et notre chef de secrétariat est ici, c'est la somme d'environ 1 000 000 \$ et nous n'avons rien reçu cette année.

**M. Turgeon:** Bien. Devant l'hypothèse de l'éventualité d'un Québec souverain, si je comprends bien, vous dites: Maintenons les liens entre nous. J'aimerais que vous précisiez s'il y a des modèles que vous avez vus pour proposer, par exemple, que vous ayez un siège, une représentativité à notre Assemblée nationale ou si c'est un poème actuellement.

(21 h 15)

**M. Légère:** Je demanderais à notre conseiller juridique, M. Lévesque, de répondre à cette question.

**M. Lévesque (Gérard):** On a vu qu'en France, les Français de l'étranger bénéficient d'un sénateur ou deux et il pourrait y avoir une participation à l'Assemblée, à ce qui s'appelle l'Assemblée nationale, par cette voix-là. Les gens de l'extérieur du Québec pourraient avoir une voix, sans droit de vote, parce qu'on ne veut pas que cette personne-là ou ces personnes-là s'occupent nécessairement des contrats d'asphalte au Québec, mais puissent, à l'occasion, au sein de l'Assemblée nationale, commenter l'action ou l'inaction du gouvernement du Québec à l'égard des communautés d'Amérique ou commenter surtout la situation qui est celle des communautés francophones en Amérique, non seulement dans les Maritimes, mais dans l'Ouest également.

**M. Turgeon:** Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Robert Libman.

**M. Libman:** Merci, M. le Président. M. Légère, vous faites beaucoup de recommandations très intéressantes et positives. Il y a quelque chose que je veux souligner. Le fait que le Canada demeure un pays officiellement bilingue renforce la présence du français en Amérique du Nord. Bien qu'il y ait beaucoup de chemin à faire dans ce domaine, je vous demanderai: Si le Québec devient souverain, pendant combien de temps les francophones hors Québec pourront-ils éviter l'assimilation dans un Canada qui ne compte pas le Québec dans son territoire, à votre avis?

**M. Légère:** C'est précisément ce qui nous préoccupe, et c'est pourquoi nous sommes ici, ce soir, pour dire que, advenant une telle éventualité, nous aurions à compter énormément sur le Québec. Et dans le passé, si je parle précisément de l'Acadie d'où je viens, ce n'est pas le gouvernement fédéral qui nous a sauvés, ce sont les Québécois qui sont venus à notre secours après la dispersion. Ce sont des Québécois qui ont bâti nos maisons d'éducation, nos collèges, nos couvents. Ce sont les Québécois qui nous ont donné notre premier quotidien et ce sont les Québécois qui ont donné les trois premiers postes de radio français dans l'Ouest. Alors, ce qu'on demande au Québec, c'est d'accentuer encore et davantage son aide à la francophonie hors Québec.

**M. Libman:** N'êtes-vous pas prêt à admettre que la survie des francophones hors Québec dépend du noyau français aussi puissant au sein du gouvernement central?

**M. Légère:** Je me pose la question. Si on prend notre institution, le Conseil de vie française en Amérique, on refuse de nous donner un cent de contribution, tandis que Québec se

montre assez généreux. Et si le Conseil survit en ce moment, c'est grâce au gouvernement du Québec qui est venu à notre secours.

**M. Libman:** O.K. Je reviens d'abord à la première optique. Je veux savoir: Si le Québec devient souverain, est-ce que vous croyez que l'assimilation des francophones hors Québec est inévitable?

**M. Légère:** Je vais demander à M. Paquette, qui a vécu pendant 21 ans en Colombie-Britannique, de s'exprimer.

**M. Paquette (Roméo):** Je crois, M. Libman, que la loi du bilinguisme au pays n'a pas grand effet sur les francophones hors Québec. C'est un droit qui a été donné aux francophones de s'adresser au gouvernement fédéral dans une des langues officielles, mais, dans la plupart des provinces du pays, au moins dans celle où j'ai vécu, la Colombie-Britannique, je n'ai pas vu beaucoup de gens qui pouvaient se faire servir en français, même dans des agences fédérales.

En ce qui concerne la survie des francophones, ce n'est certainement pas à cause des lois du bilinguisme, puisque l'assimilation est aussi forte qu'elle l'a toujours été; et, non seulement elle est aussi forte, mais elle continue à s'accélérer. C'est ça le gros problème qui existe au Canada. C'est qu'il n'y a pas de statut particulier pour une communauté de langue officielle à l'extérieur du Québec, alors qu'au Québec, votre minorité, la minorité anglophone, a des institutions, a un soutien du gouvernement de façon absolument adéquate, tandis qu'à l'extérieur, on est encore à demander des miettes. Imaginez-vous que la plupart des familles à l'extérieur du Québec n'ont même pas de représentation en tant que telles sur des commissions scolaires, parce qu'il n'y a pas de commission scolaire francophone en tant que telle. C'est un privilège qu'on donne, dans certaines commissions scolaires, d'accorder quelques classes de français, et il faut que ce soit à l'intérieur de classes anglaises, parce qu'ils ne font pas de discrimination, bien entendu.

**M. Libman:** En terminant, vous disiez qu'il n'y aura pas une grande différence, un grand changement d'attitude, entre la situation présente, qui est déjà désastreuse, si le Québec devient souverain, au niveau des relations ou de la situation des francophones hors Québec?

**M. Paquette:** Du tout.

**M. Libman:** Vous ne voyez pas une grande différence?

**M. Paquette:** On ne s'attend pas que ça nuise parce que, dans le moment, il n'y a pas

moyen de récupérer, de toute façon.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Poissant.

**M. Poissant:** M. le Président, je n'ai pas de questions particulières à poser à ces messieurs-là. Je trouve votre rapport excessivement intéressant et j'abonde dans le sens de M. Turgeon. Autant on voulait des explications comment faire dans l'avenir pour le Québec, autant on vous demande peut-être... Oui, vous avez respecté cette norme-là. Merci.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Hogue.

**M. Hogue:** M. le Président, je suis ici. J'ai lu votre mémoire. Je vous ai écouté très attentivement. Je concours en très grande partie, et peut-être que je dirais que je concours pleinement, avec votre présentation. Je pense bien que je pourrais accepter pleinement aussi vos recommandations. Je ne commenterai pas sur le siège à l'Assemblée mais... Et je peux saisir la frustration d'un Canadien français en Colombie pendant 23 ans.

Vous nous dites à nous, on se parle, là, entre amis, Canadiens français, à nous Québécois – vous parlez de Canadiens français dans votre texte – de devenir plus présents, plus actifs. Vous nous dites aussi que l'Assemblée nationale et que chaque francophone du Québec ou vivant au Québec doit vous appuyer. Je le répète, je me sens fort aise avec tout ce que vous dites. Par contre – et je ne le fais pas dans une démarche politique – ne pensez-vous pas que le gouvernement du Canada a joué, au fil des ans, un rôle clé dans la protection et dans l'épanouissement de la langue française en Amérique? Et j'ai compris la réponse de votre collègue qui a passé 23 ans en Colombie, par l'entremise, par contre, d'organismes tels que l'Office national du film, Radio-Canada. Je vous demande votre commentaire ou votre position sur le rôle – je l'ai identifié comme un rôle clé, vous l'identifieriez comme vous le voulez – de l'Office et de Radio-Canada.

**M. Légère:** Il est évident que le gouvernement fédéral, par le biais du Secrétariat d'État, a rendu service aux minorités. On ne peut pas le nier parce qu'en fait le Secrétariat d'État a donné des octrois substantiels à toutes les associations francophones hors Québec. Radio-Canada est aussi le lien qui nous raccroche avec la francophonie canadienne et notre préoccupation en ce moment c'est précisément celle qu'advenant la séparation du Québec nous croyons, et nous craignons surtout, que le rôle du Secrétariat d'État devienne moins visible. Et là, il faudrait que le Québec se substitue, remplace pour ainsi dire le Secrétariat d'État parce que nos minorités, nos groupes minoritaires

ont besoin de l'aide extérieure. Et il est évident que n'eussent été les subventions du Secrétariat d'État, de nombreuses institutions francophones n'auraient pu survivre et se développer. Alors, ça on l'accepte, mais on l'accepte comme étant non pas un geste de générosité mais un geste de justice envers les Canadiens de langue française du pays.

**M. Hogue:** Oui, oui, il n'y a aucun doute, il n'y a pas de générosité, il y a des droits. Puis, on travaille dans une démarche de droit et de devoir. Je le comprends et je vais vous poser, M. le Président, une autre très courte question. Vous proposez des mesures spéciales que le Québec devrait adopter à l'égard des francophones hors Québec. Vous avez l'ouverture d'esprit voulue pour reconnaître que le Secrétariat d'État et que le Canada ont aidé, à travers l'Office du film et Radio-Canada, la francophonie. Quel devrait être, selon vous, le rôle du gouvernement fédéral à cet égard, c'est-à-dire à l'égard des francophones hors Québec?

**M. Légère:** Bien, je crois que le Secrétariat d'État devrait continuer, actuellement, si je parle pour le présent, à s'intéresser aux groupements francophones, et peut-être encore accentuer son aide. Prenez, dans les provinces de l'Ouest, où les Canadiens français sont très peu nombreux, il est évident que le gouvernement fédéral a une obligation envers ce groupe parce que, en fin de compte, bien que certains Canadiens ne veulent pas admettre qu'il y a deux races qui ont fondé le pays, c'est un fait historique qu'on ne peut nier, et je ne crois pas que l'une des deux doit être mise de côté. Si le gouvernement du Canada jetait un coup d'oeil sur ce qui se passe au Québec, il aurait là, je crois, toute une leçon à prendre envers la minorité francophone, parce que, enfin, ici, au Québec, vous n'avez jamais nié les droits des anglophones. Je crois que le gouvernement du Canada a la même responsabilité envers les francophones que vous avez envers les anglophones.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Bouchard, c'est à votre tour.

**M. Bouchard:** Au fond, ce que vous nous dites, c'est que, qu'on le veuille ou non, si le Québec devient souverain, on peut craindre que le gouvernement fédéral ne diminue les programmes qu'il a institués au bénéfice des francophones hors Québec, compte tenu du fait que le poids relatif du Québec sera disparu de l'ensemble de la Fédération canadienne. À ce moment-là, même si ces minorités sont déjà en très grande difficulté, notamment dans l'Ouest, il va falloir que le Québec assume des obligations accrues.

Moi, j'ai eu l'occasion de travailler dans ces dossiers-là, de travailler de près avec les

francophones hors Québec, et j'ai toujours eu l'impression – sauf dans les Maritimes, et en Acadie, en particulier, où, quand même, il y a une minorité qui est forte – qu'ailleurs, la présence francophone au Canada est extrêmement compromise. Elle est en train, tranquillement, de disparaître et, dans chaque province, c'est des combats épouvantables qui sont faits pour récupérer des droits qui ne sont pas reconnus. Encore, il y a deux ans, on a vu le gouvernement de la Saskatchewan annuler l'entente qui avait déjà été signée au bénéfice des francophones. Encore aujourd'hui, on n'a pas réussi, je pense, au niveau fédéral, à s'entendre pour répartir les ressources considérables qu'on avait allouées pour instaurer des programmes d'éducation en Saskatchewan. C'est un combat, également, entre le gouvernement fédéral et les provinces; ça, on ne l'a pas rappelé. C'est que même le fédéral est obligé de se battre avec les provinces pour intervenir, pour aider les francophones en-dehors du Québec.

Moi, je pense avec vous qu'un Québec souverain aura, parmi ses obligations fondamentales, une obligation de solidarité envers les francophones hors Québec. Il va falloir qu'on crée des programmes, qu'on crée plus que des programmes, qu'il y ait une sorte de préoccupation fondamentale qui se traduise par des relations étroites. Comment le faire? Ça, c'est un problème, et je pense qu'il ne faudrait pas l'escamoter. Il va falloir qu'on réfléchisse sérieusement. Vous avez des propositions qui sont faites, là; elles me paraissent faibles. Je pense que ce n'est pas assez. Ce n'est pas parce qu'il y aura un député à la Chambre qui n'aura pas droit de vote que vous allez établir des liens assez forts avec les francophones hors Québec. Il va falloir qu'il y ait une réflexion, aussi, avec les autres associations qui les représentent plus immédiatement, ces francophones hors Québec, pour concevoir des liens, les liens que vous souhaitez.

Je crois que ce sera une préoccupation fondamentale du gouvernement du Québec, qui sera le foyer de la francophonie et qui devra l'être véritablement, de jouer un rôle dans la francophonie, pas uniquement dans l'ensemble du monde, mais également par rapport à ceux des nôtres qui sont en dehors du Québec. Est-ce que vous avez des idées plus précises sur ce qu'on devrait faire? Qu'est-ce qui devrait être fait? Qu'est-ce qui devrait être mis en action? Il y a peut-être des choses que vous aviez à l'esprit et que vous n'avez pas osé écrire. Moi, je pense que vous avez été timides.

(21 h 30)

**M. Légère:** Il pourrait y avoir des ententes entre le Québec et les communautés, sans passer par nos gouvernements, un peu comme il y a des ententes, dans d'autres pays, entre un pays et une communauté, ailleurs. À ce moment-là, ça revalorise les communautés locales et ça leur



permet d'exprimer leurs besoins et d'essayer d'y répondre avec l'aide de l'État du Québec. Peut-être qu'une action qui pourrait être faite par le Québec, c'est de nous aider, nous, à l'extérieur du Québec, à ce que l'image du Québec soit plus réelle — celle qui est véhiculée par les médias, surtout par les médias anglophones au pays — parce que ça nuit au Québec et ça nuit énormément aux communautés francophones hors Québec. Il y a, à l'extérieur du Québec, une image très négative qui est véhiculée; c'est celle d'une province qui est un bourreau linguistique pour sa minorité. Et c'est très difficile pour nous, quand nous tentons d'améliorer notre sort au niveau de nos droits, de négocier avec nos gouvernements, de se faire dire: Regardez ce qui se passe au Québec. Et nous, on regarde au Québec et on ne voit pas la même chose que ce que les médias anglophones voient. On voit bien qu'il y a des limitations qui peuvent être faites au Québec, mais pas des négations de droits comme on peut en vivre régulièrement chez nous.

Bien sûr, au Canada anglais, il s'est fait du progrès dans les dernières années, mais ça a été au prix d'efforts incroyables de la part de nos communautés. Et à l'heure actuelle, nous avons des droits — on se référerait tantôt à la Charte des droits — mais il y a beaucoup de droits où un gouvernement provincial ne peut pas utiliser la clause "nonobstant" pour retirer ces droits-là. Et pourtant, ces droits-là ne sont pas actualisés chez nous. On a juste à regarder l'article 23 de la Charte, en éducation, par exemple. Ce n'est pas un article où un gouvernement peut utiliser la clause "nonobstant". Combien de provinces ont des commissions scolaires de langue française pour que les francophones puissent gérer leurs écoles? Ça remonte loin dans le temps. Déjà, à St. Andrew's, le premier ministre Lévesque, à ce moment-là, avait lancé l'idée d'accords de réciprocité. Ça pourrait être fait de différentes façons. Mais il avait lancé le défi au Canada anglais de nommer une province autre que le Québec qui laissait à sa minorité la pleine gestion de ses institutions, de la maternelle jusqu'à l'université. Et c'est encore une question qu'on peut poser, à l'heure actuelle.

Ç'a été intéressant, cette année, de voir la Cour suprême se pencher sur le sort de la gestion des écoles franco-manitobaines. Quelques mois avant le décès de l'ancien premier ministre René Lévesque, le juge du Manitoba en Cour d'appel qui avait décidé que, oui, l'article 23 devrait faire en sorte qu'en Alberta les francophones puissent gérer leurs écoles, a mis dans son jugement ce défi-là que M. Lévesque avait lancé à St. Andrew's. Je pense que le défi est encore là à l'heure actuelle, en dépit du fait que nous avons une Charte depuis 1982, un article 23 qui dit: Oui, la minorité a droit à ses écoles, et que la Cour suprême a décidé que, si elle a droit à ses écoles, elle a le droit de les gérer. À

l'heure actuelle, c'est une bataille, dans la plupart des provinces, devant les tribunaux et même en Ontario où je suis. Nous sommes la communauté francophone la plus nombreuse à l'extérieur du Québec. Nous avons deux commissions scolaires de langue française, mais il nous en faudrait beaucoup plus. Alors, on se retrouve devant les tribunaux.

Alors, le système le fédéralisme, tel qu'on le vit à l'heure actuelle, nous force à être tout le temps sur la défensive pour revendiquer ce qui devrait venir immédiatement, vu que c'est dans la Constitution. Alors, c'est un système qui, si vous continuez comme ça, va nous épuiser. C'est pour ça que le statu quo est inacceptable pour nous. Il faut vraiment changer le système, trouver d'autres formules, au pays, qui vont faire en sorte que la francophonie n'aura pas tout le temps besoin de revendiquer l'oxygène dont elle a tant besoin pour s'épanouir.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Larose, à même le temps de la présidence, deux minutes.

**M. Larose:** Oh! M. le Président, c'est parce que j'étais inscrit ce matin en priorité sur ce sujet-là parce que je pense que c'est le test-cas pour le Canada.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Écoutez, si on négocie un peu, on va dire trois.

**M. Larose:** O.K. Mon ami Ouellet, dans sa déclaration d'ouverture, nous a dit que le régime fédéral était un des régimes qui, au monde, pouvait assurer ou garantir le mieux les droits. Je pense que la situation faite aux minorités, au Canada, c'est la contradiction la plus parfaite de droits qui n'ont jamais été respectés. Et il faut toujours faire la différence entre des droits et des privilèges. Et quand vous dites que, au Québec, notre minorité est privilégiée, je dis que ce n'est pas vrai. Nous avons toujours, comme société, reconnu des droits à notre minorité, ce que le reste du Canada n'a jamais fait. Et je pense qu'on ne sera jamais assez sévère pour planter tous ces sépulchres blanchis qui viennent nous faire des leçons à pleines pages de journaux, disant que les francophones du Québec "mangent" leurs minorités. Nous avons toujours reconnu les droits qui se sont d'abord exprimés par le contrôle de leurs institutions: écoles, hôpitaux, médias, leviers économiques. Nous ne voulons plus entendre parler de cet artifice qui voudrait que ce pays soit bilingue et biculturel. Ça, c'est le tremplin pour précisément s'abstraire de ses responsabilités fondamentales.

Ce pays ne sera jamais bilingue. Ce pays ne sera jamais biculturel. Ce pays sera une réalité de quatre composantes: les autochtones, les anglophones, les francophones et les minorités culturelles. Ce que nous demandons au Québec, c'est le respect intégral des droits de ces quatre

composantes. Et ce qu'on va demander au Canada anglais, c'est de faire la même chose. Et si le Québec, dans son autonomisation et en devenant souverain a cette maturité de reconnaître les droits de ses composantes, vous serez en bien meilleure position, à mon avis, pour réclamer, pas un traitement de privilège, un traitement de droit. Et on ne reconnaît pas les mêmes droits collectifs à toutes les composantes. Les autochtones sont 45 000 ici. Si j'étais un maniaque des droits individuels, mur à mur, "coast to coast", comme mon ami Libman, eh bien! les 45 000 autochtones, au Québec, ils seraient passés au "cash" dans peu de temps.

Ce qu'il faut reconnaître c'est des droits collectifs aux autochtones. Eh bien! c'est la même chose pour les francophones hors Québec. Ce qu'il faut reconnaître c'est des droits collectifs pour, précisément, être en mesure que leurs droits individuels soient respectés et c'est la même chose pour les communautés culturelles. Ce qu'on doit leur reconnaître, c'est des droits de pouvoir s'intégrer à la majorité. Au Québec, c'est francophone; hors Québec, c'est anglophone. Là-dessus, il faut être sans ambiguïté. Et j'espère que quand on construit un Québec comme celui-là, ce sera un Québec de droits, mais de droits pour tout le monde, par exemple, pas de privilèges. Et je trouve que votre témoignage là-dessus est extraordinaire, et si vous avez réussi en dehors du Québec à maintenir une faible flamme, souvent parce que trop nombreux dans certains coins, ce n'est pas à cause, je dirais, de la reconnaissance qui nous a été consentie par les gouvernements des provinces anglaises ni par le fédéral. C'est beaucoup à cause, effectivement, du bloc qu'on a toujours formé ici, au Québec, comme nation canadienne-française.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Larose, je dois vous interrompre.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Jean Campeau):** Le temps est écoulé.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Larose:** ...que je me fais écoeurer là-dessus.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Rémillard.

**M. Rémillard:** M. le Président, tout d'abord, mesdames, messieurs, merci d'avoir accepté de venir témoigner devant nous et merci pour votre rapport. Vous nous présentez des éléments de réflexion extrêmement importants parce que, pour le Québec, c'est important de prendre fait et cause pour la francophonie nord-américaine. Et je voudrais souligner, M. Légère, tout le travail

que vous faites. Vous venez d'un peuple de fierté, de détermination, les Acadiens, et je voudrais vous rendre hommage pour le travail que vous faites, que vous avez fait et que vous continuez de faire. Vous avez raison de dire que vous avez été les premiers à appuyer Meech, parce que vous saviez qu'en reconnaissant la dualité canadienne, pour la première fois dans l'histoire de ce pays, on donnait une assise juridique aux minorités. Ça été refusé. Vous savez que votre premier ministre et le gouvernement de votre province ne sont pas étrangers à ce que Meech ne soit pas partie de la Constitution.

Mais tournons la page et, de fait, je pense que vous réalisez, par les propos que vous nous avez tenus aussi que, d'une certaine façon, vous vous êtes fait leurrer par la Constitution de 1982. Vous parlez de l'article 23. Ça été le leurre parce que, bien sûr, le nombre suffisant et les décisions de la Cour suprême ne donnent pas de droits aux minorités, bien au contraire, ils vous obligent à aller à la Cour suprême, cas par cas, à chaque fois que vous voulez pouvoir exercer les droits les plus légitimes.

Nous aussi, on s'est fait leurrer par cette Constitution de 1982. Bien sûr, on en a l'expérience maintenant, mais est-ce que vous pensez M. Légère, sincèrement, est-ce que vous pensez que cette théorie des deux nations, nations canadienne-française et canadienne-anglaise, que vous nous rappelez, une théorie qui existe depuis déjà un certain temps, croyez-vous qu'elle peut toujours s'appliquer dans ce pays? Pensez-vous qu'il est toujours possible, partout au Canada, de faire valoir des droits sur la même base que nous, nous pouvons faire valoir ici, pour la reconnaissance des deux langues officielles du Canada?

**M. Légère:** M. Paquette s'est penché sur cette question, alors je lui demanderais de...

**M. Paquette:** Le fait est que j'ai rédigé le projet de mémoire et j'en avais pas mal plus épais sur la question des deux nations parce que je trouvais que c'était important, mais je crois qu'il faut quand même se dire une chose. Peut-être que c'est radical, ce que je vais dire, mais, c'est que, fondamentalement, cette Commission existe parce qu'il existe une nation canadienne-française qui a lutté pour une place au Canada, qui n'en a pas trouvé en dehors du Québec, qui voit depuis longtemps le Québec comme le principal foyer, l'État du Québec comme le cœur de la nation canadienne-française, parce que n'oubliez pas que cette nation canadienne-française compte plus de membres à l'extérieur du Québec qu'au Québec même, selon le recensement américain de 1982. Plus de 3 000 000 de personnes se sont déclarées d'origine française en Nouvelle-Angleterre et dans l'État de New York et 98 % de celles-là étaient d'origine canadienne-française.

Alors cette nation canadienne-française avait quand même des espoirs. Elle avait l'espoir d'être connue d'un océan à l'autre, au moins celle qui est demeurée au Canada, et cet espoir-là s'est évanoui. Aujourd'hui, c'est probablement... la nation canadienne-française a rétréci ses horizons et elle les a réduits au Québec. C'est merveilleux parce que, à ce moment-ci, vous êtes sûrs; vous avez une majorité, vous êtes chez vous et on est chez nous au Québec. Donc, c'est le cœur de la nation canadienne-française et ça va devenir tout à coup la nation du Québec. La nation canadienne-française, dans tout ça, elle se termine aux frontières du Québec.

Ce que nous voulons, nous, vous dire, c'est ceci: c'est que cette nation canadienne-française continue d'exister. Elle est encore là et, comme le seul État qui la représente dans... ou qui la représentera sera probablement le Québec, ce que nous voudrions, c'est être ni plus ni moins que des citoyens du Québec si nous sommes à l'extérieur de ses frontières, avoir la double citoyenneté même, s'il le faut, être des citoyens du Québec en même temps que citoyens que ce soit de la franco-américanie ou des autres provinces. Mais s'il y avait moyen d'établir un mécanisme de représentation à cette Assemblée nationale, on se sentirait beaucoup plus chez nous, disons. C'est comme ça qu'on voit la question des deux nations. On la voit toujours dans ce sens-là.

On sait bien que, depuis que M. Trudeau a inventé le multiculturalisme, on a su qu'à ce moment-là, c'était fini l'histoire, qu'on ne pouvait plus parler de deux nations au Canada. C'était fini. Il restait deux langues. À l'extérieur du Québec, cette langue-là, la langue française, est considérée comme la langue d'individus qui ne sont pas encore assimilés. Ça, je crois que c'est l'attitude du Canada anglais.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Mme Claire...

**M. Paquette:** Alors, nous, il nous reste le Québec.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Mme Hovington.

**Mme Hovington:** Merci, M. le Président. C'est sûr que j'avais beaucoup d'éclaircissements ou de questions à vous poser, mais je pense que j'ai eu les réponses avec les questions que les commissaires ont posées avant moi. Mais, j'aimerais quand même avoir un éclaircissement. Vous dites, par exemple, que vous allez respecter le choix constitutionnel des Québécois. C'est tout en votre honneur...

**M. Légère:** Absolument.

**Mme Hovington:** ...ça a été mentionné plus tôt. Mais, vous dites aussi, à la page 2 de votre mémoire, dans la quatrième partie: "De toute évidence, une nation a besoin d'un État fort, qui lui soit clairement identifié, en harmonie avec ses aspirations légitimes, si elle espère occuper sa place au soleil". Moi, j'aimerais vous entendre définir ce que c'est pour vous un État fort, et qu'est-ce que vous vouliez dire?

**M. Légère:** C'est que l'État du Québec, dans le fond, est le seul État. Si on revenait à la théorie des deux nations fondatrices, peut-être que le gouvernement d'Ottawa aurait été ce gouvernement fort, aurait été un État qui était représentatif de deux nations, de deux langues, de deux cultures. Mais, ce n'est pas arrivé comme ça. Le seul État, c'est celui du Québec. Donc, c'est celui-là qui est fort, c'est celui-là qui représente, parce qu'une nation qui n'a pas de foyer ne peut pas parler d'une existence légale, d'une existence, comment dirait-on, collective, reconnue. Alors, il lui faut un État.

Mais, comment rejoindre cet État-là quand, tout à coup, il devient autonome, totalement autonome sur le plan politique? Parce que nous prévoyons cette possibilité-là, voyez-vous.

**Mme Hovington:** Est-ce que vous êtes attirés davantage par un Québec indépendant que par un fédéralisme?

**M. Paquette:** Officiellement, on ne le dit pas.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Mme Hovington:** J'espérais quand même avoir une réponse.

**M. Légère:** Nous l'avons dit, je crois, d'une autre façon, que nous allions respecter la décision du Québec. Alors, ce soir, ce n'est pas à nous de nous immiscer dans vos affaires. Nous vous respectons trop pour ça.

**Mme Hovington:** Ça, je le conçois bien, mais, si vous aviez un conseil à donner...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Mme Hovington:** ...à quelqu'un, officieusement, pas officiellement, officieusement, si vous aviez à donner un conseil au Québec?

**M. Légère:** Notre conseil, c'est que nous vous aimerons de n'importe quelle façon.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Jean Campeau):** Mme Blackburn.

**Mme Blackburn:** M. le Président, d'abord, je voudrais vous remercier, au nom de l'Opposition officielle, d'avoir bien voulu participer à cette Commission. J'aurais un certain nombre de choses. Merci pour l'affection que vous nous portez. Elle est réciproque. Juste pour corriger l'impression que ça a pu laisser, l'article 23 de la Charte canadienne vient précisément répondre à l'Accord de St. Andrew sur la réciprocité, qui voulait faire un peu obligation aux autres provinces d'offrir de l'enseignement en français. Sauf que ça a eu exactement l'effet suivant: c'est que tous les Canadiens anglais qui s'en viennent au Québec, eux, ça leur ouvre la porte des écoles anglaises. Mais, ça n'a pas fait l'inverse.

Deuxième chose, vous rappelez avec beaucoup de justesse les efforts qui ont été faits par M. Lévesque pour renforcer les liens entre le Québec et les communautés francophones. Il y a St. Andrew et il y a l'institutionnalisation des rapports entre les différentes communautés et le Québec. Il y en a qui prétendent que c'est parce que le nombre ne suffit pas, et donc, certains jugements sont allés dans ce sens-là dans les autres provinces canadiennes; pas suffisamment de francophones. Mais, je voudrais juste répondre que, dans ma région, il y a une commission scolaire qui s'appelle la Saguenay Valley. Il y a environ 300 000 habitants chez nous, 325 000, 250 anglophones ont une commission scolaire. Qui dit mieux? Alors là, quand on dit: Le nombre ne suffit pas. Qu'ils viennent voir au Québec ce qu'on fait avec ça. Alors ça, j'appelle ça des droits, pas des privilèges, des droits.

Vous dites un certain nombre de choses. Le temps nous presse et vous faites un constat particulièrement sévère, lorsque vous dites, en page 4 de votre mémoire, que: "...certaines politiques fédérales, dont la substitution de "multiculturalisme" abstrait à un "biculturalisme" conséquent à la notion de bi-nationalité, auront contribué à enterrer à jamais les perspectives d'un partenariat à "deux", et vous dites que le statu quo constitutionnel est inacceptable pour le Québec et l'est également pour les francophones hors Québec. Si le statu quo est inacceptable, il faut envisager des modifications. Je ne poserais pas la question sous l'angle que les autres l'ont posée, mais vous allez me dire... Et je ne voudrais pas non plus que, pour vous, ça représente un piège. Je sais que vous n'allez pas et que vous ne voulez pas me dire quoi faire, mais vous, comme francophone hors Québec, estimez-vous que vos intérêts seraient mieux protégés par un Québec souverain, qu'un Québec qui est partie de la Constitution canadienne?

**M. Légère:** Je crois que seul l'avenir nous le dira. Ça dépendra de votre attitude envers les minorités.

**Mme Blackburn:** D'accord. Si le Québec

poursuit la politique qu'il a actuellement et la politique d'ouverture qu'il a eue à l'endroit des communautés francophones hors Québec, est-ce que ça vous apparaîtrait des garanties suffisantes?

**M. Légère:** Non. Il faudrait que le Québec fasse davantage.

**Mme Blackburn:** Vous demandiez tout à l'heure, j'ai cru comprendre en réponse à une question de M. Rémillard, qui pourrait un peu justifier qu'on puisse créer un siège à l'Assemblée nationale pour un représentant francophone hors Québec, vous disiez: On pourrait peut-être envisager un statut de double nationalité. Est-ce que je comprends bien si vous dites qu'on pourrait envisager, dans le cas d'un Québec souverain, que les francophones hors Québec puissent être Canadiens et Québécois? Est-ce que c'est un peu ça?

**M. Légère:** Oui. Quant à moi, il me semble que j'accepterais volontiers d'avoir deux nationalités, être Québécois et être Acadien.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Mme Blackburn:** Ça renforce l'identité québécoise...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Mme Blackburn:** ...francophone. Il y avait une question au tout début, je ne me rappelle plus bien quel intervenant disait que la politique de biculturalisme au Québec avait peut-être diminué le taux d'assimilation des francophones hors Québec. Est-ce que vous avez quelques données un peu plus fraîches là-dessus, sur le taux d'assimilation en partant de la Colombie-Britannique?

**M. Légère:** Ah bien là. Je ne sais si c'est une bonne chose de rentrer dans les guerres de chiffres parce que les statisticiens...

**Mme Blackburn:** Non.

**M. Légère:** ...ne semblent pas s'entendre entre eux.

**Mme Blackburn:** D'accord.

**M. Légère:** Je peux vous donner quelques statistiques, mais encore là, je n'aimerais pas que ce soit vu comme étant les vrais orthodoxes, mais ça varie de 7 %, je pense – le taux d'assimilation au Nouveau-Brunswick – jusqu'à 87 % à l'autre bout du pays. Je pense que l'important, c'est de s'assurer que le Québec aide les communautés à l'extérieur du Québec pour qu'elles puissent continuer de participer à la

francophonie. Plus le Québec va nous aider, plus on va être en mesure de se maintenir, de s'épanouir en français et plus on va être là, plus ça va vous faire, quel que soit votre régime constitutionnel, ça va vous faire des ambassadeurs dans ces endroits-là de l'Amérique avec qui vous allez pouvoir travailler, faire affaire, communiquer et progresser dans votre cheminement.

Je pense qu'un des problèmes qu'on a au Canada anglais, c'est que notre situation n'est pas assez connue au niveau de nos droits, tant au Canada anglais qu'au Québec, et vice versa. Votre situation et celle de la minorité anglophone n'est pas assez connue à l'extérieur. Dans ce sens-là, je peux juste, brièvement, vous rappeler une petite intervention que nous avons faite l'an passé avec les maigres moyens que nous avons au Conseil pour dénoncer l'hypocrisie du Canada anglais en matière de droits linguistiques. Il y avait, l'an passé, une rencontre internationale de l'Union des avocats qui portait, entre autres, sur le droit des minorités. Nous avons profité de cette occasion pour mettre sur la place publique un exemple par province de cette hypocrisie-là. Ça a eu dans les médias anglophones beaucoup de réactions. Beaucoup de textes ont été écrits là-dessus parce que le mot "hypocrisie" avait choqué beaucoup; ils ont trouvé que c'était un mot fort.

Par contre, ils n'ont pas pu, dans aucune province, dire que les exemples que nous avions mis sur la place publique étaient faux. C'étaient des exemples pris de leur propre législation dans chaque province.

Et on se retrouve, un an plus tard, la moitié de ces provinces-là ont corrigé ou ont commencé à corriger cette situation, ce qui montre que quand on expose la vraie situation, quand les enjeux sont très clairs, il y a un minimum de progrès qui est fait. Mais on se bat contre un régime de médias en Amérique du Nord qui est très difficile à contrer, surtout au niveau anglophone, pour véhiculer notre égalité.

Je vais vous donner juste quelques-uns de ces exemples-là. En Ontario, même dans la capitale nationale, devant les tribunaux provinciaux, il fallait demander la permission avant de pouvoir utiliser le français, la permission écrite de l'autre partie. Eh bien, quand on a dénoncé ça, la province, quelques mois plus tard, l'autonomie passée, au mois de novembre dernier, a déposé un projet de loi qui a été voté en troisième lecture en décembre et qui est entré le 1<sup>er</sup> février de cette année en vigueur et, là, dans huit districts judiciaires, on n'a plus besoin de demander la permission écrite de l'autre partie pour pouvoir utiliser le français.

Au Nouveau-Brunswick, comme vous le savez, la Cour suprême avait décidé que les Acadiens avaient le droit de parler français devant les tribunaux, mais n'avaient pas le droit

d'être compris en français. Quand nous avons sorti cet exemple-là, ça a fait beaucoup de bruit, mais le discours du Trône, au mois de février dernier, au Nouveau-Brunswick, a mentionné que c'était pour être corrigé. Le 31 octobre dernier, la semaine dernière, le ministre de la Justice du Nouveau-Brunswick a déposé un projet de loi en première lecture, corrigeant cette injustice-là et faisant en sorte que dorénavant, quand ce sera devenu loi, on pourra utiliser l'une ou l'autre des deux langues devant les tribunaux judiciaires, les tribunaux administratifs du Nouveau-Brunswick.

Je vais vous donner seulement un exemple pour l'ensemble des autres provinces du Canada anglais. La plupart de ces provinces reconnaissent tellement peu le français au niveau des documents juridiques... Et vous savez ceux qui font affaire avec la justice au Québec qu'il n'y a pas de problème à utiliser les textes en anglais ou en français devant les tribunaux. Eh bien quand on essayait, dans les autres provinces, et même au Manitoba qui, depuis le siècle dernier, devait avoir des droits en matière de justice en français, d'avoir ce qui s'appelle l'exécution réciproque de jugement rendu en français dans d'autres provinces, pas seulement au Québec, mais en Ontario où le français est maintenant une des langues officielles des tribunaux et où on peut avoir des jugements rendus en français, alors, si on arrivait pour faire exécuter dans ces provinces-là un jugement rendu en français, il n'était pas accepté. Il fallait le traduire et, lorsqu'on le déposait en cour, ils prétendaient que le jugement original était rendu en anglais. Eh bien, trois de ces provinces-là qu'on a dénoncées ont commencé à changer leur législation.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Mme Blackburn, il vous reste une minute.

**Mme Blackburn:** Est-ce que vous ne croyez pas qu'un Québec souverain - j'y reviens - qui maîtrise complètement ses moyens, ses politiques, qui décide de ses modes d'intervention, qui décide de ses modes d'association, qui peut les institutionnaliser, puisse vraiment constituer un support réel à la francophonie hors Québec, particulièrement aux Canadiens français? Et est-ce que ça ne constituerait pas pour vous, francophones hors Québec, une espèce d'avantage à être francophone, ce qui n'est pas évident dans le cas actuel, en raison des rapports économiques, vous disiez tout à l'heure culturels, en communications, en recherche, dans les institutions universitaires? Est-ce que ce statut d'un pays francophone en Amérique du Nord ne constituerait pas un avantage pour les francophones hors Québec?

**Le Président (M. Jean Campeau):** Je vous demanderais, même si c'est délicat, de répondre assez rapidement.

**M. Légère:** Bien. Je crois que c'est une question assez difficile à répondre. Cependant, nous sommes convaincus que le Québec saura faire ce qui est nécessaire pour assurer la pérennité du français au Canada.

En terminant, je voudrais vous remercier très chaleureusement pour votre accueil si sympathique. Nous avons retrouvé ici au Québec ce que nous cherchions, de l'amitié et de la sympathie; nous l'avons reçue. Merci.

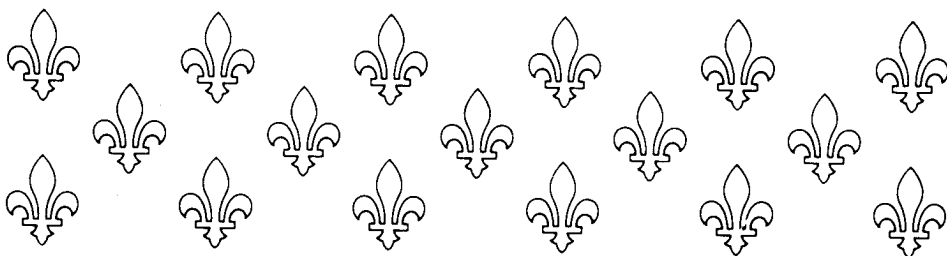
**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Légère, une dernière minute à M. Rémillard.

**M. Rémillard:** M. La Flèche, M. Lévesque, M. Légère, M. Paquette, Mme Taillon, M. Forest, simplement pour vous remercier. Vous savez, M. Légère, qu'on dit qu'il y a plus de 1 000 000 d'Acadiens qui, finalement, se retrouvent au Québec parce que ces gens sont arrivés au Québec et vivent maintenant au Québec, font partie de la société québécoise et sont très actifs; on en connaît plusieurs. Vous savez aussi, évidemment, que l'Acadie est voisine du Québec. Alors, votre cri du coeur tantôt, disant que vous aimeriez à la fois être Québécois et Acadiens, va peut-être donner des idées à certains d'entre nous d'agrandir le territoire québécois!

**Le Président (M. Jean Campeau):** Alors, pour terminer. Vous avez dit tout à l'heure que vous alliez nous aimer tels qu'on sera. Nous, on peut vous répéter que, maintenant qu'on vous connaît davantage, on vous aime encore plus. Merci.

Je voulais avertir les membres que nous allons maintenant nous transformer en séance de travail pour quelques minutes. Est-ce qu'on peut demander à tous ceux qui ne sont pas des membres de la Commission de sortir?

(Fin de la séance à 21 h 59)



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

## Journal des débats



**COMMISSION SUR L'AVENIR  
POLITIQUE ET CONSTITUTIONNEL  
DU QUÉBEC**

**Présidents: MM. Michel Bélanger et Jean Campeau**

**Québec, le jeudi 8 novembre 1990**

**No 3**

**Publié sous l'autorité du président de l'Assemblée nationale,  
M. Jean-Pierre Saintonge**

---

**QUÉBEC**

**Note de l'éditeur:**

Une traduction des débats qui se déroulent à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec est aussi disponible.

**Abonnement:** 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires  
70 \$ par année pour les débats de la Chambre  
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$  
(La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$)

**Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:**  
Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires  
1060, Conroy, R.-C. Édifice "G", C.P. 28  
Québec, (Québec)  
G1R 5E6 tél. 418-643-2754

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102



## Table des matières

Fédération des commissions scolaires du Québec	109
Association québécoise des organismes régionaux de concertation et de développement	125
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec	139
Commission des droits de la personne du Québec	154
Association provinciale des commissions de formation professionnelle	165
Ligue d'Action nationale	179

## Intervenants

M. Michel Bélanger, président

M. Jean-Claude Beaumier  
M. Claude Béland  
M. Richard Holden  
Mme Rosette Côté  
M. Jacques Proulx  
M. Robert Libman  
M. Serge Turgeon  
M. Roger Nicolet  
M. André Ouellet  
M. Gil Rémillard  
M. Christos Sirros  
M. Guy Bélanger  
M. Russell Williams  
M. Jean Campeau  
Mme Jeanne L. Blackburn  
M. François Gendron  
Mme Cheryl Campbell Steer  
M. Charles-Albert Poissant  
M. Gérald Larose  
M. Marcel Beaudry  
M. Lucien Bouchard  
M. Jacques Brassard  
M. Guy Chevette  
Mme Claire-Hélène Hovington  
Mme Pauline Marois  
M. Jacques Parizeau  
M. Claude Dauphin  
M. Louis Laberge  
M. Jean-Pierre Hogue  
Mme Christiane Pelchat  
Mme Louise Harel  
M. Cosmos Maciocia  
Mme Louise Bégin

(suite à la page suivante)

## **Table des matières (suite)**

- \* M. Guy d'Anjou, Fédération des commissions scolaires du Québec
- \* Mme Diane Drouin, idem
- \* M. Fernand Paradis, idem
- \* M. Pierre Ménard, Association québécoise des organismes régionaux de concertation et de développement
- \* M. John Redmond, idem
- \* M. Fernand Daoust, Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
- \* M. Jacques Lachapelle, Commission des droits de la personne du Québec
- \* M. André Morel, idem
- \* M. Claude Fontaine, Association provinciale des commissions de formation professionnelle
- \* Mme Huguette Boily, idem
- \* M. Nelson Laflamme, idem
- \* M. Yvan Aubre, idem
- \* Mme Alberte Caron, idem
- \* M. Rosaire Morin, Ligue d'Action nationale
- \* M. Jean-Marc Léger, idem
- \* Mme Hélène Pelletier Baillargeon, idem
- \* M. François-Albert Angers
  
- \* Témoins interrogés par les membres de la commission

Québec, le jeudi 8 novembre 1990

## Audition d'organismes

(Neuf heures trente-neuf minutes)

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Bonjour, mesdames et messieurs. Je déclare ouverte la séance de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Je rappelle, comme au début de chaque séance, que le mandat de la Commission est d'étudier et d'analyser le statut politique et constitutionnel du Québec et de formuler à cet égard des recommandations. Aujourd'hui, la séance sera consacrée à l'audition d'organismes qui ont fait parvenir des mémoires à la Commission et que le comité directeur a choisis pour être entendus aujourd'hui et qui ont accepté de se présenter aujourd'hui.

Je vais maintenant vous donner lecture de l'ordre du jour de la séance. Il se trouve quelque part parmi les nombreux papiers que j'ai devant moi. Voilà. Ce matin, à ce moment-ci, nous entendrons d'abord la Fédération des commissions scolaires du Québec; ensuite, à 11 heures, l'Association québécoise des organismes régionaux de concertation et de développement. Cet après-midi, à 15 h 30, la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec; à 17 heures, la Commission des droits de la personne du Québec. Enfin, ce soir, à 19 h 30, l'Association provinciale des commissions de formation professionnelle et, à 21 heures, la Ligue d'Action nationale.

Je vous rappelle quelques règles concernant nos discussions. Tout d'abord, pour une séance d'une durée d'une heure et demie comme celle que nous commençons, le groupe qui présente un mémoire devant la Commission a droit à 10 minutes pour en faire la présentation. Je rappelle que les membres de la Commission ont reçu le mémoire, ont reçu le résumé du mémoire et en ont pris connaissance et que cette période de présentation, bien sûr, sert à souligner les points principaux et, si on peut dire, à mettre tout le monde dans le bain. Quand la présentation est terminée, les membres de la Commission disposent d'un temps de parole qui est distribué de la façon suivante: 10 minutes pour la présidence, 15 minutes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 15 minutes pour le groupe parlementaire formant l'Opposition officielle; ces deux périodes de 15 minutes peuvent être prises en diverses périodes. 40 minutes pour les membres inscrits auprès de la présidence, c'est-à-dire ceux qui se sont inscrits avant la séance, chacun des membres disposant d'un total de 10 minutes. Et nous disposons d'un système de chronométrage qui, pourvu qu'il fonctionne bien comme d'habitude, nous permettra de faire régner l'équité.

Les membres de la presse — j'allais dire écrite mais elle n'est pas écrite, elle n'est pas

parlée non plus, mais, enfin, la presse qui photographie et qui prend des images — sont parmi nous au début de la séance. Ils ont huit minutes pour prendre des images qui sont tout à fait différentes, sans doute, de celles qu'on a prises hier et de celles qu'on prendra la semaine prochaine. Et quand cette période sera finie, nous serons en pleine marche. Cependant, dès maintenant, je vais demander à la Fédération des commissions scolaires de commencer la présentation en demandant d'abord à M. d'Anjou de présenter les gens qui, avec lui, représentent le groupe qui est devant nous. M. D'Anjou.

## Fédération des commissions scolaires du Québec

**M. d'Anjou:** M. le Président, mesdames, messieurs les commissaires, il me fait grandement plaisir de vous présenter ceux qui sont ici avec moi pour représenter la Fédération des commissions scolaires du Québec. À ma gauche, la première vice-présidente de la Fédération, Mme Diane Drouin, de Drummondville; toujours à ma gauche, la deuxième vice-présidente, Mme Lise Lemieux, présidente de la commission scolaire Des Découvreurs, Sainte-Foy; à l'extrême gauche, M. Marc Sabourin, membre du bureau de direction de la Fédération et vice-président de la commission scolaire Sainte-Croix; immédiatement à ma droite, le directeur général de la Fédération, M. Fernand Paradis; ensuite, un permanent professionnel à la Fédération, M. Guy Beaudin qui a participé à la rédaction de ce mémoire.

J'imagine que vous avez pris connaissance du mémoire. Je vais essayer d'être bref. La Fédération des commissions scolaires représente pratiquement toutes les commissions scolaires disons, de langue française ou catholiques ou pour catholiques, 168 sur 170. Il y a une autre association qui représente les commissions scolaires protestantes du Québec et qui, sans doute, vous fera rapport de son point de vue sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. L'objectif de la Fédération, bien sûr, c'est de respecter son mandat et de vous présenter surtout le point de vue des commissions scolaires relativement au rôle de l'éducation pour l'avenir du Québec.

Le premier point que nous abordons, c'est la répartition des pouvoirs entre les divers ordres de gouvernement, entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial. Si vous avez lu le mémoire, j'imagine que vous êtes déjà au courant de nos prises de position à savoir que nous croyons que tout ce qui touche à l'éducation directement ou indirectement, en particulier formation professionnelle, politiques

de main-d'oeuvre, politiques culturelles doivent relever du Québec. Là-dessus, je pense que notre position est très claire. Pour des fins d'efficacité, pour des fins de programme cohérent, nous croyons que le Québec doit détenir la totalité des pouvoirs en ce domaine. Il y a donc d'autres juridictions dans certains domaines. Ça nous crée des problèmes, parfois des politiques contradictoires, et nous croyons qu'il y a intérêt, pour des fins d'efficacité, pour des fins d'économie, pour des fins de cohérence, que le Québec ait juridiction en ces domaines.

Relativement aux autochtones, nous croyons que l'éducation des autochtones devrait relever du Québec, puisque l'éducation est de juridiction provinciale. Nous croyons que les autochtones ont droit de gérer leurs établissements scolaires, qu'ils pourraient avoir des commissions scolaires, comme les autres au Québec, et que ces commissions scolaires devraient relever du gouvernement du Québec.

Relativement à la formation de la main-d'oeuvre, j'attire votre attention, à la page 4, sur les dépenses importantes effectuées par le gouvernement fédéral, dépenses qui vont en grandissant avec la réforme de l'assurance-chômage. Je vous dis, pour des fins de cohérence encore, on parle de 460 000 000 \$ que le gouvernement fédéral consacre actuellement à la formation professionnelle et, avec l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur l'assurance-chômage, on parle d'un montant additionnel de 800 000 000 \$. Nous n'avons pas d'objection, évidemment, à ce que le gouvernement fédéral dépense, s'il tient à dépenser, mais que les programmes soient totalement administrés et gérés par le gouvernement du Québec et qu'il y ait une bonne harmonisation dans ce domaine-là.

Relativement aux communications, nous croyons que les contenus de toutes les formes de communication devraient être de juridiction du Québec, pour des raisons assez évidentes. Du côté de l'immigration, face à une nécessaire politique de population ici, au Québec, nous croyons que l'immigration doit être totalement de juridiction du Québec, que, en particulier, les programmes d'accueil, les programmes de francisation, doivent être totalement opérés par le Québec et que les commissions scolaires devraient jouer un rôle prédominant en ce domaine. Au lieu d'avoir des écoles distinctes pour accueillir les immigrants, nous croyons qu'il est dans l'intérêt de la collectivité que les immigrants soient accueillis dans l'école de leur quartier, aussi bien les adultes que les élèves, que les jeunes enfants et que leur premier contact et les principaux services qui leur sont accordés soient accordés par l'école du quartier ou du village où ces gens-là vont s'établir. Nous croyons que cela faciliterait beaucoup l'adaptation et l'intégration de ces personnes à la société québécoise. Cela nous paraît extrêmement important.

J'en viens à la conclusion de la première partie, la recommandation: Le Québec doit avoir une compétence exclusive sur toutes les questions reliées directement ou indirectement à la mission éducative sur son territoire, notamment dans le domaine de la formation, de la culture et des communications. Le Québec doit avoir la compétence nécessaire pour déterminer le nombre d'immigrants, pour les choisir et les accueillir. Le Québec doit confier aux commissions scolaires le mandat d'organiser des services d'accueil pour les nouveaux arrivants.

Je passe au deuxième volet rapidement: commission scolaire, gouvernement local. On sait que les commissions scolaires existent depuis au-delà de 150 ans. On sait qu'elles font partie de l'histoire du Québec. On sait que dans le contexte nord-américain, il y a des instances locales spécialisées en éducation partout en Amérique du Nord. Les commissions scolaires ont évolué avec les années. De 500 qu'elles étaient il n'y a pas tellement longtemps, elles sont environ 200 aujourd'hui. Disons que là-dessus nous avons donné un exemple intéressant pour d'autres instances locales, à savoir le nécessaire regroupement pour plus d'efficacité. Mais il y eu une tendance à la centralisation excessive. Je pense qu'on est au courant que le pendule semble vouloir revenir vers le centre. Nous avons toujours prôné une plus grande décentralisation, une plus grande responsabilisation des instances locales. Nous allons toujours dans cette voie et vous me permettez de citer M. Léon Dion, lors du colloque sur le rôle et l'avenir des institutions québécoises organisé par la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, qui disait que malgré la stabilité ou même l'accroissement du rôle de l'État, il devient de plus en plus difficile de désigner les responsables, donc: importance de décentraliser, de responsabiliser davantage les milieux locaux.

Il y a l'aspect aussi des garanties que la Constitution accordait aux gens de foi catholique et de foi protestante, la Constitution de 1867. La Charte des droits de 1982 donne des garanties au point de vue linguistique. Là-dessus nous avons toujours cru que les catholiques et les protestants, et nous le croyons encore, ont des droits historiques, que ces droits-là doivent être respectés et que ces droits-là doivent être garantis par la Constitution. Par contre, depuis plusieurs années, la Fédération en assemblée générale s'est prononcée carrément en faveur de commissions scolaires linguistiques, donc: des commissions scolaires qui regroupent les écoles de langue française et des commissions scolaires qui permettent aux anglophones d'administrer leur écoles et qui regroupent les gens de langue anglaise dans les mêmes écoles. Mais il y a quand même un phénomène important à cause des droits historiques au point de vue confessionnel et nous représentons ici, à ce moment-ci et tant que la réforme ne sera pas faite, les anglo-

catholiques. Ces gens-là tiennent à des garanties constitutionnelles relativement à l'enseignement de la religion dans les écoles. Et je sais que les protestants tiennent aux mêmes garanties.

Je peux vous dire que les catholiques de langue française aussi tiennent à ce que le droit des parents à ce que leurs enfants aient l'enseignement de la religion dans l'école, comme ça se fait traditionnellement au Québec depuis le début de la fondation du Canada, les parents y tiennent. Vous devriez peut-être faire un sondage ou une vérification, et on constatera que la plupart des jeunes qui fréquentent nos écoles sont baptisés et les parents tiennent à ce que l'enseignement de la religion se fasse dans l'école. À ce moment-là, nous reflétons ce désir des populations, de nos élèves, des parents, et nous croyons que ces droits constitutionnels doivent demeurer. Ils peuvent être cependant modifiés pour favoriser l'établissement de commissions scolaires linguistiques.

Avec la réforme qui s'engage au Québec présentement, il y a un danger de superposition de structures, sur l'île de Montréal en particulier. Le résultat final pourrait être et probablement sera, du côté des francophones, le maintien d'une commission scolaire confessionnelle où la plupart des Québécois de souche poursuivront leurs études et l'établissement d'une commission scolaire linguistique superposée, où la majorité seront des immigrants de diverses souches, ou des Néo-Québécois, si vous voulez. Et cela ne favorise pas l'intégration de ces personnes à la société québécoise.

Nous croyons qu'en échange de garanties constitutionnelles pour les catholiques et les protestants qui respectent les droits historiques, les commissions scolaires qui sont protégées présentement par la Constitution canadienne, tant catholiques que protestantes, pourraient évoluer vers un statut linguistique. Et c'est pourquoi nous réclamons que ce gouvernement local et ces droits historiques soient reconnus dans la Constitution. Le cadre constitutionnel proposé par la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec doit comprendre des garanties quant à l'existence des gouvernements locaux scolaires, c'est en page 12: "Il doit y être spécifié: que les citoyens d'un milieu donné ont le droit d'avoir une commission scolaire francophone ou anglophone pour gérer, dans le respect des droits confessionnels historiques, l'éducation publique sur leur territoire; que la commission scolaire a la compétence nécessaire pour répondre aux besoins de services éducatifs de la population de son territoire; que les membres du conseil des commissaires qui représentent la population sont élus au suffrage universel; que la commission scolaire a le pouvoir de lever des taxes pour répondre aux besoins des services éducatifs de la population sur son territoire.

Les commissions scolaires désirent une

stabilité. Ça fait des années qu'on joue dans les structures scolaires. Notre désir le plus cher, c'est que tout se règle dans l'harmonie, dans le respect des droits et qu'il y ait enfin stabilité pour que nous puissions nous concentrer sur la qualité des services éducatifs. Je vous remercie, M. le Président.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, M. d'Anjou, de cette présentation. Il faut remercier votre groupe d'avoir su présenter ses vues clairement et d'avoir eu la délicatesse de ne pas avoir infligé 150 pages à des commissaires qui vont en lire bien d'autres.

Cela dit, nous allons maintenant passer à la période des commentaires, questions des membres de la commission qui ont chacun un maximum de 10 minutes. M. Beaumier est le premier.

**M. Beaumier:** Merci, M. le Président. M. d'Anjou, quand j'ai lu votre mémoire, il m'a drôlement intéressé parce que je suis du monde scolaire depuis ma retraite dernière. Mais, c'est à la toute dernière page, à la page 13, quand vous dites "que la commission scolaire a le pouvoir de lever des taxes pour répondre aux besoins des services éducatifs de la population sur son territoire."

Au moment présent, nous sommes, avec le gouvernement, à discuter un partage des responsabilités pour les municipalités, à en prendre un peu plus, donc à s'engager financièrement davantage et cette affirmation que vous voulez avoir enchâssée dans une constitution future pose de sérieuses questions à notre engagement vis-à-vis le futur des municipalités sur des nouvelles responsabilités.

Moi, j'aimerais savoir succinctement: Est-ce que le pouvoir de taxation se veut sans limite et est-ce qu'il est toujours dans le champ foncier?

**M. d'Anjou:** Jusqu'à présent, c'est aussi un droit historique comme ceux que j'ai évoqués tout à l'heure. Ça fait longtemps que les commissions scolaires sont dans le champ d'impôt foncier. Dans les faits et juridiquement, ça n'a jamais été réservé exclusivement aux municipalités. Nous croyons qu'il y a une possibilité de coexistence de ces deux instances locales avec chacune une source de revenus autonome pour qu'elles aient une certaine marge de manoeuvre et une plus grande responsabilisation.

C'est sûr qu'il y a un partage équitable qui doit se faire entre les deux niveaux de gouvernement et nous comprenons la situation des municipalités, mais nous pensons qu'il y aura éventuellement une limite au taux de taxation qui pourra être imposé aux contribuables. Ça, c'est bien sûr. Et, s'il y avait un transfert plus grand de responsabilités au niveau local, que ce soit scolaire ou municipal, je pense que le gouvernement devra envisager le transfert d'autres sources de revenus de taxation. Il faudra en

venir à ça éventuellement.

Nous, ce à quoi nous tenons fondamentalement, c'est que nous soit réservée une marge de manoeuvre pour répondre à des besoins locaux, une marge de manoeuvre qui a été rognée avec les années à cause du sous-financement chronique des commissions scolaires. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Avez-vous d'autres questions, M. Beaumier? Nous passons maintenant à M. Claude Béland.

**M. Béland:** Merci, M. le Président. M. D'Anjou, vous nous rappelez dans votre mémoire certaines dispositions de la Constitution. Vous dites, entre autres, qu'il est clair que, dans la Constitution, tout le domaine de l'éducation et de la formation est de juridiction provinciale. Mais vous portez des jugements quand même assez sévères en disant que c'est bien loin de la réalité, et vous mentionnez, entre autres, que le fédéral utilise des fonds qui sont disponibles uniquement si on respecte les conditions édictées par le gouvernement fédéral. Vous dites que le fédéral, à ce moment-là, impose aux provinces des choix que ses pouvoirs constitutionnels ne lui permettent pas de faire directement. Donc, vous dites: Il y a des choses dans la Constitution, mais, dans la pratique, avec les moyens dont dispose le fédéral, on ne respecte pas la Constitution. Ce qui m'étonne, cependant, c'est que dans votre mémoire vous dites: Dans l'avenir, pour régler ça, il faudrait que ce soit inscrit dans la Constitution. Qu'est-ce que vous suggérez vraiment pour empêcher une fois pour toutes ou rendre impossibles les empiètements du fédéral dans le domaine et les domaines qui vous intéressent, parce que vous dépassez aussi celui de l'éducation tout court; vous allez même dans celui de l'immigration parce que vous dites que ça a des impacts, dans celui des communications? Alors, qu'est-ce que vous suggérez vraiment, parce que, nous autres, on est devant une feuille blanche et on a des recommandations à faire à l'Assemblée nationale pour dire comment on règle ces problèmes-là, parce que tout le monde nous dit que c'est des problèmes? Alors, qu'est-ce que vous suggérez pour faire en sorte que, d'une façon définitive, si c'est possible, on puisse régler ces questions d'empiètement?

**M. d'Anjou:** De la façon dont la Constitution canadienne est établie, actuellement, les pouvoirs spécifiques bien déterminés vont aux provinces; le fédéral a des pouvoirs résiduels; en plus de ça, un pouvoir de dépenser qui lui permet de s'immiscer dans divers domaines qui sont nettement de juridiction provinciale; on a plusieurs exemples. Alors, je pense que la façon la plus simple c'est d'éliminer, dans la mesure du possible, les doubles juridictions. Et si le fédéral désire dépenser, à mon sens, qu'on transfère

strictement les fonds aux provinces et qu'on laisse les provinces avoir des programmes très harmonisés, au lieu d'avoir des programmes qui se chevauchent.

**M. Béland:** Il ne le fait pas, alors...

**M. d'Anjou:** Il ne le fait pas, alors, à ce moment-là, c'est clair que quand on prône l'élimination des doubles juridictions, ça veut dire des amendements constitutionnels qui vont amener ça. Maintenant, je ne suis pas un spécialiste pour rédiger une nouvelle Constitution à ce moment-ci.  
(10 heures)

**M. Béland:** Puis-je vous aider? Est-ce que vous suggérez d'enlever le pouvoir de dépenser?

**M. d'Anjou:** Il faudrait au moins le restreindre considérablement. S'ils veulent dépenser, moi, je ne suis pas tout à fait contre le pouvoir de dépenser à condition que les fonds soient transférés aux provinces; que ce soit les provinces qui les administrent. Ça fait une différence!

**M. Béland:** Malgré le fait que ce n'est pas l'expérience que vous vivez.

**M. d'Anjou:** Mais non. Mais je pense que dans des amendements constitutionnels il y a bien des choses qui peuvent se préciser. Je pense que c'est l'exercice que nous faisons.

**M. Béland:** Merci.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Nous passons maintenant à M. Richard Holden.

**M. Holden:** Merci, M. le Président. M. d'Anjou, j'ai déjà eu l'occasion d'être témoin dans des situations de cour, et d'être avocat aussi, et j'ai toujours préféré demander des questions que d'y répondre. Mais vous êtes un peu dans la même situation aujourd'hui. Je ne sais pas si la CECM fait partie de votre Fédération, mais je vous rappelle - vous êtes au courant sans doute - que M. Pallascio et ses acolytes à Montréal ont tenté ou ont présenté un règlement à un moment donné pour prohiber l'usage de la langue... d'autres langues que le français en dehors de situations pédagogiques; c'est-à-dire ils voulaient, je ne sais pas, empêcher les enfants de jouer au football dans une langue autre que le français. Ça n'a pas été adopté ce règlement. On a combattu contre ça. Et on a présenté un amendement à la loi 101 pour empêcher justement toute commission ou toute institution éducative de faire un accroc pareil aux droits individuels des enfants et d'empêcher une situation de ce genre. J'aimerais avoir votre réaction à ce genre de mesures coercitives pour favoriser la langue française.

**M. d'Anjou:** Je dois vous dire au départ que la CECM n'est pas membre de notre Fédération. C'est l'une des deux commissions scolaires non membres. Disons que c'est une décision purement locale. Moi, je ne veux pas intervenir dans le fonctionnement interne des commissions scolaires. Je comprends le désir qu'on peut avoir de favoriser l'intégration et l'apprentissage de la langue française. On sait que la langue française ne s'apprend pas strictement en suivant des cours et que pour vraiment la maîtriser, vous le savez parce que vous parlez bien français, il faut avoir l'occasion de la parler. Maintenant, je suis d'accord à ce qu'on respecte les droits individuels, mais il y a quand même, à certains moments, des mesures qui doivent être prises sans être d'accord avec celle-là en particulier pour aussi le respect des droits collectifs. C'est toujours la grande difficulté de savoir où finissent les droits individuels, où commencent les droits collectifs. Je pense qu'il faut être très respectueux des droits individuels surtout les plus fondamentaux mais il faut aussi être conscients qu'il y a des droits collectifs qui doivent être préservés éventuellement. Non. Je peux vous dire que là-dessus nous n'avons pas pris de position parce que ça ne nous concernait pas directement mais la Fédération n'a pas de position formelle là-dessus. On n'a pas eu l'occasion d'échanger là-dessus.

**M. Holden:** Je vous donne l'opportunité, M. d'Anjou.

**M. d'Anjou:** Oui, alors, on va y réfléchir, cher monsieur. Mais je vous dis, là, fondamentalement, la Fédération désire le respect des droits fondamentaux de tous les citoyens du Québec, tout en prônant le respect de la langue française au Québec.

**M. Holden:** Comme M. Béland, on a à se prononcer sur les amendements possibles aux lois en général, sur l'idée d'amender la loi 101 pour que ce respect soit spécifiquement mentionné. Quelle est votre réaction?

**M. d'Anjou:** Nous n'avons pas étudié la question. Mais si jamais il est question d'amender la loi 101, nous allons étudier sérieusement et nous prendrons position. Mais sur les droits, au point de vue enseignement, je pense que l'opposition a été établie clairement tout à l'heure. C'est clair que nous voulons que les droits des anglophones soient respectés: droits d'administrer, de gérer leurs écoles, d'avoir des écoles de langue anglaise, droits qui doivent être respectés totalement. Nous voulons que les droits des autochtones soient aussi respectés, qu'ils aient la possibilité de gérer leurs institutions d'enseignement et nous voulons que les écoles de langue française soient sous la responsabilité de commissions scolaires linguistiques de langue fran-

çaise. Toutes les écoles de langue française au Québec. C'est ça, notre position.

**M. Holden:** Merci, M. d'Anjou.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Madame Rosette Côté.

**Mme Côté:** Oui, j'avoue, mesdames et messieurs, que j'ai été un peu surprise de voir que vous n'aviez pas pris position pour aucun cadre constitutionnel. Parce que toute la logique et le plaidoyer que vous faites dans votre mémoire conduiraient finalement à parler d'un état, disons-le, souverain. Parce que vous ne parlez pas seulement d'éducation, vous parlez aussi de la mission économique, parce que vous dites: Il est important que la main-d'oeuvre soit bien formée pour être capable de répondre aux impératifs de l'économie. Vous parlez aussi de la réalité des autochtones, vous parlez de la réalité de l'immigration, vous parlez de la réalité de la langue et vous allez plus loin, à la page 3, quand vous dites: Cette double juridiction va jusqu'à un peu comme compromettre ou... des objectifs contradictoires. Là, c'est plus que de dire: Il y a un empiètement du fédéral, il y a un pouvoir de dépenser excessif. Il y a des chevauchements. Il y a aussi des différences d'orientations dans la mission éducative. Vous allez plus loin aussi, vous parlez du gouvernement local. Moi, il me semble que c'est plus facile de négocier avec un seul gouvernement que de négocier avec deux gouvernements. Et vous ne prenez pas position, aucunement, pour le cadre constitutionnel que devrait avoir le Québec. Alors, j'aimerais ça que vous nous en parliez, premièrement. Deuxièmement, j'aimerais ça que vous expliquiez un peu comment pourrait fonctionner toute cette espèce de gouvernement local que les commissions scolaires pourraient avoir comme statut, dans le cadre d'une nouvelle redéfinition du Québec.

**M. d'Anjou:** Cadre constitutionnel possible, vous aimeriez que la Fédération des commissions scolaires prenne position pour l'une ou l'autre des thèses. Je pense que par respect pour nos membres qui, vous le savez, sont des gens politiques, hommes et femmes politiques, qui oeuvrent souvent au niveau de la politique fédérale ou provinciale, au niveau de la politique municipale même et qui ont diverses orientations, c'est clair, à ce moment-là, je pense que nous n'avons pas le mandat, les commissions scolaires membres, de prendre une orientation aussi précise que celle-là comme fédération. Par respect pour ces personnes-là, il est sûr qu'il faudra faire une vaste consultation. Mais quand on parle des commissions scolaires, ce n'est pas seulement les commissaires d'école, c'est l'ensemble des personnels des commissions scolaires. Je dirais même que c'est les parents et les élèves. Ne me demandez pas au nom de la

Fédération... jamais le conseil d'administration et les commissions scolaires n'accepteraient qu'on prenne immédiatement ici une position très précise au sujet de ces orientations-là.

**Mme Côté:** Avez-vous prévu une vaste consultation? Puisque vous dites qu'il y aura une consultation, ça veut dire que...

**M. d'Anjou:** Je n'ai pas dit qu'il y aurait une consultation.

**Mme Côté:** Non, en avez-vous prévu une, une consultation, auprès de vos membres?

**M. d'Anjou:** Là-dessus, non. On n'en a pas prévu à ce moment-ci. L'autre question, comment ça fonctionnerait? Je pense que le cadre existe actuellement. Le cadre, c'est une instance locale qui est une commission scolaire, qui a des représentants nommés, élus par la population au suffrage universel, qui a un certain pouvoir de gestion de l'éducation, de donner des orientations ou de répondre à des besoins locaux et qui a un certain pouvoir de taxation. Il y a, je pense, et on l'a vu par des organismes antérieurs, aussi des nouvelles orientations gouvernementales qui vont dans le sens de responsabiliser davantage les milieux locaux. Le cadre existe. C'est une question de fonctionnement maintenant entre l'instance centrale et les instances locales. Ça prendrait peut-être des nouvelles ententes, qu'on fasse un peu plus confiance aux milieux locaux, qu'on leur donne un peu plus de responsabilités et qu'on leur laisse surtout une marge de manoeuvre pas seulement financière mais aussi au niveau des prises de décisions. Je pense que tout est en place. C'est une question de philosophie de fonctionnement et de meilleur partage des responsabilités. Ça ne demande pas d'amendement constitutionnel à ce niveau-là.

**Mme Côté:** Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** La parole est maintenant à M. Jacques Proulx.

**M. Proulx:** Merci, M. le Président. Une partie de ma question a été posée, mais, pour compléter: une fois qu'on a rapatrié tous les pouvoirs, en fait, comme vous l'affirmez - l'importance dans ça vous en donnez des raisons, que ce soit au niveau de l'éducation, de la formation professionnelle, la formation à l'adaptation - vous vous voyez comment comme commission scolaire par la suite? Avec l'entière responsabilité de ce domaine-là? Avez-vous réfléchi à ça? Avez-vous déjà une bonne...

**M. d'Anjou:** C'est une responsabilité partagée entre l'instance locale et l'instance centrale. C'est une responsabilité partagée entre le gouvernement du Québec et la commission

scolaire. Nous ne nions pas un rôle à l'État au Québec, au contraire. Mais nous croyons que dans l'application pratique, quotidienne, les commissions scolaires doivent avoir un peu plus de responsabilités, une peu plus de marge de manoeuvre pour prendre des décisions adaptées aux besoins du milieu.

**M. Proulx:** Ma question va plus loin que ça. Cet après-midi, d'ailleurs, on va avoir la formation professionnelle qui va venir déposer un mémoire. Elle aussi, elle affirme, je ne veux pas devancer trop, mais elle affirme qu'il faut rapatrier les pouvoirs et ainsi de suite. Elle aussi a un travail à l'intérieur de ça. Elle a des responsabilités, elle administre ça et ainsi de suite. Justement, vous le dites vous aussi. C'est quoi? Supposons qu'on a rapatrié ça au gouvernement du Québec. Je suis d'accord qu'il va avoir un pouvoir au gouvernement du Québec. Vous demandez davantage de pouvoirs dans les gouvernements locaux, les gouvernements scolaires locaux. Ça va se comporter comment par la suite? On sait aujourd'hui les tirailages, mais quand même. Il y a un empiètement de juridiction assez souvent, on le sait, on a à travailler avec ça. Moi, je voudrais savoir, une fois que c'est fait, ça, vous vous comportez comment dans ça pour que ça soit clair là aussi. Tant qu'à éclaircir une place, on serait aussi bien d'éclaircir partout. Comment l'éclaircit-on?

**M. d'Anjou:** Vous voulez dire, comment ça va fonctionner au niveau régional ou local?

**M. Proulx:** Selon vous autres, est-ce que ce sont les commissions scolaires, une fois qu'on a rapatrié les pouvoirs, en respectant toujours le gouvernement du Québec qui a à chapeauter ça, qui devraient avoir l'entière responsabilité, que ce soit au niveau de l'éducation, de la formation professionnelle, la formation de main-d'oeuvre, ainsi de suite? Est-ce que ça doit, une fois qu'on a fait ça, revenir sous l'entière responsabilité des gouvernements scolaires locaux ou des commissions scolaires?

**M. d'Anjou:** Oui. Je vais essayer de comprendre votre question. Disons d'abord que le gouvernement du Québec, à ce moment-là, garde sa responsabilité, l'orientation générale, etc. La commission scolaire, au niveau de la formation d'ordre secondaire, qu'il s'agisse de formation de base ou de formation professionnelle, garde la responsabilité qu'elle a aujourd'hui. Rien n'empêche les organismes ou des mécanismes de concertation entre les milieux du travail, le patronat et les milieux de l'éducation... Ça ne change pas fondamentalement ce qu'il y a ici, sauf que tous les fonds pour la main-d'oeuvre sont gérés par le gouvernement du Québec et chacun remplit sa mission. C'est pour éviter d'avoir des politiques contradictoires et/ou non



harmonisées entre deux ordres de gouvernement. Alors on présume qu'il y aura une entente très claire entre les responsabilités du gouvernement du Québec et les responsabilités des commissions scolaires et des organismes qui sont appelés à établir les besoins en main-d'œuvre et en formation de main-d'œuvre.

**M. Proulx:** Voyez-vous qu'il serait important que vous ayez davantage de pouvoir pour harmoniser ça aussi à ce niveau-là?

**M. d'Anjou:** Au niveau local et régional, oui, définitivement. Quand on parle d'une plus grande responsabilisation, ça veut dire qu'il y a deux niveaux, il y a un niveau provincial, il y a des niveaux locaux, qu'on appelle locaux, mais qui sont vraiment régionaux dans le cas des commissions scolaires.

**M. Proulx:** Merci, M. le Président.

**M. d'Anjou:** Madame aimerait compléter.

**Mme Drouin (Diane):** Peut-être comme élément de... Oui, pour compléter. Si je comprends votre question, je pense que oui, les commissions scolaires pourraient prendre la responsabilité de formation de la main-d'œuvre, formation professionnelle dans le sens que, bien sûr, le gouvernement du Québec garde les grandes orientations, comme M. d'Anjou l'a dit, mais les commissions scolaires sont gérées par des élus locaux alors les gens sont à même, dans chacune des régions, de connaître les besoins de leur population, c'est leur mandat de transférer ces besoins-là, de fournir les services. Je pense que les industries ou les gens qui ont besoin de formation de main-d'œuvre peuvent faire affaire directement avec des commissions scolaires et organiser sans avoir toujours à référer à un cadre général, parce qu'on sait que, dans différentes régions, les besoins sont différents. Les besoins à Mont-Joli ne sont pas les mêmes qu'à Montréal ou à Drummondville. À ce moment-là, une industrie, dans un milieu donné, peut avoir un besoin particulier de formation. Je pense que, dans nos commissions scolaires, on a les compétences nécessaires pour répondre à ces besoins-là. Quand on parle de décentralisation, moi, ça m'apparaît dans ce sens-là. Quand des élus... On est capable de sentir le pouls de notre population et on est capable d'y répondre. Peut-être que... C'est sûr que ça nous prend à ce moment-là le financement approprié. Il faut être capable d'y répondre aussi financièrement.

**M. Proulx:** Merci.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** La parole est maintenant à M. Robert Libman.  
(10 h 15)

**M. Libman:** Merci, M. le Président. Je suis

fortement d'accord quand vous dites que le système d'éducation devrait être décentralisé davantage et que les instances locales devraient avoir davantage de responsabilités. Ça a tout à fait du bon sens.

Aussi, M. d'Anjou, j'ai apprécié votre réponse à mon collègue, M. Holden. Le défi au Québec et le défi de tout le monde autour de cette table est d'établir cette ligne d'équilibre entre les aspirations collectives et les droits individuels. Mais j'ai deux petites questions. Vous dites dans votre mémoire que vous êtes en faveur des commissions scolaires linguistiques. J'ai présumé alors que si la province convertit ses commissions scolaires confessionnelles en commissions scolaires linguistiques, vous appuierez le besoin d'un amendement constitutionnel afin que les commissions scolaires linguistiques soient protégées dans la Constitution?

**M. d'Anjou:** D'accord. Absolument. C'est notre recommandation que la Constitution protège les commissions scolaires linguistiques et également les droits historiques confessionnels des catholiques et des protestants. Je pense que c'est très clair.

**M. Libman:** O.K. Alors vous appuyez ça. Deuxièmement, une autre question: Présentement, comme vous le savez, les immigrants dont la langue maternelle est l'anglais, les immigrants qui viennent des États-Unis ou d'Angleterre par exemple, doivent, selon la loi 101, aller aux écoles françaises. Ce n'est pas les communautés culturelles mais les immigrants anglophones. Ils représentent à peu près 1 % de la population du secteur français. À la lumière des problèmes que la présence de l'anglais dans les corridors des écoles françaises a amenés, par exemple à la CECM, croyez-vous que ces immigrants anglophones, de langue maternelle anglaise, des États-Unis, Angleterre... est-ce qu'ils devraient être autorisés à aller au système anglophone où ils représenteront un pourcentage nécessaire de 10 %?

**M. d'Anjou:** C'est une question à être décidée par l'Assemblée nationale. Déjà, l'Assemblée nationale s'est prononcée là-dessus et nous sommes respectueux de la décision qui a été rendue. Si la question est remise à l'étude par l'Assemblée nationale éventuellement, nous l'étudierons et il est possible que nous puissions exprimer une opinion. Mais, fondamentalement, nous favorisons l'émergence d'un Québec français et que les immigrants s'intègrent le plus rapidement possible à la société québécoise de langue française. Ça c'est l'orientation générale. Je ne pense pas qu'on puisse dévier de ça. Il y a quand même une différence fondamentale entre la situation des francophones au Québec, la situation des francophones hors Québec et la situa-

tion des anglophones en Amérique du nord, ceux du Québec. Dans le contexte nord-américain, la langue anglaise est loin d'être menacée, je pense, et même pas au Québec. Il reste toujours une discussion à savoir les droits personnels versus les droits collectifs. On peut discuter, on peut essayer de s'entendre; mais fondamentalement je pense qu'il y a des mesures nécessaires pour protéger la langue française en Amérique du nord.

**M. Libman:** Je suis 100 % en faveur de ça et c'est, comme j'ai dit, le défi à tous les Québécois mais la question était simplement: Les immigrants anglophones, purement anglophones, qui représentent en effet 1 % du secteur français, est-ce que, dans votre opinion, ça pose un problème si eux-mêmes sont autorisés à fréquenter le système anglophone?

**M. d'Anjou:** On n'a pas étudié la question. Je ne suis pas en mesure de me prononcer à ce moment-ci. Je vous ai donné nos orientations générales. Disons que la société est en évolution. Plus la langue française sera en sécurité, plus les Québécois sentiront qu'ils sont en sécurité en Amérique du nord, plus ils pourront s'élargir et s'ouvrir vis-à-vis les autres et être plus permissifs dans divers domaines. Je pense que ça aussi c'est fondamental. Il y a une nécessité de se sentir en sécurité et à partir du moment où on a cette sensation-là je pense qu'on peut être beaucoup plus ouvert par après.

**M. Libman:** Il...

**M. d'Anjou:** Il y a certainement une évolution qui se fait ici au Québec mais fondamentalement, les Québécois sont accueillants et sont ouverts.

**M. Libman:** Mais je suis...

**M. d'Anjou:** On a dû prendre certaines mesures pour protéger les droits collectifs, ce qui est important ici, au Québec.

**M. Libman:** Comme je l'ai dit, juste en terminant M. le Président, je suis en accord, mais la question à laquelle j'ai essayé d'avoir une réponse, c'est: Est-ce que ce pourcentage de 1 % a un effet sur le besoin de protéger ou donner la sécurité culturelle qui est nécessaire en Amérique du Nord, je suis tout à fait d'accord avec vous, mais ce 1 % du secteur français, est-ce que ça a un impact important?

**M. d'Anjou:** Bien, ça aurait un impact plus important si c'était 10 %, je dois le reconnaître, 10 fois plus important. Mais il reste que le Québec n'a pas le contrôle de l'immigration et, à ce moment-là, le 1 % pourrait varier très rapidement. Alors, il n'y a pas de garantie que ça va

toujours demeurer 1 %.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** La parole est maintenant à M. Serge Turgeon.

**M. Turgeon:** Merci, M. le Président. M. d'Anjou, il n'en demeure pas moins qu'on reste quand même sur notre appétit quant à la question fondamentale. Et il va bien falloir que, dans cette société, il y en ait qui prennent leurs responsabilités à un moment donné. On ne peut quand même pas laisser aux seuls politiciens, pour qui j'ai le plus grand respect, le soin de décider tous seuls de notre avenir. D'ailleurs, cette Commission, c'est la leur. Ils ont décidé de l'élargir et ils nous demandent d'en faire partie. Il y a une partie de ces politiciens-là qui ont insisté aussi, de toutes les façons, pour que la Fédération des commissions scolaires soit représentée à cette table. Et ce n'est certainement pas pour ne pas se prononcer. Alors, le point de vue-là je ne comprends pas vraiment. Ça, c'est une chose. Une deuxième chose: vous êtes très tranchants, très nets dans les secteurs que vous réclamez et, entre autres, vous réclamez une juridiction pour le Québec en ce qui concerne les communications. Et vous savez que le milieu culturel est très sensible à ça. Alors, moi, je vous dis: Très bien, on rapatrie d'Ottawa les communications. Qu'est-ce qu'on fait, par exemple, avec un organisme comme Radio-Canada?

**M. d'Anjou:** Si le Québec avait juridiction, le rapatriement que nous recommandons, c'est juridiction sur le contenu des émissions radio-phoniques, au lieu que ce soit une agence fédérale qui ait juridiction sur le contenu. Il est possible que Radio-Canada puisse continuer et que le Québec aurait sa juridiction sur le contenu.

**M. Turgeon:** Vous voulez dire une sorte de CRTC québécois, mais c'est Ottawa qui aurait quand même juridiction. Je ne comprends pas, là, comment Ottawa ne pourrait pas avoir juridiction sur son contenu, lui qui serait responsable de la diffusion.

**M. d'Anjou:** Quand on parle de rapatrier les communications, on est bien conscient qu'il y a des communications internationales et inter-provinciales et que, à ce moment-là, le fédéral devra garder une certaine juridiction sur les communications. Mais étant donné l'effet que les communications ont sur l'éducation et la culture, nous croyons que les politiques, au niveau des contenus, doivent être de juridiction provinciale. C'est ça que nous recommandons pour les postes de radio, de télévision, etc. C'est possible, ça. Voyons un exemple: il y a une législation québécoise sur la publicité pour les enfants. Bien, cette législation-là est respectée par Radio-Canada et les autres médias.

**M. Turgeon:** Mais vous concevez que, donc, Radio-Canada demeure toujours l'affaire d'Ottawa, Radio-Canada français, qu'Ottawa continue de subventionner nos musées qui servent beaucoup à l'éducation. Est-ce que vous maintenez ça? Ou si, quand on rapatrie les communications totales et tout le champ de la culture, comme vous le dites, bien, je veux dire, tout ça ça nous concerne, et on devient les seuls à décider de ça.

**M. d'Anjou:** Les seuls prioritairement.

**M. Turgeon:** Mais c'est ça, on est toujours à cheval quelque part.

**M. d'Anjou:** Ce n'est quand même pas un domaine très facile. Moi, je pense que, quand on parle de rapatriement en ce qui touche aux communications et à la culture, moi, je pense au contenu en particulier, tout dépend quelle évolution il se produira au point de vue constitutionnel. Mais il y a des musées provinciaux et il y a des musées nationaux, si vous voulez. Disons que c'est en discussion, c'est possible, dépendant de quel degré d'évolution va se produire au cours des années, au cours du temps. C'est possible que l'ensemble des instruments ou institutions culturels soient de juridiction du Québec. C'est possible.

**M. Turgeon:** Donc, ce ne sont pas les pleins pouvoirs, par exemple en matière de communications, que vous réclamez pour le Québec.

**M. d'Anjou:** On réclame les pouvoirs au moins sur les contenus. C'est là que ça a l'incidence culturelle. Au moins ça.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** M. Roger Nicolet.

**M. Nicolet:** Merci, M. le Président. Trois brèves questions, M. d'Anjou. Premièrement, lorsque vous parlez de régions, juste pour se comprendre sur le vocabulaire, pour vous, une région signifie le territoire qu'occupe une de vos 168 commissions scolaires. C'est bien ça?

**M. d'Anjou:** Oui, et ça n'exclut pas d'autres découpages territoriaux. C'est que, dans les faits, il y a beaucoup de découpages territoriaux au Québec, ça, je le reconnais. Mais, quand on parle au point de vue scolaire, c'est sûr, nos commissions scolaires occupent un territoire donné. Ça, c'est des régions au point de vue éducation, au point de vue scolaire. Mais on ne nie pas l'existence de...

**M. Nicolet:** Non, non, non. Je voulais juste... L'échelle de la région pour vous...

**M. d'Anjou:** C'est ça.

**M. Nicolet:**...c'est l'échelle territoriale de vos commissions scolaires.

**M. d'Anjou:** Oui.

**M. Nicolet:** Deuxième question, également brève. J'aimerais féliciter la commission scolaire sur le rôle qu'elle décrit quant à l'intégration des nouveaux arrivants. Je pense que c'est un énoncé clair et extrêmement intéressant d'une prise en charge par le milieu scolaire, et je vous en félicite.

Par contre, il me semble, et l'expérience de Montréal là-dessus est quand même probante, qu'il y a une espèce de masse critique quant au nombre d'enfants qu'on peut intégrer dans un milieu donné sans faire basculer l'ensemble du contexte. Je me demande si vous vous êtes penchés sur cette réflexion vis-à-vis du problème. En régions, il se pose moins, mais, dans un avenir plus ou moins rapproché, on pourrait se trouver avec ce même genre de problème à l'échelle des régions que vous représentez.

**M. d'Anjou:** Oui. C'est pourquoi nous nous inquiétons de la superposition de structures confessionnelles et de structures linguistiques sur l'île de Montréal. C'est très clair dans notre mémoire. Nous croyons que cette surimposition de structures sur le même territoire ne favorise pas l'intégration des immigrants et c'est pourquoi nous plaçons en faveur d'un amendement constitutionnel qui permettrait aux commissions scolaires confessionnelles actuelles d'évoluer vers un statut linguistique, pourvu que la constitution protège le droit d'avoir des commissions scolaires de langue française, des commissions scolaires de langue anglaise et le droit des catholiques et des protestants que l'enseignement de la religion se fasse dans les écoles selon l'histoire du Québec, selon le désir des parents, tout en respectant les droits des autres, la liberté de conscience de tout le monde.

**M. Nicolet:** Une dernière question, et vous me permettez de revenir un petit peu sur notre contentieux du printemps dernier. Vous vous exprimez très clairement pour un financement local, ce que, en réponse à mon collègue, M. Beaumier, vous avez qualifié de peut-être axé essentiellement sur le champ foncier, peut-être venant d'autres sources.

Ceci étant acquis et reconnaissant d'autre part que l'État a une responsabilité de justice, de répartition du service de l'enseignement public, est-ce que, dans votre esprit, il y a quelque part un plafond que vous êtes prêt à reconnaître quant au financement de sources locales par opposition au financement que l'État doit mettre à la disposition du monde scolaire pour l'éducation?

**M. d'Anjou:** Sûrement. Nous n'avons pas prôné que l'État se retire du champ du financement des commissions scolaires. Je ne pense pas que ce serait réaliste de prôner une telle chose. C'est sûr, je l'ai dit tout à l'heure, il y a une limite à la capacité des citoyens de payer des impôts de toutes sortes. C'est vrai pour l'impôt foncier comme pour les autres. J'ai bien dit tout à l'heure aussi que, si on veut nous transférer des responsabilités supplémentaires, pas seulement au niveau scolaire, également au niveau municipal, il faudra aussi nous transférer des nouvelles sources de revenus et c'est impensable que le champ de l'impôt foncier puisse financer des obligations considérables supplémentaires au point de vue financier. Là-dessus, non. Je pense qu'on va s'entendre rapidement.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** La parole est maintenant à M. André Ouellet. (10 h 30)

**M. Ouellet:** M. le Président, je voudrais certainement féliciter M. d'Anjou et mesdames et messieurs qui l'accompagnent, qui nous ont présenté ce matin, je pense, un mémoire très sérieux, très étoffé, avec une série de recommandations pour donner une place et une importance encore plus grandes aux commissions scolaires au Québec qui m'apparaissent tout à fait à propos. Mon père, qui a été très actif dans le milieu scolaire pendant plus de quelque 20 ans à titre de commissaire et de président de commission scolaire, appuierait certainement certaines des recommandations que vous avez présentées ce matin.

Il y a une phrase que je voudrais citer de votre mémoire, c'est à la page 6, vous dites: "Il nous apparaît vital de maintenir au moins la proportion de citoyens s'exprimant en français dans l'ensemble canadien. Seul l'apport d'une immigration francophone suffisante peut contribuer à maintenir son poids relatif." Il est évident, vous le savez, que l'immigration française est difficile, et ça fait plusieurs années que le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec ont signé des ententes pour favoriser le Québec dans ses politiques d'immigration française. Vous citez d'ailleurs l'entente Cullen-Couture de 1978, cette entente du ministre canadien M. Cullen, avec le ministre québécois M. Couture; ce n'était pas la première entente, ça remonte au début des années soixante-dix au moment où le gouvernement Trudeau avait déjà signé de premières ententes à cet égard avec le gouvernement de M. Bourassa. Les ministres de l'époque pour le Québec s'appelaient M. Cloutier, ensuite M. Bienvenu; pour le gouvernement Trudeau, je crois que c'était M. Andras. Donc, il y a là une reconnaissance, par des arrangements administratifs, depuis un bon moment pour favoriser cette immigration française.

Je suis d'accord avec vous que cela doit être continué, et je souhaite bien, si malheureu-

sément tout ceci avait pu être encadré dans la Constitution par l'entremise de l'accord du lac Meech - je le regrette, j'appuyais cette démarche qui n'a pas réussi - j'espère en tout cas que le gouvernement canadien saura, dans les plus brefs délais, renouveler, reconduire cette entente dans le domaine de l'immigration avec le gouvernement du Québec.

Ça m'amène à vous poser la question: Par delà cette immigration francophone au Québec il y a quand même, vous dites, la masse, la proportion de citoyens parlant français dans l'ensemble canadien, et c'est une dimension qui, à mon avis, est aussi importante. C'est pour ça que je me pose un peu des questions quant à vos propositions de faire disparaître l'espèce de responsabilité dans le domaine de la formation, de la culture et des communications qui existe déjà au gouvernement canadien. Je rappellerai à Mme Côté et à M. Turgeon que le gouvernement du Canada dépense des sommes importantes dans le domaine de l'éducation, non seulement au Québec mais à travers le Canada, pour la promotion du français. Combien y a-t-il d'enseignants, des Québécois, des parlant français, qui se trouvent des emplois, qui travaillent dans des provinces et qui enseignent le français, ce qui ajoute à ce nombre de personnes travaillant et protégeant ce que vous appelez, vous, un nombre important de parlant français dans l'ensemble du Canada?

Je rappelle à M. Turgeon que les artistes, les créateurs, les compositeurs, les musiciens - vous êtes président de l'Union des artistes - il y en a, plusieurs qui ont de la misère à boucler leur budget, vous le savez...

**Le Président (M. Michel Bélanger):** M. Ouellet, je dois vous rappeler que le préambule sera tel qu'il n'y aura pas de question.

**M. Ouellet:** J'achève.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Il faudrait que le préambule achève rapidement.

**M. Ouellet:** D'accord. Ça me fait penser à ce que disait hier mon ami Larose qui a pris tout son temps pour faire une charge passionnée.

**M. Larose:** Et très réaliste!

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Vous avez tous les deux de curieuses fréquentations!

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Ouellet:** Je rappelle que l'Office national du film, Radio-Canada font, fort heureusement, vivre certains de ces artistes. Et ce qui se fait ce n'est pas juste pour le Québec c'est pour l'ensemble du Canada. Ce sont des sommes importantes...

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Néanmoins, M. Ouellet, les 10 minutes sont maintenant terminées.

**M. Ouellet:** Ma question est la suivante: Comment pouvez-vous proposer un rapatriement complet de ces pouvoirs sans, par delà, heurter cette recommandation que vous faites, que vous voulez que les parlant français dans l'ensemble canadien continuent à être importants? Parce que je ne me fais pas d'illusion, si tout ça est rapatrié au Québec, le gouvernement du Québec aura bien d'autres priorités que de financer un poste de radio, un poste de télévision en Colombie-Britannique.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** M. d'Anjou, vous avez le temps le plus bref possible pour esquisser une réponse à la question.

**M. d'Anjou:** Vous venez à mon secours! Je pense bien que le Québec pourrait faire des ententes avec les autres provinces. Il est possible que le gouvernement canadien décide, quand même, de desservir les minorités francophones comme nous desservons les minorités anglophones au Québec. Je me demande si on ne pourrait pas échanger ça, change pour change, une certaine réciprocité. Pour moi, tout est possible dans ce domaine-là; mais on a pris connaissance, hier soir, de l'état des minorités francophones hors Québec. Ce n'est pas rose, vous savez, malgré les efforts du gouvernement fédéral. Ce qui est arrivé au cours de l'histoire, même si le gouvernement fédéral avait une certaine juridiction, c'est que dans les faits, quand le gouvernement fédéral a passé une loi remédiate ou a voulu intervenir, les provinces n'en ont pas trop tenu compte et c'est malheureux. C'est peut-être pour ça que les minorités francophones hors Québec ont des difficultés considérables malgré tous les efforts faits.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Alors, merci. Le temps alloué aux membres de la Commission souffre maintenant d'épuisement prolongé et nous allons passer aux questions du parti du gouvernement, M. Rémillard.

**M. Rémillard:** M. d'Anjou, Mesdames, Messieurs. Tout d'abord au nom du gouvernement bienvenue à cette Commission. Merci d'avoir accepté de témoigner aujourd'hui. Vous nous présentez un mémoire très intéressant. Vous aviez raison évidemment, M. d'Anjou, de souligner l'importance du mémoire que vous présentez non pas seulement par son contenu mais aussi par la représentativité qui se dégage de ce mémoire puisque les commissions scolaires existent depuis 150 ans, que vous êtes des élus. Vous êtes un gouvernement élu en matière d'éducation et c'est particulièrement intéressant

de vous entendre comme c'est particulièrement intéressant, M. d'Anjou, de vous avoir comme membre de cette Commission. Si vous n'aviez pas ce siège à la Commission, cette Commission serait moins représentative de la société québécoise.

Vous avez le plaisir aujourd'hui d'avoir une expérience que peu d'entre nous allons avoir. Vous avez le plaisir de répondre à des questions, aujourd'hui, et vous aurez le plaisir d'en poser, cet après-midi ou demain. Souvenez-vous de ceux qui vous interrogent aujourd'hui. Peut-être qu'ils reviendront aussi dans le même rôle que vous éventuellement. Mais tout ça pour vous dire que votre mémoire est particulièrement intéressant. Vous nous proposez un réaménagement des compétences législatives qui m'apparaît très intéressant: culture, immigration, communications, formation de la main-d'œuvre.

Mais sur un point particulièrement important, M. d'Anjou, cette relation entre l'éducation et le choix de langue et le choix de religion, vous semblez quelque peu, si vous me permettez, ménager la chèvre et le chou. On sait très bien que, dans ce cas-là, parfois, on ne voit pas venir le loup. L'article 93. Dans votre mémoire, à la page 11, vous mentionnez que l'article 93 de la Constitution canadienne accorde cependant une certaine protection aux minorités catholiques et protestantes. Et vous dites: Nous croyons que le droit constitutionnel à l'enseignement religieux catholique et protestant et à l'enseignement moral doit être préservé. Est-ce que vous êtes en faveur de conserver l'article 93 ou s'il ne faudrait pas carrément abolir cet article de la Constitution?

**M. d'Anjou:** Nous croyons, M. Rémillard, qu'il faudrait modifier cet article et non pas l'abolir totalement. Nous croyons que les protections constitutionnelles, pour autant que le Québec est concerné, doivent être de deux ordres: d'abord, protection linguistique qui soit carrément établie, qu'il y ait, au Québec, des commissions scolaires pour anglophones et des commissions scolaires pour francophones. Nous voulons que les droits des anglophones soient reconnus. La deuxième protection constitutionnelle, à notre sens, qui serait une évolution au lieu de protéger des structures confessionnelles, comporterait des droits historiques des catholiques et des protestants, savoir ce que la population désire, ce que les parents désirent, que la religion catholique et les religions protestantes puissent être enseignées dans les écoles selon les désirs des parents et des élèves, dépendant de leur âge.

**M. Rémillard:** Si, à ce moment-là, on abolissait 93 dans la Constitution canadienne et qu'on ajoutait des dispositions plus spécifiques en matière d'éducation dans la Charte québécoise des droits et libertés de la personne?

**M. d'Anjou:** Ça pourrait être envisagé. Il faudrait que je vérifie quelles sont les conditions de modification de la Charte des droits.

**M. Rémillard:** Vous me permettez une dernière question. Vous nous proposez aussi, et c'est un aspect très intéressant de votre mémoire, de nouvelles fonctions, de nouvelles responsabilités pour les commissions scolaires. Mme Drouin nous parlait tout à l'heure en ce qui regarde la formation de la main-d'œuvre. C'est très intéressant ce qu'elle nous a dit. On parle aussi dans votre mémoire en ce qui regarde l'accueil des immigrants. Deux nouvelles responsabilités que vous aimeriez recevoir. En ce qui regarde l'immigration, là encore vous n'êtes pas clair dans votre mémoire. Est-ce que ça devrait être une juridiction exclusivement québécoise ou s'il n'y a pas aussi un partage avec le fédéral, à certains égards? En ce qui regarde l'accueil, qu'est-ce que vous entendez par accueil et quel serait la fonction de la commission scolaire en ce qui regarde l'accueil?

**M. d'Anjou:** Question de juridiction, nous prônons la plus large juridiction possible en matière d'immigration en faveur du Québec sur le nombre d'immigrants, sur le choix des immigrants. Quand nous parlons de l'accueil, l'accueil, c'est de les recevoir dans les écoles de leur quartier, où ils résident, pour leur donner des cours de langue et pour leur donner même des services complémentaires dont les immigrants ont besoin. En somme, le centre d'accueil des immigrants devrait, à mon sens, être situé dans les écoles du quartier, de telle sorte que les parents qui arrivent avec de jeunes enfants soient déjà en contact avec l'école, que l'école soit en mesure de leur donner des services et, à notre sens, ça favoriserait grandement l'intégration des immigrants à la société québécoise.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** M. Christos Sirros.

**M. Sirros:** Merci, M. le Président. M. d'Anjou, vous vous en doutez, on va parler un petit peu d'autochtones. Vous en avez fait mention un peu dans vos propos, vous en parlez à la page 4, un petit peu. Peut-être que je peux commencer en vous posant la question suivante: Dois-je comprendre et est-ce que j'ai raison de comprendre, à partir de la teneur de cette section, que vous souhaiteriez voir, même dans le cadre actuel, peu importe le cadre éventuel constitutionnel, y inclus celui que nous avons maintenant, un genre de transfert des responsabilités du gouvernement fédéral au Québec quant à la question de l'éducation, plus particulièrement par rapport aux autochtones?

**M. d'Anjou:** Oui. Moi, je pense que les autochtones doivent être considérés comme des

citoyens québécois à part entière. Nous sommes respectueux de leur culture. Nous accepterions qu'ils gèrent leur propre commission scolaire, que leur langue soit enseignée dans leurs écoles, mais l'autre langue, à part leur langue maternelle, c'est la langue française qui devrait s'enseigner. À ce moment-là, nous croyons que les autochtones, comme les autres Québécois, devraient avoir des institutions démocratiques d'enseignement et que ces institutions devraient relever de la compétence du gouvernement du Québec.

(10 h 45)

**M. Sirros:** On peut s'entendre, j'imagine, sur le fait que l'éducation et les écoles, c'est probablement l'instrument de transmission culturelle le plus important qu'une collectivité puisse se donner. Dans ce sens-là, cette nécessité d'assurer cette survie culturelle pour les autochtones étant fondamentale, pouvez-vous expliciter un peu ce que vous entendez. Dans votre mémoire, vous parlez également de juridiction, que le Québec devrait également avoir juridiction dans la question scolaire. Vous venez de dire, tout à l'heure, qu'il faudrait avoir un système qui ressemble pas mal à ce que, nous, on se donne ici. Jusqu'à quel point êtes-vous prêts à envisager des adaptations ou des transferts chez les autochtones? Quand vous parlez de gestion des écoles, est-ce que c'est une... Pouvez-vous l'expliciter un peu?

**M. d'Anjou:** Je pense que les communautés autochtones seraient capables de gérer leurs écoles et, l'éducation étant de juridiction provinciale, je ne vois pas pourquoi, quand il s'agit des autochtones, ce serait le fédéral qui s'en occuperait. Il y a, actuellement, deux commissions scolaires autochtones au Québec: Crie et Kativik et, à ce moment-là, pourquoi n'entendrait-on pas ça à l'ensemble du territoire?

**M. Sirros:** Est-ce que vous êtes prêts à envisager d'autres formules que celle-là qui seraient peut-être d'un modèle différent que celui que nous avons dans le reste du Québec mais qui correspondraient à...

**M. d'Anjou:** On peut l'envisager. Disons que c'est peut-être les autochtones qui auraient le dernier mot à dire là-dedans, dépendant de leurs coutumes, mais je pense, d'après ce que j'ai entendu jusqu'à date, qu'ils désirent vraiment gérer leurs institutions.

**M. Sirros:** Merci.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** M. Guy Bélanger.

**M. Bélanger (Laval-des-Rapides):** M. d'Anjou, vous nous parlez de cette propension qu'aurait le fédéral à faire indirectement ce qu'il

ne peut pas faire directement et vous proposez toute une série de rapatriements de pouvoirs vers le Québec pour, un peu, corriger ça, par exemple, au niveau de la main-d'œuvre où vous offrez vos services d'ailleurs, au niveau des communications, au niveau de l'immigration, etc., donc, un accroissement de pouvoirs, si vous voulez, pour les commissions scolaires. Dans un tel contexte, dans une telle éventualité, quelle sorte de liens pourraient exister entre vos commissions scolaires et les MRC?

**M. d'Anjou:** Il y a des liens possibles. C'est sûr que... D'abord, il n'y a pas concordance de territoires, mais, ça, il y aura sûrement besoin d'ajustements. Je pense qu'avant d'envisager ça, il faudrait peut-être envisager des regroupements de municipalités. Il faudrait aussi être sûrs que la représentation démographique dans les MRC soit établie d'une façon assez proportionnelle, respectueuse du nombre de citoyens et du montant payé aux MRC. Je pense que là-dessus il y a peut-être des ajustements à faire, mais nous n'avons pas d'objection à ce que, éventuellement, les commissions scolaires puissent être représentées aux MRC comme gouvernement local d'éducation. Je pense qu'il y a une collaboration nécessaire entre les municipalités et les commissions scolaires et il existe déjà de multiples ententes au niveau local, mais je ne pense pas que les commissions scolaires s'objectent à travailler avec les municipalités au plan régional.

**M. Bélanger (Laval-des-Rapides):** Mon collègue, Russell Williams, aurait une question.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Alors, M. Williams, la parole est à vous.

**M. Williams:** Merci, M. le Président. Vous avez critiqué le rôle du gouvernement fédéral. Vous avez discuté de la question de la double juridiction. Dans votre mémoire, vous avez aussi critiqué le rôle central de notre gouvernement provincial, mais vous avez mentionné que vous voulez avoir 100 % de contrôle dans le niveau gouvernemental provincial. Vous avez demandé un nouveau partage des responsabilités avec les commissions scolaires. J'essaie de comprendre exactement votre position. À la page 9, vous avez mentionné: "Nous réclamons une responsabilisation accrue des commissions scolaires dans la gestion de l'éducation et que cela se traduise par des garanties dans la Constitution." Je sais que vous avez déjà répondu à quelques questions comme ça, mais que voulez-vous dire au juste? Quand vous parlez de l'avenir, quel partage voulez-vous avoir? Et aussi, quand vous parlez de la constitution, faites-vous référence à la Constitution canadienne ou à une autre constitution?

**M. d'Anjou:** Je vais vous répondre tout de

suite à la dernière question: C'est l'une ou l'autre. C'est clair que le partage de responsabilités entre le gouvernement responsable de l'éducation, qui est le gouvernement du Québec, et les instances locales que sont les commissions scolaires en éducation...

**M. Williams:** Mais pour l'avenir du Québec...

**M. d'Anjou:** Pour l'avenir, que ce...

**M. Williams:** ...pensez-vous qu'il est mieux de placer cette responsabilité à un niveau ou l'autre?

**M. d'Anjou:** Cette responsabilité... Non, ça dépend des responsabilités. Quand on parle de partage de pouvoirs, ça dépend de la nature des responsabilités et de la nature des pouvoirs. Nous reconnaissons une responsabilité importante et des pouvoirs importants au gouvernement du Québec en éducation et, en particulier, au ministère de l'Éducation, c'est sûr.

Mais c'est une question de philosophie et de gestion, je pense. Responsabilisation de milieux locaux, c'est leur accorder plus de responsabilités, plus de pouvoir de décision et leur laisser une marge de manœuvre pour mieux répondre aux besoins particuliers des citoyens d'un milieu donné. Ça prend une marge de manœuvre financière, mais aussi une marge de manœuvre au niveau des prises de décisions. C'est une question de philosophie; c'est une question d'efficacité de fonctionnement, peut-être d'éliminer certains contrôles a priori et remplacer par des contrôles a posteriori. Nous voulons évidemment rendre compte de la gestion des fonds de l'État, ça, c'est bien sûr, mais il y a diverses façons de le faire. Je pense qu'on peut simplifier considérablement la gestion et réduire les coûts en responsabilisant davantage le milieu. M. Paradis voudrait ajouter quelque chose là-dessus.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Si M. Paradis ajoute quelque chose, vous n'aurez plus de temps, M. Williams. Mais allez-y, M. Paradis, si... Les témoins sont ici pour qu'on les entende.

**M. Paradis (Fernand):** Il est intéressant de regarder l'évolution du système scolaire au cours des 30 dernières années. Il y a eu, année après année ou à tous les cinq ans, une centralisation de pouvoirs, ce qui a entraîné du même coup une déresponsabilisation localement. Si un jugement sévère peut être porté sur le système scolaire, j'y ai vécu pendant 40 ans, c'est cette déresponsabilisation successive qui s'est produite. Ce qui fait que, aujourd'hui, l'éducation est moins sentie localement qu'elle ne l'était il y a 30 ou 40 ans. Nous savions autrefois, enseignants et directeurs d'école, que notre patron, que les responsables de l'éducation, c'étaient les gens de la commission scolaire. Et, avec les années, le pouvoir

central ou le Québec ayant récupéré les conventions collectives, également la gestion sous toutes ses formes, eh bien du même coup, les commissions scolaires sont devenues un peu plus absentes du tableau. Si on veut que l'éducation soit intégrée localement, il faut remettre aux commissions scolaires des pouvoirs significatifs, des pouvoirs décisionnels significatifs, qui font en sorte que l'éducation n'est pas seulement une affaire de l'État ou de quelques personnes, mais l'affaire d'un milieu. Ça me semble essentiel de redresser cette situation et, surtout, de consolider des droits dans la Constitution.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** M. Campeau.

**M. Campeau:** M. d'Anjou, suite à la question de M. Béland tout à l'heure - M. Nicolet en a aussi parlé - je veux vous parler sur le pouvoir de dépenser, le pouvoir de taxer. Je vous parle peut-être comme citoyen et, retombons à terre, citoyen payeur de taxes. D'abord, il ne faut pas s'en faire... Chaque fois que vous recevez, dans l'éducation, de l'argent du gouvernement fédéral ou du gouvernement provincial, ça ne vient pas du ciel. S'ils ont le pouvoir de vous donner de l'argent, c'est parce qu'ils le prennent dans vos poches. Ils ne vous font pas de cadeau de ce côté-là. Vous, après ça, vous arrivez et vous nous taxez encore. Il y a un certain déséquilibre là, comme citoyen, que j'ai de la misère à m'expliquer et je me dis: J'ai l'impression d'être taxé trois fois. Là-dessus, j'ajoute... Dans cette Chambre, on disait l'autre jour - on semblait dire - que plus on a de gouvernements, plus ça nous protège. Moi, quand j'ai fini de payer mes quatre comptes de taxes: fédéral, provincial, municipal et scolaire, je ne me sens pas plus protégé.

**Une voix:** ...communauté urbaine.

**M. Campeau:** On parle de la communauté urbaine, mais en tout cas... Disons que j'en ai oublié un. Comment voyez-vous... Autrefois, on avait quand même eu un certain congé dans la taxe scolaire. Il me semblait que mon compte de taxes était plus bas. Aujourd'hui il me semble qu'il est remonté. Alors, comme citoyens, on est toujours pris dans un certain déséquilibre; on ne sait pas d'où l'argent vient, où il va. Comment voyez-vous... Est-ce que vous voyez une solution pour corriger ça, pour que les choses soient claires et qu'on sache exactement ce qu'on paie pour le scolaire et ce qu'on paie pour d'autre chose?

**M. d'Anjou:** Pas plus protégés, mais vous êtes plus gouvernés. Il faut payer pour les gouvernements.

**M. Campeau:** Bien, vous dites "gouvernés"...

Avec mon argent, oui.

**M. d'Anjou:** Ah oui, d'accord. C'est toujours avec votre argent. Non, moi, je pense qu'il y a un équilibre entre les diverses sources de revenus qu'il faut établir. Quand on regarde le portrait des... Aux États-Unis et en Ontario, on constate que la proportion des revenus des commissions scolaires provenant de la taxe est beaucoup plus élevée qu'au Québec. Je pense que pour financer quelque programme que ce soit, le gouvernement a des choix. Il peut augmenter la taxe de vente comme ça se fait, imposer des nouvelles taxes, TPS, etc.; il peut augmenter l'impôt sur les corporations, les compagnies; il peut augmenter l'impôt sur les particuliers. En somme, c'est d'établir un équilibre raisonnable entre les diverses sources de taxation, permettre au Québec de demeurer compétitif sur le plan international et même interprovincial. Alors ça, ce sont des choix gouvernementaux. Nous, nous ne faisons pas ces choix-là. Ce que nous désirons, c'est clair, nous voulons une source de revenu autonome et nous voulons qu'il nous reste une marge de manœuvre pour prendre des décisions d'intérêt local. Ça varie d'un milieu à l'autre. Je pense que c'est important qu'aux commissions scolaires il leur reste une marge de manœuvre financière. C'est celle-là qui nous permet de financer des décisions qui répondent à des besoins particuliers d'un milieu, besoins que, traditionnellement, le gouvernement n'a jamais financés.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci M. d'Anjou, je pense que les besoins de la transparence et de la franchise vis-à-vis les membres de la Commission m'obligent à dire que la présidence a dépassé son temps alloué, mais nous passons maintenant au temps du parti de l'Opposition.

**Mme Blackburn:** Merci M. le Président. Vous allez me permettre d'abord de souhaiter la bienvenue à la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec et M. Rémillard disait le bonheur qu'il avait d'avoir ici le président. On devrait demander ça au technicien en arrière. Je dis aussi à M. d'Anjou qu'il aura également avec nous le bonheur de décider avec les membres de cette Commission des recommandations touchant l'avenir du Québec.

Vous avez un mémoire particulièrement intéressant. J'ai eu l'occasion de parler un peu avec M. d'Anjou, hier, sur différents points et entre autres la série de pouvoirs qui devraient être exclusifs au Québec. Mme Côté l'a un peu abordé tout à l'heure. Quand j'ai lu votre mémoire, j'ai cru comprendre que les spécifications que vous voudriez trouver dans la Constitution seraient suffisantes dans une constitution du Québec, d'un Québec souverain. J'ai essayé de l'examiner sous cet angle-là et c'est intéressant.



Estimez-vous que ce que vous avez convenu que devrait contenir la Constitution, ça serait suffisant pour garantir les droits historiques des anglophones, des francophones, les droits également religieux? Et avec les pouvoirs que vous souhaitez, est-ce que ce serait suffisant dans une constitution du Québec, d'un Québec souverain?

**M. d'Anjou:** Ce serait suffisant dans n'importe quelle constitution, madame.

**Mme Blackburn:** Alors il serait suffisant? Bien, est-ce que... Vous parlez des pouvoirs et là vous avancez l'hypothèse que l'école de quartier devrait être l'école d'accueil pour les adultes comme pour les jeunes. Je trouve ça particulièrement intéressant. Ça je trouve vraiment que... Et ça, c'est faisable. C'est faisable sans pouvoirs accrus. Il s'agit tout simplement de réorienter un peu notre système mais vous allez très loin dans les pouvoirs qui devraient être conférés au Québec. Je me permets un bref historique. En 1920, plus précisément sous le soleil du 23 novembre 1920, ça va faire 70 ans dans quelques jours, M. Taschereau dénonce l'ingérence du fédéral dans le domaine de l'instruction publique — on appelait ça l'instruction publique à l'époque. En 1953, M. Duplessis a une subvention fédérale dans le domaine de l'éducation qui lui permettait de dicter ses priorités. En 1966, Daniel Johnson dénonce l'intervention du fédéral dans le secteur de l'éducation des adultes et affirme les droits du Québec en matière de formation permanente. Jean-Jacques Bertrand, en 1968, réclame le retrait du fédéral dans le secteur de la radio éducative, vous en avez un peu parlé. En 1971, c'est M. Castonguay qui exige une responsabilité prioritaire, voire exclusive, du pouvoir de légiférer en matière de politique sociale ce qui, à ses yeux, comprenait très clairement la formation professionnelle, et c'était en janvier 1971.

Alors moi ma question est simple... 70 ans... Est-ce que vous estimez qu'on a encore des chances de pouvoir aller chercher plus de pouvoirs et si oui, comment?

**M. d'Anjou:** Si on a des chances, c'est difficile de le prévoir mais je pense que nous devons avoir des positions très claires et à ce moment-là les gens, la population jugera. Moi, je pense que le Québec a des désirs particuliers qui doivent être reconnus par l'ensemble du Canada. C'est très clair, on a des besoins, nous prenons des positions fermes là-dessus. Nous ne tenons pas à ce que ce dont le Québec a besoin pour se réaliser comme société soit uniforme pour tout le reste du Canada si ce n'est pas le désir des autres. Mais je pense que nos positions doivent être claires, on les établit.  
(11 heures)

**Mme Blackburn:** Bien, mais compte tenu de l'échec de Meech et, surtout, compte tenu de la

formule d'amendement de M. Trudeau, pour ne pas le nommer, qui a verrouillé à triple tour toute possibilité de modification à la Constitution canadienne, où pensez-vous sérieusement que sont les chances de faire apporter quelque chose? Quand ils ont refusé moins, pourquoi accepteraient-ils plus? Et ma seconde question, parce que j'ai des collègues qui vont vouloir intervenir, l'autre question, c'est: Est-ce que vous avez l'intention de consulter sur les conclusions de la Commission?

**M. d'Anjou:** Les chances de modification, je pense qu'à ce moment-ci, on doit d'abord établir ce que nous voulons, et on verra la réaction. Maintenant, est-ce que nous allons consulter? Ce n'est pas à moi de le décider tout seul, là, il en sera question au conseil d'administration. Mais c'est difficile pour des gouvernements locaux, comme une commission scolaire, par exemple, parce qu'une commission scolaire, ce n'est pas seulement les commissaires d'école, une commission scolaire, c'est également les personnels, c'est également des élèves, c'est également des parents. Si nous voulons vraiment consulter toutes les composantes d'une commission scolaire, ça veut dire qu'on tient pratiquement un référendum à l'échelle du Québec, nous couvrons tout le territoire. Alors, je ne pense pas que ce soit notre rôle de le faire. Je pense que notre rôle, comme spécialistes de l'éducation, c'est de vous dire, nous: Pour l'avenir du Québec, les commissions scolaires ont un rôle à jouer; l'éducation, c'est important, c'est vital, les changements que nous préconisons sont ceux que nous vous avons avancés au meilleur de notre connaissance. On a le mandat d'aller jusque-là.

**Mme Blackburn:** M. d'Anjou, vous êtes membre de cette Commission, et moi, vous connaissez mon intérêt pour l'éducation; donc, pour moi, la voix du monde de l'éducation est importante. Vous aurez à prendre une décision avec nous tantôt.

**M. d'Anjou:** Oui.

**Mme Blackburn:** Êtes-vous en train de me dire qu'il y a des possibilités qu'on puisse réussir à faire modifier la Constitution canadienne, ne serait-ce que pour reconnaître juste les pouvoirs que vous estimez indispensables dans les secteurs que vous avez mentionnés, dont celui de l'immigration, des communications, de la formation professionnelle? Sérieusement, on se parle entre Québécois, là, on sait ce qu'ils ont fait de Meech, on sait ce qu'ils ont fait de la loi 101, on sait ce qu'ils ont fait de toutes les lois, les législations touchant les structures scolaires. Alors, entre nous, là, croyez-vous qu'il reste quelque chose de possible dans le sens qui irait d'une modification d'un fédéralisme renouvelé? Parce que vous êtes avec nous, là.

**M. d'Anjou:** Oui, mais, à ce moment-ci, je parle au nom des commissions scolaires du Québec et avec le mandat que j'ai. Et je dois m'en tenir à ce mandat-là. Moi, je pense qu'on doit établir clairement nos désirs, où on veut aller, et on verra quelles seront les réactions de l'autre côté. Sûrement que ces réactions-là vont influencer grandement les décisions des citoyens. C'est comme ça que je vois ça.

**M. Gendron:** M. d'Anjou, je voudrais, pour les cinq minutes qu'il me reste, poursuivre. Moi, je vous félicite d'avoir affirmé haut et fort que vous souhaitez que le Québec exerce les compétences exclusives en matière de formation, culture et communications, mais vous avez assez d'expérience et de sens pratique, en tout cas, du moins, je le pensais, pour avoir constaté que, si on lit la Constitution, c'est écrit comme ça. On dit: La mission éducative relève des provinces. Dans la réalité, vous savez bien que ce n'est pas ça, même si M. Ouellet nous a dit que le fédéral dépense. On le sait, mais, moi, je prétends qu'il gaspille. Il dépense, mais il gaspille également beaucoup. Il ne nous a pas parlé beaucoup du gaspillage, parce que, avec la superposition, avec... Il s'agirait juste qu'il vienne visiter mon bureau. Moi, je suis voisin de la CFP et, en tout cas, ainsi de suite, je veux vous entendre. Il y a beaucoup de gaspillage, d'argent inutile dans le dédoublement, vous l'avez dit. Une question précise: Comment pouvez-vous continuer à réaffirmer ce qui devrait être notre réalité et avoir un mince espoir de croire que... parce que vous avez dit: Je ne suis pas contre le pouvoir de dépenser du fédéral, mais il devrait être limité, et procéder par transfert. Puisque ça n'a jamais été fait dans nos champs de juridiction comme on le souhaite, pourquoi réaffirmez-vous la même proposition, sans proposer de modification aux structures constitutionnelles dans lesquelles on vit?

**M. d'Anjou:** J'ai bien dit que, dans le cadre de la Constitution actuelle, si ça continuait dans le même sens, je verrais strictement un pouvoir de dépenser qui serait un pouvoir d'égalisation de la richesse, si vous voulez, où il y aurait des transferts aux provinces et les provinces seraient maîtres de leurs programmes au lieu que ce soient des programmes fédéraux qui imposent certaines contraintes aux provinces. C'est une grosse différence. C'est des programmes provinciaux et s'il y a des transferts de points d'impôt, peu importe la formule ou la péréquation, à ce moment-là, on ne peut pas refuser au fédéral de verser aux provinces des fonds à la condition qu'il n'y aurait pas de condition attachée.

**M. Gendron:** Oui, mais, selon vous, M. d'Anjou, pourquoi vous croyez que le fédéral fait ce qu'il fait plutôt que de faire ce qu'il devrait faire et en quoi ça changerait de réaffirmer ce

qu'on connaît depuis 20 ans, que ça devrait être un champ d'exercice exclusif, et ce n'est pas le cas? Est-ce que parce qu'on le réaffirme, ça va régler l'affaire?

**M. d'Anjou:** Non. Ça ne règlera pas l'affaire. Il faut quand même que nous prenions des positions sur ce que nous désirons pour le Québec, ce que nous croyons efficace. À ce moment-là, il y a d'autres démarches qui se feront plus tard. Je veux dire que, à ce moment-ci, pour nous, nous vous disons comment nous voyons les besoins en éducation au Québec et de quelle façon nous croyons que la juridiction exclusive doit demeurer au Québec et nous croyons que l'éducation, ça comprend la formation de la main-d'oeuvre.

**M. Gendron:** Je pense que vous avez complètement raison, sauf que, moi, la différence, je pense que je ne peux pas réaffirmer pendant 20 autres années ce qu'on devrait faire. Moi, je prétends qu'on l'a dit, et vous le savez. Je vous ai entendu dire ça à maintes et maintes reprises. Je suis étonné de le répéter, sans profiter de la circonstance, pour ne pas rester une patte en l'air. Moi, je prétends que votre mémoire est très bon, mais il reste une patte en l'air parce qu'il ne se prononce pas sur ce qui m'apparaît essentiel. Je ne peux pas dire que j'ai le mandat de dénoncer les affaires sans proposer d'alternative parce que ça n'ira pas vite. Ce n'est pas parce que je suis plus pressé que d'autres. C'est parce qu'il me semble qu'à un moment donné il faut avancer.

L'autre question que j'aimerais vous poser, et mon temps va être expiré. Vous avez touché le domaine de la décentralisation. Je vous félicite sincèrement. Un des problèmes majeurs des structures scolaires, c'est qu'il s'est trop centralisé et, en particulier, dans les cinq dernières années. Vous avez répété tout le temps, avec un excellent ministre, mais très centralisateur, selon vous.

La question que je pose: Est-ce que vous ne croyez pas que la prémisse à un peu plus de chance de garantie de décentralisation c'est la pleine possession de tous les pouvoirs? Il me semble que c'est une des prémisses à des chances meilleures de décentralisation si tous les pouvoirs sont exercés par un palier de gouvernement et qu'il décide de décentraliser. Est-ce que vous êtes d'accord là-dessus?

**M. d'Anjou:** La décentralisation d'une plus grande responsabilisation des commissions scolaires, ça fait des années que nous la demandons aussi et ça ne s'est pas réalisé encore totalement. Je pense que c'est justement le travail de la Commission d'en venir à certaines recommandations précises. Chaque organisme, dans la limite de ses mandats, fait des représentations. Je pense que c'est aux membres de la Commis-

sion de les étudier, d'échanger et de faire définitivement...

**M. Gendron:** Est-ce à dire, et je termine là-dessus, M. d'Anjou, que vous allez le faire comme membre de cette Commission?

**M. d'Anjou:** Oui, comme membre de cette....

**M. Gendron:** Comme recommandation au niveau de la Fédération, comme membre de la Commission, vous allez davantage aller plus loin.

**M. d'Anjou:** Comme membre de la Commission, je vais participer de plein droit aux délibérations et j'aurai l'occasion d'exprimer mes opinions, personnelles à ce moment-là, mais il y a une différence entre exprimer ses opinions personnelles et présenter un mémoire au nom d'une Fédération à l'intérieur du mandat qu'on a reçu.

**M. Gendron:** On m'indique qu'il me reste deux minutes. Je voudrais les prendre, M. d'Anjou. Je continuerai avec une dernière question. J'ai été particulièrement emballé d'entendre votre finale de présentation du mémoire. Vous avez dit: Nous, on veut vivre une stabilité plus grande des structures, et là, je vous cite "pour qu'enfin on puisse s'occuper de notre réelle mission, c'est-à-dire la qualité de l'éducation au Québec".

La question est la suivante: En quoi le désir de votre Fédération d'avoir des garanties constitutionnelles, entre autres sur le pouvoir de lever des taxes, interfère-t-il ou conditionne-t-il la qualité de l'éducation que vous désirez offrir? Vous savez bien que la très grande majorité du soutien financier vient de l'État du Québec et n'a pas de lien direct avec l'offre éducative. De toute façon, si on vous donnait le pouvoir, vous savez bien que par un mécanisme de transfert, parce que vous venez de le vivre, vous avez demandé ça, le pouvoir de taxer, et vous voyez ce que ça a donné, on a arrêté de financer les équipements scolaires. Alors, pensez-vous que ce serait une solution pour améliorer la qualité éducative?

**M. d'Anjou:** Il n'y a pas seulement les services directs à l'élève, les services et l'enseignement proprement dits. Je le disais tantôt, il y a certains services que la population réclame et qui sont donnés traditionnellement par les commissions scolaires, genre maintien de cafétéria le midi, transport des élèves le midi, etc., activités complémentaires qui n'ont jamais été financées par le gouvernement et qui nécessitent une source de revenus autonome pour les commissions scolaires. Mais le fait de toujours être en modification de structure, en intégration, en regroupement, etc., ça draine énormément les énergies, pas seulement des commissaires d'école,

mais également du personnel des commissions scolaires. Pendant qu'on oeuvre là-dedans on n'a moins de temps à consacrer à notre mission qui est vraiment d'améliorer la qualité de l'éducation. C'est un peu la même chose que l'on vit quand il y a trop de contrôles, on perd trop de temps là-dedans, même chose pour les directeurs d'école, par exemple, avec la multiplication des comités consultatifs, etc. La tâche principale de directeur d'école, ce n'est pas ça. Ce n'est pas mauvais la consultation, mais il reste quand même qu'avec des ressources limitées, administrer une école, gérer du personnel, évaluer une qualité d'enseignement, ça demande joliment de temps. Et quand vous passez votre temps à des tâches administratives ou consultatives, vous ne faites pas votre travail principal pendant ce temps-là. Il faut être bien conscient de ça.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, M. d'Anjou. Ceci termine le temps que nous avions prévu pour cette présentation. Il me reste à remercier le plus chaleureusement possible M. d'Anjou, Mme Drouin, Mme Lemieux, M. Sabourin, M. Beaudin, M. Paradis et la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec pour cet intéressant mémoire et la façon dont ils l'ont présenté. Je vous demande de vous retirer le plus rapidement possible dans l'antichambre où les membres de la Commission qui veulent vous féliciter pourront vous rejoindre, afin que l'autre groupe puisse vous remplacer pendant que les chaises sont chaudes.

Je prie les membres de la délégation ou du groupe qui représente l'Association québécoise des organismes régionaux de concertation et de développement de bien vouloir prendre place à la table prévue pour les témoins qui présentent un mémoire.

Bienvvenue à l'Association québécoise des organismes régionaux de concertation et de développement. M. Ménard, je crois, est le président de l'Association. Je vous rappelle que, pour une présentation comme celle-ci, nous comptons que vous prendrez dix minutes pour résumer et présenter votre mémoire, que tous les membres de la Commission ont reçu et ont lu, et je vous prierais de commencer en nous présentant les membres de votre groupe. M. Ménard.

#### **Association québécoise des organismes régionaux de concertation et de développement**

**M. Ménard (Pierre):** M. le Président, j'aimerais commencer, effectivement, en vous présentant les membres qui m'accompagnent. À mon extrême gauche, Mme Andrée Saint-Georges, membre de l'exécutif de notre organisme, à ma gauche immédiate, M. Jarvier Cliche, qui est vice-président de l'organisme, à ma droite immédiate, M. John Redmond, premier vice-président de l'organisme et, à l'extrême droite,

M. Normand Thériault, directeur général de l'organisation.

M. le Président, Mmes et MM. les commissaires, l'Association québécoise des organismes régionaux de concertation et de développement est heureuse de participer aux travaux de cette Commission. La question régionale que nous défendons est intimement liée à la question nationale qui nous préoccupe, Québécois et Québécoises. Il est important de rappeler aux membres de cette Commission que l'AQORCD regroupe l'ensemble des organismes régionaux de concertation et de développement, lesquels poursuivent les objectifs de développement régional. Ils sont, entre autres, maîtres d'oeuvre des conférences socio-économiques régionales dans chacune des régions du Québec. Leur membership comprend l'ensemble des intervenants politiques et socio-économiques de leur région.

(11 h 15)

Dès lors, vous comprendrez l'importance qu'une association comme la nôtre attache à l'échange que nous souhaitons avoir avec vous. À nos yeux, la définition de l'avenir du Québec serait tronquée s'il n'était pas pensé en même temps la place et le rôle qui seront dévolus aux régions dans le réaménagement des pouvoirs et des structures.

Nous voulons vous faire part de l'expérience concrète qu'ont les régions des politiques et interventions de développement régional des deux niveaux de gouvernement. Est-il besoin de le dire? Les deux paliers de gouvernement n'ont jamais réussi à harmoniser leurs politiques et interventions en matière de développement régional.

Tout d'abord, regardons du côté du Québec. Quand on pense développement régional au Québec, on a parfois l'impression que tout a commencé dans le Bas-Saint-Laurent au début des années soixante. Mais dans ce qui fut une première intervention québécoise de développement régional, il faut souligner qu'elle avait été initiée par la manifestation d'un dynamisme régional et qu'elle fut immédiatement suivie d'une intervention fédérale. C'est comme si, dans la suite des choses, les interventions québécoises de développement régional ont toujours recherché à s'harmoniser avec ses partenaires d'origine sans y réussir totalement. La décennie des années soixante-dix a été dominée par une volonté de planification technocratique du développement régional. Cependant, elle a été coupée de sa réussite faute d'une volonté politique à Québec pour mobiliser et entraîner les ministères sectoriels dans cette planification du développement régional.

La formule des conférences socio-économiques régionales où sont réunis tous les représentants du milieu et les promoteurs de projets face au gouvernement qui en prend les engagements a vu le jour en 1983. Nous en sommes aujourd'hui à faire le bilan de ces expériences de concerta-

tion. Selon une enquête menée récemment auprès de nos membres, près de 80 % des répondants sont d'avis que la formule actuelle des conférences doit être conservée à condition toutefois qu'elle soit modifiée. Nos membres estiment plutôt faibles les effets d'entraînement des sommets sur le développement régional et la majorité se disent non satisfaits des engagements gouvernementaux.

Un an après la création de l'Office de planification et de développement du Québec, le gouvernement fédéral crée en 1969 le ministère de l'Expansion économique régionale. Au cours des deux décennies qui suivent le gouvernement fédéral, pour accréditer ses interventions, initie plusieurs ententes-cadres de développement Canada-Québec. Au début des années quatre-vingt, le ministère de l'Expansion industrielle régionale met de l'avant la nécessité d'intégrer les objectifs des politiques et des programmes fédéraux de développement régional aux politiques dites nationales. C'est, à toutes fins pratiques, la fin de la politique fédérale de développement régional entendue dans son sens spécifique. Mais cela n'empêche pas pour autant le gouvernement fédéral d'intervenir directement et de façon ponctuelle dans une région ou l'autre du Québec au gré de la conjoncture.

Quelles leçons ou conclusions tirer de l'expérience qu'ont les régions des politiques de développement régional des deux niveaux de gouvernement?

Certes, il faut le reconnaître, les deux niveaux de gouvernement sont intervenus en matière de développement régional. Cependant, ils l'ont fait de manière concurrentielle, non harmonisée. Il ne faut pas croire, cependant, que les régions n'ont pas tiré un profit relatif des interventions gouvernementales et des mécanismes mis en place. Elles ont même parfois tiré leurs marrons du feu de la concurrence entre les deux niveaux de gouvernement.

Ce que nous constatons aussi c'est qu'aucun des deux paliers de gouvernement n'a voulu partager vraiment sa boîte à outils avec les régions. Celui qui est allé le plus loin au niveau du discours c'est le Québec. Mais la réalité est tout autre. Aujourd'hui, dans le contexte d'une démarche concertée sur l'avenir du Québec, et à notre avis, sur l'avenir des régions, il apparaît clairement que le débat sur la décentralisation et le développement régional, trop souvent escamoté, devra être enfin mené à terme. Les grands objectifs de correction des disparités et inégalités n'ont manifestement pas encore été atteints. Par ailleurs, la gestion des programmes sociaux institués durant les années soixante et soixante-dix devient de plus en plus difficile. Dans ces conditions, la question du développement pour toutes les régions du Québec se pose encore et avec plus d'acuité.

Voilà un défi important qui se pose à nous autant qu'à vous dans la définition de l'avenir

politique et constitutionnel du Québec. La problématique régionale dans son caractère spécifique impose de nouvelles exigences à la manière de définir notre avenir. La tâche n'est pas facile.

Nous allons tenter de fournir quelques éléments de réflexion. Nous ne pouvons plus tout simplement souhaiter une harmonisation des interventions des deux niveaux de gouvernement. Il faut penser à un rapatriement à Québec des pouvoirs d'intervention en matière de développement régional mais cela, pas à n'importe quelle condition. Le retour sur les interventions des deux niveaux de gouvernement nous a fait encore mieux comprendre si besoin en était, que les outils du développement régional sont restés ou bien à Québec ou bien à Ottawa et que ni l'un ni l'autre n'a réussi à faire servir au mieux les pouvoirs dont il disposait. La seule issue possible, c'est que se négocie un partage des pouvoirs et moyens d'intervention entre le gouvernement et les régions.

Un nouveau Québec plus autonome ne doit pas se faire au détriment de l'émergence du Québec des régions. En d'autres termes et d'une façon encore plus imagée, nous affirmons qu'il ne faudrait pas que la définition de l'avenir constitutionnel du Québec aboutisse, pour le Québec des régions, à réduire le nombre des lieux de pèlerinage de deux à un. Si l'avenir devait encore se définir par la centralisation, il vaudrait mieux en rester à deux lieux de pèlerinage plutôt qu'à un seul. Avec deux, la possibilité de miracles est plus grande qu'avec un seul.

Donc, pour que les régions disposent de véritables moyens et qu'elles puissent s'en servir de façon autonome et efficace, un préalable est nécessaire. C'est que le niveau régional acquière une existence politico-institutionnelle plus ferme, davantage reconnue et qui en fasse un véritable partenaire du gouvernement. Ce débat-là, nous l'avons fait au niveau des principes et nous souhaitons que la Commission adhère à ces principes. À titre de premières hypothèses de mécanisme, permettez-nous d'évoquer ici l'idée d'un gouvernement régional, d'une régie régionale ou de députation régionale. L'idée d'un gouvernement régional soulève d'emblée des résistances. Mais faut-il rappeler que la commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux, la commission Rochon, a proposé en 1987 que soient créées des régies régionales élues au suffrage universel. La réaction des deux principaux partis politiques au Québec a été immédiate: En aucune façon. Mais ce non catégorique d'il y a trois ans serait-il plus nuancé aujourd'hui si tous les secteurs d'activité étaient présents dans une instance régionale élue au suffrage universel?

D'ici à ce que cette hypothèse d'un gouvernement régional apparaisse davantage plausible, il y a peut-être lieu de prendre des chemins qui

vont y conduire graduellement. Nous pensons à une formule de régie régionale, voisine de celle que la Régie de la santé et des services sociaux va instaurer. Nous pensons aussi à une formule de députation régionale qui supposerait une refonte du système parlementaire. Cette refonte devrait se faire dans l'objectif de revaloriser le statut, le pouvoir et le rôle du député et dans la perspective d'un nouveau partenariat gouvernement-régions.

Au terme de cet exposé, nous voulons reprendre la conclusion de notre mémoire. Une fois que le Québec aura fait ses choix, qu'il sera sorti de l'imbricatio politique et constitutionnel qui réduit sa capacité d'action, il devra obligatoirement procéder à un partage des pouvoirs avec ses régions. Nous formulons donc les recommandations suivantes: que le Québec rapatrie les pouvoirs exclusifs en matière de développement régional; que l'élaboration de l'avenir politique et constitutionnel du Québec prévoit des dispositions relatives au statut et au rôle du palier régional.

Je conclus en ces termes, M. le Président: On ne peut penser le Québec de l'avenir sans que soit pensé l'avenir des régions. Merci de votre attention.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, M. Ménard, pour cette excellente présentation résumée. Nous passons maintenant aux questions des membres de la Commission. Et nous commençons par Mme Campbell Steer.

**Mme Campbell Steer:** J'ai trouvé votre soumission fort intéressante. Je suis d'accord avec vous que le développement régional demeure un problème pour tout le monde. Mais étant donné que dans ma vie ordinaire je travaille la plupart du temps dans le domaine du financement des projets industriels, des projets qui sont amenés par des Québécois et aussi par des sociétés étrangères, j'ai trois questions que je voulais vous poser.

Jusqu'à quel point pensez-vous qu'un autre niveau d'intervention dit régional peut corriger la situation de déséquilibre des niveaux d'investissement dans les grands centres ou proche, ou de concurrence entre régions? Est-ce qu'un guichet unique au niveau du Québec ne serait peut-être pas plus souhaitable? Jusqu'à quel point pensez-vous que vous pourriez, avec les subventions directes de toute source, encourager les investissements industriels? Est-ce que c'est les infrastructures qui encouragent les investissements ou est-ce que c'est plutôt les subventions? Il y a une expression qui dit "You can lead a horse to water, but you can't make him drink". Est-ce que, de toute façon, cette question va devenir académique à la lumière de l'accord du libre-échange et son impact sur la question des subventions? Vous pouvez commencer où vous voulez.

**M. Ménard:** Merci. Vous faites un synonyme entre développement régional et développement économique. Le développement économique est une des facettes du développement régional. Le développement régional, c'est beaucoup plus global. C'est, finalement, le développement total de toute une région dans tous ses volets. L'idée qui est préconisée dans notre mémoire, ce n'est pas... Cela a été traduit dans votre question par le fait, peut-être, d'ajouter un autre palier de gouvernement. L'idée, ce n'est pas d'ajouter un autre palier. L'idée, c'est vraiment de permettre aux régions de se prendre en main. C'est qu'effectivement on dit: Les pouvoirs de décision sont éloignés et, en matière de développement régional, il est important que les pouvoirs soient le plus près de la base possible. C'est dans ce sens-là et c'est pour ça que nous n'avons pas voulu mettre un mécanisme précis à l'intérieur de notre mémoire parce que nous ne voulions pas nécessairement partir un débat sur une mécanique particulière d'un type de structure par rapport à un autre. Ce qui est important pour nous, c'est vraiment de dire: Il faut ramener les paliers de décision le plus près possible de ceux qui vont vivre avec, le développement régional doit être le plus possible endogène, doit venir le plus possible de son propre milieu et, donc, il faut doter les régions d'outils de développement. C'est que plus on reste éloigné, plus on a des problèmes avec des programmes qui sont faits de façon mur à mur, où il n'y a pas de programmes qui sont vraiment adaptés.

**Mme Campbell Steer:** Et qui ne correspondent pas.

**M. Ménard:** Non, c'est parce que je veux en arriver aux autres volets de votre question. C'est que, pour nous, ce n'est pas une question que le gouvernement régional soit à même de gérer des subventions. Il y a des organismes spécialisés au niveau du développement économique, entre autres, qui font leur boulot de ce côté-là et on ne veut pas nécessairement se substituer à ces organismes-là, mais c'est vraiment dans tous les volets de son développement. Une région devrait être capable beaucoup plus de se maîtriser. Et, à ce moment-là, pour nous, ça passe, entre autres, par la définition d'enveloppes régionales à l'intérieur desquelles les régions pourront faire des choix, établir leurs priorités et n'auront pas toujours à négocier du petit morceau par petit morceau, miette par miette. C'était beaucoup plus ça qui était le temps global de l'intervention, mais au niveau plus spécifique du développement économique. À ce moment-là, je pense qu'il y a des grands outils nationaux qui peuvent demeurer sans qu'on vienne y ajouter nécessairement, là, des bâtons dans les roues que pourrait constituer un faux palier régional. Ce n'était pas du tout dans ce sens-là.

**Mme Campbell Steer:** Ma crainte, c'était plutôt dans le sens d'une certaine concurrence entre les régions. Si j'ai une société étrangère qui arrive et qui dit: Moi, je veux placer mon usine à quelque part, ça serait très difficile pour cet investisseur d'investir s'il devait faire le tour. Au moins ce que vous voulez dire, c'est plutôt que vous aimeriez mieux être consulté sur l'enveloppe budgétaire qui est allouée à chacune des régions.

**M. Ménard:** Je vais être très franc avec vous, madame, et je vais peut-être même être très cru pour les parlementaires qui sont à la table, ici. J'aimerais mieux voir cette concurrence-là entre les régions que d'être à la merci de la force politique d'un ministre sectoriel qui décide où va aller s'implanter une industrie ou une autre. Je pense, effectivement, qu'une concurrence, et une saine concurrence, entre les régions serait beaucoup plus créatrice et serait beaucoup plus équitable, oui, que ce qu'on voit actuellement se passer.

**Mme Campbell Steer:** Est-ce que j'ai le temps d'avoir une réponse à l'autre ou est-ce que vous avons épuisé ça?

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Oui, il vous reste du temps tant qu'on ne vous interrompt pas, madame.

**Mme Campbell Steer:** Merci. Je voudrais juste savoir ce que vous pensez qu'il va arriver avec l'éclaircissement du terme subvention à la lumière de l'Accord de libre-échange? Parce que nous allons, peut-être, perdre la possibilité d'encourager les investissements par voie des subventions.  
(11 h 30)

**M. Ménard:** Oui, c'est ça. J'ai répondu un petit peu indirectement tantôt. Pour nous, ce n'est pas juste une question de subvention justement. Je pense que, dans le contexte du libre-échange justement, on va devoir avoir une capacité d'intervenir, pas nécessairement en subvention, mais d'intervenir pour établir des cadres. Plus on va être loin des pouvoirs de décision, plus les modèles vont être panquébécois, plus certaines régions vont avoir des difficultés à s'adapter à des dynamiques ou des problématiques particulières qui pourraient survenir suite au libre-échange. Il faut qu'on soit capables de réagir et d'adapter nos modèles et nos capacités d'intervention en fonction d'une réalité qui est beaucoup plus attachée à une région.

**Mme Campbell Steer:** Merci.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** M. Charles-Albert Poissant.

**M. Poissant:** Justement dans cet ordre de questions-là, il me vient immédiatement à l'esprit que justement dans l'entente du libre-échange, il est prévu que le gouvernement fédéral versus le gouvernement américain fédéral ne feront pas de subventions, parce que là ça serait privilégier une industrie versus une industrie locale. Toutefois, il semble qu'il y aurait une exception pour les régions, donc les États américains pourraient le faire et Québec pourrait le faire. Alors, on a un exemple qui a été difficile, le cas de Matane, par exemple, où on a pu finalement avoir une subvention, malgré que ça ait été bien discuté au Sénat américain et au gouvernement américain.

Maintenant, s'il arrivait que, dans l'entente, le Québec ne soit plus un État séparé, une province, mais un pays, il y aurait peut-être à y voir sérieusement. Je n'avais jamais pensé à cette question-là, mais elle est très pertinente, c'est un cas sur lequel on devrait se pencher, nous, quand on le décidera. Ce n'était pas dans ma question de toute manière, mais je me réserve cette question-là. À la page 7 de votre mémoire, vous dites, à la cinquième ligne: Il faut penser à un rapatriement à Québec des pouvoirs d'intervention en matière de développement régional, mais cela, pas à n'importe quelles conditions. Quelles sont les conditions qu'on devrait accepter et celles qu'on ne devrait pas accepter?

**M. Ménard:** Juste avant de répondre à celle-là, j'aimerais répondre à la question que vous vous êtes posée à vous-même.

**M. Poissant:** Oui, je me la pose à moi-même.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Ménard:** Juste pour vous aider dans votre réponse. Si c'est bon pour le Québec à l'intérieur du Canada dans le contexte du libre-échange, dans le contexte du Québec versus ses régions, la même logique s'appliquerait. À ce moment-là, moi, je ne vois pas là...

**M. Poissant:** Là, évidemment, est-ce que ce seraient des régions qui seraient l'équivalent des États américains ou des régions qui seraient l'équivalent de nos provinces canadiennes? Ça, c'est quand même une tâche assez importante, mais je me suis posé la question et je me la reposerais une autre fois. Mais répondez à ma deuxième question s'il vous plaît.

**M. Ménard:** C'est parce que pour nous, ça s'inscrit tout dans la même logique. C'est que, effectivement, quand on dit "pas à n'importe quelles conditions", pour nous, la condition, c'est effectivement que les régions aient des pouvoirs et des outils en main. C'est ça, la condition. J'employais l'image tantôt des pèlerinages, mais

c'est ça en fait, c'est que si on rapatrie au Québec les pouvoirs de développement régional et qu'on les garde à Québec, bien on n'a pas gagné grand-chose. On a peut-être gagné une... On a évité que se fassent des dédoublements, on a évité... On n'aura pas les grands problèmes d'harmonisation, mais quand on va le vivre après ça, concrètement, dans chacune de nos régions, on va devoir établir ce lien privilégié avec le détenteur du pouvoir en matière de développement régional. Et on va devoir le partager, ce pouvoir-là, avec le développement régional.

**M. Poissant:** M. le Président, s'il y a quelque temps à la fin, j'aimerais poser une autre question. Votre mémoire, évidemment, fait état et nous en sommes tout à fait conscients, des problèmes de dualité, de responsabilité et, à l'occasion, je les ai subis dans les affaires.

Maintenant on aura à se pencher, nous, pour faire des recommandations au gouvernement, notre meilleur moyen pratique pour arriver justement à enlever ces chevauchements, ces dualités de services. Maintenant, moi pour un, j'aimerais savoir en supposant qu'on ne s'est pas entendu... D'ailleurs, c'est convenu qu'on ne s'est pas entendu dans les négociations antérieures... Si on va maintenant dans la partie extrême c'est-à-dire dans l'autre partie. On se sépare et voilà que maintenant je n'ai apparemment... C'est fait, c'est clair, c'est net. Dans mon esprit à moi ce ne sera pas si clair ni si net que ça et comme je n'ai pas réussi à m'entendre avec mes associés d'hier, en me séparant, est-ce que j'aurai une possibilité de négocier plus facilement avec eux pour encore d'autres facilités qu'on veut garder, d'autres procédures qu'on veut conserver avec eux? Alors je me demandais si vous avez une opinion là-dessus. Étant donné qu'on ne s'est pas entendu une première période, est-ce que subseqüemment un rapatriement de nos pouvoirs globaux fait unilatéralement – puis-je m'exprimer ainsi? – je dis à mon partenaire: Ça ne marche plus, je m'en vais mais là il y a quand même un petit partage des biens, des actifs, des passifs, etc.? Comment pensez-vous que ça pourrait être fait après?

**M. Ménard:** Vous me posez à moi la question que vous allez vous poser collectivement tantôt. Ha, ha, ha! Moi, je pense qu'au départ ce qui est important, c'est l'affirmation de notre volonté. Dans une négociation il faut savoir ce qu'on veut. Je pense que c'est la base de toute négociation, il faut savoir ce qu'on veut, il faut savoir ce qui est notre minimum à aller chercher. Bon. Nous, on vous dit: Dans le développement régional, le Québec, son minimum c'est le rapatriement total de ses pouvoirs en matière de développement régional. Bon. Alors mettons ça dans le "package" de la négociation et ce bout-là que la volonté du Québec soit ferme par rapport à son pouvoir de rapatriement en matière de

développement régional. Je pense que toute négociation doit au départ établir clairement les objectifs qu'on veut atteindre. Les autres objectifs, on ne se sent pas nécessairement habilité à les commenter. On n'aurait pas la prétention de vouloir tous les commenter mais on vous dit en développement régional, ça c'est un domaine qu'on connaît plus, c'est un domaine dans lequel on oeuvre tous les jours. C'est un domaine qui nous préoccupe particulièrement, et dans ce domaine-là on dit: Soyez fermes, soyez affirmatifs, allez chercher les pouvoirs exclusifs en matière de développement régional. Moi c'est dans ce sens-là que j'entreprends une négociation quand j'en entreprends une. Je me fais une tête avant sur ce que je veux aller chercher.

**M. Poissant:** Merci.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** M. Gérald Larose?

**M. Larose:** Merci, M. le Président. La question que M. Poissant s'est posée, et c'est une question très intéressante, on y reviendra sûrement, mais je veux d'abord préciser que tout ce qui est question de subventions précisément, rien n'a été réglé avec l'accord du libre-échange. C'est l'objet de négociations présentement et on en a pour cinq ans avec une rallonge possible de deux autres années donc, sept ans. Et l'autre précision c'est que je voudrais dire que ce n'est pas Québec qui a négocié, c'est le Canada. Et à ce que je sache même les ministres responsables pour les provinces n'étaient pas à la table des négociations. Alors si on veut contrôler nos billes ça se peut fort bien qu'on doive changer quelque peu la patinoire sur laquelle les négociations devront se faire.

Avant d'aborder carrément l'objet de votre mémoire, je voudrais peut-être préciser pour les membres de la Commission qui s'interrogent sur la capacité des gens qui se présentent devant nous d'aller, je dirais, directement à la réponse aux questions qu'on se pose, c'est-à-dire c'est quoi le projet constitutionnel, c'est quoi le projet politique, ça se peut fort bien qu'il y en ait un certain nombre qui ait de la difficulté à répondre de façon définitive mais moi je me suis amusé, on en est au cinquième groupe, à faire la liste de tout ce que les groupes nous proposent comme rapatriement pour le provincial, pour le Québec, et la liste pour André Ouellet. Je trouve qu'André a encore une feuille passablement blanche pour l'instant et que, pour le Québec, le voyage est déjà important. Je dis qu'on est bien parti et que s'il y en a qui, pour des contraintes institutionnelles, ne peuvent pas donner la réponse, j'ai l'impression qu'après quelques jours, l'accumulation sera la réponse.

Vous touchez à ce qu'on a effleuré hier, à la faveur du mémoire de la FACEF, concernant une certaine qualité des rapports État-citoyens

et, dans ce cas-ci, État-régions. Vous identifiez des objectifs que plusieurs groupes, vraisemblablement, vont porter, des objectifs de démocratisation, de décentralisation, même de déconcentration, et qu'il y ait une réorganisation, disons, du pouvoir, au sens large, au niveau des instances régionales. J'aimerais vous entendre plus particulièrement sur le mode de scrutin. Parce que s'il y a une question que bien du monde va vouloir aussi régler, c'est que nos instances politiques soient davantage représentatives, oui, des régions, mais aussi vraisemblablement des intérêts dans la société, et que le mode de scrutin actuel n'est peut-être pas parfait à ce niveau-là. Est-ce que c'est une question sur laquelle vous vous êtes penchés de façon plus approfondie?

**M. Ménard:** On s'y est penchés indirectement, M. Larose, quand on a pensé ou quand on a réfléchi sur toute la question de l'élaboration de la possibilité de mettre en place une députation régionale. Mais, au départ, nous, il y a deux choses: il y a la question du mode de scrutin, mais il y a la question du statut de député. C'est-à-dire que le député qui est un législateur, mais un exécutif en puissance, c'est-à-dire qu'un député qui aspire à devenir ministre, un député qui est pris par sa ligne de parti, un député, finalement, où est sa représentation locale? Et si on a toujours ce portrait-là des ministres qui sont issus de la députation, je pense qu'on va toujours rester dans cette même espèce de cul-de-sac. Ce que, finalement, on va toujours avoir des députés qui vont, de façon tout à fait légitime, aspirer à devenir ministres, qui vont toujours être très orthodoxes dans leur façon de suivre la ligne de parti, justement pour pouvoir aspirer à ces postes-là. Et quand il arrive un problème localement, à ce moment-là, chez eux, quand il arrive un problème dans leur région, par rapport à une question bien bien précise au niveau... qui peut toucher leur région, comment peuvent-ils concilier ces deux rôles-là?

Je me rappelle un incident dans l'Outaouais où il y a deux ministres du gouvernement qui ont voté à l'unanimité, deux ministres de l'Outaouais québécois, membres du gouvernement, qui ont voté à l'unanimité pour l'établissement de l'Agence spatiale à Montréal, quand l'Outaouais la réclamait. Bon. Là, on dit: On était pris par la solidarité ministérielle. C'était une décision du gouvernement. Moi j'accepte ça, la solidarité ministérielle. J'accepte qu'un ministre soit solidaire, effectivement, de son gouvernement, mais, là, il était vraiment en conflit de rôles. Il avait son rôle exécutif à l'intérieur du gouvernement, mais son rôle de député, où était-il rendu, son rôle de député? Et son rôle de ministériel a primé sur son rôle de député.

(11 h 45)

Alors, à ce moment-là, il faut essayer de voir comment on peut articuler des choses. Les



ministres américains, les secrétaires d'État, ce n'étaient pas des élus. Il y a des gens qui sont nommés, qui administrent d'énormes ministères. Les élus au Congrès, les élus au Sénat, à la Chambre des représentants, eux, ont leur rôle de législateurs, ils ont leur rôle vraiment de représentants de leur district, de leur région, de leur État. Alors, nous, on pense qu'au départ il y a cette réflexion à faire entre la dualité des rôles qui peut, souvent, être conflictuelle.

D'autre part aussi, il y a toute la question imaginable de proportionnelles régionales qui peuvent être envisagées. Mais, nous aussi, on veut aller plus loin dans cette réflexion, M. Larose, et nous, on est prêts à soumettre à nos membres l'hypothèse d'organiser un des forums que souhaite la Commission justement. On est prêts à aller voir auprès de chacune des régions du Québec, on est prêts à aller réfléchir plus loin, collectivement avec les régions du Québec, sur toute cette question-là de pouvoir régional et de députation régionale et comment le mode de scrutin peut rentrer là-dedans. Je pense que ça peut être un des forums qui serait un accessoire intéressant aux travaux de la Commission.

**M. Larose:** Vous êtes conscient que sur une question comme celle-là où, en fait, vous proposez une alternative au modèle du parlementarisme britannique que nous connaissons depuis longtemps, on devra plutôt en discuter dans le cadre de l'élaboration d'une Constitution québécoise après qu'on aura fait, collectivement, un choix. Mais, pour vous, est-ce que le développement régional, j'allais dire dans le cadre d'un projet souverain, est une condition... Je dirais, le cadre souverain ou le rapatriement de tous les pouvoirs sur cette question-là, est-ce que c'est une meilleure condition pour atteindre les objectifs ou si ça vous est indifférent?

**M. Ménard:** On l'a dit clairement, et dans le mémoire et dans l'exposé que j'ai fait ce matin. Selon nous, les rapatriements exclusifs et totaux des pouvoirs en matière de développement régional sont pour nous une condition préalable à ce que ça fonctionne, le développement régional à l'intérieur du Québec.

**M. Larose:** Merci.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Nous passons maintenant à M. Jean-Claude Beaumier. Non. M. Beaumier passe. M. Marcel Beaudry.

**M. Beaudry:** Merci, M. le Président. M. Ménard, dans votre mémoire, en page 6, vous dites que suite à un sondage qui a été fait, 80 % des répondants approuvaient la formule actuelle des conférences et désiraient la conserver et, d'autre part, le même sondage, semble-t-il, dit que 70 % des répondants estiment plutôt faibles les effets d'entraînement des sommets, d'une

part, et que 70 % estiment non satisfaisants les engagements gouvernementaux. Alors, vous constatez nécessairement, par ces statistiques, que ce qui a été accordé aux régions depuis la formation de ces organismes est peut-être plus encourageant que rien, mais ce n'est pas encore très éloquent.

C'est pourquoi, un peu plus tard dans votre mémoire, vous nous dites, et vous en avez parlé tantôt dans votre exposé: "Il ne faudrait pas que la définition de l'avenir politique et constitutionnel du Québec - je suis en page 12 - aboutisse, pour le Québec des régions, à une réduction du nombre de leurs outils ou à une plus grande concentration dans un coffre qui ne leur appartiendrait pas." Et là, vous avez évoqué différents modes.

Dans votre gouvernement régional que vous proposez ou la députation régionale... Mais parlons d'abord du gouvernement régional. Par quel mode de financement vous pensez qu'il pourrait exister, ce gouvernement régional-là, d'une part? Quels seraient ses pouvoirs? Est-ce qu'il aurait des pouvoirs de taxation directement ou s'il partagerait l'assiette fiscale des municipalités ou du provincial et, dans le contexte d'une députation régionale, est-ce que c'est dans l'esprit de dire: Cette députation régionale, on devrait lui allouer une partie de l'assiette fiscale provinciale pour faire en sorte que les députés d'une région puissent décider, eux, plutôt que de laisser - comme vous l'avez mentionné tantôt - à divers ministres de quels projets on devrait s'occuper dans la région, immédiatement?

**M. Ménard:** Pour répondre au premier volet de votre question, Me Beaudry, quand on parle d'un gouvernement régional, je vous avoue que je ne voudrais pas m'enfermer dans une définition qui est trop stricte, parce qu'on en était beaucoup plus au niveau du concept qu'au niveau du principe. Mais il nous apparaît clair pour nous que, quand on parle de gouvernement régional, on parle d'un gouvernement qui a un pouvoir de taxation, on parle d'un gouvernement qui est élu au suffrage universel, on parle d'un gouvernement, donc, qui a une représentation qui est associée à sa taxation.

Quel champ fiscal devrait-il occuper? Est-ce que c'est nécessairement un champ fiscal autonome ou est-ce que c'est un champ fiscal qui peut être rapatrié? Par exemple, est-ce que ça peut être les vignettes des plaques d'immatriculation qui sont redonnées dans les régions? Est-ce que ça peut être les droits sur les permis de conduire qui sont redonnés dans les régions? Est-ce que ça peut être une taxe sur le litre d'essence? Est-ce que ça peut être un autre pourcentage de l'impôt sur le revenu des particuliers? Je pense que, au niveau de la fiscalité comme telle, il n'y a pas nécessairement de mécanisme précis qu'on privilégie de l'un par rapport à l'autre.

Pour nous, ce qui est important de soulever,

c'est qu'une région qui a ses pouvoirs autonomes de financement, justement, peut en arriver à un bien meilleur équilibre de négociation et de partenariat avec son gouvernement supérieur. C'est que, si une région est continuellement en état de quémandage, qu'elle n'a pas ses propres leviers et qu'elle ne peut pas faire de véritables négociations avec son gouvernement supérieur, elle va continuellement rester dans cette espèce d'état de dépendance et on va toujours en arriver à des statistiques comme celles qu'on avait tantôt sur le fait qu'on voit que, dans des sommets économiques, les gens n'y voient pas toute leur satisfaction. Pourquoi les gens n'y voient pas toute leur satisfaction? Parce que, entre autres, le pouvoir de négociation des promoteurs ou des régions est très, très limité. Les gens ne peuvent pas dire au gouvernement: On embarque à 50-50 sur un projet, ou, on est prêts à en mettre plus si vous en mettez un petit peu. Ce pouvoir-là est très, très limité.

Par rapport à la députation régionale, je dis: Oui, pourquoi pas, effectivement? On dit que c'est une des hypothèses. Ça peut être des régions, ça peut être autre chose, mais si on en arrive à une hypothèse d'une députation régionale, pourquoi la députation régionale ne pourrait-elle pas administrer une enveloppe régionale? Je n'y vois aucune espèce de contradiction; l'imputabilité est là, ce sont des élus. Ces gens-là pourraient, en concertation avec leur milieu, établir des priorités, et ils seraient redevables, après ça, au suffrage, aux gens, des décisions qu'ils ont prises. Je dis que ça peut facilement être envisageable.

**M. Beaudry:** C'est bien.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Ça va, M. Beaudry? Alors, la parole est maintenant à M. Lucien Bouchard.

**M. Bouchard:** Il faut venir d'une région pour comprendre un peu le genre de frustration que des gens comme vous éprouvent vis-à-vis de la situation actuelle. On sait bien que ce que vous dénoncez comme situation est encore pire, en réalité, c'est que l'espèce de concurrence qu'il y a entre les deux paliers de gouvernement se répercute sur le comportement des politiciens. Les politiciens, par exemple, même des gens qui sont de même famille politique, les gars qui représentent les deux paliers de gouvernement dans un même comté sont un peu en opposition: qui aura la visibilité, qui va remettre le chèque, qui va faire la première pelletée de terre, qui va couper le ruban? Ça, on sait que c'est dans la dynamique naturelle des choses. Ça joue très, très fort, ces choses-là.

Et on sait aussi que, dans les régions, les gens sont ballottés entre les ambitions politiques des gens, même dans un même gouvernement. Il y a les comtés dont le député est au pouvoir; il

y a les comtés voisins dont le député n'est pas au pouvoir. Et puis ça, ça joue très fort dans les allocations. Il faut le savoir, c'est la réalité des choses! On est en politique et même si on ne l'est pas, on voit ces choses-là. Il y a aussi les comtés dont le député est ministre et les comtés dont le député n'est pas encore ministre et ne le sera peut-être jamais. Alors, ça, ça joue aussi beaucoup. Alors qu'il y ait le désir d'établir un mode décisionnel qui repose sur la rationalité, c'est tout à fait légitime et qu'il faille le récupérer d'Ottawa ce pouvoir-là; moi, ça me paraît aussi tout à fait normal et acquis. C'est vous qui le dites le premier. Donc, il faudrait que les régions acquièrent des pouvoirs décisionnels. Il faut des structures décisionnelles.

Vous avez proposé deux choses: d'abord, une députation régionale; deuxièmement, une sorte d'instance régionale décisionnelle. Côté députation, première question: Vous souhaitez donc qu'il y ait cette espèce de race hybride de députés qui ne pourraient jamais devenir ministres et à qui on interdirait par leur fonction de devenir ministres. Bien sûr que ça ne fait pas des députés très heureux, ça! Vous savez que la motivation profonde d'un député, c'est un jour peut-être de devenir ministre. Vous savez que c'est au cœur de leurs rêves. Il n'y a pas une nuit où ils n'y rêvent pas! Mais j'aimerais savoir comment ça marcherait, ça, ces députés qui ne seraient jamais ministres?

**Une voix:** Il ne faudrait pas généraliser!

**Une voix:** Deuxièmement?

**M. Bouchard:** Deuxièmement, l'instance décisionnelle. Moi, j'en suis. Moi, je crois qu'il faut une instance décisionnelle. Je sais que beaucoup de personnes en politique sont conscientes qu'il faut en arriver là et même il y en a qui ont voulu le faire. M. Lévesque, je pense, voulait le faire mais il n'y est jamais arrivé. Parce que, d'abord, la technocratie ne veut pas en général, c'est normal et aussi parce qu'elle a de bons arguments rationnels à faire valoir. Elle pose la question de la coordination, la coordination des décisions économiques. Donc, dans votre idée, dès lors qu'on instaure un palier décisionnel régional, comment faire en sorte, cependant, que les décisions qui sont prises là ne soient pas prises en vase clos et qu'elles s'inscrivent dans le tableau général d'une vie économique rationnelle et cohérente au niveau du pays du Québec?

**M. Ménard:** Bon, si on revient à vos préoccupations par rapport à l'avenir des députés, ou à leurs préoccupations d'avenir à ces députés-là, moi, j'ai rencontré plusieurs sénateurs américains. Ces gens-là ne sont pas malheureux du tout. Ils ne se sentent pas frustrés du tout de penser qu'ils ne deviendront pas secrétaire aux

Transports ou secrétaire au Commerce aux États-Unis. Ces gens-là font une carrière de sénateur. Ils font une carrière de législateur. Et je pense que ce sont les règles du jeu qu'il faut qu'on change. Si on fait ça, premièrement, on va peut-être revaloriser le rôle du député. On ne le mettra peut-être pas juste à la merci de son whip qui dit: Viens t'asseoir, ne viens pas t'asseoir; viens te paier, ne viens pas te paier; viens lever ta main, ne viens pas lever ta main. On va peut-être l'amener dans un cadre régional à être beaucoup plus proactif dans le développement de sa région. Donc, j'ai l'impression qu'on va en arriver à une nouvelle race de députés. C'est sûr que si la règle du jeu actuelle c'est de dire: Je deviens député mais j'aspire à devenir ministre, il y a une sorte de monde qui y va. Si on dit: Je deviens député, je suis un député régional et je vais faire une carrière de député régional, bien c'est peut-être une autre sorte de monde qui y va.

Par rapport à la question de la coordination et tout ça, c'est évident que ça va toujours prendre des politiques nationales. C'est évident qu'on n'avait pas la prétention de décentraliser des grands programmes sociaux. Je pense que les notions de salaire minimum garanti ou de revenu minimal garanti, des questions d'assurance-chômage, des questions de grandes politiques au niveau de l'éducation, on n'a pas du tout la prétention de dire que ces politiques devraient être morcelées. Mais il peut y avoir des applications régionales.  
(12 heures)

Vous avez parlé beaucoup de la question de l'éducation tantôt et on sait que s'il y a un domaine présentement qui est normalisé au Québec, c'est la question de l'éducation. Allez demander au maire de Montréal si les politiques normalisées aident la question de l'intégration des communautés culturelles à Montréal. Allez demander comment se vit justement cette intégration des communautés culturelles quand il y a 50 % d'allophones dans une classe et qu'on ne peut pas baisser les ratios maître-élèves. Oui, il faut avoir une politique nationale d'éducation. Mais, oui, il faut être capable de moduler et de faire des applications régionales bien précises. C'est dans ce sens qu'on dit qu'une possibilité d'une instance régionale... Ne la qualifions pas, pour l'instant, pour ne pas s'enfermer. Mais une instance décisionnelle régionale pourrait en arriver à ces applications, pourrait en arriver à l'intérieur d'une enveloppe bien précise, de dire: Nous, ça nous crée un problème, l'intégration des communautés culturelles dans le domaine de l'éducation. Comme région, on est prêt à investir là-dedans. Comme région, on va ajouter un supplément quelconque là-dedans. Mais il ne faut pas, à ce moment-là, avoir effectivement les carcans qui nous empêchent de le faire. C'est dans ce sens-là qu'on veut le dire. Pour nous, il est évident que ça prend des grandes politiques

nationales, mais il est évident aussi que ça prend des applications régionales de ces politiques-là.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Je pense qu'il nous reste une minute et je la passe à M. Roger Nicolet, qui est le suivant sur la liste.

**M. Nicolet:** Merci, M. le Président. Je ne sais pas si je pourrai me limiter dans la minute que vous m'octroyez, mais peut-être que la présidence pourra me faire un don.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Modeste.

**M. Nicolet:** M. Ménard, j'aurais aimé dialoguer avec vous peut-être plus directement que dans ces échanges parfois un peu lourds de questions, avec préambules qui mènent à des réponses tout aussi lourdes. Fondamentalement, les différences que nous avons pu avoir et que nous aurons certainement à l'avenir reposent essentiellement sur la définition de ce qu'est la région et de ce que constitue la cheville ouvrière, le coeur même de l'organisation des territoires. Mais ça étant acquis – et je pense que là-dessus, c'est un constat – nous avons et nous partageons – et je le trouve fondamentalement encourageant – une vision qui se recoupe quant à la nécessité de faire quelque chose pour les régions du Québec, que ce soit votre définition des régions ou la nôtre, parce que, finalement, la réalité qu'elle représente se recoupe.

Ceci étant acquis, au niveau de votre idée de gouvernement régional, j'aurais aimé quand même avoir quelques précisions. Vous parlez d'un député régional, est-ce que c'est le même député qui est appelé à siéger à l'Assemblée nationale pour d'autres objectifs ou d'autres fins ou d'autres responsabilités?

**M. Ménard:** Je voudrais juste qu'il n'y ait pas de confusion. Une question de députation régionale, ce n'est pas associé à la question d'un gouvernement régional, c'est une autre forme d'accession d'une région à un pouvoir régional. Nous, on dit: Il faut amener un pouvoir à la région. Est-ce que ce pouvoir-là prend la forme d'un gouvernement régional? Est-ce qu'il prend la forme d'une députation régionale? Est-ce qu'il prend la forme d'une région régionale? Ce sont les moyens d'atteindre un pouvoir régional. Quand on parle d'une députation régionale, pour nous, c'est une députation régionale qui effectivement siège à l'Assemblée nationale. Et ça, c'est une des façons d'atteindre un pouvoir régional, mais ça n'a rien à voir avec l'autre concept qui est le gouvernement régional.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Je regrette, M. Nicolet, mais nous avons épuisé la période de questions pour les membres et nous revenons aux représentants des partis. Et peut-

être que le hasard fera qu'un de ceux-là posera la question que vous vouliez poser. Nous commençons par M. Brassard.

**M. Brassard:** M. le Président, mes collègues auront aussi des questions à poser, donc je ne prendrai pas tout le temps, mais simplement pour le bénéfice, je pense, de ceux qui nous écoutent – il y en a peut-être encore un certain nombre qui regardent la télévision – il faut être bien conscient de ce que ça signifie rapatrier les pouvoirs en matière de développement régional.

Vous savez, on dit ça dans une expression assez courte et on pense que ce n'est pas très lourd de signification ou de sens. Il suffit de regarder les ententes Canada-Québec en matière de développement régional. Ça porte sur à peu près tout: formation professionnelle, affaires culturelles, développement technologique, développement des entreprises, développement des ressources, développement du réseau routier, recherche et développement, tourisme, etc. Bref, le développement régional comporte à peu près toutes les dimensions de la vie en société et, par conséquent, quand on dit rapatrier les pouvoirs en matière de développement régional, il faut être bien conscient que la liste est longue et je rejoins les propos de M. Larose. Quand on aura fait l'addition, et déjà ça ne fait pas longtemps – c'est juste la deuxième journée – quand on sera rendu à la fin de décembre, qu'on fera l'addition des pouvoirs réclamés et des pouvoirs qu'on veut rapatrier et qu'on mettra le signe égal, j'ai l'impression que le terme de souveraineté ne conviendra pas. Il sera insuffisant. Là, je fais de l'ironie. Il va falloir, peut-être, reprendre le terme que je ne voulais plus qu'on utilise hier, indépendance pure et dure, parce que ça va équivaloir à ça. Mais, au fond, je comprends que des organismes comme le vôtre ou comme les ACEF, hier, ne veulent pas se prononcer sur le moyen ou sur la signification de ces revendications, mais il reste que les membres de la Commission, eux autres, vont devoir le faire. On va devoir faire l'addition et on va devoir conclure que ça signifie la souveraineté.

Ceci étant dit, il y a une question que j'aimerais vous poser parce que j'ai été un peu étonné de votre réponse. Au fond, vous évoquez trois scénarios. Premièrement, le scénario actuel où il y a deux gouvernements qui se paralysent mutuellement en matière de développement régional; deuxièmement, l'autre scénario, rapatriement des pouvoirs vers Québec et, troisièmement, rapatriement des pouvoirs vers Québec accompagné de décentralisation vers les régions. J'ai cru comprendre que dans ces trois scénarios-là, si le troisième n'était pas retenu, c'est-à-dire rapatriement des pouvoirs accompagné de décentralisation, vous préféreriez le statu quo, c'est-à-dire deux gouvernements. Est-ce que j'ai bien compris?

**M. Ménard:** C'est-à-dire que vous avez bien compris. Vous avez bien compris la boutade et le dépit qui nous anime dans le sens que, effectivement, si on est pour vivre dans un État centralisateur, vivons dans l'État fédéré dans lequel nous sommes et allons jouer un gouvernement contre l'autre. Ça peut sembler épouvantable à dire, mais, nous, on dit: À la limite, on aurait plus à gagner de ça que de vivre dans un État centralisé à l'extrême où les régions n'ont pas leur place au niveau du pouvoir décisionnel et, dans ce sens-là, effectivement, vous avez bien compris ce que j'ai dit, sauf que pour nous c'est évident, d'après le message qu'on passe dans notre mémoire, que ce que nous souhaitons c'est, effectivement, un rapatriement vers Québec, mais c'est un rapatriement vers Québec où les régions ont leur place dans le processus décisionnel. La phrase avait été dite beaucoup plus pour montrer la difficulté que nous anticipons et non pas pour montrer ce que nous désirons.

**M. Brassard:** Je comprends que c'est par dépit, pour employer votre expression, et ça, je le comprends aussi. Je comprends votre sentiment parce que je viens d'une région dite ressource, comme mon collègue, Lucien Bouchard, qui vous a interrogé tantôt. Ma collègue, Jeanne Blackburn, vient aussi d'une région-ressource et je sais le dépit qui peut se développer face à la situation en matière de développement régional. Mais il faut quand même, au-delà de ce dépit-là, être bien conscient du fait que si l'on restait comme on est là présentement, il faut être bien conscient du fait de ce que ça implique de gaspillage, de gaspillage de ressources et d'énergie, la présence de deux gouvernements en matière de développement régional; ce que ça implique d'inertie, ce que ça implique de jeu de ping-pong entre les deux gouvernements. Vous le savez, par exemple, l'entente conclue par M. Rémillard en 1988 sur le développement régional n'est pas encore vraiment en vigueur, ça fait plus de deux ans. Et on joue au ping-pong, on s'accuse mutuellement d'être le responsable de la non-application de l'entente, confusion des objectifs. Je pense qu'il faut être bien conscient du fait que... Je pense que la situation idéale, c'est le rapatriement avec décentralisation et, venant d'une région, je vous comprends parfaitement. Mais il reste que ce serait déjà un progrès qu'il y ait un seul gouvernement qui soit vraiment responsable en matière de développement régional, un seul interlocuteur. Cela permettrait aux régions de savoir à qui s'adresser en tout cas et de savoir où exercer les pressions, les revendications et à qui faire porter le blâme si ça ne marche pas en matière de développement régional, ce qui n'est pas le cas présentement.

**M. Ménard:** En théorie, vous avez raison, en pratique, je m'excuse, mais je dois demeurer

sceptique, parce que j'ai un petit peu l'impression que vous me dites: Laissez-nous le rapatrier, faites-nous confiance, on va s'arranger après. Nous vous disons... Et, encore là, excusez notre scepticisme, on vous dit: Non. Quand on va rapatrier, quand on va élaborer un nouveau projet pour le Québec, il faut l'élaborer en tenant compte des régions et en tenant compte d'un processus décisionnel qui doit s'inscrire à l'intérieur des régions. Malheureusement, je vais toujours être obligé de vous le mettre, le bémol, parce que, pour nous, il nous apparaît fondamental.

**M. Brassard:** Mme Blackburn pourrait prendre la relève.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Mme Blackburn.

**Mme Blackburn:** Très brièvement, M. le Président, parce que j'ai des collègues qui veulent intervenir, pour dire que je trouvais non pas surprenant mais intéressant que la conclusion de votre mémoire, c'était à peu près la conclusion de la présentation que j'ai faite ici avant-hier. Je pense que, effectivement, un Québec souverain doit faire place aux régions. La question est bien posée et elle doit être posée: Quelle sera la place des régions dans un Québec souverain? Je postule cependant qu'il est plus facile de penser à un partage des pouvoirs lorsqu'on les a que lorsqu'on ne les a pas. Et, actuellement, nous ne les avons pas. Alors, il serait difficile pour les régions d'imaginer qu'on aura un gouvernement centralisateur, plus ou moins, à des degrés différents. Je pense que le passé du Québec est garant de ses intentions et, d'ailleurs, vous en parlez au moment où vous dites, en page 10 de votre mémoire: "Ce que nous constatons aussi, c'est qu'en raison de cette concurrence, aucun des deux paliers de gouvernement n'a voulu partager vraiment sa boîte à outils avec les régions. Celui qui est allé le plus loin, au niveau des intentions, c'est le Québec. Mais, la réalité n'a pas suivi." Et, pour cause, il n'y a pas de pouvoirs au Québec. Alors, moi, je partage votre préoccupation et, à la fois, votre vision de la place des régions dans un Québec souverain. Sur la forme de gouvernement, là, c'est autre chose, parce qu'il ne faudra pas recréer, je pense, moi, la Fédération canadienne; on sait ce que ça a donné, ce que c'est en train de donner. J'aurais des hésitations.

Cependant, lorsque vous demandez le rapatriement des pouvoirs – et vous n'avez pas vraiment répondu à la question de mon collègue, M. Jacques Brassard – vous savez ce que ça veut dire. Si j'ajoute la demande de la Fédération des commissions scolaires, tout à l'heure, et la vôtre, juste ces deux-là, c'est presque tous les pouvoirs. Et je sais que la Fédération, la FTQ, va venir cet après-midi. Alors, c'est Québec souve-

rain mur à mur, hein? Mur à mur. Mais j'aimerais vous entendre. Est-ce qu'il est exact, si je conclus, que votre perception de la volonté du gouvernement du Québec de décentraliser vers les régions c'est sensé être vraiment concrétisé autant qu'elle aurait pu, peut-être dû. Est-ce que vous estimez qu'on pourrait conclure que le Québec demain a besoin d'être souverain pour assumer son développement et qu'ensemble nous pourrions éventuellement définir les structures? On a passablement de régionaux autour de la table, on devrait être capable de faire le poids. Et l'autre question: Ce serait quoi la place d'une région comme Montréal? Moi je défends toujours ma région mais en même temps je suis préoccupée de ça parce qu'il y a des inégalités sociales énormes dans la grande région de Montréal.

(12 h 15)

**M. Ménard:** Bon, c'est évident que vous tentez peut-être de me faire dire indirectement ce que je ne veux pas dire directement mais il y a une chose...

**Mme Blackburn:** Allez-y donc!

**M. Ménard:** ...sur laquelle moi j'aimerais juste amener une certaine nuance. Dans les pouvoirs qu'il possède actuellement, le Québec n'a pas manifesté de grandes intentions décentralisatrices...

**Mme Blackburn:** L'OPDQ, CRCD...

**Une voix:** Moi, je ne suis pas d'accord.

**M. Ménard:** ...il a eu un discours plus décentralisateur et c'est ça que nous disons...

**Mme Blackburn:** ...les conférences administratives...

**M. Ménard:** ...mais la réalité n'a effectivement pas suivi même dans les pouvoirs dont dispose le Québec. Oui, c'est vrai que...

**Mme Blackburn:** ...MRC...

**M. Ménard:** ...si on demande que le Québec rapatrie ses pouvoirs en matière de développement régional c'est très large comme champ mais, à date, on ne peut pas être rassuré. Vous pouvez sembler être rassurante en le disant mais si on dit que le passé est garant de l'avenir, on ne peut pas être rassuré présentement sur la décentralisation qu'on vivra au Québec. On va devoir être beaucoup plus affirmatif, on va devoir être beaucoup plus concret dans nos façons de décentraliser qu'actuellement. Parce qu'actuellement, nommez-moi des secteurs au Québec qui sont véritablement décentralisés et si on est pour en acquérir d'autres, bien il va falloir qu'on la vive beaucoup plus cette décen-

tralisation-là.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** M. Chevette?

**M. Chevette:** Merci, M. le Président. Ce que je comprends de vos propos c'est tout d'abord que le rapatriement complet des pouvoirs, on est pour ça. Sauf qu'actuellement vous liez ce rapatriement au... Vous posez comme condition une décentralisation éventuelle. Je vous trouve sévère sur le jugement que vous portez sur la décentralisation. Ce n'est quand même pas vieux de 100 ans mais depuis une dizaine d'années, une quinzaine d'années, il y a quand même eu la création des sommets économiques permanents. Il y a eu, bien sûr, des sommets économiques régionaux, et c'est une structure qui a été mise en place, mais la difficulté n'est pas venue nécessairement des gouvernements, elle est venue au niveau régional pour s'entendre entre les paliers décisionnels au niveau régional, entre le monde municipal, qui voulait avoir une place, et les décideurs sur le plan économique, les participants aux divers organismes à vocation économique. Il n'y a jamais eu une volonté claire. Elle commence à peine à percer. On veut avoir les pouvoirs sur le plan régional. Ça, je suis entièrement d'accord avec vous que les sommets où on élabore des priorités ensemble et qu'on se ramasse, par la suite, avec des petits suçons, on en donne juste assez pour ne pas avoir l'air fou et pas assez pour que les projets se réalisent, là, j'ai vu ça, j'ai assisté à ça. Ceci dit, le jour où vous avez les montants et où vous pouvez les arbitrer régionalement, c'est ça votre pouvoir de décision que vous recherchez, à moins que je n'aie pas assisté aux mêmes réunions que vous. Donc, ma question est la suivante: Ne croyez-vous pas que le jour où on a un seul palier de gouvernement, donc plus de chicane, plus de rivalité, plus de concurrence, le jour où il y a un seul palier et que le niveau régional sait exactement où il s'en va, lui, en termes de pouvoir de décision qu'il recherche, ne pensez-vous pas qu'on a plus de chances de réaliser exactement ce que vous demandez?

**M. Ménard:** Est-ce que je pourrais demander, M. le Président, à M. Redmond, qui vient de la même région que M. Chevette...

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Volontiers, sauf que...

**M. Ménard:** ...de lui répondre à titre de régional à régional, dans la même région.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Volontiers, tout en l'invitant à être bref puisqu'on achève le temps de ce groupe.

**M. Redmond (John):** M. le Président, pour

répondre à M. Chevette, je crois qu'il mélange deux choses. C'est que ce qui n'est pas éclairci actuellement au niveau québécois, c'est à savoir si les régions en ont, du pouvoir, et si elles peuvent l'exercer. À partir du moment où ce n'est pas clair sur l'échiquier québécois actuellement, on laisse les intervenants dans le milieu s'entredéchirer. À partir du moment où on établira clairement qu'il y a un pouvoir régional, qu'il y a une instance régionale, c'est bien sûr qu'il y aura encore de la chicane mais, au moins, on sait une chose, on sait par quel canal ça va passer. Et actuellement, ce n'est pas clair, et c'est ce qui fait qu'à la grandeur du Québec les régions s'entredéchirent à l'intérieur de leur propre région. Ça, c'est pour une chose. Donc, si vous dites: On ne va aller qu'à une seule place, et c'est probablement bien mieux, bien, nous, en tout cas, on n'en est pas sûrs. Et on dit que ça doit venir ensemble. Il ne semble pas que ce soit contradictoire de dire qu'on va respecter la volonté et les besoins des régions, à l'intérieur d'une nouvelle institution.

**M. Chevette:** C'est fini?

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, et nous avons maintenant à passer à un autre groupe de questions. Mme Hovington.

**Mme Hovington:** Merci, M. le Président. D'abord, félicitations pour votre mémoire. Je vous remercie, en tant qu'une femme de région, d'être venus représenter les régions du Québec ici aujourd'hui. Je suis native de la Côte-Nord, donc une région dite périphérique. Je représente actuellement un comté, le comté de Matane, qui est en Gaspésie-Bas-Saint-Laurent, la moitié Gaspésie, la moitié Bas-Saint-Laurent. Quand vous dites, donc: Je suis au fait des besoins des régions, et quand vous dites que le développement régional est difficile, c'est vrai qu'il est difficile. Et il faut provenir d'une région comme la Côte-Nord, le Bas-Saint-Laurent ou la Gaspésie pour percevoir les difficultés qu'on a à aller chercher soit des projets, des investisseurs pour se développer. En fait, je pourrais même comparer ça, si vous me permettez la comparaison, à une femme dans une société. Une femme aura toujours à se battre trois fois, quatre fois plus qu'un homme pour arriver à un même palier où elle pourrait avoir une espèce d'égalité, que ce soit dans tous les domaines. Alors, les régions, c'est un petit peu pareil. Il faut toujours se battre deux fois, trois fois, quatre fois plus qu'ailleurs pour avoir des choses et pour attirer du développement.

Vous parlez de difficultés entre le fédéral et le provincial. Vous parlez de découpage des régions, et c'est vrai. Au provincial, on a décrété une nouvelle région de la Gaspésie qui n'est pas la même que celle du fédéral. On voit la difficulté que ça amène au niveau de l'as-

surance-chômage, de la réforme de l'assurance-chômage. Les statistiques en Gaspésie ne sont pas prises seulement dans la région administrative provinciale de la Gaspésie. Les statistiques sont prises Bas-Saint-Laurent et Gaspésie pour établir les semaines de chômage à 10, 11 ou 14 semaines. Donc, la Gaspésie est défavorisée parce que son taux de chômage est beaucoup plus élevé et le Bas-Saint-Laurent en gagne, par contre, parce que son taux de chômage est moindre que la Gaspésie. Alors donc, déjà, dans le découpage des régions, on est défavorisé en Gaspésie.

Vous parlez de chevauchement de programmes. C'est vrai. J'étais au colloque dont vous faites mention "Agir et réagir", le colloque qui était organisé par les députés fédéraux à Rimouski. J'y ai passé la journée. Les députés provinciaux, nous y étions présents. Ce qui ressort, ce qui a été demandé par la ministre responsable de la région, c'est de mettre sur pied un comité, encore, pour étudier, pour fixer des axes de priorité de développement. Mais ça a déjà été fait au niveau du provincial. Nous l'avons fait dès la mise en place des sommets économiques. Alors, pourquoi créer encore un deuxième comité qui va encore étudier les priorités de développement du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie? Et c'est ça, un exemple de duplication et ce n'est pas efficace.

Moi, je vous trouve sévère aussi pour les sommets. Depuis 1980, les sommets économiques ont été mis en place. Vous dites, à la page 6, par exemple: En 1983, c'était le choix des régions, mais par le gouvernement précédent. En 1988, "À l'heure de l'entreprise régionale", qui est un document qu'on a déposé, entérinait ça. Mais on est allés plus loin qu'entériner le choix des régions, qui a été mis en place en 1983, parce que, nous, on l'a institutionnalisé, le sommet. À tous les quatre ans, on a un sommet de développement économique et avec une biennale qui fait le suivi des sommets.

Il est sûr qu'il y a des choses à bonifier là-dedans, il y a des choses à améliorer, mais moi, j'aimerais bien que vous, en tant qu'organisme, vous disiez au Québec ou au gouvernement, que vous nous apportiez vos suggestions pour améliorer ces sommets et ces conférences parce que, étant donné qu'il y a quand même 80 % des répondants qui sont d'avis que la formule actuelle des conférences doit être conservée, mais à condition qu'elle soit améliorée. J'aimerais bien vous entendre sur les améliorations qu'on doit apporter.

Aussi, j'aimerais parler, si vous me le permettez, de concertation. M. Chevette mentionnait qu'il y a des mentalités à changer, parce qu'il y a des chicanes dans les régions. Et les mentalités, c'est sûr, elles sont à changer à l'intérieur de certains ministères qui refusent de moduler certains programmes, parce que la modulation des programmes, pour moi, est importante. La culotte ne fait pas à tout le

monde dans le Québec. Je pense qu'un programme qui "fritte" bien à Montréal ne "fritte" pas nécessairement bien en Gaspésie. La modulation est un aspect important. J'aimerais bien qu'on en... Et c'est dans ce sens-là que je dis qu'il y a des mentalités à changer au niveau de certains ministères pour que des programmes collent à la réalité des régions, mais il y a des mentalités à changer aussi au niveau des régions. De la concertation, de la solidarité régionale, ce n'est pas encore, en fait, à la fine pointe de la réalité, à mon avis.

Aussi, j'aimerais mentionner – je vais assez vite parce que je sais que j'ai des collègues qui veulent intervenir – à la page 8 de votre mémoire, on dit: "...en ce qui concerne les subventions aux entreprises, plusieurs études, dont des avis du Conseil économique du Canada, ont fait ressortir qu'elles constituaient, pour ces entreprises, des "profits" non prévus, et qu'elles comptaient pour peu dans les décisions de localisation de ces entreprises." J'aurais aimé que M. Poissant se prononce là-dessus. Quant à moi, je ne suis pas tout à fait d'accord, en tout cas, avec ce qui est mentionné dans votre mémoire, parce que si ça n'avait pas été des incitatifs du provincial et du fédéral, incitatif fiscal et garantie de prêt, je ne sais pas si, à l'heure où on se parle aujourd'hui, la Donohue Matane serait venue investir à Matane, une papeterie qui était attendue depuis 30 ans par le milieu. Je pense que ça a pris une volonté politique, des subventions ou des garanties de prêt pour que la Donohue puisse venir investir à Matane.

Quand vous parlez d'un gouvernement central fort, quand vous parlez de rapatrier des pouvoirs du fédéral, j'aimerais bien que vous m'expliquiez un petit peu plus en détail en quoi, par exemple, le rapatriement des pouvoirs du fédéral, les pouvoirs qui touchent surtout le développement régional en faveur du Québec, ça pourrait améliorer une politique plus efficace vis-à-vis les régions, vis-à-vis le développement régional? Quels pouvoirs vous seraient vraiment attribués, aux régions? Est-ce que vous n'êtes pas en train de former, si on avait un Québec souverain, de recréer une fédération avec un Québec souverain qui détiendrait tous les pouvoirs de développements régionaux et en donnant certains pouvoirs à certaines régions, ou si on ne se dirigerait pas plutôt vers une confédération, un Québec souverain avec des régions souveraines qui auraient un gouvernement central fort? Je ne le sais pas. J'aimerais vous entendre là-dessus.

M. Ménard: Bon, premièrement, quand vous dites que vous nous trouvez sévère par rapport aux sommets socio-économiques, c'est nos membres qui ont porté ce jugement sévère-là. Je veux dire c'est vraiment une enquête qu'on a faite auprès de nos membres et qui a été faite par l'université à Rimouski pour notre compte.

C'est vraiment ce que nos membres pensent. Mais d'autre part, il y a une chose qu'on ne dit pas là et qui est importante de dire: C'est que quand vous parlez de concertation, c'est probablement la retombée la plus intéressante d'un sommet socio-économique. C'est que, effectivement, l'exercice de concertation qui s'y fait, avec des heurts, avec des difficultés, et on n'en sort pas nécessairement toujours sans égratignure à l'occasion d'un sommet, fait partie et est tout aussi important que les engagements gouvernementaux monétaires par rapport à un sommet parce que, effectivement, il contribue à bâtir une concertation à l'intérieur de la région.

D'autre part, quand vous nous dites: Allez-vous nous dire qu'est-ce que vous voulez d'un sommet?

**Mme Hovington:** Pour améliorer?

(12 h 30)

**M. Ménard:** Oui, on va vous le dire. On va vous le dire les 22, 23 et 24 novembre. On fait justement un congrès spécial là-dessus qui s'intitule: "Vers de nouveaux sommets", où on veut justement avec l'ensemble de notre membership en arriver à définir les nouveaux éléments qui devraient améliorer la formule. Quand vous parlez de dire: Est-ce qu'on veut bâtir une nouvelle fédération, une nouvelle confédération? Bon. Quels sont les pouvoirs que vous voulez avoir? Moi, je veux juste – et encore là c'est toujours le danger de tomber dans le guet-apens des modèles – regarder le modèle français par exemple. Je pense qu'il n'y a personne qui peut penser que la France n'est pas un État unitaire. C'est un État unitaire. Il n'y a personne qui la voit comme une fédération ou une confédération et elle a mis en place des régions, elle les a institutionnalisées. Elle a créé des conseils régionaux. Elle a créé une nouvelle catégorie d'élus qui sont élus au suffrage universel. Et ça va revenir un petit peu à la question de M. Nicolet tantôt, autant il y a des responsabilités et des paliers pour les assumer... Il n'y a pas un palier unique. Il y a le palier local. Il y a le palier de la MRC. Mais il y a des choses où ça doit être l'échelle d'une région pour les assumer. Après ça, il y a des choses où ça doit être un niveau supérieur qui les assume. Ça, ça n'en fait pas nécessairement de dire qu'on rebâtit ou non une confédération ou une fédération. C'est qu'on donne à des instances, à l'instance qui est la plus habilitée, à l'instance qui peut fournir le meilleur service au meilleur coût, on donne à cette instance le pouvoir de fournir ce service-là ou le pouvoir de prendre en main une partie des destinées par rapport à une telle tranche. C'est dans ce sens-là qu'on veut parler vraiment de pouvoir régional. Ce n'est pas dans le sens d'en arriver à des petites provinces à l'intérieur du Québec ou à dire qu'on va être en processus constitutionnel continu à l'intérieur de cette nouvelle structure qu'on mettrait, mais c'est

vraiment dans le sens de dire: Il y a des éléments qui peuvent être à chacun des niveaux sans qu'il y ait de concurrence entre ces niveaux-là, mais où il y a vraiment complémentarité entre ces niveaux-là.

**Mme Hovington:** Vous savez qu'actuellement, dans la Constitution canadienne, il y a seulement deux paliers de gouvernement vraiment reconnus constitutionnellement: Vous avez la Fédération et les provinces. Le palier municipal n'est pas reconnu dans la Constitution actuellement. Si vous permettez l'expression, c'est une créature du gouvernement provincial. Donc, si on vient dans un Québec souverain avec le rapatriement des pouvoirs, de quelle façon vous voyez... Est-ce que c'est encore juste administrativement que l'on vous délègue les pouvoirs en région, à travers les municipalités encore? De quelle façon vous le voyez? J'aimerais que vous soyez...

**M. Ménard:** Moi, ça serait carrément par législation, madame. C'est-à-dire que oui, que la municipalité soit reconnue constitutionnellement, ça, je pense que c'est un élément fondamental que l'on doit défendre. Et dans plusieurs constitutions, elle l'est, défendue constitutionnellement. Une reconnaissance institutionnelle et constitutionnelle de la municipalité, ça m'apparaît important. Mais les lois qui ont créé la régionalisation en France, par exemple – je m'excuse, mais c'est le modèle que je connais le mieux et que j'ai le plus étudié – n'ont pas amené d'amendements constitutionnels. Les lois qui ont créé la régionalisation et la décentralisation ont été faites dans un cadre législatif, mais à l'intérieur d'une constitution qui reconnaissait déjà les collectivités locales, constitutionnellement parlant, mais le reste a été fait par législation. Mais ce n'est pas parce que ça n'a pas été fait par législation que ces gouvernements-là ne sont pas légitimes. Les conseils régionaux, les conseils généraux qui représentent les départements – mais particulièrement les conseils régionaux, parce que ce sont les plus récemment formés – sont des élus au suffrage universel qui ont un pouvoir de taxation et qui ont des compétences bien déterminées dans les lois françaises.

**Mme Hovington:** Je voudrais juste revenir – j'ai encore un petit peu de temps, ce ne sera pas long – sur le rôle du député. Je pense que vous avez écorché pas mal les députés, en passant. Quant à moi, le rôle du député, je le vois très valorisant pour une députée comme moi représentant un comté rural en Gaspésie. C'est un rôle de représentation, d'abord, de sa région vis-à-vis du gouvernement. Et je pense que les députés ont quand même beaucoup de pouvoirs à l'intérieur de leur caucus pour faire des représentations au niveau des chanceux, peut-être, qui sont au Conseil des ministres. Mais je pense que



les députés ont énormément de facilités et de moyens de se faire entendre, de se faire valoir et de défendre le comté pour lequel ils ont été élus. Merci.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, madame. Il nous reste une minute. M. Rémillard.

**M. Rémillard:** À peine le temps – de toute façon, ma collègue a très bien fait le tour de la question, M. le Président – pour simplement remercier M. Ménard, M. Janvier et Mme Saint-Georges aussi bien que M. Redmond et M. Thériault d'avoir accepté de venir témoigner devant nous et d'avoir présenté un mémoire aussi intéressant. De fait, il ne peut y avoir de développement économique du Québec s'il n'y a pas un développement régional.

Le Québec a un vaste territoire faiblement peuplé et si ce développement économique ne passe pas par les régions d'une façon décentralisée, et je fais bien cette distinction entre la décentralisation et la déconcentration... Je suis d'accord avec vous pour dire qu'à certains niveaux, des sommets peuvent être beaucoup plus apparentés à la déconcentration qu'à la décentralisation. Et, là-dessus, je pense que je vous rejoins, même qu'il y ait beaucoup d'améliorations à faire.

Nous avons quand même fait un bon bout de chemin depuis les dernières années, mais je dois vous dire que lorsque vous parlez du rapatriement d'une pleine compétence pour le Québec en matière de développement économique régional, vous touchez à un point extrêmement sensible, parce qu'il y a un sujet, s'il y a un domaine où il y eu dédoublement, perte d'énergie, perte de temps et perte d'argent incroyables, c'est bien dans le développement économique régional, parce que les deux niveaux de gouvernement sont là présents et malgré tous les efforts pour essayer de travailler en concertation, on se rend compte à quel point c'est extrêmement difficile.

C'est évident, M. Ménard, vous avez parfaitement raison, on ne peut pas continuer comme ça. De là à dire qu'il faudrait créer un gouvernement régional! Je me réfère à ce que M. Campeau nous disait tout à l'heure, se référant au pouvoir de taxation et énumérant quatre ou même cinq paliers de gouvernement qui peuvent taxer le contribuable. Est-ce que les municipalités et l'organisation municipale, je devrais dire, qui est présentement en place, ne pourraient pas jouer un rôle important dans cette décentralisation, me référant, entre autres, au modèle français que vous-même avez cité où les municipalités, où l'organisation municipale jouent un rôle extrêmement important, me référant aussi à ce que ma collègue, Mme la députée de Matane, a si bien mentionné tout à l'heure – au rôle des élus comprenant le niveau provincial comme le niveau municipal – me référant aussi à ce que

tout à l'heure des gens des commissions scolaires nous ont dit. M. d'Anjou nous a dit: possibilité pour des commissions scolaires, par exemple, d'avoir une juridiction, une action en matière de formation de la main-d'œuvre; donc, là aussi un moyen de décentraliser. Si on utilisait les moyens que nous avons déjà au niveau des gouvernements qui sont déjà en place, décentralisés: municipal, commissions scolaires et autres, ne croyez-vous pas qu'on pourrait à ce moment-là faire un bon bout de chemin?

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, M. Rémillard. Merci, messieurs, mesdames et les représentants de l'Association qui nous avez présenté un mémoire extrêmement stimulant. Vous avez vu que ça a soulevé beaucoup de questions et que ça va laisser beaucoup d'éléments de réflexion aux membres de la Commission.

Je vous rappelle à tous que nous reprenons à 15 h 30 avec le mémoire de la FTQ. La séance est suspendue.

(Suspension de la séance à 12 h 40)

(Reprise à 15 h 32)

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Si vous voulez prendre votre siège, nous allons reprendre nos travaux, et j'allais dire, pour une fois, à l'heure précise prévue au programme. Il faut en remercier ceux qui apparaissent devant nous et qui, à l'heure dite, étaient déjà bien installés, prêts à nous présenter le mémoire de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec. Le groupe qui présente le mémoire est présidé par M. Daoust mais M. Laberge, bien sûr, comme membre de la Commission, aura le droit d'intervenir dans son droit de parole régulier. M. Daoust, vous voulez peut-être présenter la table des témoins.

#### **Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec**

**M. Daoust (Fernand):** Avec plaisir, M. le Président. À ma gauche, M. Jean Lavallée, qui est directeur général de la Fraternité interprovinciale des ouvriers en électricité, et aussi président de la FTQ-Construction; Claude Ducharme, le directeur québécois des Travailleurs canadiens de l'automobile; Clément Godbout, le directeur québécois du Syndicat des métaux; René Roy, le vice-président au Québec du Syndicat des travailleurs et travailleuses en électricité et en communication; Lauraine Vailancourt, responsable du dossier de la condition féminine à l'Union internationale des ouvriers et ouvrières du vêtement pour dames. Tout ceux qui m'accompagnent sont aussi vice-présidents et vice-présidente de la FTQ.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Je vous rappelle que vous avez 10 minutes pour la présentation du mémoire qui avait déjà été transmis à tous les membres, qui l'ont lu, en ont lu le résumé et l'analyse, mais vous avez 10 minutes pour en faire la présentation. Comme il s'agit d'une séance d'une heure et 30 minutes, le temps de question sera divisé ensuite ainsi: 15 minutes pour le groupe parlementaire qui forme le gouvernement, 15 minutes pour le groupe parlementaire qui forme l'Opposition officielle, 40 minutes pour les membres qui se sont inscrits au préalable, et 10 minutes pour la présidence. Si vous voulez bien passer à la présentation, M. Daoust.

**M. Daoust:** Merci beaucoup, M. le Président. Il vient des moments dans la vie des peuples où des décisions doivent être prises, sous peine de rater un virage important, de dévier du fil de l'histoire collective. C'est avec un sentiment d'urgence et une conscience aiguë du caractère crucial de la période que traverse aujourd'hui le Québec que la FTQ se présente devant cette Commission, pour proclamer sa conviction et la faire partager au plus grand nombre. Le Québec doit décider d'accéder à la souveraineté pleine et entière. La saga constitutionnelle des pourparlers, négociations à huis clos ou sur la place publique, sautes d'humeur et ultimatums devrait avoir fini de nous convaincre que le Québec ne récoltera jamais qu'indifférence et mépris tant qu'il n'aura pas eu le courage d'affirmer son autonomie. Les 30 dernières années ont été jalonnées, au Canada, de commissions et de rapports sans suite qui n'ont fait que mettre tour à tour en relief le caractère inéluctable du cul-de-sac que constitue pour le Québec l'appartenance au Canada.

Le choix de la FTQ en faveur de la souveraineté s'est affirmé à partir des années soixante, à cette époque où conscience nationale et conscience sociale ne faisaient pas bon ménage. Vers les années soixante-dix, notre conception du Québec s'est affirmée par suite de l'expérience acquise dans certains dossiers comme ceux de la main-d'œuvre ou de la langue de travail, et nous avons commencé à dresser une longue liste des secteurs où la présence fédérale était inutile, perturbante ou carrément nuisible aux intérêts du Québec.

Nous voyons toujours, à la FTQ, une foule de raisons pratiques pour choisir la souveraineté. Nous voulons la souveraineté pour le plein emploi, bien sûr, pour des politiques économiques adaptées à notre structure industrielle et pas à celle de l'Ontario assurément. Mais aussi, mais surtout, nous voulons la souveraineté parce que le Québec est notre seul pays et que le Canada sera toujours le pays des autres.

Une fois encore, au cours de la dernière ronde des pourparlers constitutionnels, les provinces à majorité anglophone nous ont fait le message qu'elles ne voulaient pas nous recon-

naître une spécificité. À ces considérations politiques s'ajoute la constatation que le Québec, depuis 25 ans, n'est plus le même. Nous avons développé des institutions uniques. Plusieurs de nos entreprises opèrent à l'échelle internationale. Notre appareil d'État, nos services publics sont modernes et, somme toute, efficaces. Des institutions publiques comme la Caisse de dépôt et placement, coopératives comme le Mouvement Desjardins, syndicales comme le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec, des initiatives comme Corvée-habitation ne témoignent-elles pas toutes à leur façon de notre spécificité et de notre maturité socio-économique?

Les changements positifs qui sont intervenus au Québec ces dernières décennies ne nous viennent pas du lien fédéral. Ils proviennent de nos propres initiatives et institutions. Pour que le débat constitutionnel qui aura cours au Québec dans les prochains mois porte sur les vrais enjeux, il faudra respecter deux conditions. En premier lieu, il faudra éviter de confondre le statut constitutionnel et le projet de société. Une fois la souveraineté acquise, en effet, le Québec demeurera un champ politique ouvert et il sera toujours possible d'y tenir les débats qui, ultimement, façonneront le nouvel État souverain.

En second lieu, il faudra faire preuve de la plus grande vigilance afin que la discussion ne soit pas réduite à une seule dimension économique. Nous refusons d'entrer dans les batailles de chiffres que d'aucuns ont déjà engagées. Un peuple ne saurait choisir son statut constitutionnel de la façon dont on choisit un régime de retraite sur la base de rapports comptables. C'est principalement par l'évaluation des politiques dans trois grands domaines, l'économie et l'emploi, la population et la langue, que la FTQ en est venue à la conclusion que le régime fédéral était coûteux, inefficace et source de confusion et d'incohérence. Notre priorité sociale à la FTQ est la mise sur pied d'une politique de plein emploi. Celui-ci est l'axe central de notre projet de société.

Nous en sommes venus au fil des ans à une vision communautariste du plein emploi ancrée dans des pratiques de concertation à plusieurs paliers. Cette vision qui est nôtre suppose un renouvellement des rapports sociaux et un enrichissement du rôle de l'État. Mais la concertation sociale a besoin, pour s'incarner, d'une collectivité vivante, d'une collectivité qui partage une culture, des objectifs, une histoire, une solidarité. La société québécoise est prête à relever ce défi. Une politique concertée de plein emploi ne peut s'implanter ailleurs que dans un pays réel et elle suppose aussi, bien entendu, une planification et des politiques nationales qui sachent faire droit aux particularités des régions.

Deux paliers de gouvernement se disputent actuellement les interventions pour un résultat

en forme d'inefficacité et de surenchère aux résonnances électoralistes. Pour mener une politique cohérente en faisant de l'emploi une priorité, le Québec doit définir tous les leviers, mais à l'heure actuelle il suffit de quelques mois de politique monétaire canadienne non ajustée aux besoins de l'économie québécoise pour que disparaissent des milliers d'emplois, pour que des dizaines d'entreprises fassent faillite et que d'autres ne voient jamais le jour. Le seul contrôle des rouages macro-économiques nous permettra d'adopter des politiques souples adaptées aux besoins de notre économie, de notre agriculture, qui sont différents de ceux des autres provinces.

La politique de population, par son volet de mesures sur l'immigration, porte des liens avec la politique de plein emploi. La politique de population renvoie, elle aussi, à la protection de notre spécificité culturelle et linguistique. En ce domaine vital où l'État québécois est le seul garant, le gouvernement fédéral détient, actuellement, suffisamment de pouvoirs pour hypothéquer sérieusement l'action du Québec. L'entente Cullen-Couture qui apparaissait satisfaisante en 1978 ne l'est plus aujourd'hui. De toute façon, Ottawa rechigne à renégocier cette entente rappelant aussi opportunément que nos pouvoirs en la matière sont nuls et qu'il ne s'agit que d'une concession temporaire. À vrai dire, même si l'entente la plus généreuse, eu égard aux demandes du Québec, était négociée, l'absence d'existence autonome, l'absence de souveraineté constituera toujours un handicap dans l'intégration des populations immigrantes. Tant que le Québec vivra en régime fédéral, il ne pourra être perçu par les immigrants et immigrantes comme une société d'accueil francophone et les choix linguistiques des nouveaux arrivants seront toujours source d'inquiétude pour une bonne partie de la population québécoise. Constituer un peuple c'est une chose, mais encore faut-il que ce peuple puisse s'exprimer dans sa vitalité et sa créativité. Encore faut-il aussi que ce peuple connaisse son histoire et le sentiment de participer à une culture vivante, sente cette différence. Encore faut-il enfin que ce peuple s'identifie à une langue commune et fière. C'est pourquoi nos politiques en matière de culture, de langue et d'éducation sont aussi au cœur de l'objectif de protection de notre spécificité. C'est pourquoi il s'agit encore d'un domaine où il est absolument impérieux de nous autodéterminer. Ce qu'il faut au Québec, qui vit une situation linguistique exceptionnelle, c'est une législation linguistique solide, qui puisse projeter un message clair et univoque en faveur du français langue commune, langue de travail et langue d'affichage.

La FTQ souhaite voir le Québec assumer les pouvoirs propres à ceux d'une nation souveraine. La tendance à la continentalisation que l'on observe dans le monde ne pourrait être un

argument contre la souveraineté du Québec, car elle est l'affaire de nations souveraines. Nous mentionnons ici le cas européen, car il prend parfois valeur exemplaire chez les adversaires de la souveraineté. Les chefs d'État et de gouvernement du Conseil de l'Europe ont, en 1985, mis en branle un vaste processus qui conduira, à la fin de 1992, à la création d'un marché unique. Il s'agit là d'une grande réalisation, mais il faut souligner qu'elle est le fruit d'ententes entre des pays souverains, qui conservent absolument intacte leur souveraineté. Ce que ces pays ont fait, c'est se donner des moyens de gérer leur interdépendance. Il n'en sont pas encore au stade de la confédération, moins encore de la fédération. Il faut profiter de ce débat pour ouvrir le dossier des relations internationales. Il va de soi que la première démarche d'un Québec souverain sera de chercher à être admis à l'ONU et dans les autres organisations du genre. Il lui faudra se définir une personnalité internationale et se donner une politique axée sur la diplomatie, l'économie et la coopération.

Le lien Canada-Québec. Pour la FTQ, il est inévitable que des liens devront exister, quoi qu'il advienne entre le Canada et un Québec souverain, par le biais de diverses ententes. Mais si l'on veut que ces liens soient librement consentis, il importe que le Québec affiche, avant toute discussion à cet égard, son désir de se proclamer souverain. Le transfert des services fédéraux au Québec intéresse la FTQ, car il concerne des milliers de nos membres. Nous voudrions nous assurer que leurs emplois et leurs acquis syndicaux soient protégés.

La question autochtone. La crise autochtone a été si mal gérée sur le plan politique par les deux gouvernements que le Québec a perdu l'essentiel de sa crédibilité sur cette question. Nous avons tout à gagner à régler, entre habitants et habitantes du Québec, le contentieux qui perdure pour éviter qu'il ne soit utilisé de façon démagogique par des non-Québécois pour déstabiliser le Québec. La FTQ soutient que le Québec devra, le plus tôt possible, réinscrire son action à l'égard des communautés autochtones, dans le cadre de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale en 1985.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** M. Daoust, votre temps est presque écoulé.

**M. Daoust:** Je termine dans une minute. Cette Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec a été créée pour organiser le débat et amorcer une solution à notre problème constitutionnel récurrent. Sa mise sur pied a été un message au Canada anglais. Nous avons besoin de faire le point entre nous et ferons connaître ensuite nos conclusions.

Il y a eu illusion de consensus au Québec pendant la période succédant immédiatement au

dernier marathon constitutionnel. En fait, le seul élément neuf qui se soit ajouté en juin, c'est que le Québec a pris collectivement acte de son rejet par le Canada anglais. Il ne faut pas que la recherche d'un consensus devienne une obsession pour la Commission. Pour la FTQ, il est clair que la population du Québec aura à choisir entre deux camps: Celui qui prône, avec des aménagements, le maintien du cadre canadien et celui de la souveraineté. Le mandat de la Commission, à notre avis, doit être de faire ressortir des consensus minimaux, de faire état des grandes options qui s'en dégagent, de proposer les modalités d'un choix constitutionnel, collectif et démocratique.

(15 h 45)

Et je termine. La FTQ souhaite que des moyens soient mis en oeuvre pour que les citoyens et citoyennes du Québec soient requis de décider, à court terme, de leur avenir constitutionnel. Ce choix, à notre avis, ne doit pas être l'objet d'une élection, mais se faire par un vote référendaire. Les enjeux d'une élection et d'un référendum sont différents et nous sommes dotés d'un cadre législatif qui distingue les marches à suivre dans l'un et l'autre cas. Nous favorisons, pour l'instant, la tenue d'un référendum à très court terme, après le dépôt du rapport de cette Commission, soit au printemps 1991.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, M. Daoust. Nous passons maintenant aux questions. La parole est maintenant à M. Jacques Parizeau.

**Une voix:** Mme Pauline Marois.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Ah! Pardon. Mme Pauline Marois.

**Mme Marois:** Merci, M. le Président. Nous aurons l'occasion, de toute façon, un certain nombre d'entre nous, d'intervenir.

Je voulais d'abord vous remercier pour le mémoire fort intéressant et, évidemment, vous allez me permettre de le dire, fort pertinent que vous déposez aujourd'hui. Les membres de la Commission se plaignent, depuis quelques séances, que les gens n'osent pas trancher, n'osent pas prendre position. Alors, je pense que, dans le cas présent, c'est clair, vous prenez position, et sans ambiguïté.

Cela étant dit, j'ai un certain nombre de questions que je voudrais soulever avec vous. Vous revenez, dans votre mémoire, sur ce que vous attendez de la Commission et, particulièrement, vous identifiez le fait que la Commission a le rôle de clarifier les concepts, de clarifier tout ce qui concerne les orientations que l'on pourrait privilégier, mais surtout, vous identifiez le fait qu'on risque de voir se raviver une situation de peur qui a prévalu, on s'en souviendra, lorsque,

il y a une dizaine d'années maintenant, 10 ans maintenant en fait, on s'était posé la question quant à notre projet d'avenir.

Vous dites: Le rôle de la Commission, c'est entre autres de clarifier et d'éliminer un peu ces phénomènes qui pourraient apparaître et faire craindre aux gens de choisir le projet de souveraineté. Au-delà du travail que pourrait faire la Commission, est-ce que vous avez l'impression que des groupes comme les vôtres peuvent agir pour essayer d'éliminer un peu ces spectres qui pourraient nous apparaître à un moment ou l'autre du débat, et on en est très conscients?

**M. Daoust:** Non seulement pouvons-nous agir, mais nous avons agi. Nous avons vécu cette période dramatique du dernier vote référendaire, en 1980. Nous avons connu tous les discours; nous les avons tous entendus. Nous nous souvenons qu'à un moment donné on nous a dit, dans certains milieux, que voter non, c'était voter oui, et qu'on a, par tous les moyens disponibles à ce moment-là, tenté, dans certains milieux encore une fois, de brandir un tas d'épouvantails pour apeurer la situation québécoise, les travailleurs et les travailleuses. On a parlé d'exodes de toutes sortes. Il y a eu les exodes des sièges sociaux, vous vous en souvenez, ça faisait partie de cette espèce de stratégie de peur. On a parlé de perte d'emploi, de baisse du niveau de vie, de pensions de vieillesse qui pourraient être réduites, sinon complètement éliminées, et on a agi à ce moment-là.

La FTQ, pour sa part, on en fait état dans notre mémoire, avait tenu, à l'occasion du dernier référendum, un congrès extraordinaire qui réunissait quelque 2000 personnes et au cours duquel on a abordé, évidemment, tous les problèmes d'un Québec en devenir, d'un Québec qui souhaitait être souverain. On avait accompagné cet exercice démocratique de documents, et on avait précédé ce congrès d'une vaste tournée un peu partout au Québec. On a tenté par tous les moyens de dissiper ses peurs, et je pense qu'on a, dans une certaine mesure, passablement réussi, au niveau, tout au moins, de notre organisation.

Par ailleurs, ce que nous voulons dire, à ce moment-ci, pour ceux qui seraient tentés, encore une fois, et qui sombreraient dans ce type de débats, qu'on réproue de toute façon et qui doivent être réprouvés par tous les participants de cette Commission, ces espèces d'appels à la peur, je pense que c'est le devoir démocratique de tous ceux qui sont ici, de l'ensemble de la population de dénoncer ces appels à la peur, parce que, encore une fois, ils sont chargés d'émotivité dans certains milieux. Il y a des fragilités dont il faut tenir compte chez certaines personnes qui vivent dans notre société. Il y a des appels démagogiques, à un moment donné, qui peuvent être lancés et qui peuvent nuire à un débat démocratique. Donc, quant à nous, on va poursuivre le même type avec

intensité d'actions auprès des membres des différents syndicats de la FTQ par tous les moyens à notre disposition, afin de faire en sorte que ce débat-là ne soit pas exclusivement un débat centré sur les problèmes économiques – ils sont fort importants – mais centré sur l'ensemble des problèmes que vit une société et des aspirations qu'elle doit avoir comme peuple.

Alors, encore une fois et très rapidement, nous réprouvons ou nous dénonçons tout appel à la peur et nous souhaitons que les intervenants de quelque groupe et de quelque milieu que ce soit fassent un débat en pleine objectivité et nous estimons que c'est un peu le rôle de la Commission d'éviter qu'il y ait des débats de ce type-là.

**Mme Marois:** Merci. Vous abordez... Je vais poser une toute petite question sur cet élément de peur, puis je voudrais revenir à un autre thème que vous abordez dans votre mémoire, que vous connaissez bien et qui concerne les fonctionnaires fédéraux. Effectivement, jusqu'à maintenant les mémoires qu'on a entendus ne manifestent pas ce sentiment de crainte et de peur; au contraire, ils évaluent que, dans certaines conditions, on pourrait aller vers la souveraineté sans qu'il y ait de problèmes majeurs de soulevés, si c'est le choix que l'on désire faire comme projet de société, bon!

Cela étant dit, un des éléments qui ressort, cependant, des interventions, c'est qu'on dit: Il y aurait – et c'est normal dans tout changement, surtout des changements aussi importants dans les statuts constitutionnels – une phase de transition qui pourrait avoir des effets négatifs sur les décisions d'investir, une forme d'instabilité, etc. À l'égard de cette réalité-là, est-ce que vous seriez prêts, dans un sens, à collaborer et à amener d'autres partenaires et à ce que cette phase de transition soit la plus calme possible et surtout la plus courte possible? Et, est-ce que vous l'imaginez un peu comme ça? C'est la première question. La deuxième, à l'égard des fonctionnaires fédéraux. Vous le mentionnez dans votre mémoire, votre Centrale représente, je crois, 35 000?

**M. Daoust:** Beaucoup, beaucoup plus que ça mais je préciserais dans ma réponse à votre question.

**Mme Marois:** D'accord. Évidemment, il y a eu différentes études qui ont été faites, certaines justement aussi allant dans le sens de faire craindre pour le travail de ces personnes, etc. Il y a eu cependant des études qui vont dans le sens inverse. Il y en a eu une, entre autres, de M. Saint-Germain de l'université d'Ottawa, où il évalue que le Québec est capable d'assumer le sort, généralement, des employés fédéraux. Est-ce que, d'une part, vous avez pris connaissance de cette étude? D'autre part, si vous n'en avez pas

pris connaissance, selon votre évaluation à vous, est-ce qu'il vous apparaît que les fonctions assumées actuellement par les fonctionnaires fédéraux sont généralement des fonctions qui seront assumées par un gouvernement dans un Québec souverain, et donc, que les fonctionnaires seront évidemment pris en charge quelque part dans cette nouvelle orientation?

**M. Daoust:** La FTQ représente tous les fonctionnaires fédéraux qui sont directement à l'emploi du gouvernement du Canada. Il y en a environ 35 000 au Québec, qui sont syndiqués. En plus de ça, la FTQ représente les postiers, et de multiples travailleurs qui tombent sous le Code fédéral du travail. Je pense, entre autres, aux employés de Bell Canada; il y a des employés de la Société Radio-Canada, certains employés dans le secteur de l'aviation, des transports. Ça fait peut-être pas loin d'une centaine de milliers de travailleurs qui, directement ou indirectement, sont assujettis, à ce moment-ci, ou bien au Code fédéral du travail ou à d'autres lois fédérales. Quant à nous, l'accès à la souveraineté, il n'y a pas d'ambiguïté là-dessus. Elle ne doit pas faire perdre quelques acquis que ce soit à ces travailleurs, acquis gagnés par la négociation de la convention collective, ni ne peut et ne doit servir de prétexte à la détérioration de leurs conditions de travail. Mais, ce n'est pas très très compliqué de surmonter cette difficulté. Déjà, vous le savez tous, 90 % de l'ensemble des travailleurs et travailleuses du Québec tombent sous la compétence du gouvernement du Québec. Et le reste, environ 10 %, à tous les niveaux, qu'ils soient syndiqués ou non, tombent sous la compétence du gouvernement fédéral.

Il s'agirait de prévoir à cette fin, dans un Code du travail amendé au Québec, ou dans toute autre législation, peu importe le chemin qu'on choisit, de prévoir que les accréditations qui ont été accordées et desquelles découlent des conventions collectives qui ont pu être conclues sous l'empire de quelque loi fédérale que ce soit, deviennent automatiquement, à l'égard des salariés du Québec, des accréditations accordées et des conventions collectives de travail qui découleraient de ces accréditations. Ce n'est pas un problème technique difficile ni compliqué à surmonter. Il y a des précédents dans ce domaine-là; le droit, dans le domaine des relations du travail, est très explicite. Ça ne devrait poser aucun problème, mais encore faut-il – et il est bon de le répéter – que ces travailleurs syndiqués puissent garder leur organisme sur le plan syndical, leur syndicat et, évidemment, les conventions collectives de travail qui ont été signées. Ils deviendraient par la suite des travailleurs québécois qui tomberaient sous l'empire de toutes les lois que le Québec s'est données dans le domaine du travail.

Pour ce qui est de votre toute première question, oui, nous le souhaitons, nous le disons

dans notre mémoire, qu'on en dispose rapidement. Les tergiversations ont assez duré. Il y a eu assez de commissions, d'études. On pourrait quasiment remplir cette salle de rapports de toutes sortes de commissions et de toutes sortes d'études et de tous les documents qui ont pu être écrits. On est rendu au point où il faut prendre une décision. Tout le monde le dit, tout le monde le répète, ceux qui nous ont précédés ici. Il faut faire rapidement. On ne peut pas se permettre de prolonger indéfiniment des débats qui vont devenir inévitablement oiseux plus on va les prolonger, et de décider de permettre au peuple du Québec de se prononcer de façon claire et aussi de façon rapide, sans aucun doute.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** M. Parizeau, je regrette, mais il vous reste trois minutes.

**M. Parizeau:** M. le Président, je voulais continuer dans le sens de ce que Mme Marois a abordé au sujet des fonctionnaires fédéraux. Je comprends bien, M. Daoust, ce que vous nous dites, c'est que dans un certain nombre de cas la transition d'un régime à l'autre ne sera pas compliquée. Chaque fois que les unités sont transportées comme telles, les postiers, alors là il n'y a pas de raison que les accréditations déjà accordées, les conventions collectives déjà conclues ne s'appliquent pas; enfin, il n'y a pas de problème de ce côté-là. Il faut s'interroger cependant sur ce qui va se produire dans le cas des fusions de services, des gens qui vont être... Tenez, il est tout à fait évident que dans le cadre que vous discutez, il ne va pas y avoir des délégations générales du Québec et puis des ambassades, n'est-ce pas? Il y a toute une série de services qui vont être amenés à fusionner, dont certains comportent à l'heure actuelle des fonctionnaires du Québec, et dans d'autres des fonctionnaires qui à l'heure actuelle travaillent pour Ottawa. Et là, il y a plusieurs hypothèses pour fonctionner, mais je vous avouerai que, quant à moi, je n'ai jusqu'à maintenant que soulevé des hypothèses. Il y a un problème de fusions, de façon à ce que les uns et les autres ne perdent pas ce que dans un autre cadre ils ont obtenu. Et c'est un vœu que j'exprime seulement en terminant, parce que je n'ai pas beaucoup de temps, mais je pense que personne ne peut donner un aussi solide coup de main pour aborder ces problèmes que la FTQ, justement parce que vous les représentez presque tous. Vous avez une sorte d'expertise là-dessus que vous êtes probablement les seuls à avoir. En un certain sens, il faudrait presque être en mesure de vous présenter les problèmes puis de vous laisser réagir à ça, en disant: Comment est-ce que vous régleriez ça de façon correcte? C'est dans ce sens où j'avais seulement un bémol lorsque vous disiez dans votre mémoire: Je pense

qu'il y a des cas simples d'intégration, très simples, et puis il y a des cas qui vont demander un peu plus d'imagination.  
(16 heures)

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Je pense que si vous donnez votre accord à la dernière proposition, M. Daoust, on aura couvert tout le temps.

**M. Daoust:** Très rapidement. C'est vrai que la FTQ a une incroyable expertise dans ce domaine-là, et de longues fréquentations. Ce n'est pas nouveau. Mais nous souhaitons, et ça c'est fondamental, que rien ne se fasse sans une consultation, une implication au plan des décisions et des projets qui vont se dessiner, d'eux, des syndicats les plus directement touchés, et de la FTQ aussi. Ces gens-là se sont choisis des syndicats qui conviennent à leur personnalité collective. Ils ont un enracinement de l'histoire; ils ont des conventions collectives, des relations de travail. Il ne faudrait pas faire en sorte que ça se désintègre et démantèle. Donc, essentiellement, dans tous ces projets et ces réalisations qui se feront, il faut que nos syndicats soient consultés ainsi que la FTQ.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Alors, nous abordons une autre période de questions et nous passons à M. Guy Bélanger.

**M. Bélanger (Laval-des-Rapides):** Je vous remercie. M. Daoust, MM. les représentants de la FTQ, bonjour. Je vous avouerai que - et je le disais à la blague, tout à l'heure, à M. Laberge - votre rapport ne contient aucune surprise pour moi. Je pense que votre position est très connue, publicisée et depuis longtemps établie. Il y a quand même des éléments qui m'apparaissent moins définis là-dedans ou moins clairs. Par exemple, vous parlez de certains outils, en page 8: "Les politiques macro-économiques constituent un premier élément que l'adoption d'une politique de plein emploi infléchirait nécessairement. Certains grands outils (commerce extérieur, monnaie)..." Dois-je comprendre là-dedans que vous préconisez une monnaie québécoise?

**M. Daoust:** Pour ce qui est de la monnaie, chez nous à la FTQ, il n'y a pas de dogme dans ce domaine-là. On l'a étudié, mais je pense bien qu'il faut avoir un éclairage de spécialistes, de constitutionnalistes et de gens qui jouent avec des concepts et des réalités de ce type. Nous ne nous prononçons pas quant à la monnaie. Va-t-il y avoir une monnaie québécoise, une monnaie canadienne? Je sais qu'il y a un tas de pays qui ont la taille du Québec que l'on souhaite et l'importance dans le domaine économique que le Québec peut se donner et qui ont leur monnaie. Je pense à de multiples pays européens. On peut tous les citer, dans le fond. Monnaie canadienne, monnaie québécoise... On estime que ce n'est

pas un faux débat, mais, d'abord et avant tout – on ne cesse de le répéter dans ce document – donnons-nous la plénitude des pouvoirs et, par la suite, dès le moment où on sera nanti de ce mandat qui se dégagera d'une volonté populaire, il appartiendra aux gens les plus hautement compétents dans le domaine de faire des propositions. Mais encore une fois, quant à nous, ce n'est pas un dogme. L'une ou l'autre, ce sera selon l'avis des experts qui nous éclaireront sur un sujet hautement technique, comme celui de la monnaie.

**M. Bélanger (Laval-des-Rapides):** Au niveau de la souveraineté que vous préconisez, quels sont les liens que vous voudriez garder avec l'ensemble du Canada, par exemple?

**M. Daoust:** Sans aucun doute, de multiples liens. La géographie nous y pousse, qu'on le veuille ou non. Là aussi, de très longues fréquentations peuvent et doivent nous convaincre qu'il faut maintenir des liens, la réalité économique, le monde du travail et les relations de toutes sortes. Il faudra maintenir des liens. Il ne faut pas oublier que le marché nord-américain, le marché canadien aussi bien pour le Québec que pour l'ensemble et le reste du Canada, s'influencent l'un l'autre. Alors, il y aurait des liens économiques, sans aucun doute. Et, au-delà des liens économiques et de bon voisinage – parce que ça, c'est tout à fait normal – nous sommes en faveur de l'interdépendance. La souveraineté ne contredit pas l'interdépendance, pas une damnée miette. Loin de là. La globalisation des marchés, la continentalisation de l'économie, comme on le dit dans notre mémoire, nous poussent inévitablement et inexorablement à maintenir des liens de toutes sortes avec le reste du pays. Plénitude des pouvoirs, là on décidera par traités, par conventions, par toutes sortes d'aménagements du type de relations qu'il faudra continuer à entretenir avec le reste du pays. Mais ce n'est pas une rupture, ce n'est pas une coupure, il y aura des liens. D'accord, on va couper le cordon ombilical, on va s'affirmer, on va s'épanouir, on va être nous-mêmes et on va négocier avec le Canada mais il y aura de multiples liens qui seront maintenus entre le Québec souverain et le reste du pays.

**M. Bélanger (Laval-des-Rapides):** Est-ce que je résumerais bien en disant que la souveraineté politique ou l'autonomie politique la plus complète, assortie de liens économiques négociables par traités comme vous le définissez, est-ce que je définis bien votre position en disant cela?

**M. Daoust:** Oui, c'est notre position. Plénitude des pouvoirs, souveraineté, un pays dans tous les sens du mot qui connaît, en fait, ses grandes orientations, qui les dessine lui-même, qui en dispose et qui doit maintenir des

liens avec l'ensemble de tous les pays du monde mais inévitablement... On souhaite, soit dit en passant, des liens avec le reste du pays et des liens avec les États-Unis...

**M. Bélanger (Laval-des-Rapides):** Je vous remercie mais comme le temps est très restreint, je vais céder la parole à mon collègue.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** M. Dauphin?

**M. Dauphin:** Oui, merci, M. le Président. Alors à mon tour, j'ai lu attentivement le mémoire de la FTQ. Je peux vous dire dès le départ que vous prenez position, contrairement à d'autres groupes qui vous ont précédés. J'aimerais peut-être vous amener sur le terrain de la politique linguistique ou une politique de population. C'est que dans l'éventualité d'un Québec souverain, vous dites à un certain moment donné, au niveau de la loi 101, qu'il faudrait peut-être, soit actuellement ou même plus tard, non seulement la maintenir mais la renforcer et j'aimerais vous amener sur le terrain de l'immigration. Ce qu'on vit actuellement avec l'immigration, c'est que la très grande majorité des nouveaux immigrants s'installe dans la région métropolitaine. Et nous connaissons évidemment l'attraction de la langue anglaise dans la région métropolitaine. Même avec un Québec souverain, verriez-vous d'un bon oeil toutes sortes d'incitatifs pour favoriser nos nouveaux immigrants à s'installer en régions, un peu comme le groupe qui vous a précédés, de l'importance des régions au Québec, d'essayer de différentes façons de favoriser un régionalisme avec l'immigration? J'aimerais vous entendre là-dessus.

**M. Daoust:** Vous avez raison, M. Dauphin, de mentionner que le gros de la population immigrante s'installe dans la grande région de Montréal. Il est intéressant de constater que 20 % de la population active de la métropole est une population immigrante. Ça veut dire qu'un travailleur, une travailleuse sur cinq dans le Grand Montréal est un travailleur qui vient d'un autre pays, quoi. Bon, et ça nous convainc qu'il faut absolument dégager toutes les politiques pour faciliter l'intégration des immigrants. Nous le disons dans notre mémoire, quand on quitte son pays, qu'on le veuille ou non, on se déracine et il faut prévoir des mécanismes d'intégration pour éviter les tensions sociales qui, sans politique d'intégration, ne cesseront de venir perturber le climat social dans une ville comme Montréal et dans une province comme le Québec. Ce qu'il faut mentionner, c'est qu'à l'égard du français comme langue de travail, quand un immigrant, quel qu'il soit, d'où qu'il vienne, décide de venir sur cette partie du territoire nord-américain, pour lui, qu'on le veuille ou non, il vient s'installer au Canada. Pour lui,

s'installer au Canada, ce qu'il en connaît, ce qu'il en a lu, ce qu'on lui a dit, c'est un pays où il y a deux langues officielles dont une est aussi partagée par un quart de milliard de Nord-Américains, avec l'influence que vous savez des États-Unis. Il connaît l'importance du français, aussitôt qu'il se renseigne et aussitôt qu'il vit dans notre milieu.

On ne peut donc pas les blâmer, les immigrants et immigrantes qui viennent ici, d'opter de temps à autre, le marché du travail les y invitant dans bien des cas, pour l'anglais. Ce qu'il faut, c'est des politiques d'accueil qui soient à la dimension du problème qui est le nôtre, qui nous permettent de faire de ces immigrants et ces immigrantes, à plus ou moins court terme, des citoyens, des citoyennes qui vont se franciser. Bon, politique d'accueil, je ne veux pas entrer dans tous les détails, politique d'appui, politique de formation, politique d'enseignement des langues, en fait, toutes ces politiques-là visent essentiellement le même objectif, c'est de faire en sorte que ces gens-là puissent vivre, travailler en français au Québec. Je reviens à ce que je disais, à ce moment-ci, et c'est un des fondements - ce n'est pas le seul qui nous fait opter pour la souveraineté - la démographie, pour le Québec que nous sommes, avec à peine et bientôt peut-être ses sept millions de citoyens et citoyennes, nous indique qu'il faut prendre tous les moyens pour consolider, solidifier notre présence en terre nord-américaine et notre présence qui s'exprimera en français. Et pour ça, il faut donc prendre tous les moyens voulus, et Dieu sait que les partages du pouvoir, des dédoublements, des interventions du gouvernement fédéral dans toutes les politiques que l'on sait, nuisent au Québec dans sa politique de francisation des immigrants.

Pour ce qui est de la décentralisation, sans aucun doute, on peut le souhaiter, et il faudrait avoir des incitatifs, éviter la "ghettoisation" des immigrants dans des quartiers ou dans des régions, mais pour ça, il faut être doté et tous les leviers, de tous les pouvoirs. Et il ne faut pas qu'on ait des embûches constitutionnelles qui ne nous le permettent pas, ou qui façonnent des espoirs chez les immigrants, et qui les invitent, dans certains cas, à ne pas opter pour une francisation aussi poussée qu'on le souhaiterait. Merci beaucoup.

**M. Dauphin:** Je crois que M. Rémillard...

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Je pense que vous désirez reprendre après, M. Rémillard?

**M. Rémillard:** Je peux le faire immédiatement, M. le Président.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Alors, allez donc.

**M. Rémillard:** M. Daoust, mesdames, messieurs, je veux tout d'abord, au nom du gouvernement, vous souhaiter la bienvenue et vous remercier d'avoir accepté de venir témoigner devant nous. Vous remercier aussi pour ce mémoire que vous nous présentez, un mémoire qui est bien fait, et qui, comme on l'a mentionné tout à l'heure, est clair. Vous êtes en faveur d'une politique qui, de fait, nous apparaît très clairement être l'indépendance du Québec. Je dis l'indépendance, parce qu'il y a peut-être deux façons de procéder. Ou bien on se dit: Il y a des parties de la maison qui nous conviennent encore, et protégeons-les, quitte à les améliorer, et on les conserve, quitte à ne pas conserver le reste de la maison, si c'est divisible. Ou bien, tout simplement, on met tout à terre, et on reconstruit en fonction d'un nouveau plan qu'on pourrait avoir. Lorsqu'on parle maintenant de plus en plus d'un contexte international de souveraineté, on parle souvent de relations de pays souverains avec de grands ensembles, donc de structures qui permettent à ces ensembles de pouvoir gérer des éléments communs. Et lorsqu'on parle d'indépendance, on parle peut-être, à ce moment-là, d'une plus grande latitude dans l'action politique, quitte à établir des liens moins substantiels avec d'autres États qui partagent certains éléments communs. Vous nous avez mentionné, qu'en ce qui regarde la monnaie, vous ne voulez pas vous prononcer à ce sujet-là; sur les relations internationales, les affaires extérieures, vous vous prononcez quand même, ce serait de la compétence du Québec. Donc, il s'agit d'une position très tranchée. Mais, à la page 16, en faisait référence à l'expérience européenne, vous dites que, dans la Communauté économique européenne, les pays ne cèdent pas de parties de leur souveraineté, alors que, quand même, on sait que la Commission européenne est indépendante politiquement. On sait que aussi la Cour de justice européenne, que le droit communautaire s'applique en prépondérance aux droits de chacun des États. Si une mesure réglementaire communautaire est en conflit avec une mesure d'un pays, c'est la mesure communautaire qui l'emporte par le jeu de la prépondérance.

Donc, dans ces pays qui respectent leur souveraineté, on a consenti quand même à avoir des institutions de suprastructure qui s'imposent au point de vue économique et, même, social-culturel à bien des égards. Est-ce que vous ne croyez pas que, ici au Québec, nous référant au marché commun canadien, par exemple, qui existe déjà, qu'on pourrait améliorer... On est en train de terminer des négociations avec les autres provinces et, si ça fait notre affaire, on pourra adhérer à ça. Mais, est-ce que vous croyez vraiment, M. Daoust, qu'il faut tout mettre à terre? Est-ce qu'on ne pourrait pas quand même construire et protéger des acquis qui nous sont quand même précieux pour nos travailleurs, pour



tous les Québécois et les Québécoises?  
(16 h 15)

**M. Daoust:** Quand vous citez notre mémoire, il faudrait peut-être poursuivre, et qu'on parle de cette Communauté économique européenne, on mentionne que ces pays-là ont seulement accepté librement de se donner les moyens de gérer leur interdépendance. Mais faut-il que, préalablement, ils l'aient, leur souveraineté? Et c'est ça qui est la différence essentielle.

**M. Rémillard:** Au nom de cette souveraineté...

**M. Daoust:** Ils l'ont, leur souveraineté.

**M. Rémillard:** Si vous me permettez, au nom de cette souveraineté que vous voulez acquérir, est-ce qu'il faut absolument mettre de côté les acquits que nous avons...

**Le Président (M. Michel Bélanger):** ...M. Rémillard, mais nous achevons, si nous n'avons pas déjà terminé, le temps de votre groupe.

**M. Rémillard:** Je respecte votre décision, M. le Président.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Ça va m'inspirer pour les autres, M. Rémillard.

**M. Rémillard:** Inspirez-vous, M. le Président.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Nous passons maintenant au groupe de questions des membres. Je cède d'abord la parole à M. Louis Laberge, non pas pour lui donner un avantage, mais, par un malencontreux accident, il n'a pas eu l'occasion de s'adresser à tout le groupe hier. Alors, il a, à double titre, le droit de parler le premier. M. Laberge.

**M. Laberge:** Eh bien! Merci, M. le Président. Oui, vous me prenez un peu par surprise, moi qui n'ai rien de préparé.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Quelle surprise, en effet!

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Laberge:** Si j'avais parlé, avant-hier, j'aurais certainement dit que, contrairement à ce que plusieurs peuvent lire dans les journaux ou entendre à la radio ou à la télévision, moi, je crois dans les possibilités de cette Commission d'arriver avec un rapport. J'y crois fermement parce que les gens qui se sont exprimés à date se disent très ouverts. Bon, il y en a quelques-uns qui ont parlé d'indépendance pure et dure. Je pense qu'il n'y a que ces gens-là, un ou deux,

qui ont parlé de ça. Je pense que tout le monde, on est tous d'accord pour dire que ça ne peut pas fonctionner comme ça et tout le monde rejette le statu quo.

Il y a peut-être des parties de la maison qu'on aimerait garder, mais ils nous ont mis dehors de la maison.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Laberge:** C'est assez difficile de choisir. Bon. Quelqu'un posait la question tantôt sur la monnaie. Mon cher Fernand, vous auriez dû leur dire: On n'a aucun problème avec la monnaie, on décidera ça après. Il n'y a pas de problème, les graveurs de monnaie sont membres chez nous.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Laberge:** On pourrait arranger ça. Évidemment, ce que le Québec s'attend de cette Commission, pas nécessairement que les 36 membres vont devenir tous d'accord, la parfaite unanimité sur tout. Je ne pense pas qu'on en arriverait à ça. Mais je pense que la Commission se doit d'arriver avec un rapport simple, très clair et qui va permettre à la population de prendre une position, éclairée, par rapport à ce qui se sera passé devant cette Commission, par rapport à ce qui se sera dit lors de ces présentations de mémoire, par rapport à ce qui aura été écrit dans les mémoires, par rapport à tout ça.

Il est bien évident qu'il y en a qui sont un peu gênés. Il y en a qui nous l'ont dit hier. Ils se sentaient difficilement chez eux. Bon. Le Président a essayé de les mettre à l'aise, mais, tout de même, c'est vrai que c'est impressionnant. Moi-même, quand je vous regarde... C'est exact. Écoutez, pour les deux jeunes dames et le garçon qui venaient de la Fédération des ACEF qui s'en viennent pour la première fois au salon rouge et qui regardent cette impressionnante assemblée, ça fait quelque chose, ça donne des petits papillons. À tel point qu'elle a dit, à une réponse, à un moment donné: Non, on n'ose pas se prononcer pour l'indépendance ou pour la souveraineté parce qu'on aurait peur de perdre des subventions. Elle s'est trompée et elle a dit: On n'ose pas se prononcer contre. Que je sache, il n'y pas beaucoup de danger là-dedans.

C'est impressionnant, et je pense que la population a le droit de s'attendre que cette Commission donne un rapport, donne l'heure juste. S'il y a possibilité d'entente, tant mieux; s'il n'y a pas possibilité d'entente, eh bien, au moins, s'il peut y avoir deux options, que les deux options soient clairement identifiées. On ne part pas à zéro, on part que le statu quo, c'est non. Même nos amis qui représentaient les tenants du parler français en dehors du Québec nous l'ont dit clairement; moi, je pense qu'ils ont été formidables. Et est-ce que le Canada anglais

va réagir si le Québec prenait la décision de la souveraineté? Moi, je ne le crois pas. Moi, je pense que quand le Canada anglais va voir de quelle façon magnanime on continue à traiter notre minorité anglophone au Québec, il ne pourra pas faire autrement que d'être plus large vis-à-vis de la minorité de parlant français à travers le reste du pays. Nous, ce qu'on veut, c'est un Québec démocratique et un Québec qui va y aller dans le respect des autochtones, dans le respect de notre minorité anglophone, dans le respect, bien sûr, des droits de la majorité aussi et dans le respect des autres minorités culturelles.

Ceci étant dit, nous représentons, à la FTQ, quand même, l'éventail d'à peu près ce qu'est le Québec d'aujourd'hui. Fernand Daoust a dit tantôt: Une centaine de mille membres viennent de juridiction fédérale, dont 35 000 ou 36 000 venant du gouvernement fédéral pour ces gens-là, chez nous. Nos anglophones chez nous, nos allophones chez nous, ça aussi, on en a une centaine de mille, quelque chose comme ça, étaient représentés lors de ce congrès spécial. Il faut vous dire qu'au congrès spécial, 2400 délégués, il y a eu 30 votes contre, il y a eu une centaine d'abstentions et tous les autres ont voté en faveur du oui, lors du référendum, avec enthousiasme. Ça, ce n'est pas juste les parlant français chez nous; les parlant anglais, les parlant italien, les parlant polonais, enfin, on représente tout ce monde-là et, moi, je trouve ça sensationnel parce qu'on voit ces embûches-là. Quand vient le temps de faire quelque chose, comme dans la formation professionnelle, comme essayer de se doter au Québec de régimes qui pourraient faire disparaître cette honte nationale qu'est le chômage épouvantable qu'on connaît au Québec depuis des années et des années. Là aussi, moi, je suis enthousiasmé; on a eu l'expérience là. 28 organismes différents, présidés par M. Béland, ont réussi à faire l'unanimité alentour de ce que ça nous prend au Québec pour se doter d'une véritable formation professionnelle, et ça prend le rapatriement de plusieurs pouvoirs, y compris celui de l'assurance-chômage, y compris de l'immigration, y compris tout ça, et il y avait des gens comme des représentants de la Chambre de commerce, de l'Association des manufacturiers canadiens, et je n'ai pas besoin de vous ajouter "secteur Québec". Le seul groupe important qui n'était pas représenté, malheureusement, c'est le Conseil du patronat. Mais tous les autres groupes ont réussi à faire l'unanimité. Si ça s'est fait alentour de forums pour l'emploi, je pense qu'on a des chances d'arriver à quelque chose, ici, de très clair, de très précis.

Est-ce que mes dix minutes sont expirées? Est-ce qu'il me reste encore un peu de temps?

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Vous n'êtes pas le genre d'homme à qui je devrais dire qu'il reste du temps, mais il vous reste une

minute et demie.

**M. Laberge:** Motadit! Je vous regardais et je ne voudrais pas vous indisposer.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Ça serait bien la première fois mais j'en profite pour dire que les gens en haut qui ont parfaitement raison d'admirer ce que vous dites, cependant, sont priés de ne pas applaudir!

**M. Laberge:** Alors, là je m'expliquerai pourquoi je n'aurai pas été applaudir!

Alors, M. le Président, c'est ça. C'est dans le plus grand respect des opinions de tous et chacun et de toutes et chacune qu'on va pouvoir arriver à quelque chose. Et je pense que c'est bien parti. Je pense que les mémoires qu'on a eus à date, bien sûr, qu'on aurait souhaité que certains se prononcent un peu plus clairement, d'autres peut-être un peu moins clairement mais enfin! Mais je pense que c'est bien parti. Je pense que les travaux de cette Commission ne déçoindront pas le Québec. Les deux coprésidents l'ont dit à quelques reprises déjà. Il faut que le rapport de la Commission arrive au moment qui a été prévu pour le rapport. Il faut que ce rapport soit clair et il faut que la population puisse se décider suite à ce rapport, sans tergiversation aucune. Alors, merci, M. le Président.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, M. Laberge. Je donne maintenant la parole à M. Jean-Pierre Hogue.

**M. Hogue:** Merci, M. le Président. Il ne sera pas facile après avoir entendu M. Laberge, de pouvoir faire mon devoir, mais je vais le faire quand même. Mme la vice-présidente, MM. les vice-présidents, M. Daoust, votre mémoire est assez facile à lire. Je l'ai lu avec attention. Et j'ai aussi lu votre introduction.

J'ai quelques questions à poser. Je procèderai de certains points que j'ai notés et que vous pourrez aussi noter. Vous me connaissez, vous connaissez mon implication dans le milieu. Nous sommes dans une même grande famille: les métallos, etc. Nous ne sommes pas assis sur la même chaise mais nous sommes dans la même grande famille et je me permets de dire que ça m'habilite à pouvoir parler ou poser des questions qui pourraient être viriles, perçues comme viriles dans certains milieux mais entre nous, en famille, ce sera seulement des questions comme on le fait dans la cuisine. Donc, on va se parler face à face.

Si on commence à la page 2, vous associez souveraineté et plein emploi, comme si ça allait de soi et peut-être que, comme votre mémoire est clair et facile à lire, vous pourrez clarifier si c'est possible encore davantage cette association que vous faites. Je l'ai vu comme si c'était allant

de soi. Vous dites, bien sûr. Alors, bien sûr ça veut quasi dire. À Ottawa, on dirait: "It goes without saying". À la même page, vous commencez à pointer les provinces à majorité anglophone qui nous ont fait le message, bon! Et vous associez ça à leur seul consensus. J'aimerais tout à l'heure que vous puissiez faire un court commentaire comme les miens. Cette situation est malsaine. Et on est dans une situation d'impasse. Il est temps de décider. Alors, il y a des points qui, pour moi, sont très importants. À la page 3, à la fin, votre énoncé est quelque chose! Vous n'y allez pas avec le dos de la cuillère. Les changements positifs qui sont intervenus le sont à cause de nous. Vous allez sûrement vouloir le commenter.

(16 h 30)

À la page 5, c'est comme si j'étais en train de corriger un examen. À la page 5, toujours le dernier paragraphe, là, je ne le comprends pas. Vous vous refusez d'entrer dans la bataille des chiffres. C'est une première pour un groupe syndical. Il me semblait que d'une façon générale vous tentiez toujours de séparer les clauses normatives des clauses salariales, et que les clauses salariales arrivaient juste avant la signature. Ici, vous refusez d'entrer dans la bataille des chiffres. Je l'accepte, mais seulement il faudra y venir de toute façon, comme on accepte que la culture soit antérieure à l'économie, on sait quand même que la culture ne peut pas vivre si on n'a pas cet aspect économique qui vient nous permettre de grandir.

À la page 7, "Le temps joue contre nous". Moi, j'avais souvent appris que le temps faisait bien des choses. Il fallait prendre le temps qu'il fallait pour... Tout à coup, vous arrivez avec ce qui pourrait être un hiatus, pour moi. Pourquoi le temps joue-t-il contre nous? Et le nous, c'est qui? Tout ce paragraphe là d'ailleurs, mais c'est surtout "le temps joue contre nous". À la page 9, vous savez, vous dites qu'il suffit de quelques mois de politique monétaire canadienne, nécessairement non ajustée aux besoins de l'économie québécoise, pour que disparaissent des milliers d'emplois, pour que des dizaines d'entreprises fassent faillite. C'est un énoncé que j'aimerais voir quantifié, puisqu'il est ici qualifié. À la page 11... Je pense que le temps passe, M. le Président? À la page 11, de toute façon, vous soulevez toute une problématique que vous réglez en quelques lignes, les quatre dernières lignes du premier paragraphe, vous réglez ça en quelques lignes. Pour moi, c'est toute une problématique. Vous pourriez l'identifier davantage.

M. Daoust, et je le dis sans méchanceté, mais je le dis avec la sorte d'ironie dont je suis capable, ou de blague dont je suis capable, je pense que votre mémoire, vous auriez dû lui mettre une couverture rose. Nous vivons, et vous le savez, dans une ère d'interdépendance, de globalisation. Si le besoin de composer avec deux sortes de gouvernements au Canada vous agace,

pensez-vous qu'un Québec souverain – et on a soulevé la question antérieurement – ne serait pas obligé de négocier? La réponse est "obvious", c'est oui, elle est patente; il serait nécessaire de faire des compromis, de faire des concessions, de modifier ses propres politiques. Pensez-vous que ces ententes risqueraient d'avoir un impact important sur les politiques sociales québécoises? Ça, c'est ma deuxième question.

Ma troisième, elle est simple. La FTQ... Quel est votre degré de souveraineté avec le CTC? N'êtes-vous pas une division ou une régionale québécoise de la CTC, ou, certains malins pourraient dire, une province de la CTC. Ça serait ma troisième question.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** M. Daoust, la période qui est déterminée pour le membre étant de dix minutes, votre réponse ne pourra peut-être pas être aussi longue que la question. Vous avez trois minutes, grosso modo.

**M. Daoust:** Mon Dieu, mais trois minutes! Je ne sais pas si vous donnez autant de temps à vos élèves pour répondre à toutes vos questions, mais trois minutes, c'est fort court. Je vais commencer par le plein emploi. C'est un problème que nous avons étudié abondamment à la FTQ. La conviction que nous avons, c'est qu'il est impossible de doter le Québec d'une politique de plein emploi, à moins que ce dernier ait en main tous les outils macro-économiques comme on dit, pour être en mesure de mener à bonne fin une telle politique. Vous lirez le vingt-sixième énoncé du Conseil économique du Canada. Ça vous connaît. C'est une institution fort respectée. Le dernier énoncé, où il est question de politique de plein emploi, le Conseil économique du Canada dit: On ne peut doter un pays d'une politique de plein emploi comme le Canada, à moins que les grandes décisions économiques soient hautement et fortement centralisées. Ça veut dire que toutes les politiques, tous les instruments qui sont essentiels pour mettre en place une politique de plein emploi nous échappent à ce moment-ci. Si on avait le temps, plus que trois minutes, et on pourra peut-être continuer à discourir tous les deux, on pourrait vous faire la preuve qu'une politique de plein emploi au Canada, c'est un mythe. Ce n'est pas un mythe au Québec dans la mesure où une volonté s'affirme. Faut-il qu'il y ait une volonté? Sans aucun doute. Nous, c'est notre projet de société. Puis il y a 300 000 chômeurs à ce moment-ci qui l'appuient, et 300 000 assistés sociaux au Québec qui souffrent de cette situation-là.

Si ce n'est pas une obsession pour une société de faire travailler l'ensemble de la population, je me demande ce qu'on fait quand on vit dans une société. C'est scandaleux, le chômage. Et c'est un des fondements, soit dit en passant: Jamais on ne pourra se donner une politique de plein emploi qui soit valable, à

moins d'avoir tous les outils indispensables à la mise sur pied d'une telle politique. Il me reste peut-être une minute. Le CTC, vous fréquentez Louis Laberge au sein de cette Commission, j'aimerais bien ça que les porte-parole du CTC soient ici pour répondre à votre question. Mais, écoutez, ce n'est pas la dépendance, ce n'est pas la subordination, ce n'est pas la minorisation – je viens de vous décrire un peu le Canada – ce n'est pas la faiblesse dans les négociations qui caractérisent les relations CTC-FTQ.

C'est la souveraineté la plus complète, soit dit en passant. On a la plénitude de la souveraineté, puis on a convenu de liens indispensables afin qu'on puisse mener des luttes syndicales dans tout le pays. Puis au lendemain, quand le Québec sera souverain, on aura des liens, puis ça découle du droit d'association, des liens, cette fois-là ils deviendront véritablement internationaux, on en a d'ailleurs avec les travailleurs américains, les travailleuses américaines, et on en a à l'échelle internationale, vous le savez, par des organismes qui sont fort connus. Alors, on n'est pas une province du CTC. Sapristi, le CTC nous connaît tellement, on s'est tellement affirmé. Ça fait 25 ans qu'on se bat à l'intérieur du CTC, et qu'on s'est donné tous les attributs pour être en mesure d'accomplir la tâche qui est la nôtre sur le plan syndical. Vous connaissez le Syndicat des métallos, puis si j'étais un prof, votre question, puisque c'est vous qui l'avez posée, vous qui connaissez le Syndicat des métallos, je vous coulerais bien rapidement.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Je vous arrête sur cette menace, M. Daoust, puisque le temps de M. Hogue est écoulé. Je passe la parole à M. Serge Turgeon.

**M. Turgeon:** Merci, M. le Président. Moi, contrairement à M. Hogue, je trouve, que ça vienne de Louis Laberge ou de Fernand Daoust, que ça coule de source tellement ça semble clair et limpide, et je pense que c'est une belle qualité de la FTQ.

M. Daoust, on voit que la FTQ est très sensible au problème de l'immigration, et pour cause. Je pense que vous avez bien raison. Vous avez bien expliqué tantôt à un député libéral un petit peu le type d'intégration d'immigration. Moi, je voudrais que vous soyez explicite quant à ce que pense la FTQ, quant à ce qu'un Québec souverain doit maintenir ou augmenter comme responsabilité vis-à-vis de sa minorité anglophone, le problème de la langue étant essentiellement un problème montréalais. Il faut régler le problème à Montréal, parce que si ça ne se passe plus à Montréal, ça risque de ne plus se passer bientôt ailleurs au Québec. Comment la FTQ envisage-t-elle ça?

**M. Daoust:** Louis Laberge l'a mentionné, c'est dans la plus grande ouverture d'esprit, la tolérance la plus inattaquable qu'on doit maintenir et qu'on doit façonner ce Québec, et qu'on doit maintenir les liens avec le groupe anglophone. Voici un groupe qui, historiquement, est au pays depuis fort longtemps, que nous connaissons bien, qui nous connaît bien, qui est doté d'un tas d'institutions à nulle autre comparables pour les francophones du reste du pays. Ça a été abondamment décrit et prouvé. Il n'est pas question d'aucune espèce de façon que leurs droits, dans un Québec souverain, soient atténués. Ils ont une place indispensable. Ils concourent à l'épanouissement du Québec, globalement parlant. Les relations que nous maintenons avec eux et que nous maintiendrons avec eux nous permettront de bâtir encore plus solidement un Québec comme on le souhaite.

Déjà, d'ailleurs... Et, là-dessus, le Québec, c'est l'une des terres d'accueil les plus généreuses, tout le monde le dit, tout le monde le sait, mais il n'est pas mauvais de le rappeler parce que des gens, en certains lieux, nous dénigrent là-dessus pour des raisons assez évidentes. Mais déjà le Québec – et on voit ça dans le préambule de la Charte de la langue française – fait état de son ouverture d'esprit. L'Assemblée nationale entend poursuivre, et je cite: "...cet objectif de faire du français la langue normale, habituelle du travail, de l'enseignement, des communications – de la culture, sans aucun doute, ça a peut-être été oublié – du commerce et des affaires. L'Assemblée nationale entend poursuivre cet objectif dans un esprit de justice et d'ouverture, dans le respect des institutions de la communauté québécoise d'expression anglaise et celui des minorités ethniques dont elle reconnaît l'apport précieux au développement du Québec."

Je ne peux pas m'empêcher de vous citer l'autre petit bout: "L'Assemblée nationale reconnaît aux Amérindiens et aux Inuit du Québec, descendants des premiers habitants du pays, le droit qu'ils ont de maintenir et développer leur langue et culture d'origine."

Donc, là-dessus, grande ouverture, tolérance, société d'accueil, solidarité qui doivent s'exprimer dans de grandes batailles comme celle de l'emploi. Il y a des travailleurs anglophones qui sont en chômage. Il y a surtout beaucoup de travailleurs et de travailleuses allophones qui subissent le sort d'un régime économique qui est gouverné par deux moitiés de gouvernement, deux demi-gouvernements qui se partagent des demi-pouvoirs. Donc, ouverture dans toutes les batailles, dans toutes les entreprises du Québec, mais dans un esprit de tolérance, tout en affirmant que le Québec, c'est, d'abord et avant tout, une société francophone qui doit se doter de moyens à nul autre comparables en Amérique du Nord, à cause de l'incroyable influence de cette mer anglophone qui nous entoure. Elle est là, il faut

en tenir compte, sans aucun doute. Mais il faut se doter de tous les moyens, être vigilants et avoir à l'égard des minorités qui habitent le Québec cette ouverture d'esprit, tout en tenant compte du fait que, nous autres, on a des droits... Je dis nous autres, l'ensemble des Québécois se donnent des droits et choisissent de faire du Québec une terre francophone. Merci.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Nous passons à M. Charles-Albert Poissant.

**M. Poissant:** Moi, M. Daoust, j'ai tellement aimé votre rapport que j'ai voulu avoir toute la période de questions exclusivement pour moi. Ça faisait penser à un jour où Bop Hope avait dit: Moi, cette année, je ne paierai pas d'impôt parce que j'ai pris la ville de New York comme dépendant.

Je suis un peu surpris de votre rapport parce que, d'une part, vous dites: Allons vers les Québécois et disons-leur tout simplement... Prenons la décision d'aller souverainistes et on leur expliquera, après, les détails. Si c'est la nouvelle philosophie des syndicats, moi, je suis très heureux qu'on pourra signer dorénavant, le patronat avec les syndicats, des contrats en blanc et on discutera des détails après. Ça, c'est une philosophie qui me plairait beaucoup.

Comment peut-on expliquer que - vous le dites ici, à la page 5 - "Emparons-nous d'abord des leviers politiques et économiques. Nous discuterons ensuite des actions à prendre." À la même page, un peu plus bas: "Un peuple ne saurait choisir son statut constitutionnel de la façon dont on choisit un régime de retraite, sur la base de rapports comptables." Dois-je vous dire que nous sommes encore obligés de faire des rapports comptables? Peut-on aller vers le peuple et tout simplement lui dire: Nous avons choisi ça; nous allons vous donner les détails après. Et, à la page 6: "C'est un débat qui doit appartenir à la population, et dont les enjeux dépassent les statistiques et les indicateurs économiques et encore, parce qu'on leur dira, après coup..."

(16 h 45)

Là, ça me surprend... d'ailleurs, dans vos remarques d'ouverture, vous avez dit, bon, on a parlé de la peur. Le phénomène de la peur, ce n'est pas tout à fait le phénomène de la peur comme celui de la sécurité que les gens désirent avoir, et Dieu sait que, dans les contrats de syndicats, vous demandez justement la sécurité d'emploi, pas parce qu'ils ont peur, vos employés, de perdre leur emploi, pour sécuriser leur gain-pain, pour faire vivre leur famille convenablement, et c'est dans ce sens-là, je pense, que vous demandez ces clauses-là dans vos contrats. Alors, ça me fait un peu peur de comprendre que, si c'est la nouvelle politique... Par ailleurs, à la page 20, vous dites: Quand il s'agira des membres, des employés de la fonction publique

fédérale, qui sont syndiqués, eux autres toutefois, il faudra voir, d'autre part, à sécuriser leurs acquis syndicaux. Est-ce qu'on va faire tout simplement une souveraineté qui ne va favoriser qu'un certain groupe d'employés syndiqués? Les autres, on ne vous donnera pas tout à fait l'heure juste, mais donnez-nous un contrat en blanc, nous allons vous renseigner suffisamment après coup.

Moi, M. Daoust, je voudrais que vous me donniez... évidemment, je vous ai dit au début que j'aurais aimé avoir toute la question exclusivement pour moi, parce que j'ai une multitude de questions à vous poser, on n'aura pas le temps, évidemment, de les passer toutes mais je suis un peu surpris de cette attitude-là. Vous parlez d'ailleurs, un peu plus loin, de nos relations avec les États-Unis; on ne devrait pas leur donner plus d'importance qu'il ne le faut, sachant que le Québec exporte possiblement 80 % de ses produits aux États-Unis. Petit pays, maintenant, va dire aux États-Unis: Vous savez, nous ne sommes plus une filiale des États-Unis, nous n'avons jamais été une filiale, il ne serait pas question de devenir filiale. Toutefois, c'est un grand frère important et quand il s'agira de discuter d'économie avec lui pour créer, stabiliser les emplois, à l'heure actuelle, je pense qu'on ne pourra pas tout simplement dire: Non, on prendra nos distances. M. le Président, c'est une multitude de questions, M. Daoust, et j'en aurais d'autres, évidemment, mais je vais vous laisser répondre d'abord à celles-là.

**M. Daoust:** M. Poissant, il ne faudrait pas que vous lisiez notre mémoire et que vous lui donniez cette interprétation-là, et je vais essayer d'être précis avec vous. On a dit, nous: Quant au projet de société, comment ce Québec-là, éventuellement, va se préciser? Ses grandes orientations politiques, sociales et économiques nous intéressent au plus haut point. On en a un projet de société que vous connaissez sans aucun doute, qui est public de toute façon, où on aborde un tas de problèmes comme ceux que vous avez soulevés, où on parle de recherche et de développement, où on parle de productivité, où on parle d'information économique, de formation économique. Et Dieu sait que la FTQ, là-dessus, on en fait état dans notre mémoire, a été à l'initiative, par son Fonds de solidarité des travailleurs du Québec, de la circulation de l'information, de l'accès à l'information, toujours dans le but de la création et du maintien d'emplois.

On parle, du plein emploi dans notre document et on parle de formation professionnelle. En voici des faits. Vous semblez vouloir nous faire dire: Choisissez la souveraineté, on vous expliquera ça par la suite. Écoutez là, tout de même! Vous savez, on fait le tour du Québec, c'est un débat qu'on connaît depuis bien avant 1980, qu'on aborde partout, qu'on aborde dans

nos milieux à nous, qui ne sont pas toujours faciles, pour toutes sortes de raisons, à cause de leur composition multiculturelle. Ne vous imaginez pas qu'on n'a pas des dizaines et des dizaines de questions, mais on a dit: Dans le Québec qui va se façonner, qu'on veut façonner, il appartiendra aux formations politiques de proposer des projets de société. D'abord et avant tout, devant la faillite incroyable qui fait ce qu'on est ou qui ne fait pas ce qu'on devrait être, mais qui nous a plongés dans ce qu'on vit depuis tellement d'années au Québec, affirmons la souveraineté, la plénitude des pouvoirs, après ça... On est des négociateurs professionnels, vous en êtes un, on en est tous, qui n'est pas négociateur, bon?

On le sait fort bien qu'il va falloir négocier point par point avec l'autre partie de ce pays-là, qui s'appelle le Canada, des tas de choses. Ce n'est pas vrai qu'on dit aux gens: Un acte de foi, souveraineté, point à la ligne, après ça on verra. Ça c'est des arguments de peur, ça c'en est des arguments de peur, M. Poissant, et je ne peux pas m'empêcher de vous le dire, parce que vous aussi vous nous connaissez un peu. Vous nous fréquentez, et ce n'est pas vrai qu'on dit ça. On n'a pas l'intention de dire ça, sauf qu'à un moment donné, je reviens à ce que vous dites, on n'a pas objection à parler de chiffres. Mais pour nous, on a la mémoire aussi, on a la mémoire d'il n'y a pas tellement longtemps, bien il y a à peine quelques jours. N'est-il pas un premier ministre que vous connaissez fort bien, M. Hogue, qui, à un moment donné, dans une réunion, à Baie-Comeau, a eu un mot, que par la suite il a regretté un peu, je pense?

Je ne veux pas reprendre tout ce que le premier ministre du Canada a dit à l'égard des pensionnés de Baie-Comeau. Mais on sait que ça risque d'être le danger, à un moment donné, l'épouvantail à moineaux à l'égard de tout l'aspect économique, et c'est pour ça qu'on ne veut pas que le débat soit exclusivement là-dessus. Et dans notre document, je vais vous le retrouver, rapidement, à la page 6: "Cet aspect nous paraît d'autant plus menaçant que, depuis les années quatre-vingt, au Québec comme partout, les difficultés économiques persistantes ont amené à secondariser les enjeux culturels et sociaux et, dans le cas du débat constitutionnel, l'enjeu spécifiquement national."

Bon, alors c'est un peu ça qu'on veut dire dans notre document. Il y a de multiples facteurs dont il faut tenir compte, des aspirations profondes qui s'expriment et qui, inévitablement, doivent tenir compte de l'ensemble, pas rien que de l'économie, mais de l'ensemble de tous les facteurs. C'est ça qu'on a voulu dire, M. Poissant.

**M. Poissant:** M. Daoust, si vous me permettez, je n'ai pas donné d'interprétation à votre rapport, à moins que je n'aie pas le bon rapport.

Mais, à la page 5, vous dites, à l'avant-dernier paragraphe: "Emparons-nous d'abord des leviers politiques et économiques. Nous discuterons ensuite des actions à prendre." Si je donne une interprétation à ça, peut-être que mon français n'est pas aussi bon que les autres.

Une dernière question, M. le Président, si vous me permettez.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Vous avez malheureusement presque épuisé votre temps. Qu'elle soit très brève.

**M. Poissant:** On s'est fait dire, depuis trois jours, que des problèmes que j'accepte, c'est les dédoublements des services entre le Canada et le Québec. Je vais tout simplement donner un exemple bien simple, et là-dessus je me rapproche très près de ce que M. Parizeau a dit tout à l'heure, un exemple très simple: Nous allons rapatrier, en supposant, l'impôt sur le revenu. Je ne sais pas combien il y a d'employés d'impôt sur le revenu qui travaillent au Québec, pour le fédéral. Qu'est-ce que vous allez leur dire, parce que nous allons leur dire qu'après coup, mais vous, vous allez avoir un problème à leur dire, parce si on ne veut pas dédoubler les fonctions, là, remarquez bien, il ne va y avoir qu'un seul percepteur des impôts au Québec, et à tout ce monde-là, vous allez avoir à leur dire; qu'est-ce que vous allez leur dire?

**M. Daoust:** Bon, on l'a mentionné un peu plus tôt, c'est entendu que ces 35 000 fonctionnaires du gouvernement du Canada qui travaillent au Québec ont leur place au Québec. Écoutez...

**M. Poissant:** Bonne chance!

**M. Daoust:** ...Inévitablement, ils vont inévitablement, selon leur secteur de compétence, être utilisés dans des champs d'activité pour lesquels ils ont une expertise. Mais on l'a dit au début, M. Poissant, il faut absolument que les syndicats impliqués qui ont négocié les conventions collectives de travail soient lourdement, encore une fois, associés à tout, en fait, tout ce processus. On ne peut pas leur dire d'autre chose qu'ils vont être des Québécois à part entière et qu'ils vont concourir, comme l'ensemble des Québécois, aux grandes orientations que va se donner la société du Québec.

**M. Poissant:** Merci.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** La parole est maintenant à M. Lucien Bouchard.

**M. Bouchard:** Je voudrais d'abord vous féliciter, M. Daoust, pour la qualité du mémoire que vous avez fait, et surtout pour le fait qu'il s'agit du premier mémoire qui s'engage dans le champ du comment et qui aperçoit déjà la

possibilité qu'il y ait une bifurcation sur deux branches: la souveraineté, le fédéralisme renouvelé, et qui se pose des questions. Comment ça va se mettre en œuvre? Et comment ça va se départager? Moi, je suis très heureux que vous invitiez la Commission à se pencher là-dessus parce que c'est une chose de définir des projets plus ou moins agréables, plus ou moins utopiques et c'en est une autre de déterminer comment ça va pouvoir se réaliser, tout ça, dans le concret. Parce que, au lendemain de la Commission, un rapport comme celui qu'on va devoir émettre, ça comporte, de la part d'un gouvernement, l'obligation de le transformer en réalité.

Je suis très content que, par exemple, vous indiquiez dans votre mémoire aux pages 24 et 25 que, de toute façon, les conclusions de la Commission, qu'elles soient consensuelles ou qu'elles soient diversifiées, devront être soumises à un référendum. Donc, pour vous, le référendum, ça doit être un instrument.

Je voudrais, plus immédiatement, vous demander si vous ne pensez pas que cette démarche de la Commission, cette démarche de savoir comment on fait les choses, comment on les réalise, ça ne devrait pas aussi s'effectuer en rapport avec chacune des deux branches des hypothèses. Par exemple, on a longtemps accusé les souverainistes d'être rêveurs, d'avoir conçu un beau rêve, un beau pays, etc. Mais comment on fait ça? On se rappelle. Ça fait 15 ans que les souverainistes se font dire cela. Mais aujourd'hui, les gens qui vont professer, en supposant qu'il y en ait, qui vont professer le fédéralisme renouvelé, est-ce qu'ils ne sont pas en train de rêver, eux aussi, en s'imaginant que ça peut se renouveler, le fédéralisme? Parce que, être pour le fédéralisme renouvelé, c'est aussi penser que ça peut se renouveler. Ça fait partie du fédéralisme, ça, sa capacité de se renouveler.

Alors, est-ce qu'on peut, aujourd'hui, à partir, par exemple, d'un rapport comme celui de la Chambre de commerce d'hier, qui a été entériné par à peu près tout le monde du secteur économique qui est passé par la suite est-ce qu'on peut s'imaginer que ça, c'est une véritable option aussi, aujourd'hui, que le fédéralisme renouvelé? Est-ce qu'on peut le renouveler, le fédéralisme? Est-ce que vous ne pensez pas que la Commission va devoir examiner la question? C'est-à-dire, à la lumière de ce qui vient d'arriver au Canada et au Québec, à la lumière des 10, 15, 20 dernières années, et même plus, de toutes ces tentatives ratées de refaire le lit, de sauver la maison, comme disait M. le ministre Rémiillard. Est-ce que la Commission ne devrait pas porter un jugement de valeur dans sa recommandation au gouvernement pour savoir est-ce que ça peut se réaliser comme option, ce genre de fédéralisme renouvelé? Et ceux qui vont le défendre au sein de la Commission, et je les respecte pour le faire, est-ce qu'ils ne devront pas se poser également des questions en termes

de rapport de forces?

M. Poissant a utilisé, avec raison en très grande partie, l'allégorie pertinente de la négociation. Et vous, M. Daoust, qui êtes un négociateur, et M. Poissant qui est appelé souvent dans ses affaires à négocier avec les syndicats et avec d'autres partenaires d'affaires, sait bien qu'il y a une dimension essentielle dans une négociation, c'est le rapport de force. Autrement dit, quel est le rapport de force qu'un gouvernement aurait à Québec pour aller défendre à Ottawa un fédéralisme complètement renouvelé? C'est ma question, pour commencer.  
(17 heures)

M. Daoust: Clément Godbout me mentionnait, et je vais le dire tout haut: M. Poissant, M. Hogue et les autres le savent fort bien qu'il n'y a pas un employeur qui va négocier avec un syndicat, à moins que ce dernier ne fasse la preuve qu'il a la majorité des travailleurs et des travailleuses dans son entreprise qui veulent et qui souhaitent un syndicat et qu'il ait ce qu'on appelle, dans notre jargon à nous, une accréditation.

Le Québec n'en a pas, d'accréditation, dans le sens où nous on l'entend. On est liés, comme vous le savez, et on a beau parler de fédéralisme renouvelé, Dieu sait qu'on en entend parler de ce type de fédéralisme depuis, comme vous l'avez mentionné, 15 ou 20 ans. À la dernière campagne référendaire, le premier ministre Trudeau s'est promené sur toutes les estrades et, surtout, à des moments fort précis, a dit au peuple québécois: Si vous votez oui... non. Je m'excuse, c'est un lapsus. Si vous votez non au référendum, c'est un oui à un changement constitutionnel d'importance. Il y en a qui l'ont cru, puis... J ne veux pas les blâmer. Ne revenons pas sur des débats ou, du moins, sur des attitudes qui ont été prises à ce moment-là. On évolue, et nous le souhaitons.

Qu'est-ce qui a été changé? C'est de pis en mal, pour être bien franc. Le moment le plus évident, ça a été le lac Meech, minimalement. Je ne vous en veux pas, M. Rémiillard et ceux qui vous accompagnaient, mais on demandait des choses minimales. Là, on s'est fait rejeter du revers de la main. Quelle que soit la façon dont ça s'est fait, ça n'a pas fonctionné. C'est pour ça que, devant les résultats du référendum, ce qu'on nous a dit à la suite de ce qui s'est passé en 1982, de ce qu'on a connu, les négociations autour d'un accord, celui du lac Meech, de 1987 à 1990, tout ça nous a amenés et nous amène encore plus, nous confirme, nous solidifie dans nos orientations que ce n'est pas possible, qu'il faut absolument, pour reprendre une expression que vous connaissez, M. Hogue, dans l'honneur et dans la dignité, mais pour le vrai, cette fois-là, avec la plénitude des pouvoirs, comme on dit, avec les mandats, un peu comme on les obtient sur le plan syndical, qu'on négocie sur un pied d'égalité avec notre vis-à-vis au Canada.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Je vous arrête...

**M. Daoust:** C'est pour ça que le fédéralisme renouvelé, quant à nous, on n'y croit plus, on n'y croit pas.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Je vous arrête, M. Daoust, parce que je pensais que la phrase était terminée, pour vous dire que notre temps est épuisé. Il me reste à vous remercier, ainsi que les membres de votre délégation, Mme Vaillancourt, M. Roy, M. Godbout, M. Ducharme et M. Lavallée, de votre présentation, de votre patience et du détail que vous avez apporté dans les réponses, et à vous prier, en vous retirant, de passer le plus vite possible dans l'antichambre pour que ceux qui veulent vous féliciter aillent le faire là et non ici, pour que l'autre groupe puisse prendre rapidement place à la table. Merci.

Alors, Mesdames, Messieurs, si vous voulez bien prendre place pour que nous puissions reprendre la séance avec la Commission des droits de la personne du Québec. Je rappelle au groupe qui va témoigner que celui qui le préside a dix minutes pour présenter le mémoire qui a été lu par les membres de la Commission, et qu'ensuite, nous passerons aux questions. M. Lachapelle va présenter le mémoire et vous voudrez bien, d'abord, nous présenter les gens qui vous accompagnent.

#### **Commission des droits de la personne du Québec**

**M. Lachapelle (Jacques):** Alors, merci, M. le Président, Mesdames et Messieurs. Il me fait plaisir de vous présenter les gens qui m'accompagnent ce soir. D'abord, Mme Geneviève Hector qui est commissaire à la Commission des droits de la personne; Me André Morel, à ma gauche qui est commissaire, professeur de droit à l'Université de Montréal; M. Wolde-Giorghis, qui est directeur de la recherche à la Commission des droits de la personne du Québec.

Je dois vous dire, M. le Président, Mesdames et Messieurs, c'est avec beaucoup de plaisir et d'honneur que nous avons accepté cette invitation de venir devant cette Commission exposer les quelques réflexions de la Commission des droits de la personne du Québec. Nous espérons que ces réflexions vous seront utiles dans votre travail, c'est notre plus profond souhait.

Dans le cadre de l'accomplissement de son mandat, la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel sera amenée à traiter de la nature des rapports entre les Québécois et Québécoises et le pouvoir, c'est-à-dire de la place qui sera réservée aux droits et libertés des premiers face au second.

Quelle que soit l'hypothèse retenue à la

suite des délibérations de cette Commission, la Commission des droits de la personne du Québec a la ferme conviction qu'il faudra veiller à ce que les Québécois et Québécoises jouissent pleinement de leurs droits et libertés, et que ceux-ci aient la meilleure garantie de protection possible.

À cet égard, il est très significatif de constater que l'Assemblée nationale a tenu à rappeler le profond attachement du Québec à ces principes, dans la loi créant votre Commission, principes qui orienteront, sans nul doute, les délibérations de celle-ci et en constitueront une importante toile de fond.

La Commission des droits de la personne du Québec, en ce qui la concerne, s'intéresse à plus d'un titre aux débats qui s'instaurent au sein de votre Commission. Notamment, le législateur l'a chargée du mandat de la promotion des principes inscrits dans la Charte des droits et libertés, et il est de la plus haute importance pour elle de se préoccuper du sort qui sera réservé aux droits et libertés de la personne lors de la redéfinition du statut politique et constitutionnel du Québec, et des garanties qui seraient prévues pour assurer à ces droits et libertés une protection efficace. Elle abordera, dans le présent mémoire, les points suivants: Les vertus de l'insertion des droits et libertés des Québécois et Québécoises, soit dans la Constitution canadienne, soit dans une Constitution du Québec. La nature et la portée des droits et libertés constitutionnalisés, et enfin, le sort de la Charte actuelle et le rôle de la Commission des droits de la personne.

Tout d'abord, donc, les vertus de l'insertion des droits et libertés des Québécois et des Québécoises.

Quelle que soit l'option que recommandera votre Commission aux termes de ses travaux, nous croyons qu'elle devrait examiner la possibilité et l'opportunité d'aller plus loin encore que ne le fait actuellement la Charte québécoise dans la protection des droits et libertés. Cette Charte québécoise, comme on le sait, est sûrement une charte extrêmement avant-gardiste, va même au-delà de ce que peut garantir la Charte canadienne des droits et libertés.

Donc, nous croyons qu'en constitutionnalisant cette Charte, on pourrait aller beaucoup plus loin. Au demeurant, selon nous, la constitutionnalisation des droits et libertés est en mesure d'adopter la plus haute et la plus complète garantie contre toute atteinte.

La nature et la portée des droits et libertés à consacrer dans un texte constitutionnel. Nous voulons présenter ici quelques réflexions sur des aspects plus nouveaux de ce que devrait, à notre avis, comporter une charte constitutionnelle pour le Québec, à savoir, un énoncé des droits économiques et sociaux, ainsi que des principes fondamentaux concernant les droits des autochtones, les droits linguistiques et les droits des



minorités ethniques. Nos propos relatifs aux droits des autochtones et ceux des minorités ethniques seront d'autant plus importants que ces deux groupes ne sont pas représentés comme tels au sein de votre Commission. Comme on le sait, le Québec a adhéré, en 1976, au pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, presque au même moment où la Charte québécoise des droits et libertés de la personne est entrée en vigueur, laquelle, on le sait, consacre un chapitre entier à ces droits. Même si nous sommes conscients que ces droits ne se prêtent guère aux garanties rigides propres à une constitution, et ne sont souvent qu'un objectif idéal à atteindre graduellement, il n'en demeure pas moins que leur reconnaissance est l'un des fondements de la justice et de la paix qu'évoque solennellement le préambule de la Charte.

Les droits des autochtones. Comme la récente crise d'Oka nous l'a rappelé, il est de la plus haute importance pour la société québécoise d'établir avec les autochtones des rapports harmonieux fondés sur le respect et la confiance mutuelle, sur la reconnaissance de certains droits spécifiques à préciser, de concert avec eux. Il importe de rappeler dans ce contexte que le 9 février 1983, le gouvernement québécois avait approuvé 15 principes portant sur les relations entre le Québec et les peuples autochtones du Québec. Plus tard, le 20 mars 1985, l'Assemblée nationale avait adopté une résolution pressant le gouvernement du Québec de poursuivre les négociations avec les nations autochtones en se fondant sur les principes retenus en 1983.

Une année plus tard, en 1986, le gouvernement du Québec avait décidé de mettre l'accent sur le développement économique des autochtones et de traiter, je cite "de la façon la plus dynamique et la plus juste possible les revendications territoriales".

La question du développement économique devient, en effet, primordiale quand on songe aux conditions de vie des populations autochtones au Canada: taux de chômage nettement plus élevé que la moyenne, une sous-scolarisation manifeste et un niveau de revenus le plus bas au Canada.

Dans l'hypothèse où le Québec opte pour une constitution distincte, il faudrait que les droits des autochtones soient en priorité redéfinis en consultation évidemment avec les intéressés eux-mêmes.

De plus, il importe de signaler l'intérêt de plus en plus marqué des forums internationaux et particulièrement des organismes des Nations-Unies chargés de la promotion des droits de l'homme pour les questions autochtones. Une déclaration universelle sur les droits des autochtones est en cours d'élaboration par un groupe de travail de l'ONU et le projet énumère une série de droits que les États sont appelés à mettre en œuvre, auxquels il y aurait lieu de se référer lors de la redéfinition des droits des autochtones.

Les droits linguistiques, maintenant. Il est difficile, dans le contexte québécois de dissocier les droits linguistiques de l'ensemble des droits et libertés de la personne. Dans la loi instituant cette Commission extraordinaire, le législateur semble chercher un certain équilibre entre les droits de la majorité francophone et ceux de la minorité anglophone.

En effet, il est vrai qu'au Québec les droits de la majorité de créer des situations favorables à l'utilisation de sa langue, dans un cadre nord-américain majoritairement anglophone, doivent être respectés. Mais, il est tout aussi important de ne pas aller au-delà de ce qui est requis pour assurer ce respect.

La Commission recommande que les grands principes en matière linguistique soient inscrits au même titre que les autres droits et libertés, dans une loi fondamentale et soumis aux mêmes limites sans établir une hiérarchie quelconque.

Les droits des minorités ethniques. Sous le chapitre "Droits économiques et sociaux" le législateur, s'inspirant des textes internationaux qui traitent de cette question, avait, dès 1975, inscrit à l'article 43 qui énonce ce qui suit: "Les personnes appartenant à des minorités ethniques ont le droit de maintenir et de faire progresser leur propre vie culturelle avec les autres membres de leur groupe." En inscrivant ce droit, le législateur reconnaît aux communautés culturelles le respect de leur identité, leur accorde implicitement une protection de leurs valeurs propres. (17 h 15)

Lorsque l'Assemblée nationale a approuvé à l'unanimité, le 10 décembre 1986, la déclaration du gouvernement sur les relations interethniques et interraciales, elle y a réaffirmé sa volonté de continuer à promouvoir la représentation des différents groupes ethniques, raciaux et culturels dans tous les secteurs de la vie nationale et la participation de ces groupes au progrès économique, social et culturel du Québec. À cet égard, notre Commission propose d'inscrire le droit des minorités ethniques de participer pleinement, en pleine égalité, à la vie publique et au développement du Québec.

Le sort de la Charte actuelle et le rôle de la Commission des droits de la personne. La Charte québécoise des droits et libertés de la personne régit non seulement les rapports entre les particuliers, mais elle lie également la Couronne. Donc, si les dispositions de la Charte relative aux rapports entre l'État et l'individu sont élevés au rang de droits fondamentaux constitutionnalisés, il importe de s'interroger sur le statut que conservera la Charte et sur ce que sera le rôle de la Commission des droits de la personne sur ce sujet. Notre mémoire d'ailleurs est beaucoup plus abondant sur cette question, et on pourra y référer au moment opportun.

Quelques recommandations. La Commission des droits de la personne a tenté, dans ce bref exposé, de suggérer aux membres de la Commis-

sion sur l'avenir politique et constitutionnel quelques réflexions dans le but légitime d'assurer le plus efficacement possible la protection des droits et libertés au Québec et une meilleure garantie pour leur exercice. À cet égard, nous proposons et ce, indépendamment de l'option constitutionnelle retenue, ce qui suit:

1° L'intégration dans un texte constitutionnel des droits et libertés reconnus à toute personne dans la société québécoise, en vue d'assurer le respect et les conditions d'exercice efficaces de ces droits. Cette intégration se ferait soit dans la Constitution canadienne: dans ce cas, elle ne lierait que le Québec; soit dans la Constitution du Québec, si le Québec s'engageait dans la voie de la souveraineté.

2° Parmi ces droits ainsi constitutionnalisés devraient figurer les droits politiques, les droits judiciaires, les droits économiques, sociaux et culturels, et les droits des minorités ethniques.

3° Prévoir des dispositions claires et spécifiques portant sur les droits des autochtones au Québec, en consultation avec les intéressés, avec l'objectif de les insérer dans un texte constitutionnel.

4° Élever au rang de droits fondamentaux les droits linguistiques de la majorité francophone et ceux de la minorité anglophone de la société québécoise.

5° Réviser en conséquence la Charte québécoise actuelle et confirmer le rôle de la Commission des droits de la personne.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, M. Lachapelle. Nous allons commencer maintenant par le bloc de questions du parti gouvernemental qui, comme il s'agit d'une présentation d'une heure, a droit à un total de 10 minutes, et c'est Mme Pelchat qui commence.

**Mme Pelchat:** Merci, M. le Président. Comme vous le soulignez, on a droit à dix minutes. C'est la raison pour laquelle je vais essayer d'être brève. M. Lachapelle, j'aimerais vous remercier d'avoir accepté de nous présenter cet excellent mémoire. J'ai deux questions à vous poser. La première: En novembre 1983, la Commission des droits a présenté un mémoire ici à l'Assemblée nationale à une commission parlementaire. La Commission recommandait que l'on modifie, que le gouvernement modifie l'article 58 de la loi 101 en vue de permettre l'utilisation dans l'affichage public, et là, je cite la recommandation de la Commission: "...en vue de permettre l'utilisation dans l'affichage public et la publicité commerciale des langues autres que le français, mais à la condition et sous réserve que le français demeure prépondérant". Connaissant les modifications à l'article 58 avec la loi 178, adoptée en 1988, j'aimerais savoir en quoi votre position différerait, advenant que l'on élève au rang des droits fondamentaux, comme vous le recommandez, les droits linguistiques.

C'est ma première question. Ma seconde question: J'aimerais savoir si, à votre connaissance, les droits et libertés sont plus en danger ou moins bien protégés, comme certains ont l'air de le prétendre, dans un pays où on retrouve un gouvernement unitaire, contrairement à une fédération. Je ne partage pas cette opinion-là, mais j'aimerais vous entendre là-dessus, et je rappelle que M. Rémillard a une question après, dans ces petites dix minutes-là. Merci.

**M. Lachapelle:** Sur la première question, peut-être que j'aimerais me référer au texte... C'était effectivement l'avis de la Commission en 1983. Écoutez, je pense que depuis lors il y a eu de nombreux événements qui se sont produits et un jugement de la Cour suprême, qui est venu en quelque sorte confirmer ce que la Commission des droits de la personne avait dit. Également, il y a eu une autre loi, la loi 178. Il est bien évident que, dans le domaine de la langue, la langue ce n'est pas... On ne peut aménager de façon absolue des droits dans le domaine des langues. Il faut quand même y faire certains aménagements. La loi 178 est venue faire ces aménagements. La Commission des droits de la personne, bien sûr, conserve toujours la même opinion sur le sujet. Mais on reconnaît, bien sûr, qu'une loi 178, adoptée par un Parlement souverain et démocratique, vienne ainsi confirmer des droits, même si la Commission des droits de la personne continue à penser que ce que nous avions suggéré à l'époque était tout à fait acceptable.

Maintenant, vous aviez soumis une deuxième question. J'aimerais peut-être laisser à mon collègue, Me André Morel, le soin de vous donner une réponse à cette question.

**M. Morel (André):** Je pense que je partage votre idée, Madame. Je ne crois pas qu'on puisse facilement ériger, en principe, le fait que des droits seraient mieux protégés dans un pays fédéré que dans un pays unitaire. Évidemment, il y a eu dans notre histoire, pas tellement ancienne, des cas où on peut dire que des décisions des tribunaux ont protégé des droits et des libertés. Quand on dit cela, on pense surtout à une série de décisions rendues par la Cour suprême du Canada dans les années cinquante, que ce soit l'affaire Roncarelli ou d'autres affaires de ce genre. Mais les années cinquante, c'était une époque où ni au Québec, ni au niveau constitutionnel canadien, ni au niveau fédéral, il n'y avait de lois ou de documents qui, de façon explicite et directe, protégeaient les droits ou les libertés, ce qui fait que, dans ces années-là, le moyen que l'on utilisait lorsque l'on voulait s'attaquer à une loi qui nous paraissait contraire à certains droits ou libertés, c'était d'utiliser la technique du partage des compétences et de prétendre que, par exemple, telle loi que le Parlement du Québec avait adoptée à un moment

donné n'était pas de sa compétence parce que c'était du droit criminel, parce que, en général, c'était toujours l'argument. Et les tribunaux pouvaient reconnaître que, par exemple, la loi sur le cadenas était de nature criminelle et donc qu'elle était invalide puisque le Québec ne peut pas légiférer dans ce domaine. Mais il faut bien se rendre compte aussi que lorsqu'un tribunal dit, comme cela: Telle loi, qui a été adoptée par une province, n'était pas de sa compétence ce que ça veut dire, c'est que le lendemain matin, le Parlement fédéral, lui, peut adopter la même loi et elle sera parfaitement valide puisque, par définition, par hypothèse, elle sera de sa compétence. Mais je pense que nous vivons maintenant à une époque où les droits et libertés, on a d'autres moyens, qui sont des chartes, pas mal plus directs et plus utiles de les protéger que ce soit la Charte canadienne ou la Charte québécoise et puis, par ailleurs, je peux peut-être rappeler que dans l'histoire de la législation et du pouvoir exécutif fédéral, il y eu un certain nombre d'actes qui ne sont pas particulièrement à l'honneur du Canada en matière de droits et libertés, qu'il s'agisse de la façon dont le Canada fédéral a traité les citoyens canadiens japonais pendant la guerre. C'est quand même le Parlement fédéral qui a adopté la Loi sur les mesures de guerre. C'est quand même le Parlement fédéral qui, pendant je ne sais combien de décennies, a maintenu des dispositions dans ses lois qui avaient, à toutes fins utiles, pour effet de mettre hors-la-loi les communistes. Et on pourrait allonger la liste. Alors, je ne pense pas que l'histoire du Canada montre que, nécessairement, le fédéralisme est plus respectueux des droits et libertés qu'un pays unitaire.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** M. Rémillard.

**M. Rémillard:** M. Lachapelle, vous vous référez à un concept que j'aime beaucoup qui est la Constitution du Québec. Peu importe le statut constitutionnel que le Québec pourrait adopter, il est très clair en droit, comme c'est le cas des États américains par exemple, qu'on pourrait se doter de notre propre Constitution, et dans cette Constitution, on pourrait très bien inclure une charte des droits et libertés et mettre une formule d'amendement particulière qui ferait en sorte que ce serait plus difficile d'amender cette charte des droits que d'amender d'autres lois ordinaires, ce qui donnerait une valeur supralégislative à la charte. Vous faites référence, donc, à la Constitution du Québec, en faisant référence à la souveraineté du Québec, en disant: Dans le cas où le Québec choisirait sa souveraineté – mais, je me permettrais simplement de faire la nuance qu'une Constitution du Québec avec une charte dans la Constitution du Québec, donnant encore plus d'importance juridiquement à nos droits, à nos libertés, en ce qui regarde les

droits économiques, par exemple – ça pourrait très bien se faire à l'intérieur aussi d'un Québec qui reste à l'intérieur d'une fédération, au départ.

Maintenant, prenons l'exemple d'un Québec qui deviendrait souverain, peu importe le sens qu'on peut donner à cette souveraineté, parce que, maintenant, la souveraineté, elle est relative. Si le Québec devenait souverain, il demeure aussi qu'on pourrait avoir une charte des droits et libertés au niveau supranational, qui pourrait s'appliquer à d'autres partenaires que nous pourrions avoir, par association. Je me réfère, par exemple, au niveau de la Communauté européenne où nous savons qu'il y a la Convention européenne et qu'il y a la Cour européenne qui, même au niveau européen, couvre 22 pays, donc c'est plus grand que les pays de la Communauté européenne, et les décisions de cette Cour européenne en application de la Convention européenne s'appliquent en prépondérance sur les dispositions législatives de chaque pays. On a des cas célèbres. Le cas de la Belgique, par exemple, dans un domaine de droit linguistique, un cas célèbre. L'affaire du *Sunday Times* en Angleterre. Alors, ce que je voudrais vous poser comme question c'est: D'une part, nous avons cette charte québécoise des droits et libertés de la personne qui est une des plus complètes au monde, et je tiens à vous dire à quel point votre travail est apprécié, et d'autre part, il n'y rien qui empêcherait d'avoir, peu importe le statut constitutionnel qu'on choisirait, une charte qui pourrait nous couvrir dans bien des domaines, même s'il y avait souveraineté du Québec. En particulier, je sais que Me Morel a beaucoup travaillé cette question. J'aimerais avoir ses commentaires là-dessus.

**M. Lachapelle:** On vous invite Me Morel. Ha, ha, ha!

**M. Morel:** Puisque vous m'invitez... Je ne pense pas dire des choses plus originales que ce que mon président pourrait dire, mais...

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Je vous invite à la brièveté. Le temps est, par essence, écoulé...

**M. Morel:** Oui, oui.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** ...mais, il serait quand même utile que vous répondiez.

**M. Morel:** Je veux juste dire que toutes les hypothèses que M. Rémillard a évoquées, constitution d'un Québec indépendant, ou une fédération canadienne avec une constitution provinciale comme aux États-Unis, ou l'hypothèse européenne, ce sont toutes des hypothèses réalisables et qui sont toutes des hypothèses où, effectivement, les droits et libertés reçoivent une protection

extrêmement efficace.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci. Alors, nous passons maintenant au bloc de questions. Mme Harel?

**Mme Harel:** Merci, M. le Président. Évidemment, on n'aborde pas cette question des droits et libertés sans une certaine gravité, parce que la vigilance s'impose certainement en permanence dans ce domaine d'équilibre des droits. Ceci dit, en vous écoutant je me suis dit qu'évidemment tout est en évolution et je me rappelais que le Conseil privé de Londres, en 1929, avait refusé aux femmes la définition de personne pour pouvoir mieux leur refuser le droit de voter. Il y a donc eu une évolution certaine, en fait, en matière d'égalité. Ce qui m'a surpris dans le mémoire que vous nous présentez, c'est non pas que vous recommandiez, avec raison, la constitutionnalisation de certains droits, c'est que vous nous les présentiez comme devant être enchâssés, soit dans une charte québécoise, dans l'optique d'un Québec souverain, ou soit dans la charte canadienne; ou, il faut comprendre, parce que vous nous dites dans votre mémoire, que ce serait, à ce moment-là, pour le Québec seulement. Doit-on comprendre que vous nous proposiez une charte québécoise, quelle que soit l'option retenue?

(17 h 30)

**M. Lachapelle:** C'est-à-dire, je pense qu'il faudrait préciser dans la Constitution canadienne.

**Mme Harel:** Oui, excusez...

**M. Lachapelle:** Pas nécessairement dans la Charte canadienne.

**Mme Harel:** D'accord. Mais pourquoi alors? Parce que vous dites aussi, dans votre mémoire, et vous avez tout à fait raison de rappeler, que la Charte québécoise a un éventail de droits et libertés encore plus large que n'offre aucune autre province canadienne, ni la Charte canadienne. Alors pourquoi offrir à un autre Parlement de se porter garant de nos droits? Parce que, finalement, ça supposerait que le Sénat, la Chambre des communes, sept provinces qui représentent 50 % de la population, nous donnent le statut qu'on réclame. Pourquoi on ne se le donnerait pas nous même?

**M. Lachapelle:** Bien, écoutez, c'est évidemment dans l'hypothèse, on comprend qu'on est dans un changement constitutionnel, qu'il y a diverses hypothèses, qu'il y a une hypothèse souverainiste. Mais il peut y avoir une autre hypothèse fédéraliste, ou peu importe quel est le lien, comme on dit dans notre mémoire, avec le gouvernement fédéral, et à ce moment-là il faudrait bien que le Québec puisse trouver un moyen de constitutionnaliser ses droits. Et

puisque le Québec ne serait pas souverain, il doit donc s'adresser à un pays souverain, qui, lui, devra constitutionnaliser ses droits. Alors, tout cela n'empêche pas que ça puisse être dans la Constitution canadienne, et que ce ne soit qu'applicable au Québec, et à nos conditions.

**Mme Harel:** Pensez-y, Me Lachapelle, là, même dans un régime fédéral, le seul choix qui s'offre ce n'est quand même pas de faire constitutionnaliser par le Canada, ou d'aller chercher la protection de la Constitution canadienne avec la Chambre des communes, le Sénat, sept provinces et 50 % de la population canadienne. Il y a un autre choix aussi qui s'offre dans le contexte d'un régime fédéral qui est celui d'une constitution québécoise. Pourquoi l'avoir écarté?

**M. Morel:** Je ne crois pas que nous l'ayons écarté.

**Mme Harel:** Dans votre mémoire, du moins.

**Une voix:** Non, non, elle n'est pas...

**Mme Harel:** J'espère que vous ne l'écartez pas, mais dans votre mémoire si.

**M. Lachapelle:** Parce que M. Rémillard disait justement tout à fait le contraire tantôt. On ne l'a pas écartée, non plus, cette hypothèse-là. Ce que l'on dit c'est qu'il faut la constitutionnaliser, peu importe le moyen, quant à nous, qu'elle soit dans la Constitution canadienne ou dans une constitution québécoise à qui on aura réservé au Canada un statut particulier, peu nous importe, et ce n'est pas du tout interdit, là.

**Mme Harel:** Ah bon! Évidemment, j'aurais peut-être souhaité, compte tenu qu'il y a des archaïsmes qui sont vécus actuellement par les Québécois et qui sont finalement les effets de dispositions constitutionnelles actuelles - je pense par exemple à l'élection scolaire qui va avoir lieu dans dix jours, et je pense qu'une ville aussi cosmopolite que Montréal va vivre ces élections scolaires sous le régime de la confessionnalité du siècle passé - alors, j'ai bien lu que vous souhaitiez que ce soit écarté, mais je ne sache pas que rester dans le lien fédératif actuel nous le permettrait, à moins, évidemment je vous le rappelle encore une fois, à moins de passer par le processus d'amendement des sept provinces qui représentent 50 % de la population.

**M. Lachapelle:** Évidemment, ce n'est pas à la Commission des droits de la personne de dire aux parlementaires comment négocier ce genre d'entente avec le gouvernement fédéral. Évidemment nous faisons cette suggestion. Il y a des choix qui s'imposent, et ce n'est pas à nous de dicter ces choix, bien entendu.

**Mme Harel:** Vous les souhaitez.

**M. Morel:** J'allais dire, tout ce que l'on dit, c'est que, comme vous le dites, ce sont là des dispositions archaïques qui nuisent à la reconnaissance de la pleine égalité de tous les Québécois et toutes les Québécoises, et dans cette mesure-là, on favorise plutôt des commissions scolaires linguistiques, ce qui est déjà un peu en marche.

**Mme Harel:** Dans le cadre de l'enchéassement de la constitutionnalisation des droits économiques et sociaux que vous souhaitez, dois-je comprendre que vous souhaitez notamment, celui du droit à l'emploi? Vous êtes-vous penchés sur cette question?

**M. Lachapelle:** Oui, et nous ne sommes pas allés jusque-là. Évidemment, c'est très complexe de vouloir enchâsser de façon définitive dans une charte le droit au travail, le droit à l'emploi, même si on comprend que les droits sociaux et économiques sont souvent là comme un idéal à atteindre, n'est-ce pas, et non pas comme des droits formellement garantis. Alors, nous ne l'avons pas inclus, actuellement, ce qui ne veut pas dire que ce ne pourrait pas être discuté. Nous ne l'avons pas inscrit dans notre mémoire, mais bien sûr que ces questions pourraient être inscrites, de la même manière que le droit au logement. Mais c'est là aussi, le droit à un environnement sain pourrait aussi être inscrit, mais ce sont là des hypothèses de travail, bien sûr. Nous ne sommes pas allés jusque-là.

**Mme Harel:** J'ai noté que vous souhaitiez, dans une phase ultérieure, dites-vous, dans votre mémoire, aborder certaines questions parce que ce que vous nous recommandez, c'est l'enchéassement, mais vous n'êtes pas très explicite sur quels droits enchâsser à l'égard des autochtones ou quels droits enchâsser en matière linguistique ou quels droits enchâsser à l'égard des minorités ethniques. Dans le fond, il y a tout un travail à faire. Quand je lisais votre mémoire, je me suis dit qu'il faudrait peut-être recommander au président de vous engager comme experts pour que vous nous en fassiez des recommandations, parce que les droits linguistiques, par exemple, je ne sais pas si vous vous référez à ceux qui existent dans la Constitution canadienne ou ceux existants que vous voudriez voir reconduits. Évidemment, il y a toute cette définition des droits. Est-ce qu'une majorité définit ses droits? Je ne sais pas qu'il y ait beaucoup d'exemples dans le monde où la majorité juge nécessaire de définir ses droits. Par ailleurs, la minorité linguistique, s'agit-il de la communauté d'expression anglaise telle qu'existante, ou s'agit-il de tous ceux qui, venant vivre au Québec, auraient le choix de s'inscrire dans cette communauté? Je ne sais pas si ce sont là des questions auxquelles

vous avez réfléchi, mais finalement, votre mémoire les écarte.

**M. Lachapelle:** Notre mémoire, volontairement, est silencieux sur ces questions, tant sur la question des autochtones, sur la question des minorités ethniques, quoiqu'on avance tout de même, dans le cas des minorités ethniques et des autochtones, certaines hypothèses.

Nous croyons qu'avant d'inscrire dans une charte ces droits linguistiques ou ces principes en matière linguistique, il faut qu'il y ait un consensus. Je pense que cette Commission est ici justement pour entendre toutes les parties, pour établir ces consensus. Mais déjà, dans la loi constituant cette Commission, il nous apparaît y avoir un consensus important, celui que l'on voit dans le cinquième ou sixième ou septième considérant: "Considérant que le Québec a reconnu la volonté des Québécois et des Québécoises d'assurer le rayonnement de la langue française." Le considérant suivant: "Que le Québec entend poursuivre cet objectif dans un esprit de justice et d'ouverture, dans le respect des droits des institutions de la communauté québécoise d'expression anglaise."

Il y a là certaines garanties, certaines expressions de droit, certains principes qui pourraient être inclus dans une constitution québécoise. Bien sûr, on peut aller plus loin, mais il nous apparaît y avoir un minimum, en tout cas. Quant aux autochtones, il nous apparaît nécessaire de les entendre avant d'aller plus loin.

**Mme Harel:** Je sais d'ailleurs que vous voulez procéder à une grande enquête sur les relations entre les autochtones et les autorités policières au Québec. Je souhaiterais, Me Lachapelle, que vous m'indiquiez, compte tenu que déjà la Charte, par exemple, à l'article 10, prévoit qu'il doit y avoir reconnaissance en pleine égalité et, donc, rejette tout motif de discrimination fondée, par exemple, sur la langue. Il ne peut pas y avoir au Québec personne qui soit discriminée à cause de la langue. Quand vous dites "des droits linguistiques", est-ce que vous voulez signifier par là qu'il pourrait y avoir des droits qui soient attribués à des personnes à partir de la langue? Droit, par exemple, de choisir. Est-ce qu'il pourrait y avoir le droit de choisir l'une ou l'autre des deux langues?

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Une réponse très brève, s'il vous plaît. Le temps est écoulé.

**M. Lachapelle:** Quand nous parlons de droits linguistiques et que vous vous référez à l'article 10, c'est une chose que d'interdire la discrimination et c'est autre chose que de garantir des droits linguistiques, en tout cas, ceux dont on parle ici dans ces considérants. Je pense qu'on parle de deux questions différentes.

**Mme Harel:** Mais pour qui voulez-vous les garantir, les droits linguistiques de la minorité anglophone? Est-ce que vous pouvez la définir? Quelle est-elle?

**M. Lachapelle:** Je pense qu'il est peut-être un peu trop tôt pour dire exactement quelle est cette minorité.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Je crois que nous allons devoir nous contenter de cette réponse pour cette partie de la question, M. Lachapelle. Nous avons déjà dépassé le temps et empiété sur le peu qu'il restait à la présidence, qui s'en passera d'ailleurs, mais, enfin, ce n'est pas grave.

Nous passons maintenant à un autre bloc de questions. Cinq minutes chacun, questions et réponses. En commençant par M. Claude Béland.

**M. Béland:** Merci, M. le Président. M. Lachapelle, d'abord, je veux vous remercier de votre mémoire, surtout de nous avoir rappelé que le Québec a déjà témoigné d'une façon très nette de son attachement aux valeurs démocratiques et aux droits et libertés. J'ai été surpris de voir que vous dites que c'est unique, qu'on ne retrouve pas ça dans les autres provinces canadiennes. Je pense que ça nous rassure. En tout cas, moi, ça me rassure, par rapport à tous ceux qui s'inquiétaient de l'avenir du système démocratique, si jamais on changeait de statut constitutionnel. Je pense que ça, c'est rassurant.

Mais j'aurais aimé ça quand même vous lire plus longuement, et, à défaut de vous entendre, si c'est possible, sur... Je trouve que votre mémoire traite beaucoup du droit des individus, mais les individus, on n'est tout de même pas des êtres isolés, on fait partie d'une société. J'aurais aimé ça que vous traitiez un peu plus du droit des individus comme peuple, en somme, du droit à l'autodétermination des peuples, parce que ça fait partie des libertés des personnes. D'autant plus qu'on est dans un régime un peu spécial, où c'est vrai qu'on se retrouve en majorité ici. Et vous vous préoccupez beaucoup des minorités ethniques, mais quand on se retrouve dans l'ensemble canadien, on est aussi une minorité, et j'aurais aimé ça voir comment vous traitez cette question-là quant aux droits des francophones d'ici de protéger leurs droits et libertés.

**M. Lachapelle:** Je pense que, justement, le sujet dont on vient de parler et qu'on indique de constitutionnaliser les droits linguistiques, c'est bien sûr que l'on parle de ces droits des Québécois de langue française à leur langue, et quand je rappelais le considérant qui est inscrit dans la loi même, bien sûr, ce sont là des droits collectifs, des droits de cette collectivité. Il nous semble, en tout cas, que c'est très précis dans

notre mémoire que nous faisons référence à ces droits collectifs. Quand nous parlons des droits économiques et sociaux, on fait aussi référence beaucoup à des droits collectifs de l'ensemble de la population, à une protection de leurs droits économiques et sociaux.

**M. Béland:** Et tout l'aspect du droit à l'autodétermination.

**M. Morel:** Est-ce qu'on doit mettre ça dans la Constitution du Québec?

**M. Béland:** Non, non, mais dans votre mémoire.

**M. Lachapelle:** Nous, je pense, le message essentiel qu'on voulait apporter, c'était que, à cause du contexte dans lequel la Charte québécoise a été adoptée, elle ne pouvait pas être constitutionnelle comme telle, donc, le Parlement du Québec a utilisé le mécanisme qui était à sa disposition. Mais l'occasion dans laquelle on est d'une réforme, quelle qu'elle soit, de changements constitutionnels quels qu'ils soient, c'est une occasion d'aller plus loin et de faire en sorte que les droits et libertés, et un peu plus même que ce qu'il y a actuellement dans la charte, soient situés, comme le disait M. Rémi-lard tout à l'heure, au niveau supralégal, ce qu'ils sont déjà, mais de façon imparfaite.

**M. Béland:** Merci.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** M. Guy d'Anjou.

**M. d'Anjou:** M. le Président, je constate qu'en ajoutant des droits à nos chartes des droits et libertés, tant au fédéral qu'au provincial, nous suivons un petit peu le modèle américain et, dans les faits, ça établit, dans certains cas, une certaine primauté du pouvoir judiciaire sur le pouvoir législatif. Je pense que cette primauté-là est absolument nécessaire quand il s'agit de droits fondamentaux qui sont universellement reconnus, mais j'aimerais avoir votre réaction là-dessus, parce que, dans la pratique, on voit l'Assemblée nationale obligée d'utiliser la clause "nonobstant" et obligée aussi, dans certaines législations, d'empêcher que les articles de la Charte des droits du Québec même s'appliquent à une certaine législation. Alors, j'aimerais connaître votre réaction là-dessus. Lequel des deux pouvoirs doit être prioritaire?

**M. Lachapelle:** C'est un choix que nous avons inscrit, évidemment, bien volontairement. Nous croyons, quant à nous, que cette façon, qui est évidemment beaucoup plus rigide, d'inscrire dans une charte, suivant l'expression consacrée, d'enchâsser dans une constitution, des droits et libertés, apporte plus de rigidité mais, en même

temps, ça apporte aussi beaucoup plus de garanties. Modifier une constitution, c'est effectivement plus complexe et ça laisse plus d'espace aux tribunaux pour interpréter les droits et libertés. Ça ne veut pas dire pour autant qu'un Parlement abdique ses droits. Il y a quand même des moyens, ensuite, de modifier une constitution pour y ajouter des droits, pour leur donner plus de valeur. Alors, je ne pense pas que l'enchâssement des droits soit rigide au point que, justement, ça ne permette plus la protection des droits à certaines limites. C'est le choix que nous avons fait. Je pense que c'est peut-être un choix, je dirais, aujourd'hui universellement reconnu comme étant une méthode efficace de reconnaître des droits.

**M. Morel:** Peut-être que je peux juste ajouter, M. d'Anjou, que c'est un choix que l'Assemblée nationale du Québec a fait en 1975, lorsqu'elle a adopté la Charte québécoise puisque, depuis qu'elle s'applique, c'est-à-dire depuis 1976, effectivement, les tribunaux du Québec examinent les lois du Québec à la lumière de la Charte québécoise et, éventuellement, les censurent. Alors, ce n'est pas un changement. Déjà, le pouvoir judiciaire dispose de cette autorité.

**M. d'Anjou:** Je vous remercie.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** M. Libman.

**M. Libman:** Merci, M. le Président. J'avais tellement hâte d'attaquer certaines des prémisses de la FTQ; malheureusement, le temps s'est écoulé et maintenant, M. d'Anjou a touché le sens de ma question pour la Commission des droits de la personne du Québec.

Mais, je veux suivre la ligne de la question de M. d'Anjou. Quand vous parlez d'un certain équilibre entre les aspirations collectives et les droits des minorités au Québec, dans la Charte canadienne des droits et libertés, la section 1, présentement, nous donne une protection à la langue de la majorité française dans des limites raisonnables. Est-ce que vous croyez qu'avec cette protection, déjà dans notre Charte des droits, il y a une place dans une Constitution, une place dans une charte des droits et libertés pour une clause nonobstant, une clause qui, en effet, rend les protections qui sont dans la Charte nulles?

(17 h 45)

**M. Lachapelle:** Écoutez, nous avons volontairement... Nous n'avons pas discuté de cette question. Nous croyons que toute la question des clauses "nonobstant" et des clauses limitatives, ce n'est pas le temps d'en parler. Nous croyons qu'il faut, au préalable, établir les principes. On verra comment ces principes s'inscrivent dans une Charte, ensuite on pourra discuter de ce qu'on pourrait appeler la technique pour les préserver,

de la technique pour pouvoir limiter à certains égards, de la technique pour aménager ces droits et libertés et ces droits linguistiques, puisque vous parlez des droits linguistiques. Mais, nous pensons qu'il est un peu trop tôt pour se rendre jusque là.

**M. Morel:** Mais, cependant, M. Libman, j'ajouterais ceci: L'histoire législative du Québec, depuis 1976, n'est pas une histoire législative où chaque fois que le Parlement du Québec a utilisé une clause de dérogation, c'était pour nier des droits et des libertés. Je ne veux vous donner que deux exemples: Lorsque le Parlement du Québec a adopté la loi favorisant l'exercice des droits des personnes handicapées, ou lorsque le Parlement du Québec a adopté des dispositions dans le Code de procédure sur la Cour des petites créances, il a dû mettre dans ses lois des dispositions de dérogation, mais c'était à l'avantage des personnes visées par les lois en question. Donc, il ne faut pas s'imaginer que toute utilisation d'une clause de dérogation par un Parlement c'est une mesure totalitaire, dictatoriale qui enlève des droits à des personnes. C'est, au contraire, parce que la Charte québécoise est très étendue dans les droits qu'elle énonce que l'utilisation d'une clause de dérogation peut souvent être nécessaire pour atteindre des objectifs parfaitement légitimes sur lesquels tout le monde va s'entendre.

**M. Libman:** C'est pour ça que j'ai souligné la section 1 de la Charte canadienne des droits qui nous donne les limites raisonnables dans le cadre d'une société libre et démocratique. C'est pour ça que j'ai mentionné la section 1 de notre Charte canadienne.

**M. Morel:** Là, vous parlez de la Charte canadienne et de la disposition limitative. Alors, dans la Charte québécoise il y a l'article 9.1 qui est le pendant.

**M. Libman:** Oui. Je sais que le temps achève alors je vais juste passer au deuxième point. La Cour supérieure du Québec, la Cour d'appel du Québec étaient unanimes sur la question de la section 58 de la loi 101. La Cour suprême du Canada a jugé que l'interdiction de l'expression commerciale en anglais constitue une suspension de la liberté d'expression et aussi la discrimination linguistique. C'était dans le jugement de la Cour suprême. Est-ce que la Commission des droits de la personne du Québec est d'accord avec ce jugement de la Cour suprême?

**M. Lachapelle:** Écoutez, à l'époque, la Commission des droits de la personne avait émis une opinion qui ressemble à ces jugements et à ce jugement de la Cour suprême, entre autres. Alors si vous nous demandez si nous sommes d'accord, nous avons écrit des choses à peu près

semblables. Maintenant, comme je vous ai mentionné tantôt, l'Assemblée nationale souveraine a aménagé autrement ses droits, les a aménagés d'ailleurs conformément à la Charte des droits et libertés puisqu'il y a un article 52 dans la Charte des droits et libertés qui est une clause dérogatoire et elle s'est servie de cette clause. Bien sûr, nous ne sommes pas pour nous répéter constamment sur des opinions que nous avons déjà données. Le sujet, le Parlement en a décidé autrement. C'était aussi en suivant là un principe qui est inscrit dans la Charte qui est un principe de paix sociale. Le Parlement, pour ses raisons, jugeait nécessaire d'établir cette loi.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** M. Roger Nicolet.

**M. Nicolet:** Merci, M. le Président. Dans votre mémoire, vous faites allusion, et je crois que c'est Mme Harel tout à l'heure qui y a déjà fait référence, à la nécessité de redéfinir en consultation avec les intéressés eux-mêmes les droits des autochtones. Pourriez-vous élaborer sur votre réflexion concernant les droits territoriaux des autochtones?

**M. Lachapelle:** Encore une fois, nous avons fait référence, dans notre mémoire, à des déclarations du gouvernement du Québec et des déclarations de l'Assemblée nationale concernant les droits des autochtones. Par exemple, on lit dans une déclaration du Conseil des ministres les quinze principes qu'il avait établis. Le Québec reconnaît que les peuples aborigènes du Québec sont des nations distinctes qui ont droit à leur culture, leur langue, leurs coutumes, leurs traditions, ainsi que le droit d'orienter elles-mêmes le développement de cette identité. Ces principes-là ont ensuite été repris par l'Assemblée nationale qui édicte qu'il y a lieu de négocier avec les autochtones du Québec, justement, ces questions de droits territoriaux. La Commission des droits de la personne n'a pas voulu indiquer ici exactement quels sont ces droits. Ce que nous disons en priorité, c'est qu'il faut les entendre, les autochtones, sur ces questions-là. On se sent un peu paternalistes, en tout cas, à la Commission des droits de la personne, nous, d'aller dire: Ce sont là les droits territoriaux des autochtones. Je pense qu'ils doivent venir ici vous le dire, exactement, quels sont ces droits territoriaux et comment les définir. Nous ne croyons pas nécessaire, quant à nous, d'aller plus loin tant qu'ils ne seront pas entendus.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** M. Beaudry.

**M. Beaudry:** Merci, M. le Président. Il y a des craintes et des appréhensions dans l'Outaouais québécois, et tantôt, on a entendu la

FTQ qui nous a dit qu'il y avait 35 000 fonctionnaires fédéraux qui étaient syndiqués avec leur syndicat, puis semble-t-il qu'ils pourraient les assimiler d'une façon ou d'une autre. Je suis bien convaincu que la majorité de ces fonctionnaires-là ne sont pas dans l'Outaouais. Ils sont ailleurs au Québec, à Montréal, à Québec, dans d'autres villes. Et ces craintes-là, chez certaines personnes chez nous, suscitent des questions dans le contexte d'un Québec souverain. Si, éventuellement, on avait un référendum et que le référendum favorisait la souveraineté du Québec, mais que la région, pour protéger ses emplois – parce que, pour vous mettre dans le contexte, il y a 41 000 personnes chez nous qui vivent du gouvernement fédéral et de l'entreprise privée située en Ontario, ce qui représente 40 % des salariés de la région – si ces gens-là, dans notre région, décidaient de voter contre le référendum, alors que l'ensemble du Québec est favorable à la souveraineté, est-ce que vous considérez, dans ce contexte-là, que les droits qui sont prévus à la Charte pourraient s'étendre à un point tel qu'ils permettraient à ces personnes-là, si elles désiraient le faire, se séparer du Québec pour s'adjoindre à un district fédéral éventuel ou à la province voisine? Je sais que ce sont des questions qui se sont posées dans le coin. Je sais que votre loi s'applique uniquement au Québec, mais je vous pose quand même la question.

**M. Lachapelle:** Je suis véritablement incapable de répondre à une telle question aussi hypothétique. Mais ce n'est pas...

**M. Morel:** Je dirais tout simplement que tout le monde ici jouit de la liberté de circulation.

**M. Beaudry:** Non, non, la circulation, pas de problème, là, pas de problème. Mais je parle de prendre une partie du Québec, en présumant qu'il y aurait un référendum dans ce contexte-là, et ce sont des questions qui sont posées chez nous, et les gens se posent la question avec beaucoup d'objectivité, je pense, puis ils se disent: Peut-être que nous autres, on ne peut pas vivre au Québec si on n'a pas les garanties nécessaires. On perd notre emploi, on se retrouve avec une économie qui est complètement affaiblie. Alors, est-ce que, dans ce contexte-là, nous, comme le Québec qui veut sortir du Canada et qui dit: Moi, je veux devenir souverain et je m'en vais, je laisse le Canada; est-ce que nous, de notre côté, on n'aurait pas ce même choix? Ces questions-là sont posées chez nous. On m'a demandé de vous les poser et c'est pour ça que je vous la pose, si vous êtes capable d'y répondre.

**M. Lachapelle:** Je dois vous dire que je ne pense pas que la Charte québécoise réponde à ces questions-là.



**M. Beaudry:** La Charte ne peut pas répondre à ça...

**M. Larose:** Réal Caouette répondait à ça.

**M. Beaudry:** Comme on disait tantôt... Qu'est-ce qu'il disait Réal Caouette?

**M. Larose:** Réal Caouette voulait la séparation de l'Abitibi-Témiscamingue, 11<sup>e</sup> province.

**M. Beaudry:** Ah oui! C'est vrai.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** La parole sera bientôt à vous, M. Larose.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Beaudry:** Alors vous n'êtes pas capable de répondre à ça.

**M. Morel:** Non, mais enfin j'écoutais tout à l'heure en entendant M. Daoust qui parlait. J'aurais le goût de dire: Voilà des problèmes concrets. Il n'est pas question d'en nier l'existence et l'acuité. Je comprends parfaitement ce que vous dites. Voilà des problèmes concrets qu'il faut résoudre à un moment donné, mais je ne pense pas que ce soit ni par une constitution ni par une charte que ces problèmes-là vont être réglés. Ils devront être réglés par ceux qui auront l'autorité politique, comme n'importe quel autre problème qui se pose dans notre société, je crois.

**M. Beaudry:** Ça, je comprends très bien votre réponse, mais la question qu'on se pose là-bas, c'est qu'on ne pourrait pas uniquement ou unilatéralement penser qu'on peut se séparer du Québec...

**M. Morel:** Bien, écoutez...

**M. Beaudry:** ...sans le consentement du Parlement du Québec.

**M. Morel:** On reconnaît l'autorité des peuples à disposer d'eux-mêmes. Je n'ai jamais entendu parler du droit de l'Outaouais à disposer de lui-même.

**M. Beaudry:** C'est ça que je voulais vous entendre dire.

**Une voix:** ...le peuple de l'Outaouais.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** La parole est maintenant à M. Gérard Larose.

**M. Larose:** Je vous remercie, M. le Président.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** M.

Gérald Larose, Gérard Larose n'étant pas présent.

**M. Larose:** Il était contrôleur de la province, par exemple, il fut un temps.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Ah! Il y en a qui ont bien tourné.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Une voix:** Et ça reviendra.

**M. Larose:** M. le Président, j'ai apprécié les commentaires de Me Morel sur la qualité canadienne de respecter les droits fondamentaux pour un État qui ne finit pas de s'excuser de ce qu'il a fait dans le passé envers les Japonais, envers les Italiens et, bientôt, envers les Québécois vraisemblablement, mais qui a surtout travaillé par son inertie pour permettre l'extinction, à toutes fins utiles, d'une grande partie d'un autre peuple fondateur qu'est le nôtre, dans le reste du pays.

Je pense que, pour ceux qui ont affirmé que le régime fédéral était garant des droits et libertés, il y avait là un démenti extraordinaire. Je voudrais vous poser la question suivante. Je trouve très intéressante la façon dont vous ventilez un peu, je dirais, la répartition des droits: les droits économiques et sociaux, les droits individuels, les droits linguistiques. J'aurais deux questions. Au lieu de parler de droits linguistiques, ne devrions-nous pas parler du droit à des composantes de la société, que ce soit la majorité francophone, la minorité anglophone, les autochtones, les communautés culturelles, à disposer de leurs institutions? C'est une question qui nous permettrait de calibrer autrement le débat.

Deuxième question, quand vous parlez des droits économiques et sociaux... D'abord, est-ce que les droits commerciaux, le droit d'affichage notamment, qui est un droit commercial, est-ce que c'est un droit assimilable aux droits fondamentaux des personnes? Est-ce que le droit de propriété est un droit assimilable aux droits fondamentaux? Et, quand vous parlez des droits économiques et sociaux, je voudrais savoir – c'est parce que vous semblez les identifier comme, disons, des objectifs ou enfin, des idéaux à atteindre – est-ce qu'on ne peut quand même pas viser à ce qu'il y ait une certaine responsabilité. Il s'agirait de voir laquelle, mais une certaine responsabilité où la société ou des instances étatiques, devraient s'assurer que les gens soient minimalement logés, aient minimalement accès à l'éducation, à l'emploi aussi? Vous n'êtes pas allé aussi loin, mais... Alors, ce seraient mes deux questions.

**M. Lachapelle:** Bien, écoutez, je pense que, justement, la Charte des droits et libertés

prévoit déjà ce genre de droits économiques. Quand on parle du droit à un minimum de vie décent, c'est déjà inscrit dans la Charte québécoise. Le droit à la propriété est également là. Je pense que tous les droits que vous avez énumérés tantôt sont déjà inscrits dans notre Charte des droits et libertés, et c'est pourquoi nous suggérons qu'on l'élève à un rang constitutionnel puisque, déjà, cette Charte a une ampleur assez exemplaire, et je pense que tous les droits que vous avez mentionnés y sont déjà.

**M. Larose:** Mais, est-ce qu'ils sont fondamentaux au même titre, si je peux dire. Exemple, le droit de propriété. Quelqu'un peut être exproprié quand même. Est-ce qu'en l'expropriant, nous agressons un droit fondamental?

**M. Lachapelle:** Bien, je pense qu'on a droit à une juste indemnité et c'est ce que prévoit la Charte.

**M. Larose:** Oui. Et concernant les droits commerciaux, notamment celui d'affichage, est-ce qu'on peut le considérer au même titre que les droits...

**M. Morel:** Je pense que la Cour suprême, tout récemment, vient de dire que, bien entendu, la liberté d'expression en matière artistique ou politique ou autre chose de ce genre, c'est infiniment plus important et plus précieux que la liberté d'expression commerciale, et donc qu'il y a une protection moindre sur la liberté d'expression commerciale, par exemple en matière d'affichage, ou une chose de ce genre, que la liberté d'expression noble dont on parle toujours lorsque quelqu'un veut exprimer ses idées, dans l'ordre politique, littéraire, artistique ou autre. Ça c'est vraiment au-dessus je pense. Là, vraiment, dans ces deux types de liberté d'expression, je pense qu'il y a une hiérarchie.

**M. Larose:** Alors, si je comprends bien, même les juges de la Cour suprême du Canada ne nous traitent pas de totalitaires si nous enfreignons au plan de l'affichage.

**M. Morel:** Je n'ai pas lu ça dans les jugements de la Cour suprême.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Larose:** Bien ça les remonte dans mon estime. Je vous remercie.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Alors, sur cette note, la parole est maintenant à M. Turgeon.

**M. Turgeon:** Merci. Brièvement, vous avez dit à M. Larose que le droit de propriété était un droit fondamental. Moi, ce que je veux vous demander, est-ce que vous considérez que le droit d'auteur ne devrait pas déjà relever des provinces, puisque le droit de propriété relève des provinces, et qu'il s'agit bien, en droit d'auteur, du droit de propriété intellectuelle?

**M. Lachapelle:** Bien, cela aussi fait partie des aménagements éventuels et des demandes que pourrait loger le Québec, évidemment, dans des ententes constitutionnelles ou autrement. C'est sûr que le droit de propriété intellectuelle est sûrement un droit fondamental qui pourrait être inscrit quelque part dans une Charte.

**M. Morel:** Mais c'est peut-être plus à des organismes d'écrivains ou d'artistes à venir dire que, peut-être, la législation fédérale en matière de droits d'auteur ne répond pas à la conception que les Québécois et Québécoises qui sont dans ce domaine se font de ce que doit être la protection du droit d'auteur. Et, effectivement, bien sûr que, comme n'importe quel autre pouvoir, c'est un pouvoir qui peut être... qui peut passer du fédéral à la province, advenant, bien sûr, qu'il y ait un nouveau partage.

**M. Turgeon:** Merci.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Alors, je remercie les membres de la Commission des droits de la personne qui sont venus témoigner devant nous. Je les remercie du fort intéressant mémoire qu'ils nous ont soumis. Nous avons atteint la limite du temps pour cet après-midi. Nous reprenons à 19 h 30, avec l'Association des commissions de formation professionnelle, bon, et pour l'instant la séance est levée.

(Suspension de la séance à 18 h 4)

(Reprise à 19 h 38)

**Le Président (M. Michel Bélanger):** À l'ordre, s'il vous plaît!

Veuillez prendre vos sièges, s'il vous plaît.

La Commission reprend ses travaux. Nous accueillons ce soir l'Association provinciale des commissions de formation professionnelle. Le groupe est dirigé par M. Claude Fontaine qui fera la présentation. Vous savez, M. Fontaine, que vous avez dix minutes pour présenter le mémoire que les membres de la Commission ont reçu et lu. Par la suite, nous procéderons aux questions.

Alors, si vous voulez bien d'abord présenter les gens qui vous accompagnent et, ensuite, passer à la présentation du mémoire...

### Association provinciale des commissions de formation professionnelle

**M. Fontaine (Claude):** M. le Président, membres de la Commission, mesdames et messieurs. Je vous présente mes collègues. À ma droite, M. Yvan Houde, conseiller de l'APCFP et directeur général de la CFP, Mauricie-Bois-Francs.

**Une voix:** À gauche.

**M. Fontaine:** À ma gauche. À ma gauche, M. Nelson Laflamme, vice-président, directeur général de la CFP, Abitibi-Témiscamingue; à ma droite, Mme Huguette Boily, vice-présidente exécutive de l'APCFP; à ma droite, Mme Alberte Caron, conseillère à l'APCFP, présidente de la CFP de Québec.

M. le Président, depuis 80 ans, les gouvernements québécois successifs, quel que soit le parti politique au pouvoir, ont traditionnellement associé la formation professionnelle de la main-d'œuvre à la politique sociale et à l'éducation des adultes, secteurs où sa juridiction exclusive est moins contestée. Le gouvernement fédéral, pour sa part, a surtout tenté de faire la preuve que la formation professionnelle de la main-d'œuvre est un élément de la politique économique, ce qui l'autoriserait à utiliser son pouvoir de dépenser dans ce domaine.

Le Québec s'est toujours distingué des autres provinces par sa volonté d'intervenir dans les domaines de l'éducation et de la main-d'œuvre et d'être le premier définisseur des politiques qui doivent s'appliquer sur son territoire; 80 ans de revendications qui, jusqu'à maintenant, se sont soldées par un envahissement constant du gouvernement fédéral.

Les récentes interventions fédérales, telles que la planification de l'emploi, la réforme de l'assurance-chômage et le projet d'une commission nationale de formation constituent autant d'indicateurs de l'empiétement fédéral sur les juridictions québécoises. Force est de constater que la négociation des juridictions dans ce domaine de plus en plus névralgique pour la santé économique du Québec s'accommode très mal du cadre constitutionnel actuel.

Depuis l'avènement du libre-échange, le gouvernement du Québec s'est donné des orientations claires en matière d'adaptation de la main-d'œuvre en misant sur le partenariat et la régionalisation des responsabilités. L'avancée toujours progressive du fédéral dans ce domaine est à contre-courant de ces orientations par ses visées centralisatrices et par le non-respect de juridictions fondamentalement québécoises. Jusqu'à récemment, le domaine de la main-d'œuvre faisait l'objet d'ententes fédérales-provinciales, mais il s'avère aujourd'hui que la tendance fédérale actuelle est d'esquiver la négociation et d'implanter ses propres stratégies.

Depuis plusieurs années, on déplore fréquemment, dans les milieux patronaux et syndicaux, l'absence d'une politique de main-d'œuvre au Québec. Certes, la notion de politique de main-d'œuvre a grandement évolué au cours des dernières années. La multiplication des facteurs influençant l'offre et la demande de main-d'œuvre et la complexité décroissante des interrelations entre ceux-ci, confèrent à une telle politique un large spectre de préoccupations. Cependant, cette multiplicité des problématiques porte en elle-même la nécessité de cette politique.

Pour nous, une politique de main-d'œuvre est une stratégie globale qui doit impliquer tous les partenaires du monde du travail. Elle a pour principaux objectifs d'harmoniser les interventions gouvernementales, patronales et syndicales, d'assurer le développement et l'adaptation de la main-d'œuvre québécoise et d'utiliser tout le potentiel qu'elle offre. Une telle politique serait accueillie chaleureusement par le monde du travail.

Une politique de la main-d'œuvre ne doit pas servir qu'à rationaliser les interventions gouvernementales; elle doit servir tout autant aux milieux du travail qui ont à prendre des décisions quotidiennes en matière de ressources humaines. Une politique de main-d'œuvre qui rendrait explicite cette stratégie globale du développement de la main-d'œuvre, représenterait certainement un précieux éclairage pour les entreprises dans leur processus de décision et de planification.

Deux types de conditions doivent être remplis pour mener à bien une telle entreprise: le premier concerne l'implication des partenaires et le second concerne les instruments que le Québec doit posséder pour y arriver.

Dans la mesure où l'État québécois s'engagerait à instaurer une politique de main-d'œuvre qui ait un impact significatif sur les politiques des entreprises et celles des syndicats, il faut que celui-ci les implique concrètement dans sa conception et son élaboration. C'est sur la base d'un large consensus entre les milieux gouvernementaux et les milieux du travail qu'une telle politique pourra prendre forme, s'incarner dans les pratiques du plus grand nombre d'acteurs socio-économiques et générer une nouvelle dynamique dans le développement et la gestion des ressources humaines.

C'est un véritable exercice de concertation et de consultation qu'il faut engager aux plans national et régional et, pour ce faire, le Québec n'est pas à court de moyens, ni de structures. Le succès de cette concertation aura des effets multiplicateurs sur l'intérêt des partenaires du monde du travail et s'associer à l'État québécois.

Il est impératif d'implanter au Québec une véritable politique de la main-d'œuvre qui favorise l'adaptation de ses travailleurs et de ses entreprises aux rigueurs d'une économie mondiale

en pleine mutation. Le Québec doit avoir sous son contrôle tous les instruments qui lui permettront de l'appliquer conformément à ses objectifs. En d'autres termes, il doit rapatrier sous sa juridiction exclusive les champs de compétence inhérents à cette politique. Sans cette latitude sur le plan des pouvoirs de l'État québécois, toute tentative d'élaborer une telle politique ne serait qu'illusoire.

(19 h 45)

Les commissions de formation professionnelle, ainsi que tous les partenaires socio-économiques qu'elles représentent, se sentent directement visés par les orientations que le Québec aura à définir dans les prochains mois. Dans le contexte actuel où celui-ci doit faire des choix cruciaux en regard de cet avenir politique et constitutionnel, l'Association provinciale des commissions de formation professionnelle a tenu à exprimer la position de l'ensemble de ses membres en ce qui concerne les conditions de développement de la main-d'œuvre québécoise.

Nous recommandons:

Que le gouvernement du Québec entame le plus rapidement possible les négociations avec son homologue fédéral en vue de rapatrier sous sa juridiction exclusive tous les champs de compétence touchant le développement de la main-d'œuvre.

Que le gouvernement du Québec enclenche le plus immédiatement possible le processus d'élaboration d'une politique de main-d'œuvre de concert avec ses partenaires du monde du travail et que les commissions de formation professionnelle, en tant que structures régionales de développement de la main-d'œuvre, soient directement mises à contribution dans ce processus.

Que le gouvernement du Québec, dans le cadre de cette politique de la main-d'œuvre, voie à harmoniser ses nombreuses législations touchant à la main-d'œuvre, qu'il poursuive le processus de révision de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'œuvre en visant le développement de la formation en entreprise et qu'il concrétise son intention de créer des commissions de développement de la main-d'œuvre à titre de guichets spécialisés en ce domaine.

Que le gouvernement du Québec régionalise les processus décisionnels pour augmenter l'efficacité et l'efficacité des ressources humaines et financières qu'il consacre au développement de l'économie.

J'inviterais mes collègues à répondre aux questions.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, à M. Fontaine. Nous commençons par des questions des membres. D'abord, à Mme Rosette Côté.

**Mme Côté:** Oui, M. le Président. Je tiens à vous féliciter pour le mémoire. Je pense que vous

faites un excellent diagnostic des besoins de formation de la main-d'œuvre dans la réalité économique qu'on connaît, c'est-à-dire toute la mondialisation de l'économie puis la technologie qui prend de plus en plus de place. De plus, ce que j'ai apprécié de votre mémoire, c'est que vous faites aussi état des problèmes sociaux qui découlent de problèmes de la main-d'œuvre, et surtout, de réalités qui viennent toucher, entre autres, l'analphabétisme, le chômage, et le fait que ça entrave le développement des ressources humaines. Je pense que c'est intéressant. Troisièmement, je trouve intéressant aussi que vous mettiez certains éléments de contenu dans une politique de main-d'œuvre, notamment la concertation entre les différents acteurs sociaux de cette question. Vous demandez donc le rapatriement des pouvoirs et, à la page 10, d'ailleurs, vous le décrivez très bien, vous dites: Tout ce qui concerne les domaines de la gestion, de la main-d'œuvre, de l'aide à l'emploi, de l'intégration au marché du travail, des coûts de productivité de la main-d'œuvre, de la mobilité, du partage de l'emploi, de la formation des personnes en emploi ou en chômage.

Et vous avez aussi parlé de la réalité des adultes. D'ailleurs, je dois vous dire que la Fédération des commissions scolaires, la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, la FTQ, sont du même avis par rapport au rapatriement de ces pouvoirs et au fait que le gouvernement du Québec devrait avoir la mainmise sur toute la réalité de la formation. Et vous dites que ça fait 80 ans que vous négociez; mais je pense que vous croyez encore à une capacité pour le Québec de négocier le rapatriement de ces pouvoirs-là. Je vous trouve très optimistes, mais quand même, je respecte ça. Cependant, advenant qu'on réussisse à négocier le rapatriement des pouvoirs avec le gouvernement fédéral et à faire que l'éducation et la formation de la main-d'œuvre et le recyclage de la main-d'œuvre, la formation en cours d'emploi, soient vraiment de réelle compétence du Québec et que l'argent et les moyens soient là, à ce moment, si on réussissait ce rapatriement, comment voyez-vous le lien entre les CFP, les institutions d'enseignement et les commissions scolaires qui, ce matin, eux autres aussi, nous disaient que toute l'éducation et la réalité de la formation des adultes sont des réalités importantes au Québec, puisque la transformation de l'économie va amener beaucoup d'adultes à se recycler? Comment voyez-vous le lien entre les CFP, les institutions d'enseignement, les commissions scolaires, avec l'espoir qu'on réussira à rapatrier ces pouvoirs?

**M. Fontaine:** Je demanderai à Mme Boily de vous répondre, si vous voulez.

**Mme Boily (Huguette):** Effectivement, si on se fie à ce qui se passe actuellement, il est très

clair que nous ne sommes pas les seuls intervenants en matière de formation professionnelle au Québec. Nous sommes d'abord et avant tout une structure qui permet véritablement de faire l'estimation des besoins de la main-d'œuvre dans l'ensemble des régions du Québec, dans un premier temps, et de gérer les programmes de formation. Lorsque les programmes de formation sont, je dirais, financés, dans un premier temps, par une CFP, il est clair que l'application comme telle des programmes doit se faire par des établissements d'enseignement, que ce soit des cégeps, que ce soit des commissions scolaires. Et je pense que la concertation dont on parle dans notre mémoire est une concertation qui doit se faire par le biais des partenaires socio-économiques et également par le biais des établissements d'enseignement des commissions de formation professionnelle. J'inviterais peut-être mon collègue, M. Laflamme, à compléter un petit peu l'aspect du mandat comme tel qu'ont les commissions de formation professionnelle.

**M. Laflamme (Nelson):** Merci, Mme Boily. Si on se place au niveau régional, vous savez que les commissions de formation professionnelle, ce sont réellement des organismes voués au développement régional. Pour ce faire, on est associés à de véritables partenaires du milieu, des représentants d'employeurs et de salariés.

C'est dans ce sens-là que Mme Boily disait tantôt qu'on fait un petit peu le lien entre le monde du travail et le monde de l'éducation. C'est un peu un courtier, je devrais dire, à ce niveau-ci, en recueillant d'une part les besoins et en associant, bien sûr – puis on le souhaite de plus en plus – les principaux concernés à la réponse à ces mêmes besoins. C'est certain qu'on a besoin des institutions d'enseignement pour être capables de mieux répondre; tout un encadrement et une expertise à cet égard, c'est dans ce sens-là qu'il faut le développer aussi.

**Mme Côté:** Merci.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** M. Jacques Proulx.

**M. Proulx:** Oui, un peu dans la suite de la question de Mme Côté, mais j'élargirais un peu. Au cours des dernières années, par exemple, face aux nouveaux défis qu'on a eu à relever, particulièrement le libre-échange, avez-vous eu des opérations particulières ou développé des programmes particuliers pour adapter la main-d'œuvre, soit avant le traité ou pendant le traité, ou ainsi de suite?

**M. Laflamme:** Définitif, M. Proulx, parce que, de plus en plus, je pense qu'on se doit d'être collé à la réalité socio-économique du marché du travail. Pour ce faire, c'est dans ce sens-là qu'on a adapté les programmes, les

mesures de formation directement aux besoins. C'est dans ce sens-là qu'on a développé des programmes de formation sur mesure et des programmes comme Recyclage et perfectionnement. Certains autres programmes ont été capables d'adapter aussi grâce à une très bonne collaboration, une concertation des institutions d'enseignement et également à une très grande collaboration de la part des entreprises elles-mêmes, qui ont été capables de nous fournir certains équipements pour mieux former leur main-d'œuvre.

**M. Proulx:** Si Québec avait eu tous les pouvoirs, prenons l'hypothèse que vous suggérez dans ça, qu'on rapatrie tous les pouvoirs, pensez-vous que vous auriez pu faire mieux?

**Mme Boily:** Oui, définitivement, puisque même s'il y a beaucoup d'argent investi au niveau de la formation professionnelle au Québec, vous savez que nous aurions quand même bénéficié... Je pense que notre clientèle, les entreprises et les individus auraient bénéficié, effectivement, de sommes supplémentaires, je dirais, avec un grand empressement.

**M. Proulx:** Mais je voudrais comprendre quand même. Pourquoi dites-vous qu'ils auraient profité de sommes supplémentaires, si vous me dites qu'au cours des dernières années, vous avez quand même adapté, vous avez eu des programmes spéciaux, vous avez adapté les programmes, vous avez offert des services qui répondaient à la demande? Quelle est la lacune, parce que si j'interprète, c'est qu'il y a une lacune quand même à ce moment-ci? Vous n'avez pas pu réaliser votre mission d'une façon assez complète, ainsi de suite? Quelles sont les lacunes majeures qui ont fait qu'on n'a pas été capables de répondre plus adéquatement aux besoins qu'on pouvait avoir face à ces défis-là et aux autres qu'on va avoir relevés, qu'on parle des négociations du GATT, qu'on parle de toute la mutation qu'il y a, à l'heure actuelle, au niveau de la planète?

**Mme Boily:** Je pense que par rapport à cet élément-là, il est clair que, comme le gouvernement fédéral... Ce pourquoi nous demandons le rapatriement de l'ensemble des pouvoirs en matière de formation, c'est que, dans un premier temps, les programmes, si on rapatrie, seraient davantage centrés sur des objectifs spécifiquement québécois, ce qui n'est absolument pas le cas actuellement. D'autre part, il n'y aurait plus nécessairement de dédoublement, d'une part, de structures, de réseaux, de programmes et de services et, donc, davantage une meilleure cohérence des interventions.

D'autre part, les clientèles également seraient beaucoup moins confuses en regard du qui fait quoi. Actuellement, tout le monde le

dénote, il est clair que c'est très difficile pour une entreprise, pour un travailleur que de se retrouver dans toute cette machine, et fédérale et provinciale.

D'autre part, en rapatriant les programmes fédéraux, il est évident, pour nous, que l'on va également rapatrier les budgets de programmes, mais aussi les budgets de fonctionnement qui y sont rattachés. Donc, c'est la majorité des raisons pour lesquelles nous pensons qu'effectivement, ce serait une excellente chose.

**M. Proulx:** Dernière question, M. le Président. Voyez-vous une modification à votre rôle, advenant que le Québec rapatrie tous les pouvoirs? Le rôle que vous jouez à l'heure actuelle, voyez-vous des modifications, plus de pouvoirs, pouvoirs plus partagés ou ainsi de suite?

**M. Laflamme:** Je pense qu'on l'a dit clairement, également, dans notre mémoire. Ce qu'on souhaite, c'est qu'il n'y ait pas 14 administrateurs dans le développement des ressources humaines, dans le développement de la main-d'œuvre au Québec. Et pour ce faire, c'est dans ce sens-là qu'on incite le gouvernement à légiférer à cet égard. Dans le sens de dire: On se fait une politique de main-d'œuvre, de développement de la main-d'œuvre et on met en place une organisation adéquate pour l'opérationnaliser et c'est dans ce sens-là qu'on a dit de modifier la Loi sur la formation et la qualification professionnelle et de créer, ce qu'on dit dans notre mémoire, des commissions de développement de main-d'œuvre. C'est dans ce sens-là qu'on se voit réellement l'administrateur unique de guichets spécialisés dont on parlait tantôt.

**M. Proulx:** Merci.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** M. Gérald Larose?

**M. Larose:** Merci, M. le Président. Je dois vous confesser que dans tous les dossiers que j'ai à traiter comme président d'une organisation syndicale, j'ai connu deux casse-tête équivalents: celui de la CSST et celui de la formation professionnelle. Rien que pour savoir ce que ça mange en hiver, il faut passer plusieurs heures. Vous en faites déjà une petite description à la page 3 où rien que pour les employeurs, entre autres, il y a 140 formulaires où le terme "employeur" reçoit 18 définitions différentes. Je pense que ça illustre un peu le fouillis total dans lequel on est. Mais cet après-midi, quand je préparais dans ma tête les travaux de ce soir et que vous étiez en première place, je me suis dit: Ça va durer à peu près cinq minutes parce que ça s'adonne qu'un des dossiers qu'on a beaucoup travaillé au forum sur l'emploi c'est précisément la formation professionnelle où assez rapidement on est arrivé, je dirais, à un consensus qui implique

tous les partenaires. Et vendredi de la semaine dernière, à la conférence permanente sur l'adaptation de la main-d'œuvre, on a fait un consensus qui ajoute dans le paquet le Conseil du patronat et le gouvernement du Québec. Alors je me disais: Pour que ça dure plus que dix minutes il va falloir que le parti de l'Opposition fasse de l'obstruction parce que tout le monde est d'accord...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Larose:** ...que sur la formation professionnelle il faut tout rapatrier ça au plus sacrant. D'abord il y a des millions et des millions là-dedans, et des millions qui se gaspillent parce que sur le terrain c'est la collision à répétition. Alors si les tenants d'une thèse qu'on dit pas encore éteinte veulent nous dire que dans le renouveau du fédéralisme il y a moyen de se rendre pas à 18 définitions mais à 17 définitions différentes et qu'il y a 139 formulaires plutôt que 140, moi je me dis: Le seul fait qu'il y ait deux intervenants dans le décor, deux paliers gouvernementaux dans le décor, c'est la place pour la concurrence politique, ce qui n'est pas mauvais quand on veut se faire réélire, mais tout ça se fait au détriment d'une véritable stratégie. Et il me semble qu'on a été plusieurs à dire, depuis quelques années, et surtout depuis l'application du traité de libre-échange, que, si on ne chausse pas nos bottines, et qu'on ne met pas nos culottes, pour, précisément, s'outiller au niveau de la formation de la main-d'œuvre, mettre les bouchées doubles pour, effectivement, ne pas se faire déclasser, eh bien, on va payer très chèrement cette espèce de fouillis qui dure depuis longtemps.

Moi, ce que je voudrais peut-être vous poser comme question, c'est, parce que votre proposition – peut-être qu'elle est antérieure à l'accord qui a été conclu le vendredi 2 novembre, oui, quelque chose comme ça – est-ce qu'on doit aller négocier tout de suite, d'après vous autres, parce que c'est ça que vous dites, ou bien si on doit mettre ça dans le gros paquet? Alors, en termes de stratégie, c'est quoi vos perspectives ou vos recommandations?

(20 heures)

**Mme Caron (Alberte):** Immédiatement, et on écrit immédiatement, le plus immédiatement possible, parce que c'est urgent. La situation économique du Québec est urgente à ce niveau-là, au niveau de la main-d'œuvre. Il y a des gens qui en souffrent à l'heure qu'il est.

**Mme Boily:** M. Larose, je pense que vous avez effectivement raison. C'est actuellement une des premières fois au Québec où on peut constater que les milieux patronaux et syndicaux ont un consensus à l'effet de rapatrier les pouvoirs en matière de formation. Dans notre mémoire, on soulignait que les différents gouvernements,

quelle que soit leur couleur, ont constamment revendiqué, depuis 80 ans, le rapatriement des pouvoirs ou que le Québec ait davantage d'autonomie au niveau de la formation professionnelle. Et je pense qu'il est plus que temps, si ça fait 80 ans que l'on attend, pourquoi est-ce qu'on devrait encore attendre? Combien de temps, je ne sais pas. Mais, à notre avis, il y a là une urgence pour que, effectivement, le gouvernement demande le plus rapidement possible et négocie le plus rapidement possible le rapatriement des pouvoirs.

**Une voix:** O.K. M. Laflamme, s'il vous plaît.

**M. Laflamme:** Juste pour ajouter un petit peu, M. Larose, je pense que je suis très heureux, en passant, que vous apportiez un renforcement à cet égard à notre mémoire comme tel. Quand on parle souvent de momentum – vous avez parlé tantôt de consensus au niveau du forum pour l'emploi, consensus au niveau de la conférence permanente sur l'adaptation de main-d'œuvre – je pense qu'on devrait continuer dans la même foulée et dire: Pour une fois que l'ensemble des partenaires socio-économiques du Québec sont d'accord pour enclencher, pour aller plus loin, pour réellement définir notre politique de main-d'œuvre au Québec, je pense que c'est le temps.

**M. Aubre:** Juste pour ajouter, M. Larose, actuellement, nous vivons une période difficile au niveau de l'économie. Pendant ce temps-là, les autres pays de l'Europe ou de l'Asie, etc., ne sont pas en période de récession. Et ce n'est pas dans les entreprises, lorsqu'elles tournent à peu près à pleine capacité, qu'on a le temps de former la main-d'œuvre et qu'elle a le temps requis pour sa formation afin de suivre l'évolution technologique.

Une des meilleures périodes pour former sa main-d'œuvre, c'est la période difficile qu'on traverse actuellement. Ça permet à l'entreprise de conserver sa main-d'œuvre, et toute son expérience, mais de l'adapter et de se préparer à la reprise qui s'en vient, parce qu'il y en aura une. Et, à ce moment-là, ça évite qu'on prenne trop de retard par rapport aux concurrents. On est dans un marché qui est mondialisé.

**M. Larose:** Peut-être pour le bénéfice de la Commission, j'ajouterais qu'au fédéral, le gouvernement, suite à une enquête ou une étude qu'il a fait faire par le Conseil canadien de la productivité – en tout cas c'est plus compliqué que ça, mais ça se résume à ça – est arrivé dans la foulée du rapport avec une proposition pour avoir une commission "coast to coast" en formation professionnelle, une commission nationale heurtant de front la compétence du Québec. Et, à la Conférence permanente sur l'adaptation de la main-d'œuvre, tous les partenaires ont pris

l'engagement, d'abord, de dire à la ministre McDougall qu'on ne buvait pas de cette eau et, deuxièmement, qu'on ne participerait pas, aucun des partenaires, et ça inclut, du côté patronal, l'ensemble des organisations et que, du côté patronal également, aucun des partenaires ne participerait à la table nationale ou canadienne ou... Je ne me souviens plus comment ça s'appelait... La Commission nationale proposée par Mme McDougall.

Alors, là-dessus, je pense que c'est un dossier qui est de plus en plus clair pour l'ensemble des partenaires et qui s'inscrit parfaitement dans les revendications traditionnelles du Québec effectivement.

**M. Laflamme:** Je pense qu'on l'a clairement indiqué dans notre mémoire, M. Larose, qu'au Québec on est quand même privilégiés. On a une structure avec des partenaires socio-économiques qui répond bien, et c'est dans ce sens-là aussi qu'on a dit qu'il ne faudrait pas redoubler, encore une fois, d'autres organisations ou d'autres structures. C'est dans ce sens-là aussi qu'on voudrait mettre un bémol à la création de nouvelles organisations. Je pense que les gens ont à profit de coopérer avec la structure existante, qui est déjà assez efficace en elle-même.

**M. Larose:** Pour le Québec, vous autres, qui êtes là-dedans à temps plein, je dirais que les sommes totales d'argent en provenance des deux paliers de gouvernement, c'est combien d'argent qui circule en formation professionnelle?

**Mme Boily:** Actuellement, si on regarde au niveau du fédéral, des programmes de planification de l'emploi, il y a actuellement 425 000 000 \$ qui sont investis au Québec par le biais du fédéral dans ce programme de planification de l'emploi. Le budget relatif aux accords Canada-Québec sur la formation en établissement équivaut à 139 000 000 \$ en 1989-1990, disons les chiffres. C'est donc dire qu'à ces sommes, si le nouveau mode d'emploi que veut appliquer le fédéral par le biais de sa stratégie de mise en valeur de la main-d'œuvre, on peut estimer... Je discutais aujourd'hui avec le sous-ministre au MMSR et, selon eux, l'estimation est équivalente à environ 350 000 000 \$, que le Québec pourrait récupérer des 800 000 000 \$ de l'assurance-chômage en matière de formation.

**M. Larose:** Je voudrais, si vous me le permettez 30 secondes...

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Une toute petite, toute petite.

**M. Larose:** O.K. C'est une information, parce que c'est un nouveau contexte avec la loi C-21, la Loi sur l'assurance-chômage. J'informe

la Commission que, maintenant, le fédéral ne contribue plus dans la caisse. C'est une caisse privée, maintenant, faite de l'argent des employés et des employeurs. Il est un peu indécemment qu'un palier qui se met les deux pieds dans notre propre juridiction finance son propre empiètement à partir de notre argent. C'est rendu, disons, assez disgracieux. C'est le moins qu'on puisse dire.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Nous passons maintenant à M. Claude Béland.

**M. Béland:** Est-ce compris comme si je faisais de l'obstruction, M. Larose?

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Non, non. Il a réussi à en étirer une petite correcte. Vous pouvez y aller.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Béland:** Merci. C'est ça qui m'étonne un peu. C'est que je pense qu'on fait tous des consensus là-dedans. Tous les consensus dont a parlé M. Larose, j'ai eu le privilège d'y participer. Malgré ces consensus qu'on a ici, il reste un partenaire avec qui on a beaucoup de difficultés, c'est le partenaire fédéral qui, au lieu de suivre tout le processus des négociations qui dure depuis 1910, va plutôt dans le sens contraire par la création de sa Commission nationale de la formation. Ce que vous nous suggérez de recommander, ici, comme commission parlementaire sur la Constitution, est-ce que c'est vraiment ça que vous nous recommandez de dire au gouvernement du Québec, qu'il devrait entamer des négociations? J'ai un petit peu de misère avec ça. Essayez de nous aider un peu. Nous, on dit ici: C'est évident; il faut faire quelque chose. Qu'est-ce qu'on peut dire au gouvernement du Québec, sur le plan constitutionnel, si vous nous dites: Demandez donc au gouvernement de négocier un rapatriement constitutionnel. Est-ce que ça suffit, d'après vous? Est-ce qu'on va régler le problème comme ça?

**M. Laflamme:** Je serais porté, au départ, à dire qu'on n'a pas à rapatrier ce qu'on a déjà. Il s'agit d'occuper le champ, puis occupons-nous de nos affaires. Si on veut s'occuper, si on a besoin d'une main-d'œuvre qualifiée, compétente pour être capable de répondre aux défis de demain, je pense qu'il s'agit de se définir une belle politique de main-d'œuvre. Il me semble que ce serait le temps d'avoir un projet de société avec une politique de main-d'œuvre dedans qui en ferait partie. Dire: Au cours des prochaines années, dans cinq ans, à quelle place voudrions-nous être, nous autres, dans dix ans, pour justement faire face à la mondialisation des marchés? Vous voyez en Allemagne comment ces gens-là, prêtez-moi le terme, ils se plantent pour

être capables, puis ils se tiennent pour être capables de développer davantage là-dessus. Il me semble qu'on devrait être capables de définir, chez nous, bien sûr avec l'ensemble du Canada et même des États-Unis, l'Amérique quoi, pour dire à quelle place on veut aller, nous autres. Veut-on être compétitifs, nous autres aussi?

**M. Béland:** En prenant tous les chiffres impressionnants que vous nous avez cités, en laissant ça quand même à un autre palier de gouvernement, comment on règle ça? Je trouve que le problème n'est pas simple. Comment on règle ça réellement? Vous dites, en passant, si tous les champs de compétence touchant le développement de la main-d'œuvre, alors est-ce que c'est juste l'éducation, la formation?

**Une voix:** Bien non.

**M. Béland:** Qu'est-ce qu'il y a, à part cela, là-dedans?

**Mme Bolly:** M. Béland, là-dessus, ce que notre mémoire dit, notre position, de fait, est de dire que ce que nous revendiquons, si j'ose employer ce terme, ce que nous aimerions, c'est que le Québec, au fond, ait véritablement une autonomie, mais entière en matière de tous les pouvoirs, en matière de développement de main-d'œuvre. Et pour ce faire, ce que j'ai mentionné tout à l'heure, antérieurement, il est vrai que les divers gouvernements ont pu tenter de négocier, je dirais, avec le fédéral sauf qu'il n'y avait pas à l'époque ce qu'il y a maintenant, c'est-à-dire une volonté de l'ensemble des partenaires patronaux et syndicaux. Et je pense qu'en ce sens-là, le gouvernement du Québec pourrait effectivement négocier avec le fédéral une autonomie entière en matière de développement de main-d'œuvre.

**M. Béland:** D'accord, merci.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Ça va, M. Béland? Je passe maintenant aux questions des deux autres groupes, mais je rappelle aux membres de la Commission qu'il reste encore du temps sur les 40 minutes des membres. S'il y en a qui veulent faire des signes vers le Secrétariat pour qu'on reprenne par après avec eux. Ceux, bien sûr, qui n'auraient pas déjà eu leurs 10 minutes ce soir. Nous passons maintenant à Mme Harel.

**Mme Harel:** M. le Président, je prends un engagement pour moi, je ne peux pas le prendre pour mes collègues. Je passerais mon tour à ce moment-ci si j'étais certaine qu'à l'unanimité autour de cette table on s'entend sur l'urgence de rapatrier tout ce qui concerne le développement de la main-d'œuvre au Québec. Je vais parler par exemple parce que je ne suis pas



certaine de l'unanimité. Je suis certaine que ça fait consensus. Ça me fait penser un peu aux litanies dans les processions de mon enfance. Vous savez ce qui revenait tout le temps parce que c'est comme une litanie. On lit votre mémoire par exemple à la page 13 – je ne vous en fais pas reproche – mais quand on lit: La complexité et l'inefficacité du partage des pouvoirs en matière de main-d'œuvre conduisent à des dédoublements coûteux et d'éternelles querelles entre les deux paliers de gouvernement. Puis on en retrouve comme ça évidemment pendant tout le mémoire. Et pourtant la situation est alarmante et vous la décrivez bien.

Vous nous rappelez que le quart de la population du Québec adulte a moins d'une neuvième année, que le Québec compte un taux d'alphabétisation, vous nous dites, de 28 % dans votre mémoire, et surtout que d'ici l'an 2000 – ce n'est pas très loin ça – eh bien, plus d'un travailleur sur deux sera tenu d'avoir une formation de niveau collégial, c'est-à-dire plus de 17 ans de scolarité. Alors, c'est sûr qu'il y a une sorte d'urgence et que dans le fond on a un sentiment d'être pressés dans les circonstances. À la page 13 de votre mémoire vous nous dites: Quel que soit le cadre constitutionnel, en premier lieu, il faut que le Québec réclame tous les budgets fédéraux qui sont injectés. Je vais reprendre la question où M. Larose l'a laissée. Avec la nouvelle réforme de l'assurance-chômage qui fait que, dorénavant, c'est à partir d'une taxe sur la masse salariale prélevée par la caisse d'assurance-chômage qu'en grande partie seront financés tous ces programmes de formation de la main-d'œuvre et même de création d'emplois, comment est-ce qu'il est possible de réclamer les fonds sans justement modifier le cadre constitutionnel, puisque ce cadre constitutionnel fait que c'est la caisse d'assurance-chômage qui administre, étant donné que le gouvernement fédéral s'est désengagé?

**Une voix:** Mme Boily va vous répondre.

**Mme Boily:** Vous dites: Comment en arriver à négocier le rapatriement sans nécessairement négocier ou revoir le cadre constitutionnel? Il est clair que, dans notre mémoire, comme j'ai dit tantôt, notre principale recommandation est à l'effet que le Québec récupère une autonomie entière en matière de développement de main-d'œuvre. Par ailleurs, la forme et les modalités de cette autonomie n'ont pas vraiment fait partie de nos propos, comme vous avez pu le constater. Et je pense qu'il ne nous appartient pas, à nous, de déterminer le cadre constitutionnel, mais qu'il vous appartient, à vous et à d'autres partenaires, de développer des stratégies pour qu'effectivement les interventions dont on vous mentionne l'urgence soient effectuées.  
(20 h 15)

**Mme Harel:** Oui, parce que, évidemment,

dans le contexte de la réforme de l'assurance-chômage, il faut comprendre... On lit dans votre mémoire, par exemple, à la page 14, vous nous parlez du budget sur la formation d'établissements, les 139 000 000 \$, mais vous êtes certainement informés. Le ministre responsable, d'ailleurs, en a parlé, que le fédéral veut se désengager par rapport à ces 139 000 000 \$ qu'il réduirait progressivement à partir d'avril prochain, pour qu'en 1994 il ait complètement aboli ce montant, parce que c'est finalement la caisse d'assurance-chômage qui va financer la politique pan-canadienne de formation, donc les travailleurs et les employeurs. Comment faire pour agir sans aller rechercher la compétence qui avait été transférée au gouvernement fédéral après la deuxième guerre? On peut tout demander, mais c'est qu'on n'a pas les pouvoirs de décider, dans ce contexte de négociations. Est-ce que, pour vous, le nouveau contexte de la réforme d'assurance-chômage, ça vient changer aussi... Finalement, vous n'avez pas pu examiner si ça apportait des modifications.

**M. Laflamme:** C'est bien certain qu'on n'a pas envisagé encore tous les scénarios là-dessus. Mais il reste que, si on veut soutenir le développement économique avec notre principal capital qui est le capital humain, il va falloir développer chez nous une culture de développement de la main-d'œuvre. La formation, c'est un outil pour la réalisation de cette culture. Il va falloir une plus grande implication des principaux acteurs dans cette politique. Je pense aux entreprises, je pense à la main-d'œuvre. Si on y va avec une taxe ou avec une partie quelconque d'abris fiscaux pour aller chercher un encouragement supérieur, un stimulus, il va falloir également impliquer la main-d'œuvre; je pense que, si on prend un cadre qui veut se perfectionner, il va aller directement à l'université suivre des cours pour assurer son propre développement, dans le contexte socio-économique qu'on vit. Les entreprises vont devoir faire la même chose et investir davantage dans leur propre capital humain. C'est dans ce sens-là que je dis que la culture du développement de la main-d'œuvre est très importante à ce niveau, et ça, il va falloir le promouvoir ensemble.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** M. Brassard.

**M. Brassard:** D'abord, j'ai pris connaissance avec beaucoup d'intérêt de la description que vous faites du fouillis qui existe présentement. S'il y en a qui sont bien placés pour le décrire, c'est vous autres, c'est les commissions de formation professionnelle implantées sur le territoire, étant donné votre vocation. Mais ce qui me surprend, c'est que ça fait 80 ans qu'on essaie de rapatrier, de récupérer, de faire en sorte que le Québec soit pleinement autonome en

matière de main-d'oeuvre et de formation professionnelle. Je suis évidemment d'accord avec l'objectif et la revendication. Mais vous dites en même temps que ça ne peut plus durer, il y a urgence. C'est trop essentiel, c'est trop important pour le Québec. Si on n'accorde pas au gouvernement du Québec tous les pouvoirs en cette matière-là, on va se retrouver à la traîne sur le plan économique. Il y a un monsieur qui a évoqué, entre autres, d'autres pays dans le monde qui, eux, progressent, et nous, on risque de se retrouver à la traîne, à la queue sur le plan économique en matière de formation, à cause de ce fouillis-là. Et puis, vous écrivez dans votre conclusion, je vous cite: "Jusqu'à récemment le domaine de la main-d'oeuvre faisait l'objet d'ententes fédérales-provinciales, mais il s'avère aujourd'hui que la tendance fédérale actuelle est d'esquiver la négociation et d'implanter ses propres stratégies." Là, ça s'est aggravé. Au moins avant, on pouvait négocier, ça ne marchait pas, ça n'aboutissait pas, mais il y avait un interlocuteur au moins avec qui on pouvait parler. Là, il y a esquive. L'interlocuteur fédéral se défile, s'esquive, et visiblement entend implanter ses propres stratégies. Moi je veux bien prendre acte d'abord que ça doit revenir à Québec, et puis qu'il faudrait entamer des négociations, bon. Je veux bien qu'après 80 ans on reprenne des négociations. Il y a le ministre actuel de la Sécurité du revenu qui, lui aussi, est bien disposé à s'engager dans des négociations. Mais je vous pose simplement la question, si la négociation — comme c'est fort possible, étant donné que le fédéral, en plus, s'esquive — si la négociation n'aboutit pas, et qu'il y a vraiment urgence, vous l'évoquez, on fait quoi? Qu'est-ce qu'on fait? Avez-vous une réponse à ça? Qu'est-ce qu'on fait?

**Une voix:** On ne vous le demandera pas.

**M. Aubre:** Je pense que le contexte actuel est fort différent des contextes que nous avons connus antérieurement. Il y a actuellement beaucoup plus d'ouverture à revoir le partage des pouvoirs. Il y a beaucoup de choses qui sont remises en cause depuis un certain été chaud. L'ouverture est là. Il y a aussi au Québec...

**M. Brassard:** Au fédéral?

**M. Aubre:** ...c'est généralisé au pays. Il y a une ouverture à revoir les pouvoirs. Il y a une ouverture, elle est là. Du côté du Québec, il y a actuellement des consensus très forts — M. Larose en a fait état, M. Béland aussi — et ça, ça n'existait pas si on remonte à pas plus d'une année en arrière. Le Québec a maintenant une force politique qu'il n'avait pas il y a très peu de temps. La Fédération est remise en cause, et questionnée beaucoup, ce qui crée l'ouverture à revoir les choses. Dans ce contexte-là, il y a

place à négocier, nous le pensons, et nous avons parlé de négocier des choses. Maintenant, dans l'éventualité, puisque c'était votre question très précise, où la négociation pour une 81<sup>e</sup> ou 82<sup>e</sup> année n'aboutirait pas, c'est vrai qu'il y a urgence, et je pense qu'à ce moment-là le Québec devra prendre les moyens, donc les décisions qui s'imposent en de telles circonstances pour, effectivement, rapatrier le plus rapidement possible le domaine de la main-d'oeuvre. C'est ce qu'on prône, parce qu'il y a une très grande urgence. On dit que c'est excessivement complexe, vous dites qu'on est bien placés, mais il y a des gens qui sont encore mieux placés que nous pour vous expliquer jusqu'à quel point c'est complexe. Ce sont les dirigeants d'entreprise ou des représentants de travailleurs et de travailleuses qui ne savent plus à quelle porte s'adresser pour régler leurs problèmes. Nous, on ne vous transmet que ça, mais eux le savent d'avantage, parce qu'ils le vivent dans le quotidien. Parlez à des gestionnaires de PME qui ont besoin de faire former leur main-d'oeuvre par les temps qui courent, vous allez probablement en entendre de toutes les couleurs. Il y a eu une commission au Québec, il y a quelques années, qui devait remettre un peu d'ordre dans ce qu'on appelait l'éducation des adultes, la commission Jean. En tout cas, si ça a réglé quelque chose, j'espère que quelqu'un me l'indiquera. Ça fait quand même 20 ans, tout près de 20 ans que je suis dans les CFP, j'ai vécu à peu près toute la croissance, le développement, les difficultés, je les connais, j'ai passé à travers tout ça.

**M. Brassard:** Mais, monsieur...

**Mme Boily:** J'aimerais peut-être...

**M. Brassard:** Est-ce que ça aurait changé depuis la rédaction de votre mémoire?

**M. Aubre:** Qu'est-ce qui aurait changé?

**M. Brassard:** C'est parce que vous me dites qu'il y a maintenant une ouverture pour entamer des négociations qui pourraient probablement aboutir, alors que je viens de lire votre mémoire, où vous dites que la tendance fédérale actuelle est d'esquiver la négociation et d'implanter ses propres stratégies, donc, non seulement refusent-ils de négocier, mais ils font leurs propres affaires eux-mêmes. Alors ça aurait pu changer depuis quelques jours là?

**M. Aubre:** Je me suis fait mal comprendre, M. Brassard.

**M. Brassard:** Oui.

**M. Aubre:** Je pense que l'ouverture est dans le peuple. Les gens sont ouverts actuellement.

**M. Brassard:** O.K. D'accord. O.K.

**M. Aubre:** Et souvent, le niveau politique reflète assez bien le peuple...

**M. Brassard:** Parfois.

**M. Aubre:** Mais il y a une ouverture actuellement dans le peuple à revoir le partage des choses.

**M. Brassard:** O.K. D'accord. Parfait.

**Mme Boily:** Peut-être pour ajouter certains éléments à ce que vous mentionniez concernant le fait que le gouvernement fédéral implante doucement, mais sûrement, ses propres stratégies en matière de développement de main-d'œuvre, entre autres par le biais de la Commission nationale sur la formation. Il est clair que, pour nous, cette Commission nationale qui veut donner, qui veut encore prendre, je dirais, plus de place au sein de chacune des provinces, dont le Québec, en matière d'orientation des programmes de développement de main-d'œuvre, qui veut davantage contrôler... Le contrôle est même si fort, en tout cas, d'après ce que je lisais dans le document de la Commission, qu'ils veulent même en arriver à évaluer l'efficacité des institutions d'enseignement au Québec. Je trouve ça et nous trouvons ça totalement inadmissible. Il va de soi, de même que les ramifications, je dirais, locales que le gouvernement fédéral veut éventuellement instaurer, pour nous, c'est à ce moment-là de faire à nouveau une duplication des structures déjà existantes au Québec.

Peut-être juste un dernier petit commentaire concernant l'urgence qu'on mentionnait tout à l'heure. Il est clair qu'actuellement, nous avons une série de secteurs d'activité économique en pénurie de main-d'œuvre. Et on peut se demander comment il se fait que nous ayons tant de secteurs en pénurie de main-d'œuvre alors qu'il y a un taux de chômage quand même assez important au Québec. Cet aspect-là, pour nous, nous préoccupe énormément. On se dit que, dans une période de récession comme celle que l'on vit actuellement, il est encore plus urgent de remédier à cette situation. Lorsque l'on voit, par exemple, des entreprises qui nous disent: Mais ça n'a pas de bon sens! Je suis incapable de trouver les ressources et les compétences adéquates pour mon entreprise. Et je suis obligé de faire venir des immigrants pour effectuer les travaux à faire. Cette situation-là, on se dit que ça n'a pas beaucoup de bon sens et que l'urgence dont on parlait se situe davantage à ce niveau-là, également.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Madame, ça termine ce bloc de questions, mais nous aurons probablement du temps, après l'autre bloc, pour faire une deuxième ronde, puisqu'il n'y

avait pas d'autres demandes du côté des autres membres. On retourne maintenant de l'autre côté de la table à M. Rémillard.

**M. Rémillard:** Merci, M. le Président. Mesdames, Messieurs, merci de venir témoigner devant nous. Merci pour votre mémoire. Je veux vous féliciter pour le travail que vous faites. Je sais que vous faites un travail qui est très apprécié dans tous les secteurs qui sont touchés par votre travail. Vous travaillez en étroite collaboration avec mon collègue, le ministre de la Main-d'œuvre, de la Sécurité du revenu, M. Bourbeau. Vous dites d'ailleurs, dans la conclusion que vous dégagez à la page 9 de votre mémoire, vous dites très bien que le gouvernement du Québec s'est donné des orientations claires en matière d'adaptation de la main-d'œuvre misant sur le partenariat et la régionalisation des responsabilités.

Je me réfère à des déclarations de mon collègue André Bourbeau, qui réclamait, encore récemment, qui demandait au gouvernement fédéral cette exclusivité de juridiction dont on a absolument besoin. Et il n'y a rien de nouveau là-dedans. Ça fait 30 ans qu'on demande ça. Je crois qu'on a là un exemple particulièrement éloquent de ce genre de fédéralisme où on en est rendus et qui ne fonctionne plus. Parce que s'il y a un domaine où le gouvernement fédéral n'avait pas d'affaire à être, c'est bien ce domaine-là, l'éducation étant de juridiction provinciale. Mais on s'est retrouvés tout à coup avec le fédéral dans ce domaine de juridiction, même si tous les intervenants du secteur lui disent: Allez-vous-en, vous n'avez pas affaire là-dedans; on est mieux placé que vous pour régler nos problèmes de formation de main-d'œuvre. Et puis, pendant tout ce temps-là, ils demeurent là. Dédoulement, perte d'efficacité, perte d'argent. Et vous nous présentez un mémoire qui, à ce niveau-là, est particulièrement éloquent. (20 h 30)

On pourrait dire la même chose de bien d'autres secteurs parce que la tactique qu'on voit dans ce domaine, de la part du gouvernement fédéral, c'est la même qu'on voit dans bien d'autres secteurs. Ils ont une compétence principale, que ce soit en matière d'aéronautique par exemple ou dans le domaine du commerce interprovincial ou international, pour me référer à un exemple auquel nous sommes confrontés présentement en matière d'énergie. À partir de là, découle un ensemble de compétences ancillaires ou implicites qui fait que, finalement, il n'y a plus une seule compétence exclusive dans la Fédération canadienne. La liste de 91, 92 que les Pères de la Fédération en 1867 avaient faite dans leur grande sagesse, ils avaient dit: Les provinces sont proches des réalités sociales, politiques, économiques et ces problèmes-là qu'elles connaissent particulièrement bien on va leur donner la possibilité de les régler. Puisqu'elles connaissent

les problèmes elles sont capables d'apporter les solutions mais avec la pratique c'a à fait que tous ces champs provinciaux ont été envahis par le domaine fédéral et même avec une prépondérance fédérale dans bien des cas. Et là, on assiste à un de ces cas-là par l'assurance-chômage, par d'autres secteurs d'activités. On se retrouve avec un gouvernement fédéral qui envahit un champ de compétence strictement provincial qui est tellement important pour nous.

Dans la recommandation 4, à la page 4, vous dites: Que le gouvernement du Québec régionalise les processus décisionnels pour augmenter l'efficacité et l'efficace des ressources humaines et financières qu'il consacre au développement de l'économie. Je trouve cette recommandation particulièrement intéressante. Il y a là un aspect aussi quand on parle de main-d'œuvre, quand on parle de la nécessité pour le Québec d'avoir toute cette juridiction sur la formation de la main-d'œuvre. Il y a là une dimension très intéressante par l'aspect régional, qu'on puisse aussi décentraliser parce que ce qu'on reproche à Ottawa, il ne faudrait pas qu'on le reproche aussi au Québec comme tel. Il faut être conscients, nous aussi, de cette nécessité que nous avons de régionaliser notre action et en particulier en ce qui regarde la main-d'œuvre. En ce qui regarde donc cette régionalisation de la formation de la main-d'œuvre, est-ce que vous auriez des plans précis de régionalisation? Et est-ce que, dans ces domaines-là, vous pourriez nous donner des exemples où les politiques fédérales vous empêchent d'agir comme vous aimeriez agir?

**Mme Boily:** Bon, tout d'abord j'aimerais dire que je suis très heureuse de vous entendre dire qu'effectivement, en tant que gouvernement provincial, vous avez la préoccupation de ne pas répéter des grandes orientations que le fédéral, par exemple, peut avoir dans ses politiques actuellement et que vous avez également comme préoccupation, en tant que gouvernement du Québec, de régionaliser éventuellement l'ensemble, je dirais, des objectifs et des interventions en matière de main-d'œuvre. Et pour nous, il est clair que c'est très important cet aspect-là. Je vais laisser à mon collègue, M. Laflamme, le soin de développer un petit peu plus de façon concrète.

**M. Laflamme:** Si on regarde, M. Rémillard, les derniers "moves", je devrais dire, de la planification de l'emploi au niveau du fédéral, c'est que la commission de l'emploi va définir des programmes, des objectifs, des orientations sur une base nationale. C'est certain qu'il n'y a pas juste un marché du travail au Canada, il y en a plusieurs. Et même dans notre province à nous, il y en a plusieurs également. C'est dans ce sens-là qu'on a dit que les critères rattachés

aux programmes devraient partir de la région. Vous savez comment le développement endogène, c'est-à-dire à partir de la région, peut être efficace. Vous savez également qu'au niveau des entreprises quand on veut que l'efficacité et l'efficacité soient davantage première préoccupation, on s'assure que les centres décisionnels soient le plus bas possible dans l'organisation et même à partir du travailleur qui décide de ce qu'il a à faire. C'est dans ce sens-là qu'on se dit que, au niveau d'une région, les commissions de formation professionnelle sont des organismes réellement paritaires, mais aussi des organismes régionaux. Avec leur expérience, je pense en tout cas qu'ils sont capables d'intervenir dans ce sens-là. Et on est heureux également que vous puissiez être bien saisis du climat dans lequel nous avons justement à opérationnaliser les divers programmes, tant provinciaux que fédéraux. Peut-être que Yvan avait d'autres...

**M. Aubre:** De façon plus précise, imaginons le scénario suivant: qu'une PME se modernise et décide de passer à l'étape de former sa propre main-d'œuvre, tout en continuant, en partie, ses opérations, et là on demande à profiter des programmes gouvernementaux. On se réveille, à ce moment-là, avec une panoplie de programmes qui, en grande partie, poursuivent des objectifs qui sont fort différents, qui ont des normes différentes, et qui, souvent, sont accolés à des listes de pénuries qui, elles-mêmes, sont différentes entre le fédéral et la province. Et l'employeur veut un plan intégré: quand il y aura de la formation, qui sera en formation, garantisiez-vous les engagements, etc.? C'est à peu près impossible de réaliser actuellement ce type d'activité dans une PME. Il y a trop d'intervenants pour que chacun puisse prendre des engagements et, en grande partie, on a des difficultés à arriver à la fin, parce que, pour le client, pour l'entreprise et sa main-d'œuvre, l'objectif c'est que le matin x la main-d'œuvre soit compétente, efficace, efficiente sur les nouveaux équipements. En plus de ça, il y a tous les fournisseurs de services, ceux qui vont assumer la formation, qui ont aussi leurs propres contraintes. Il y a beaucoup d'intervenants et il nous apparaît qu'il y a là un ménage à faire et en débutant, je pense, par clarifier les objectifs, les orientations, les pénuries, donc en commençant par avoir un seul maître d'œuvre au niveau politique, et nous ce qu'on dit, c'est que ça doit être le Québec qui soit le maître d'œuvre dans la main-d'œuvre. Au moins, on aura éliminé beaucoup d'irritants dans le système actuel.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** M. Maciocia.

**M. Maciocia:** Oui, M. le Président, je crois que tout a été dit. Je vous félicite aussi pour votre mémoire. J'aurais seulement une remarque à

faire. C'est le deuxième organisme, aujourd'hui, qui nous dit qu'il faut rapatrier les pouvoirs du gouvernement fédéral, mais il me semble que le gouvernement du Québec est seulement de passage, parce que, pour dire comme vous dites à la recommandation no 4, que le gouvernement du Québec régionalise le processus décisionnel, et tout ça, est-ce que je pourrais en comprendre les raisons? Parce que j'ai la nette impression que le gouvernement du Québec est là seulement comme transition entre le gouvernement fédéral et les régions. Pourriez-vous commenter sur cette question.

**M. Aubre:** Lorsqu'on parle de la formation de la main-d'œuvre, bon, je ne parlerai pas, de la formation dite de base, qui existe davantage, pour les jeunes des réseaux du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur. Mais lorsqu'on arrive avec des gens qui sont en emploi où à la recherche d'emploi, la problématique est fort différente. Il faut être prêt, il faut descendre les paliers de décision, près des enjeux. Si on regarde les entreprises qui performant aujourd'hui, ce sont les entreprises où les paliers hiérarchiques sont en voie de se restreindre, des entreprises où l'employé sur la ligne de feu est de plus en plus maître de prendre les décisions dans son domaine de compétence. Il est responsabilisé. Et au niveau de la formation de la main-d'œuvre, il va falloir, si on veut que ça fonctionne, descendre les décisions au niveau des régions pour que, entre l'identification du problème et la réponse, il y ait très peu de temps, d'où notre idée de régionaliser, de descendre les centres de décision pour avoir la vraie couleur. On estime les besoins, on les connaît. Et on contrôle une bonne partie des réponses. Mais, actuellement, on n'en contrôle pas suffisamment pour être aussi efficace qu'on pourrait l'être.

**M. Laflamme:** Je pense que, M. Maciocia, ce qu'on souhaite, c'est d'adapter les programmes, les mesures de développement de main-d'œuvre aux réalités régionales. On le précise bien à la page 6 de notre mémoire. C'est dans ce sens-là qu'on souhaite une plus grande souplesse et une plus grande adaptabilité des programmes pour que les régions, justement, en tirent profit.

Ça ne sert à rien de créer des programmes de formation pour les prestataires de la sécurité du revenu s'il n'y en a pas beaucoup dans une région. Ça ne sert à rien de donner 500 000 \$ à une région alors que le taux de chômage est quasiment de 5 % ou de 6 %. C'est dans ce sens-là qu'on veut adapter les mesures aux régions et laisser la marge de manœuvre à la région en termes d'enveloppe globale. Par exemple, si une région, son enveloppe budgétaire est de l'ordre de 1 000 000 \$ ou de 2 000 000 \$, qu'elle puisse être capable de l'adapter en fonction des besoins réels de l'économie du marché, des clientèles.

**M. Maciocia:** Merci.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** M. Guy Bélanger.

**M. Bélanger (Guy):** Dans la même veine que ce que M. Maciocia vient de poser comme question, si je comprends bien votre mémoire, le sens, c'est nettoyer l'arbre de décisions, enlever tout le long tout ce qui pollue, qui interfère, qui alourdit et complique, et aller directement là où se passe l'action, c'est-à-dire, dans votre cas, vous dites: les régions. Ce n'est pas juste de se décentraliser vis-à-vis du fédéralisme, mais c'est aussi vis-à-vis du provincialisme, jusqu'à un certain point.

**M. Laflamme:** Exact.

**Une voix:** C'est sûrement ça.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Mme Hovington.

**Mme Hovington:** Ça va. C'était la remarque que je voulais faire aussi parce qu'on a entendu aujourd'hui les organismes régionaux de concertation et de développement qui mentionnaient aussi, qui laissaient en tout cas voir ou percevoir que le transfert de certains pouvoirs du fédéral, ils le voulaient spécifiquement pour les régions. D'où ma remarque cet après-midi. Je disais que, dans le fond, c'est presque une confédération que vous voulez, avec un gouvernement au Québec et des pouvoirs des régions souveraines dans un certain exercice de pouvoirs, dans certaines compétences, de pouvoir. Je pense que vous allez aussi dans ce sens-là avec votre régionalisation, vos prises de décisions en région.

**M. Laflamme:** Oui. La modulation des programmes.

**Mme Boily:** Ce qu'on mentionne également, c'est que lorsqu'on parle d'une politique de main-d'œuvre, on dit au fond que les grandes orientations doivent être élaborées avec les partenaires et que ces grandes orientations, par la suite, doivent descendre assez rapidement au niveau des régions et être appliquées directement. C'est la façon de...

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Nous avons maintenant terminé ce bloc de questions. Il nous restait du temps sur les questions des membres en général. M. Proulx a demandé de finir son temps, M. d'Anjou ensuite. Ensuite, on reviendra à Mme Marois et à M. Chevette qui avait demandé des questions supplémentaires si du temps était disponible. Donc, M. Proulx d'abord, pour finir votre temps.

**M. Proulx:** Deux petites questions, M. le

Président. La première, c'est... Deux questions d'information. Le contenu des programmes, tous les contenus des programmes, est-ce que ça passe entre vos mains?

**M. Laflamme:** Malheureusement pas. Le contenu des programmes du régulier, c'est les commissions scolaires, les établissements d'enseignement public qui les élaborent. Bien sûr qu'on souhaiterait une plus grande concertation, une coordination grâce à la consultation qu'on fait auprès de l'ensemble des partenaires pour essayer d'adapter les programmes existants en fonction de l'évolution technologique du marché du travail.

**M. Proulx:** Et est-ce que, avec les... Je suis assez néophyte dans tout ça, mais, avec les modifications à l'assurance-chômage à l'heure actuelle, avec — on le sait que de plus en plus d'entreprises, d'assez grandes entreprises peuvent définir elles-mêmes... — Est-ce qu'elles sont obligées de passer par vous autres ou est-ce qu'elles peuvent faire directement affaire. Y a-t-il un risque à partir de là? On sait qu'il y a quand même des nouvelles méthodes qui s'appliquent, particulièrement au niveau des grandes entreprises.

(20 h 45)

**M. Aubre:** À partir du moment où le client, l'entreprise, paie et que ce sont ses deniers, je pense que c'est la libre concurrence; elle peut transiger avec qui elle veut.

**M. Proulx:** Oui. Ça, je pense qu'on ne s'obstinera pas longtemps sur ça.

**M. Aubre:** Dès qu'une entreprise veut utiliser des mesures gouvernementales, elle doit passer par un appareil administratif quelque part. Dans beaucoup de cas, ça se passe chez nous, mais je ne dirais pas exclusivement chez nous. Par exemple, on pourrait profiter de certains programmes qu'offrent les collèges ou les commissions scolaires, sans que ça passe chez nous, parce que c'est financé dans des enveloppes qui appartiennent à ces ministères-là.

**M. Proulx:** Mais elle a l'obligation de passer par une institution quelconque, chez vous ou ailleurs, mais elle ne peut pas faire directement affaire...

**M. Aubre:** Elle ne peut pas faire directement affaire s'il s'agit...

**M. Proulx:** ...ça fait qu'elle va chercher de l'argent ailleurs.

**M. Aubre:** Non. S'il s'agit d'utiliser, entre guillemets, des deniers publics quelque part, il y a un contrôle qui se fait.

**M. Proulx:** O.K. L'autre petite question. Tout à l'heure, vous avez dit: Les critères pour la formation sont définis à partir du national. Moi, j'aimerais savoir de vous autres, parce que vous êtes les mieux placés pour nous répondre, ça a favorisé quelles régions jusqu'à aujourd'hui ces critères-là? Les critères, c'est le gouvernement fédéral qui les fixe; ça vient du fédéral. Êtes-vous capable de me renseigner sur quelle région du pays ça a favorisé davantage?

**M. Laflamme:** Je serais bien mal placé pour vous dire que ça a favorisé davantage la Colombie-Britannique, l'Ontario ou les Terre-Neuviens. Je pense qu'on n'a pas d'idée là-dessus. On n'a pas évalué l'ensemble des mesures au Canada. Je pense qu'on a regardé les mesures chez nous, je veux dire à quelle place le bât blesse, à quelle place ça accroche. C'est dans ce sens-là qu'on a dit, qu'on a identifié que dans le climat où on vit, ce n'était pas toujours facile.

**M. Proulx:** Ça ne favorisait pas le Québec.

**M. Laflamme:** Ça ne le favorisait pas tout le temps.

**M. Proulx:** Merci.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** M. d'Anjou.

**M. d'Anjou:** M. le Président, je trouve très intéressant ce qu'on vient de nous dire sur la régionalisation de la mise en application de certaines politiques. Je pense que personne ne met en cause le fait que le pouvoir central, le gouvernement, doit garder la responsabilité de la répartition des budgets, des grandes orientations, et vous semblez d'accord avec ça, mais qu'au niveau des milieux locaux, il doit y avoir des marges de manoeuvre relativement aux prises de décision, de façon à pouvoir rapidement répondre à des besoins spécifiques, procéder rapidement à de la formation sur mesure, de la formation en industrie, etc. Je suis heureux d'entendre ça, puis ça confirme notre point de vue. Je vous remercie beaucoup.

**M. Laflamme:** Juste en réponse à M. d'Anjou. Je pense que vous reconnaissez bien, on le sait tous, que le Québec est basé sur l'entrepreneuriat, le dynamisme, mais je pense que c'est le temps de passer du discours au geste dans ce sens-là.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Là-dessus, Mme Marois, je pense qu'on recommence avec une tournée de questions rapides, du discours au geste.

**Mme Marois:** Oui. Ce sera très rapide et ce

sera plutôt de l'ordre du commentaire, parce que, pendant deux ans, j'ai eu la chance de travailler avec les commissions de formation professionnelle. Comme ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu, j'ai constaté le borborygme qui ne s'est pas amélioré. J'ai participé aux palabres. Je n'ai pas eu plus de réponses que le gouvernement actuel n'en a eu. J'ai résisté à l'empiétement du fédéral avec peu de moyens et surtout pas le moyen que nous offre actuellement la concertation entre les partenaires. Or, le risque, actuellement, que nous ne résolvions pas ce problème est énorme pour le Québec, parce qu'il s'agit du retard dans ce qu'il y a de plus fondamental pour n'importe quelle société occidentale qui veut participer à la mondialisation des marchés: c'est la compétence et l'excellence de sa main-d'œuvre.

Alors, ma question s'adresse aux membres de la Commission. Malgré tout ce que nous avons entendu de la part des représentants des commissions de formation professionnelle, malgré le consensus qui existe au Québec, actuellement, malgré le fait que le gouvernement n'ait pas demandé le rapatriement, dans ses dernières demandes, de la formation professionnelle, comment ferons-nous, avec la formule qui est prévue pour obtenir les pouvoirs, pour les obtenir, s'il y a entre nous consensus et qu'on ne peut pas passer à travers la formule?

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Vous ne demandez pas la réponse immédiatement, bien sûr.

**Mme Marois:** Non, M. le Président.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Mais la question est reçue quand même par la Commission. M. Chevette, vous aviez une question ou un commentaire?

**M. Chevette:** Je me retiens depuis tantôt, mais je veux succomber, moi aussi, à la tentation. M. le Président, je suis à la fois surpris et content de la chaleur avec laquelle le ministre a reconnu l'urgence d'agir, surtout le besoin d'agir. Mais ma surprise est double de constater que ça ne faisait même pas partie des demandes du plancher minimum alors que ces demandes-là, je me souviens des demandes répétées à la semaine longue de ma collègue de Hochelaga-Maisonneuve, pour inclure ce secteur indispensable au développement de notre société québécoise et jamais on n'a accepté de l'inclure dans les demandes qui ont conduit à Meech. Donc, vous comprendrez qu'on peut être chaleureux dans l'observation de fait mais on aurait pu l'être au moment où c'est peut-être le temps et au moment où le Québec avait un rapport de force parce que le Canada anglais voulait nous faire réintégrer la Constitu-

tion. On avait un certain rapport de force. Si petit soit-il on n'a même pas su être capable d'en profiter. Et ça, moi, je vous avoue très honnêtement que c'est beau laisser dire des choses ici et là mais on va au moins se parler dans la face de temps en temps. Ne pas laisser dire n'importe quoi, n'importe quand, je ne sais pour quel objectif. Mais il n'en demeure pas moins qu'actuellement on est assujéti à la clause 7-50 ou l'unanimité, dépendant des sujets. Fondamentalement, croyez-vous en la valeur d'une négociation à la clause 7-50 au minimum dans la formule actuelle pour aller chercher ce qu'on a de besoin et qui est urgent?

**Le Président (M. Michel Bélanger):** La question s'adresse aux témoins ou au ministre, M. Chevette?

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Une voix:** Au ministre.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Chevette:** M. Bélanger, je vais vous répondre que je veux une vraie réponse.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Alors, la question s'adresse au ministre.

**Une voix:** Ho, ho!

**M. Laflamme:** Il veut une vraie réponse.

**Mme Marois:** Son évaluation n'est pas la même que la vôtre!

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Chevette:** Vous aurez remarqué que nos évaluations se distinguent beaucoup.

**Une voix:** Ça diffère.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Je cède d'abord la parole aux témoins. Le ministre pourra revenir après. Ici, je pense qu'il conviendrait que les gens de l'Association donnent la réponse qu'ils voudront d'abord.

**Mme Boily:** Bon, alors, M. Chevette, effectivement je pense que la question que vous soulevez est très, très pertinente. Je pense que si nous avons pris la peine d'une part d'écrire un mémoire dans un premier temps, si nous avons pris la peine de venir vous voir, ici, ce soir, c'est donc que nous croyons véritablement que notre principale recommandation de rapatriement est possible. Si on n'y croyait pas, soyez sûrs qu'elle n'apparaîtrait pas dans notre mémoire, un.

Deux, on a dit tout à l'heure que l'aspect des négociations comme tel avait échoué antérieurement, si l'on peut dire, ou enfin n'avait pas donné les résultats que le gouvernement aurait escomptés. Mais je pense pour voir les gens qui sont tous ici ce soir, vous êtes toutes et tous des gens d'action, des gens qui avez des croyances comme nous, nous avons également des croyances. Et une de nos croyances est, entre autres, à l'effet que, définitivement, même s'il y a eu des échecs, je dirais, des négociations antérieures, avec le pouvoir que vous avez toutes et tous ici aujourd'hui puisque vous vous entendez, je pense qu'effectivement ça vaut comme la peine de retourner négocier.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Je passe maintenant la parole à M. Rémillard pour une deuxième tournée rapide également.

**Une voix:** Ha, ha! Ha, ha!

**M. Rémillard:** Alors, ça c'est une vraie réponse. Je tiens à la souligner parce que c'est une réponse qui se réfère à probablement la première réalité que nous avons. C'est la force politique que nous pouvons dégager ici ensemble. Il n'est pas facile évidemment de faire face à ces situations et on pourra en citer d'autres. Mais il reste quand même que vous avez parfaitement raison de dire que ce qui va faire la différence c'est la force politique que nous allons pouvoir dégager et ce que nous pouvons faire ensemble ici pour, à un moment donné, dire: Ça suffit, c'est terminé, voici ce qu'on exige. Et probablement qu'on n'a jamais eu jusqu'à présent autant de consensus à ce niveau-là. Et c'est pour ça que j'ai beaucoup apprécié vos interventions parce que votre domaine justement est l'exemple parfait de ce consensus qui existe, de cette concertation qui existe et de ce désir que nous avons tous de dire: Ça suffit, c'est terminé. Et à partir de là votre réponse que vous avez donnée à M. Chevette est une vraie réponse et je vous en remercie!

**M. Chevette:** Je l'avais demandée aussi.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Oui.

**M. Laflamme:** M. Bélanger, en additionnelle, comme diraient certains collègues.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Ce ne sont pas les mêmes règles qui s'appliquent ici, mais allez.

**M. Laflamme:** Je pense que, quand on est six pour avoir une politique de développement de la main-d'œuvre au Québec, c'est parce qu'on veut plus qu'une volonté politique. On veut une implication concrète avec les partenaires. Je pense qu'il serait temps d'avoir une vision

d'avenir sur notre principal capital, la main-d'œuvre, le capital humain, si on veut s'assurer d'un bon développement économique. On est tous impliqués là-dedans, je pense qu'il faut s'assurer de notre première ressource, la ressource humaine. C'est dans ce sens-là qu'on n'insistera jamais assez, à mon avis.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Il nous reste un peu de temps, alors je crois que M. Béland avait demandé... Non? M. Larose en a demandé, alors, M. Larose.

**M. Larose:** Je ne vais pas me faire politicien, mais effectivement, si le seul fait d'avoir un consensus des partenaires amenait le dénouement d'un contentieux de 80 ans, j'avoue qu'à partir du moment où on aurait une décision du peuple québécois par rapport à son propre avenir, imaginez-vous le résultat! J'apprécie la réponse des amis de l'organisation, mais en même temps, je pense que ça trace très bien le comment, pour notre propre commission, par rapport à l'ensemble du dossier. Dans ce sens-là, oui, c'est une question de rapport de force, à construire et à exercer.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Je présume que vous ne demandez pas de réponse précise à ce moment-ci, M. Larose?

**M. Larose:** Non, ce n'est pas une question, c'est que nous, on s'inscrit sur un continuum, on est ensemble pour plusieurs mois, alors c'est autant de pierres pour le chemin.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Alors, nous avons, à toutes fins pratiques, à peu près tout le temps, sauf celui de la présidence qui devient moins disert à mesure que la journée avance; il nous reste donc à vous remercier de cette présentation extrêmement intéressante qui nous apporte encore des vues différentes sur un des aspects de la question très vaste que nous examinons. Je vous remercie, au nom de tous les membres, de votre présence ce soir, de la présentation que vous avez faite et des réponses très détaillées que vous avez apportées aux questions.

Je vous prie maintenant de nous quitter puisqu'on va vous remplacer sur les sièges que vous occupez par un autre groupe, dans quelques minutes.

(21 heures)

Mesdames et messieurs, si vous voulez bien regagner vos sièges. Mesdames et messieurs les membres de la Commission, si vous voulez bien regagner vos sièges pour que nous puissions entendre le groupe qui est devant nous.

Nous allons maintenant entendre la Ligue d'Action nationale. M. Morin fera la présentation. Il nous présentera d'abord les membres de son groupe. Je vous rappelle que vous avez 10



minutes pour faire la présentation du mémoire, mémoire qui a été reçu et lu par les membres de la Commission. Je vous avise aussi que, par la suite, la période de questions est divisée en 10 minutes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 10 minutes pour le groupe parlementaire formant l'Opposition officielle, 25 minutes pour les membres inscrits et 5 minutes pour la présidence, s'il en reste. La présidence, généralement, se fait voler son temps, mais enfin on ne vous le dira pas.

Alors, M. Morin, si vous voulez bien présenter d'abord les gens qui vous accompagnent, qui sont tous connus, mais enfin, il faut que vous les présentiez, et nous présenter également votre rapport.

### Ligue d'Action nationale

**M. Morin (Rosaire):** Merci, M. le Président. À l'extrême droite, Mme Hélène Pelletier Baillargeon; à ma gauche François-Albert Angers, économiste; et à ma droite immédiate, M. Jean-Marc Léger.

Deuxième remarque, M. le Président, je serai très expéditif, presque en style télégraphique. Je vous félicite du courage que vous démontrez pour avoir accepté de réfléchir pendant cinq mois à l'avenir du Québec et d'être à l'écoute des Québécois et des Québécoises. Je serais presque tenté de vous offrir mes sympathies pour la corvée immense que vous vous imposez.

Troisième remarque, M. le Président, notre mémoire est préparé depuis le 13 mars 1912, jour de notre fondation.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Morin:** Pendant au moins 50 ans, la Ligue a cru et a espéré que le Canada devienne un vrai pays pour les Québécois. Nous avons participé à peu près à toutes les luttes nationales. Nous nous sommes opposés à tous les projets de centralisation du fédéral. Nous avons aussi lutté positivement à l'intérieur de ce pays. Mais après quelque 60 ans de luttes stériles, inutiles, nous avons perdu confiance. Les derniers événements ont provoqué une évolution rapide dans notre pensée. La réforme de 1982, imposée sans notre consentement, l'échec du lac Meech nous démontrent d'une façon irréversible que nous ne pouvons plus espérer de changement et de modification de partage des pouvoirs. Pendant au moins les 50 dernières années, les réclamations de tous les gouvernements du Québec qui se sont succédé n'ont pas été entendues. À l'heure actuelle, nous sommes dans une situation où ne pouvons plus espérer aucun changement. L'article 41 de la loi constitutionnelle imposée en 1982 exige l'unanimité pour la réforme des institutions, et nous savons, après les compromis qui ont été faits au lac Meech, d'un Sénat élu efficace etc. qu'il n'y a plus d'espoir d'unanimité

pour la réforme des institutions fédérales. Lorsque le minimum est refusé, nous ne pourrions pas atteindre le maximum.

L'article 38 permet au Canada anglais – sept provinces représentant 50 % de la population – de nous imposer, comme il l'a fait en 1982, une réforme que nous n'acceptons pas. Il est clair, pour nous, qu'à l'intérieur de cette fédération, dans ce carcan dans lequel nous vivons, il est impossible d'obtenir les modifications dont le Québec a besoin.

Il y a un dernier aspect, c'est celui de la minorité francophone que nous représentons. En 1987, nous comptons, dans cette Confédération, 75 députés du Québec sur 194. Aujourd'hui, nous en comptons 75 sur 245. De 33 %, nous tombons à 25 %, et avec le déclin démographique qui affecte le Québec, d'une part, et d'autre part, l'entrée massive d'immigrants dans les autres provinces, nous tomberons dans cinq ans ou dans dix ans à une proportion peut-être de 21 % ou de 22 %. Ce sera impossible, pour nous, dans cette situation, d'espérer plus que nous n'avons eu le 23 juin dernier.

Pour le mémoire, je vous présente M. Jean-Marc Léger qui vous en fera l'exposé.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** M. Léger.

**M. Léger (Jean-Marc):** M. le Président, Mmes et MM. les commissaires, s'il existait un livre des records Guinness pour les performances des nations, nul doute que le Québec aurait aisément la palme – le Canada avec lui – en matière de longueur et d'ampleur des débats constitutionnels. Rapports des conférences ministérielles, des innombrables conférences des premiers ministres, des innombrables commissions d'enquête, sans compter les actes des centaines de colloques, tables rondes et autres séminaires constituent une sorte de monstrueux gisement, n'est-ce pas, dont les strates successives se répètent d'ailleurs avec une sorte d'accablante éloquence et avec, aussi, le sentiment d'une triste impuissance. Sisyphe lui-même doit nous observer avec une sorte de stupéfaction admirative.

Nous nous trouvons aujourd'hui devant la même interrogation fondamentale, en dépit de ses quatre ou cinq décennies d'enquêtes, de recherches et d'études, devant la même interrogation fondamentale et, pour l'essentiel, aux prises avec les mêmes problèmes, à ceci près qu'ils se sont aggravés, que la situation est devenue plus critique, plus pressante et l'interrogation plus angoissante.

Quelle soudaine vertu ou quelle improbable cure de jouvence rendrait souvent possible des changements majeurs et rapides à un régime pétrifié qui s'est révélé impuissant, il y a peu encore, à supporter des modifications mineures.

Il nous semble que rêver, fût-ce avec la plus extrême bonne foi, encore aujourd'hui d'un

renouvellement en profondeur du fédéralisme canadien, relèverait soit de la méthode Coué, soit d'une sorte d'acharnement thérapeutique sur un moribond en phase terminale.

Pour nous, la question fondamentale qui nous est posée est celle de l'avenir d'une culture, c'est-à-dire de la survie de notre peuple face au péril redoutable que représente aujourd'hui, pour toutes les cultures et pour toutes les personnes nationales, la bonté de l'uniformisation. Il y a, pour chaque peuple, le devoir primordial d'affirmer et d'illustrer sa culture propre, contribuant par là à sauvegarder les diversités culturelles, condition première de la liberté des peuples et des individus.

Notre mémoire, vous l'aurez sans doute constaté, s'articule autour de trois thèmes: 1° l'impossibilité du fédéralisme au Canada en raison, à la fois de cette contradiction propre et de l'évolution technologique, sociopolitique et économique contemporaine; 2° la nécessité de l'indépendance comme seule voie possible de survivance et d'épanouissement du Québec et, ce qui n'est pas moins important, comme unique formule efficace, le partenariat fécond avec le Canada; et, enfin, l'urgence d'agir, car le temps nous presse et chaque année perdue ne peut qu'accroître l'instabilité et l'irritation, néfastes pour toutes les parties concernées à la fois sur le plan économique, sur le plan politique et sur celui des relations internationales. Impossibilité du fédéralisme. Inutile de rappeler qu'il s'agit d'abord d'une formule hybride, d'un régime hésitant entre la formule unitaire et le véritable fédéralisme, vicié dès l'origine par deux fautes originelles. D'une part, le désaccord entre les deux peuples fondateurs sur l'interprétation à donner de cet accord de 1867. Deuxièmement, plus grave encore, le fait que ce régime ne reconnaît pas, ni dans ses structures ni dans ses institutions, la réalité fondamentale socio-culturelle que sont les deux peuples fondateurs puisque, chacun le sait, la Constitution ne connaît que les provinces dont nous ne sommes qu'une sur quatre jadis, sur dix aujourd'hui.

Depuis un demi-siècle environ, l'évolution du régime a été dominée d'une part par un mouvement apparemment irrépressible vers la centralisation, d'autre part par des crises à répétition où les aspirations du Québec et du Canada se sont révélées inconciliables. Le gouvernement fédéral est entré progressivement dans des domaines qui relèvent exclusivement ou prioritairement de la juridiction des provinces: politique sociale, affaires culturelles, politique linguistique, éducation même, enseignement supérieur, formation professionnelle, recherche scientifique, plus récemment l'alphabétisation, etc. Sous prétexte d'aider les provinces à s'acquitter de leurs obligations, le pouvoir fédéral tend à établir des normes dites nationales et des plans conjoints qui aboutissent en fait à

transformer en vastes zones grises de larges secteurs des compétences provinciales. On observe d'ailleurs dans les sociétés industrialisées une interdépendance croissante des grands domaines de l'activité humaine. Cette évolution sensible au Canada comme ailleurs va rendre de plus en plus difficile, et à la limite impossible, la pratique du fédéralisme.

Enfin, le développement des relations internationales et leur extension à la plupart des grands domaines d'activité, la culture, l'éducation à tous les niveaux, le travail, la sécurité sociale, la santé, etc., entraîne la multiplication des traités bilatéraux et des conventions internationales dans ces domaines. Dans la mesure où le gouvernement central, au nom de l'unicité de la politique étrangère, entend garder l'exclusivité de la négociation et de la mise en oeuvre des traités et conventions, même en ces domaines, l'autonomie provinciale forcément est de plus en plus affaiblie, évidée d'une part de son contenu. C'est pour assurer sa sécurité élémentaire, sécurité culturelle et politique autant qu'économique donc sa survivance, que le Québec a un besoin absolu de la plénitude des pouvoirs inscrits dans la souveraineté nationale. Tout peuple normalement constitué choisit son statut constitutionnel et modèle ses institutions en fonction de deux préoccupations fondamentales et permanentes: sauvegarde et renforcement de ses valeurs profondes et d'abord de sa culture et, d'autre part, recherche du taux optimal de développement pour assurer la croissance économique et le progrès social. Or, le développement de société moderne intègre toutes les dimensions. Il ne peut être ni morcelé ni relever simultanément de plusieurs autorités. Il ne peut pas être éclaté ce développement entre des pouvoirs multiples et concurrents. Le développement d'une société moderne tient d'abord à la ressource humaine sous l'angle du nombre, de la qualité, de l'identité. Cela veut dire quant au nombre qu'un État doit avoir la maîtrise de sa démographie et notamment être maître de la politique d'immigration.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** M. Léger, nous dépassons un petit peu le temps. Si vous pouviez peut-être résumer plus rapidement. De toute façon les membres ont pris connaissance du mémoire et la discussion, bien sûr, permettrait d'aller plus loin. Mais je vous en prie...

**M. Léger:** Bien M. le Président, je vais...

**Le Président (M. Michel Bélanger):** ...prenez quelque temps pour conclure.  
(21 h 15)

**M. Léger:** ...il y a aussi bien sûr la qualité qui suppose une stratégie de développement des ressources humaines, laquelle passe par l'éducation au sens le plus large, la politique sociale, la santé et l'activité culturelle.

Enfin, MM. les Présidents, mesdames, messieurs les commissaires, nous estimons en conclusion que le peuple du Québec ne peut plus d'aucune façon trouver dans le système actuel la moindre possibilité, non seulement de s'épanouir, mais même de durer. Nous avons la conviction que l'indépendance nationale est pour lui la seule voie de salut, la seule option qui permette de concilier l'efficacité et la dignité, la seule aussi qui préserve les chances d'une coopération amicale et fructueuse avec le Canada. Nous croyons, enfin, qu'il faut faire vite, ne pas trop prolonger ce long noviciat aux portes de l'histoire. Il serait indigne, tant du Canada que de nous mêmes, de nous acharner à poursuivre un débat stérile, facteur d'insécurité sur tous les plans. Il est plus que temps de prendre rang parmi les peuples normaux. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, M. Léger. Nous commençons par les questions des membres de la Commission, cinq minutes de temps à chaque membre, les cinq minutes comprenant questions et réponses. Et le premier inscrit est M. André Ouellet.

**M. Ouellet:** Vous me permettez, M. le Président, de faire quelques remarques, et je terminerai par une courte question.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Oui.

**M. Ouellet:** Je vous ai écouté très attentivement, et je dois dire que vous avez tenu un discours très pessimiste. Évidemment, je ne partage pas vos vues qui me paraissent bien noires. Vous décrivez, à mon avis, une situation misérable, mauvaise, effroyable même, et je ne sais pas et je ne vois pas vraiment ce que vous décrivez. Pour moi, la description que vous faites ne me paraît pas du tout celle du Québec. Vous nous avez parlé, là, vraiment de gros nuages sur le plan économique, sur le plan culturel, sur le plan international. Je crois que dans ces trois domaines, le Québec, au cours des ans, et dans le cadre canadien, a fait des progrès extraordinaires. Je n'ai pas à vous rappeler les succès exceptionnels dans le domaine de l'économie, du redressement à bien des égards, et des personnes ici, alentour de la table, ont marqué très nettement dans le domaine économique, les progrès considérables du Québec. Dans le domaine culturel, il n'y a aucun doute que nos artistes, nos écrivains, nos compositeurs occupent une place qui est non seulement très importante au Québec et au Canada, mais sur la scène internationale, qui déborde très nettement le cadre exclusif du Québec. Et tout ça s'est fait dans le cadre canadien. Quant au plan international, il m'apparaît évident que les sommets de la francophonie ont éloquentement démontré ce que le Québec peut et doit faire. M. Bouchard,

qui est avec nous, non pas à titre de souverainiste, mais à titre de ministre canadien, a contribué, en collaboration avec le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada, à assurer une place de premier plan pour le Québec à ce niveau international.

Je vous pose donc la question. Je comprends que vous aimeriez sans doute que le Québec ait plus de pouvoir. Je pense que vous parlez finalement d'une souveraineté. Mais vous dites que votre premier mémoire date... qu'il aurait pu être écrit en 1912, parce qu'à l'époque, en 1912, vous vouliez être sûrs que la langue et la culture seraient protégées. Nous nous retrouvons en 1990, et je trouve que la culture et la langue française, en tout cas au Québec, sont très fortes et très vivantes. Est-ce que vous ne pensez pas que, finalement, le cadre canadien n'est pas aussi noir que vous semblez vouloir le faire prétendre aux gens?

**M. Morin:** Si vous lisiez l'*Action nationale*, vous verriez, M. Ouellet, que constamment nous nous réjouissons de tous les progrès réalisés par les francophones et par des Québécois, et dans tous les domaines, nous les notons, que ce soit dans les domaines économique, culturel ou social. Mais ce n'est pas à cause du fédéralisme que ces progrès ont été réalisés, c'est à la force du poignet, et en dépit du fédéralisme. Si vous parlez du fédéralisme, M. Ouellet, regardez ce qui est arrivé à nos minorités à l'extérieur du Québec, de Terre-Neuve aux montagnes Rocheuses, assimilées à 70 % de moyenne, sauf l'Acadie.

Si vous regardez la relation Québec-Ottawa, vous allez voir 100 empiétements dans des juridictions exclusivement provinciales et, vous le savez, je n'ai pas besoin de vous les énumérer. Si vous en doutez, je vous en ferai parvenir la liste.

Il a été démontré, depuis 45 ans, dans les négociations constitutionnelles que nous ne pouvions pas obtenir le partage du pouvoir que Lesage, Johnson, Bourassa, Lévesque ont réclamé. Successivement, nous avons eu une réponse négative. Nous demeurons une minorité politique au Canada et, aussi longtemps que nous le demeurerons, le traitement que nous avons reçu dans le passé nous sera servi à l'avenir. M. Léger ou Mme Hélène peuvent ajouter.

**M. Léger:** J'ajouterai, M. le Président, M. le commissaire, que les résultats dont, avec nous, vous vous réjouissez sont le fait d'abord de la prise de conscience et du réveil du peuple québécois. Ça n'a pas été dû à la sollicitude du gouvernement central. En second lieu, on ne saurait plus compter le nombre d'interventions, d'intrusions du pouvoir central dans des domaines de compétence québécoise, notamment l'éducation, pour ne prendre que celui-ci.

Nous avons, il y a quelques années, tenté un inventaire. Nous avons relevé 42 programmes

fédéraux en matière de recherche scientifique de formation professionnelle, d'aide à la jeunesse, etc., qui démontreraient à quel point nous étions, même sur ce plan, dépendants du gouvernement central. Plus du quart du budget du ministère de l'Éducation doit être négocié chaque année dans le cadre de plans prétendument conjoints parce que le Québec n'a pas les moyens, les ressources de s'acquitter des obligations qui sont les siennes. Ajoutons enfin, puisque vous avez évoqué la 11e lobby international, que là aussi, c'est constamment à coups de négociations infiniment laborieuses que nous réussissons à obtenir un strapontin, même pas un fauteuil, dans certaines instances uniquement francophones, compromis d'ailleurs toujours fragile et remis en question.

**Mme Pelletier Baillargeon (Hélène):** Je prendrai, M. Ouellet, l'exemple de la Charte de la langue française qui est sans doute l'une des lois qui a recueilli le plus grand consensus populaire au Québec. C'est une loi à laquelle tous les Québécois ont manifesté leur attachement. Or, cette loi, lorsqu'elle a été rédigée, si elle n'avait pas été rédigée dans un esprit de volonté politique, si elle avait été rédigée en consultant les experts juridiques, elle n'aurait jamais eu l'étendue qu'elle a eue dans son libellé. Il a fallu le faire en dépit du cadre fédéral et l'avenir a montré que cette loi a été amputée de larges pans, qui nuisent à son efficacité actuelle par les jugements des tribunaux qui, les uns après les autres, de façon tout à fait systématique, ont donné tort au Québec, à cause des appels qui ont été logés contre cette loi par la minorité anglophone du Québec.

L'appartenance au cadre fédéral nous oblige constamment à nager à contre-courant sur le plan culturel parce que la preuve a été faite que les politiques de bilinguisme institutionnel sont la porte ouverte à l'assimilation, les taux qui, chaque année, nous sont cités avec larmes et regrets par le Commissaire aux langues officielles du Canada montrent que c'est l'antichambre de l'assimilation. Or, au Québec, pour avoir la maîtrise de notre politique linguistique et culturelle, il nous faut absolument détenir les pouvoirs exclusifs, et dans le domaine de la langue, et dans le domaine de l'immigration.

Un autre exemple récent...

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Je dois vous interrompre parce que, sans ça, les prochains interrogateurs n'auront pas la chance d'avoir la suite de la réponse. M. Lucien Bouchard.

**M. Bouchard:** M. le Président, je voudrais vous remercier pour le mémoire magnifique que vous avez présenté. Je voudrais soulever avec vous une question qui, moi, m'inquiète beaucoup. C'est ce préjugé qu'on voit ressurgir maintenant

de plus en plus, en vertu duquel on impute à un Québec souverain, une inclination vers l'intolérance, vers l'irrespect des droits démocratiques. J'ai encore lu, en fin de semaine dernière, dans un éditorial de *La Presse*, une référence au fait que l'idée que le Québec puisse accéder à la souveraineté soulève des appréhensions profondes dans certains milieux quant à la capacité du Québec de remplir ses devoirs démocratiques s'il est laissé à lui-même.

C'est une des choses qui me bouleversent le plus, et je me demande ce qu'on peut faire pour dissiper cette espèce d'équivoque, pour désamorcer cette inquiétude fautive, je le sais, terriblement injuste qu'on fait planer sur la souveraineté.

On sait bien, d'ailleurs, que ces reproches et ces appréhensions sont en général formulés par les fédéralistes, par les gens qui sont issus d'un régime à qui on doit les injustices — on l'a rappelé aujourd'hui aux Japonais canadiens, aux Italiens, aux Chinois — un régime qui, encore tout récemment, dans un passé très contemporain, a mis des centaines de Québécois en prison sans acte d'accusation, sans mandat, sans excuse non plus, d'ailleurs. D'un régime même qui, en 1982, s'est donné une Charte des droits, la consécration de la démocratie. On a créé une Charte des droits, mais grâce à un acte essentiellement antidémocratique, celui de l'imposer aux Québécois malgré eux, malgré un vote presque unanime de l'Assemblée nationale. Un régime qui est incarné par un gouvernement qui, aujourd'hui, cette semaine, refuse de reconnaître formellement le droit du Québec à disposer de lui-même, qui est l'assise même de la démocratie.

Alors, quand on sait que c'est de ce milieu-là, de ces gens-là que viennent les accusations d'attitudes antidémocratiques au Québec, on se pose des questions et on se dit: Qu'est-ce qu'on peut faire, nous, les Québécois, pour arracher ce préjugé-là? On n'a encore presque pas réussi à faire disparaître le préjugé d'être des gens qui n'ont pas d'éthique publique, alors que, justement, depuis l'accession au pouvoir d'un gouvernement souverainiste, on a créé des institutions et on a implanté au Québec pour toujours, je l'espère, une mentalité qui dure, même dans le gouvernement actuel, ce qui lui fait l'honneur d'être le gouvernement le plus honnête du pays, depuis maintenant près de 20 ans, 15 ans. Qu'est-ce qu'on peut faire? Qu'est-ce qu'on peut faire, nous, les Québécois, d'abord, pour nous convaincre nous-mêmes, parce qu'il y en a chez nous qui véhiculent ces choses-là, et pour convaincre nos amis anglophones du Canada qui y croient dur comme fer, et pour aussi convaincre les gens dans le monde, sur la scène internationale, qui ont été frappés par les événements d'Oka? Qu'est-ce qu'on peut faire, nous, les Québécois, pour cela?

**M. Morin:** Votre inquiétude n'est pas

partagée par nous. Le Québec est la société la plus tolérante, si nous la comparons.

**M. Bouchard:** Mais entendez-moi. Entendez-moi, M. le Président. Je vous arrête tout de suite. Vous allez dire que, moi, je partage ces appréhensions...

**M. Morin:** Non, non.

**M. Bouchard:** ...je ne les partage pas, mais qu'est-ce que nous pouvons faire pour dissiper ces fantômes?

**M. Morin:** Comparez le traitement que la société tolérante du Québec accorde à sa minorité anglaise et comparez à ce que le Canada anglais a fait dans les autres provinces et fait encore à l'égard de nos groupes français et de leurs droits scolaires. Vous aurez là une première réponse.

Deuxièmement, vous pouvez, à partir de cette société très tolérante, très fraternelle, où nous considérons nos minorités à l'intérieur comme des Québécois partenaires égaux, avec leurs privilèges scolaires, comparer ce qui se passe ici à ce qui se passe dans toutes les autres provinces, y compris même l'Acadie.

Nous n'avons pas, nous, dans notre demande d'indépendance... elle n'est pas pure et dure; elle est normale et nécessaire. Nous n'avons pas l'idée, ni de près ni de loin, d'avoir une muraille de Chine sur les rives de l'Outaouais, ni un mur de Berlin sur la frontière du Nouveau-Brunswick.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** M. Richard Holden.

**M. Holden:** Merci, M. le Président. M. Morin, votre Ligue existe depuis 1912, alors, je ne sais pas ce que ça voulait dire l'"Action nationale", en 1912, mais, aujourd'hui, je regarde la liste de vos membres - je vois même le nom de mon grand ami, M. Philippe Gélinas, avec qui j'ai milité dans le Parti conservateur, et qui, il y a même 25 ans, se décrivait comme un autonomiste avancé - , je vois toute une liste de Québécois éminents, mais je ne vois pas d'anglophones, je ne vois pas d'allophones. Je ne vois rien, dans la liste de vos membres - ce n'est peut-être pas toute la liste de vos membres - mais je ne vois rien qui dit qu'à part les Québécois pure laine, la nation inclut les 20 % de la population qui ne sont pas pure laine. (21 h 30)

Vous allez me dire peut-être que je suis paranoïaque mais quand je vois ça, je m'inquiète. Je vois dans votre mémoire justement que l'Acte de l'Amérique du Nord britannique c'est un compromis où il y a eu un malentendu historique entre l'idée du pacte et l'idée d'un gouvernement unitaire. Je me souviens, j'étais à l'Université de Montréal avec mon ami M. Béland et il y avait

le juge Bissonnette qui nous enseignait le droit constitutionnel. Il disait: Oui, mais M. Holden, on apprend l'idée du pacte parce que c'est nécessaire pour notre survivance nationale. Mais l'année après, je suis allé à McGill et le professeur Scott me disait: Non, non, c'était à cause de la guerre civile aux États-Unis et le désir de bâtir un chemin de fer à travers le Canada qu'on a fait le compromis de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Alors, c'est vrai, il y a eu un malentendu historique dans la création de notre pays.

**Une voix:** Il y a eu de la désinformation.

**Une voix:** Il aurait dû rester à l'Université de Montréal.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Holden:** Mais je vis avec les deux compréhensions historiques de notre problème. Mais je vous demande, M. Morin, votre conception du mot "nationale". Vous parlez beaucoup de l'identité dans votre mémoire. Vous parlez du peuple. M. Léger a mentionné le peuple québécois. Est-ce que la minorité anglophone, allophone, les 20 % qui sont ici et qui ont bâti leurs institutions eux-mêmes, c'est rien? Personne ne nous a donné nos institutions. On les a bâties nous-mêmes avec notre capacité et notre énergie. Est-ce que nous faisons partie de votre nation? Est-ce qu'on peut être membres de la Ligue d'action nationale?

**M. Morin:** Tous les Québécois, qu'ils soient Juifs, Grecs, Italiens, anglophones, sont Québécois. Nous les reconnaissons, et je l'ai dit tout à l'heure, comme des partenaires à part entière dans le Québec. Vous vous étonnez qu'au nombre de nos membres nous n'ayons pas d'anglophones. Au nombre des collaborateurs, si vous consultez leur liste, nous avons une vingtaine de collaborateurs anglophones et d'autres communautés culturelles. Il serait bon que je vous la fasse parvenir. M. Léger va vous répondre plus sérieusement.

**M. Léger:** M. le commissaire, je souhaiterais ajouter quelques remarques, en particulier ceci: Je crois qu'il est difficile de contester que le Québec est sans doute l'État qui, à ce jour, a le plus libéralement accueilli les diverses communautés qui sont venues ici au titre de l'immigration depuis un certain nombre d'années, à la fois sur le plan de l'accueil proprement dit, sur le plan de la politique sociale, de l'obtention des prestations sociales. C'est la province - entre guillemets, car j'ai horreur de ce terme - la province qui a assuré le plus favorable traitement à ses minorités culturelles. Je ferai également remarquer que dans tout l'effort d'ouverture du Québec au monde, comme l'on dit

depuis déjà une trentaine d'années encore que ça se soit produit dans le passé, on l'oublie souvent, au siècle dernier, dans tout cet effort d'ouverture au monde vous constaterez que parmi ceux qui ont le plus lutté dans ce sens sur tous les plans, vous retrouverez notamment des nationalistes québécois; que ce soit dans le cadre d'actions par le journalisme, par les organisations diverses etc. Je ferai enfin remarquer que nombre d'organisations ont été suscitées par des Québécois nationalistes pour développer précisément un dialogue fraternel avec nos frères de diverses origines. Je ne mentionnerai que par mémoire la création, voici un certain nombre d'années, des Amitiés Québec/Proche-Orient, d'un autre groupe qui s'appelait Les Amitiés Québec-Néo-Québécois, etc. Donc, je crois qu'à cet égard on ne peut pas nous faire de procès d'intention, M. le commissaire.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** M. Serge Turgeon.

**M. Turgeon:** Merci, M. le Président. Je trouve que toutes les questions qui ont été posées ce soir sont d'un très grand intérêt et je trouve que ce sont des réponses et des arguments comme les vôtres qui vont finir par convaincre des gens de bonne volonté, intelligents comme sans doute nos amis MM. Ouellet et Holden, j'en suis convaincu.

Cela dit, M. Ouellet, puisqu'on en parle, votre titre de mémoire c'est l'indépendance normale et nécessaire. M. Ouellet a dit... Vous parlez de souveraineté. On risque, au cours de ce débat, en ce moment, de faire une guerre des mots et de passer à côté du sens des choses. Est-ce que vous pourriez un petit peu rétablir, vous, les choses, si vous le pouvez? Est-ce que, pour vous, les mots souveraineté, indépendance, est-ce que ça veut dire la même chose? Est-ce qu'on parle d'une seule et même chose?

**M. Morin:** Je sais ce qui est écrit, je laisse M. Léger l'expliquer.

**M. Léger:** Je suis heureux MM. les présidents, mesdames, messieurs, que cette question soit posée, car effectivement, nous estimons depuis déjà un certain temps qu'il y a un très grand risque de confusion et qu'il serait très grave qu'on aboutisse à un consensus heureux, mais qui soit un consensus dans l'équivoque. Or, effectivement, on a l'impression parfois, à entendre certaines personnes ou certains groupes, qu'ils ou elles sont prêts à adhérer à la souveraineté, mais non pas à l'indépendance, comme s'il y avait là deux états de choses, deux degrés différents, n'est-ce pas, que la souveraineté serait moins extrême, entre guillemets, que l'indépendance. En fait, l'indépendance et la souveraineté se rejoignent. La souveraineté nationale est l'expression juridique de l'indépen-

dance. Je crois qu'il est très important de le souligner et que le fédéralisme ne peut, d'aucune façon, s'associer à la souveraineté. Ça peut être un choix parfaitement légitime, mais qu'on ne tente pas de le recouvrir de l'appellation de souveraineté, au risque, encore une fois, d'entretenir, à cette heure déterminante, une confusion qui pourrait être très grave. Donc, nous estimons, nous, qu'il y a, soit le statu quo réel ou atténué, soit le fédéralisme dans ses nombreuses variantes, mais dont nous estimons qu'il est, à ce jour, impossible de l'appliquer chez nous valablement, soit enfin, l'indépendance nationale qui se traduit par la souveraineté.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** M. Jean-Pierre Hogue.

**M. Hogue:** Merci, M. le Président. Je suis honoré, M. Morin, de pouvoir m'adresser à votre groupe. M. Angers, mon confrère de Grasset, Jean-Marc, l'ex-président, mon collègue de corridor et de palier Delmas Lévesque. Je me sens vraiment dans un milieu chaleureux et je veux y demeurer. Je vous pose trois courtes questions.

Dans votre document, on peut faire ressortir que la souveraineté serait la seule voie pour la survie et le développement d'une société moderne. Ma question, et je vais passer aux autres: Qu'est-ce qui nous empêche d'être modernes dans la situation présente? Est-ce que c'est une attitude, est-ce que c'est une perception? Est-ce que c'est un état d'âme, entre guillemets, et j'ai ma déformation de ce que vous savez. Est-ce qu'il y a des empêchements dirimants comme on pourrait dire, est-ce qu'il y a des empêchements majeurs? Est-ce que le système, entre guillemets, nous empêche de devenir modernes? Ou le sommes-nous déjà modernes? Moi, je me sens presque moderne, même si je suis vieux.

Ma deuxième question. M. Morin présente un ratio dans sa courte présentation, un ratio Québec-Canada, représentation de la députation. Pendant que la représentativité à Ottawa a tendance à devenir moins importante, en même temps, le Québec semble... à mes yeux, il ne semble pas, il est, il se renforce il étend ses ailes, il quitte le nid, toujours un peu plus longtemps tous les jours. Si l'on faisait une courbe de ces deux paramètres, diriez-vous que nous sommes arrivés à un point stratégique ou à un point mort, comme diraient les professeurs d'économie et de finance aux HEC, à ce point mort où il faut bouger et que les courbes de rendement deviendraient des courbes de rendement négatives? En d'autres mots, est-ce que le couple ne peut plus s'entendre? C'est ma deuxième question.

Ma troisième question porte sur votre dernier paragraphe. Est-ce que c'est un besoin exagéré d'être bon, démocrate, canadien-français

finalément, que de vouloir initier ce processus électoral usuel ajouté d'un référendum, d'une période de trois ans, etc., etc. Vous comprenez le sens de ma troisième question, parce que vous proposez pour l'accession un double appel au peuple, mais vous ne proposez pas l'appel au peuple chez le partenaire qui, aujourd'hui, existe. Ce serait comme une brisure normale d'un couple qui dit: J'en ai assez, et voilà. Alors vous donnez la réponse en même temps.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** M. Hogue, vous avez presque épuisé tout le temps pour question et réponse...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Michel Bélanger):** ...mais quand même il faut bien donner le temps pour faire quelques réponses.

**M. Morin:** Je vais répondre à la première question et je laisserai M. Angers répondre aux deux autres, si vous nous le permettez, M. le Président.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** C'est difficile, mais quand même le plus clairement possible.

**M. Morin:** M. Hogue, lorsque vous parlez d'un Québec moderne, je vais procéder par une comparaison. Si vous êtes président, disons, de la banque populaire – je ne veux pas parler des caisses populaires – et que le président de la Banque Royale intervient pour modifier les décisions de votre conseil d'administration, si le président de la Banque Royale intervient dans votre banque populaire pour changer vos plans d'investissement, si le président de la Banque Royale intervient pour modifier votre organigramme de travail, est-ce que vous pourrez atteindre la modernité? Est-ce que vous pourrez vous développer d'une façon normale? Est-ce qu'on peut, dans un pays comme le Québec, avoir deux ou trois autorités qui interviennent de façon diamétralement opposée à diverses reprises? Pour l'entente sur votre cas, à savoir si on peut s'entendre au point où nous en sommes et sur le mode démocratique d'atteinte à l'indépendance, je laisse la réponse à la sagesse qui est à ma gauche.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** M. Angers.

**M. Angers (François-Albert):** M. le Président, la question que pose M. Hogue est intéressante dans sa présentation, et je crois que, effectivement, ce qui se passe, c'est que nous avons atteint, avec le lac Meech et toutes les négociations qui se sont faites, le point où il est évident que les courbes se sont rencontrées de façon telle que le Québec est de plus en plus

paralysé et que c'est la courbe de la centralisation et de la domination du Québec par le Canada anglais qui va prendre de l'élan pendant que la courbe du Québec va s'enfoncer. Ça, je crois que l'image est parfaite. Et c'est ce qui fait que, indépendamment des principes qu'a posés M. Léger, le mémoire, du point de vue simplement pratique, si le Québec ne se place pas en position de souveraineté pour négocier ce qu'il y aura à négocier avec le Canada, nous sommes enfermés dans un cadre dont nous ne sortirons jamais. Parce que – écoutez, moi je vais évoquer mes 80 ans – ça fait 50 ans que je m'occupe activement de cette question-là, que je me bats avec les chambres de commerce, avec les Saint-Jean-Baptiste, contre le fédéral, en tâchant de leur proposer toutes sortes de solutions satisfaisantes, pas indépendantistes, à ce moment-là, autonomistes, dans le respect pur et simple de la Constitution telle qu'établie en 1867, et jamais nous n'avons pu rien obtenir! Non seulement nous n'avons pas obtenu, mais nous avons enfoncé.

Toute la conception qu'on avait autrefois de la Constitution de 1867 avec des pouvoirs exclusifs pour le Québec, des pouvoirs exclusifs tels, disait le Conseil privé, que le Québec, dans ce domaine-là, est aussi souverain que le Parlement de Westminster lui-même, jugement du Conseil privé, tout ça a été nié par la Cour suprême qui a... Le gouvernement fédéral a envahi les pouvoirs provinciaux. Aujourd'hui, on ne parle plus de ça; il n'y en a plus de pouvoirs exclusifs. C'est de même sur toute la ligne. Par conséquent, il est clair que si le gouvernement fédéral n'est pas mis devant une autorité souveraine, qui dit et qui fait valoir sa souveraineté et qui veut négocier à deux, nous n'aurons pas de résultats, ça va être le statu quo, les tergiversations, les négociations qui vont durer encore 15, 20 ou 30 ans. Quand on pense qu'on les a commencées d'une façon plus immédiate, il y a 45 ans, ces négociations-là, 50 ans, avec le rapport Sirois, et qu'on est encore à la même place 50 ans après, non seulement à la même place mais plus bas, qu'on est même obligés de rester en dehors de la Constitution – c'est le cas du Québec, à l'heure actuelle, parce que ce qu'on a essayé de nous imposer, nous le rejetons – eh bien! comment pouvez-vous croire qu'il y aura... (21 h 45)

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, M. Angers. M. Campeau a maintenant une question sur le temps de la présidence.

**M. Campeau:** Justement M. Angers, je vais vous donner la chance de continuer un peu. Ma question, c'est: Si on assume, tel que votre mémoire le dit, parce qu'il est clair, l'indépendance normale et nécessaire... On ne vous fera sûrement pas de reproches. On faisait certains reproches aux gens d'hier qui n'étaient pas assez

précis. Mais à vous, quels seraient les pouvoirs que nous pourrions partager avec le gouvernement central?

**M. Angers:** Eh bien! si nous pouvons partager des pouvoirs avec le gouvernement central, il faudra d'abord qu'il accepte de les partager. Il faudrait d'abord être indépendants, souverains, pour pouvoir négocier avec lui le partage qui nous conviendrait. C'est ça qu'est la situation actuelle au point de vue pratique. Et ça rejoint le troisième point, d'ailleurs, quand on demande si, au point de vue démocratique, on a raison de demander des élections et des référendums uniquement dans le Québec. Par rapport à ce problème-là, ce qui se passe dans le Canada anglais, ils le décideront eux-mêmes, ça les concerne. Il est clair que nous, si nous avons un droit à l'autodétermination, si vous reconnaissez que le Québec est une entité distincte qui a droit à sa culture et à son gouvernement, c'est nous qui allons faire notre référendum, nos élections, pour nous, pour savoir si ce que nous proposons est accepté par le peuple, vraiment accepté par le peuple, d'une façon démocratique. Par conséquent, vraiment, je répète la solution de M... L'image de M. Hogue est parfaite: Nous sommes au point critique. Il s'agit de savoir si nous nous libérons pour pouvoir, justement, soit par négociation sur certains problèmes avec Ottawa éventuellement... Il y en aura certainement, quand même ce sera rien que pour la réalisation de l'indépendance. Il y aura des choses à faire, mais nous réclamons les pouvoirs, c'est notre choix, c'est notre liberté et, ensuite, on décidera ce que nous pouvons faire ou ce qu'il est intéressant, pour nous, de faire avec le Canada.

**M. Campeau:** Je vous remercie.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, M. Angers. Nous passons maintenant au bloc de questions des deux partis; d'abord, pour le parti du gouvernement, Mme Bégin.

**Mme Bégin:** Merci, M. le Président. Tout d'abord, j'aimerais vous remercier de vous être déplacés pour venir nous présenter votre mémoire. À la lecture de celui-ci, on remarque que vous réclamez purement et simplement l'indépendance du Québec. Et à la question de M. Holden, qui vous a demandé tantôt de définir ce que vous entendiez par peuple québécois, vous nous avez répondu que c'était les Anglais, que c'était les Juifs, que tous étaient des Québécois. Tous les gens qui demeuraient ici, qu'ils soient allophones, anglophones ou juifs. Ce matin, nous avons reçu la Commission des droits de la personne qui nous a fait part de ses recommandations advenant le cas d'une souveraineté et, naturellement, s'il y avait souveraineté du Québec, ils demandaient d'inclure dans notre acte

constitutif une charte des droits et libertés de la personne. Et à l'intérieur de cette charte, ils nous stipulaient de prévoir les dispositions claires et précises portant sur les droits linguistiques fondamentaux de la majorité francophone et ceux de la majorité anglophone de la société québécoise. Moi, je voudrais savoir de votre part quels droits fondamentaux, advenant que notre charte québécoise des droits soit incluse dans la constitution, vous donneriez aux minorités anglophones et aux autres minorités qui habitent le Québec?

**M. Morin:** Mme Pelletier Baillargeon vous répond.

**Mme Pelletier Baillargeon:** Madame, je crois que le passé est garant de l'avenir. D'une part, le Québec a été dirigé pendant quelques années par un gouvernement indépendantiste et je pense qu'il suffit de regarder la feuille de route de ce gouvernement dans son traitement envers les minorités pour imaginer ce que sera la situation dans un Québec souverain. Maintenant, la Ligue existe depuis 1913 et il est temps de remarquer que nous avons quitté un nationalisme de type ethnocentrique, c'est-à-dire basé sur l'ethnie, et ce qu'on appelait à l'époque la race. Parce qu'à ce moment-là les Canadiens français étaient répartis dans l'ensemble canadien, la majorité dans des communautés encore vigoureuses et dont on pouvait imaginer, avec le développement de la population et la natalité, qu'elles iraient en croissant. L'avenir nous a donné tort. Le nationalisme québécois d'aujourd'hui est un nationalisme territorial.

Être Québécois, aujourd'hui, ce n'est plus une question d'ethnie, c'est une question de choix. Est Québécois celui qui choisit de l'être, qui choisit le Québec pour sa patrie et qui choisit de partager la culture du Québec dans le respect évidemment de sa culture d'origine, s'il s'agit des ethnies qui sont invitées à partager notre vie commune dans un esprit de convergence culturelle et dans le désir de bâtir ensemble une nation commune. Je crois qu'il y a souvent une méprise, parce qu'un organisme comme la Ligue est un organisme ancien, de confondre cette évolution qu'a dû subir, à cause des faits historiques, le nationalisme québécois et je le répète, je crois qu'aujourd'hui notre position c'est que: Est Québécois et sera considéré comme Québécois, comme citoyen à part entière, celui qui choisit de l'être. Personne n'est obligé d'être Québécois mais tous ceux qui choisiront de l'être seront traités sur un pied d'égalité. C'est la position que la Ligue a toujours soutenue.

**Mme Bégin:** Ça veut dire que vous êtes d'accord avec la Commission des droits de la personne qui dit d'inclure, de reconnaître des droits linguistiques pour la minorité anglopho-



ne?...

**Mme Pelletier Baillargeon:** Je crois que...

**Mme Bégin:** ...C'est ce que je comprends de votre réponse?

**Mme Pelletier Baillargeon:** ...ces droits existent présentement et il n'y a rien qui annonce d'aucune façon que ces droits doivent être compromis par l'accession du Québec à la souveraineté.

**M. Morin:** Des droits scolaires.

**Mme Bégin:** O.K. La deuxième question c'est: Advenant l'indépendance, quels seraient aussi les rapports que vous entretiendriez avec les communautés franco-ontariennes, ou peut-être les Acadiens, et tout ça, suite à l'indépendance? Parce que, hier, on a eu le Conseil de la vie française en Amérique qui est venu nous dire: Peu importe le statut qu'adoptera le Québec, nous vous demandons d'entretenir des liens, de ne pas nous laisser tomber. Alors, moi je vous pose la question, quels liens entretiendriez-vous avec ces minorités canadiennes-françaises?

**Mme Pelletier Baillargeon:** Je pense que plus le Québec sera culturellement et linguistiquement fort, plus il pourra être le foyer de la vie française au Canada, et plus nous serons en mesure d'aider les minorités dans leur survivance. Aujourd'hui, je pense que c'est l'époque des grands ensembles, la francophonie mondiale se fortifie, et je pense que plus le pôle québécois sera vivant, sera productif, sera dynamique, plus les retombées seront positives pour nos minorités. Et ce n'est pas un Québec qui s'use perpétuellement dans ses propres problèmes internes, qui a du temps et de l'énergie à consacrer pour les minorités françaises au Québec. Mais, dans une situation où notre propre sécurité culturelle serait assurée par une Constitution québécoise, je pense que nous aurions beaucoup plus d'énergie à mettre à la disposition des rapports fraternels que vous souhaitez, et que nous souhaitons tous.

**Mme Bégin:** Merci madame. Une dernière question, si vous me permettez. Naturellement, à la lecture de votre mémoire, on voit très bien la position que vous prenez, à savoir l'indépendance. Que le fédéralisme soit rentable ou non, vous arrivez à la conclusion qu'il faut aller vers l'indépendance, que c'est la logique pour un peuple de s'en aller vers l'indépendance. Moi, je vous demande, est-ce que vous jugez qu'il serait possible d'avoir une forme intermédiaire d'association avec le reste du Canada? C'est sûr que le statu quo, je pense que tout le monde ici est d'accord que ça n'a plus sa raison d'être. Mais, avec une souveraineté complète, comme vous la prônez, est-ce qu'il y a place pour une associa-

tion avec le Canada, tant au point de vue politique qu'au point de vue économique?

**Mme Pelletier Baillargeon:** C'est évident, mais je crois qu'il faudra d'abord briser le moule à 11 casiers. Il faudra que le Québec force le Canada anglais à se présenter à lui, non pas sous la forme de 11 interlocuteurs, mais d'un seul interlocuteur. Et la seule façon de forcer le Canada anglais à se présenter au Québec d'un seul bloc, c'est de devenir nous-mêmes souverains, parce que tant que nous n'aurons pas pris l'initiative politique d'agir en tant que peuple souverain, nous ne pourrions pas demander à un autre peuple de nous aborder d'égal à égal. Nous serons toujours relégués au rang de province, et de province de plus en plus minoritaire dans l'ensemble canadien, de plus en plus isolée dans l'ensemble canadien - les derniers événements l'ont prouvé - une province qui ne pèse par lourd.

**Mme Bégin:** Merci, Mme Baillargeon.

**M. Williams:** L'Association...

**Une voix:** M. Williams.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Peut-être pour permettre une dernière question à M. Williams?

**Mme Bégin:** Je vais transmettre mon droit de parole à M. Williams.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, madame. M. Williams.

**M. Williams:** Merci, M. le Président. Merci, M. Morin, de participer avec nous ce soir. C'est un peu la question économique que je voudrais soulever. Êtes-vous favorable à une association économique avec le Canada? La question économique me semble très absente dans votre mémoire. Est-ce que c'est important pour vous? Si vous voulez avoir une association économique avec le Canada, quel type d'association?

**M. Morin:** Un Québec souverain devra s'associer avec ses voisins les plus immédiats, mais il devra le faire selon nos besoins et nos intérêts. L'Ontario a autant d'intérêts que nous à protéger dans une entente commune. Mais cette entente avec les neuf autres provinces, cette entente d'association économique avec la communauté européenne, avec la Scandinavie, avec tous les pays que vous voudrez au monde, elle devra se faire sous forme de traité, elle devra se faire, par la suite, lorsque nous aurons négocié le traité, par des commissions mixtes. Il n'est nullement question dans notre pensée d'avoir une association politique, quelle qu'en soit la forme, qui vienne chapeauter la souveraineté du Québec

et qui vienne éventuellement, minoritaires que nous serons, nous imposer des carcans et des contraintes. Le Canada a, je crois, signé un traité de libre-échange avec les États-Unis. Nous en négocierons avec les autres provinces et avec d'autres régions dans le monde.

**M. Williams:** Merci.

**M. Angers:** Je vous ferai remarquer un point important, c'est que la situation canadienne au point de vue économique, ce n'est pas une situation idéale.

**M. Morin:** On est en faillite.

**M. Angers:** De tout temps, les économistes ont considéré qu'un pays doit voir à la diversification de ses marchés. Je profite de l'occasion de vous dire qu'au Québec, depuis que l'École des hautes études est fondée, depuis 1907, tous nos directeurs d'école, tous nos professeurs n'ont pas cessé de prêcher la diversification des marchés extérieurs du Canada, ce qu'ils n'ont jamais obtenu, d'une part, à cause de l'impérialisme britannique qui nous liait à l'Angleterre et, d'autre part, avec un second colonialisme américain qui a paru faire l'affaire du Canada, qui n'a jamais vraiment diversifié ses marchés. Eh bien! un Québec qui a toujours aspiré à ça, parce que c'est ce que ses élites économiques lui ont enseigné, un Québec souverain s'empresserait, tout en gardant ses relations avec le Canada, qui sont des relations d'intérêts – ça ne peut pas être autre chose – de faire un effort pour aller dans le monde et de diversifier ses marchés pour asseoir solidement son économie sur un commerce extérieur bien équilibré.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Merci, M. Angers. Nous passons maintenant à un autre bloc de questions. M. Chevette.

**M. Chevette:** Merci, M. le Président. Vous me permettez, dans un premier temps, sans déplaire à Mme Baillargeon, ni à M. Léger, ni à M. Morin, de féliciter M. Angers pour ses 50 ans de combat. C'est sans doute un symbole de ténacité, de persévérance et de cohérence.

Je suis heureux également de constater que, dans votre mémoire, vous présentez la souveraineté du Québec sous un angle un peu rafraîchissant. On est plutôt habitués à entendre des épouvantails à moineaux, et vous présentez la souveraineté comme étant un élément de sécurité. Ça, ça m'a plu énormément à la lecture de votre mémoire.

Également, vous répondez à ceux qui disent que ceux qui sont pour la souveraineté, c'est une histoire de cœur. Vous y répondez par des arguments de raison et en disant que c'est pour des arguments de raison qu'on doit accéder à la souveraineté.

Vous avez sans doute assisté aux débats, depuis deux jours, et remarqué que l'association économique ou l'intégration économique est quelque chose qui fait consensus au niveau de la Commission. Ma question, à M. Léger ou à un autre: Que répondez-vous à ceux qui prétendent qu'il faut absolument une intégration politique pour réaliser une intégration économique?

**M. Angers:** D'abord, l'intégration économique, pourquoi faudrait-il la réaliser? Pour nos intérêts économiques, dans un échange réciproque entre – s'il s'agit, dans ce cas-ci, du Canada – le reste du Canada et le Québec. Nous n'avons pas d'autre raison de vouloir de l'intégration économique. Ce n'est pas parce que nous voulons être dominés par eux: nous voulons échanger sur une base d'intérêts réciproques. Nous n'avons pas besoin de faire des associations politiques avec le pays, avec le Canada, comme avec d'autres pays, pour faire ça. C'est une base de négociation. Ça se fait au GATT entre pays souverains, et puis ils ne cherchent pas l'intégration politique des membres du GATT pour arriver à faire une intégration économique mondiale. C'est ce qu'on cherche au GATT, faire de l'intégration économique sur le plan mondial par les échanges réciproques bien équilibrés. Ce sera la même chose pour un Québec souverain qui envisagera ses intérêts économiques dans l'angle économique, avec le pouvoir complet, total, d'administrer son économie comme il le veut, sans être sans cesse embarrassé par un pouvoir alternatif qui refuse de collaborer, qui s'oppose à toutes sortes de choses, qui met des bois dans les roues et qui crée des chevauchements, qui accumule les frais, qui rend l'économie moins efficace. Alors, c'est de cette façon-là que le problème se présente.

**M. Chevette:** Vous avez remarqué, à toutes fins pratiques, que, depuis deux jours également, s'allonge la liste d'épicerie. C'est à je ne sais pas combien de pouvoirs qu'on est rendus, je sais que mon ami Larose a l'air d'avoir un bon crayon aiguisé là-dessus. Mais je sais qu'on a accumulé depuis hier matin dans les divers mémoires, y compris des groupes qui refusaient de se prononcer sur une option ou sur une autre, une liste d'épicerie relativement longue. Que répondez-vous à ceux qui croient qu'on puisse encore obtenir une telle liste d'épicerie dans le régime actuel?

**Le Président (M. Michel Bélanger):** M. Léger.

**M. Morin:** Votre question est "légère".

**M. Léger:** M. le commissaire, je répondrai à cela que le développement qui est au cœur de notre mémoire, comme vous l'avez souligné, parce que l'indépendance ce n'est pas évidemment

l'indépendance pour une satisfaction d'amour-propre, c'est l'indépendance pour le développement lequel est forcément global. Ce développement s'inscrit aussi bien dans l'ordre économique et politique que dans l'ordre culturel. Or, nous estimons qu'aujourd'hui, dans la mesure où le fédéralisme signifie une certaine répartition des pouvoirs fondamentaux, l'évolution contemporaine rend de plus en plus difficile cette répartition parce que finalement tout se tient. On l'observe chaque jour. On ne peut pas avoir par exemple une politique économique valable s'il n'y a pas une qualité de ressources humaines, donc, d'éducation, de santé, de politiques sociales extrêmement élevée. On ne peut pas avoir par ailleurs de politiques sociales fortement soutenues s'il n'y a pas une activité économique très large et prospère, ainsi de suite. Tout se tient. Il sera de plus en plus difficile de vivre un fédéralisme réel pour cette raison-là. Et nous pensons que le développement d'une nation ne peut pas être éclaté entre plusieurs pouvoirs, que c'est dans la conjonction des leviers fondamentaux de décision qu'un peuple peut lucidement harmoniser son développement. D'ailleurs, on observe les plans de développement nombreux dans les pays d'aujourd'hui; qu'ils soient incitatifs ou impératifs, ce sont des plans globaux. Ils intègrent toutes les dimensions. On ne peut plus séparer le développement. Dès lors, il nous apparaît que la démarche centralisatrice fédérale, elle se comprend, elle va dans ce sens-là et c'est pourquoi nous sommes devant un cul-de-sac, une sorte d'impasse. Ou nous acceptons ce glissement inéluctable vers la centralisation ou nous disons: Non, c'est terminé. Il ne peut pas y avoir, encore une fois, deux maîtres d'une politique de développement avec les chevauchements, les coûts et la paralysie qui en découlent. Et nous pensons que le fondement d'une association valable entre le Québec et le Canada suppose d'abord une situation claire, suppose d'abord que chacun ait la pleine maîtrise de son destin et que les intérêts évidents par la géographie et l'économie vont les amener à conclure les accords nécessaires à une féconde collaboration.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Mme Blackburn.

**Mme Blackburn:** Oui, merci, M. le Président. Mesdames et Messieurs, bonsoir. Hier, nous avons eu l'occasion d'entendre le Conseil de la vie française qui, d'ailleurs, un peu comme le rappelait, M. Bouchard, tout à l'heure, dénonçait avec beaucoup de vigueur la désinformation dont était, selon eux, victime le Canada anglais. Ces gens, qui étaient originaires du Manitoba, du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario, nous disaient que, selon eux, les médias véhiculent une image du Québec disant que le Québécois est un xénophobe, est intolérant, voire raciste. Et je pense que l'exemple que citait tout à l'heure M.

Holden illustre un peu cette espèce de désinformation selon l'institution d'enseignement même. J'aurais deux questions. La première rejoint un peu celle de M. Bouchard. Qu'est-ce qu'on pourrait faire pour contrer cette désinformation qui, pour les gens qui n'ont pas l'occasion et la possibilité de vérifier, ils la croient au Canada anglais? Il la croient cette information, ils la croient juste, l'image qu'on véhicule du Québec intolérant. Ils pensent que c'est ça la réalité.

La deuxième question: Ces mêmes gens, hier, du Conseil de la vie française, nous disaient qu'ils souhaitaient dans un Québec souverain qu'on puisse leur offrir la possibilité de demander la citoyenneté québécoise, donc d'avoir une double citoyenneté, c'est-à-dire québécoise et canadienne. Qu'est-ce que vous en pensez?

**Mme Pelletier Baillargeon:** Moi, je dirais, Mme Blackburn que, contre la mauvaise foi, il y a très peu de choses qu'on puisse faire, sinon, se comporter selon des règles d'éthique personnelle qui, finalement, feront leur chemin et témoigneront pour ce que nous faisons. Mais encore une fois, je crois que la façon de dissiper le malentendu, c'est de cesser d'envoyer, et à la minorité anglaise du Québec et aux communautés culturelles du Québec, un double message. Un double message qui crée des confusions constantes. Lorsque ces citoyens, de par leur appartenance au Canada, se font dire qu'ils appartiennent à une société bilingue et que le Québec, de par sa Charte de la langue française, leur dit qu'ils habitent un État français il y a une équivoque permanente, il y a des frustrations, il y a des attentes.

Nous nous comportons déjà, dans les faits, dans beaucoup de domaines, comme une nation, comme un peuple que nous avons la conscience d'être. Mais, en même temps, nous appartenons encore, juridiquement, à cet ensemble canadien et nos minorités reçoivent ce double message. Je crois que si nos minorités recevaient un seul message, comme les communautés culturelles en reçoivent dans un pays comme la France, je pense que beaucoup de ces malentendus prendraient fin, parce que, alors, tout le monde saurait dans quelle sorte de pays ils habitent et à quelle sorte de culture, s'ils choisissent d'y habiter, ils sont appelés à s'intégrer. Je pense que c'est la seule solution qui puisse mettre fin, parce que nous serons toujours taxés d'aller contre la grande politique nationale de bilinguisme... Or, cette politique nationale de bilinguisme, c'est pour nous l'antichambre de l'assimilation, et c'est notre perte.

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Dernière petite question Mme Blackburn.

**Mme Blackburn:** Non, je demandais qu'est-ce qu'ils pensaient de l'idée qui était avancée hier par le Conseil de la vie française, d'une double

nationalité pour les francophones hors Québec?

**M. Morin:** Nous n'avons aucune objection à l'application d'un tel principe et nous pourrions, dans le domaine des minorités françaises hors Québec vous faire parvenir, peut-être, un appendice à notre mémoire pour situer ce qu'il y aurait à faire, parce que depuis toujours, nous les avons appuyés. M. le Président, me donnez-vous 31 secondes sur le temps de la présidence?

**Le Président (M. Michel Bélanger):** Vingt-neuf.

**M. Morin:** M. Hogue, tout à l'heure a posé une question et nous n'y avons pas répondu parce que le couteau est arrivé. Comment accéder à l'indépendance, en 29 secondes, M. le Président. Il conviendrait qu'en juin 1991, et cela n'est pas tellement loin devant nous, le gouvernement du Québec tienne un vrai référendum avec une question claire, nette et intelligente, posée à la population, sur une intention de déclarer l'indépendance. Si le référendum, cette fois-là, si, nous, nous disons oui, à ce moment-là, l'Assemblée nationale proclamerait l'intention, dans deux ans, de déclarer l'indépendance et elle engagerait, dès le lendemain matin, la négociation avec le Canada anglais sur les conditions à devoir établir. Et si, dans deux ans, ils sont restés sourds à l'appel, il y aura là d'autres actions à devoir poser. Mes 29 secondes sont terminées, M. le Président.

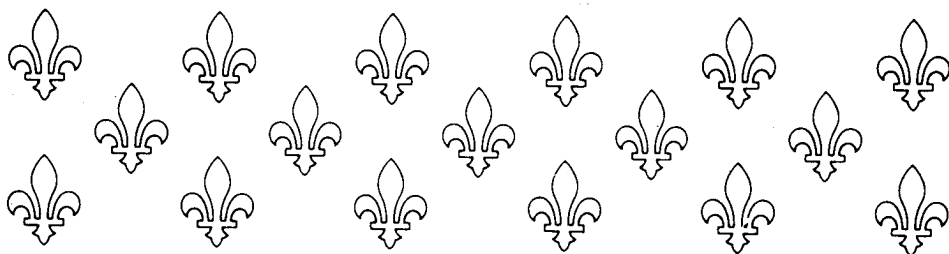
**Le Président (M. Michel Bélanger):** On compte tous les deux de la même façon, elles sont bien terminées.

Il me reste, puisque le temps que nous avons fixé pour cette rencontre est maintenant passé, il me reste à vous remercier pour un mémoire dont le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il était clair. Je vous remercie également d'avoir, tous et chacun, répondu aux questions des membres de la Commission.

Avant de déclarer que la séance est levée, je rappelle aux membres que nous nous réunissons à nouveau mardi prochain, le 13 novembre, ici, à 9 h 30 le matin. Quelques petites questions de détail; vous avez eu les résumés de deux des mémoires que nous allons entendre mardi, les analyses pardon. Les analyses des autres vont vous parvenir lundi, parce qu'il y a des modifications à ces divers mémoires qui ont empêché qu'elles soient terminées maintenant. Enfin, vous recevrez directement du Mouvement Desjardins les annexes au mémoire du Mouvement Desjardins, qui vous arriveront également au début de la semaine prochaine.

Ceci dit, merci à nouveau au groupe qui s'est présenté devant nous, et la séance est levée.

(Fin de la séance à 22 h 8)



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

## Journal des débats



**COMMISSION SUR L'AVENIR  
POLITIQUE ET CONSTITUTIONNEL  
DU QUÉBEC**

**Présidents: MM. Michel Bélanger et Jean Campeau**

**Québec, le mardi 13 novembre 1990**

**No 4**

**Publié sous l'autorité du président de l'Assemblée nationale,  
M. Jean-Pierre Saintonge**

---

**QUÉBEC**

## Table des matières

Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins	191
Parti québécois	207
Centrale des syndicats démocratiques	225
Assemblée des évêques du Québec	229
Conseil du statut de la femme	239
Conseil des affaires sociales	254

## Intervenants

M. Jean Campeau, président

M. Gil Rémillard  
 M. Jacques Parizeau  
 Mme Pauline Marois  
 M. Serge Turgeon  
 M. André Ouellet  
 M. Jean-Claude Beaumier  
 M. Gérald Larose  
 M. Jean-Pierre Hogue  
 M. Lucien Bouchard  
 M. Marcel Beaudry  
 M. Ghislain Dufour  
 M. Richard B. Holden  
 M. Michel Bélanger  
 M. Louis Laberge  
 M. Robert Benoit  
 M. Guy Bélanger  
 M. Jacques Léonard  
 M. Guy Chevette  
 M. Roger Nicolet  
 M. Robert Libman  
 M. Charles-Albert Poissant  
 M. Claude Dauphin  
 M. Jacques Brassard  
 Mme Lorraine Pagé  
 Mme Claire-Hélène Hovington  
 Mme Jeanne L. Blackburn  
 M. Guy d'Anjou  
 Mme Denise Carrier-Perreault  
 Mme Louise Harel  
 M. Neil Cameron  
 Mme Monique Simard  
 M. Jacques Proulx  
 Mme Christiane Pelchat  
 Mme Violette Trépanier  
 M. Russell Williams

- \* M. Claude Béland, Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins
- \* M. Alban D'Amours, idem
- \* M. Bernard Landry, Parti québécois
- \* M. Claude Gingras, Centrale des syndicats démocratiques
- \* Mgr Gilles Ouellet, Assemblée des évêques du Québec
- \* Mgr Jean-Claude Turcotte, idem
- \* Mgr Maurice Couture, idem
- \* Mme Marie Lavigne, Conseil du statut de la femme
- \* Mme Hélène Tremblay, idem
- \* Mme Christine Marchildon, idem
- \* Mme Jocelyne Olivier, idem
- \* Mme Madeleine Blanchet, Conseil des affaires sociales
- \* M. Yvon Leclerc, idem
- \* M. Jacques Jobin, idem
- \* Mme Solange Fernet-Gervais, idem

\* Témoins interrogés par les membres de la commission

Québec, le mardi 13 novembre 1990

## Audition d'organismes

(Neuf heures trente-six minutes)

**Le Président (M. Jean Campeau):** Mesdames, messieurs, je déclare la séance de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec ouverte. Le mandat de la Commission est d'étudier et d'analyser le statut politique et constitutionnel du Québec et de formuler, à cet égard, des recommandations.

Comme c'est notre deuxième semaine, je me permets de vous relire un passage du discours des deux présidents lors de l'ouverture de cette Commission, le 6 novembre dernier: "Nous sommes bien conscients que chaque membre de la Commission vient avec son bagage d'opinions et d'expériences aussi bien personnelles que politiques. Cependant, nous sommes conscients que le mandat de la Commission est par trop fondamental pour être dominé par le jeu partisan. La Commission se situe clairement à un tout autre niveau, là où l'ouverture d'esprit, la conscience de l'enjeu et la recherche de consensus essentiel doivent primer."

Avant de débiter, d'abord rappelons que, ce soir, les séances se termineront à 21 h 30 et que l'autobus partira pour Montréal à 22 heures, de la porte 6. Aujourd'hui, la séance sera consacrée à l'audition d'organismes qui ont fait parvenir un mémoire à la Commission. Je vous donne lecture de l'ordre du jour: 9 h 30, immédiatement, la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec, pour une heure et demie; à 11 heures, également pour une heure et demie, le Parti québécois; à 15 h 30, pour une heure et demie encore, la Centrale des syndicats démocratiques; à 17 heures, pour une heure, L'Assemblée des évêques; à 19 h 30, pour une heure et demie, le Conseil du statut de la femme et, à 21 heures – je vois ici pour une heure, il y a peut-être une petite erreur qui a été faite – le Conseil des affaires sociales.

**Une voix:** C'est ce soir, à 21 heures.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Mais étant donné qu'on finit à 21 h 30... Parfait! Nous verrons à corriger, s'il y a lieu.

Je vous répète les règles concernant la durée de discussion de mémoire: une heure trente minutes dans le cas des mémoires nationaux, une heure dans le cas des mémoires régionaux ou des mémoires de groupes professionnels et trente minutes dans le cas des mémoires de personnes.

Nous recevons ce matin la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins. Avant de passer la parole à M. Béland pour qu'il nous présente ses représentants, je veux vous rappeler, tel que je l'ai dit, la durée, une heure

et trente minutes. Les temps de parole sont répartis comme suit entre les membres de la Commission: 10 minutes pour la présentation du mémoire, 10 minutes pour la présidence, 15 minutes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 15 minutes pour le groupe parlementaire formant l'Opposition officielle, 40 minutes pour les membres inscrits auprès de la présidence, chacun des membres disposant de 10 minutes.

Les membres peuvent utiliser leur temps de parole en une ou plusieurs interventions. Dans ce dernier cas, ils doivent en avvertir la présidence dès qu'ils prennent la parole. Le temps de parole accordé à un groupe parlementaire peut être utilisé par un ou plusieurs membres de ce groupe. On se rappellera bien que les réponses et commentaires des auteurs de mémoires sont comptabilisés dans l'enveloppe de temps accordé au membre ou aux groupes parlementaire qui a la parole.

Et justement, ce matin, pour les caisses populaires, à peu près tous les membres ont demandé la parole. Je demanderais donc à chacun de faire preuve d'abnégation et d'écourter sa question. Je ne voudrais pas qu'on écourte la réponse; surtout écourter la question – d'habitude, c'est la question qui est la plus longue – pour permettre au plus grand nombre de membres de s'adresser au Mouvement Desjardins.

M. Béland, si vous voulez présenter vos collègues.

#### Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins

**M. Béland (Claude):** Merci bien, M. le Président. J'aimerais vous présenter, immédiatement à ma gauche, M. Jacques Bertrand, qui est président du conseil d'administration de la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins et qui est aussi président de la Fédération des caisses populaires de Québec. À la gauche de M. Bertrand, M. Jocelyn Proteau, qui est premier vice-président du conseil d'administration de la Confédération et aussi président de la Fédération de Montréal et de l'Ouest du Québec et, à la gauche de M. Proteau, M. André René, qui est deuxième vice-président du conseil de la Confédération et président de la Fédération des caisses populaires du Centre du Québec.

À ma droite, M. Alban D'Amours, qui est premier vice-président à la direction et au développement de la Confédération et, à la droite de M. D'Amours, M. Yves Morency, qui est vice-président à la planification.

M. le Président, j'aimerais d'abord vous remercier et remercier les membres de cette

Commission de nous accueillir ici, ce matin, et de nous permettre de faire connaître les vues du Mouvement Desjardins sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

Je tiens à souligner que l'opinion que nous exprimons dans ce mémoire n'est pas uniquement celle de quelques hauts dirigeants du Mouvement. On n'aurait pas pu le faire. Le Mouvement Desjardins, vous le savez, est un mouvement fort décentralisé, démocratique. Il compte plus de 4 000 000 de membres, répartis dans 1339 coopératives d'épargne et de crédit des caisses populaires et des caisses d'économie qui se retrouvent sur tout le territoire du Québec. Il y en a partout. D'ailleurs, dans plus de 675 municipalités du Québec, la caisse est la seule institution financière.

Ces caisses, c'est important aussi de le souligner, sont administrées par des dirigeants bénévoles. Souvent, on me demande: Combien gagnent-ils vos bénévoles? Ils ne gagnent rien. Ce sont vraiment des gens qui donnent leur temps gratuitement et on en compte plus de 18 300 qui sont élus par leurs concitoyens. Et, aux côtés de ces bénévoles, on retrouve également, en ajoutant l'ensemble de nos filiales, plus de 34 000 gestionnaires et employés.

C'est pourquoi, M. le Président, et je tiens à le souligner, les dirigeants et dirigeantes n'auraient pas pu ni voulu présenter un mémoire qui reflète uniquement leur propre opinion. Et malgré le peu de temps qui nous était alloué, nous avons choisi de consulter les 18 300 dirigeants bénévoles, les 1339 directeurs et directrices de caisses, ainsi que les membres des comités de direction de nos Fédérations et de nos filiales répartis dans toutes les régions du Québec. En annexe 2 du mémoire, nous vous présentons les résultats de cette consultation. Les orientations et les conclusions du mémoire du Mouvement des caisses Desjardins sont donc celles d'une très forte majorité. Nous exprimons dans le mémoire des opinions qui reçoivent l'adhésion de 85 % à 95 % des 10 203 personnes qui ont participé à la consultation.

Je veux aussi souligner, M. le Président, que nous avons envisagé ce dossier comme si nous faisons la planification stratégique d'un grand projet. Je pense qu'on connaît tous ici les règles habituelles d'une bonne planification stratégique. Il s'agit, selon les experts, d'harmoniser les trois angles de ce triangle qui oblige à établir clairement ce que nous voulons faire, ce que nous pouvons faire et, en conséquence, ce que nous devons faire. Planifier, en somme, c'est jeter le pont entre ce que nous sommes et ce que nous voulons être ou jeter le pont entre ce que nous faisons et ce que nous voulons faire.

(9 h 45)

Or justement, cette Commission a été créée, je pense, pour planifier – et je dis bien planifier – l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Le Mouvement des caisses Desjardins a

donc voulu apporter sa contribution pour vous dire ce que nous croyons que le Québec veut, ce qu'il recherche, ce à quoi il aspire. Ensuite, sachant ce qu'il veut, nous pensons qu'il est utile de savoir ce qu'il peut faire, connaître, en somme, ses forces, ses faiblesses, ses moyens, ses capacités. Finalement, sachant ce qu'il veut, sachant ce qu'il peut, il reste à déterminer ce qu'il doit faire.

À notre avis, ce que veut le Québec est profondément inscrit dans son histoire et est appuyé par une longue tradition de luttes subtiles, mais combien tenaces, depuis plus de 200 ans. Ces luttes ne sont pas une recherche de pouvoir. Elles ne sont que l'expression des aspirations les plus profondes de gens qui, unis par ce qu'ils sont, donc unis par leur langue, leurs traditions, leurs coutumes, veulent assurer leur continuité. C'est ainsi d'ailleurs que le Québec fait la preuve qu'il est une communauté nationale distincte, qu'il est une société distincte. Le Québécois le sait. Il le sent, il le vit et 95 % de nos dirigeants et dirigeantes de caisse, sans hésitation, le disent et disent aussi que le Québec a toujours agi de façon à protéger cette société distincte et à la développer. C'est vraiment ce qu'il veut.

Il a toujours espéré, parce que c'est un peuple conciliant, le faire reconnaître et obtenir les pouvoirs nécessaires à cette fin par des gestes volontaires de ses partenaires canadiens. Je pense qu'à ce point de vue-là, on a une longue tradition de revendications légitimes, mais, malgré des décennies de négociations franches et ouvertes, il n'y est jamais parvenu. Au contraire. Même les pouvoirs concédés d'une façon exclusive, alors qu'on avait annoncé finalement la création d'une nouvelle Confédération en 1867, même ces pouvoirs-là n'ont pas été respectés et, au fil des ans, ont été constamment grugés, de telle sorte qu'aujourd'hui, on le sait, on ne peut plus vraiment parler de juridiction exclusive des provinces.

Petit à petit, le Québec est soumis de plus en plus à la décision d'une majorité qui est motivée par des aspirations différentes des siennes. Et on leur refuse même, maintenant – c'est récent – de reconnaître qu'il est une société différente.

C'est donc clair: le Québec, je pense, veut décider lui-même des moyens à prendre pour protéger et développer sa société distincte. C'est là son grand projet. Il ne veut pas laisser à d'autres le pouvoir de décider de son propre avenir. Il ne veut pas confier à d'autres le pouvoir de protéger ce qu'il a de plus précieux, sa richesse culturelle, et tout ce qui fait que, justement, il se distingue de ceux qui l'entourent.

Or, sachant ce que le Québec veut, il faut examiner s'il peut réaliser sa volonté. C'est ce que nous avons tenté de faire dans notre mémoire et, en particulier, dans notre première annexe. Or, après avoir examiné nos forces et nos



faiblesses, après avoir analysé nos différentes capacités, on en vient à la conclusion que, si le Québec devenait une société libre d'adopter les seules lois exécutoires sur son territoire, il aurait quand même la taille et la capacité ou une taille et une capacité comparables à bien d'autres pays où la qualité de vie est fort acceptable.

Il est évident que le Québec a des forces. Il en a de plus en plus, d'ailleurs. Du reste, 89 % des répondants de notre consultation, 89 % croient que le Québec possède les atouts essentiels à sa réussite: population plus instruite, bonne expérience financière, savoir-faire technique, entrepreneuriat, traditions démocratiques et coopératives, capacité d'adaptation, ouverture sur le monde. En résumé, les gens d'ici, maintenant, ont confiance en l'avenir du Québec.

Mais, comme tous les peuples du monde, le Québec n'a pas que des forces. Il a aussi certaines faiblesses. Et c'est là l'avantage d'une planification stratégique. L'important, c'est de les identifier, ces faiblesses, et de les connaître, d'en prévoir les effets, d'en mesurer les risques par rapport au grand projet global qu'on désire réaliser. D'ailleurs, dans toute planification stratégique, quand on veut réaliser un projet, il est rare, très rare, de faire le constat qu'on a uniquement des forces. Si on attendait de n'avoir que des forces pour réaliser des projets, il faut bien l'admettre, on ne réaliserait pas grand-chose. Dans tout projet, il y a du pour, il y a du contre, mais si l'importance et l'urgence de réaliser le projet priment, il faut dès lors miser sur ses forces et ensuite travailler à diminuer ses faiblesses. Et je pense que c'est ça la partie la plus importante. Il est toujours plus facile de s'améliorer lorsqu'on a le plein contrôle de ses moyens, lorsqu'on ne demande pas à d'autres et qu'on ne compte pas sur d'autres pour améliorer nos faiblesses.

Sachant ce que le Québec veut et ce qu'il peut faire, il reste à déterminer ce qu'il doit faire. Au Mouvement des caisses Desjardins, nos dirigeants et nos dirigeantes, dans une proportion de 89 %, l'ont clairement exprimé, ils veulent que le Québec prenne et contrôle tous les leviers économiques, sociaux, politiques, législatifs, fiscaux et administratifs nécessaires à la réalisation de ses aspirations légitimes; 85 %, c'est-à-dire 5 répondants sur 6, désirent que le Québec affirme son autonomie politique et choisisse librement ses partenaires du Canada ou d'ailleurs.

En conséquence, nous recommandons à la Commission de reconnaître que le Québec constitue une véritable communauté nationale distincte; de reconnaître que la décision sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec appartient aux hommes et aux femmes qui l'habitent, sans égard à leur origine, à leur langue d'usage ou à quelque autre facteur, et cela en vertu du droit des peuples à l'autodétermination reconnue par l'Organisation des nations unies, et qu'en consé-

quence il n'y a pas lieu de soumettre cette décision à l'acceptation de la majorité de ceux qui forment le pacte fédératif canadien actuel; de reconnaître que le Québec doit avoir le contrôle de tous ses leviers et que, pour ce faire, il doit se donner le statut d'une communauté nationale autonome; de reconnaître que, devenu autonome, le Québec, dans un contexte d'internationalisation, aurait la capacité de négocier des accords avec d'autres nations souveraines, en particulier avec celles qui sont ses voisines et de proposer, finalement, que la décision finale soit soumise en termes clairs et décisifs, par le moyen d'une consultation référendaire, à la volonté démocratique des Québécois et des Québécoises; et de reconnaître que cette autonomie appartient au peuple du Québec qui, par voie démocratique, choisit ses délégués ou au gouvernement qui le représente.

En somme, en résumé, on pourrait dire: Le peuple est souverain et son gouvernement est autonome. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Merci, M. Béland. Ce matin, nous allons commencer par M. Rémillard. Par la suite, nous irons à M. Parizeau.

**M. Rémillard:** M. Béland, messieurs, tout d'abord, merci d'être ici et de témoigner devant nous. Avec un actif de 45 000 000 000 \$, les caisses sont certainement l'un des acteurs économiques les plus importants au Québec. Et vous êtes les fiduciaires de plus de 4 300 000 de Québécois et Québécoises. C'est donc dire que votre mémoire a du poids. Ce n'est pas banal, ce que vous nous proposez. Votre mémoire est intéressant, je l'ai lu et relu, je dois dire, et j'aimerais bien le comprendre.

À votre recommandation 3, qui, à mon sens, est le coeur, probablement, de votre mémoire, vous recommandez que le Québec se donne le statut d'une communauté nationale autonome. Vous utilisez des termes qui m'ont un peu surpris, sur le plan du droit international, du droit constitutionnel, et je voudrais m'assurer que j'ai bien compris. Vous dites "communauté nationale". Est-ce que, selon vous, dans votre façon de voir les choses, c'est synonyme de nation? Parce que "communauté nationale", les anglophones du Québec peuvent être une communauté nationale, les Acadiens... En fait, on peut interpréter différemment ces mots: "communauté nationale". Est-ce que, selon vous, c'est synonyme, dans votre mémoire, de nation?

**M. Béland:** Oui, M. Rémillard, nous avons voulu écrire "communauté nationale autonome" comme synonyme de nation en se référant à des définitions qu'on avait retrouvées dans d'autres volumes.

**M. Rémillard:** En ce qui regarde "autonome", nulle part dans votre mémoire je n'ai vu, direc-

tement lié au statut du Québec, que vous préconisez le mot "souveraineté". Vous ne parlez pas d'un gouvernement souverain. Vous parlez d'autres... d'une relation avec des nations souveraines, mais pour le Québec vous ne prenez pas ce terme de "souveraineté", vous prenez le terme "autonomie". L'autonomie, en termes de droit constitutionnel ou international, comme vous le savez, c'est la possibilité d'agir librement, mais dans un cadre défini avec une autorité supérieure; la souveraineté c'est une plénitude de pouvoirs. Est-ce que vous avez fait cette distinction délibérément ou si, selon vous, l'autonomie équivaut à la souveraineté?

**M. Béland:** Oui, c'est que nous ne sommes pas des experts en matière constitutionnelle. Nous sommes des experts dans le domaine de la coopération et des caisses. Nous, chez nous, on parle beaucoup d'autonomie de nos caisses. On parle de l'autonomie de nos Fédérations – et c'est dans ce sens qu'on a voulu employer le mot "autonomie" – parce que, en plus, il y a du langage, finalement. Vous savez, dans notre société, quand on emploie des mots, on y accole tout de suite une étiquette partisane. Desjardins a absolument voulu être non-partisan. Desjardins n'est pas... n'a jamais été partisan. Et, dans ce sens-là, on a plutôt voulu prendre des mots qui ne se collent à aucun parti politique et il nous a semblé que, l'autonomie étant quand même pour nous l'expression d'un État qui est le seul à légiférer sur son territoire, c'est cela que nous avons voulu signifier.

**M. Rémillard:** Donc, M. Béland, si on prend votre recommandation 3, où on dit que "il doit se donner – parlant du Québec – le statut d'une nation souveraine", c'est exactement ce que vous voulez dire.

**M. Béland:** Ça serait ce qu'on voulait dire, mais qu'on n'a pas voulu dire.

**M. Rémillard:** Est-ce que ce n'est pas ça que vous...

**M. Béland:** ...qu'on n'a pas voulu écrire. Pardon.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Rémillard:** Alors si je comprends bien... ce que je comprends bien, M. Béland, c'est que vous n'avez pas voulu écrire dans votre mémoire que vous recommandez que le Québec ait le statut d'une nation souveraine. Pourquoi ne l'avez-vous pas voulu? Est-ce que ça effraie vos membres?

**M. Béland:** Non, pas du tout. D'ailleurs, dans la question que nous posons, nous parlons d'une communauté nationale autonome, c'est de

ça qu'on parlait. On référerait à cette... On a pris exactement les mots de notre consultation.

**M. Rémillard:** Très bien. En ce qui regarde le processus que vous nous suggérez, vous suggérez un processus démocratique – et c'est évidemment, dans la tradition de votre Mouvement... Vous suggérez tout d'abord qu'on informe correctement le peuple. Je crois que vous avez parfaitement raison. C'est l'un des défis importants que nous avons. Et, ensuite, vous proposez un référendum, le plus tôt possible, pour que le peuple, comme vous l'avez dit tout à l'heure dans votre présentation, qui est souverain, puisse se prononcer. Vous avez raison de dire que le référendum est une mesure très démocratique dans la mesure où ceux qu'on consulte – le peuple – est bien informé. Si je vous posais la question suivante, M. Béland, me référant à votre mémoire: Quelle question poseriez-vous aux Québécoises et aux Québécois?

**M. Béland:** C'est une question extrêmement difficile. Ce qu'on poserait, c'est sûrement une question claire...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Béland:** ...une question précise qui ne laisserait pas de place à l'ambiguïté.

**M. Rémillard:** Pour le Mouvement Desjardins, la clarté signifie quoi?

**M. Béland:** C'est de savoir si les gens d'ici veulent être un peuple souverain, qui se donne un gouvernement autonome, c'est-à-dire un gouvernement – et on le dit dans notre document – qui... C'est le droit d'un État de décider, en dernier ressort, tant pour ses affaires intérieures que pour les affaires extérieures. C'est ce qu'on entend par...

**M. Rémillard:** Alors...

**M. Béland:** Je souhaiterais que la question...

**M. Rémillard:** Donc, relié à votre recommandation 3, on pourrait dire que votre référendum serait en fonction d'une question qui dirait: Êtes-vous d'accord pour que le Québec accède à un statut d'une nation souveraine?

**M. Béland:** Oui. Si...

**M. Rémillard:** Est-ce que ce serait ça?

**M. Béland:** Oui... Je ne suis pas sûr que la population aujourd'hui comprendrait parfaitement, il faudrait l'expliquer, parce que, vous voyez...

**M. Rémillard:** Oui.

**M. Béland:** ...ça fait déjà cinq minutes qu'on discute à savoir ce que c'est une nation souveraine, une nation autonome, etc.

**M. Rémillard:** Non, mais je voudrais simplement, pour bien comprendre le sens de votre mémoire...

**M. Béland:** Oui.

**M. Rémillard:** ...ce serait donc une question qui, dans le contexte, est fidèle à votre mémoire.

**M. Béland:** Exact. Ah oui, absolument.  
(10 heures)

**M. Rémillard:** Très bien. Nulle part dans votre mémoire, M. Béland, vous ne nous proposez une liste de compétences. Plusieurs que nous avons entendus ici proposaient la plénitude de la juridiction du Québec en matière de main-d'œuvre, communication, culture, enfin toute cette liste que nous avons entendue. Vous, vous n'en proposez pas? Vous proposez donc que le Québec devienne une nation souveraine, mais est-ce que vous voyez des éléments d'association qu'on pourrait avoir avec le reste du Canada? Est-ce que ça signifie, votre mémoire, qu'on devrait avoir notre propre monnaie? Est-ce qu'on devrait avoir nos propres affaires extérieures, notre propre armée? Quelle est votre pensée à ce niveau-là?

**M. Béland:** Je pense que la réponse à votre question, on la trouve dans les notes explicatives, suite à nos recommandations. À la page 38, on dit: "L'État du Québec aurait tous les pouvoirs de décider, en dernier ressort: pouvoirs politiques, économiques, sociaux, administratifs et fiscaux. Seules les lois adoptées par le gouvernement du Québec auraient effet dans son territoire, à moins que, par une de ses lois, il n'ait accepté de s'associer à des corps législatifs autres, par exemple au sein d'une authentique Confédération.

"Dans sa recherche de partenaires, le Québec pourrait établir des liens privilégiés avec ses partenaires actuels au sein du pacte fédératif canadien; ces liens ne seraient pas nécessairement exclusifs", etc. En somme, ce qu'on dit, c'est qu'une fois devenu souverain, c'est clair qu'il y a avantage pour le Québec à faire des traités ou à faire des ententes avec d'autres. Ça nous apparaît essentiel.

**M. Rémillard:** Est-ce que, selon vous, vous êtes un mouvement, donc économique, un mouvement important comme j'ai mentionné tout à l'heure, il faudrait avoir cette monnaie commune? Est-ce qu'il faudrait développer ce marché commun? Au point de vue économique, là, pour garantir cette sécurité économique que je sais qui vous préoccupe évidemment dans vos fonctions, comment devrait-on procéder?

**M. Béland:** C'est sûr qu'une union monétaire est souhaitable. On pense même qu'elle est probable parce que le Québec se séparant du reste du Canada causerait quand même certains remous aussi par rapport à la situation économique canadienne; même le Canada aurait intérêt, je pense, parce qu'à ce moment-là, ses propres cotes d'évaluation pourraient subir un contre-coup. Je pense qu'il y a avantage aussi pour nos partenaires actuels à se mettre à table et à discuter. Mais comme c'est difficile de négocier quand on est seul ou c'est plus facile quand on est seul, on peut imaginer toutes sortes de réactions de la part de nos partenaires. Alors, nous, on dit: Oui à une union monétaire; oui, de préférence avec le Canada. Si ce n'est pas possible, il faudra le faire avec d'autres; si ce n'est pas possible avec d'autres, ça prendra une monnaie québécoise qu'on rattachera à une monnaie forte. Et là, quand on parlera de monnaie forte, ça ne sera peut-être pas nécessairement la monnaie canadienne qui n'est pas considérée quand même comme une monnaie forte.

**M. Rémillard:** Ça fait deux fois que vous faites allusion à: Si ce n'est pas avec les autres Canadiens, ça pourrait être avec d'autres. Évidemment, avec les autres, les Mexicains sont un petit peu loin. Alors, il y en a un qui est plus proche, c'est nos amis Américains. Vous voyez une possibilité qu'on puisse avoir un dollar commun avec les États-Unis d'Amérique?

**M. Béland:** C'est-à-dire qu'on pourrait avoir une monnaie québécoise qui soit rattachée, qui soit indexée, si vous voulez, sur la monnaie américaine ou sur une autre. Je pense qu'il faut donner la préférence à nos partenaires actuels parce qu'il y a quand même une tradition, il y a quand même une histoire. Mais advenant le cas où nos partenaires, par représailles ou parce qu'ils acceptent de souffrir par représailles, à ce moment-là, je pense qu'il faudrait que le Québec adopte sa propre monnaie, mais l'ajuste à une monnaie forte.

**M. Rémillard:** Est-ce que vous voyez d'autres matières qu'on pourrait partager avec le reste du Canada, à part la monnaie?

**M. Béland:** Il y a certainement la protection, l'armée, il y a toute une série...

**M. Rémillard:** Les affaires extérieures?

**M. Béland:** C'est à voir!

**M. Rémillard:** Très bien.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Merci. M. Jacques Parizeau.

**M. Parizeau:** M. Béland, le mémoire que vous nous présentez aujourd'hui va, je pense, continuer de faire des vagues pendant quelque temps. Il représente, nous en sommes tous conscients, une prise de position du Mouvement Desjardins qui s'exprime de cette façon-là pour la première fois et avec autant de force. Je ne vous cacherais pas que j'en suis fort content, justement à cause de ce que le Mouvement Desjardins représente chez les Québécois.

Je voudrais cependant me livrer, en un certain sens, un peu au même exercice auquel vient de se livrer M. Rémillard, c'est-à-dire chercher à clarifier des choses et, en particulier, sur le plan des concepts. Il est important que les concepts soient aussi clairs que possible.

Vous disiez tout à l'heure: La souveraineté, si nous n'en parlons pas aussi directement dans nos recommandations, c'est qu'on ne veut pas donner l'impression d'être partisans. Remarquez que ça me fait un peu tiquer parce que la souveraineté d'un pays, j'ai de la difficulté à concevoir ça comme un concept partisan, mais soit, acceptons cette façon de présenter les choses et entrons maintenant dans les recommandations elles-mêmes pour être bien certains qu'on se comprend.

La recommandation 2. Vous dites: Il faut que la décision sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, cette décision-là, il n'y a pas lieu de la soumettre à l'acceptation de la majorité de ceux qui forment le pacte fédératif canadien actuel. Ça, c'est clair. Je comprends bien que, dans ces conditions, la décision quant à l'avenir politique du Québec, il n'est pas question de la soumettre, par exemple, évidemment, à la règle de l'unanimité, mais même à la règle du 7-50: 7 provinces, 50 % de la population. C'est bien ça que ça veut dire?

**M. Béland:** C'est ça que ça veut dire.

**M. Parizeau:** J'ai un peu de difficultés à réconcilier ça avec le premier paragraphe des notes explicatives. "Sur le plan interne, la décision québécoise qui modifierait le pacte fédératif canadien n'aurait de valeur juridique que dans la mesure où elle serait entérinée par les autres membres du pacte. Si ceux-ci refusaient d'entériner la décision québécoise, le Québec serait contraint de poser le geste politique d'affirmer sa souveraineté." Est-ce qu'il n'y a pas une contradiction entre ces deux choses-là? Il me semble que dans la recommandation 2 on dit: On ne soumet pas la décision à une majorité de ceux qui forment le pacte fédératif canadien actuel et, dans les notes explicatives, on a l'air de dire le contraire: On va la leur offrir et, s'ils refusent, alors on déclarera notre souveraineté.

**M. Béland:** Oui. Ce qu'on voulait dire par les notes explicatives, c'est qu'en vertu des

règles actuelles, nous sommes verrouillés, en somme, dans une Constitution dont on ne peut pas sortir et qu'on ne peut même pas modifier à moins d'obtenir l'assentiment de nos partenaires, et ça, je pense qu'on a vécu des expériences récentes qui nous l'ont fait comprendre un peu mieux. Donc, on s'est dit: Si le Québec veut se sortir de la Constitution actuelle, à moins d'un miracle... Je vais changer de mot, à moins, en tout cas, d'une grande surprise...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Béland:** ...il va falloir poser un geste illégal au terme de la Constitution. Il va falloir poser un geste politique. On va changer de champ. On ne sera plus dans le droit constitutionnel canadien, on sera au niveau du droit international. C'est ça.

**M. Parizeau:** Un peu comme M. Rémillard, j'ai été surpris, pour ce qui a trait à la recommandation 3, de l'utilisation de ces mots "communauté nationale autonome". Cependant, à la recommandation 4, vous dites qu'il faut reconnaître que, devenu autonome, le Québec, dans un contexte d'internationalisation, aurait la capacité de négocier des accords avec d'autres nations souveraines. Le mot "autres" est important là. Si je comprends bien, autonome et souverain, pour vous, ça veut dire la même chose, parce que vous dites: D'autres nations souveraines.

**M. Béland:** D'ailleurs, si vous regardez à la page 38, dans nos notes explicatives, même si on a essayé d'éviter de se proclamer bien haut pour la souveraineté, on dit bien: "l'autonomie ou la souveraineté, c'est le droit d'un État, etc." Donc, on a plutôt favorisé le mot "autonomie", mais on a vu là un synonyme quand même qu'on peut retrouver dans le dictionnaire.

**M. Parizeau:** Bien. Je reviens maintenant aux notes explicatives proprement dites. J'en arrive à ça. Je pense qu'il est remarquable que lorsque vous discutez de partenariat avec d'autres pays ou avec le reste du Canada, lorsque vous parlez de partenariat, vous évoquez – soit en dehors d'une confédération, soit à l'intérieur d'une véritable confédération – la place d'organismes destinés à gérer des choses en commun, par exemple, la politique monétaire, une monnaie commune.

Vous parlez toujours d'organismes ou d'institutions qui permettraient de gérer certaines choses, mais pas de Parlement supranational, pas de gouvernement supranational. Je vous interprète bien quand je prends pour acquis que les institutions communes dont vous parlez ou les organismes communs dont vous parlez sont des organismes de gestion et non pas l'apparition d'un Parlement supranational. C'est bien ça?

**M. Béland:** Oui, c'est exact. Dans le fond, la position qu'on prend est la suivante. Une fois qu'on a récupéré l'ensemble de nos pouvoirs, qu'on est devenu un État qui a la plénitude du pouvoir de disposer de ses lois et de faire ses lois, on ne ferme pas de porte. On dit: Cet État-là pourrait trouver des avantages. On va même jusqu'à dire... "possible de créer une authentique Confédération, c'est-à-dire une forme d'union politique" à certaines fins. Donc, on ne ferme pas de porte, on ne choisit pas de modèle tout fait, parce que, comme je le disais tout à l'heure, négocier seuls dans nos bureaux, c'est toujours simple. On peut imaginer toutes sortes de scénarios. Mais, dans la réalité, il y a toutes sortes de scénarios qu'on n'a peut-être pas prévus, qui vont s'offrir. Et je pense qu'un État souverain a ce grand avantage d'être capable d'examiner toutes les opportunités. C'est ce que nous avons voulu dire, en somme, dans cette espèce d'élaboration des notes explicatives.

**M. Parizeau:** Je vous remercie beaucoup, M. Béland. Je pense que la remise de ce mémoire aujourd'hui sera considérée un peu plus tard comme ayant eu une portée véritablement historique. J'aimerais laisser quelques minutes à mon collègue, M. Léonard, si vous permettez, pour le reste du temps.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Mme Marois...

**M. Parizeau:** Mme Marois, pardon. Excusez-moi.

**Le Président (M. Jean Campeau):** ...vous avez quelque cinq minutes.

**Mme Marois:** D'accord. Merci, M. le Président. Je ne répéterai pas les félicitations qui vous ont déjà été faites. Je pense que votre contribution est évidemment très significative et très importante pour l'intérêt de nos travaux. Je vais m'arrêter à la recommandation 7 et la lier à votre intervention de départ, votre introduction. À la recommandation 7, vous proposez que la décision finale soit soumise en termes clairs et décisifs par le moyen d'une consultation référendaire à la volonté démocratique des Québécois et des Québécoises. Et, au début, vous insistez sur le fait que cette démarche se réalise avec rapidité et efficacité, car la situation actuelle de tension et d'incertitude entraîne de lourdes conséquences sur le développement du Québec et du Canada.

En termes plus précis encore – je ne veux pas vous amener nécessairement une question de tactique ou de stratégie, mais je pense qu'il faudra y arriver un jour ou l'autre et il faudra se la poser, cette question-là – en termes d'échéance, quand voyez-vous la possibilité d'un questionnement comme celui-là? À la fin des

travaux de la Commission, au moment où on aura une ou des hypothèses à soumettre, d'une part. D'autre part, une des questions qui a été soulevée par la Chambre de commerce, qui est soulevée aussi par les gens d'affaires, c'est la crainte qu'il y ait un moment d'incertitude trop long entre, par exemple, les conclusions de nos travaux ici et le fait qu'un choix sera fait, clair et définitif, selon vos propos-mêmes. J'aimerais que vous m'apportiez un peu l'état de vos réflexions sur ces questions-là.  
(10 h 15)

**M. Béland:** Pour fixer le délai, Mme Marois, je trouve qu'il y a encore des inconnues, particulièrement la profondeur des travaux de cette Commission-ci. Je disais, à un autre moment – parce que, parfois j'occupe un autre siège ici – que cette Commission peut être, sur le plan de la pédagogie, un événement fort important. Alors, selon la profondeur des travaux de cette Commission, selon sa transparence, si on réussit à faire en sorte... Et je pense que ça commence déjà, parce que les conversations qu'on entend un peu partout maintenant portent beaucoup sur la question constitutionnelle. Il y a cinq ans, on ne parlait certainement pas de la monnaie québécoise ou de la monnaie canadienne. On commence aujourd'hui à s'intéresser à ces questions-là dans la population en général. Dans les journaux, on n'a jamais vu autant d'articles écrits par des professeurs, par des militants dans différentes organisations. Je pense que plus le peuple va s'emparer de cette question et qu'il va s'informer davantage, je pense que la consultation, il faudra la faire au moment où on pensera que le peuple, maintenant, est capable de le faire en toute connaissance de cause et capable même de dissiper et de faire la différence entre des peurs et la réalité. Dans ce sens-là, j'hésite à vous dire: Il faudrait le faire dans six mois, dans un an. J'espère que ça ne dépassera pas des délais trop longs. Je pense qu'il faut le faire vite, parce que l'instabilité tient beaucoup plus au fait que le statut du Canada, le statut de nos relations constitutionnelles, reste tellement vague. Je pense qu'il faut régler ça rapidement.

**Mme Marois:** Je vais revenir avec une toute petite sous-question. Vous imaginez-vous, dans la situation du Mouvement Desjardins, avec tous les actifs que vous avez à gérer, à assumer, et sur lesquels vous avez à décider des orientations, un rôle dans la phase transitoire pour rassurer les personnes quant à toutes les interrogations dans le fond qu'il va y avoir sur le fait que le Québec, même si vous faites une longue annexe pour nous dire qu'il peut, qu'il est assez fort, etc., mais vous sentez-vous sur ça le goût, la motivation et la nécessité peut-être surtout d'intervenir dans cette période transitoire?

**M. Béland:** Je pense que le Mouvement va continuer à faire ce qu'il a toujours fait en

montrant les avantages et les désavantages des différentes situations. Évidemment, le Mouvement Desjardins ne se lancera pas en campagne; ce n'est pas son rôle. On le fait ici parce que le gouvernement fait une loi disant: Il y a un siège au secteur coopératif et on aimerait savoir ce que le secteur coopératif pense. Nous avons profité de ce siège et nous sommes venus le dire. Mais quand on retournera dans nos fonctions normales, on ne se lancera pas dans des campagnes. Je pense qu'il y a des partis politiques bien organisés qui le font très bien et on sera à l'écoute, sauf qu'on continuera à informer nos membres de tout ce qu'ils s'attendent à recevoir de nous et là-dessus on a toujours fait ça, d'essayer d'éduquer nos membres, particulièrement à tout le domaine économique.

**Mme Marois:** D'accord. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Vous avez terminé. Nous entrons dans le bloc de 40 minutes et je vous rappelle qu'il y a 13 questions. Ce qui fait trois minutes chacun, si on veut passer tout le monde.

M. Serge Turgeon et immédiatement après, M. Ouellet.

**M. Turgeon:** Merci, M. le Président. Je pense que ce serait superflu effectivement de vous féliciter pour la clarté de vos propos, mais moi je veux vous féliciter, M. Béland, pour ne pas avoir peur, pour ne pas vous défilier devant vos responsabilités. Je pense que ça vous honore et que ça honore tous vos dirigeants et toutes les composantes du Mouvement Desjardins.

Cela dit, M. le Président, je ne peux m'empêcher de constater que le Mouvement Desjardins est l'une des très rares institutions financières qui vont se présenter devant cette Commission. Où sont les autres dans un moment aussi crucial, dans un débat aussi crucial? Je ne le sais pas. Et une première question que je voudrais vous poser, M. Béland: Comment interprétez-vous le silence des autres institutions financières?

La deuxième question, elle est très simple: Les tenants du fédéralisme parlent beaucoup de globalisation, d'internationalisation; ceux de la souveraineté évidemment donc, de nationalisme. Est-ce qu'il y a une contradiction entre les deux? Est-ce qu'il n'y a pas plutôt intégration, intégrité?

**M. Béland:** Quant au silence, c'est ce que je vais faire quant à votre première question. Je n'ai pas, je pense, à interpréter. Le Mouvement Desjardins évidemment est peut-être... Je dis souvent: Le Mouvement Desjardins n'est pas qu'une institution financière, c'est un mouvement qui est très impliqué dans son milieu. Nos gens nous ont demandé d'être ici, alors nous sommes

venus. Je ne peux pas interpréter le silence des autres institutions financières. Ce n'est certainement pas mon rôle.

Quant à votre deuxième question, je pense que plus on devient citoyen du monde sur le plan économique – et ça c'est indéniable – sur le plan culturel, sur le plan des nationalistes, maintenant il y a un intérêt très marqué. Regardez tout ce qui se passe à travers le monde. C'est vrai que la planète se rapetisse, que les frontières, sur le plan de la circulation des biens et des capitaux, toutes les frontières tombent, mais ça ne fait qu'éveiller des nationalismes encore plus grands parce que l'homme n'est pas l'homo economicus, ce n'est pas un être complet. Il y a aussi l'homo sapiens, l'homme sage, qui est culturel fort heureusement, qui est autre chose. Devant le fait qu'on devient, sur le plan économique, des citoyens du monde, il reste que sur le plan culturel, on sent tous le besoin de s'affirmer davantage. Donc, il n'y a pas de contradiction. C'est un cheminement tout à fait naturel, tout à fait humain, tout à fait normal.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. André Ouellet.

**M. Ouellet:** Merci, M. le Président. Je voudrais vous remercier, M. Béland, pour ce témoignage fort éloquent, à la partie 3 de votre mémoire, où vous décrivez très bien les succès collectifs et plusieurs succès individuels de Québécois.

Je pense que, si le fédéralisme est censé desservir les intérêts du Québec, on n'en trouve certainement pas confirmation à la lecture de la partie 3 de votre mémoire.

Il y a une chose qui manque cependant à votre mémoire et je vous pose la question: Pourquoi n'avez-vous pas consacré une partie importante de votre mémoire à la question de la monnaie puisque, au fond, votre institution financière doit être très intéressée par cette question. Comment se fait-il que vous n'envisagiez, dans votre mémoire, ni une monnaie canadienne ni une monnaie québécoise ni une monnaie rattachée à la monnaie américaine? Je rappellerai que l'Union des artistes qui, pourtant, n'est pas dans les affaires, recommande, elle, que le dollar devrait être greffé au dollar américain et valoir à peu près 0,60 \$. Est-ce que c'est une suggestion appropriée? Pourquoi n'avez-vous pas parlé de ça dans votre mémoire?

**M. Béland:** Pour nous, évidemment, la monnaie c'est un outil. Il y a un outil plus important qu'il faut acquérir d'abord: c'est l'autonomie, c'est de se donner cet État souverain dont on a parlé tout à l'heure. Mais, plus spécifiquement sur la question de la monnaie, je demanderais à M. D'Amours peut-être de compléter ma réponse.

**M. D'Amours (Alban):** En effet, la monnaie, si on regarde l'histoire des monnaies dans le monde depuis plus de 100 ans, on se rendra compte que la monnaie n'est pas l'élément essentiel dans les choix que doivent faire les peuples pour se donner des gouvernements. La question monétaire vient dans les conditions où les États sont souverains et décident, après coup, soit d'entrer en union monétaire avec d'autres États souverains ou, tout simplement, d'avoir leur propre monnaie et de bâtir leur politique monétaire.

La difficulté qui se pose ici aujourd'hui, c'est celle où on aurait eu cette tentation, où on pourrait avoir cette tentation de défendre le fédéralisme canadien à partir de la notion d'union monétaire. La notion d'union monétaire n'est pas l'argument qui va mener au choix d'un statut politique.

**M. Ouellet:** Vous voulez dire que vos membres ne se préoccupent pas de la valeur du dollar, quel qu'il soit?

**M. D'Amours:** La préoccupation de la valeur du dollar est toujours constante. C'est la raison pour laquelle...

**M. Ouellet:** Mais pourquoi n'en parlez-vous pas dans votre mémoire?

**M. D'Amours:** On en parle sous la forme de partenariat et dans le sens où, une fois les choix politiques faits, le choix d'une monnaie, le choix d'une union monétaire sera proposé et sera fait. Dans ce sens-là, toute la littérature sur la question tourne autour de notions comme les zones optimales monétaires, à savoir quelles seront les meilleures unions monétaires possibles. Dans ce contexte-là, on peut s'interroger même à savoir si l'union monétaire avec le reste du Canada est une zone optimale.

L'histoire ou la longue association avec le reste du Canada démontre qu'il y a des éléments d'optimalité au Canada, en ce sens que la monnaie commune a facilité les échanges, a contribué à l'intégration du commerce entre le Québec et le reste du Canada. Elle a aussi facilité, jusqu'à un certain point, l'harmonisation des politiques, quoique, à toutes les décennies, le Québec a eu des revendications à l'égard de la politique monétaire canadienne.

**M. Ouellet:** Oui, mais une question très précise. Le dollar, actuellement, qu'on utilise ici, que les Québécois utilisent vaut à peu près 0,85 \$ dans le dollar américain. D'après vous, il va valoir combien, quel que soit... L'Union des artistes dit qu'il va valoir 0,60 \$. Vous, ça ne vous intéresse pas de savoir s'il vaut 0,70 \$, s'il vaut 0,80 \$, s'il vaut 0,90 \$?

**M. D'Amours:** Ça dépend, M. Ouellet, de la

politique monétaire qui sera appliquée. Dans un contexte où l'union monétaire serait retenue entre le Québec et le reste du Canada, dans le contexte où les directives qui seraient appliquées par un organisme central auquel participerait, dans un cadre de décision, le Québec, la valeur de la monnaie canadienne, à ce moment-là, dépendrait directement du type de politique monétaire appliquée et du sens des directives qui seront données en accord entre les États souverains.

Cela signifie, à ce moment-là, qu'on pourrait se retrouver avec un dollar à 0,75 \$ ou à 0,80 \$, et ce sera, finalement, le résultat de l'application des directives, et compte tenu des objectifs de stabilisation économique qui auront été convenus entre les deux États.

**M. Béland:** Juste pour compléter, M. Ouellet, quand vous vous référez aux membres, ceux-là, je les connais bien, je les entends souvent quand ils nous parlent du dollar, actuellement, et de la valeur du dollar. Ce qu'ils nous disent surtout, c'est qu'ils regrettent ou qu'ils ne sentent pas qu'ils ont beaucoup de prise sur l'établissement de la valeur du dollar, sur les politiques monétaires dans leur pays. Dans ce sens, c'est ce qui les amène à s'exprimer de la façon dont ils le font en disant: Si on avait un peu plus de poids sur ces décisions-là...

**M. Ouellet:** S'ils s'enlignaient sur le dollar américain, vous pensez qu'ils auraient plus de prise?

**M. Béland:** Bien, c'est nous qui le décidons dans notre politique fiscale.

**M. Ouellet:** Et vous pourriez plus influencer la politique monétaire américaine que la politique monétaire canadienne?

**M. Béland:** Bien oui.

**M. D'Amours:** Il faut dire, M. Ouellet, que le choix de l'association avec le dollar américain est un choix qui est ce que les économistes appellent de deuxième choix, au sens où la longue histoire canadienne et québécoise fait en sorte que le choix doit se porter, dans un premier temps, vers une union monétaire canadienne. Et, dans ce sens, l'union monétaire canadienne et la part du Québec dans ce contexte-là où on estime que l'harmonisation des politiques fiscales entre les deux niveaux de gouvernement devrait être remaniée et faire en sorte que l'économie même du Canada dans son ensemble, dans son union, devrait être renforcée. Ce dont on se plaint au Québec... J'entendais, récemment encore, des groupes de gens d'affaires du Québec qui veulent se déplacer vers Ottawa pour faire des pressions et demander au gouvernement de changer sa politique monétaire parce

qu'elle est défavorable à l'économie du Québec. S'il y avait moyen, finalement, d'harmoniser ses politiques en fonction des besoins du Québec, c'est toute l'économie canadienne qui serait renforcée et c'est le dollar canadien qu'on utiliserait en commun qui serait plus fort. Donc, on peut trouver dans un contexte, je devrais dire, où il y a entente réciproque entre les deux États, un contexte où le dollar canadien que l'on souhaite serait renforcé, et notre système de production serait plus productif. C'est une conséquence de choix politique qui utilise une monnaie dans un contexte où ils ont bien compris les objectifs communs.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Turgeon, je sais que vous aimeriez répondre, mais comme vous passez demain matin à 9 h 30, peut-être que vous pourriez en profiter à ce moment-là.

**M. Turgeon:** C'est ce que j'allais dire, M. le Président, et je vais déplorer qu'on sorte tout simplement une phrase d'un mémoire qui n'a rien à voir quant au fond avec ce qui sera présenté demain. Je trouve ça un petit peu démagogique et je le regrette.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Mais vous êtes chanceux, vous passez demain matin.

**M. Turgeon:** C'est ça. Je pourrai répliquer à mon ami Ouellet.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Alors, M. Jean-Claude Beaumier, qui sera suivi par M. Larose.

**M. Beaumier:** Merci, M. le Président. Je vais être docile, je vais respecter le plus court temps possible. Ça prendrait un petit préambule pour faire comprendre le sens de ma question. Vous savez que, présentement, M. Béland, le monde municipal est en contentieux avec le gouvernement et qu'on va probablement avoir des discussions franches sur une décentralisation, un partage des nouveaux pouvoirs. Dans votre mémoire, à la page 33, dans le chapitre qu'on pourrait intituler "Quelques conditions de réussite", vous parlez de redonner aux collectivités locales et régionales leur pleine capacité d'action, et vous parlez d'une décentralisation réelle.

Ma question serait double. Comment vous envisagez cette décentralisation-là, et la collectivité locale et régionale, c'est quoi pour le Mouvement Desjardins?

**M. Béland:** La décentralisation, évidemment, on est fortement influencés par toute l'organisation du Mouvement Desjardins. Je pense que notre grand succès, nous, c'est cette décentralisation des unités locales fortes qui sont auto-

mes, qui acceptent une certaine solidarité dans les grandes orientations; c'est le "penser globalement" puis le "agir localement". Dans ce sens-là, c'est ce que nous disons quand on parle d'une décentralisation réelle des pouvoirs.  
(10 h 30)

Quand on parle des collectivités locales et régionales, c'est justement qu'on n'a pas voulu entrer dans ce contentieux. On s'est dit: Elles seront organisées comme la démocratie l'organiserait quand viendra le temps. Mais c'est clair qu'il faut régionaliser aussi ce "penser globalement". Il faut faire en sorte qu'on soit plus présents. Nous sommes des partisans du développement régional, vous le savez, et, dans ce sens-là, on veut le favoriser. Et c'est en décentralisant, je pense, qu'on le favorise davantage.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Larose.

**M. Larose:** Merci, M. le Président. Je ne veux pas insister sur le caractère représentatif du Mouvement Desjardins qui se présente devant nous ce matin. Je voudrais, par ailleurs, souligner la démarche démocratique sur laquelle s'articule la position que vous développez ce matin. Et je prends note que, pour les groupes qui se sont livrés à semblable démarche, invariablement, les résultats vont dans le même sens, c'est-à-dire dans celui d'une plus grande prise en main du peuple québécois, de ses propres instruments et leviers.

J'avoue que le mémoire que j'ai relu à quelques reprises est à la fois une bonne synthèse historique, en même temps qu'une bonne identification des principaux enjeux. J'ai particulièrement apprécié les pages 7 et 8 où vous caractérisez les tendances internationales, sur le plan de la mondialisation, en même temps que les pages 9 et 10, où vous mettez en parallèle à cette mondialisation l'affirmation autour de la planète de l'ensemble des nationalités. Et je dirais que ça renvoie tous les "confusants", qui veulent fondre les deux tendances, bredouilles, parce que s'il y a un travail de clarification qui est fait dans le mémoire, c'est précisément de très bien camper ces deux tendances.

Les pages 11 et 12 sont particulièrement tristes pour le Canada, où vous exprimez très sobrement la glissade magistrale que nous avons connue de 1980 à 1990, années de pouvoir absolu des fédéralistes où, normalement, après une décision du peuple québécois, ils avaient toute la marge de manoeuvre pour faire le ménage dans la cabane. C'est quoi, le résultat? Le Canada passe du deuxième au sixième rang, dans le club des sept - on n'aurait pu passer au neuvième, il n'y en avait rien que sept - sur le plan de la productivité, une baisse de 15 % de cette même capacité-là: retard sur le plan des changements technologiques, retard dans la recherche et le développement, et, là-dessus, le Québec est au plus creux de ce qui peut exister, en termes



d'investissements: un endettement colossal. Tout ce qu'on s'est amusés à faire, c'est un épuisement en d'interminables malentendus et compromis, comme vous l'exprimez fort bien.

Je voudrais insister un peu pour aussi dire qu'en politique monétaire, en dix ans de règne fédéraliste, on est précisément passé d'un dollar qui a varié entre 0,63 \$ et 0,86 \$. Et si on craint la baisse du dollar, je vous dirai que c'est au moment où il est à 0,85 \$ qu'on n'a jamais été dans le trouble comme ça. Alors, moi, je placerais plutôt pour qu'on se modère un peu et qu'on redevenue peut-être un peu plus compétitifs, pour qu'on puisse vivre, au Québec, de la PME plus particulièrement.

Je voudrais vous entendre préciser c'est quoi, la raison principale qui vous amène à dire que le Québec doit d'abord passer par la souveraineté – j'allais dire d'ouvrir son jeu de cartes – y compris de proposer une confédération. Est-ce que c'est un problème de stratégie que nous avons connu ou est-ce que c'est une contrainte due aux règles que nous avons pour modifier la Constitution? C'est quoi, la raison principale qui vous amène à faire cette proposition-là?

**M. Béland:** Au Mouvement Desjardins, avant de faire notre consultation, on avait mis sur pied un comité constitutionnel constitué des 11 présidents de chacune de nos Fédérations régionales. Et mes collègues, qui sont à gauche, qui représentent les Fédérations qui ont les actifs les plus importants, je me souviens très bien de leur réaction quand on a élaboré notre mémoire. On était plutôt rendus au terme de la stratégie parce qu'on se disait: On pourrait peut-être négocier telle chose. On pourrait peut-être, après avoir exprimé notre volonté une autre fois, essayer de négocier des choses, mais mes collègues ici à gauche disaient: On a déjà eu des réponses à des négociations. On était peut-être marqué aussi par celles plus récentes de Meech et c'est ce qui nous a amenés à dire: Bien là, on va perdre notre temps. On a présumé qu'on perdrait notre temps et on a dit: Comme c'est urgent – et l'urgence là-dessus, mes collègues ont beaucoup insisté aussi sur l'urgence de régler ce problème-là – on a dit: Comme on n'a pas beaucoup de temps, qu'il faut agir vite, il y a juste une façon, finalement, c'est d'accéder au statut d'un état souverain. Et ensuite, bien, mon Dieu, on se connaît. On est conciliant. On est ouvert. On négociera des choses, mais on sera en position de force pour le faire. On sera, comme le disait M. Bourassa, de un à un et non pas de un à onze ou à dix; contre dix. Alors, dans ce sens-là, on est, oui, dans le domaine de la stratégie, quand on recommande d'aller vite vers la création d'un État souverain.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Jean-Pierre Hogue qui sera suivi de M. Bouchard.

**M. Hogue:** M. Béland...

**M. Béland:** Oui, monsieur.

**M. Hogue:** ...on se connaît depuis quelques années et je connais le Mouvement Desjardins depuis un certain nombre d'années aussi, hein? J'ai été longtemps président de la plus grosse caisse au Québec et j'ai vécu des moments extrêmement riches, intéressants. Je vais faire un peu d'histoire et je vais essayer, comme d'habitude, M. le Président, d'aller très vite.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Avez-vous dit: "Comme d'habitude?"

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Hogue:** Je l'aime beaucoup votre mémoire et peut-être que si j'avais été encore dans le Mouvement j'y aurais participé. J'aurais peut-être écrit un certain nombre de ces pages. Mais j'aimerais ça qu'on fasse une comparaison puisque l'histoire aide toujours à identifier le devenir, même si tout à l'heure vous avez parlé de planification stratégique et, à deux reprises vous dites que l'on ne peut négocier seul. Alors ça devient, jusqu'à un certain point, un mémoire théorique puisque, pour pouvoir l'appliquer, il faudra négocier, mais tout en étant assez frappé par l'importance et aussi des bonnes faiblesses, l'usage des concepts et des mots est tellement peut souvent identifié que ça devient une faiblesse. Moi, je trouve qu'à la page 12 et à la page 25, "le Québec a eu une influence déterminante dans la décision finale d'aller de l'avant", lorsque vous parlez du libre-échange et au deuxième paragraphe, sans pouvoir intervenir, vous nous dites presque qu'il faudrait une décision finale sur la monnaie, mais je ne toucherai pas à ça, vous l'avez abordée. Je voudrais donc revenir, et ma question deviendra spécifique. À un moment donné, les caisses populaires, pour x nombre de raisons, ont fini par mettre au monde la Fédération des petites caisses. Puis la petite fédération des grosses caisses a vécu pendant un certain nombre d'années et tout à coup elle a dû – et j'en sais quelque chose – se retourner vers l'union régionale à ce moment-là et redemander une association. Alors, il y a eu M. Desjardins. Il y a eu tout à coup une brisure dans le Mouvement et quelque 40 années après, il y a eu une obligation de revenir dans le giron de la grande famille de M. Desjardins. Ne pensez-vous pas que l'histoire des caisses pourrait être l'histoire du Québec et du Canada? Ça, c'est ma première question. Vous pouvez la commenter rapidement. Et ne pensez-vous pas, par le fait même, M. Béland, qu'on a davantage à étudier des notions de concentration et de déconcentration, des notions de centralisation et de décentralisation, que des questions de divorce?

**M. Béland:** Pour la première question, M. Hogue, je pense que le fait que la petite fédération des grosses caisses se soit finalement associée à la grande fédération, l'Union régionale des caisses populaires de Montréal, c'était tout à fait normal parce qu'on était entre gens qui avaient les mêmes aspirations, on était entre gens qui avaient les mêmes valeurs. Donc, notre séparation...

**M. Hogue:** On était une grande famille.

**M. Béland:** On était dans la même famille.

**M. Hogue:** C'est ça.

**M. Béland:** Dans le fond, c'était plutôt une petite chicane de famille.

**M. Hogue:** Bien oui!

**M. Béland:** Finalement, on a changé d'appartement. On a fait lit à part pendant quelque temps.

**M. Hogue:** C'est ça.

**M. Béland:** Et un jour, on s'est dit: On est tellement pareil, pourquoi on ne couche pas ensemble?

**M. Hogue:** Bien oui!

**M. Béland:** Bon. Cela étant dit...

**M. Hogue:** On ne recommence pas à coucher ensemble.

**M. Béland:** Cela étant dit, je ne vois pas de parallèle entre des nations différentes.

**M. Hogue:** Non, non, comme un homme et une femme.

**Une voix:** Non, non, pantoute.

**M. Béland:** Quant à votre deuxième question, je ne sais pas si vous vous en souvenez, vous autres. Ah! Bien non, la centralisation et la décentralisation, on est dans les modes de gestion. Entre gens qui ont un même projet, il s'agit maintenant de gérer le projet. On pense, nous, parce que c'est le modèle du Mouvement Desjardins, qu'une fois qu'on s'est bien entendus sur le projet, il faut, pour le dynamiser, évidemment, faire en sorte que le pouvoir soit le plus près possible des gens qui constituent la société. Donc, il n'y a pas de contradiction. C'est le passé, globalement, comme je le disais tantôt, et l'agir localement, à l'intérieur d'une société qui a un projet bien défini.

**M. Hogue:** Non, mais est-ce que les fédéra-

tions ont plus de pouvoirs que la Confédération?

**M. Béland:** Ça là... On fera une commission là-dessus.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Béland:** Je ne peux pas répondre à ça en présence de mes présidents de fédération.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Hogue:** Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Lucien Bouchard.

**M. Bouchard:** M. le Président, disons que votre Mouvement a toujours eu les racines profondes au Québec, que vous avez toujours montré également un souci des dimensions sociales et humaines de votre action. Mais, en même temps, vous êtes une institution financière qui gère des dizaines de milliards d'épargne québécoise, ce qui donne une importance toute particulière à la fermeté des positions que vous prenez sur le plan économique. Moi, je ne vois pas - vous me corrigerez si je me trompe - de dilution de votre position dans le fait que vous avez employé le terme "autonomie". Je lis même dans votre mémoire... Dans votre mémoire, vous avez employé le mot "souveraineté", vous l'avez écrit, vous avez même, à la fin, dit qu'il faut interpréter "autonomie", partout où on l'écrit, par le sens de souveraineté, puisqu'à la page 38, vous dites: "L'autonomie ou la souveraineté, c'est le droit d'un État de décider, en dernier ressort, tant pour les affaires intérieures que pour les affaires extérieures, de l'orientation à donner à l'action collective de ses membres."

Ce qui me frappe, c'est une réponse que vous avez donnée à une question qu'on vous avait posée concernant les affaires extérieures. M. Rémillard a cherché à savoir s'il y avait des compétences plus spécifiques que vous souhaitiez rapatrier au Québec, vous avez répondu: Non, c'est la souveraineté, c'est la plénitude. Mais sur les affaires extérieures, vous avez dit: C'est à voir. Pourtant, dans ce mémoire, par exemple à la recommandation 4, vous dites bien que l'accession à la souveraineté fera du Québec un gouvernement, un État souverain qui aura la capacité de conclure des accords, des traités et... Moi, j'ai remarqué que, quand les gens parlent des affaires extérieures, on en parle peu jusqu'à maintenant. On a beaucoup parlé de la monnaie, c'est très important tout ça, mais on a parlé peu des affaires extérieures et j'ai aimé que vous en parliez vous-même. J'ai vu que, dans le mémoire du Parti québécois, on en parle avec beaucoup d'intérêt.

Mais est-ce qu'on ne sous-estime pas

l'importance des affaires extérieures pour la souveraineté d'un pays, pour la conduite d'un pays? Par exemple, est-ce que la façon dont on conduit ses affaires extérieures n'a pas un effet direct sur l'évolution même de l'économie? Ce n'est pas une excroissance non significative par rapport à l'action d'un gouvernement, c'est un prolongement nécessaire des actions internes. Ça a beaucoup à faire avec la façon dont on modèle l'entité culturelle et économique d'un pays. Quand on sait que le Québec, par exemple, dépend tellement de ses exportations, est-ce que ce n'est pas un domaine où, comme le laisse entendre clairement le mémoire, on doit s'occuper à 100 % de nos affaires, les affaires extérieures?

**M. Béland:** Je suis parfaitement d'accord avec vous, M. Bouchard. Le sens de ma réponse, c'était plutôt de signifier que le Mouvement Desjardins et ceux qui ont travaillé sur ce mémoire ne se sont pas arrêtés spécifiquement sur ce domaine. Je suis d'accord avec ce que vous dites. Je pense que tout le secteur des affaires extérieures est très important par rapport au développement d'une nation. Mais le sens de ma réponse, je le répète, c'était plutôt de dire: On n'a pas regardé cet aspect-là d'une façon pointue.

**M. Bouchard:** M. le Président, une dernière petite question, si vous me permettez. Au plan de la négociation, M. Hogue vient de dire que, de toute façon, c'est un peu académique puisque ça peut être théorique, vous êtes seul dans le silence de votre cabinet. Un jour vous aurez à négocier. Donc, votre mémoire c'est une prise de position qui est un peu artificielle. C'est ce qu'il laissait entendre. Mais au fond, est-ce que j'ai bien compris si je comprends que vous ne voulez pas négocier la souveraineté que vous voulez la déclarer au terme d'un référendum; la déclarer et ensuite l'aménager dans les discussions qu'il y aura lieu de tenir avec d'autres pays et d'abord avec le reste du Canada?

**M. Béland:** Oui, exactement. Autrement l'argument vaut des deux côtés. Si l'on parle d'un fédéralisme renouvelé c'est clair que là on choisit la négociation. On y est condamné puisqu'on veut renouveler quelque chose qui existe. Tandis que lorsqu'on prend l'autre voie – et c'est ce que mes collègues ici ont beaucoup souligné dans nos discussions – dire: On sait déjà ce que ça donne de discuter, alors, c'est ce qui nous a amenés à dire: Non, il faut d'abord avoir le statut d'un État qui a ses pleins pouvoirs et là la négociation se fait entre égaux et non pas entre parties minoritaires d'un grand tout.

**M. Bouchard:** Merci.

(10 h 45)

**Le Président (M. Jean Campeau):** Alors, M. Marcel Beaudry et tout de suite après M. Dufour.

**M. Beaudry:** La décentralisation réelle des pouvoirs et des moyens que vous suggérez à la page 33. Comme vous le savez dans l'Outaouais québécois on a une situation un peu particulière où dans le contexte d'un Québec souverain 26 000 fonctionnaires fédéraux perdront leur emploi. Est-ce que vous avez des suggestions particulières à faire pour remédier à cette situation-là? Est-ce que votre décentralisation irait jusqu'à, par exemple, suggérer ou recommander que des ministères globalement soient transférés dans l'Outaouais québécois où des parties importantes de ces ministères-là se retrouvent en Outaouais?

**M. Béland:** À M. D'Amours de répondre à la question.

**M. D'Amours:** En effet, il y aurait des rapatriements d'activité gouvernementale au niveau du gouvernement du Québec. Et dans ce sens-là les fonctionnaires qui travaillent actuellement à Ottawa pourraient, dans une large mesure être rapatriés dans le cadre de ces responsabilités. Il est évident que nous plaçons ici, dans le mémoire, devant le fait qu'il y a un doublement d'activités et des surcharges finalement pour l'ensemble des administrations fiscales, des surcharges, parce que les programmes sont trop nombreux et dédoublés. Évidemment, si dans ce contexte-là on vise l'économie, celle du Québec en particulier, il y aura de ces programmes qui seront réduits à des niveaux donc on fera des économies. Ça implique de la rationalisation. Il est clair que ça implique que des employés devront être recyclés. C'est une responsabilité de l'État du Québec, à ce moment-là, d'orienter ses programmes de main-d'œuvre et de formation pour tenir compte de cette problématique particulière.

**M. Beaudry:** Avec votre permission. Cette réorientation-là, est-ce que vous la verriez comme étant planifiée à l'avance ou bien dans le contexte où vous déclarez le Québec souverain, à ce moment-là, ces gens, du jour au lendemain, se retrouvent sans emploi? Alors, c'est beau de dire: On va planifier et on va réorienter ces emplois-là dans un Québec souverain ou dans des ministères du Québec, mais pendant le temps que ça va prendre pour réorienter ces emplois-là, qu'est-ce qu'il arrive à ces employés-là ou à ces salariés-là?

**M. D'Amours:** Je dois dire que ce ne sont pas tous les emplois qui subiraient ce sort-là; il y en a un certain nombre qui peuvent être immédiatement identifiés et rapatriés. Évidemment, nous n'avons pas abordé cette question-là en profondeur parce qu'il s'agit vraiment d'un

mandat dont devra se doter le nouveau gouvernement.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Dufour et M. Holden suivra.

**M. Dufour (Ghislain):** Alors, merci, M. le Président. Je voudrais m'adresser à M. Béland et à ses collègues en leur qualité de banquiers. À cet égard-là, j'ai l'impression que les caisses populaires ne diffèrent pas tellement des banques et que les notions de dette, les notions de frais sur la dette sont identiques chez vous. Vous ne touchez que de façon très marginale au dossier de la dette. Effectivement, c'est en notes explicatives, au deuxième paragraphe, où vous touchez à une possibilité de partage de la dette et des éléments d'actifs. Moi, je voudrais vous amener à en parler davantage, M. Béland. On sait tous que la dette provinciale actuellement représente plus ou moins 13 000 \$, mais ça, c'est par citoyen. Un citoyen comme tel ça ne paie pas d'impôts, ce sont les travailleurs qui paient des impôts et ça ça ramène notre dette à plus ou moins 28 000 \$. Ce qui veut dire que, simplement pour payer les frais de la dette au Québec, on envoie 0,17 1/2 \$ de chaque dollar pour ce seul poste. La moyenne canadienne est beaucoup moindre: 0,118 \$. En Ontario, c'est à peine 0,105 \$. Donc, on a déjà une situation difficile. La dette fédérale au Québec représente, pour chaque travailleur actuellement - je vais oublier le citoyen - plus ou moins 28 000 \$, ce qui est beaucoup d'argent - plus ou moins 57 000 \$ - et déjà on a une situation, comme on l'exprime au Québec, très difficile.

Je ne veux pas que vous me répondiez, M. Béland, en me parlant de la répartition des actifs. On en a déjà discuté entre nous et la répartition des actifs - on fera le débat plus tard - je ne vois pas comment on va répartir la Voie maritime du Saint-Laurent, Radio-Canada ou l'Office national du film. Je voudrais que vous alliez beaucoup plus loin que votre mémoire et que vous disiez aux Québécois, dans ce Québec souverain - parce que c'est bien de ça qu'on parle - quel pourcentage de la facture on va ramasser et ça va représenter quoi, ça, sur la paie, le vendredi?

**M. Béland:** Mais je suis obligé de revenir à ma planification stratégique: ça dépend de ce qu'on veut. Si vous me dites: On ne peut pas réaliser ce que je pense, moi, que les Québécois veulent, parce qu'il y a une dette, ça veut dire qu'on ne s'en sortira jamais. Et le taux de chômage qui continue d'exister, tous les transferts fédéraux qui sont actuellement défavorables au Québec, on va laisser aller tout ça parce qu'on dit qu'on a une dette! Et si on attend que la dette soit payée pour agir, je pense qu'on n'en sortira jamais. On est en train de se condamner, de dire: On est pris. Le pays a fait

en sorte qu'on soit tellement endetté qu'on ne s'en sortira jamais. C'est pour ça que je reviens à ma planification stratégique. Dans ce qu'on peut faire, c'est sûr que la dette est là. Elle est là, elle est très présente, mais on se dit ce qu'on doit faire pour faire en sorte de protéger la qualité de vie des Québécois et des Québécoises, et non seulement sur le plan économique mais sur le plan culturel, sur le plan de ce qu'ils sont, on se dit: Il y a un geste à poser. Autrement, on ne s'en sort jamais. Je ne peux pas vous répondre autrement.

Je vous aurais répondu avec la réponse que vous m'avez suggérée, mais je sais que ça ne vous aurait pas satisfait. L'important, pour moi, c'est de savoir ce qu'on veut. Si on attend que le ciel soit bleu, bleu, bleu avant de prendre notre envol, on va rester collé à terre et on risque, évidemment, de rester là longtemps.

**M. Dufour:** Mais avec votre permission, M. le Président, il reste quand même que, dans le débat économique, et vous êtes justement des gens vraiment axés sur l'économie, que ce n'est pas un dossier qu'on peut oublier en projetant. Je comprends votre argumentation à l'effet qu'il ne se fera rien si on regarde la dette, parce qu'elle est tellement grosse qu'on ne pourrait pas dire aux Québécois ce qu'on va leur transférer, justement, comme coûts.

**M. Béland:** Oui, mais ils le savent. Ils le savent. Je ne pense pas qu'on ait caché la dette autant canadienne que québécoise aux Québécois. Ils sont bien au courant. La question n'est pas là. La question... Il ne s'agit pas de se sauver non plus de la dette; on le dit clairement dans notre mémoire. On le dit: On va respecter nos engagements. On a toujours été comme ça, nous, les gens du Québec. On n'a jamais pris la porte d'en arrière pour essayer de se sauver. On a toujours fait face à nos obligations et même un peu plus. Et, dans ce sens-là, on est très à l'aise. On dit: On est capables... On peut prendre une autre orientation, même avec la dette qui existe. On en tient compte, elle est là, elle est dans le mémoire, elle est dans nos annexes. Évidemment, elle n'est peut-être pas dans le mémoire principal, mais elle fait partie des annexes. On ne tourne pas cette page-là en disant: Si on devient souverain, on va être bien, on n'aura pas besoin de payer nos dettes. Ce n'est pas vrai. Ce n'est pas ça du tout qu'on dit. M. D'Amours voudrait ajouter quelque chose.

**M. D'Amours:** On pourrait même ajouter que, dans un scénario le moins optimiste, où il y aurait accord entre le Québec et le reste du Canada, dans ce contexte-là, et d'une union monétaire comme je l'ai souligné tout à l'heure, on pourrait se retrouver avec une monnaie canadienne plus forte parce qu'on aura harmonisé davantage nos fiscalités et qu'on aura développé

davantage les potentiels économiques du Québec. Dans ce sens-là, la charge de la dette, le financement de la dette, avec un dollar plus fort et des taux d'intérêt plus bas, seraient encore plus facile à supporter par l'ensemble du Canada. On va diminuer... C'est la charge de la dette qui, actuellement, grève notre capacité fiscale dans l'ensemble du Canada, et si, dans des accords réciproques, on vise l'objectif d'abaisser, avec un dollar fort et des taux d'intérêt plus bas, on aura apporté un élément positif à tout ce débat.

**M. Dufour:** Merci.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Holden.

**M. Holden:** Merci, M. le Président. Vous êtes bien connu dans la communauté anglophone et pour cette communauté-là, vous êtes un homme extrêmement important. Et, en tant qu'homme important, vos vues ont du poids. Et je me vante auprès de mes amis d'avoir été confrère de classe avec vous à l'Université de Montréal à la faculté de droit. Et ça me rehausse dans l'opinion de mes concitoyens!

Je me souviens aussi, M. Béland, de nos cours de procédure civile. Et je sais que vous avez pratiqué le droit pendant longtemps; vous savez ce que c'est une question suggestive, ce qu'on appelle en anglais les "leading questions". Et c'est peut-être pour ça que j'étais tellement désappointé, M. Béland, d'avoir reçu ce document marqué "confidentiel", qui est une consultation auprès des dirigeants et dirigeantes et des directeurs et directrices de caisse où il y a de nombreuses questions suggestives et où je trouve une prémisse de base — que je trouve juridiquement très douteuse — où c'est dit: Depuis 1982, on le sait, le Québec ne fait plus partie de l'ensemble constitutionnel canadien.

Juridiquement, M. Béland, je crois que c'est erroné, cette déclaration. Mais ça continue et vous le signez. Et, comme conclusion, vous dites que le comité des présidents ne peut donc que faire sienne la conviction, aujourd'hui largement partagée et déjà exprimée, etc., qu'il faut devenir indépendant.

Et, là, avec cette suggestion-là, vous envoyez cette série de questions suggestives à vos dirigeants et dirigeantes et vous nous dites que 86 % disent oui et sont d'accord avec vous. Je suis surpris que ce ne soit pas 98 %, M. Béland, parce que, normalement, quand le président m'écrit quelque chose et me dit quoi dire, je dis oui. Mais j'ai deux questions, au fond, M. Béland. D'abord, pourquoi ne faites-vous pas une vraie consultation avec des vraies questions et pourquoi n'ajoutez-vous pas, comme groupe répondeur, les membres de la caisse? C'est déjà important, il me semble. Ce ne sont pas eux qui vont être aussi facilement suggérés dans leur réponse et...

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Holden, si vous voulez avoir une réponse, il va falloir...

**M. Holden:** Oui. Alors, M. Béland, j'ai deux questions.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Là, il reste une minute. Alors, M. Béland.

**M. Béland:** Comment vous dire que je regrette de vous avoir désappointé? Et j'espère que vous allez continuer à vous vanter de me connaître.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Béland:** Vous savez, c'est vrai que, dans le document, on a pris l'expression que les gens comprennent. Si vous regardez les vidéos des hommes et des femmes politiques, depuis quelque temps, c'est ce que j'ai fait hier soir, beaucoup de gens disent: On s'est fait exclure de la Constitution. Il faut être réintégré dans la Constitution. C'est ce que j'entends partout. Alors, si j'avais commencé à faire la même nuance que j'ai faite à la page 13 dans le mémoire, où là on est plus pointu, dans la consultation, les gens ne m'auraient pas compris et ils auraient dit: Qu'est-ce qu'il dit? Donc, on a employé des termes que les gens comprennent. Ils savent très bien qu'en 1982 il y a des députés québécois fédéraux qui ont voté dans un sens qui n'était pas le sens de l'Assemblée nationale du Québec. Ça, c'est clair. Ça, les gens savent ça. Et ça veut dire être exclu de la Constitution.

Alors, c'est dans ce sens-là qu'on a posé la question. Et il y avait neuf questions. Et ce petit texte qui vous semble suggestif n'a certainement pas influencé tout le monde. Il y en a 23 % qui ont répondu en faveur du statu quo. Donc, je pense qu'il y avait ouverture pour tout le monde. Et je dois vous dire que quand le président dit: Oui, chez nous, c'est un mouvement démocratique, j'aimerais donc ça qu'il dise toujours oui. Mais ce n'est pas comme ça.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Là-dessus, M. Béland, le bloc des 40 minutes est terminé. Vous m'excuserez. M. Laberge, on reviendra peut-être à vous tout à l'heure. M. Michel Bélanger.

(11 heures)

**M. Bélanger (Michel):** Une petite question, M. Béland, pour clarifier quelque chose que vous avez dit en réponse à Mme Marois, en parlant de pédagogie. Vous avez dit quelque chose comme: On nous a offert un siège à cette Commission. Je profite du siège pour venir dire ce que nous avons à dire.

Je ne me trompe pas en pensant que même si un siège ne vous avait pas été offert, le Mouvement Desjardins serait venu témoigner et que même si vous n'aviez pas eu de siège, il

serait venu dire essentiellement la même chose que ce qu'il a dit aujourd'hui.

**M. Béland:** C'est une hypothèse. Évidemment, le fait qu'on ait eu un siège ici et qu'on demande l'opinion du secteur coopératif, ça a certainement été un incitatif important.

**M. Bélanger (Michel):** Vous seriez d'accord avec d'autres qui vont venir aujourd'hui et qui...

**M. Béland:** Oui, oui.

**M. Bélanger (Michel):** ...se plaignent amèrement du fait qu'ils n'ont pas de siège. Vous voulez dire que si vous n'aviez pas eu de siège, le Mouvement Desjardins ne serait pas venu?

**M. Béland:** Non, je ne dis pas ça. Il serait probablement venu quand même. Mais, ce que je veux dire, c'est que la consultation qui est faite ici est faite dans une commission parlementaire élargie. Donc, on invite les gens à venir s'intéresser au statut politique et constitutionnel du Québec.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Laberge, à même le temps de la présidence, une minute.

**M. Laberge:** M. Béland, d'abord bravo! Moi, je suis très heureux de voir le Mouvement Desjardins se prononcer cette fois-ci, parce que la dernière fois, le Mouvement Desjardins avait quand même gardé ses distances. Vous donnez des chiffres très intéressants dans votre mémoire. Je les ai regardés. Même si vous avez évité de tomber dans le panneau de la bataille des chiffres, vous donnez quand même des statistiques intéressantes. Vous savez les vagues que ça fait, la position prise par le Mouvement Desjardins. Donc, je pense que je peux me fier sur ce que vous avancez là; c'est quelque chose que vous avez fouillé avec votre équipe. Je peux donc me fier autant là-dessus que sur d'autres chiffres, peut-être moins fouillés que par d'autres.

Quant à la valeur du dollar, je pense qu'on est d'accord un peu tout le monde qu'actuellement... et c'est fallacieux comme argument et c'est la seule question que je vais vous poser, faute de temps. Quand on dit qu'actuellement pour le Québec de rapatrier l'assurance-chômage, ça nous coûterait trop cher, parce qu'on est en déficit, on retire plus qu'on a payé, n'est-ce pas vrai qu'on retire plus qu'on a payé par rapport à la politique fiscale et monétaire du gouvernement fédéral branchée sur l'Ontario, par rapport à la légère surchauffe en Ontario? On nous a mis des hauts taux d'intérêt, ce qui fait que le dollar canadien est surévalué, ce qui fait qu'on perd des jobs, qu'on a plus de chômage et que c'est pour ça qu'on serait en déficit? Si on avait ces pouvoirs-là, est-ce qu'on pourrait faire mieux?

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Béland, une réponse par un oui ou un non.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Béland:** Oui.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Béland:** Non, mais je voulais simplement dire qu'il faut faire attention à ces chiffres-là et c'est pour ça qu'on n'a pas voulu embarquer dans cette bataille. Parce que si on suit ce raisonnement-là, plus on aurait de chômage au Québec, plus le fédéralisme serait rentable.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Jean Campeau):** Il reste quatre minutes pour le Parti libéral et une minute pour le Parti québécois. M. Robert Benoit.

**M. Benoit:** M. le président, vous avez été très impliqué sur le forum de l'emploi. D'ailleurs, vous en parlez dans votre mémoire, aux pages 2, 12 et 18. Il n'y a pas grand monde de mieux placé que le Mouvement Desjardins pour reconnaître que dans les prochains mois, les prochaines années, la stabilité économique sera importante au Québec. Nous allons passer à travers cette Commission parlementaire probablement à un référendum tel que vous le suggérez, à une confédération éventuellement, tel que vous le suggérez. Il y aura à travers tout ça une ou des élections, des négociations. Quels seront les conseils que vous donnerez d'abord à vos membres, aux gens d'affaires du Québec, pour que cette période intensive dans l'histoire du Québec se passe avec la plus grande stabilité économique et politique?

**M. Béland:** La sérénité. Je pense qu'il faut rester serein devant tout ça. Il faut moins se laisser impressionner par... Je remarque souvent, par exemple, que dès qu'on parle de récession, tout le monde se met dans un état de récession. C'est comme si c'était un message, alors que nous, le message qu'on donne actuellement, c'est de dire: Parce qu'on est en récession, des projets qu'on avait pour dans deux ou trois ans, c'est peut-être le temps si on est capables. Évidemment, on n'est pas tous capables, mais ceux qui le sont – et on a cet avantage-là parfois – c'est qu'on met les projets en marche immédiatement. Donc, le message c'est d'être serein, de continuer à favoriser le développement économique du Québec de la façon la plus dynamique possible. Je suis sûr qu'avec les forces qu'on a là, on sera capables de tenir notre bout du bâton.

**M. Benoit:** Vous qui êtes à l'extérieur du Québec aussi, au Nouveau-Brunswick et en

Ontario, quels sont les conseils que vous allez donner au reste du Canada pour ce qui est des prochains mois et des prochaines années pour le Québec?

**M. Béland:** Alors, évidemment, vous parlez de nos caisses. Ce qui me surprend, vous savez, M. Benoit, c'est que, justement, depuis que les caisses francophones hors Québec ont été affiliées chez nous, je dirais qu'ils ont un peu changé leur langage parce qu'ils comprennent qu'à partir d'un mouvement fort, donc d'un État français fort, ils ont plus de chances d'être forts. Ce que les caisses francophones hors Québec nous disent maintenant, c'est qu'autant ils avaient peur d'être assimilés par Desjardins, autant maintenant ils nous disent: On comprend mieux votre volonté d'une plus grande autonomie parce que, plus le Québec va être fort, plus Desjardins va être fort, plus les caisses francophones hors Québec vont être fortes. Et ils le réalisent déjà d'ailleurs.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Béland. Une courte question.

**M. Bélanger (Laval-des-Rapides):** D'abord, un commentaire sur votre mémoire qui m'apparaît être une contribution substantielle à notre Commission et qui est un tout dans le sens où vous touchez tous les aspects de la question et vous préconisez des moyens pour vous y rendre, ce qui m'apparaît extrêmement intéressant.

Dans ce sens-là, connaissant la préoccupation du Mouvement Desjardins pour tout l'aspect communautaire et social, il m'apparaît que vous êtes un petit peu contre un gouvernement qui serait trop interventionniste. Vous préconisez non seulement une décentralisation, mais aussi, si j'extrapole, une forme de responsabilisation plus grande des citoyens. Est-ce que je me trompe à cet égard-là?

**M. Béland:** Pas du tout. C'est exactement notre façon de voir, c'est notre façon de penser. Je dirais que c'est notre façon d'agir. C'est un peu l'organisation qu'on s'est donnée dans Desjardins et je pense qu'on peut dire que ça fonctionne bien.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Léonard.

**M. Léonard:** Oui, M. Béland. Je voudrais vous remercier de l'expression de fierté et de confiance que comporte votre mémoire à l'égard des Québécois.

Je voudrais vous poser une question en relation avec la discussion de termes que nous avons eue au début, avec M. Rémillard notamment, et je voudrais que vous me confirmiez que vous maintenez toujours le troisième paragraphe de vos notes explicatives à l'effet que "l'autono-

mie ou la souveraineté, c'est le droit d'un État de décider, en dernier ressort, tant pour les affaires intérieures que pour les affaires extérieures, de l'orientation à donner à l'action collective de ses membres." Et vous faites une équation, effectivement, entre autonomie et souveraineté. Vous la maintenez.

**M. Béland:** Oui. Je ne peux pas l'effacer.

**M. Léonard:** Bien. Merci.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Merci. Alors, messieurs du Mouvement Desjardins, merci d'être venus ce matin. Merci à M. Morency, M. Alban D'Amours, M. Jacques Bertrand, M. Jocelyn Proteau et M. André René et merci à vous, M. Béland.

Si vous pouviez vous retirer dans l'anti-chambre pour qu'on puisse immédiatement passer au Parti québécois.

(Suspension de la séance à 11 h 10)

(Reprise à 11 h 15)

**Le Président (M. Jean Campeau):** Si vous voulez reprendre vos sièges! Nous entendrons maintenant le Parti québécois qui dispose, comme je l'ai dit tout à l'heure, d'une heure trente minutes. Monsieur Landry, est-ce que c'est vous qui faites la présentation?

**M. Landry (Bernard):** Oui, M. le Président.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Vous avez donc 10 minutes. Vous êtes accompagné de M. Pierre Boileau?

**M. Landry:** C'est exact. Il est le directeur général du parti.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Ça va.

#### Parti québécois

**M. Landry:** MM. les Présidents, d'abord, je dois vous dire, au nom de ma formation politique, que nous sommes extrêmement impressionnés par le travail que vous-mêmes, les présidents, et vos collègues de cette Commission sont en train de faire dans cette phase cruciale de l'histoire du Québec. Il se dégage des travaux de cette Commission parlementaire, probablement parce qu'elle est élargie, une dignité et une sérénité qui ne sont pas toujours l'apanage des commissions du même genre qui sont moins larges. Donc, je crois que la population du Québec, indépendamment de ses opinions politiques, admire les efforts extraordinaires qui sont déployés dans cette salle pour faire avancer notre collectivité et notre peuple.

La semaine dernière, les journaux ont rapporté que vous étiez, certains d'entre vous, agacés parce que des intervenants ne prenaient pas position. Vous n'aurez pas cet agacement avec nous, ce matin, pas plus qu'avec les intervenants précédents d'ailleurs. Vous n'aurez pas non plus de surprise, puisque, depuis 22 ans, d'abord sous l'impulsion d'un homme admirable dont il est extrêmement regrettable qu'il ne soit plus présent parmi nous et parmi notre peuple, René Lévesque, nous avons mis de l'avant et illustré au meilleur de nos connaissances et de nos ardeurs démocratiques la thèse de la souveraineté politique du Québec, assortie d'une association économique avec le reste du Canada.

Dès les premiers mois de l'histoire de notre parti, ces deux notions ont été tellement intimement liées que le mouvement qui a immédiatement précédé la naissance officielle du parti s'appelait "Mouvement souveraineté-association." À travers les vicissitudes que vous savez, les grands et les choses moins grandes de ce dernier quart de siècle, l'idée a fait son chemin. Elle est devenue de plus en plus claire, de plus en plus intelligible et René Lévesque, avec un sens extraordinaire de la formule, quelques mois seulement avant sa mort, disait aux étudiants de l'Université Laval que le Québec devait continuer ses efforts pour atteindre le statut de pays complet et reconnu. C'est une des meilleures définitions de la souveraineté nationale que l'on puisse donner: un pays complet et reconnu. C'est donc pour illustrer cette thèse, qui, de plus en plus, est une réalité, que notre parti a fait ce qu'il a fait. Mais nous ne réclamons ni droits d'auteur, qui n'existent pas en politique, ni exclusive. Bien au contraire, nous voulons que cette idée soit partagée par de plus en plus d'hommes et de femmes. Et nous ne nous soucions guère que quelqu'un soit souverainiste depuis 20 ans, 20 mois, 20 jours ou peut-être qu'il le devienne dans 20 minutes. Ce qui est important, c'est que le Québec choisisse enfin son destin.

Vous avez beaucoup insisté, dans vos questions et dans vos interventions, sur la nécessité de clarifier les choses. Je pense que l'ennemi de la Commission et l'ennemi du Québec, actuellement, c'est la confusion. Alors, au risque d'infliger une répétition, je vais redire, en termes simples, ce qu'est la souveraineté d'un État. La souveraineté, c'est le pouvoir exclusif de cet État de faire les lois qui s'appliquent à son territoire. C'est-à-dire que toutes les lois que les citoyens et les citoyennes du Québec devraient observer dans un contexte de souveraineté seraient votées ici même, dans cette maison, l'Assemblée nationale du Québec. C'est, deuxièmement, le pouvoir exclusif de lever des impôts et des taxes sur son territoire et auprès de ses citoyens et citoyennes qui s'appellent, pour l'occasion, contribuables; ce qui n'empêche pas que le produit de ces impôts et de ces taxes puisse être versé à des agences internationales,

multilatérales ou bilatérales, si une coopération économique s'impose. Troisièmement, la souveraineté, c'est le pouvoir de faire en exclusivité tous les contrats, traités ou accords de nation à nation qui peuvent lier un peuple à un autre. C'est peu, mais c'est beaucoup, et c'est ce que pratiquent, à divers degrés, quelque 200 groupes humains présentement, dans le monde, qui ont le statut de nation souveraine, des plus grandes comme la nouvelle Allemagne réunifiée, jusqu'aux plus petites comme l'île de Nauru avec 10 000 habitants, en passant par les puissances intermédiaires et moyennes des minipays aux pays de taille moyenne comme la Belgique.

Pourquoi, maintenant, faut-il rechercher, de façon aussi obsessionnelle et constante pour certains et, plus récemment, pour d'autres, ce statut pour la collectivité québécoise? Tout simplement – et c'est une des réalités peut-être les moins bien exprimées de la science politique parce qu'elle est complexe, difficile, elle va dans la racine profonde même de la nature humaine – parce que, lorsqu'un groupe humain a compris et constaté qu'il avait les caractéristiques d'un peuple, d'une nation, il ne se reposera jamais s'il n'est pas dans un statut d'égalité avec les autres peuples et les autres nations. C'est aussi simple que ça. Quand on est un peuple et une nation et qu'on veut, même de bonne foi et avec les apparences de la logique, se déguiser en province, il est sûr que le maquillage va fondre un bon jour et que le déguisement va éclater. Même se déguiser en société distincte, en tout respect d'ailleurs pour ceux qui, de bonne foi, ont mis de l'avant ce concept, c'était se déguiser. Un peuple et une nation, c'est plus qu'une société distincte. "Société distincte" était un concept peut-être opérationnel, mais très certainement réducteur. Et s'il avait été accepté, il aurait procuré beaucoup de déception à nos compatriotes du Canada anglais qui auraient vu que, le lendemain, on s'alignait pour demander plus.

Donc, les Québécois et les Québécoises forment un peuple. Ce peuple, comme la plupart des autres, abrite en son sein des minorités de tous ordres, et une en particulier: la minorité d'expression anglaise britannique ou affiliée, au sens traditionnel du terme. Il n'est pas douteux que cette minorité fasse aussi partie du peuple québécois, comme les autres minorités linguistiques font partie soit des peuples français, belge ou suisse.

Comment les peuples modernes qui ont eu accès à la souveraineté aujourd'hui exercent-ils cette souveraineté? Il est clair, à cause d'un mouvement fortement amorcé depuis la Deuxième Guerre mondiale, qu'ils l'exercent dans l'interdépendance et que de grandes institutions internationales, le Fonds monétaire international en particulier, le GATT, ou, sur une base plus régionale, la Communauté économique européenne, l'Association européenne de libre-échange ont



démontré que la prospérité des peuples et la taille de leur marché ne peuvent plus être mises en opposition à leur souveraineté nationale. C'est peut-être la grande révolution politique profonde qui a suivi deux affrontements cruels qui ont frappé le monde occidental deux fois en moins de 50 ans et qui ont enfin fait comprendre que les peuples collaborent entre eux dans l'égalité et dans la dignité, non pas quand ils sont forcés de le faire mais quand ils apposent leur signature à des documents qui sont des accords ou des traités.

Vous avez sans doute beaucoup parlé de l'Europe et vous allez en parler encore. Il faut se souvenir que l'Europe par la brutalité, l'Europe par la force, l'Europe par la contrainte, elle a été assaillie une bonne dizaine de fois dans l'histoire humaine. Et la seule Europe qui a réussi, c'est celle des peuples souverains et des nations qui, dans la ville de Rome, en 1957, ont fondé cette communauté exemplaire dont le modèle a été suivi par d'autres, d'autres Européens en particulier, dont l'exemple serait peut-être plus pertinent encore pour vos travaux puisqu'il s'agit de l'Association européenne de libre-échange: 30 000 000 d'habitants, six pays, structure légère, amitié durable, presque pas de contentieux.

Mais, d'une façon ou d'une autre, on peut conclure que, sur le plan économique, il n'y a plus de petits peuples. Le Luxembourg a 100 000 habitants de moins que la ville de Laval au Québec, mais il a le même marché pour ses industriels que l'Allemagne ou la France. L'union douanière européenne, le désarmement douanier est réalisé depuis 1968. Dix ans exactement après le traité de Rome, l'opération était terminée et des biens fabriqués à Milan pouvaient être vendus à Paris comme s'ils avaient été fabriqués à Paris. Voilà la nouvelle façon pour les peuples de coopérer entre eux en se respectant et en se soutenant les uns les autres. Et j'ajouterais que dans ce contexte...

**Le Président (M. Jean Campeau):** Brièvement, M. Landry.

**M. Landry:** Oui, très brièvement, j'ajouterais que dans ce contexte de mondialisation et d'homogénéisation des activités économiques, les combats pour les identités nationales, la langue, la survie, deviennent essentiels à l'équilibre même de l'humanité. L'humanité qui trouve sa diversité, qui trouve la dignité des peuples et des hommes et des femmes qui constituent ces peuples dans des caractéristiques particulières – il faut un intermédiaire entre l'ego et les milliards d'êtres humains – va trouver de façon de plus en plus nécessaire cette identité vitale dans la consolidation des destins nationaux. Et c'est ce qui me fait dire que l'accession du Québec à sa souveraineté est un élément tout à fait progressiste, exemplaire et nécessaire pour la

communauté des nations.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Merci, M. Landry. M. Guy Chevette.

**M. Chevette:** Merci, M. le Président. Je suis particulièrement fier de voir que notre formation politique s'est fait un devoir de venir présenter un mémoire devant cette Commission. Cette Commission étant une créature de l'Assemblée nationale du Québec, je souhaiterais que toute formation politique qui a des idées claires et précises puisse venir les exposer à cette Commission pour apporter le plus grand éclairage possible.

De plus, M. le Président, je dirai comme mon ami Camille Laurin: Il serait sans doute superflûatoire de vous dire que je trouve votre mémoire excellent.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Chevette:** Je me contenterai de deux brèves questions. La première, tout d'abord. Vous parlez, dans le mémoire, que le Canada acceptera de négocier avec le Québec. J'aimerais que vous me donniez les raisons qui vous amènent à croire que le Canada acceptera de négocier avec un Québec souverain, notamment au chapitre de l'association économique?

**M. Landry:** Je pense que... Je suis moralement certain que le Canada va négocier une association économique, en raison d'une des lois les plus profondes de la science économique: l'intérêt, l'égoïsme des nations, l'instinct de conservation. Je n'ai jamais vu, dans tout mon travail au cours des dernières années, dans le domaine du commerce extérieur, un pays qui ne voulait pas vendre et qui ne voulait pas vendre de plus en plus. L'un des exemples dramatiques très exagérés par rapport à la situation canadienne, c'est que les deux nations qui se sont affrontées les plus cruellement de l'histoire occidentale, la France et l'Allemagne, qui ont laissé dans les deux aventures sinistres 55 000 000 de morts sur le terrain, étaient autour de la table, en 1957, dans la ville de Rome, pour négocier non seulement quelques associations économiques, mais pour se diriger bravement et audacieusement vers les quatre libertés de circulation qu'elles ont poursuivies et qu'elles ont presque réussies, c'est-à-dire la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes, ce qui est l'aspect le plus sophistiqué de ce genre d'entente.

J'ai pris un très gros exemple, une très grosse référence historique, je vais vous en prendre une plus petite. C'est un sondage qui a été mené en Ontario, il n'y a pas longtemps, et que tous les journaux ont rapportée, à l'effet que, dans cette province qui est le cœur industriel du Canada, une immense majorité de la po-

pulation souhaitait une association économique avec le Québec.

Alors, pour toutes ces raisons réunies, je crois qu'on peut, avec certitude, penser qu'il y aura une association. S'il n'y en avait pas, prenons l'hypothèse impossible ou en tout cas hautement improbable qu'il n'y en ait pas, il y en aurait une quand même.

Alors, comment puis-je exprimer un pareil paradoxe? Tout simplement parce que le Canada est membre fondateur du GATT, un accord général sur les tarifs et le commerce, le Québec serait immédiatement, à son accession à la souveraineté, membre du GATT et serait lié par une association déjà importante, minimale par rapport à un marché commun, mais qui implique la clause de la nation la plus favorisée, le règlement des différends par des panels du GATT, l'abstention de recourir aux quotas et aux contingents et n'utiliser que les douanes, la participation aux rondes du GATT, etc. Québec serait à l'Uruguay Round présentement, s'il était souverain, avec le Canada à côté.

Autre élément d'association minimale, même sans discussion. Écoutez, je veux bien insister, je souhaite une association étroite avec le reste du Canada et des négociations réussies qui auront lieu, mais s'il n'y en a pas, il y aura le GATT, comme je l'ai dit. Il y aura l'accord de libre-échange entre les États-Unis et le Canada, il y aura le pacte de l'automobile. N'oubliez pas qu'avec le pacte de l'automobile, 95 % de la production automobile est concentrée en Ontario, il est d'un intérêt déterminant pour maintenir le niveau de vie ontarien, que le pacte de l'automobile soit maintenu et que les Québécois et les Québécoises continuent à acheter les véhicules.

**M. Chevette:** L'une des questions étant sur le GATT, et j'ai déjà la réponse. Nous allons passer temporairement notre droit de parole à un autre groupe.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Nous allons maintenant aux autres. M. Roger Nicolet qui sera suivi de M. Poissant.

**M. Nicolet:** M. Landry, un des risques qui, indubitablement, guette les travaux de cette Commission, c'est que, en bout de piste, ils fassent l'objet d'une récupération partisane. Je m'explique. Au terme d'un cheminement qui doit prendre fin en mars prochain, nous devons présenter à la population québécoise un certain nombre de recommandations, et je ne reviendrai pas sur le mandat de cette Commission. Il est inévitable, quant à moi, que l'aboutissement de ce travail tracera un chemin vers un processus de réévaluation en profondeur de la Fédération canadienne.

Cela dit, au terme de cet exercice ou de ce travail, il est inévitable que, face à l'ensemble de la population et face au pays, nous puissions

dégager une amorce qui serait véritablement collective à la population québécoise. Est-ce que, dans une telle perspective et reconnaissant que, pour que notre rapport ait des suites, il devra nécessairement tenir compte d'un éventail plus large qu'un éventail purement partisan, est-il possible et concevable qu'un parti comme le vôtre puisse envisager une trêve, face à cette démarche collective qui doit se situer dans un échéancier relativement défini?

(11 h 30)

**M. Landry:** Si cette Commission concluait à la souveraineté politique en termes de récupération, ça ne serait sûrement pas nous qui pourrions récupérer quoi que ce soit puisque ça fait 20 ans qu'on a pris position. Alors, si récupération il y a, ça serait plus l'inverse et, avec joie d'ailleurs, remarquez! Je vous ai bien dit que si vous récupérez toutes nos idées, même dans les moindres détails ou en éliminant certains détails, nous en serons très contents. Nous avons dit aussi à plusieurs reprises et d'une façon peut-être un peu inhabituelle pour un parti politique que, pour nous, la patrie passait avant les partis. Et si cette Commission et l'actuel gouvernement du Québec allaient proposer la souveraineté du Québec au peuple québécois, la formation politique à laquelle j'appartiens supporterait profondément l'effort du gouvernement pour aller vers notre libération nationale, qui passe bien avant toutes les questions partisans.

Par ailleurs, en toute franchise, j'ai parlé, je crois, avec ouverture et je ne pourrais pas, si je ne disais pas ma dernière phrase, prétendre au même niveau de franchise. Si cette Commission allait ne pas conclure à la nécessité de la souveraineté du Québec, les hommes et les femmes qui militent dans notre parti sont tellement convaincus du bien-fondé de la chose, qu'ils continueraient la poursuite de cet objectif.

**M. Nicolet:** On l'a vu à l'intervention précédente le mot "souveraineté" est devenu un mot codé. Rien que l'allusion au mot "autonomie" a déjà déclenché certains échanges. Dans une perspective plus large, est-ce qu'on ne pourrait pas revenir au concept plutôt qu'au mot-slogan?

**M. Landry:** Tout à fait. La meilleure façon de décoder le mot c'est d'aller au fond des choses. Et le fond des choses, je ne le répéterai pas, vous le savez, c'est la trilogie: les lois, les impôts et taxes et les traités. Pour le reste, bien, j'espère qu'il ne faut pas faire de bataille sémantique. Il ne faut pas non plus, par ailleurs, se servir des mots pour camoufler son indécision ou encore pour induire l'interlocuteur en erreur, surtout si cet interlocuteur est une population entière qui cherche son destin.

J'ai lu l'intervention du Mouvement Desjardins ce matin. M. Béland a bien dit qu'il n'effaçait rien. Et ce qu'il n'a pas effacé, moi, je le réécrirais. L'autonomie et la souveraineté au sens

du dictionnaire c'est la même chose. Mais si les mots vous embarrassent, allez au fond des choses et rapportez-vous à la trilogie: les lois, les impôts et les traités. Si cette Commission propose ça, elle aura de notre formation politique un appui formidable.

**M. Nicolet:** Je vous remercie.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Charles-Albert Poissant.

**M. Poissant:** Merci, M. le Président. M. Landry, je n'ai pas eu le temps de lire votre mémoire, qui ne m'est arrivé que tard hier soir. Toutefois, j'ai pris connaissance d'un document qui doit être substantiellement le même: "Pourquoi, comment la souveraineté?" Alors, mes questions vont être basées là-dessus. Vous avez dit tout à l'heure que le Marché commun avait éliminé toutes les questions douanières. Toutefois, dans ce mémoire-ci, vous dites qu'il sera utile ...

**Une voix:** ...si vous voulez donner la page.

**M. Landry:** ...ça ..., bien oui on en a absolument...

**M. Poissant:** ...à la page 19. Un contrôle frontalier reste, cependant, nécessaire entre le Québec et le Canada pour exercer certaines fonctions comme percevoir les douanes sur les marchandises étrangères destinées au marché québécois ayant transité par le Canada. Je pense que ça c'est correct. Toutefois, vous avez dit: Ailleurs ...

**M. Landry:** ...oui c'est repris ça. Vous le trouvez dans tous les traités du même genre. Ça s'appelle "la règle d'origine". Vous l'avez dans le livre *Échange Canada-U.S.A.* Si une marchandise vient de Hong Kong et entre par Los Angeles, ce n'est pas une marchandise américaine quand elle arrive à la frontière à Lacolle. Il faut un certificat d'origine et collecter la douane canadienne. Ça c'est une clause classique si je puis dire.

**M. Poissant:** D'accord. Mais toutefois vous nous avez dit que dans le Marché commun, on avait éliminé les tarifs douaniers; qu'on peut entrer - on le voit d'ailleurs quand on va en Europe, c'est beaucoup plus facile si c'est un membre du Marché commun. Là, tu rentres très facilement.

**M. Landry:** Oui.

**M. Poissant:** ...alors qu'ici on devra en remettre, j'imagine, à nos frontières qui nous séparent du Canada parce qu'on pourrait facilement passer par l'Ontario pour rentrer au Canada. Ça, c'est un petit détail mais qui fait

une différence quand même, pour moi, importante. Mais ce qui est important pour moi, c'est la question de la monnaie. Vous dites à la page 23 de ce petit document-là: La réalisation d'une union monétaire est tout autant dans l'intérêt du Canada, car - et ça c'est important - si le Québec décidait plutôt de créer sa propre monnaie, les dollars canadiens détenus par les Québécois constitueraient alors une dette énorme du Canada envers nous.

Si ce n'est pas ça, donc on revient à un entente monétaire et là, c'est intéressant parce que vous dites: On revient donc à peu près à ce que nous sommes aujourd'hui. Toutefois, vous mettez une petite condition: Il faudrait peut-être avoir une représentation - là, je simplifie - et avoir un taux d'escompte, peut-être, qui ne serait pas plus de deux points en-deà ou en-deça du... Mais qui va décider de ce taux d'escompte en supposant... Donc, je reviens à l'union monétaire. Mais qui va décider ça? Est-ce qu'on va avoir un escompte qui va être différent de celui du Canada et du Québec? Ça, pour moi, c'est très important.

**M. Landry:** D'abord, je dois préciser. Je ne relève pas tout dans votre intervention, mais, sur le plan technique, pourquoi, en Europe, à partir du 1er janvier 1993, un camion pourra-t-il circuler de la partie la plus nord jusqu'à Brindisi, au sud de l'Italie, sans arrêter à un seul poste? Parce qu'ils ont un tarif extérieur commun. C'est extrêmement commode parce que, là, le problème... d'origine ne se pose pas. D'ailleurs, vous allez voir que le mot "commodité", en économie, est un mot-clé - il y a plusieurs économistes autour de cette table - et c'est pour des raisons de commodité que nous offrons à nos ex-compatriotes du Canada, à ce moment-là, une union monétaire. Nous avons avec eux un énorme commerce et ils ont aussi, avec nous, un énorme commerce et ce commerce ne serait pas rendu impossible; il serait compliqué, et il pourrait agacer le voyageur régulier entre Montréal et Toronto, par exemple.

Donc nous offrons une unité monétaire commune, comme nous en avons déjà une, et comme la Communauté économique européenne est en train d'en construire une. Il y a déjà le système monétaire européen, le serpent, l'écu, etc., qui s'en va vraiment vers une monnaie où les unités nationales disparaîtront pour faire place éventuellement, d'ici une dizaine d'années, à une unité véritablement multinationale. Nous voulons, avec le Canada, avoir cette unité de compte multinationale et, par conséquent, la gérer de façon multinationale. Donc un institut d'émission - Banque centrale - où le pouvoir sera plus équitablement partagé et où l'influence du Québec et de son gouvernement pourra se faire sentir de façon déterminante.

Ceci dit, M. Poissant, je crois que vous connaissez ces questions aussi bien que moi.

Vous savez que l'exercice des fonctions monétaires relève d'une certaine magistrature aujourd'hui. M. Alan Greenspan ne prend pas ses ordres sur des mémos jaunes de la Maison Blanche et le gouverneur de la Banque d'Angleterre n'est pas aux trousses de Mme Thatcher pour fixer son taux d'escompte. Le gouverneur de la Banque du Canada, hélas, n'est pas aux ordres du gouvernement du Québec — c'est bien connu — pour savoir comment il doit traiter notre économie.

Alors, dans un contexte d'institut d'émission binational, aucune des deux parties n'aura tout le pouvoir sur le gouverneur qui, en son âme et conscience, devra gérer la monnaie. Tout ce qu'on peut espérer, c'est un meilleur partage du pouvoir et que le gouverneur soit du Québec de temps en temps, ce qui n'est jamais arrivé dans l'histoire de la Banque du Canada jusqu'à ce jour. Bref, nous n'aurons pas tout, nous aurons plus.

Pour nos compatriotes du reste du Canada, je suggère la pensée suivante. Le Nouveau-Brunswick souffre aussi de la centralisation de la politique monétaire; la Colombie-Britannique aussi. Actuellement, la politique monétaire est faite en fonction de la surchauffe ontarienne et c'est arrivé 20 fois dans les études de conjoncture qu'on a faites, aussi loin qu'on peut remonter dans les séries statistiques, où le Québec a perdu des milliards et des milliards de dollars, comme le Nouveau-Brunswick qui en a perdu moins à cause de sa taille. Eh bien, dans un institut binational, l'influence québécoise serait très appréciée par nos anciens compatriotes de Île-du-Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick qui en ont assez de payer pour la surchauffe ontarienne, eux aussi.

**M. Poissant:** J'aurais aimé une sous-question, M. le Président, si le temps me le permettait. Est-ce que ça veut dire qu'il y aura possibilité de deux taux d'escompte sur cette banque centrale, un qui s'appliquera au Canada et un au Québec?

**M. Landry:** Mais je vous ferai...

**M. Poissant:** Comment est-ce que les non-résidents vont apprécier ce geste?

**M. Landry:** D'abord je vous ferai remarquer que c'est déjà le cas, M. Béland aurait pu vous expliquer ça à l'endroit et à l'envers. Il représente la plus grande institution bancaire du Québec, en tout respect à toute personne présente autour de cette table. Elle n'est pas soumise à la Loi sur les banques au Canada et elle est décentralisée au maximum; il y a des assemblées dans tous les villages, y compris dans le mien.

Alors, il ne faut pas se scandaliser du fait qu'une politique monétaire pourrait être légè-

ment différenciée. On n'a pas une marge de manoeuvre énorme dans les taux d'escompte. Les États-Unis d'Amérique nous donnent un fantastique exemple aussi. Le Federal Reserve Board, avec 12 unités décentralisées de réserve qui ont une certaine marge de manoeuvre, et les Américains sont tous dans le même pays depuis 200 ans, sauf le Texas qui est entré un peu après, et ils ont réussi à avoir un système monétaire relativement décentralisé. Mais, encore là, je ne veux pas vous induire en erreur, on ne fera pas la pluie et le beau temps. Cet institut binational sera dans le Fonds monétaire international et en suivra les règles et son unité devra varier suivant le système des taux de change fluctuants et contrôlés, comme on le fait depuis les accords de la Jamaïque en 1976... en janvier, je m'empresse de le dire, parce que c'est là que le dollar canadien a commencé à baisser et non pas en novembre.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Ça va. M. Louis Laberge, qui sera suivi de M. Libman.

**M. Laberge:** Très très rapidement, M. le Président. Le Parti québécois, dans son mémoire, ne nous a pas trompés. En effet, vous vous êtes prononcé clairement. Ceci étant dit, je n'ai pas vu ça ou je ne me rappelle pas, est-ce que vous préconisez qu'il y ait une question claire, nette et précise qui se pose rapidement par le truchement d'un référendum? Oui, hein? Je ne m'en souvenais pas.

**M. Landry:** Oui, M. le Président, et on essaie de convaincre la totalité de nos membres d'en penser autant.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Laberge:** Alors, un référendum le plus rapidement possible, pour décider de cette question-là.

**M. Landry:** Oui. Vous savez que notre parti fait cette discussion sur la place publique. C'est dans tous les journaux chaque jour.

**M. Laberge:** Non, je suis non partisan, moi, là.

**M. Landry:** Et nous sommes heureux que cette discussion ait lieu. Nous serions un peu chagrins si ça devait se passer à huis clos ou ne pas se passer du tout, mais ça se passe comme on souhaite que ça se passe. Puisque le président Louis Laberge a exprimé certaines satisfactions à notre mémoire, je dois lui dire que la solidarité que sa puissante centrale a donnée à la cause de la souveraineté du Québec au cours des dernières années nous incite d'autant plus à avoir le même point de vue que vous sur cette question, c'est-à-dire un référendum, question claire, autour

duquel la population du Québec choisira son destin.

Quel est l'avantage d'avoir ce référendum avec une question claire? D'abord, je crois qu'il serait gagné. Si j'avais vu un sondage à cet effet, je ne le croirais pas; si j'en avais vu deux, je ne le croirais pas; si j'en avais vu dix, je ne le croirais pas. J'en ai vu deux douzaines. Je crois que le référendum serait gagné. Puis, un référendum gagné sur une question claire, ça permettrait qu'à l'intérieur du Québec, face à tous nos compatriotes à Ottawa et dans toutes les capitales de la terre, on prenne acte que le Québec a décidé d'être souverain et, ça, ce serait extrêmement sérieux pour gérer cette souveraineté.

**M. Laberge:** M. le Président, une question que je n'avais pas préparée à l'avance, mais votre réponse de tantôt me porte à la poser. Je veux juste m'assurer que j'ai bien compris. Il me semble que vous avez dit tantôt que si la Commission recommandait de poser une question très claire dans un référendum sur l'autonomie souveraine ou la souveraineté autonome...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Laberge:** ...du Québec, votre parti endosserait cette question-là sans aucune espèce d'hésitation.

**M. Landry:** Tout à fait. À cause de la réserve de M. Nicolet sur le sens des mots, je précise que le contenu devra inclure la trilogie: les taxes, les lois et les traités. Alors, vous aviez très bien compris, j'allais dire comme d'habitude, M. Laberge. C'est ça qu'on voulait dire.

**M. Laberge:** Merci.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Il reste huit minutes à ce bloc-ci. Je demande à M. Libman.

**M. Libman:** Merci, M. le Président. Vous savez que comme tiers parti à l'Assemblée nationale et comme parti d'Opposition, nous pouvons seulement poser des questions au gouvernement. Il y a souvent le désir de poser des questions au Parti québécois, mais nous ne le pouvons pas. Aujourd'hui, on peut en profiter.

**M. Landry:** On devrait régler ça sous peu.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Libman:** J'attendais cette réponse. Mais aujourd'hui, on en profite. Alors, je vous demande, M. Landry: Est-ce que vous êtes prêt à reconnaître que si le Québec devenait souverain, les autres collectivités au Québec qui veulent rester au sein de notre pays pourraient réclamer

leur propre territoire? Je parle évidemment de certaines sections de l'Outaouais, de certaines municipalités qui ne seraient pas d'accord et qui pourraient tenir leur propre référendum pour voir si elles aussi accèdent à l'indépendance ou suivent le chemin du Québec ou, peut-être, les Inuit, les Cris, les sections de Montréal, par exemple?

(11 h 45)

**M. Landry:** M. Libman, je vais d'abord commencer par faire une distinction que vous auriez dû faire vous-même entre les diverses minorités que vous avez mentionnées au début de votre question et les nations qui ont premièrement fondé ce pays: les aborigènes et les autochtones. J'en fais une question à part et j'y reviendrai.

Pour tous les autres, ma réponse est franche, sincère et claire. C'est non. Il n'y a, sur ce territoire, mis à part les aborigènes, qu'un seul peuple reconnu à la surface de la terre, avec une culture, une langue largement majoritaire, une histoire commune, des bonheurs et des malheurs, et ce peuple, c'est le peuple québécois. Et aux yeux de la Charte des Nations unies, il n'y a que lui sur le territoire actuel du Québec, mis à part les aborigènes, qui a droit de réclamer la souveraineté nationale.

Même le Manitoba ne peut pas se réclamer, comme le Québec, aux yeux du monde, de représenter le peuple manitobain. Il n'y a pas de "Manitoban Nation". Je n'ai jamais entendu ça. Il n'y a pas de "New Brunswick Nation", il n'y a pas de "West Island Nation", il n'y a pas de "Pointe-Gatineau Nation".

**M. Libman:** Oui. Il semble clair qu'il y en a beaucoup d'autres qui ne partagent pas cette opinion.

Une deuxième question, M. le Président.

**M. Landry:** En tout respect.

**M. Libman:** Une autre question. Est-ce que vous partagez l'opinion de Pierre Bourgault, quand il suggère, dans son livre qui est dédié à votre chef, que l'État devrait consacrer pour un certain temps les milieux d'information, un plan d'urgence qui permettra au gouvernement du Québec de rester maître de la situation en toutes circonstances?

**M. Landry:** Premièrement, je ne veux pas prendre la part de Pierre Bourgault. Ce n'est pas une affirmation, c'est une question. Et si vous voulez avoir le débat de votre vie, M. Libman, allez donc l'avoir avec Bourgault sur cette question.

**M. Libman:** Mais est-ce que vous partagez cette opinion?

**M. Landry:** Mais moi, je vais répondre pour

le Parti québécois.

**M. Libman:** Est-ce que vous partagez cette opinion?

**M. Landry:** Depuis quelque 20 années, je crois, et même des gens qui n'ont pas nos allégeances politiques le confirmeront, nous avons donné au Québec et au Canada une image exemplaire de démocratie à tous égards, qu'elle soit formelle dans les assemblées, qu'elle soit dans le financement des partis politiques, qu'elle soit par la création de la loi sur l'accès à l'information votée dans cette Assemblée avant que vous n'y soyez. Vous auriez voté pour d'ailleurs, j'en suis convaincu.

Quand j'ai vu certaines allusions dans les journaux au fait que notre parti pouvait limiter la liberté de presse, je vous le dis, j'en ai été profondément ulcéré. J'en ai été profondément ulcéré comme démocrate. Il y a des questions auxquelles il faut répondre, mais auxquelles il est presque humiliant de répondre. Mais je vous réponds quand même, monsieur, que, en particulier dans votre cas, quoi que vous pensiez et disiez – et parfois vous dites des choses qui nous ulcèrent profondément – nous serons les premiers à nous battre pour que vous ayez toujours le droit de les dire, ces choses.

**M. Libman:** Une dernière question, M. le Président.

Alors, je présume qu'il ne partage pas l'opinion de M. Bourgault. Une dernière question. René Levesque, qui était un démocrate, était humilié de certains articles de la loi 101 qui suspendaient les droits individuels. Il attendait le jour où ces articles ne seront plus nécessaires. Alors, la question est la suivante: Dès que le Québec accède à la souveraineté qui amènera l'ultime sécurité culturelle pour le Québec, pour nos provinces, est-ce que ces articles dans la loi 101, comme l'affichage et d'autres éléments, est-ce que la clause "nonobstant" seront nécessaires dans un Québec souverain dès le moment où nous accédons à cette sécurité culturelle finale?

**M. Landry:** D'abord, au plan technique, j'imagine que vous faites une erreur de bonne foi, mais vous savez bien que, le Québec étant souverain, la Constitution du Canada ne s'appliquera plus au Québec. Donc, la clause "nonobstant" n'aura plus aucun sens. Mais ça, c'est l'aspect technique des choses.

Plus fondamentalement, je vous dirai que le temps ne respecte pas ce que l'on fait sans lui. Et la situation présente du Québec est une résultante de trois siècles et demi d'histoire et, en particulier, deux siècles et demi pour les points cruciaux que vous mentionnez. Ça ne se réglera pas dans une nuit. J'espère que ça se réglera dans les délais les plus courts, et la

protection linguistique au Québec sera maintenue tant qu'elle sera nécessaire, mais j'aimerais avoir de longues consultations avec vous pour connaître le moment où, sincèrement, elle ne sera plus nécessaire.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Ça va? Parfait.

J'ai fait une erreur tout à l'heure. Au lieu de huit minutes, il reste maintenant à peu près 20 minutes pour le bloc en question. Nous passerons maintenant à la question de M. Jean-Claude Beaumier, qui sera suivi de M. Beaudry.

**M. Beaumier:** M. le Président, M. Landry, si on fait un petit rappel de ce qui s'est passé il y a 10 ans, et on voit ce qui s'est véhiculé comme faussetés d'un bord ou de l'autre et qu'on voudrait refaire l'histoire un petit peu et se présenter devant le peuple québécois et lui demander un référendum, il y a des choses quand même qu'il faudrait lui dire clairement. Comme vieux pédagogue, on m'a appris que, pour changer les choses, il fallait apprendre à faire vouloir les gens. Il y a des choses qui... Les gens que je côtoie quotidiennement, par exemple, dans mon métier de maire, nous posent des questions. Ils sont inquiets, et la principale inquiétude c'est le niveau de vie. Advenant que les Québécoises et les Québécois se prononceraient pour l'indépendance; advenant, en imaginant un scénario le plus pessimiste possible, qu'on souffrirait d'un certain isolement, qu'est-ce qui adviendrait du niveau de vie des Québécoises et des Québécois, quand on sait qu'on tient beaucoup à son véhicule, qu'on tient beaucoup à ses vacances au soleil, qu'on tient beaucoup à ses dépenses de fin de semaine? Qu'est-ce qui arriverait dans une situation comme ça? Je ne veux pas brandir un épouvantail, ce n'est pas là qu'est mon... Je veux savoir quelle réponse on peut donner aux gens qui nous la posent dans la rue.

**M. Landry:** Ce sont toujours les pédagogues qui posent les meilleures questions. Je dois, par ailleurs, relever dans votre question une chose à laquelle je ne souscris pas car elle n'est plus possible. Vous avez parlé d'isolement. Il n'y a plus de pays qui soit isolé aujourd'hui, à moins de le vouloir, et il n'y en a même plus qui le veulent. Il faut chercher dans les anthologies de sciences politiques pour trouver un pays qui veut s'isoler. Vous n'êtes pas sans savoir que l'Union soviétique a demandé son admission au GATT et qu'elle a été admise comme observateur. Vous n'êtes pas sans savoir que la Tunisie y est entrée il y a trois mois, le Mexique il y a trois ans, le Venezuela il y a trois semaines. Je dirais que, aussi vite que les communications modernes le permettent, le Québec sera membre du GATT, qu'il signera les ententes de fluidité continentale et des accords avec tous les partenaires qui voudront bien en signer. Et je vous réitère – là,

c'est un peu une expérience que j'ai prise chèrement dans l'exercice du gouvernement – que des vendeurs qui ne veulent pas vendre je n'en ai jamais vu. Quand on débarquait en pagaille, avec Lavalin, SNC ou des groupes d'hommes d'affaires québécois, dans une capitale pour vendre des produits, les Espagnols y étaient déjà, les Français, les Belges. L'isolement est une notion périmée en droit économique international contemporain. Or, c'est le commerce qui maintient le niveau de vie. S'il n'y a pas d'isolement, il y a un niveau de vie, à certaines conditions, et le Québec les a remplies, Dieu sait qu'il les a remplies, depuis 1960 en particulier, jour de la Révolution tranquille, par son travail, par sa technologie, par la formation dans ses universités, par son audace sur les marchés étrangers. Les grandes vedettes du commerce extérieur canadien, vous savez que c'est des vedettes québécoises depuis un très grand nombre d'années déjà.

Je vais vous donner, parce que je ne veux être ni technique ni fastidieux – ça peut arriver, même à des pédagogues – une référence qui est pourtant publiée mais peu connue. Le professeur Pierre-André Julien a publié, dans un manuel de sciences économiques qui s'appelle le **McConnell, Pope, Julien**, un tableau illustrant pendant 20 ans la balance commerciale du Québec et approchant sa balance des paiements. Il a démontré que, pour l'essentiel de la période, je pense que c'est 14 ans sur 20, la balance excédentaire du commerce québécois a subventionné les déficits du commerce canadien. Ce qui veut dire en particulier, pour les amateurs de questions monétaires, que le problème qu'on aurait eu, si on avait eu un dollar québécois à ce moment-là, c'est qu'il aurait peut-être été un peu trop fort par rapport au dollar canadien, ce qui aurait compliqué nos ventes sur le marché torontois, ce qui est une autre raison pour souhaiter l'union monétaire, d'ailleurs.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Marcel Beaudry.

**M. Beaudry:** M. Landry, vous étiez dans l'Outaouais récemment, vous êtes venu donner une conférence à la Chambre de commerce et vous avez sans doute rencontré plusieurs personnes qui s'inquiètent un petit peu de l'Outaouais, de la vie économique de l'Outaouais dans le contexte d'un Québec souverain. Ma question a un double volet: Dans ce contexte-là, de quelle façon traiteriez-vous le problème des 26 000 fonctionnaires fédéraux qui travaillent dans les édifices – comme vous nous le dites à la page 19 de votre mémoire – qui deviendraient automatiquement propriété du Québec, d'une part, et de quelle façon traiteriez-vous le cas des 15 000 autres salariés qui vivent sur le territoire québécois et qui travaillent pour l'entreprise privée en Ontario?

**M. Landry:** D'abord, je crois, M. Beaudry, que vous avez dans cette Commission, à part le même rôle que tous les autres membres, un rôle vital tenant à vos origines régionales. Votre région, que je connais bien – c'est vrai que je suis allé à la Chambre de commerce – mais figurez-vous que je suis aussi un peu un travailleur de la région; j'y vais toutes les semaines comme professeur à l'École nationale d'administration publique, section Hull, où j'enseigne certaines réalités économiques aux fonctionnaires fédéraux d'ailleurs qui traversent volontiers la rivière pour venir entendre ça. Vous avez donc, venant de cette région, un rôle clé parce que c'est la seule région du Québec qui soit frontalière, au sens plein du terme. On a une frontière avec le Vermont, mais c'est pratiquement des arbres des deux côtés; avec le New Hampshire, la même chose. Là, on est en interface avec le Canada anglais, avec même la culture anglophone, le dynamisme, etc. Et c'est Hull, Gatineau, Aylmer et régions qui sont notre vitrine sur le reste du Canada et qui sont en interface. Pour cette raison, ce pôle est d'une importance vitale pour le Québec et doit être consolidé. Et je pense que tout gouvernement du Québec qui proposerait la souveraineté et qui aurait le mandat pour la faire devrait, que ce soit notre parti ou le Parti libéral – pour vous, ça ne risque rien...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Landry:** Ce parti devrait prendre l'engagement formel que les hommes et les femmes qui font carrière au gouvernement du Canada et qui travaillent pour l'État qui est encore notre État – ils n'ont pas démérité parce qu'ils sont fonctionnaires fédéraux – devraient avoir l'assurance du gouvernement du Québec qu'ils seront transférés à la liste de paie de l'État québécois, même rang, même salaire, mêmes privilèges. C'est la première assurance qui doit être donnée, et notre parti la donnera. Et j'espère que les autres en feront autant.

Deuxièmement, à cause de l'importance stratégique de la région, je crois que tout parti, et le nôtre le fait, doit s'engager à maintenir les emplois en nombre – en nombre! – dans la région. Comment peut-il faire cela? Vous savez bien qu'on a fait les calculs parce que des gens comme vous nous ont posé des questions depuis très longtemps et qu'on a fait ces calculs. Et ces calculs sont à l'effet que le Québec est sous-représenté globalement dans la fonction publique fédérale et dans ses agences. Ce qui veut dire que, pour assumer les mêmes responsabilités que le fédéral assume présentement, nous aurons besoin non seulement de tous les hommes et de toutes les femmes disponibles, mais d'autres, éventuellement. Ça veut dire qu'on n'a pas de problème mathématique avec les fonctionnaires qui travaillent dans votre région. Mais, quand

même, pour plus de sécurité, j'ajoute que le gouvernement du Québec doit s'engager, pour les raisons que j'ai évoquées précédemment, à déplacer vers cette région, si besoin est, toute agence liée à l'interface des associations économiques entre le Québec et le Canada. Il faut que Hull, Aylmer, Gatineau deviennent le Bruxelles de l'association économique ou le Strasbourg de la communauté économique.

**M. Beaudry:** Ma deuxième question avait trait aux employés et aux salariés qui travaillent dans l'entreprise privée du côté de l'Ontario, qui demeurent au Québec et qui sont au nombre de 15 000. De quelle façon traite-t-on ces emplois-là?

**M. Landry:** Ça, je crois y avoir déjà répondu, mais indirectement. Vous avez raison d'insister. J'y ai répondu quand j'ai dit qu'un État moderne poursuit les quatre libertés et fait tout en son pouvoir pour que, le plus librement possible, circulent les biens, les services, les capitaux et les personnes. Et ce ne serait pas la première situation dans le monde. Espagne-Gibraltar, par exemple. Il y a un transit fabuleux à la frontière, matin et soir, et ce transit doit évidemment être maintenu libre et favorisé, peut-être par de meilleurs ponts, de meilleures voies d'accès.

**M. Beaudry:** Ce transit-là, quand même, est assez récent tout de même. Parce que entre l'Espagne et Gibraltar, ça a été pendant un certain temps que les frontières étaient complètement coupées.

**M. Landry:** Je ne veux pas vous embarquer sur l'histoire, je ne suis pas historien, mais j'ai l'impression que nos liens avec le Canada sont plus vieux que les liens de Gibraltar avec l'Espagne parce que la frontière a été hermétique pendant longtemps. Sous réserve.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Lucien Bouchard et, par la suite, M. Dufour.

**M. Bouchard:** Merci, M. le Président. M. Landry, je crois que entre autres mérites, les deux sessions de ce matin auront permis à la Commission, peut-être, de conjurer en partie un des problèmes que nous avons, c'est celui des étiquettes.

**Une voix:** Celui de...  
(12 heures)

**M. Bouchard:** Des étiquettes. À partir du moment où on aborde la question fondamentale qui nous réunit, selon l'appartenance ou pas à un concept ou à un autre, on éprouve des difficultés parce que c'est chargé, parce qu'il y a eu des élections et des campagnes électorales, beaucoup de discussions, etc. Je crois que quand vous avez

invité, ce matin, à la Commission de tenter de définir les options, en termes de contenu, vous nous avez rendu un très grand service à la Commission. Entre autres, j'ai constaté, par exemple, que vous avez rappelé que le triptyque de la souveraineté, loi, impôt, traité, est celui autour duquel on devrait essayer de définir la souveraineté. Il m'a semblé aussi que, depuis le début, les gens qui viennent ici ont cette attitude empirique et très pratique du Québécois moyen, c'est-à-dire d'essayer de définir les choses par la réalité.

Par exemple, les gens de la Chambre de commerce du Québec qui ont dressé une liste de pouvoirs qu'on devrait récupérer. Il me semble bien qu'on est en train de compléter une sorte de tableau - à la fin, il faudra mettre une étiquette dessus, bien sûr - mais il y a une sorte de tableau qui est en train de se construire, de se dresser. Et je vois bien, par exemple, que deux des trois aspects que vous avez mentionnés, l'impôt, les lois, on est en train, tranquillement, petit à petit, par sédimentation, sans trop s'en rendre compte, de conclure que oui, il faut que le Québec récupère tous ses impôts et que le Québec récupère la totalité de son pouvoir législatif. Mais le troisième qui reste un peu la patte en l'air, ce sont les traités.

Il y a une sorte de paradoxe là-dedans qui me frappe, moi, c'est que même les gens d'affaires, quand ils réfèrent à la nécessité pour le Québec de récupérer ses leviers économiques pour définir lui-même ses décisions économiques, ensuite, ils disent: Les questions... les affaires internationales, les affaires extérieures, Ottawa pourra peut-être continuer de s'occuper de cela. Il y a une tendance là. Comment peut-on dissocier les affaires extérieures des affaires économiques? Comment peut-on dissocier la conduite des affaires économiques du Québec du commerce extérieur et ainsi de suite?

**M. Landry:** Votre expérience et la mienne, à un degré moindre sans doute, démontrent que ces deux notions sont indissociables, surtout dans un univers où l'homogénéisation se fait par l'économie et que l'immense majorité des traités sont aujourd'hui des ententes économiques. Même les grandes diplomaties, comme la diplomatie américaine, la diplomatie française, d'une façon éminemment agressive, vous le savez, la diplomatie canadienne qui essaie d'en faire autant reconvertisse son personnel à vitesse grand V aux réalités économiques... Les ambassadeurs ne sont plus là tellement pour garantir qu'il n'y aura pas de guerre et que la paix sera durable. Les chefs d'État peuvent se téléphoner. Il y a des sommets du Groupe des 5, du Groupe des 7, du Groupe des 20 à tous les six mois. La diplomatie mondiale aujourd'hui travaille à des questions économiques, et ce serait d'une imprudence extrême que de vouloir créer un État qu'on appellerait souverain sans qu'il ait sa diplomatie



économique largement dans toutes les capitales du monde. Mon ami Jacques Proulx serait hautement rassuré ce matin s'il y avait un ambassadeur du Québec dans la ville de Genève pour participer aux négociations du GATT. J'ai vécu — et ça, je le dis en tout respect pour la diplomatie canadienne, ils font leur possible, mais il y en a d'autres même qui ne sont pas de la même allégeance politique que moi qui ont sans doute connu les mêmes expériences — j'ai vu des ambassadeurs du Canada, vous savez, qui ne nous aidaient pas du tout sur le plan économique, à l'étranger. Premièrement, parce qu'ils ne savaient pas la différence entre Rimouski et Chicoutimi, ce qui est une chose extrêmement grave...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Landry:** ...et ça, c'était l'hypothèse la plus haute. Ils ne connaissent pas les dossiers. L'hypothèse basse, c'est qu'ils aiment mieux favoriser d'autres. Et des gens d'affaires québécois m'ayant accompagné en mission économique ont vu avec stupeur que leurs diplomates ne travaillaient pas toujours pour eux. Et ça c'est une tragédie. Le Québec est une économie extrêmement ouverte. On importe-exporte 40 % de notre PNB. On se range au rang des nations les plus commerçantes de la terre et on ne serait pas représenté à Atlanta, Georgia, et on n'aurait personne en Europe de l'Est actuellement pour assister au dégel et coopérer économiquement avec ces pays? Tronquer la souveraineté d'une façon lamentable, ce serait lui enlever son aspect relations internationales. Si on veut faire partie du concert des nations et assumer notre rôle avec dignité, il faut être présent. Quand Lévesque disait: "Pays complet et reconnu." Dans le "reconnu", il y avait la présence d'un ambassadeur du Québec à Washington et à Paris et à Londres et à Moscou et dans toutes les capitales importantes, bien entendu, avec une équipe d'hommes et de femmes qui vendent des produits, achètent des brevets, font la promotion de nos technologies. Notre niveau de vie futur, et vous le savez, il y a tellement d'économistes autour de cette table, que, des fois, il me vient à penser qu'il y en a trop parce qu'il ne faut pas occulter non plus les autres réalités de la souveraineté, comme l'identité nationale, les valeurs culturelles qui sont liées à l'international aussi. Savez-vous que le Québec, avec sa culture, avec ses institutions, avec sa créativité n'est pas représenté à l'UNESCO directement? Ça ne veut pas dire qu'il n'y a pas un Canadien à l'UNESCO et qu'il n'est pas estimable, mais ça veut dire qu'on n'est pas là quand les choses importantes se décident, même en matière culturelle.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Dufour.

**M. Dufour:** Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Je dois dire qu'il reste trois minutes au présent bloc de questions.

**M. Dufour:** Je voudrais d'abord souligner le brio avec lequel M. Landry a fait sa présentation, mais je dois lui dire que je préférerais quand il utilisait ce brio-là pour défendre le dossier du libre-échange, où, d'ailleurs, on s'est retrouvés en certaines circonstances.

Je vais revenir sur le niveau de vie, amorcé un peu par notre collègue, M. Beaumier. On sait que, au Québec, on a fait plus ou moins 3,2 %, 3,3 % de croissance au cours des 20 dernières années. Selon l'OCDE, ça nous placerait à peu près au 11<sup>e</sup> rang des pays industrialisés. Vous reprenez dans votre mémoire cette notion-là, en disant que le Québec se situera d'emblée parmi le nombre restreint des pays les plus développés, les plus performants.

Je ne conteste d'aucune façon les données de l'OCDE. J'ai deux questions, M. le Président. La première: Est-ce qu'on ne doit pas quand même reconnaître que, en partie, ces 3,3 % sont dus à notre appartenance canadienne? Et, deuxième question: Est-ce que... Je ne veux pas que vous me disiez qu'on va maintenir ce niveau de vie là, c'est évident que vous allez l'affirmer et c'est déjà dans le mémoire. Mais compte tenu du fait que le Canada sera plus petit, que, par exemple, on commence les négociations avec le Mexique, Québec seul versus Mexique, je vous poserais la question de façon différente. Quelles sont les difficultés que l'on rencontrera pour maintenir ce niveau de vie?

**M. Landry:** M. Dufour, vous avez évoqué fort gentiment le jour où je suis allé à l'une de vos tables pour défendre un de vos points de vue. J'espère que vous viendrez un jour à l'une de mes tables pour défendre mon point de vue.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Landry:** Dans le premier cas, c'était le libre-échange, dans le second, ce sera la souveraineté. Vous dites que le Canada est en partie responsable du niveau de vie du Québec. Le Québec, s'il était souverain demain matin, serait à peu près la 20<sup>e</sup> puissance économique du monde. Alors, vous faites bien de dire que vous ne contestez pas sa viabilité parce que ce serait faire injure à tous ceux qui sont en bas de 20, il y a 202 pays souverains. Donc, la viabilité ne se pose pas.

Je veux vous dire — et enfin, vous l'avez prévenu — je ne suis pas objectif, je ne prétends pas à l'objectivité. Mais si j'étais à l'Université de Toronto, je dirais la même chose et à l'Université de Saskatchewan, je dirais la même chose, et je suis à l'UQAM. Je dirais que le niveau de vie du Canada, malheureusement,

dépend, en très grande partie, du fait que sa population est concentrée dans un long corridor de 150 kilomètres le long de la frontière nord des États-Unis d'Amérique, que cette population exploite des richesses naturelles et les vend à 225 000 000 de voisins du Sud qui ont fait la plus grande aventure économique de l'histoire humaine.

Dans ce contexte, si vous admettez ma prémisse, ça veut dire que le fait que le Canada nous ait forcés depuis Sir John A. MacDonald, avec la National Policy, de commercer est-ouest pendant pratiquement un siècle contre la nature, contre le bon sens, alors que nos marchés étaient à New York et à Boston et qu'à 600 kilomètres du point où je parle, il y a déjà 125 000 000 de consommateurs solvables, si le Canada ne nous avait pas maintenus sur les marches nord de l'Empire britannique. Ils ont voulu faire une politique est-ouest, dont la tête de l'axe était à Londres; Londres, Halifax, Montréal, Toronto, Winnipeg et jusqu'au Pacifique. On a fait ça pendant un siècle. C'est Wilfrid Laurier qui avait raison. Wilfrid Laurier, en 1911, quand il avait vu, en particulier qu'entre 1865 et 1911, le Québec avait perdu 1 500 000 de sa population, on a perdu 1 500 000 personnes à cause de cette aventure forcée est-ouest. Wilfrid Laurier a compris le drame. Il a proposé aux gens en 1911 de faire la réciprocité avec les États-Unis d'Amérique, il a été battu. Curieux retour des choses, d'ailleurs, par un gouvernement conservateur qui s'appuyait sur Rudyard Kipling, en particulier, comme penseur attiré et chantre de l'Empire britannique. Alors, moi, je pense, M. Dufour, en tout respect, que le Canada nous a coûté très cher. Mais, comme M. Lévesque avait le sens de la formule, je vais essayer d'en risquer une moi-même. M. Lévesque disait: "Le Canada, ce n'est pas le goulag." Moi, je dis: Le Canada, ce n'est pas le tiers monde pour le Québec non plus.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Merci, M. Landry.

**M. Landry:** Ils n'ont pas fait rien que des mauvaises choses.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Le bloc de questions est maintenant écoulé. Nous passons à M. Rémillard.

**M. Rémillard:** Oui, merci, M. le Président. M. le Président, tout d'abord, si vous le permettez, j'aimerais répondre à une première intervention qui a été faite de la part de M. Chevette. Je veux vous confirmer, M. le Président, que, de fait, le Parti libéral du Québec ne viendra pas témoigner, ici, devant cette Commission; il ne viendra pas témoigner, M. le Président, pour une raison très simple: c'est que nous n'avons rien à justifier. Il existe entre l'aile parlementaire et le

Parti lui-même cette communion d'esprit, cette relation privilégiée qui fait que nous n'avons pas...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Une voix:** Qu'est-ce qu'il ne faut pas entendre!

**M. Rémillard:** ...à venir devant vous aujourd'hui. Nous sommes 10, ici, et nous considérons que nous représentons l'aile parlementaire du Parti libéral et que nous sommes en étroite relation avec la pensée du Parti libéral du Québec, le parti de Jean Lesage, le parti de "Maîtres chez nous", qui n'a probablement jamais eu tant de signification que maintenant. M. le Président, si on avait fait autrement, si on était venus ici, selon nous, on aurait fait un peu un abus de démocratie. Je ne dis pas que c'est le cas présentement parce que je crois que ça peut être utile de vous entendre mais, dans notre cas, je pense qu'il n'y avait pas d'utilité.

M. le Président, c'est intéressant de recevoir des gens aussi convaincus. M. Landry, je veux vous rendre hommage. Ce n'est pas d'aujourd'hui...

**M. Landry:** Ça ne me rassure pas!

**M. Rémillard:** ...que vous êtes très convaincu de vos positions et j'ai apprécié la façon dont vous avez démontré toute cette conviction, et Dieu sait à quel point vous en avez besoin par les temps qui courent, pour aller dans tous vos comtés et vos associations de comté, persuader vos gens de la bonne voie à suivre. Vous le faites avec beaucoup de conviction et je veux vous en rendre hommage.

M. Landry, dans cette voie à suivre, aux dernières élections, vous avez proposé une série de référendums pour accéder à la souveraineté donc, ayant à l'esprit, nous supposons, certaines compétences que vous aimeriez partager avec le gouvernement fédéral, d'autres que vous aimeriez conserver pour le Québec. Donc, il y avait cet esprit d'ouverture qui suivait peut-être votre perception du beau risque qui avait été énoncée ici dans ce livre bleu, en mai 1985, si ma mémoire est bonne. Et puis, donc on arrive aux dernières élections et vous proposez une série de référendums. Mais maintenant, si je comprends bien - et c'est ce que je veux, faire bien comprendre votre position - il semble que vous ayez changé dans cette voie pour accéder à la souveraineté. Il semble que, maintenant, il s'agisse beaucoup plus d'une déclaration solennelle de l'Assemblée nationale, à la suite des élections. En fait, tiens, si vous me permettez, je vais vous faire rêver pour quelques instants. Fermez-vous les yeux! Votre parti est élu au gouvernement à l'Assemblée nationale. Qu'est-ce que vous faites?

**M. Landry:** Je vous remercie, M. Rémillard, de m'avoir rendu hommage. Je vais vous rendre moi aussi un vibrant hommage à mon tour. C'est largement à cause de vous qu'on n'a plus besoin de faire des référendums successifs avec la catastrophe du lac Meech et son pouvoir pédagogique, qui a ouvert les yeux à beaucoup de monde. Vous nous avez rendu et rendu au Québec un service incommensurable. Vous avez eu, permettez-moi de le dire, presque autant d'impact pédagogique que le grand René Lévesque lui-même.

**M. Rémillard:** Je vous en remercie, je vous en remercie!

**M. Landry:** Alors, on ne peut pas dire ...

**M. Rémillard:** René Lévesque pour moi est un grand démocrate.

**M. Landry:** M. le ministre, on ne peut pas dire que nos échanges commencent sur le mode mesquin!

**M. Rémillard:** Absolument pas! Ça a toujours été comme ça d'ailleurs!

**M. Landry:** Et ça va le rester, je vous l'assure. Vous avez parlé de rêves. Je vous ferai remarquer que mes rêves commencent de plus en plus à ressembler à la réalité et votre réalité ressemble de plus en plus à des rêves. Je crois que nous sommes plus près de notre objectif que vous ne l'êtes du vôtre, même s'il n'est pas parfaitement connu. J'aimerais, par exemple, que le vidéo que votre formation politique montre à tous ses membres afin de les faire réfléchir sur la question soit amené comme pièce à conviction devant la Commission.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Rémillard:** Oui, mais, s'il vous plaît, répondez à ma question.

**M. Landry:** Ce serait une bonne suggestion.

**M. Rémillard:** Est-ce que ce serait... J'aimerais vraiment que vous puissiez répondre à ma question.

**M. Landry:** Si c'est bien fait, peut-être que les présidents et tout le monde ici voudraient le voir. Quant...

**M. Rémillard:** Mais...

**M. Landry:** ...à la réponse à la question, vous savez déjà pourquoi on n'aura plus besoin de référendums successifs pour nous aider à mettre de la pression de négociation sur le gouvernement du Canada, car c'était bien de ça

qu'il s'agissait. Vous l'avez mise vous-mêmes, la pression. Vous avez réglé vous-mêmes ce problème-là. Alors comment veut-on que le Québec accède démocratiquement à sa souveraineté? D'abord par un référendum que votre parti aurait organisé, avec une question claire sur la trilogie, et pour lequel vous auriez notre appui. C'est une première façon. Si vous ne le faites pas... (12 h 15)

**M. Rémillard:** Qu'est-ce que ce serait, cette question, M. Landry? Vous me permettez de vous poser des questions? Qu'est-ce que ce serait, cette question que vous aimeriez poser aux Québécoises et aux Québécois?

**M. Landry:** Ce serait: Voulez-vous que le Québec soit un pays souverain, complet et reconnu?

**M. Rémillard:** Point.

**M. Landry:** Ce serait une bonne question, ou des variantes aussi claires et aussi franches, dont je vous laisse le secret. Si vous avez mieux, je me rallierai, pourvu que la trilogie soit là, pourvu qu'il n'y ait pas d'équivoque pour les gens qui ont un doctorat en science politique comme pour ceux qui n'en n'ont pas, et, fort heureusement, les derniers sont plus nombreux!

**M. Rémillard:** Alors faudrait-il poser ce référendum le plus tôt possible, selon vous?

**M. Landry:** Eh bien, vous finissez vos travaux – et le secrétaire et le... peuvent dire mieux que moi quand ce sera terminé, quand les idées seront claires. Il faut donner vraiment le temps à cette admirable Commission de faire son travail, et, par la suite, c'est vous qui êtes le gouvernement. Vous n'avez pas l'habitude de nous consulter sur votre calendrier. Alors on vous suggère le plus vite possible comme nos militants, d'ailleurs, le font pour nous. Ils sont pressés. Parce que là-dessus, nos militants sont unanimes et les petits désaccords qu'on a sur la place publique – et, pour une formation politique, c'est un sujet de fierté, je vous le dis, je n'aimerais pas que nos choses se fassent à huis clos; vous avez droit à votre choix – les petits désaccords qu'on a sur la place publique ne portent pas sur le fait que le Québec doit être souverain ou non. C'est sur le calendrier pour y arriver. Je vais vous dire ce que le président du parti et moi-même, et la presque totalité de nos députés et de nos dirigeants, proposent.

Nous proposons que, lorsque notre formation politique reprendra le pouvoir – ce qui ne saurait manquer d'arriver – elle fasse voter par cette Assemblée une déclaration d'intention, un peu à la manière de l'effet de commerce bien connu qui s'appelle une lettre d'intention. Ça veut dire que ce n'est pas irrévocable, mais ça donne une direction claire. Fort de cette lettre

d'intention, des discussions, non pas sur la souveraineté qui n'est pas négociable mais pour l'accession harmonieuse aux nouvelles associations économiques, commencent avec le gouvernement du Canada. Où cela va très bien. Ce que je crois moralement être le plus probable. On l'a dit, je l'ai dit en réponse à d'autres questions, cette association est dans leur intérêt autant que dans le nôtre, sinon plus dans le leur, et je crois que ça ira bien. Si ça va bien, on laisse aller les choses, on a une formule et on soumet la souveraineté, par la question claire que j'ai dite, aux voix référendaires du peuple québécois.

**M. Rémillard:** Est-ce un deuxième référendum ou...

**M. Landry:** Non, non. Le premier ne sera pas un référendum. C'est le soir où on va compter les sièges dans cette Assemblée et où on en aura plus que vous. Des années, c'est vous, et, cette année-là, ce sera nous. Quand nous serons au pouvoir...

**M. Rémillard:** Oui, mais est-ce que ce n'est pas une élection référendaire? Est-ce que vous dites que ce n'est pas une élection référendaire?

**M. Landry:** Non, ce n'est pas une élection référendaire. C'est une élection d'un gouvernement du Québec qui s'engage - parce que ça fait 20 ans qu'il milite pour la souveraineté - à faire voter une déclaration d'intention.

**M. Rémillard:** Oui, mais je veux simplement vous comprendre.

**M. Landry:** Mais si vous ne le suivez pas mon processus! Vous ne m'avez pas laissé terminer une seule fois.

**M. Rémillard:** Si vous...

**M. Landry:** Pourriez-vous, s'il vous plaît...

**M. Rémillard:** Très bien. C'est parce que nous avons peu de temps. J'aimerais simplement essayer de vous comprendre.

**M. Landry:** Pourriez-vous me laisser finir le déroulement? J'ai dit: Élection, vote d'une déclaration d'intention, discussions: ou elles sont fructueuses ou elles ne le sont pas. Qu'elles le soient ou qu'elles ne le soient pas, référendum avec question claire pour aller chercher l'appui de la population du Québec pour décréter la souveraineté du Québec.

**M. Rémillard:** Je n'ai pas d'autres questions à vous poser, monsieur. Je pense que c'est terminé pour moi.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Claude Dauphin.

**M. Dauphin:** Merci, M. le Président. J'aimerais revenir à la dette fédérale qui est, je pense, près de 400 000 000 000 \$. Vous nous dites, à la page 19 du mémoire, que, évidemment, s'il y a désaccord - dans l'éventualité toujours d'un Québec souverain - entre le Québec et le reste du Canada, que la convention de Vienne prévoit, soit un arbitrage ou bien, un organe international pourrait effectivement se pencher là-dessus. Pourriez-vous élaborer davantage là-dessus ou avons-nous des exemples - évidemment ce n'est pas fréquent, ça n'arrive pas tous les jours - où pourrait se produire une éventualité de la sorte?

**M. Landry:** La jurisprudence internationale s'est basée sur des exemples, évidemment. Depuis un siècle, il y a probablement eu une centaine de cas analogues. Il y en a eu en Occident avec des enclaves ou des territoires plus petits: Alsace, Lorraine, Trieste; il y a eu Suède, Norvège. Il y a toute une jurisprudence internationale là-dessus. Il y en a eu beaucoup dans le tiers monde, évidemment, à l'occasion des accessions à la souveraineté d'une centaine de pays depuis la Deuxième Guerre mondiale. Mais le fond des choses, c'est qu'on ne fonde pas un nouveau pays en se sauvant avec la caisse. Nous avons vécu depuis 125 ans l'aventure canadienne. Cette aventure est devenue fort impécunieuse et, comme vous l'avez dit, elle s'est endettée à la hauteur de 400 000 000 000 \$. Il faudra que nous assumions notre juste part des passifs comme des actifs. L'État souverain du Québec va réclamer sa part des actifs du gouvernement du Canada qui sont la contrepartie de la dette.

Quelle sera la clé de la répartition? J'ai toujours pensé personnellement, sans être un expert-comptable, qu'elle tournerait autour de la clé proportion population, mais ça devrait être examiné plus en profondeur par des experts-comptables, je n'en disconviens pas, et soumis à des instances internationales, comme le font les États souverains quand ils ont des différends entre eux.

**M. Dauphin:** Quand vous dites: Ce serait à peu près l'équivalent de notre proportion au sein du Canada actuel, alentour du quart.

**M. Landry:** Sans être un expert, je présume que ce serait à peu près ça.

**M. Dauphin:** J'aurais une deuxième question, M. le Président, si vous me le permettez.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Allez-y, M. Dauphin.

**M. Dauphin:** Concernant l'option politique dans votre mémoire, évidemment, elle est très

claire. Relativement cependant à l'organisation interne d'un éventuel Québec souverain, j'aimerais vous entendre là-dessus: Est-ce que vous verriez une décentralisation des pouvoirs de l'Assemblée nationale, comme certains groupes nous l'ont recommandé, de donner de plus en plus de pouvoirs au régionalisme et, deuxièmement, est-ce que vous conserveriez le système parlementaire britannique?

**M. Landry:** La première question, je crois que l'accession du Québec à la souveraineté va être un moment privilégié pour faire une bonne révision institutionnelle en profondeur. Vers cette capitale vont converger d'énormes pouvoirs que nous n'avons jamais eus, ni sous le Régime français où ces pouvoirs étaient à Versailles ou à Paris, ni sous le Régime anglais où ces pouvoirs étaient à Londres, ni sous le régime canadien où ils étaient à Ottawa. Dans cet édifice symboliquement vont se concentrer d'énormes pouvoirs. Je pense que ce serait une bonne occasion pour en retourner un certain nombre à des institutions créées par le gouvernement du Québec, existantes ou dont les pouvoirs seraient élargis pour dépoussiérer notre système administratif.

Ceci dit, je serais totalement opposé à toute forme de fédéralisme. Ça ne vous surprendra pas.

**M. Dauphin:** Si vous me permettez, M. le Président.

**M. Landry:** On est six millions et demi...

**Le Président (M. Jean Campeau):** Allez-y, mais il vous reste trois minutes.

**M. Landry:** On sera sept millions d'ici quelques années.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Il y a une autre question pour M. Benoit.

**M. Dauphin:** Avez-vous des exemples, M. Landry, de pouvoirs qui pourraient être décentralisés?

**M. Landry:** Dans tous les pays occidentaux, il y a des choses qu'ici on a centralisées fortement et qui sont données aux conseils municipaux, qui sont données aux organisations scolaires. Je pense bien que ce n'est pas le cadre de cette Commission d'aller en détail dans ce que devrait être la décentralisation. Mais mon opinion, c'est que ça va être un moment privilégié pour faire des choses comme celles que vous avez évoquées.

Il y avait un autre volet à votre question: Où est-ce qu'était le parlementarisme britannique? Je crois, et c'est une opinion dominante dans mon parti - mon collègue, M. Brassard, est beaucoup plus expert que moi sur la ques-

tion - qu'on aurait intérêt à maintenir les caractéristiques essentielles du système parlementaire britannique qui est un système avec lequel nous sommes familiers. Ce Parlement, vous savez, est un des plus vieux du monde, hein? Et, avant même que la Confédération n'existe, le parlementarisme se pratiquait ici. Je crois qu'avant de toucher à cet édifice qui a ses défauts mais qui a d'énormes qualités, je parle d'édifice au sens institutionnel du terme, il faudrait y penser deux fois.

**M. Dauphin:** Merci. Est-ce qu'il nous reste du temps, M. le Président?

**Le Président (M. Jean Campeau):** Une minute.

**M. Dauphin:** Une minute. Vous parliez tantôt, M. Landry, toujours dans l'hypothèse d'un Québec souverain qui adhérerait au GATT, vous semblez - évidemment, vous avez un esprit de conviction - convaincu que ça serait accepté d'emblée. Est-ce que vous avez fait des vérifications ou des consultations auprès de certains États à l'effet qu'il n'y aura aucune difficulté à ce niveau-là?

**M. Landry:** C'est évident, ça. C'est évident. Tout pays qui pratique l'économie de marché et qui applique à l'intérieur les règles du GATT, et le Québec les applique depuis le 1er janvier 1948, est admis d'emblée.

Les pays qui ont des difficultés d'intégration, c'est ceux qui ont vécu des régimes communistes évidemment parce que là, comme ils n'ont pas de comptabilité analytique d'exploitation comparable aux nôtres, ils pourraient inonder nos marchés avec des produits dont les prix seraient arbitraires.

Comme le Québec ne s'est jamais écarté de l'économie de marché, il serait admis demain. D'ailleurs, le GATT interdit les discriminations pour raisons politiques, pour raisons ethniques, pour raisons raciales à plus forte raison. Quand un pays pratique les règles du GATT et demande son admission, il est admis. Je pense que le GATT est rendu à 99 pays. Ça serait une belle symbolique si le Québec était le centième.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Ça va?

**M. Landry:** 101e ne serait pas vilain non plus.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Jacques Brassard.

**M. Brassard:** M. le Président, d'abord, je suis très heureux de voir que M. Landry, de même que M. Parizeau tout à l'heure, au début de cette séance, vous avez clairement indiqué que la souveraineté n'était en aucune façon une

idée ou un projet dont on pouvait imaginer que nous en avons la propriété exclusive ou le monopole. L'idée de souveraineté appartient à tout le monde, et je pense que la FTQ l'a compris, le Mouvement Desjardins aussi, et c'est important, d'entrée de jeu, au moment où la Commission entreprend ses travaux, de dire à tous ceux et à toutes celles qui vont défiler devant nous qu'ils ne craignent pas d'exprimer une allégeance partisane ou de passer pour péquistes, si ça ne leur convient pas, parce qu'ils adhèrent à l'idée de souveraineté. Ça, je pense que ce doit être clair, parce qu'il faut enlever cette idée-là que, parce qu'on devient souverainiste, parce qu'on adhère à la souveraineté, on prend parti pour une formation politique. Je pense que c'est important de le mentionner, parce qu'il y a bien du monde qui va défiler devant nous.

Ils ont peut-être cette impression-là que, en adhérant à la souveraineté, ils sont, en quelque sorte, contraints d'adhérer à un parti. Ce n'est pas le cas. Vous l'avez dit de façon très claire et il faut, je pense, le répéter.

Ma première question, M. Landry, porte sur l'intégration économique versus l'union politique. De plus en plus, circule au Québec cette idée, que plusieurs tentent d'accréditer, que, si on s'intègre sur le plan économique, on est, en quelque façon, obligé de s'unir politiquement. Là, il y en a, évidemment, qui font référence à l'Europe des 12 où ils disent: Regardez l'Europe des 12, l'intégration économique est très fortement poussée, elle va l'être davantage dans les années qui viennent, puisqu'on parle d'union monétaire; regardez l'Europe des 12, l'intégration économique très forte, et ils s'orientent vers une union politique. Il y en a même qui osent dire qu'ils s'orientent vers une forme plus ou moins poussée de fédéralisme.

J'aimerais vous entendre là-dessus, sur cette question-là. Est-ce que vraiment l'intégration économique la plus poussée possible dans le monde contemporain oblige les États à accompagner cette intégration économique d'une union politique aussi forte et aussi substantielle?

**M. Landry:** C'est plutôt le contraire qui arrive. Surtout si on regarde l'Europe au complet; si on regarde l'Europe, de l'Atlantique à l'Oural. Ce que les peuples ont convenu, à la lumière de l'expérience du dernier siècle, c'est que la coopération économique, pour pouvoir s'organiser sur des bases solides et durables, devait respecter les indépendances nationales. Et ceux et celles – et je le dis encore en tout respect, – qui font un parallèle négatif entre la souveraineté du Québec et l'intégration européenne, ou ne connaissent pas leur dossier, ou trompent sciemment la population. Je vais vous donner quelques petits facteurs de cela. Il y a 330 000 000 d'hommes et de femmes dans la Communauté économique européenne. Ce serait

donc, si ce que ces gens-là disent était vrai, un super-pays sur le plan économique; 330 000 000. Or la Communauté au complet, avec ses fonctionnaires, n'a qu'une fraction du budget du seul gouvernement du Canada qui a 25 000 000 d'habitants seulement, une fraction infime qui serait de l'ordre, disons – ordre de grandeur – de 10 000 000 000 sur 150 000 000 000. Alors, il n'y a pas de parallèle possible.

D'ailleurs, il s'agit d'écouter les hommes d'État européens ou les femmes, parce qu'il y en a une en particulier qui a son franc-parler sur cette question. Mais même M. Fabius, président de l'Assemblée nationale française, qui était parmi nous la semaine dernière, a bien insisté sur le fait que cette coopération économique très poussée, avec recherche des quatre libertés, n'était pas dirigée contre les souverainetés nationales, mais était basée sur les souverainetés nationales. L'Europe est gouvernée à partir d'un conseil des ministres, c'est-à-dire de ministres des États souverains qui en font partie, qui se réunissent à Bruxelles et qui y vont suivant leur spécialité. Si l'agriculture est à l'ordre du jour, les ministres de l'Agriculture sont là. Et quand ils ont fini de discuter de cet item, les ministres de l'Industrie et du Commerce entrent. Ce sont des nations souveraines. Quant au Parlement européen, sans vouloir lui faire injure, on a vu son comportement dans deux dossiers qui nous concernent: l'affaire des phoques et l'affaire amérindienne, et je pense que tout le monde a compris dès ce moment-là qu'il n'avait ni les responsabilités, ni les instruments comparables à ceux d'un Parlement d'État souverain.

**M. Brassard:** M. le Président, ma deuxième question porte sur les fonctionnaires fédéraux travaillant et oeuvrant au Québec. Ça rejoint la question de M. Beaudry, tout à l'heure. J'ai bien compris, et d'ailleurs c'est confirmé par une étude de M. Saint-Germain qui a porté sur ce sujet-là, j'ai bien compris qu'un Québec souverain aurait peu de difficultés à intégrer dans la fonction publique québécoise les fonctionnaires québécois fédéraux et que même, selon l'étude de M. Saint-Germain – vous l'avez évoquée d'ailleurs aussi – on en manquerait. Il n'y en a pas suffisamment. Ça veut dire – je vous cite l'étude de M. Saint-Germain: "Le Québec a la capacité financière et les ressources humaines nécessaires pour faire face à un transfert complet de juridiction des employés fédéraux, car l'effectif de fonctionnaires fédéraux résidant au Québec et leur rémunération sont inférieurs à la part du Québec dans la population et le revenu national du Canada." On n'a pas notre part non plus, on n'a pas notre part dans recherche et développement. On n'a pas notre part dans bien des domaines, mais on n'a pas notre part non plus dans la fonction publique fédérale. Alors, donc, il en manquerait. Et, à ce moment-là, ça ne pose pas de problème majeur, l'intégration de ces

fonctionnaires, dans l'éventualité où le Québec accède à sa souveraineté.

**M. Landry:** C'est exact. D'ailleurs, l'actuel gouvernement libéral nous a, si je puis dire, fourni un merveilleux petit laboratoire pour expérimenter le transfert. Le raccord avec la TPS implique, si j'ai bien compris, le transfert de 500 fonctionnaires fédéraux à l'administration québécoise. Alors, voilà ce qu'on appelle en mauvais français une belle petite expérience pilote. J'imagine que toutes les questions de conventions collectives vont être réglées là, toutes les histoires de transfert de même rang, même paie.

Quant à ce que vous dites du fait qu'on a un manque d'emploi dans le système de la fonction publique fédérale actuellement, eu égard à ce que nous sommes dans le Canada, ça devrait reconforter M. Beaudry également. Nous sommes sous-représentés dans la fonction publique fédérale. Alors, avec ce que je vous ai dit, la série d'assurances que je vous ai donnée, vous avez mathématiquement une garantie supplémentaire que l'État québécois sera capable de concentrer dans la région de l'Outaouais québécois un nombre égal ou supérieur aux fonctionnaires fédéraux qui y habitent déjà.

**Une voix:** M. Parizeau a dit le contraire jeudi.

**M. Landry:** Si je contredis M. Parizeau, ce sera une des premières fois de ma vie. Alors je vous rendrais service en m'expliquant comment.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Holden.

**Une voix:** Vous lirez le *Journal des débats* de jeudi, page 144.

**M. Holden:** M. le Président, M. Landry, dans ma jeunesse, on vous appelait un "Canadien", on m'appelait un "Anglais"; maintenant, votre chef, M. Parizeau, dit que je suis "nous". Il dit que les Anglais c'est nous. Il y en a d'autres qui disent qu'un Québécois, c'est quelqu'un qui vit au Québec et qui l'aime assez pour en faire sa patrie. Est-ce que vous pourriez me donner votre définition d'un Québécois?

**M. Landry:** La dernière que vous avez donnée, M. Holden, c'est la mienne. Ça fait plusieurs fois que je l'utilise et je la tiens d'une périphrase à peu près analogue qu'employait souvent M. René Lévesque. Tous ces traits d'union nous ont fait beaucoup de tort et deviennent impraticables. J'ai, par exemple, à l'UQAM, un collègue et ami qui est Polonais, Juif et profondément Québécois. Vais-je prendre deux traits d'union pour parler de lui à chaque fois

que je veux le désigner? Il n'y a qu'un mot qui convienne, c'est le mot "Québécois" ou "Québécoise" qui s'applique à toute personne vivant sur ce territoire et qui l'aime assez pour le considérer comme sa patrie. Pourquoi ai-je ajouté cette phrase? Tout simplement parce que je crois que quand on vit dans une collectivité, sans qu'il y ait une obligation légale, on doit au moins moralement, in petto, se considérer comme membre de cette collectivité. De toute façon, le bon sens le dit et il y a de bonnes définitions dans le Code civil même qui rejoignent le bon sens. C'est l'intention d'y demeurer à perpétuelle demeure, etc. Vous connaissez ça. Tous ceux qui ont vécu à l'étranger le savent. Il y en a plusieurs ici qui ont vécu quelques années à l'étranger. Je l'ai fait moi-même pour études. Je n'ai jamais pensé que j'étais Français une fraction de seconde. Mais les Français ne se sont pas trompés non plus, ne serait-ce qu'à cause de l'accent et des convictions politiques. Mais si j'avais voulu faire de la France ma patrie, je l'aurais décidé intérieurement. J'aurais fait un geste d'adhésion et j'aurais demandé la citoyenneté. Alors, l'intendance suit.

La définition que vous avez mentionnée, la dernière, M. Holden, ça m'apparaît être la plus généreuse, la moins discriminatoire, la plus accueillante pour les hommes et les femmes qui vont partir de leur pays pour venir vivre ici dans l'avenir. Là, il y a un problème d'identité assez grave et les psychologues vous diront que les problèmes d'identité pour les personnes comme pour les peuples sont graves. Les psychiatres disent que quelqu'un, par exemple, qui, par accident, a perdu la trace de son état civil — parce que les registres ont été détruits ou quoi que ce soit — en est profondément perturbé. Le début de l'identité, c'est de savoir quel est son nom et le nom des hommes et des femmes qui vivent au Québec et qui l'aiment assez pour le considérer comme leur patrie, ce sont des Québécois et des Québécoises.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Turgeon, est-ce que vous avez une question?

**M. Landry:** Je voudrais, M. le Président, peut-être ajouter une chose, une toute petite chose. L'aventure québécoise n'a jamais été une aventure ethnique. Jamais, depuis le début! Les soi-disant Québécois "pure laine", c'est une notion qui, depuis le début je crois, a été totalement mythique. Il n'y a pas de semaine où on n'apprend pas que les Rodrigue — notre ancien collègue Jean-Guy Rodrigue — sont d'origine portugaise; les Roberge sont des Vikings; les Gélinas sont des Juifs d'origine espagnole des Marranos, etc. On a eu dans notre cabinet, nous autres, le cabinet le plus nationaliste de l'histoire du Québec, Robert Burns, par exemple. Pierre-Marc Johnson, fils de Daniel Johnson, ancien premier ministre du Québec avait

un arrière-grand-père donc, Daniel avait un père, qui ne parlait pas français. Peut-on trouver meilleurs Québécois, plus profondément québécois et qui considèrent le Québec comme leur patrie, que les deux que je viens de mentionner?

Ce n'est pas une aventure ethnique. C'est une grande aventure politique, culturelle collective.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Avez-vous une courte question, M. Holden?

**M. Holden:** Oui, M. le Président. Un Anglo-Canadien, un Anglo-Québécois qui croit que le Canada est sa patrie n'est pas un Québécois?

**M. Landry:** Il va avoir à faire – je vous l'ai dit – un choix déchirant. Mais il pourra se consoler avec la libre circulation des personnes...

**Une voix:** Ha, ha, ha!

**M. Landry:** ...et aller à l'endroit où il considère, pour une fin de semaine ou pour un mois, celui qui est le plus sa patrie. Il faut insister là-dessus, là. On ne s'en va pas vers une aventure restrictive. On s'en va vers la recherche active des quatre libertés, y compris la quatrième.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Turgeon.

**M. Turgeon:** Oui, brièvement, pour terminer tout ça, M. le Président. Je voudrais me mettre dans la peau de M. Holden ou de M. Libman pendant une minute. Et je me dis qu'à lire votre mémoire, finalement, quand on parle de souveraineté du Québec, ipso facto, on parle de souveraineté canadienne, du Canada aussi.

Comme, ici, on a souvent le point de vue québéco-québécois des choses, peut-on être plus généreux puis aller chercher un point de vue canado-canadien? Quel serait, brièvement, quelques-uns des avantages que le Canada anglais aurait à laisser aller le Québec?

**M. Landry:** Je pense que cette Confédération a beaucoup nui au Canada anglais. Je sais qu'il me reste peu de temps, M. le Président. Donc, je vais vous suggérer un auteur et un livre qui répond, en long et en large à votre question. L'auteur, c'est Peter Brimelow, le livre, c'est le *The Patriot Game*, où il a démontré que notre mauvais mariage a nui énormément au reste du Canada sur le plan de son identité, sur le plan affectif. On les a dépouillés de leur hymne national, on leur a fait changer de drapeau, toutes, choses que certains d'entre eux ont acceptées, mais pour d'autres, ça a été pénible. On les a bousculés, d'une certaine façon. Pour des raisons qui se comprennent, ils voulaient construire un pays, "nation-building process", qui

a mal tourné, en dépit, probablement, de la bonne foi des deux bords.

Un des très mauvais services qu'on leur a rendus, c'est d'habituer chaque partie du Canada à aller vendre son adhésion à Ottawa. Le Québec crie pour avoir de l'argent, il en a. Mais le jour où il en a, le Manitoba en veut aussi. Et si le Manitoba en a, il faut que l'Île-du-Prince-Édouard en ait et quand tout le monde en a eu, l'Ontario dit: Il n'y a que moi qui n'en ai pas. Alors, je prends le reste. On ne les a pas aidés.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Vous êtes en train de lire tout le livre!

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Landry:** Il reste quelques bonnes pages, M. le Président. Je vous les conseille.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Parizeau, il reste deux minutes à votre formation.

**M. Parizeau:** M. le Président, je voudrais simplement relever ce que M. Ouellet disait, il y a quelques instants. À partir d'une déclaration que j'ai faite à cette Commission la semaine dernière, il cherchait à me mettre en contradiction avec M. Landry. Il n'y en a pas de contradiction, mais, néanmoins, cela permet, je pense, de faire la mise au point suivante. En réponse aux interrogations de M. Beaudry, ce matin, sur ce qui va arriver avec les fonctionnaires fédéraux, d'une façon générale et, en particulier, dans la région de Hull, qui est une question importante à laquelle il faut avoir réfléchi, pas simplement de faire des affirmations en l'air. Nous, ça fait longtemps qu'on est préoccupé par cette question. M. Landry, ce matin, parlait des nombres. Effectivement, c'est fort intéressant de savoir combien de postes vont apparaître chez nous qui peuvent être occupés par des fonctionnaires québécois, mais travaillant jusque là au gouvernement fédéral. Sur le plan des nombres, je pense que la question est assez claire et que l'étude de M. Saint-Germain règle ça.

Alors, ce dont je parlais la semaine dernière, c'est du mode d'intégration. Ça aussi, il faut y réfléchir dans l'ordre du comment de la souveraineté. Il y a des intégrations qui se font facilement. Je pensais, par exemple, au service des postes. À toutes fins pratiques, qu'est-ce qui va arriver aux employés des postes? Ils vont probablement changer la couleur des casquettes, c'est tout, alors que dans d'autres cas où on intègre des services les uns aux autres sur le plan, comment dire, de la préservation des droits acquis, du maintien des conventions collectives, tout ça pose un certain nombre de problèmes de négociation. Je faisais appel, d'ailleurs, à la FTQ en disant: Vous nous donnerez un coup de main là-dessus. Dans ce sens, il n'y a pas contradic-



tion, mais je pense que ça remet l'accent sur le fait qu'au fur et à mesure que les travaux de la Commission vont avancer, il ne faudra pas seulement s'interroger sur le pourquoi, mais il va falloir s'interroger sur le comment.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Boileau, M. Landry, merci de votre exposé. La Commission reprendra à 15 h 30.

(Suspension de la séance à 12 h 43)

(Reprise à 15 h 33)

**Le Président (M. Jean Campeau):** Nous reprenons donc nos travaux avec la Centrale des syndicats démocratiques. Je rappelle que la période sera d'une heure et demie et que, lors d'une telle période, il y a 10 minutes pour la présentation des mémoires, 10 minutes allouées à la présidence, 15 minutes pour le groupe parlementaire qui forme le gouvernement, 15 minutes également pour le groupe parlementaire formant l'Opposition officielle et 40 minutes pour les membres inscrits auprès de la présidence, chacun des membres disposant individuellement d'un maximum de 10 minutes. M. Claude Gingras est président de la Centrale des syndicats démocratiques. M. Gingras, si vous voulez présenter vos collègues.

**M. Gingras:** Oui.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Si vous voulez bien présenter vos collègues, M. Gingras.

#### Centrale des syndicats démocratiques

**M. Gingras (Claude):** Merci, M. le Président. MM. les coprésidents, mesdames, messieurs membres de la Commission, permettez-moi justement de vous présenter ceux qui m'accompagnent cet après-midi pour faire cette présentation au nom de la CSD: à ma gauche, François Vaudreuil, vice-président de la Centrale; à mon extrême gauche, Catherine Escojido, responsable aux communications; à ma droite, Robert Légaré, secrétaire de la Centrale; à mon extrême droite, Louis Tremblay, responsable de la recherche.

L'intervention de la CSD sera brève et, aux yeux de certains d'entre vous, probablement drastique. Le mémoire que vous avez entre les mains comporte deux parties. Conformément à la décision du Conseil de direction de la CSD, la présentation que je vais vous en faire aujourd'hui touchera uniquement la première partie, pour des raisons que je vais vous indiquer au fur et à mesure de mon intervention. 1990 est la 18<sup>e</sup> année d'existence de la CSD. En effet, en juin 1972, 600 représentants et représentantes de syndicats se réunissaient pour fonder la CSD sous le thème évocateur: "C'est le début d'un

temps nouveau." Dans l'histoire du syndicalisme québécois, c'était la première fois que les travailleuses et travailleurs fondaient leur centrale syndicale sans influence extérieure, c'est-à-dire en se démarquant des autres organisations existantes.

Deux principes fondamentaux clairement définis dans l'article 1 des statuts de la CSD méritent d'être appelés ici, en ce qu'ils définissent la conception syndicale adoptée par les 61 000 membres de la CSD: premièrement, que les membres sont propriétaires de la Centrale et entreprennent les luttes selon les exigences propres d'un mouvement syndical. Deuxièmement, que la CSD ne soit pas un parti politique ou ne le devienne pas, parce qu'elle est un mouvement de travailleuses et de travailleurs syndiqués dont l'originalité est de réaliser un combat syndical, dans le but d'assurer la promotion collective de leurs droits et conditions de travail et de vie. Donc, la CSD affirme que son action s'exerce contre toute forme d'exploitation de la classe ouvrière, y compris l'État et les agitateurs de tout acabit, sans participer à l'action des partis politiques et sans agir comme organisme populaire. L'indépendance de la CSD est totale, aussi bien vis-à-vis de tout pouvoir patronal et politique que vis-à-vis quelque parti politique que ce soit. La CSD conserve jalousement son autonomie face à toute institution ou organisation sociale. Nos membres, sans équivoque, ont fait que la CSD n'a pas de parti pris politique qui l'achemine vers une voie politique partisane. La CSD est et demeure libre de toute attache politique. C'est pourquoi elle n'appuie aucun parti, tant sur la scène municipale, provinciale que canadienne.

D'autre part, la CSD prétend qu'on ne peut assurer la promotion collective des travailleuses et des travailleurs sans qu'un changement profond et démocratique de la société ne soit opéré. La transformation de la société devra se faire progressivement par étapes dont le nombre et l'ampleur sont déterminés par les travailleuses et travailleurs et leur possibilité d'action. À cet égard, la deuxième partie de ce document présente les grands axes de revendication de la CSD qui passent nécessairement par une véritable démocratisation de la société.

En reconnaissant la liberté de la personne comme première et ultime croyance, la CSD fait de la lutte aux inégalités le centre de sa réflexion et de son action quotidienne. En ce sens, la CSD prétend qu'il est impérieux de faire en sorte que toute composante de la société ait sa place, tout en lui refusant d'accéder à l'hégémonie, de se substituer à la société et de nier la liberté, fondement même de la société. En somme, la CSD condamne et dénie le droit de tout groupe social et politique d'assujettir, de dominer et de contrôler tout autre groupe, parce que chaque composante doit avoir sa place dans la société.

Ce rappel des principes qui guident l'action de la Centrale depuis sa fondation nous apparaissait essentiel pour bien marquer la différence. Or les travailleuses et les travailleurs de la CSD ont choisi cette Centrale en fonction d'une idéologie et de leur croyance à certaines valeurs qui ne se retrouvent pas nécessairement dans d'autres organisations. La démocratie et l'égalité des chances constituent les fondements de l'idéologie de la CSD. En ce sens, cette Commission, de par sa nature, est à l'opposé de notre vision de la société. Dans un système parlementaire comme le nôtre, il est de procédure habituelle que les députés élus, et par conséquent redevables à la population, entendent les différentes représentations des organismes et des citoyens et citoyennes dans le processus législatif. Dans le cas de cette Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, la situation est fort différente. En effet, le gouvernement a préféré la voie de l'élitisme, appuyé en cela par l'Opposition officielle. Ont donc été ajoutés pour siéger à cette hybride Commission les dignes représentants de la société bien-pensante, comme si les autres provinces et le gouvernement fédéral étaient pour trouver la société québécoise plus démocratique, plus légitime et plus distincte du seul fait que soient ajoutées aux parlementaires élus des élites désignées pour être la voix du Québec, à supposer qu'il n'y en ait qu'une.

Le Parlement est l'instrument privilégié de notre système démocratique. La décision de faire siéger les non-élus dans le cadre d'une de ses commissions est en ce sens profondément discutable. Choisir des personnes, c'est prendre la décision qu'elles sont soit plus représentatives, soit plus aptes à poser un jugement, en fait qu'elles constituent les meilleurs représentants de la société québécoise. C'est décider de l'élite qui façonnera le Québec de demain. Il y a l'élite, et les autres. La CSD ne peut que rejeter catégoriquement cette approche qui remet en cause toute la légitimité de cette instance. À cet égard, les débats autour de la nomination des élites, en plus d'être tristement loufoques, s'éloignent dangereusement de la véritable question de l'avenir du Québec. Si tel était l'objectif du gouvernement, le Canada peut dormir sur ses deux oreilles. Ce genre de manœuvres dilatoires, bien connu dans le monde des relations du travail, ne saura cependant duper la population.

Le fait pour toute organisation de devoir soumettre ses revendications devant les bien-pensants désignés, pour la circonstance, seuls représentants de la société, illustre le vice de forme inhérent à cette Commission. Le critère de sélection des représentants syndicaux à cette table a fort probablement été numérique. Le Québec de demain sera donc un Québec de chiffres plutôt qu'un Québec d'idées, constatation inquiétante si elle constitue l'opinion du gouvernement et de l'Opposition officielle sur le

pluralisme syndical, nous laissant entrevoir un avenir sombre pour la liberté d'association dans le Québec de demain. Si ce clivage entre les élites et les autres, c'est-à-dire entre ceux qui sont identifiés comme ayant la capacité de formuler des recommandations et ceux à qui on demande simplement d'exposer leurs attentes, est à l'image du Québec de demain, il y a de quoi se poser de sérieuses et graves questions. Nous ne répéterons pas ici la longue liste des "pas-choisis". Signalons simplement que cette Commission présumément représentative nous renvoie une image très près du monde de la finance, très patronale, très peu sociale et culturelle, très maigrement cosmopolite, et pas du tout autochtone.

Pour ce qui est de la reconnaissance du pluralisme syndical et de la représentation des plus démunis, la Commission semble avoir choisi une autre voie. Qu'on ne se méprenne pas sur la position de la CSD, et ça je pense qu'il faudrait que ce soit clair. Elle n'aurait pas été différente si on nous avait proposé d'être représentés à cette Commission, car nous aurions refusé catégoriquement d'y siéger.

Si cet exercice avait pour but d'unifier les Québécois et Québécoises et de les mobiliser quant à leur avenir, le gouvernement s'est royalement trompé. Comment peut-on imaginer qu'une telle Commission fasse un véritable front commun sur la volonté du Québec quant à son avenir? Au contraire, selon la CSD, les recommandations de la Commission seront soit tellement nivelées pour faire plaisir à tout le monde, soit une illustration des divisions entre différents groupes de la société, divisions qui n'ont d'ailleurs aucun rapport avec la question constitutionnelle. Selon la CSD, l'heure est plus que jamais à la recherche de convergences et de consensus plus larges et plus significatifs que ceux contenus dans l'accord du lac Meech qui a subi un échec retentissant et une fin de non-recevoir du Canada.

La solidarité est, dans le mouvement syndical, une valeur que l'on connaît fort bien pour la pratiquer quotidiennement. Nous savons donc que choisir, c'est exclure ce qui va à l'encontre de tout rassemblement solidaire nécessaire à l'avancement et au succès de toute cause. C'est pourquoi cette Commission fait fausse route, seule la population doit décider.

Avant même que ne débute les travaux de cette Commission, le choix de ses présidents, et la valse un pas en avant, deux pas en arrière, qui a fini par aboutir à la nomination de ses membres, dès juin dernier, l'assemblée plénière de la CSD réclamait la tenue d'un référendum, afin de permettre à la population de décider en toute transparence et démocratie, de l'avenir politique et constitutionnel du Québec. De plus, la CSD est d'avis que ce référendum doit se tenir dans les plus brefs délais, et toute tentative de passer à côté du peuple, seul apte à se

prononcer sur une question de cette importance, ne saurait être acceptée par une société démocratique.  
(15 h 45)

C'est toute la question du pouvoir politique du Québec qui exige une telle consultation populaire. En effet, quoi qu'il advienne sur le front constitutionnel, le gouvernement devra retourner négocier avec le reste du Canada. Et l'on sait, dans le mouvement syndical, que pour négocier et établir un rapport de force, il faut un mandat solide. C'est donc à l'ensemble des Québécois et Québécoises de le donner au gouvernement par une réponse à une question claire, le poids du vote populaire ne se comparant d'aucune façon en termes de légitimité avec le ou les rapports de la commission des élus et des élites.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Il vous reste 30 secondes.

**M. Gingras:** Merci, M. le Président. Selon la CSD, cette Commission n'a donc aucune raison d'être dans le processus référendaire que nous réclamons. C'est pourquoi la CSD réclame la tenue sans délai d'un référendum sur l'avenir du Québec dans la Fédération canadienne, dans les plus brefs délais. Quant à la deuxième partie de notre mémoire, nous l'avons fait parvenir aux chefs des partis politiques représentés à l'Assemblée nationale. Pour la CSD, il est clair que les revendications de nos membres sur l'avenir du Québec s'adressent aux personnes élues et à elles seules puisqu'elles auront à répondre à la population de leurs gestes et choix. Nous ne reconnaissons pas aux représentants et représentantes non élus désignés sur cette Commission la légitimité de juger du mérite de nos exigences. Notre présentation se terminera ici, considérant que nous entendons discuter avec les représentants politiques élus des questions qui doivent être résolues quant à la société dans laquelle nous voulons vivre. Alors, voilà le message que la CSD avait à vous transmettre à l'occasion de cette Commission. Vous allez comme je vous le disais à l'introduction, peut-être le juger dur, mais c'est la pensée véritable des membres de la CSD actuellement.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Alors, je comprends que vous êtes disposés à répondre aux questions selon la procédure?

**M. Gingras:** Non. Ce que je vous ai indiqué, c'est que sur cette partie-là, nous sommes venus vous communiquer, en fait, le message de la CSD quant à la position que nous mettons de l'avant sur la constitution même et la légitimité même de la Commission. Alors, nous avons choisi de discuter avec les représentants élus des enjeux justement de la société de demain. Dans ce sens-là, malheureusement...

**Le Président (M. Jean Campeau):** Bon. Vous comprendrez quand même que la Commission a été créée par une loi de l'Assemblée nationale du Québec, à l'unanimité. L'Assemblée nationale du Québec représente tous les élus démocratiquement. Alors, vous comprendrez que les lois et les règles de la Commission ont été faites d'une façon très démocratique et que c'est approuvé par tous les élus du Québec. Selon nos procédures, il y a une portion de questions qui est réservée aux membres élus et une portion des questions qui est réservée aux membres non élus. Je comprendrai que vous voulez bien vous plier aux règles de la Commission. La première question ira à Mme Lorraine Pagé.

**M. Gingras:** Non, mais, M. le Président, je vous ai indiqué qu'on avait un message à vous communiquer et que dans le cadre de la prise de position qu'on vient de vous formuler, considérant qu'on conteste la légitimité, même si le gouvernement, solidairement, que ce soit le parti au pouvoir et l'Opposition, ont convenu de la création de cette Commission, c'est que nous en contestons la légitimité, et nous n'acceptons pas de discuter des enjeux du Québec à une telle Commission. Mais nous avons choisi plutôt de le faire avec les représentants élus de la société, et, dans ce sens-là, nous avons fait parvenir à chacune des formations politiques le contenu de nos revendications sur la société où nous souhaitons vivre.

**Le Président (M. Jean Campeau):** On me dit ici, par le secrétariat, que les gens ont le droit de parole. Vous êtes libre de répondre où de ne pas répondre. Alors, Mme Pagé à la parole.

**M. Gingras:** Bien, écoutez...

**Mme Pagé:** Je me contenterai de prendre un droit de parole, puisque j'ai compris que je n'ai pas le droit de poser des questions, étant entendu que le droit de poser une question doit être assorti du droit d'avoir une réponse. Alors, comme on m'a avertie que je n'aurais pas de réponse, je ne poserai pas de question. Je me contenterai de faire une observation. J'ai été fort surprise de lire, en page 7 de votre mémoire, que le Parlement est le seul instrument d'un système démocratique. Bien sûr, vous employez l'expression "instrument privilégié", mais quand on lit le déroulement de votre pensée, c'est presque le seul. Et je vais vous dire pourquoi j'ai été surprise. C'est parce que, à travers le monde et à mon avis à travers les époques, le mouvement syndical démocratique a toujours réclamé que la politique, que l'avenir des peuples ne soit pas qu'entre les mains des partis, des politiciennes et des politiciens. Ceci étant dit, étant surprise de cela, j'ai quand même constaté dans votre mémoire, dans la deuxième partie du mémoire que vous n'avez pas présentée, que vous

aviez des recommandations qui touchaient les éléments démocratiques de notre société. Nous nous contenterons de les lire.

**M. Gingras:** J'accueille vos commentaires. Alors, je vous demande la permission de nous retirer. Je pense qu'on a livré le message qu'on voulait livrer à la Commission, et à ce moment-ci, nous allons poursuivre dans le cadre des représentations qu'on a à faire sur notre vision de la société de demain avec ceux qu'on pense que ça concerne. Mais je suis d'accord qu'on est un intervenant pour changer l'état des choses, mais on va le faire au bon endroit, avec les bonnes personnes.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Mais M. Gingras, juste par le fait que vous acceptez de venir devant cette Commission, c'est que vous en acceptez les règles, et je vous prierais de les respecter. Nous, on vous a acceptés ici, on a accepté votre exposé, nous avons certaines règles. Vous êtes libres de répondre aux questions de ceux à qui vous voulez répondre ou d'accepter leurs commentaires. Alors là, à l'heure actuelle, juste pour indiquer, ce sont les groupes non élus qui parlent en premier; après ça, les gens qui représentent le Parti libéral et après ça, les gens qui représentent le Parti québécois. Je comprends que pour les autres, ce ne sera que des commentaires. Quand leur tour viendra de parler les gens du Parti libéral auront des questions et vous accepterez de répondre. Et aussi, le Parti québécois par la suite.

On ne fait pas de règle spéciale pour vous. On est arrivés. C'est la façon dont on opère ici.

**M. Gingras:** Oui mais, M. le Président, je voudrais vous faire remarquer que le fait d'accepter de discuter dans le cadre de la proposition que vous me faites, ce serait accepter l'existence même de la Commission qu'on conteste. Alors, dans ce sens-là, c'est que je ne peux poursuivre la discussion.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Vous l'avez acceptée puisque vous avez envoyé votre mémoire en bonne et due forme.

**M. Gingras:** Oui, mais on l'a envoyé...

**Le Président (M. Jean Campeau):** Et vous avez accepté les règles et vous vous êtes présentés, cinq représentants.

**M. Gingras:** Je vous ferais remarquer que quand on vous a fait parvenir notre mémoire, c'est qu'à ce moment-là on a fait parvenir justement ce mémoire-là en disant de façon très claire dans ce mémoire-là ce qu'on pensait justement de l'existence de la Commission comme telle.

Dans ce cadre-là, c'est qu'il est légitime, si

nous considérons que l'exercice qui se fait ici est illégitime, que nous ne fassions pas les représentations à cet endroit. Mais je pense qu'on avait une responsabilité, c'est celle de vous le dire ici aujourd'hui.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Par le seul fait que vous venez ici, vous acceptez. Alors, je passe la parole à M. Ouellet.

**M. Gingras:** Bien, écoutez, M. le Président. Je m'excuse et je m'excuse auprès de tous les membres de la Commission, mais on ne veut pas que ce soit perçu comme un affront, mais on veut que ce soit perçu comme une position très claire des membres de la CSD, c'est que pour nous autres la représentation qu'on avait à formuler à la présente Commission se termine ici. Nous vous remercions.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Je vous remercie de vous être déplacés pour venir nous donner votre message.

**M. Gingras:** Merci de votre patience.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Mesdames et messieurs, je pense qu'on lève la séance. M. Larose, je vous permets 30 secondes, pas plus.

**M. Larose:** M. le Président, je pense qu'on se doit, entre nous, de s'expliquer un minimum de choses. C'est un groupe syndical. Je pense que son comportement porte atteinte à la réputation du mouvement syndical et, quant à moi, je voudrais préciser un minimum de choses...

**Le Président (M. Jean Campeau):** Je m'excuse, nous allons nous transformer, à l'heure actuelle, en séance de travail. Donc, je demanderais aux journalistes et à ceux qui ne sont pas membres de la Commission de se retirer.

(Suspension de la séance à 15 h 55)

(Reprise à 17 h 7)

**Le Président (M. Jean Campeau):** Nous allons reprendre nos travaux en recevant pour une période d'une heure, l'Assemblée des évêques. Je rappelle les règles de la discussion, lors des audiences d'une durée d'une heure: 10 minutes pour la présentation du mémoire; 25 minutes pour les membres inscrits auprès de la présidence, chacun des membres disposant de 5 minutes - les membres qui ne font pas partie du Parti libéral, ni du Parti québécois - 10 minutes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement; 10 minutes pour le groupe parlementaire formant l'Opposition officielle; et 5 minutes pour la présidence.

Alors, je comprends, Mgr Ouellet, que c'est

vous qui faites la... Est-ce que vous nous feriez le plaisir de présenter vos collègues?

### Assemblée des évêques du Québec

**M. Ouellet (Gilles):** Merci beaucoup, M. le Président. Mesdames et MM. les commissaires, Mgr Maurice Couture, Archevêque de Québec à ma droite et Mgr Jean-Claude Turcotte, Archevêque de Montréal à ma gauche, se joignent à moi, ce soir, pour vous remercier de l'accueil que vous nous offrez. L'Assemblée des évêques du Québec, que nous représentons ici, désire, par la présente intervention, confirmer en quelque sorte, la longue et riche symbiose qui l'unit à la société québécoise, non point en vue, évidemment, de rétablir l'ancien état de chrétienté, mais en vue de partager ses mutations et d'explorer avec elle les routes de son avenir. Notre intervention se situe également dans la tradition d'une présence et de service de l'Église à la collectivité québécoise.

Sans reprendre tous les éléments de notre mémoire, d'entrée de jeu nous voulons affirmer qu'il importe de dépasser, dans le travail que vous accomplissez, les seuls aménagements constitutionnels et les structures politiques pour en arriver à préciser le mieux possible les traits fondamentaux de la société québécoise de demain en tous les éléments qui en font une société distincte. C'est ce que nous convenons d'appeler un projet de société, projet toujours en chantier, même s'il devait connaître des expériences localisées de temps et de lieux, mais qui serait déjà porteur de grandes intuitions, nées du débat constitutionnel que préside votre Commission.

En tout premier lieu, il nous paraît essentiel que ce projet sache réconcilier l'économie avec le social, en mettant vraiment la puissance économique au service de l'être humain. À notre avis, le progrès social doit aller de pair avec le progrès économique. S'il est vrai que l'économie obéit à ses propres lois, ses finalités, toutefois, la dépassent et à ce titre, elle doit être au service de l'être humain et ne peut s'évaluer uniquement à partir des critères quantitatifs. L'expérience prouve à l'évidence que les forces aveugles de l'économie ne peuvent qu'engendrer des inégalités sociales entre le fort et le faible, le riche et le pauvre. Une liberté sans frein joue le plus souvent en faveur du fort et du riche et c'est alors que l'intervention modératrice de l'État, et elle seule, peut rétablir l'équité et faire la justice. Et nous entrons, dit-on, en une période de crise économique. Il n'est pas impossible que ces difficultés que nous connaissons renvoient d'elles-mêmes à un débat sur les valeurs et à une interrogation sur le type d'organisation sociale à favoriser. Et dans cette perspective, les deux coprésidents de votre Commission ont déjà souligné l'urgence, à la fin de leur discours inaugural, de relever certains défis face à plusieurs nouveaux problèmes sociaux

qui, depuis quelques années, ont émergé ou se sont aggravés.

Comme premier défi de la société québécoise de demain, notre mémoire signale l'urgence d'assurer une véritable participation démocratique qui soit le creuset où se réalisent le partage à la fois des ressources et des responsabilités liées à la prise de décision.

Depuis le début des années soixante, nous partageons le rêve d'une société où chaque citoyen et citoyenne peut être pleinement responsable et exercer une influence réelle sur l'aménagement de son milieu. De nombreux essais ont été faits: comités de citoyens, de parents de bénéficiaires, commission de développement régional, sommets économiques, conseils régionaux des loisirs. Les difficultés rencontrées ne doivent nous faire abandonner l'objectif visé, parce que nous ne pouvons pas nous résigner à ce qu'il y ait dans notre société de demain deux types d'être humain: les responsables et les irresponsables.

Dans cet esprit, notre mémoire invite votre Commission à étudier les avenues d'une déconcentration du pouvoir politique, dans une volonté de réaliser un partage équitable des pouvoirs entre le centre et la périphérie en tenant davantage compte des régions dans l'aménagement du territoire. Les régions périphériques ont un urgent besoin d'un schéma de développement conçu en fonction des ressources du milieu, pensé à la base par les personnes concernées et réalisé en concertation avec les instances supérieures. L'Organisation de coopération de développement économique ne nous en trace-t-elle pas la voie, puisqu'elle établit le développement rural comme un des objectifs affichés et prioritaires des politiques structurelles de la communauté européenne dont on a beaucoup parlé depuis quelque temps.

Nous avons beaucoup parlé aussi de société distincte et c'est en son nom que ce soir nous sommes rassemblés. Il importe que votre Commission en trace les traits dominants et, à notre avis, ces traits doivent s'inspirer de valeurs humaines et spirituelles qui ont marqué notre passé et récent. En conséquence, le mémoire que nous vous soumettons insiste sur la nécessité de proposer au peuple québécois un projet de société bâti sur des valeurs humaines et spirituelles reconnues. Et parmi celles-ci, parmi celles qui ont inspiré le développement du Québec, on peut souligner la foi, la tradition chrétienne, l'amour de la vie et de la famille, l'affirmation de soi et la volonté de survie, la solidarité avec les pauvres et du milieu, le goût de la fête et de la nature.

Et il ne faudrait pas en oublier une autre, non moins importante mais plus visible cette dernière année, que les présidents ont signalée dans leur discours inaugural, c'est-à-dire le goût d'entreprendre et de réussir. En particulier les valeurs d'entraide et de solidarité ont profondément

ment marqué notre peuple. Elles se présentent pour demain comme des lieux privilégiés de participation et de prise de responsabilité. Il suffit de penser à des initiatives de jadis, comme les coopératives, les caisses populaires, les syndicats, etc., ainsi qu'à des initiatives plus récentes comme le Forum pour l'emploi, le Fonds de solidarité, la radio-télévision communautaire et tous les services offerts, soit par les CLSC, aidés de l'initiative de groupes religieux ou communautaires. Dans l'élaboration de ce projet, on ne saurait non plus oublier les valeurs spirituelles de foi et de culture s'enracinant dans notre tradition et civilisation judéo-chrétienne. Faudrait-il qu'aujourd'hui ce soit un homme public comme Gorbatchev qui vienne nous le rappeler, ainsi qu'il le soulignait en présence du pape, il y a deux ans?" Nous avons besoin de valeurs spirituelles, disait-il. Nous avons besoin d'une révolution de l'esprit, c'est l'unique route qui nous conduise à une nouvelle culture et à un nouveau système politique capable de relever le défi de notre temps". Fin de la citation.

(17 h 15)

Enfin, notre société ne saurait se construire que dans le respect des droits individuels et collectifs des personnes et des groupes qui la composent. Au cours des 20 dernières années, le gouvernement du Québec s'est largement éveillé à la préoccupation des droits de la personne par la promulgation de la Charte québécoise des droits et libertés à laquelle s'est ajoutée la Charte de la langue. D'autres lois sont venues préciser les droits des diverses catégories de personnes, tout particulièrement dans le but de permettre aux plus faibles l'exercice de droits reconnus à tous et leur offrir une meilleure protection devant la loi. Ce sont, à notre avis, des acquis pour le Québec de demain. On peut espérer que d'autres lois-cadres, sortes de chartes de droits collectifs, viendront en leur temps préciser, par exemple, le rôle de la culture dans notre société de demain ainsi qu'affirmer les droits de la famille québécoise. Déjà, la loi 107 régissant l'éducation au Québec présente le caractère d'une telle loi, ayant presque valeur de charte.

Tels sont, MM. et Mmes les commissaires, les thèmes principaux du mémoire que vous soumet respectueusement l'Assemblée des évêques du Québec. Vous y trouverez en outre une réflexion sur la participation des diverses minorités à la vie et à l'essor du peuple québécois. Nous pensons en particulier aux peuples autochtones, à la population anglophone, sans oublier nos solidarités avec les minorités francophones hors Québec.

En toutes circonstances, nous insistons sur l'importance de vivre cette étape difficile en étant à l'écoute non seulement des organismes qui ont naturellement voix au chapitre, mais surtout à l'écoute de toute la population, de

façon très démocratique, sans laisser pour compte qui que ce soit. Et voici que nous serons appelés, comme peuple, à vivre cette démarche démocratique dans la générosité et avec un véritable sens de la responsabilité, non seulement vis-à-vis de nous-mêmes, mais également vis-à-vis du reste du Canada et de la communauté internationale dans laquelle s'insère le Québec.

Les évêques du Québec, quant à eux, reconnaissent depuis longtemps le droit du Québec à son autodétermination. Quelle que soit l'orientation constitutionnelle et politique qui sera prise de façon démocratique concernant cet avenir, ils s'en rendent dès maintenant solidaires et désirent oeuvrer à sa pleine réalisation.

M. le Président, je vous remercie.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Merci, Mgr Ouellet. M. Rémillard, à vous la première remarque.

**M. Rémillard:** Messieurs, tout d'abord au nom du gouvernement, vous me permettez de vous remercier d'avoir accepté de venir témoigner devant nous. Merci de nous avoir fourni ce mémoire intéressant, que nous avons lu très attentivement. L'Église joue un rôle important dans la société québécoise, et l'Église a toujours joué un rôle très important dans la société québécoise. Si nous sommes encore aujourd'hui un peuple, une société qui est distincte, fière de l'être, je crois qu'on peut se référer sur bien des points de vue et sous bien des aspects au rôle que l'Église a joué. Il y a eu un nationalisme qui a évolué, grandement évolué, peut-être un nationalisme qui a été plus refermé sur nous-mêmes pendant un certain temps. Nous en sommes maintenant à un nationalisme beaucoup plus ouvert. Votre mémoire en témoigne fort bien, lorsque vous mentionnez que la décision qui doit être prise doit être faite en fonction de, en prenant en considération l'ensemble des Québécois, peu importe l'origine, la race, la religion, mais tenant compte seulement du fait que des hommes, des femmes, pouvant venir du monde entier, qui sont ici pour partager un bien commun, le fassent avec nous. Je crois que ça témoigne grandement d'un nationalisme beaucoup plus ouvert et nous partageons ce point de vue, vous pouvez en être certains.

Vous ne prenez pas de position définitive en ce qui regarde le statut constitutionnel du Québec. Cependant, à la page 5 de votre mémoire, vous mentionnez, et je vous cite, c'est l'item 12, paragraphe 12e: "Une telle décentralisation ne diminuerait en rien l'importance pour le Québec de poursuivre, au plan canadien et sur la scène internationale, un rôle qui lui soit propre dans des champs de responsabilités plus clairement définis par rapport au Canada. Il me semble que cela sous-tend quand même un certain régime fédératif. Est-ce que je me trompe?"

**M. Ouellet (Gilles):** Évidemment, il y a des postulats géographiques dont on ne peut pas s'esquiver. Nous sommes quand même dans un continent nord-américain et nous aurons toujours des voisins. Il y a d'abord ce postulat géographique qui sous-tend ce que nous avons dit au n° 12. Il y a aussi les situations économiques d'échanges qui devront certainement se continuer, sous une forme de marché commun quelconque avec l'Amérique du Nord, avec le reste de l'Amérique du Nord. Mais, je ne crois pas que ceci veuille nécessairement impliquer, ou rejeter, l'idée d'une appartenance ou d'une relation d'ordre politique avec le reste du Canada.

**M. Rémillard:** Vous suggérez dans votre rapport, ou même vous souhaitez, je devrais dire, que la Commission puisse établir tellement bien les choses, qu'elle donne place finalement à un consensus qui pourrait se dégager, un consensus qui serait assez fort pour que nous puissions ensemble consulter la population, parce que, là encore, vous soulevez un point très important dans votre mémoire. Vous nous dites qu'en bout de piste, c'est le peuple québécois qui doit lui-même définir son option et que c'est à lui qu'il appartient, en dernier lieu, de choisir cette option constitutionnelle. Donc, on doit le consulter. Vous ne vous prononcez pas sur le genre de consultation. Est-ce que vous avez en tête un référendum?

**M. Ouellet (Gilles):** Nous avons étudié les diverses possibilités soit d'une élection constitutionnelle, d'une assemblée constituante ou d'un référendum. Il s'agit là de mécanismes sur lesquels nous ne sommes pas habilités, je pense, à porter jugement. Ce sont des mécanismes d'ordre politique, et je pense que votre Commission est précisément ici rassemblée pour pouvoir trouver quels sont les meilleurs moyens d'arriver à recueillir, le plus fidèlement possible, l'opinion de la population québécoise sur les grands enjeux que nous discutons.

**M. Rémillard:** Votre mémoire est certainement un plaidoyer particulièrement éloquent, et je dois vous en remercier pour le respect de la démocratie. Vous nous demandez de respecter le processus démocratique. Dans ce contexte-là, vous n'avez pas étudié si, par exemple, de simples élections pourraient suffire pour déterminer ce statut constitutionnel du Québec?

**M. Ouellet (Gilles):** Non.

**M. Turcotte (Jean-Claude):** Bien si je peux ajouter un élément. D'abord, on est parti de la constatation que le mécanisme de cette Commission actuelle, qui a été choisi, permet une certaine expression d'opinion. Mais, il faut reconnaître que seuls les groupes un peu

organisés, qui ont les moyens de se donner pas mal de chercheurs ou des gens comme ça, peuvent comparaître. Alors il nous semble qu'il y a un mécanisme à trouver pour étendre cette consultation. Personnellement, je crois que le mécanisme d'une élection ne serait peut-être pas suffisant. Et c'est pourquoi on a parlé de référendum, d'États généraux ou de différents moyens, qui tous comportent des avantages et des inconvénients. Mais on fait confiance à des gens plus compétents que nous ne le sommes pour choisir le meilleur moyen, compte tenu de la conjoncture et des circonstances.

**M. Rémillard:** Alors si je comprends bien, des élections ne seraient pas suffisantes. Donc, il nous reste...

**M. Turcotte:** Bien c'est une opinion personnelle, que je n'impose pas à mes confrères, mais je pense que ça ne serait pas suffisant.

**M. Rémillard:** M. le Président, une de mes collègues.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Mme Claire-Hélène Hovington.

**Mme Hovington:** Oui, merci M. le Président. À Monseigneur Ouellet que je connais plus spécifiquement que les deux autres, bienvenue à cette Commission. J'ai eu l'occasion de rencontrer ou d'être à vos côtés dans plusieurs grandes réunions importantes du Bas Saint-Laurent et de la Gaspésie, autant dans les colloques de développement régional, "Agir et réagir" où on a vécu ensemble à Rimouski cette expérience. Et vous étiez aussi présent à Matane lors de la première pelletée de terre de la Papeterie de Matane. Souvenez-vous, je pense que vous étiez là, parce que vous avez à cœur le développement régional et vous avez à cœur la création d'emplois aussi qui vient rehausser le niveau de vie de tous les citoyens et citoyennes du Bas Saint-Laurent et de la Gaspésie. C'est très apprécié en tout cas dans la région.

Et, dans votre mémoire, à la page 2, d'abord je pense que vous avez divisé votre mémoire en trois sections si je puis m'exprimer ainsi. D'abord vous parlez d'un projet de société, vous parlez ensuite d'aménagement constitutionnel et vous donnez les conditions du succès de ces aménagements constitutionnels. Et, à la page 2, quand vous parlez d'un projet de société, dans le cinquième paragraphe, vous dites que: "La prospérité des dernières années n'a pas donné lieu aux redistributions de la richesse auxquelles on s'attendait" et il y a un sous-développement assez évident dans certaines régions. C'est une réflexion intéressante mais, à mon avis... Je voudrais que vous alliez un petit peu plus loin dans cette réflexion en soumettant aux membres de la Commission de quelle façon le Québec, qui

pourrait reprendre certains leviers ou certains pouvoirs du fédéral vers une décentralisation dans les régions, va faire, ou jusqu'où pourrait-il aller pour restreindre les inégalités régionales qui affectent autant les personnes que les régions? De quelle façon le Québec pourrait-il se servir des pouvoirs qu'on pourrait décentraliser? Est-ce que vous pourriez aller un petit peu plus loin dans votre réflexion à ce niveau-là?

**M. Ouellet (Gilles):** Mme Hovington, vous faites allusion à notre rencontre, j'allais dire la manifestation du 10 juin, à la cathédrale ou vous faites allusion également à la rencontre du mois de septembre...

**Mme Hovington:** A tous les colloques, c'est ça.

**M. Ouellet (Gilles):** ..."Agir et réagir". Vous vous souvenez sans doute, comme moi-même, parce que nous l'avons vécue intensément cette journée, que les gens de la base disaient: On en a des solutions, on voudrait nous-mêmes avoir voix au chapitre et on voudrait être capables de proposer aussi nos plans d'action et ne pas se faire parachuter des choses qui viennent de trop haut. On voudrait être capables d'être au départ des initiatives qui sont prises. C'est un peu dans ce sens-là que, dans ma présentation, pensant à ce qu'on avait entendu à Rimouski, à l'UQAR, au cours de "Agir et réagir", j'avais marqué dans mes notes de présentation, ici, que les zones comme Rimouski, les régions périphériques, ont un besoin d'un schéma de développement, une nouvelle vision du développement qui part des ressources du milieu, évidemment - les quatre ressources principales pour ce qui concerne le Bas-du-fleuve - qui soit pensé à la base par des personnes concernées - et on en a qui veulent se lancer dans ça et qui veulent véritablement poursuivre la réflexion et proposer des projets de développement pour la région et les réaliser en concertation avec les instances supérieures. On voudrait replacer, je ne dirais pas la prise de décisions mais la concertation, à partir de la base vers le haut plutôt que du haut vers la base. C'est l'impression que j'ai eue en entendant toutes les réactions au micro au cours de la journée de "Agir et réagir" à Rimouski.

**Mme Hovington:** Mais de quelle façon, par exemple, verriez-vous un nouvel ordre constitutionnel, un changement constitutionnel important au Québec et dans le pays? Est-ce que ce serait un moyen utile, et de quelle façon le voyez-vous, pour combattre la pauvreté et le sous-développement régional qu'on connaît actuellement? De quelle façon vous le voyez?

**M. Ouellet (Gilles):** Je verrais d'abord, s'il y a une nouvelle Constitution québécoise, qu'elle nous donne le goût de la décentralisation. Déjà,

ce serait beaucoup si on sentait qu'il y a une volonté politique de décentraliser. Il y a eu des décentralisations qui se sont faites en déplaçant tel bureau, tel service à tel endroit et on a senti qu'on déplaçait du monde mais on ne déplaçait pas les centres de décision.

**Mme Hovington:** C'était une déconcentration plutôt qu'une décentralisation.

**M. Ouellet (Gilles):** C'est ça, une déconcentration du personnel mais non pas du centre de décision. C'est dans ce sens-là... Trouver les mécanismes appropriés, je pense qu'il convient bien plus à l'aréopage que vous formez ici comme Commission qu'aux évêques du Québec de vouloir présenter des jalons concrets pour des étapes qui devraient être franchies. Mais je suis certain qu'il y a une participation de pouvoirs au pouvoir de décision qui est inscrit, je pense, dans le futur, dans l'avenir de notre société québécoise, en particulier pour les régions les plus défavorisées.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Le temps de 10 minutes est maintenant écoulé pour le groupe parlementaire formant le gouvernement.

**Mme Hovington:** Je voudrais remercier assez rapidement, au nom de la région du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie, de tout le Québec d'ailleurs, l'Assemblée des évêques pour ce mémoire présenté à la Commission. C'est grandement apprécié.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Mme Blackburn?  
(17 h 30)

**Mme Blackburn:** Je vous remercie, M. le Président. Vous allez me permettre d'abord de vous souhaiter la bienvenue au nom de l'Opposition officielle et vous dire que nous sommes particulièrement heureux de vous retrouver ici. Nous avons apprécié vos prises de position vigoureuses au sujet de la pauvreté et vous vous êtes mis beaucoup au service des plus démunis et votre voix, je pense qu'on peut le dire, actuellement, fait autorité. Je pense à certains documents et celui qui m'avait le plus frappée, je pense que c'était le premier d'une série "Une dignité menacée", a été largement utilisé ici pour essayer de sensibiliser un peu les intervenants. Vous faites un certain nombre de déclarations que je trouve... Votre déclaration de clôture, vous dites reconnaître le droit du peuple à l'autodétermination, et vous vous dites solidaires de ces choix et des choix qui seront faits de façon démocratique par les Québécoises et Québécois. Je trouve que c'est important. C'est important que ce soit dit, que ce soit dit parmi nous.

Je reviens à présent à votre mémoire et je partage avec vous l'urgence d'un mouvement de



décentralisation. Là, je n'élaborerai pas plus longtemps. Je viens aussi d'une région et je pense que, effectivement, les pouvoirs doivent aller aussi dans les régions et Montréal aussi, à cet égard, constitue une région qui est défavorisée dans certains de ses quartiers. Vous parlez, en page 4 de votre mémoire, d'une future constitution québécoise qui devrait favoriser une décentralisation vers les régions, et vous dites à la page suivante, au point 12, une telle décentralisation ne diminuerait en rien l'importance pour le Québec de poursuivre au plan canadien et sur la scène internationale un rôle qui lui soit propre. Ces hypothèses-là, vous les faites dans le cadre d'un Québec souverain. Je comprends parce que le Québec actuellement ne peut pas décentraliser les pouvoirs qu'il n'a pas. Est-ce que j'ai bien compris?

**M. Turcotte:** Enfin, je ne pense pas que ce soit une hypothèse qui soit exclue, loin de là, parce qu'on laisse aux gens le choix. Mais je ne pense pas que l'intention ait été de faire des hypothèses. C'est de dire: Quel que soit le choix que fera le Québec, parce que ça peut être aussi le choix d'une Confédération renouvelée avec des pouvoirs nouveaux, il faudra que, à ce moment-là, le Québec s'applique à jouer son rôle sur l'ensemble géographique, comme le disait tantôt Mgr Ouellet, et puisse également jouer de son influence au plan canadien. Et il me semble que cela est possible, quel que soit le consensus auquel on arrivera, que ce soit celui d'une autodétermination totale ou d'une refonte des ententes qui nous ont liés au pancanadianisme. Ce rôle devra aussi se jouer au plan international, ce qui est déjà, d'ailleurs, vigoureusement commencé par les différents gouvernements qui se sont succédé dans les 10 dernières années.

**Mme Blackburn:** Mais est-ce que vous croyez que le fait que le fédéral intervienne dans plusieurs secteurs d'activité qui sont cruciaux par rapport au développement économique et social, dans nos régions, rend difficile la décentralisation de pouvoirs susceptibles de donner aux régionaux la possibilité d'intervenir sur leur développement? Je pensais que c'était comme ça que je devais lire votre mémoire.

**M. Turcotte:** Je ne pense pas qu'on soit entrés dans des détails...

**Mme Blackburn:** Aussi longs.

**M. Turcotte:** ...aussi précis, en tout cas.

**Mme Blackburn:** Alors, comme l'expérience souvent est très révélatrice des difficultés que ça pose, vous vivez dans une sorte de fédération à l'Assemblée des évêques. Il y a l'Assemblée canadienne des évêques et il y a l'Assemblée des évêques du Québec. Et si vous me partiez un peu

de vos expériences, et en même temps vous dire, parce qu'on me dit que vous avez réussi à décentraliser un peu des pouvoirs en direction de l'Assemblée des évêques du Québec. Comment ça s'est fait?

**M. Turcotte:** J'ai travaillé pendant cinq ans à essayer de le faire. Je ne suis pas sûr d'avoir réussi pleinement.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Turcotte:** Mais disons que l'intention était bonne. C'est vrai que nous vivons comme un microcosme les mêmes difficultés que nous vivons à l'échelle de notre pays. Maintenant, je dois dire qu'on est reconnu comme un groupe, les évêques du Québec, qui, à cause de l'histoire, s'est donné une organisation. Alors, forcément, nous sommes un groupe qui se tient, et ça pose des problèmes à l'intérieur de l'organisation des évêques du Canada. Mais je peux vous dire que je pense que c'est un chemin, en tout cas, qui s'est fait au niveau des évêques, beaucoup plus rapidement peut-être, qu'au plan du pays lui-même, et que cette idée de régionalisation (Québec, Ontario, Maritimes et l'Ouest du pays) a fait énormément de chemin. Et il nous semble, en tout cas, que l'intention qui nous anime, nous, c'est d'être le plus près possible de notre terrain. Et je pense que ce modèle que nous cherchons péniblement pourrait inspirer avantageusement l'ensemble du pays que nous formons, avec les difficultés que ça comporte.

**Mme Blackburn:** Vous... Oui?

**M. Ouellet (Gilles):** Nous avions... C'est le Québec qui a lancé l'idée de régionalisation au niveau canadien. On a réussi à le vendre passablement à la Conférence épiscopale canadienne.

**Mme Blackburn:** Est-ce que vous avez réussi un peu à régionaliser quelques pouvoirs? Croyez-vous que c'aurait été possible si vous aviez été enfermés dans la formule d'amendement comparable à celle de la formule d'amendement constitutionnel?

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Une voix:** Je trouve...

**Mme Blackburn:** ...total.

**M. Couture (Maurice):** Ah! c'est peut-être ça, oui. Je trouve qu'il y a beaucoup de si dans vos questions.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Couture:** Ce que je pourrais vous dire en gros, par exemple, et ça confirmerait ce que

Mgr Turcotte a dit, c'est que je pense qu'on a réussi à avoir un fonctionnement, dans les questions qui nous concernent, qui est beaucoup plus harmonieux que ça peut l'être, non seulement au niveau des débats politiques, mais même lorsque nous avons à échanger nous-mêmes sur les aspects qui sont davantage politiques.

Autrement dit, lorsque nous avons à nous expliquer mutuellement et que ça a des connotations politiques ou sociales, on a plus de difficultés à se comprendre que lorsqu'on a à discuter à notre niveau. Ce n'est pas seulement parce que ce seraient des questions qui nous réunissent davantage. Je dirais que c'est parce que notre fonctionnement a fait que, à la CECC, on a des champs qui sont propres à la CECC et on en a qui sont propres au niveau québécois, régional. Je crois qu'il y a, moi, à l'intérieur de nos structures, de ces recoupements ou de ces responsabilités en bardeau qui font qu'il y a facilement des accrochages. Je pense que de ce côté-là on a fait beaucoup de progrès, mais on sent le même problème. On les sent, les problèmes, mais je pense qu'on les a mieux réglés dans le fonctionnement qu'on s'est donné. On a fait en sorte qu'il n'y ait pas de recoupement, qu'il n'y ait pas de doublure qui ferait que beaucoup de monde travaillent sur le même projet et qu'on investisse également sur les mêmes projets lorsqu'on est capables de les déterminer davantage et de les classer davantage, selon que ça relève de la région ou de la CECC.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Brassard.

**M. Brassard:** Vous insistez beaucoup, dans votre mémoire et dans vos propos, sur l'importance d'avoir un projet de société juste et authentiquement démocratique. C'est l'expression que vous utilisez dans votre mémoire. Et en même temps, évidemment, vous dites: On ne peut pas se prononcer sur le statut constitutionnel du Québec. Le droit à l'autodétermination s'exercera et le peuple pourra choisir un État souverain, comme il pourra choisir de continuer de demeurer à l'intérieur du cadre fédéral. Mais vous ne croyez pas et vous ne pensez pas que ce choix-là a des conséquences importantes et majeures sur, je dirais, la mise en vigueur d'un projet de société. Le projet de société que vous allez choisir, sa mise en vigueur ou sa mise en application est fortement limitée si votre choix constitutionnel est le régime fédéral. Vous ne croyez pas qu'il y a un lien évident et direct entre le choix d'un statut constitutionnel et la volonté d'incarner et de mettre en vigueur un projet de société?

**M. Couture:** Moi, en tout cas, j'aurais envie de vous dire: C'est possible que vous, à travers vos lunettes, vous en voyiez beaucoup, et je comprends ça.

**M. Brassard:** Si je les enlève.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Couture:** Non. Mais je ne pense pas que dans nos réflexions nous ayons voulu aller jusque là. Nous avons voulu dire nous autres: Il y a certaines valeurs. On ne les a pas toutes énumérées non plus. Mais lorsqu'on aura à vous les livrer, probablement que vous, avec votre option politique, et l'ensemble des citoyens pourront voir s'il y a ce lien que vous aimez faire.

Vous le voyez ainsi. C'est fort possible, mais nous ne sommes pas entrés dans ce rapprochement que vous faites entre un projet de société qui aurait telle ou telle ou telle exigence et puis telle formule constitutionnelle qui aboutirait à tel système politique. On n'est pas allés là. D'accord.

**M. Brassard:** Je veux simplement vous rappeler que vous êtes, je pense, membres actifs du forum pour l'emploi et que cette instance a réclamé, revendiqué de façon unanime, un certain nombre de pouvoirs qu'elle considérait comme essentiels pour atteindre les objectifs qui, quand on les regarde ensemble, constituent, à mon avis en tout cas, une amorce sérieuse de projet de société. Il y a donc un lien entre une volonté de mettre en vigueur un véritable projet de société et les pouvoirs et les compétences qu'on entend attribuer soit à Québec, soit à Ottawa ou soit les partager entre les deux ou les attribuer exclusivement à l'un ou à l'autre.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Le temps alloué pour l'Opposition officielle est maintenant terminé. Nous passons à l'autre groupe. J'ai plusieurs demandes et nous avons 25 minutes. Je souhaiterais que les gens fassent leurs interventions d'une façon courte et rapide. Alors, Mme Lorraine Pagé.

**Mme Pagé:** Bonsoir. Le mémoire que vous avez déposé à la Commission est tout à fait dans la foulée des préoccupations récentes que l'Assemblée des évêques a exprimées, particulièrement à l'égard de la pauvreté grandissante au Québec et de l'appauvrissement d'une majorité de Québécoises et de Québécois, et je pense que vous venez nous rappeler aujourd'hui qu'au-delà de la croissance économique, il y a le progrès social, et qu'au-delà de l'économie, il y a le pays et les personnes. Je voudrais vous en remercier.

Ceci étant dit, j'aurais deux questions à vous poser. La première, puisque vous parlez des personnes, dans votre mémoire, vous savez que les droits individuels se traduisent souvent par le droit du plus fort sur celui du plus faible et que nos chartes prévoient donc une articulation entre les droits individuels et les droits collectifs. Je voudrais vous entendre d'une façon plus

détaillée sur cet aspect.

Ma deuxième question – je me réfère à votre mémoire, en page 3 – vous nous parlez des valeurs humaines et spirituelles qui sont héritées de notre passé pour ensuite, à la page 4, nous rappeler que cet héritage du passé doit contenir des orientations pour l'avenir et, dans votre paragraphe 11, vous nous parlez de la future constitution québécoise. Alors, au moment où le Québec est de plus en plus multiculturel et, je dirais, multiconfessionnel, comment voyez-vous, à l'intérieur d'une future constitution québécoise, la séparation entre l'État et l'Église, en termes de prise en compte de l'évolution culturelle et confessionnelle de notre société pour garantir son caractère démocratique et pluraliste?

**M. Turcotte:** On va passer la veillée ici!

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Turcotte:** Disons quelques éléments de réflexion. Je pense que vos questions sont fort pertinentes et pas faciles à répondre. La première, en ce qui concerne les droits individuels et les droits collectifs, je pense aussi, et notre mémoire a essayé d'en faire état mais d'autres textes qu'on a donnés déjà nous montrent qu'on cherche, difficilement, une espèce d'équilibre entre les droits individuels et les droits collectifs, parce que les droits individuels poussés à la limite font que ça ne favorise que les plus forts, et les plus faibles en subissent des conséquences. Alors, je pense qu'il faut trouver des mécanismes équilibrants et même bonifier certaines chartes des droits par le respect de certains droits collectifs qui viennent protéger particulièrement les plus faibles.

En ce sens-là, dans une déclaration que nous faisons en 1982, je pense, nous avions tout un développement là-dessus qui – je l'ai relu avant cette rencontre – comporte encore cette pertinence. Et je pense que, là-dessus, dans la constitution, si constitution nouvelle il y a à écrire, on aura à inscrire, bien sûr, des droits individuels, mais il faudra les bonifier par des droits collectifs. Et il me semble que la norme première qui fera que ces droits collectifs devront être inscrits là-dedans, ce sera la norme de la démocratie. C'est l'opinion de la majorité de la population qui doit l'emporter et non l'opinion de groupes de pression, si bien organisés soient-ils. Je pense qu'on rejoint, en ce sens-là, ce que je disais tantôt sur l'esprit du mémoire qui veut une très large consultation.

En ce qui concerne la deuxième question, je ne veux pas répondre à tout, la question des valeurs humaines. Il est bien évident qu'on a une très longue tradition au Québec, particulièrement en fonction de la confessionnalité. Est-ce que ça doit alimenter les structures? Je pense que les évêques ont déjà dit là-dessus qu'ils avaient une ouverture assez grande, que certains groupes,

peut-être, ne partagent pas, mais c'est leur droit le plus démocratique de le faire – je ne veux pas ici me situer dans le débat scolaire de Montréal – mais je pense qu'il est important de savoir que, là-dessus, les évêques ont laissé le choix. En ce qui concerne par ailleurs la situation de l'école, nous avons toujours eu comme position que ça devait être le désir des parents qui devait dominer, des parents qui étaient, bien sûr, majoritaires. Et on a trouvé, au niveau de la loi 107, certains mécanismes de vérification qui, me semble-t-il, sont fort intéressants.  
(17 h 45)

Alors, bien sûr que ça, ça va changer dans la réalité de demain. Je suis très conscient que la multi-ethnicité montréalaise va atteindre, j'imagine, le reste de la province dans les prochaines années et que nous vivons, actuellement, une situation qui va se répandre partout. Mais je pense qu'il faudrait être attentifs, justement, à se donner un moyen de fonctionner qui sera respectueux de l'avenir mais qui permettra aussi, lorsque des gens sont en majorité significative, d'obtenir le droit à l'école qu'ils désirent. Il faut bien reconnaître que ce droit des parents de choisir l'école de leur choix existe dans un certain nombre de chartes et comporte justement des difficultés d'aménagement avec les droits individuels. Il faudra – je ne suis pas spécialiste du droit constitutionnel, mais je pense qu'il y a ici, autour de la table et même au Québec, des gens suffisamment compétents pour en être capables – trouver une formule qui donnera à chacun son dû, mais qui permettra aussi, lorsqu'il y a un groupe suffisant qui désire quelque chose, de pouvoir l'obtenir.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Nicolet.

**M. Nicolet:** Merci, M. le Président. Mgr Ouellet, j'ai lu évidemment avec beaucoup d'intérêt et beaucoup de satisfaction ce que vous avez développé au niveau de, d'abord, l'évaluation de la réalité sociale en région, que nous partageons bien sûr, et dans un deuxième temps, votre prise de position en matière de décentralisation, une prise de position qui recoupe des préoccupations que nous défendons, bien sûr, sur un autre palier mais avec tout autant de conviction. J'ai également apprécié votre image de cette société bâtie à partir de la base qui, je pense, est une considération essentielle vers un projet de société qui reconnaisse la réalité régionale. Ma question porte spécifiquement sur ce sujet, et je voudrais vous entendre élaborer sur la possibilité de reconnaître cette nouvelle structure sociale dans une éventuelle constitution québécoise.

**M. Ouellet (Gilles):** Comme je le disais tantôt, de quelle façon ces structures-là pourront-elles être concrétisées dans une constitution québécoise éventuelle? Je n'ai pas la compétence

pour pouvoir le dire. Ce que je pouvais... Ce que notre mémoire voulait signaler, c'est surtout qu'il y a un but à atteindre, qui est d'orienter vers une décentralisation ou d'assurer une meilleure participation de la population à la base dans les décisions qui la concernent. Je pense qu'on sent qu'il y a là un courant profond dans la population. De quelle façon est-ce que ça se ferait? Je pense qu'il est difficile pour moi, n'étant pas constitutionnaliste, de trouver de quelle façon ça pourrait se faire. Une idée qui est dans le rapport Pepin-Robarts, mais ça c'est une opinion purement personnelle. Il suggérerait qu'à un moment donné, pour réconcilier les régions et leur donner voix au chapitre, il y ait comme une sorte de sénat dans lequel les régions pourraient se retrouver sur une base égalitaire. Je ne sais pas si ce sénat-là aurait le caractère des trois E que l'on a suggéré pour d'autres genres de sénat, mais il reste quand même que ce sont peut-être des mécanismes comme ceux-là qui pourraient permettre, sur le plan politique, que la voix de la base soit mieux entendue et que les régions périphériques aient aussi voix au chapitre. Vous savez, encore récemment, on discutait, dans mon coin de pays, si on allait garder tous les députés que nous avons. Alors, d'année en année, la décroissance de population fait qu'on perd un ou deux députés, ici ou là, dans l'Est du Québec. Et on se dit: On perd voix au chapitre. Il va falloir que, s'il y a une constitution québécoise nouvelle, qu'elle trouve des mécanismes qui soient évidemment représentatifs des votes de la population, mais aussi qui portent la préoccupation, le souci, les inquiétudes, les espérances des régions comme telles. De quelle façon? Je pense que la sagesse qu'il y a autour de cette table-ci pourra trouver des mécanismes pour le réaliser.

**M. Nicolet:** Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Robert Libman.

**M. Libman:** Merci, M. le Président. Monseigneur Ouellet, dans le rapport final de cette Commission et son acceptation du reste du Canada ou dans la redéfinition de notre province, je crois que le vrai critère, le vrai "game breaker", comme on le dit en anglais, ne sera pas nécessairement le désir du Québec d'avoir le plein contrôle de la main-d'oeuvre ou de l'immigration. Mais comme vous dites à la page 5 de votre mémoire, ce sera "un équilibre entre les droits des uns et des autres". L'accord du lac Meech n'a pas vraiment échoué à cause de la décentralisation des pouvoirs, mais à cause de cette relation entre la société distincte et la Charte des droits et libertés. Alors quand vous parlez d'équilibre entre la majorité et les minorités, il existe, dans notre Charte des droits et libertés, la section 1 qui favorise la promotion

ou la protection de la langue de la majorité, les droits collectifs, si vous voulez, mais sans outrepasser cette ligne d'équilibre où les droits des minorités sont protégés. Alors, la raison pour laquelle je mentionne ça, pour laquelle je suis ici, c'est que les tensions linguistiques au Québec sont dues à l'usage de la clause "nonobstant" par le gouvernement du Québec pour suspendre ces droits individuels. Ils n'ont pas respecté cette ligne d'équilibre dont vous parlez dans votre mémoire. Quand vous dites, à la page 6, que la place... J'arrive à ma question, M. le Président. Quand vous dites à la page 6 que les anglophones du Québec, leur place et leurs droits doivent être clairement définis, s'il y a une constitution du Québec, est-ce que vous croyez que pour protéger la langue et la culture française il n'est pas nécessaire d'avoir de meilleures façons, des façons plus positives, au lieu d'avoir des clauses dérogatoires, en parlant toujours de cette ligne d'équilibre?

**M. Ouellet (Gilles):** Évidemment que nous sommes toujours, puisque précisément, il s'agit d'une ligne d'équilibre, elle est toujours à retrouver, cette ligne-là. Ce que les lois sur la Charte de la langue française ont fait, c'est de tâcher d'établir cet équilibre. Elles n'ont peut-être pas réussi à la satisfaction de tous les citoyens du Québec.

**M. Libman:** Mais comme...

**M. Ouellet (Gilles):** Mais cependant, je pense que, dans l'avenir, il y a quand même un droit de majorité qui devra être respecté.

**M. Libman:** Alors est-ce que vous ne trouvez pas que, comme l'article 1 de notre Charte canadienne des droits et libertés, vous ne trouvez pas que, ça, c'est une ligne d'équilibre que nous cherchons? La section 1 qui dit, qui donne les droits collectifs, mais jusqu'aux limites raisonnables dans le cadre d'une société libre et démocratique. Vous ne croyez pas que ça, c'est la ligne d'équilibre? Ce n'est pas la ligne d'équilibre, la section 1 de notre Charte, que nous cherchons?

**M. Ouellet (Gilles):** Il faudrait que j'aie le texte sous les yeux pour être capable de vous donner une réponse sur ça. Ce que nous cherchons ici, c'est de poser plutôt la ligne de principe que de tirer une ligne d'équilibre, qui, d'ailleurs, va être certainement mouvante avec les années, dans ce sens qu'il y aura des choses à revoir, j'imagine. D'ailleurs, nous sommes à la troisième charte de la langue française, je pense, au Québec, depuis 15 ou 20 ans. Il y a des équilibres à établir. Mais il y a un droit, je pense, d'une majorité francophone à avoir une garantie de son affirmation. Quand le Québec se sera bien défini, je crois personnellement que

bien des peurs tomberont, dans ce sens que le Québec est lui-même en état de minorité par rapport à une population beaucoup plus large que lui-même. En conséquence, il y a ce déséquilibre, actuellement, entre l'intégration dans ce pays anglophone très large et une minorité francophone à l'intérieur du Québec, et des petites minorités extraquébécoises. Peut-être que si le Québec se définissait mieux par rapport à l'ensemble canadien, sous une forme ou sous l'autre, à ce moment-là il aurait cette certitude de lui-même qui lui permettrait, je pense, de retrouver l'équilibre que vous souhaitez établir entre les communautés anglophone et francophone au Québec. Je ne peux pas aller beaucoup plus loin dans ma réflexion sur ce point-là.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Guy d'Anjou.

**M. d'Anjou:** M. le Président, j'aurais le goût de vous dire: Mes biens chers frères...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Ouellet (Gilles):** Oh, là! Laissez-nous ça...

**M. d'Anjou:** J'ai failli le dire.

**Une voix:** Ah bien, oui! C'est un de mes diocésains.

**M. d'Anjou:** Vous avez répondu en partie à une autre question, alors que vous avez manifesté une ouverture aux commissions scolaires linguistiques. Vous avez également référé à la loi 107, qui est une sorte de charte de l'éducation, jusqu'à un certain point, mais qui est quand même une loi ordinaire de l'Assemblée nationale qui peut être modifiée très facilement. Est-ce que vous croyez désirable, étant donné qu'il existe quand même dans la constitution canadienne une certaine protection qui est en voie d'évaluation par les tribunaux à ce moment-ci, que dans une modification de la Constitution canadienne ou une nouvelle constitution québécoise, il y ait une certaine protection pour les droits historiques des catholiques et des protestants ici au Québec, au niveau scolaire.

**M. Turcotte:** La réponse à ça, c'est oui. Est-ce que ce serait par une clause dérogatoire ou par d'autres moyens? Je ne sais pas. Je pense que la clause "nonobstant" a été le moyen civilisé qu'on a trouvé pour équilibrer l'abus de droits individuels. Dans toute société, c'est normal qu'il y ait des choses comme cela. Il me semble qu'on devra, en tout cas, se pencher sur ce problème. Et si c'est le désir de la population, moi, je dis oui, parce qu'on ne sort pas de n'importe où. On a un passé qui a été enraciné là-dedans.

Par ailleurs, la clause qui a été mise dans la Constitution canadienne, c'est plutôt un droit à la dissidence, enfin, si je me fie à certaines interprétations récentes, parce que c'est là qu'il faut aller. Enfin, peu importe le mécanisme, mais il faudra trouver un moyen pour qu'on ne soit pas obligé de changer ça tous les 15 jours ou tous les 6 mois. Mais il faudra que ce moyen-là n'empêche pas non plus que la réalité sociale changeante, on soit pris également avec des difficultés de changer les structures qu'il faut pour suivre la réalité existentielle. Alors, je ne me prononce pas sur la façon de faire, mais sur le principe, je dis oui.

**M. d'Anjou:** Je vous remercie. Ça répond très bien. Sauf que je crois que la façon la plus simple, justement, d'éviter d'avoir des problèmes dans le futur, c'est de reconnaître les droits fondamentaux, l'enseignement de la religion, les activités de pastorale dans les écoles et, en même temps, reconnaître, non pas ce que j'appellerais le droit à la dissidence, mais le droit à l'exemption, c'est-à-dire le droit des autres de ne pas être liés ou partie prenante à des activités de cette nature si ce n'est pas leur désir, le respect de la liberté de conscience, en somme. Ça peut être reconnu, ça aussi, dans une charte...

**M. Turcotte:** Une charte des droits.

**M. d'Anjou:** ...ou dans une constitution. Je vous remercie.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Ghislain Dufour.

**M. Dufour:** Merci, M. le Président. Je voudrais d'abord dire que je suis de ceux qui, depuis le début, souhaitent que les groupes qui se présentent devant nous prennent une option. Je vais faire une réserve importante. C'est en ce qui vous concerne. Je pense qu'il faut se garder des groupes en réserve, des groupes qui, justement, peuvent analyser, pour l'ensemble de la société, ce genre de problèmes sur lesquels vous nous amenez à réfléchir cet après-midi.

Ma question sera rapide. Vous établissez d'abord très clairement qu'on peut se donner une constitution québécoise dans un État fédéral; d'ailleurs, ça existe déjà ailleurs, ça existe aux États-Unis. Je pense que c'est une confirmation qui est importante et que certains remettent en cause à certains moments.

Dans votre deuxième paragraphe de la page 5, vous dites: "À notre avis ce droit à l'autodétermination" - et ça je pense que tout le monde s'entend là-dessus - "le Québec gagnerait à l'exercer d'abord dans la définition de son projet de société. Ses citoyens verraient mieux par la suite quels pouvoirs internes sont nécessaires à la réalisation de leur avenir politique". Est-ce

que je comprends bien qu'il y a vraiment deux séquences chez vous — je ne vous amène pas à vous situer sur le plan politique — d'abord et avant tout réaliser un projet de société qui peut être énorme si on entend les ACEF, si on entend la CSD tout à l'heure, donc une étape qui aurait priorité sur celle de regarder comment on se situe politiquement à l'intérieur du Canada? Est-ce que je vous comprends bien dans ces deux volets du paragraphe 13?

**M. Couture:** Dans la mesure où vous situez ça dans le temps, je ne suis pas sûr que vous deviez comprendre ainsi parce que, même si nous ne nous prononçons pas sur le choix constitutionnel, nous ne prétendons pas pour autant que ça n'a pas d'importance, qu'il n'y a pas urgence à le faire et je pense que nous le disons quelque part qu'il y a urgence à le faire. Et il me semble que si le projet de société a besoin d'être défini, et il est un élément extrêmement important que nous avons voulu mettre en évidence, il ne paraît pas essentiel qu'on définisse ça et qu'on attende que ça soit défini pour se donner une constitution, soit à l'intérieur du pays comme vous dites, soit une constitution du pays lui-même. Autrement dit, on ne s'est pas prononcé sur ça mais on est conscient que ça presse. Et à l'intérieur de ce qui sera déterminé, nous estimons que le projet de société risque d'être un petit peu mis de côté parce qu'on a mis l'accent tellement fort sur l'économie, on a mis l'accent tellement fort sur l'aspect constitutionnel comme tel qu'on craint que cet aspect-là soit négligé, de sorte qu'en nous présentant devant vous, ce n'est pas par peur qu'on n'aborde pas le sujet, c'est par souci de respecter le processus démocratique. On n'est pas une institution qui est en mesure de le faire. On représente des gens, on représente des valeurs mais on estime qu'il y a des moyens autres pour que le processus démocratique s'exprime; mais à l'intérieur du projet de société, là, nous prétendons avoir des choses importantes à dire. Nous en donnons certains éléments mais il ne faudrait pas que vous accusiez les évêques, je dirais, d'avoir contribué à retarder des choix politiques sous prétexte qu'on a voulu mettre beaucoup l'accent sur le projet de société.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Larose?

**M. Larose:** Merci, M. le Président. Est-ce que je dois comprendre que, pour vous, il s'agit d'injecter dans le contenant un certain contenu, et donc, pour ceux qui pourraient nourrir des projets, que ce soit des projets souverains ou des projets fédéralistes, ces projets-là doivent être, je dirais, tirés par un projet plus large, qui est une amélioration de la qualité de vie à tous les points de vue? En même temps, si je comprends bien, pour des gens qui sont spécialistes en sagesse, si je puis dire, en générosité, quand

même, en charité, diraient d'autres, dans votre propre organisation, si je comprends bien, tout n'est pas insurmontable, et donc il y a des sociétés distinctes qui doivent passer aussi par des négociations qui ne semblent pas réussir automatiquement, à ce que Mgr Turcotte nous dit.

Dans ce processus, parce que, à un moment donné, il va y avoir des rendez-vous, y compris pour ceux qui sont nourris par de grands projets, comme le projet de société parce que, pour un, si on est pour l'indépendance du Québec, ce n'est pas pour l'indépendance du Québec; pour nous, c'est une condition maintenant essentielle, précisément pour une plus grande équité, une meilleure répartition de la richesse, une plus grande responsabilisation des communautés locales, régionales. Alors, c'est un projet de société qu'on met derrière ça, mais on dit que l'indépendance, ce n'est pas avec ça qu'on va avoir tout ça d'un seul coup, mais c'est une condition pour y arriver.

Alors, ma question est très simple. Dans le processus, je veux savoir si les évêques, à un moment donné, si on s'écartait, je dirais, de ce projet et que, effectivement, le peuple n'était pas sollicité à se prononcer, est-ce que les évêques se sentiraient la responsabilité de nous rappeler à l'ordre?

**M. Ouellet (Gilles):** Oui, certainement.

**M. Larose:** Merci.

**M. Couture:** Peut-être pas à coups de crosse.

**M. Larose:** Non, ce n'est plus la mode.

**M. Couture:** Non, voilà, exactement. Mais certainement que nous ne serons pas des chiens muets, pour employer l'expression de saint Paul.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Et bien voilà. Le temps qui nous était accordé est terminé. Alors, on reprend à 19 heures. Contrairement à ce que j'ai dit ce matin, on reprend à 19 heures, et Mgr Gilles Ouellet, Mgr Maurice Couture, et mon évêque, Jean-Claude Turcotte, merci d'avoir pris le temps de réfléchir avec nous sur l'avenir du Québec.

(Suspension de la séance à 18 h 4)

(Reprise à 19 h 10)

**Le Président (M. Jean Campeau):** À l'ordre, s'il vous plaît!

Ce soir, nous entendrons à 19 heures — je suis un peu en retard — le Conseil du statut de la femme pour une période d'une heure et demie et, à 20 h 30, le Conseil des affaires sociales

pour une heure. Les travaux se termineront à 21 h 30 et je répète que le départ par autobus aura lieu à 22 heures, à la porte 6.

Avant de commencer, je me permets un commentaire. Je voudrais faire remarquer aux membres qu'ils ne peuvent pas citer les mémoires qui n'ont pas encore été entendus parce que, à ce moment-là, ils brisent l'embargo. C'est une demande aussi que je fais aux journalistes et aux organismes de respecter également l'embargo et de ne pas distribuer leur mémoire avant d'être venus à la Commission. Donc, embargo sur tout mémoire qui n'est pas déjà passé à la Commission, de même que toute citation d'un mémoire qu'on aurait pu lire et rapporter sur une autre éventualité.

Je comprends que c'est Mme Lavigne. Mme Lavigne, est-ce que vous pourriez présenter vos collègues?

#### Conseil du statut de la femme

**Mme Lavigne (Marie):** Oui. M. le Président, je vous présente, à ma droite, Mme Christine Marchildon qui est membre du Conseil du statut de la femme et qui est première vice-présidente aux ressources humaines à la Fédération des caisses populaires Desjardins de Montréal et l'ouest du Québec. À la suite, à sa droite, Me Jocelyne Olivier qui est secrétaire générale du Conseil du statut de la femme et Me Guylaine Bérubé qui est avocate au Conseil du statut de la femme.

À ma gauche, Mme Hélène Tremblay qui est membre du Conseil et qui est vice-rectrice à l'enseignement et la recherche à l'Université du Québec à Rimouski et Mme Francine Lepage qui est économiste au Conseil du statut de la femme.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Mme Lavigne, vous allez avoir 10 minutes pour présenter votre dossier. Par la suite, il y aura 15 minutes pour les questions et commentaires, questions et réponses de la part du groupe parlementaire qui forme le gouvernement, 15 minutes aussi pour le groupe parlementaire qui forme l'Opposition officielle, 40 minutes pour les autres membres inscrits auprès de la présidence et 10 minutes pour la présidence. Vous avez maintenant 10 minutes pour présenter votre mémoire.

**Mme Lavigne:** Je vous remercie. M. le Président, Mmes et MM. les commissaires. Je vous remercie de donner au Conseil du statut de la femme l'occasion d'exprimer son point de vue dans le cadre de vos travaux. Le Conseil est un organisme consultatif qui a été créé en 1973 et qui a pour mandat d'aviser le gouvernement québécois sur toute question relative à l'égalité et au respect des droits des femmes.

Les membres du Conseil sont nommés par le gouvernement sur recommandation de divers

milieux et proviennent de plusieurs régions. Ainsi, sur les quatre membres recommandées par des groupes de femmes, deux sont issues des communautés culturelles et une troisième est autochtone; deux membres proviennent des milieux économiques, deux des centrales syndicales et deux des universités. Ainsi, la composition du Conseil constitue en quelque sorte un microcosme des femmes du Québec.

Dans le mémoire que nous vous soumettons, le Conseil ne se prononce pas sur le statut politique du Québec. Nous nous prononçons toutefois sur des aspects que nous considérons fondamentaux pour les droits et le statut des femmes. Cette Commission offre une occasion privilégiée de réflexion pour mieux adapter nos institutions et nos choix collectifs à la réalité contemporaine. Or, il est loin d'être certain que nos institutions soient adaptées à la situation actuelle de la moitié de la population, c'est-à-dire les femmes.

En effet, les institutions politiques ont été forgées par les Pères de la Confédération, en 1967, et se sont développées à une époque où les femmes étaient exclues du champ politique. Même le mot "personne", inscrit à l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, n'incluait pas les femmes. Nos institutions ont pris forme alors que les affaires dites publiques évacuaient ce qui touchait le bien-être des personnes. Ces questions étaient réservées au domaine privé qui constituait en quelque sorte l'univers féminin. Ce clivage entre affaires privées et affaires publiques a longtemps marqué les sociétés occidentales. Cependant, au cours du XX<sup>e</sup> siècle, des transformations radicales sont intervenues, et l'effritement des solidarités privées traditionnelles a conduit les États à assumer de nouvelles fonctions sociales. Le champ politique s'est considérablement élargi, entraînant dans le domaine public ce qui était considéré auparavant comme des questions privées ou familiales. Et les femmes ont été particulièrement marquées par ces transformations. Les interventions de l'État dans les secteurs sociaux, de la santé, de l'éducation ou de la sécurité du revenu sont pour elles des enjeux politiques majeurs. Aussi, voient-elles avec inquiétude l'émergence de certains courants de pensée invitant l'État à se retirer du domaine social. Un tel retrait est incompatible avec les réalités contemporaines où l'élargissement du rôle de l'État est intimement lié aux modifications du rôle des familles et aux impératifs d'atteinte d'égalité entre les femmes et les hommes.

Si l'avenir pour le Québec signifie que nous devons nous ajuster à des changements sans retour dans l'économie mondiale, il est fondamental que nous nous adaptions aux changements, également sans retour, dans la situation économique et sociale des individus. Cela est particulièrement important pour les femmes qui doivent pouvoir compter sur des mécanismes de

solidarité sociale et de redressement économique et social. Il importe donc que tout projet sur l'avenir du Québec confirme notre engagement à construire une société égalitaire. Ainsi, il est essentiel, quelle que soit l'option politique retenue par le Québec, de garantir l'égalité entre les hommes et les femmes et la non-discrimination sur la base du sexe. C'est pourquoi nous réaffirmons dans notre mémoire notre attachement à la Charte des droits et libertés de la personne du Québec. Il est hautement souhaitable qu'elle puisse continuer à s'appliquer ou qu'elle puisse inspirer une future charte constitutionnelle québécoise. Si une constitution québécoise était rédigée, nous recommandons que les libertés et les droits fondamentaux, notamment le droit des femmes à l'égalité, à leur sécurité et à leur intégrité, y soient enchâssés. Par ailleurs, cette constitution devrait, cette fois-ci, être rédigée par un nombre égal de femmes et d'hommes.

Quant à la situation des femmes autochtones, nous recommandons, quelle que soit l'issue de leurs revendications collectives, qu'elles puissent, si telle est leur volonté, jouir des mêmes garanties constitutionnelles en ce qui concerne l'égalité entre les femmes et les hommes. De plus, nous considérons que la révision du statut constitutionnel doit être l'occasion de rompre avec la sous-représentation historique des femmes dans les institutions politiques. En effet, sans une ferme volonté de redressement, les femmes demeureront de perpétuelles minoritaires. À titre d'exemple, rappelons qu'il a fallu 70 ans pour qu'elles représentent 13 % de la députation à la Chambre des communes. Rappelons également qu'il a fallu 50 ans pour qu'elles forment 18 % de l'Assemblée nationale du Québec. À ce rythme, nous risquons d'attendre de nombreuses décennies avant que les Parlements ne reflètent la composition de la population. Nous faisons face ici à une question de légitimité démocratique. C'est pourquoi nous recommandons qu'un éventuel réaménagement constitutionnel soit l'occasion de mettre en oeuvre des mécanismes pour atteindre une représentation équitable des femmes dans l'ensemble des institutions politiques, dans l'administration publique et dans la magistrature.

Par ailleurs, notre mémoire met en lumière des incohérences et des doublages créés par le chevauchement des compétences entre les gouvernements fédéral et provincial. Cette situation nuit à l'élaboration de politiques globales intégrées visant l'amélioration de la situation des femmes. De nombreuses demandes des Québécoises touchent différents aspects de la vie quotidienne qui relèvent traditionnellement de la compétence législative des provinces, tels le droit de la famille, le travail, la santé, les services de garde, la formation professionnelle et l'éducation. Afin d'éliminer le chevauchement des interventions de deux paliers de gouvernement, nous favorisons la présence exclusive du gouver-

nement du Québec dans ces secteurs. Ainsi, en matière de partage de compétences, nous recommandons que le Québec soit le maître d'oeuvre de la politique de congés parentaux et qu'à cette fin il rapatrie le champ de cotisation de l'assurance-chômage concernant la maternité et les congés parentaux; que les travailleuses québécoises, même si elles travaillent dans des entreprises de juridiction fédérale, soient admissibles au programme du retrait préventif; que la compétence législative sur le mariage et le divorce relève du Québec; que le Québec se dote de tous les instruments nécessaires à l'élaboration d'une politique de sécurité du revenu; que les politiques en matière de services de garde soient entièrement définies par le gouvernement du Québec; que le gouvernement du Québec s'assure que les femmes conservent leur droit à l'autonomie reproductive et à leur intégrité physique, et qu'il continue d'assurer l'accessibilité aux services d'interruption de grossesse dans le cadre des services de santé; que toutes les femmes immigrantes, quels que soient leur situation familiale ou leur statut, aient accès à la formation linguistique et, bien entendu, que toute modification au statut du Québec ne pénalise pas les femmes tant sur le plan de leurs droits que sur celui des mesures et des programmes dont elles bénéficient actuellement.

En conclusion, nous tenons à rappeler aux membres de cette Commission que si les femmes du Québec vivent encore dans un régime conçu par les Pères de la Confédération, il importe que le débat actuel s'inspire d'une vision égalitaire de la société et donne naissance à un Québec biparental. Je vous remercie.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Merci, madame. Première intervention, Mme Denise Carrier-Perreault qui, je crois, est la suppléante de M. Jacques Léonard. À vous madame.

**Mme Carrier-Perreault:** Merci, M. le Président. J'ai pris connaissance du mémoire du Conseil. C'est un excellent mémoire, un mémoire bien étoffé, bien structuré, le genre de mémoire qu'on a l'habitude de recevoir du Conseil. Bien que, dans votre mémoire, le Conseil ne se prononce pas sur le statut désiré pour le Québec, disons qu'il fait quand même ressortir très clairement les inconvénients, entre autres de la double juridiction dans certains domaines que vous avez énumérés d'ailleurs, les congés parentaux, les questions relatives au divorce, etc. J'aimerais savoir si vous croyez qu'il est possible quand même pour le Québec d'obtenir une entière juridiction dans ces domaines-là, les domaines que vous avez énumérés, sans pour autant obtenir la pleine souveraineté, ou la pleine possession de l'entière...

**Mme Lavigne:** Écoutez, il est clair que le Conseil ne peut se prononcer sur cette question.



Cependant, il y a toutes sortes de stratégies qui pourraient être envisagées par un gouvernement. Il y a certains éléments qui peuvent se faire, notamment en ce qui concerne la Loi de l'assurance-chômage. La loi prévoit une possibilité de retrait et il y a une possibilité, le Québec a une histoire là-dessus, de récupération d'un certain nombre de champs. Mais ça, les difficultés varient selon l'option politique qui sera retenue, c'est évident.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Ça va? Mme Pauline Marois.

**Mme Marois:** Non, c'est ma collègue, Mme Harel.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Mme Harel.

**Mme Harel:** Merci. Vous avez tantôt parlé des Pères de la Confédération. Il y a une blague qui circule beaucoup dans mon comté, qui dit que si le Canada a une si faible Constitution, c'est parce qu'il n'a eu que des pères et pas de mère. Je ne sais pas si vous l'avez déjà entendue...

**Une voix:** Ça ne fait pas des enfants forts.

**Mme Harel:** D'abord vous allez me permettre de vous féliciter pour avoir refusé, dans le cadre du débat du lac Meech, de cautionner les craintes qui étaient entretenues dans les milieux anglophones à l'égard de la capacité du Québec de garantir les droits à l'égalité pour les Québécoises. Vous avez clairement, d'ailleurs, repris cette question dans votre mémoire, à la page 8 notamment, vous avez assez bien illustré, bien succinctement – j'invite les membres de la Commission, d'ailleurs, à en prendre connaissance – les conceptions diamétralement opposées, quand vous nous dites: "Alors que les femmes des autres provinces se méfient de leur gouvernement provincial et adoptent plutôt des stratégies nationales, les Québécoises agissent d'abord sur le gouvernement du Québec pour améliorer leurs droits sociaux et économiques." On voit bien, juste évidemment par cette illustration, la différence dans les comportements collectifs des unes et des autres. Moi je comprends, et puis je respecte que vous ne vouliez pas, comme conseil gouvernemental, vous prononcer sur le statut politique idéal pour le Québec. Mais je m'attends quand même que vous élaboriez sur les conditions essentielles de la réalisation d'une véritable politique de la condition féminine au Québec. Et là-dessus j'aimerais vous entendre.

**Mme Lavigne:** D'accord. A cet égard, il nous semble extrêmement important que d'abord soit éliminée toute une série de chevauchements à la fois d'interventions, et à la fois de juridictions; d'interventions qui sont faites soit par le

pouvoir de dépenser et qui nous amènent dans toute une série de secteurs, d'avoir des interventions qui sont, ou contradictoires, ou inutilement compliquées. Donc, ça c'est un élément extrêmement important là, éviter l'ensemble des chevauchements.

Par ailleurs, il est aussi important d'avoir une mécanique qui permette d'avoir des politiques qui reflètent les besoins réels de la population. Or, on dit, ailleurs dans notre mémoire, que l'instance habituellement la mieux désignée pour répondre précisément à des besoins touchant la vie quotidienne des individus, touchant leurs relations, leur travail, leur sécurité du revenu, est habituellement le gouvernement qui est le plus proche des citoyens parce que les situations varient extrêmement d'un endroit à l'autre. Et dans ce sens-là, nous avons déjà affirmé comme Conseil, à la fois en 1980 et aussi en 1987, que le lieu le mieux placé était le gouvernement du Québec, qui d'ailleurs dispose en principe des compétences pour agir dans ces domaines.

**Mme Harel:** Dans votre mémoire, à la page 11, vous mentionnez que si un éventuel réaménagement constitutionnel devait donner naissance à des nouvelles institutions, vous recommandiez un certain nombre de choses. Et pourquoi pas, vous n'avez pas envisagé un changement politique majeur, en faveur de la souveraineté; vous ne l'envisagez que dans le cadre d'un éventuel réaménagement constitutionnel. Ça m'a surprise. En fait, j'ai l'impression que dans tout votre mémoire, il y a comme une sorte de coexistence là. Je ne sais pas si vous savez que notre mandat ne porte pas que sur le réaménagement constitutionnel mais aussi sur l'avenir politique du Québec. Et, à cet effet-là, j'aimerais que vous élaboriez sur la déclaration, attendez, vous avez appelé ça une disposition à caractère déclaratoire, que vous souhaiteriez voir introduite dans une charta, dans une constitution plutôt je pense, dans une constitution québécoise, alors à quoi faites-vous référence quand vous parlez d'une disposition à caractère déclaratoire?

**Mme Lavigne:** D'accord, effectivement, la position que nous avons prise, notamment sur cette question de représentation des institutions, la plupart des recommandations s'appliquent quelle que soit l'option constitutionnelle retenue; et lorsqu'on parle d'institutions, on parle constamment des institutions actuelles ou d'institutions qui seraient créées dans un nouveau cadre et aussi on mentionne l'importance d'avoir des mécanismes de représentation qui soient adéquats. En ce qui concerne les dispositions déclaratoires, c'est que, quel que soit l'avenir politique, on pense que si le Québec décidait de se doter d'une constitution, il y a des principes de base qui doivent animer une société et quand on parle d'une disposition déclaratoire reconnaissant une société égalitaire, on se dit: Nous avons au

moins un consensus comme société, au moins celui-là, qui n'est pas tombé dans toute une vague de consensus, c'est la reconnaissance que les femmes et les hommes sont égaux et que tout doit être mis en oeuvre... et c'est pourquoi nous trouvons important que, comme société, on l'affirme haut et fort et qu'on se dote des mécanismes pour le faire. Alors, quelles que soient les orientations qu'on prenne, à la fois la réflexion de cette Commission et un projet qu'on pourrait proposer, ça fait partie de valeurs de base qu'en 1987 on identifiait aussi comme étant partie prenante de ce qu'on appelle la société distincte au Québec, qui inclut nécessairement une société reconnaissant l'égalité entre les femmes et les hommes comme principe de base qui régit la société.

**Mme Harel:** Alors, faut-il comprendre, quand vous nous dites: Quelle que soit l'option constitutionnelle retenue, "sauf le statu quo". (19 h 30)

**Mme Lavigne:** Ah oui! mais écoutez, ça c'est peut-être le deuxième consensus qu'on sent depuis plusieurs jours. Là-dessus, il y a eu des changements dans notre société et ce qu'on a vécu, c'est le reflet des changements de cette société; c'est-à-dire qu'on vit une confusion qui est négative et notre mémoire tente de démontrer les impacts négatifs, en tout cas en certains domaines, qu'il peut y avoir pour les femmes. Mais en ce qui concerne le statu quo, je pense que la réflexion à laquelle on est convié comme société est une réflexion qui, de facto, exclut le statu quo.

**Mme Harel:** Alors, excluant le statu quo, vous nous dites qu'il faut donc favoriser une présence exclusive du gouvernement du Québec et vous nous faites une liste de secteurs, notamment en matière de congés parentaux je pense, de réforme du droit de la famille, et à l'égard de la sécurité du revenu, où il faut limiter le pouvoir fédéral de dépenser et vous souhaitez qu'à l'égard des allocations familiales et des pensions de vieillesse, il y ait également rapatriement. Alors, vous souhaitez qu'il y ait finalement un ensemble de compétences qui soient rapatriées au Québec et qui touchent directement la qualité de vie ou les conditions de vie des femmes, c'est bien ça? Parce que vous dites: Tout ce qui se fait, présentement, ça affecte les femmes: les chevauchements, l'inextricable fouillis dans certains secteurs. Vous nous rappelez que si le mariage est provincial, le divorce est fédéral, etc. Mais je suis convaincue que, pratiques comme vous êtes, vous ne devez pas avoir la pensée magique qui consiste à penser que c'est parce qu'on va le demander qu'on va l'obtenir, parce qu'il y a longtemps que les femmes ont beaucoup demandé pour ce qu'elles ont pu obtenir jusqu'à maintenant. Alors, avez-vous réfléchi à la façon d'aller chercher ces

éléments essentiels à une véritable politique de la condition féminine?

**Mme Lavigne:** Je vais laisser ma collègue, Mme Tremblay, répondre.

**Mme Tremblay (Hélène):** C'est parce qu'on sent, Mme Harel, que pour les commissaires, ce serait extrêmement plus intéressant si un organisme entendu se prononçait très clairement sur l'avenir constitutionnel du Québec, sauf que comme... C'est évident. À votre place, je pense qu'on réagirait exactement de la même façon, mais on s'est dit très clairement que, par contre, pour respecter notre mandat et aussi pour être crédible comme organisme, il fallait se prononcer sur des secteurs pour lesquels nous sentions détenir une compétence très claire. On le sait que ça vous tente. Ça pourrait nous tenter comme individus, mais ici, on est vraiment comme Conseil et on ne tombera pas dans votre trappe, parce qu'elle est assez largement ouverte. Donc, on se retient, on s'est averties avant d'entrer, on se retiendrait.

Pour l'autre question, c'est aussi une question qu'on attendait un petit peu, parce qu'on vous voit, dans les débats, avec les synthèses qui se font, et on en a parlé cet après-midi, par exemple, assez longuement, et vous le savez comme moi. Ce n'est pas une question simple et on n'a pas de réponse à vous donner ce soir. On sait qu'en fonction des décisions qui sont prises quant à l'avenir politique, le statu quo, les moyens à prendre sont assez simples: la souveraineté totale, si c'est ça qui est retenu, effectivement, ça va être assez simple aussi. C'est entre les deux que ça commence à être compliqué. Alors, je ne vous raconterai pas les blagues qu'on s'est faites, cet après-midi, sur les moyens d'y parvenir, parce que ça ne ferait pas très sérieux de notre part, mais on n'a pas vraiment... On sait que la question est très large, ouverte, extrêmement préoccupante, mais on n'a pas de position sérieuse à vous proposer ce soir pour les moyens à mettre en place. On le regrette.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Ça va. Nous reviendrons. Mme Lorraine Pagé.

**Mme Pagé:** Je voudrais vous dire, tout d'abord, que je suis bien heureuse de vous voir, pour deux raisons: tout d'abord on n'a pas vu beaucoup de femmes à cette table, aujourd'hui.

**Une voix:** Les évêques, eux autres...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Mme Pagé:** Les caisses populaires, des partis politiques et des évêques, mais on n'a pas vu beaucoup de femmes. Alors, c'est la première raison de ma satisfaction. La deuxième, c'est que

vous venez rappeler qu'un peu plus de la moitié du Québec est une femme, ce qu'on ne s'est pas rappelé entre autres, dans la constitution de cette Commission, et j'aurais trois questions à vous poser. Il y a quelques jours, nous nous sommes fait expliquer que le régime fédéral, le double palier de juridiction, était le meilleur garant que nous avions pour la protection des droits et libertés. Si je comprends bien votre mémoire, ça n'a pas véritablement servi dans le cas des femmes, particulièrement pour l'avortement, premier exemple, et deuxième exemple, dans tout le travail de francisation des femmes immigrantes, où, dans les faits, cette double juridiction les prive de leur capacité d'intégration, d'accès au marché du travail et de leur capacité d'autonomie financière. Alors, ma première question: Est-ce que, d'après vous, le régime fédéral à double palier de réduction est une nécessité absolue pour garantir les droits et libertés des femmes?

Deuxième question. Vous nous parlez d'une rédaction de la constitution québécoise par un forum qui devrait être constitué à égalité de femmes et d'hommes. Je voudrais vous entendre sur le mécanisme qui pourrait rédiger la constitution québécoise selon ce critère d'égalité hommes/femmes.

Ma troisième question. Vous nous dites: Ça devrait être le moment de rompre avec cette sous-représentation chronique et historique des femmes dans toutes nos institutions politiques. J'aimerais que vous nous précisiez les mécanismes que vous voyez qui pourraient permettre de rompre définitivement avec cette sous-représentation, au-delà de l'intention déclaratoire. Quels sont les moyens auxquels vous pensez?

**Mme Lavigne:** En ce qui concerne votre première question, le double palier. Il est clair, selon nous, que lorsqu'on affirme que les droits sont mieux protégés par deux paliers, c'est qu'on parle d'une conception où on pense que l'ensemble des sociétés occidentales qui ont un seul palier de gouvernement ont moins de droits que les autres. Or, je ne suis pas sûre que ce soit le cas. Il ne nous semble pas évident qu'un palier ou l'autre, que le fait qu'il y ait deux paliers, joue. Il me semble que ce ne sont pas des questions qui vont ensemble.

La question de garantie. Je tiens à rappeler que la Charte québécoise est la Charte la plus complète au Canada, qu'elle n'a pas attendu la Charte constitutionnelle pour être votée par l'Assemblée nationale du Québec en 1975 et qu'elle s'avère, par ailleurs, un instrument qui est beaucoup plus utilisé, et utilisé avec beaucoup plus de succès de façon générale par une minorité, par les groupes minoritaires et par les femmes pour défendre leurs droits. À cet égard, la question de double palier, je pense que c'est une question qui... Jusqu'à maintenant en tout cas, la preuve n'a pas été faite qu'il y a une

différence fondamentale de droits entre l'un et l'autre.

En ce qui concerne le mécanisme pour l'élaboration d'une constitution québécoise, là-dessus, ça pourrait être effectivement moitié hommes, moitié femmes. Ce pourrait être un mécanisme genre constituante élue et via un mécanisme qui permette d'avoir sur des listes un nombre égal de femmes et d'hommes provenant de différents milieux ou, dépendant s'il s'agit d'un lieu de désignation à partir des élus, les élus peuvent aussi désigner. Alors, ça dépend de l'orientation qu'on prend. Mais il s'agit, d'abord et avant tout, d'avoir la ferme volonté politique de le faire. Les mécanismes ne veulent rien dire s'il n'y a pas une volonté politique en arrière de le faire.

Par ailleurs, pour ce qui concerne la nécessité de rompre les mécanismes de sous-représentation des femmes, ils peuvent être multiples. Il y a quelques années, et encore, il y a des gens qui privilégient, notamment en ce qui concerne la représentation des femmes au niveau des institutions politiques, un certain mode de scrutin par rapport à d'autres. Or, il n'est pas évident qu'un mode de scrutin, qu'il s'agisse d'une proportionnelle ou le mode de scrutin que l'on connaît, ou d'autres types de systèmes soient nécessairement des garants. La base de la représentation, et fondamentalement dans notre système, émane des partis politiques. La condition pour devenir éligible est liée à l'appartenance d'un parti et est liée à la volonté d'un parti. Ce qui nous semble, au niveau de la représentation politique, c'est fondamentalement au niveau des partis politiques que ça doit se faire. Bien sûr, certains mécanismes certains modes peuvent le favoriser. Néanmoins, la base, c'est le parti politique. On a déjà vu des pays où on avait appliqué la proportionnelle. À l'époque, on pensait que ça pouvait aider les femmes. Or, il y a déjà eu des résultats tout à fait désastreux parce que ou il n'y avait pas de femmes sur les listes ou elles étaient mal placées sur les listes.

À cet égard-là, donc, ce qu'on préconise, c'est que s'il y a une réflexion sur un mode de scrutin, qu'on pense à des mécanismes qui favorisent cette représentation. Mais que, aussi, au niveau des lois électorales, les partis politiques s'inscrivent dans des démarches et aient toute une série de mécanismes. Sauf que c'est aussi aux partis à penser quelles sont les barrières au sein des partis parce qu'elles sont multiples et relèvent beaucoup de la culture des partis et identifient eux-mêmes des programmes.

En ce qui concerne les autres lieux, s'il s'agit de nominations dans des organismes, bon, l'exécutif a des moyens de nommer et il s'agit qu'il s'établisse clairement des politiques, et que ces politiques aient identifié un certain nombre d'objectifs à atteindre au cours des années. Dans la magistrature, on pourrait penser aussi à

des programmes d'accès à l'égalité où on s'engage, sur un certain nombre d'années, à augmenter la proportion de femmes. Ceci est d'autant plus facile qu'on ne peut plus avoir, comme il y a 20 ans, le prétexte de dire que les femmes ne sont pas prêtes ou que les femmes n'ont pas la formation ou l'expérience. Rappelons-le, la réforme de l'éducation a quand même plus de 20 ans maintenant, d'une part, alors les femmes sont aussi scolarisées que les hommes.

Les diplômés universitaires. Il y a plus de femmes qui sortent diplômées universitaires que des hommes et, par ailleurs, elles sont en très grand nombre dans des professions. Et la main-d'oeuvre actuellement au Québec, il y a 70 % des femmes, entre 20 et 44 ans, qui sont sur le marché du travail. Alors, on ne peut plus prétexter l'absence d'expérience ni l'absence d'expérience communautaire. Donc, à cet égard, ce qu'il s'agit de faire, c'est d'établir un objectif et de s'y conformer. Merci.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Ça va. M. Cameron, qui est le suppléant de M. Holden. Par la suite, ce sera au tour de Mme Monique Simard. M. Cameron.

**M. Cameron:** Merci, M. le Président. Vous avez conclu votre allocution avec les mots "il importe que le débat actuel s'inspire d'une vision égalitaire de la société". I am very interested in what this egalitarian vision involves. Do you mean, by "egalitarian", egalitarian in status, income, power, in other words, in a matter of socialism, or do you mean equality of rights? If you mean the first, that is equality of status, I should think that there would be some fears expressed in terms of what has happened already in a century when people have tried to establish equality of status through the State, and I would be interested in whether anything would be said on a question of freedom. If you mean the second, equality of rights, I wonder if you would extend the same argument to equality of rights in terms of the language spoken by the majority or the minority in Québec.

**Mme Lavigne:** Ce qu'on signifie, c'est que, comme société, on doit se doter d'une société égalitaire pour laquelle, d'une part, on reconnaît, au sein que ce soit d'une constitution ou d'une charte, un ensemble de droits, donc, reconnaissance formelle, mais ce qui est déjà un acquis. Par ailleurs, l'égalité mais aussi l'égalité formelle pour les femmes existe dans cette société. L'égalité quotidienne dans les faits n'existe pas encore. Rappelons que même si les femmes forment 43 % de la main-d'oeuvre, en moyenne, elles touchent 65 % du salaire des hommes. Rappelons que la majorité des personnes pauvres sont des femmes. Rappelons que la violence existe toujours et que, pour rompre avec ces inégalités, il faut créer des conditions, et la

façon de le faire, c'est d'avoir une série de mécanismes sociaux qui permettent de redresser les inégalités économiques et sociales que vivent les femmes. Dans ce sens-là, ce que nous demandons, c'est qu'il y ait une constante préoccupation que, dans l'ensemble des programmes, des politiques et des législations, on favorise la reconnaissance d'un statut historique inférieur que les femmes ont eu et la nécessité de programmes pour pallier à ces problèmes.

**M. Cameron:** I think I see the point that you are getting at, but it still seems to me that you are assuming that this move for equality of status means the statistics for males and females must themselves move towards equality. I do not understand why this is true.

For example, in the XVIIth century, there was a sheik in Algeria who was the parent of 1600 children. I do not imagine any change in circumstances or laws that could extend the same right or privilege of misfortune to a member of the female sex. Certain things, differences in indices of employment, income and so on may not necessarily reflect injustice or unfair conditions, merely difference or must there be no differences?  
(19 h 45)

**Mme Lavigne:** D'accord. Ce qui importe à cet égard, je pense que c'est l'égalité, l'égalité dans les résultats. Il est sûr que les femmes et les hommes ne sont pas pareils, qu'il existe des spécificités et ça, si j'ai bien compris le sens de votre question, je pense que c'est... Oui, c'est ça... Et dans ce sens-là, avoir des mesures qui seraient strictement égales conduirait dans les faits à des inégalités. Une femme sur le marché du travail, qui est enceinte, et à qui on dirait: Tu n'as pas le droit de prendre un congé de maternité, ce serait une mesure égalitaire bête, et dans les faits, une discrimination. Alors, un concept d'égalité, et aussi la reconnaissance de spécificité, la reconnaissance que les femmes et les hommes ont certes des différences, mais que fondamentalement, au-delà de ça, nous vivons désormais dans une société où, à part la période liée à la maternité et un rôle familial que femmes et hommes doivent tous les deux assumer, pour le reste, les humains n'ont pas le choix. Nous sommes dans des sociétés où pour les femmes et les hommes, la seule façon de garantir sa sécurité économique, c'est par le marché du travail. La seule façon de garantir la sécurité économique de sa famille, c'est, dans l'immense majorité des cas, que femmes et hommes soient sur le marché du travail. Et dans ce sens-là, les chances, l'aspect, l'ensemble de la société doit être égalitaire et doit favoriser l'entrée des femmes, aussi, dans le domaine de la parentalité parce qu'effectivement on ne vit plus au XVIIe siècle.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Ça va?

Mme Monique Simard, qui est la suppléante de M. Gérald Larose.

**Mme Simard:** Je débute ce soir mon travail de suppléante avec le Conseil du statut de la femme, je veux vous rassurer: ce ne sera pas ma seule présence, ici, à cette Commission.

**Une voix:** J'espère.

**Mme Simard:** Je voudrais d'abord vous féliciter pour votre mémoire. Ce que je trouve ironique cependant, c'est que aujourd'hui-même le Conseil du statut de la femme vient faire sa présentation alors que cet après-midi, un projet de loi a été déposé, qui touche notamment au congé parental et qui est bien en dessous de ce que vous réclamiez il y a quelques mois devant une commission parlementaire en ce qui concerne les congés de maternité et les congés parentaux. Ce qui nous est proposé, à toutes fins pratiques, n'est qu'un simple ajustement à une mauvaise loi fédérale, qui est la nouvelle Loi sur l'assurance-chômage. Ceci dit, l'ensemble de vos recommandations vise à peu près sans exception à rapatrier au Québec un certain nombre de juridictions, un certain nombre de réglementations. Vous avez souligné que c'est possible de le faire, vous avez entre autres parlé de l'assurance-chômage. Mais dans certains cas, j'aimerais mieux vous entendre sur deux recommandations plus substantielles que vous faites entre autres, qui sont à la page 18 de votre mémoire. Une notamment qui vise à ce que le Québec se dote de tous les instruments nécessaires à l'élaboration d'une politique de sécurité du revenu cohérente, adaptée aux besoins de sa population, s'articulant autour d'une politique de plein emploi. Est-ce que vraiment – et évidemment, j'adhère tout à fait à cet objectif – est-ce que le Conseil croit vraiment que c'est possible de pouvoir réaliser cette recommandation dans le cadre actuel, ou même, dans une révision modérée du cadre constitutionnel, notamment en ce qui concerne les principaux instruments économiques?

L'autre élément porte sur votre recommandation en ce qui concerne le droit des femmes à choisir leur maternité. Effectivement, comment le Conseil conçoit-il pouvoir modifier la situation dans le cadre actuel ou dans un cadre qui ne serait pas celui de la souveraineté totale du Québec?

**Mme Lavigne:** O.K. Je vais d'abord répondre à la deuxième question, en ce qui concerne la mise en place d'une politique intégrée, globale de congés de maternité, et effectivement, les normes sont conçues au Québec, le cadre législatif est au Québec; le remplacement du revenu, mais très partiellement, est au niveau fédéral dans le cadre de la Loi sur l'assurance-chômage, volet parental. À cet égard, il est faisable, dans le cadre actuel, de récupérer, dans la mesure où la loi le permet,

dans la mesure où donc, dans le cadre actuel, il s'agirait de le faire. Et c'est faisable et c'est aussi éminemment souhaitable dans la mesure où le programme d'assurance-chômage est fondamentalement conçu pour faire face au chômage. Il y a deux semaines de délai de carence, uniquement 60 % de remplacement de revenus, alors que dans les autres régimes québécois d'assurance, c'est 90 % de remplacement de revenus, donc on est dans une situation un peu paradoxale où c'est plus payant d'avoir un accident d'auto que d'avoir un enfant, à cause de l'incohérence. Donc, ça, je pense que, en ce qui concerne l'élaboration d'une politique, si on pense à une politique avec un financement tripartite qui serait un financement à la fois de l'État, à la fois des employeurs et des employés et sur une base de cotisation large, c'est faisable dans le cadre dans lequel on vit.

Pour ce qui est du deuxième volet de votre question, je vais laisser Mme Tremblay répondre.

**Mme Tremblay:** Rapidement. Vous avez vu que dans le rapport, de façon plus détaillée, on a couvert un certain nombre de mesures ou de politique de programmes qui existent pour couvrir différents volets d'une politique générale de sécurité du revenu. Alors, on a parlé de sécurité du revenu en général, l'aide financière pour le soutien des enfants, la politique fiscale pour la famille, les personnes âgées, etc. Ce que cette recommandation-là venait couronner, c'était peut-être de donner un lien à l'ensemble des remarques qu'on avait faites sur les programmes particuliers. Ce qu'on constatait, effectivement, règle générale, c'est que, à travers toutes les recommandations, on peut se permettre d'affirmer que si on voulait, effectivement, comme on le veut depuis longtemps, à différentes occasions, avoir une politique systématique, structurée, cohérente, par exemple, de protection d'un revenu familial garanti pour l'ensemble des régions du Québec, peut-être que si on a eu de la difficulté à le faire, c'est peut-être justement parce que tous les programmes que ça touche, on a de la difficulté à avoir un contrôle, une compétence sur l'ensemble des programmes concernés et que, effectivement, vous le voyez, tous les programmes, quand on les prend à la pièce, on propose un rapatriement individuellement. Dans l'ensemble, je pense qu'il faut qu'on soit cohérentes avec nous-mêmes et tirer la conclusion qui en découle.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Ça va?

**Mme Simard:** Il y a deux questions – je pense que je n'ai peut-être pas été assez précise – auxquelles vous n'avez pas répondu. La première, c'est concernant l'avortement, le droit à l'avortement ou le droit à l'interruption de grossesse – pardon, j'ai utilisé le terme de droit

à l'interruption de grossesse – Comment pensez-vous que les Québécoises peuvent s'assurer de ce droit dans le futur? Deuxièmement, en ce qui concerne la politique de plein emploi, vous parlez de plein emploi, je voudrais vous entendre sur cette question. Parce que vous parlez de sécurité du revenu liée à une politique de plein emploi. Est-ce que vous pensez que le Québec a actuellement ou aurait dans un statut constitutionnel révisé les moyens économiques, effectivement, de mettre en place une politique de plein emploi?

**Mme Lavigne:** D'accord. En ce qui concerne le droit à l'interruption de grossesse, le droit à l'avortement, c'est un problème majeur et on dit dans notre document qu'en quelque sorte l'intervention du gouvernement fédéral dans cette matière constitue à nos yeux un détournement de compétence. C'est-à-dire, de prendre un acte médical qui relève carrément de la santé, ça relève carrément de la juridiction des provinces et de tenir à légiférer absolument et d'en faire un crime. À cet égard-là, donc, c'est un détournement de compétence. On fait l'hypothèse, éventuellement, on risque de se retrouver – ce qui serait beaucoup plus normal – que les provinces assument leurs responsabilités dans ces secteurs et favorisent à la fois un encadrement et une accessibilité de services. Donc, c'est un lieu où, effectivement, l'existence de deux paliers et l'utilisation d'outils qui ne servent pas à des fins... a constitué un très net recul des droits des femmes sur cette question. Alors, dans ce sens... Sauf qu'il est difficile de savoir si, dans le cadre actuel, le Québec pourrait effectivement légiférer. Si la loi n'est pas approuvée par le Sénat, je pense que les déclarations sont assez claires là-dessus dans le moment, elle se retrouvera là où elle devrait normalement être, c'est-à-dire de la responsabilité des provinces. Nous ne sommes plus au XIX<sup>e</sup> siècle pour inscrire l'avortement dans un code criminel. Ça répond à votre question? Oui?

En ce qui concerne une politique de plein emploi, il y a des outils qu'une société doit détenir, des outils qui sont, d'une part, des outils de nature macro-économique et, à cet égard, le Québec ne possède pas la plupart de ces deux outils, et ça, effectivement, c'est clair. Par ailleurs, il y a d'autres outils liés à la formation professionnelle et là, il manque aussi un bon bout d'outil. C'est une des questions les plus difficiles pour le Québec qui n'a pas encore les outils qu'il lui faut.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Votre temps est juste écoulé, Mme Simard. Alors maintenant, ça va être M. Jacques Proulx, et tout de suite après, M. Lucien Bouchard et M. Ghislain Dufour suivront. M. Proulx.

**M. Proulx:** Merci, M. le Président. Mme la présidente, je veux vous dire que votre mémoire,

comme d'autres l'ont dit, est très intéressant, et je veux quand même vous dire que votre présentation de ce soir est excellente, parce qu'il y a beaucoup de clarté dedans. C'est précis, c'est court. Deux petites questions, en fait. Une petite affirmation au départ. C'est que, comme le poète disait, certains sont plus égaux que d'autres. Croyez-vous que les Québécoises sont plus égales aux hommes que les Canadiennes?

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Une voix:** Oui.

**M. Proulx:** Ma deuxième question viendra selon votre réponse.

**Mme Marchildon (Christine):** Je pense que ce qu'on a exprimé, M. Proulx, à travers le mémoire, dans le fond, ce qu'on veut dire, c'est qu'on considère que les Québécoises, les Québécois, ont des valeurs, ont des attentes qui sont différentes de celles des Canadiens et des Canadiennes. Et c'est dans ce sens-là qu'on dit que le gouvernement du Québec a avantage à avoir les pouvoirs nécessaires pour être en mesure d'articuler des politiques et des programmes qui répondent à ces valeurs, à ces besoins propres. Et c'est vraiment dans ce sens-là qu'on l'a exprimé.

**M. Proulx:** Je peux en déduire que c'est un petit peu plus que...

**Mme Marchildon:** Ça dépend des attentes, M. Proulx.

**M. Proulx:** Ça dépend des attentes. Mais, jusqu'à aujourd'hui...

**Mme Marchildon:** Les attentes sont différentes.

**M. Proulx:** À partir de là, est-ce que, comme c'est fondamental l'égalité des sexes – je pense, bien, j'espère que tout le monde est d'accord sur ça, c'est une priorité pour pouvoir avancer sur d'autres dossiers – est-ce que vous ne croyez pas que l'État du Québec ou le Québec comme pays ne s'impose pas?

**Mme Marchildon:** On a mentionné, au début, que dans notre mandat, ou la présentation qu'on faisait au niveau de la Commission, on regardait vraiment les domaines qui touchent les femmes au niveau du Québec. Alors on n'a pas envisagé la question sous cet angle-là. On n'a pas de réponse précise à vous donner là-dessus.

**M. Proulx:** Ça veut dire que vous attendez la fin de la Commission, et que prochainement, vous serez en mesure de vous prononcer?

**Mme Marchildon :** À moins que notre mandat ne change, pour l'instant...

**M. Proulx :** Merci.

**Mme Lavigne :** Écoutez, je pense que ce qu'on trouve intéressant dans le cadre de ce débat, et là-dessus le Conseil a fait des interventions auprès de plusieurs groupes de femmes au Québec, on a envoyé plusieurs dossiers documentaires, des dossiers d'information, et ce qui est très important, c'est que les femmes québécoises s'inscrivent dans ce débat. On ne peut pas... Bon, écoutez, les femmes québécoises, c'est aussi multiple que les hommes québécois. On ne peut pas penser que les femmes québécoises ont une seule opinion et un seul point de vue. Il est évident qu'il y a une diversité. Je pense que ce qui est important pour notre Conseil, c'est de faire valoir les points communs, et ce qu'on a mentionné, je crois, fait partie d'un consensus de base qu'on retrouve chez les femmes du Québec. Lorsqu'il s'agit de discuter d'options constitutionnelles, d'options politiques, là, évidemment, les femmes ont des opinions politiques qui varient selon tout le prisme d'opinions politiques qu'on peut avoir au Québec. Et dans ce sens-là, nous, notre rôle comme Conseil, c'est de révéler un certain nombre d'impacts, et aussi d'aller chercher ce qu'on considère au cours des années qu'on a fait des études et qu'on consulte; d'aller chercher ce qu'on pense être des conditions essentielles à réaliser, de dévoiler ces éléments-là et surtout de sensibiliser les membres de la Commission aux enjeux qui se posent.

**Le Président (M. Jean Campeau) :** M. Lucien Bouchard.

**M. Bouchard :** Merci. Au fond, je pense que la Commission comprend assez bien la démarche qui est la vôtre. Vous avez décidé d'analyser la situation de l'intérieur, du point de vue dans lequel vous vous placez, et, à partir de l'examen que vous avez fait, vous concluez au caractère inacceptable de la situation actuelle qui provoque des chevauchements, des incohérences, des injustices, des iniquités. Et là, vous posez des principes, une sorte de grille que vous posez. D'abord que la solution aux difficultés que soulève la promotion de la condition féminine, présentement, passe par une approche globale – je crois que c'est à la page 39 que vous le mentionnez – et que cette approche globale requière donc qu'il n'y ait qu'un seul palier de juridiction. Et je crois comprendre que vous le situez au Québec, ce palier de juridiction, puisque vous dites que cette intégration des différents aspects d'une politique de la condition féminine incite le Conseil à favoriser une présence exclusive du gouvernement du Québec dans ce secteur. Et vous avez un argument

additionnel, en page 17, qui réfère à la culture spécifique du Québec selon laquelle la solution aux problèmes posés par la condition féminine doit s'élaborer en fonction du Québec lui-même. (20 heures)

Je ne sais pas si je lis bien le mémoire. Je comprends les difficultés que vous avez à proposer une solution constitutionnelle spécifique. Mais, est-ce que je comprends bien le mémoire s'il me semble, au fond, que vous dites qu'il faut rapatrier à Québec tous les pouvoirs qui sont nécessaires au gouvernement du Québec pour imposer, pour apporter une solution globale à toutes les difficultés soulevées par les problèmes de la condition féminine: par exemple, sécurité du revenu, l'emploi, la formation, les droits parentaux et ainsi de suite? Parce que ça couvre très large. Et est-ce que je comprends que la recommandation du Conseil à la Commission, c'est de récupérer la totalité des pouvoirs qui sont requis pour arriver à ce résultat?

**Mme Marchildon :** Dans la mesure où on souhaite avoir une politique globale, une politique bien intégrée à ce niveau-là, il est souhaitable que le maximum de pouvoirs en ce qui touche tous ces leviers-là appartiennent au Québec. C'est évident que ça facilite énormément la possibilité d'avoir cette politique qui intègre et qui est très cohérente.

**M. Bouchard :** Je vais vous ennuyer un peu en vous posant une question qui vous a été posée tout à l'heure, mais qui nous obsède pas mal. Parce que, quand vous nous dites des choses comme ça, vous nous passez une commande au fond. Au fond vous nous dites, bien vous êtes une commission, voici la hauteur à laquelle on vous fixe la barre. On vous demande d'aller chercher ces pouvoirs-là. C'est ce que vous nous demandez.

Alors, il s'agit d'une démarche politique, n'est-ce pas? On travaille dans la politique, dans le projet politique. Et qui parle de politique, parle de moyens concrets, parle des possibilités de réaliser le projet proposé. Alors il est évident que vous vous êtes posé la question. Vous vivez en situation, comme toutes les Québécoises et les Québécois. Vous savez bien ce qui est arrivé. Vous connaissez toutes les déconvenues que nous avons subies au cours des récentes années, des événements récents. Est-ce qu'il y a quelque chose que vous pouvez dire là-dessus? Parce que je comprends que vous souhaitez repousser très loin ce calice de vos lèvres, mais nous, nous l'avons sur la table. Et, à partir du moment où le mandat de la Commission c'est de proposer des recommandations, qui vont assortir le projet et les moyens de le réaliser, est-ce que vous avez quelque chose que vous pourriez nous dire pour nous aider? Comment ça peut se faire ça, la récupération des pouvoirs que vous souhaitez?

**Mme Lavigne:** Ecoutez, ça dépend fondamentalement des choix qui sont faits. Ça peut se faire de multiples façons, mais tout dépendant du projet de société qu'on identifie, et de ce qu'on veut aller chercher. Et, je pense que les stratégies viennent dans l'après-Commission, et les stratégies découleront nécessairement des choix qui seront proposés, et probablement des choix aussi qui seront proposés à la société québécoise en termes d'enjeux; bon, qu'est-ce qu'on veut devenir comme société et ce qu'on retient comme société.

Nous, l'essentiel de notre propos c'est de vous dire quand, comme membres de la Commission, vous allez regarder les pouvoirs les uns après les autres. Il pourrait arriver que vous vous disiez, j'en doute, mais que vous vous disiez: Écoutez, l'assurance-chômage dans le fond, c'est bien des problèmes, tout aussi bien de la laisser au fédéral.

Et là ce qu'on veut vous dire, c'est que nous, on pense qu'il ne faut pas que vous oubliiez dans votre lecture que ça pose un problème pour les femmes, que la compensation du revenu soit donnée au fédéral et qu'il y ait une multiplicité de mesures. Vous pourriez vous dire, bien, santé et sécurité au travail, ce n'est peut-être pas important qu'il y ait deux niveaux de législation. Nous, ce qu'on vous dit c'est que, attention, il y a un problème majeur. Il y a 120 000 travailleuses au Québec qui sont potentiellement privées de la mesure du retrait préventif, parce qu'elles travaillent dans des juridictions fédérales. Ce qu'on veut vous dire, c'est que dans votre réflexion, n'oubliez pas que la moitié de la population du Québec est là et que les impacts des mesures sont souvent plus différents sur elle que les impacts qui seront amenés par d'autres groupes de citoyens.

Alors c'est fondamentalement pour que cette fois-ci, contrairement peut-être à d'autres fois, les femmes ne soient pas oubliées.

**M. Bouchard:** Est-ce qu'il me reste une minute?

**Le Président (M. Jean Campeau):** Oui monsieur.

**M. Bouchard:** Madame, prenez pour acquis que vous m'avez convaincu, moi. Soyez rassurée, vous me convainquez qu'il faut rapatrier d'Ot-tawa la totalité des pouvoirs qui sont requis pour concevoir et mettre en oeuvre une politique globale de la condition féminine. Bon, ceci étant dit, est-ce que vous me dites que je ne dois pas me soucier de la stratégie? Que la stratégie c'est après la Commission, que c'est M. Rémillard qui va s'en occuper comme ministre dans le gouvernement, que ce n'est pas nous la Commission?

**Mme Tremblay:** Bien, on va la faire la blague qu'on faisait cet après-midi d'abord. Vous

rirez au moins avec nous. On va la faire devant vous la blague qu'on faisait cet après-midi, au moins ça vous permettra de rire si ça ne vous fait pas trouver de solution. On sait que la fiscalité est le nerf de la guerre. Et peut-être que les Québécois volontairement, parce que la stratégie la plus difficile à mettre en oeuvre, c'est s'il y a une solution de fédéralisme renouvelé ou de souveraineté-association, ce qui est dans le milieu, entre les extrêmes, c'est là que ça devient difficile parce qu'une négociation suppose deux personnes qui ont envie de négocier. On suggérerait que si la Commission suscite l'enthousiasme, peut-être qu'après, spontanément, les Québécois vont se proposer mutuellement d'envoyer leur rapport d'impôt fédéral à la fin de l'année avec les coûts, les impôts qu'ils ont à payer... Ils pourraient décider spontanément de l'envoyer au provincial en lui demandant, à lui, de prendre le soin d'envoyer au fédéral la part que le gouvernement québécois juge appropriée en proportion de ce qu'il veut récupérer ou ne pas récupérer. Alors vous, vous n'avez pas l'air de trouver ça drôle...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Bouchard:** Parce qu'on pourrait tout garder à ce moment-là. Moi, je garderais tout à Québec.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Là, M. Bouchard c'est terminé. M. Dufour.

**M. Dufour:** Alors, merci M. le Président. Je voudrais moi aussi remercier le Conseil du statut de la femme pour sa réflexion. Je voudrais regarder avec vous plus particulièrement les deux premières recommandations dont on a déjà eu l'occasion de discuter, d'ailleurs. La première dit que le Québec doit être le maître d'oeuvre dans la politique de congés parentaux. Si on se réfère à cette portion du congé parental qu'on retrouve dans la Loi de l'assurance-chômage – et j'imagine que c'est ça – nous sommes totalement d'accord. Nous l'avons déjà exprimé d'ailleurs au Conseil, nous sommes d'autant plus d'accord que depuis, je ne sais pas, 15 jours, trois semaines, le fédéral ne participe plus au financement du programme. Donc, cette récupération-là, quant à nous, serait facile dans le cadre actuel – pas besoin d'être souverain pour ça – parce que vous l'avez très bien dit, Mme Lavigne, y a un pouvoir de retrait du gouvernement pour faire ça. Je voudrais ajouter aussi que, dans le projet de loi qui a été déposé cet après-midi, le projet de loi 97, je donne en grande partie crédit au Conseil du statut de la femme pour qu'on ait maintenant un congé parental de 34 semaines au Québec; c'est beaucoup plus que ce qu'on retrouve au fédéral. Donc, il est possible de faire des choses au Québec, dans le cadre fédéral, et je pense qu'on devient la province qui est la plus à



l'avant-garde dans ce dossier-là. C'est en partie à cause du travail du Conseil du statut de la femme.

Et j'arrive à ma deuxième... et ce sera là ma question, vous venez d'en parler un peu avec M. Bouchard. Vous dites: Les travailleuses enceintes actuellement, dont l'employeur est sous juridiction fédérale, ne sont pas couvertes par le retrait préventif de travailleuse enceinte parce que ça relève non pas de la Loi sur les maladies professionnelles mais de la Loi sur la santé et sécurité du travail. La question que je vous pose c'est: Ce travail que vous avez fait au niveau du congé parental dans le cadre actuel, — et ça donne aujourd'hui ce que donne la loi 97, — est-ce que vous l'avez fait par exemple, avec le Conseil du statut de la femme au niveau canadien, ce genre de débat, pour justement faire couvrir la femme qui travaille pour une entreprise sous juridiction fédérale par la Loi sur la santé et la sécurité du travail? Et quelle démarche a été entreprise pour la réalisation de votre recommandation no 2, un peu dans le même type que vous l'avez fait pour la recommandation numéro 1 qui est en partie réalisée. Bien sûr, ce n'est pas le Pérou, et vous demandiez que ce soit payé, mais nonobstant ça, il reste que ça devient la législation la plus avant-gardiste. Ma question donc: Qu'est-ce qui est fait actuellement par le Conseil vis-à-vis ses vis-à-vis, je ne sais pas moi, canadiens ou d'autres provinces?

**Mme Lavigne:** Bon. Par rapport à la question du retrait préventif, l'exclusion des travailleuses québécoises sous juridiction fédérale est relativement récente. C'est arrivé en 1988, c'est une exclusion qui est récente et à cet égard-là, il s'agit d'un jugement de la Cour suprême, si je ne m'abuse, qui a amené le retrait. Donc, à cet égard-là, il faudrait qu'effectivement, dans le contexte dans lequel on se situe, ce soit au Conseil consultatif du statut de la femme au Canada à faire des recommandations auprès du gouvernement fédéral. Ce n'est pas notre mandat comme Conseil de faire des recommandations au gouvernement fédéral. Nous, notre mandat est vraiment par rapport au gouvernement du Québec. Mais cette question-là, effectivement, préoccupe et je pense que le régime qui existe au Québec en matière de retrait préventif est un régime qui est envié dans de nombreux endroits et qu'on voudrait voir s'appliquer. Le problème auquel on a à faire face, c'est effectivement face à deux catégories de travailleuses. Mais, pour le moment, je dois vous dire que ce n'est pas un dossier qui est particulièrement actif chez nous.

**M. Dufour:** C'est parce que, l'employeur étant l'employeur, le gouvernement fédéral, avec son Code du travail, avec sa section santé et sécurité du travail dans le contexte actuel, c'est normal que ça se passe comme ça. Je veux dire:

on ne peut pas chicaner cette situation-là. N'importe qui d'entre nous qui serait employeur, aujourd'hui, dans le contexte actuel, vivrait cette même situation. Je voulais juste vérifier avec vous si, autant vous avez fait le débat sur le congé parental à l'intérieur du régime d'assurance-chômage, vous l'avez fait et bien fait, si vous avez entrepris, et je pense que j'ai ma réponse, c'est non.

**Mme Lavigne:** Néanmoins, si je peux me permettre de préciser, la proposition que nous avons déposée au gouvernement du Québec permettrait, à certains égards, lorsque des travailleuses sont malades, lorsqu'elles sont enceintes, c'est-à-dire lorsque ce n'est pas lié à la santé en milieu de travail, mais lorsque c'est lié à elles-mêmes, elles pourraient se retrouver, dans le cadre du projet qu'on a présenté, à avoir une indemnisation, parce qu'il prévoit une couverture assez large. Donc, étant éligibles à l'assurance-chômage, étant des travailleuses au Québec, elles pourraient éventuellement se retrouver... Mais, là encore, il faudrait avoir des ententes. Le système que nous avons proposé est un système qui vise à intégrer l'ensemble des travailleuses, qu'elles soient des travailleuses à statut précaire, à temps partiel, et dans quelque régime qu'elles soient. Et éventuellement, c'est un régime qui pourrait très bien intégrer tout un volet lié à des maladies, le temps de la grossesse.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. André Ouellet.

**M. Ouellet (Gilles):** Merci M. le Président. Mme Lavigne, je voudrais vous remercier pour ce mémoire et surtout pour plusieurs des recommandations que vous faites, qui me paraissent très pertinentes, et dont on devrait certainement tenir compte. Je pense aux suggestions qui ont trait au droit de la famille, à certaines récupérations de pouvoirs par le gouvernement du Québec pour mieux mettre en place une politique familiale. Je souscris tout à fait à ces recommandations. Ma question, elle a trait à un commentaire que vous faites à la page 25 de votre mémoire, où vous dites que la Charte canadienne n'est pas encore, à ce jour, l'instrument de réforme socio-économique qu'avaient espéré plusieurs groupes féministes au Canada. Est-ce que vous pourriez énumérer un peu les lacunes que vous y voyez et quelles sont les propositions que vous pourriez suggérer afin d'améliorer la situation et de rendre cette Charte plus efficace?

**Le Président (M. Jean Campeau):** Mme Lavigne, je vous demande de répondre rapidement, si possible. Le temps est à la veille d'être écoulé pour ce bloc de questions-là.

**Mme Lavigne:** Me Olivier va répondre.

**Mme Olivier (Jocelyne):** Je pense qu'une des lacunes qui a pu être identifiée – et, sans doute, les gens vous en ont déjà parlé – c'est le fait qu'en vertu de la Charte québécoise, on puisse faire des interventions sur les problèmes de nature privée, sur les rapports privés, alors que la Charte fédérale ne vise que la responsabilité des droits en regard des lois par le Parlement. Et l'analyse sur laquelle on se base, c'est une analyse qui a été faite par le Conseil consultatif canadien sur les causes qui ont été entendues dans les trois ans qui ont suivi l'entrée en vigueur de l'article 15 de la loi. On soumet aussi, dans notre mémoire, qu'il y a eu des décisions plus récentes qui donnent un certain espoir, si je puis dire, en regard de l'interprétation de la Charte, et ce qu'on souhaite, et ce qu'on souhaitait, ce qu'on a dit dans notre mémoire, c'est donc, dans l'éventualité d'une rédaction d'une constitution québécoise, c'est qu'on s'assure que les droits des femmes n'aient pas de recul et qu'on garantisse donc le droit à l'égalité, à la sécurité et à l'intégrité dans une charte constitutionnelle du Québec, si elle était faite.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Ça va? Mme Christiane Pelchat.  
(20 h 15)

**Mme Pelchat:** Mme Lavigne, mesdames du Conseil, j'aimerais à mon tour vous féliciter pour la qualité de votre mémoire, la clarté, surtout, de votre mémoire, et vous dire que je pense que je peux parler au nom de toutes les collègues députées ici, autant du parti ministériel que de l'Opposition, que non seulement nous souscrivons à votre conclusion – c'est-à-dire qu'il importe que le débat actuel s'inspire d'une vision égalitaire de la société et donne naissance à un Québec biparental – non seulement on souscrit à cela, mais je dois vous dire qu'on se bat, tous les jours, pour que ça devienne une réalité. On ne gagne pas toujours, mais, tranquillement, je pense qu'on gagne des points.

Mme Pagé et M. Ouellet ont "piqué", comme on dit en bon français, ma question. Mais j'aimerais quand même qu'on y revienne, parce que je pense que ce n'est pas tout à fait clair. D'abord, au niveau de la double juridiction ou, encore, au niveau de la protection qu'une fédération peut nous apporter quant aux droits et libertés des femmes ou des individus, j'aimerais vous entendre élaborer un peu plus là-dessus. Est-ce que, effectivement, dans un gouvernement fédéral, on est mieux protégées que dans un État où on retrouve un gouvernement unitaire? Et si, effectivement, comme vous le dites à la page 25 de votre mémoire, la Charte canadienne ne vous a pas si bien servis que ça, qu'est-ce qui ferait que la "constitutionnalisation" de la Charte québécoise nous servirait mieux?

**Mme Lavigne:** D'accord. En ce qui concerne

vosre première question de deux paliers, c'est que l'ensemble des droits se retrouvent déjà dans la Charte québécoise. La Charte québécoise était là avant et il ne s'agit pas... Ou ce n'est pas lorsqu'il y a un double niveau de juridiction. Ce qui est important, c'est le statut qu'a une telle Charte, dans le fond. Alors, si on se retrouvait dans un État avec... Et le statut a eu aussi son ampleur des chartes de droits qu'on a. Alors, ce qui donne la force à la Charte québécoise des droits, c'est qu'elle s'applique non seulement, comme le disait Me Olivier, aux lois, mais elle s'applique aussi aux relations privées entre les individus. Or, les plus grands nombres de cas de discrimination se situent à l'extérieur des lois. Qu'il s'agisse de harcèlement sexuel, qu'il s'agisse de discrimination au travail, de discrimination dans différents milieux, ça se vit à l'extérieur et c'est une grande partie de la force de cette Charte. Ce qui donne de la force à une charte, c'est son statut par rapport aux autres lois. Dans ce sens-là, ce n'est pas qu'il y ait une ou deux chartes, c'est sa position par rapport à l'ensemble législatif.

**Mme Olivier:** Un autre élément, peut-être, qu'on a à souligner sur cette question-là, c'est un peu, comme le dit Mme Lavigne, le statut. Mais aussi l'arrivée des chartes ne doit pas "dérresponsabiliser" le législateur. C'est-à-dire que les chartes prévoient des droits fondamentaux, fixent un cadre, mais ça ne doit pas "dérresponsabiliser" le législateur dans sa responsabilité d'introduire finalement des droits de façon concrète, alors que les lois sectorielles et les autres lois peuvent venir, elles, préciser les droits dans le cadre des droits qui sont contenus dans la Charte constitutionnelle.

**Mme Pelchat:** Vous n'êtes pas tombées dans le piège que plusieurs personnes vous ont tendu quant à un statut constitutionnel ou un autre, mais je pense que vous élaborez très bien sur les difficultés du chevauchement des deux juridictions. J'aimerais savoir si le partage des compétences entraîne des effets plus négatifs que positifs pour les Québécoises.

**Mme Lavigne:** Bien, écoutez, je pense qu'il y a des choses qu'il faut dire clairement. Si on se reporte en 1945, il faut admettre la réalité qu'en 1945 le premier État qui a joué un rôle davantage "welfare state" c'est le gouvernement fédéral, d'une part, qui pouvait le faire parce qu'il avait les moyens de le faire et, par ailleurs, qui était incité par des secteurs particulièrement dynamiques dans des régions du Canada ou correspondant en étant un État d'avancement industriel qui nécessitait une intervention de l'État dans le domaine social. C'est-à-dire, on sait que notamment les Ontariennes sont depuis beaucoup plus longtemps que les femmes au Québec actives sur le marché du travail et que

ça nécessitait une série de lois sociales. Alors, historiquement, ce qu'on peut dire, je pense, de façon claire, c'est qu'il y a eu un rôle d'initiateur, et rôle d'initiateur que ne pouvait absolument pas jouer le Québec dans la mesure où le Québec avait une structure qui était passablement en retard. On s'en souvient, ça a pris la Révolution tranquille pour qu'on se dote d'instruments de développement économique qui permettent au Québec d'amorcer sa sortie d'une grande noirceur. Or, il y a eu un rôle positif, et ce rôle a été aussi un rôle d'initiateur intéressant qu'on ne peut pas nier. Sauf qu'on dit à l'heure actuelle: Dans la mesure où le Québec a atteint un stade de développement où ça fait partie, c'est normal pour l'État de le faire, c'est que ça pose des problèmes d'intégration. Ça pose des problèmes de cohérence et des problèmes d'harmonisation.

Par ailleurs, le gouvernement fédéral vivant un grand nombre de difficultés financières a aussi une tendance à un désengagement, et, par un désengagement dans certains programmes, contredit, jusqu'à un certain point, des actions qui sont prises par le gouvernement du Québec. Alors, ce qu'on disait, c'était: À une époque historique du Québec, ça s'est fait, c'était probablement normal, le fédéral a occupé un champ qui n'était pas occupé par plusieurs provinces, sauf qu'on se dit: La réalité a profondément changé. Le Québec contemporain n'est plus ce qu'il était dans les années quarante et cinquante, et il importe qu'on fasse, qu'on réajuste et qu'on clarifie. On ne peut quand même pas être deux à bêcher tout le temps le même jardin. Ça ne fait pas des beaux légumes dans ce temps-là. Je pense qu'on écrase pas mal de petites pousses. C'est dans ce sens-là que, une réflexion intégrée, c'est le temps de la faire, mais tout simplement parce que la conjoncture a changé.

**Mme Pelchat:** Merci.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Nous entendrons maintenant Mme Trépanier, qui est la suppléante de M. Rémillard.

**Mme Trépanier:** Merci, M. le Président. À mon tour, je voudrais remercier le Conseil du statut de la femme pour sa présentation. Inutile de dire combien est importante la participation des femmes du Québec dans la réflexion que mène cette Commission. Les enjeux sur les dossiers de la condition féminine sont extrêmement importants, qu'on pense au partage des compétences, au pouvoir de dépenser, et je pense immédiatement à un dossier dont je suis responsable pour le gouvernement du Québec qui est les services de garde, les dossiers du développement de l'emploi, de la formation professionnelle, toute la question de soutien financier aux familles. Vous me permettrez de dire qu'aujourd'hui

d'hui nous avons déposé, comme l'a mentionné Mme Simard tout à l'heure, un projet de loi concernant les normes minimales de travail, un projet autour duquel a travaillé énormément le Conseil du statut de la femme. On nous avait proposé de nombreuses solutions à divers problèmes, entre guillemets, dans ce projet de loi. Je peux dire que cette loi contribuera à donner la politique de congés parentaux, peut-être une des plus avantageuses au Canada si le projet de loi réussit à passer, c'est une première étape. La deuxième étape qui devra suivre, ce sera peut-être le remplacement du revenu, et vous avez proposé des avenues fort intéressantes à ce sujet-là, et vous en avez parlé un peu plus tôt.

Alors, mesdames du Conseil du statut de la femme, merci non seulement pour votre présentation d'aujourd'hui, mais aussi pour l'incitation que vous avez donnée autour de cette Commission, de cette animation que vous avez faite dans les différentes régions du Québec pour que les groupes de femmes, pour que les organismes viennent faire entendre leur point de vue ici. Et merci aussi pour l'organisme-conseil que vous êtes ou la bougie d'allumage que vous êtes très souvent dans nos diverses politiques gouvernementales. Merci, mesdames.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Merci, madame. Oui, allez-y, Mme Pelchat.

**Mme Pelchat:** Je pense que tout à l'heure, Mme Lavigne, vous avez un peu parlé du mode de scrutin et de l'accessibilité des femmes à la politique et vous disiez que ce n'est pas nécessairement en changeant le mode de scrutin qu'on augmenterait l'accès des femmes en politique. J'aimerais que vous me disiez comment vous pensez que, les partis politiques, on pourrait améliorer nos façons de faire pour, effectivement, qu'on ait plus de candidates, parce que je dois vous dire qu'à la dernière élection on a eu un comité pour stimuler la candidature féminine, et que ça n'a pas été de la petite bière, je peux vous dire. Et on se retrouve encore seulement 23 femmes à l'Assemblée nationale, ce qui est déjà beau mais insuffisant.

**Mme Lavigne:** Écoutez, je pense que, là-dessus, la première chose, c'est d'avoir des politiques très claires au sein des partis et que les gens se sentent accueillis. Là-dessus, toutes les entrevues qui ont été faites par les femmes en politique soulignent à quel point aussi, c'est difficile, à quel point, même si c'est une femme en politique, même si on est ministre, comment on est toujours vue comme étant spéciale, marginale, à part. Et ce n'est pas normal, et ça, là-dessus, je pense qu'il doit y avoir des programmes de sensibilisation au sein des partis, pour qu'au moins les partis politiques arrivent au même niveau de réflexion que l'électorat. C'est ça, le problème, parce que l'électorat ne fait

plus de différence entre une femme ou un homme. Le taux de succès est égal pour les femmes. Là où il y a des différences...

**Mme Pelchat:** Je vous interromps.

**Mme Lavigne:** Oui.

**Mme Pelchat:** Je vous interromps. Est-ce que vous me dites que les partis politiques font une différence à ce niveau-là?

**Mme Lavigne:** Ce que j'ai dit, c'est qu'on fixe toujours des objectifs, et c'est-à-dire que c'est ça... C'est qu'au sein des partis, on n'est pas sûr. On ne se posera jamais la question dans un comté, à savoir, est-ce qu'on va placer un homme? On va se dire: Est-ce que les gens vont voter pour une femme? Or, les comportements de l'électorat... les électeurs québécois et les électrices ont des comportements là-dessus qui sont absolument non-sexistes. C'est peut-être les réflexes, au sein des partis, où on se pose encore la question sur les électeurs. En tous cas, les électeurs et les électrices, eux, ne sont pas sexistes. Et là-dessus, je pense qu'il faut comprendre qu'il y a un cheminement et qu'on établit des objectifs, comme: On le sait que, en ce moment, au Parti libéral du Québec, 49 % des membres sont des femmes. Or, il y en a seulement 18 % à l'exécutif du parti; Parti québécois, 42 % des membres sont des femmes et au niveau de l'exécutif, c'est 29 %. Déjà, c'est très étonnant. La base des partis est presque moitié-moitié de femmes et d'hommes, mais on ne pense pas à les avoir comme candidates. Ça, c'est des questions au sein des partis. Si on disait seulement, si on avait une règle où on disait tout simplement: il devrait y avoir une proportionnalité de membres. C'est 49 % de... comme on choisit les candidats à partir du membership des partis, si on avait uniquement la proportionnalité au sein des partis, je pense que l'image du Québec changerait radicalement à cet égard-là.

Il y a aussi, je pense, des éléments liés aux pré-campagnes qui sont importants, des éléments de financement des pré-campagnes, des fonds de soutien, il y a aussi... Bon, parce que la loi électorale prévoit le financement des campagnes mais dans les pré-campagnes, il y a des éléments et beaucoup de femmes... oh! elles ont toujours des revenus inférieurs à ceux des hommes, ne font pas partie, non plus, de réseaux économiques qui facilitent le financement de pré-campagnes; elles peuvent avoir des empêchements à cet égard-là et je pense que les partis doivent être attentifs et établir des structures qui les favorisent. Je pense surtout que les partis doivent regarder à l'intérieur ce qui doit être fait parce qu'il y a aussi des rythmes qui ne sont pas obligatoires. Finir une fin de session... On se pose toujours la question: À quoi ça sert de finir une session à cinq heures et demie du matin et

de réveiller un ministre à quatre heures du matin et lui dire: Il faut que tu viennes siéger. Il me semble, en tous cas, que le b-a-ba de l'organisation des ressources humaines... Pour tous ceux qui ont suivi des cours en gestion et en management, c'est la gestion du temps qui importe; et là-dessus, je pense que, de plus en plus, et les hommes en politique et les femmes ont aussi des responsabilités familiales et qu'on voudrait les hommes à leur pluralité. Si on veut avoir aussi des jeunes pères qui viennent en politique, que ce ne soit pas des gens qui sont grands-pères, c'est important qu'on ait aussi des mesures qui respectent les familles. Dans ce sens-là, au niveau de l'organisation de la vie politique, il y a aussi toute une réflexion à faire. Ce qu'on dit, c'est que la réflexion n'est pas faite et que les partis sont sûrement capables, s'ils le veulent, de trouver des façons de la faire.

**Mme Pelchat:** Merci.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Ça va? M. Poissant, si vous acceptez de ne pas parler de Matane, vous avez deux minutes sur la présidence.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Poissant:** Madame, je vous félicite. Vous avez dit tout à l'heure, dans votre préambule, que ça prend beaucoup de temps pour les femmes pour accéder à des postes supérieurs. Puis-je vous dire que ça nous a pris 30 ans, nous, les hommes d'affaires, pour prendre notre place dans l'économie québécoise? Et fort heureusement, que... J'espère que ça vous prendra beaucoup moins de temps que nous, ça nous a pris, mais nous y sommes aujourd'hui, et je dois vous dire que, pour un, je fais des efforts pour essayer d'amener des femmes dans des postes supérieurs, et je l'ai fait dans d'autres domaines autrefois. Il me reste toutefois une question à vous poser: Quelle est l'attitude du Conseil du statut de la femme vis-à-vis la mère au foyer? Aujourd'hui, ce soir, il y a beaucoup de femmes qui vous écoutent. Est-ce que vous prenez seulement que l'attitude, que le rôle de la femme doit être strictement professionnel, strictement économique ou dans les affaires sociales? Mais son rôle de mère au foyer est aussi important pour moi. Et j'allais vous poser une sous-question: Est-ce que vous avez des statistiques, par exemple, sur le caractère des enfants dans un contexte où la mère travaille? Ce n'est pas simplement la responsabilité de la mère, remarquez bien, ça peut être la responsabilité du père aussi. Mais est-ce que vous avez des statistiques là-dessus, aussi, des variances qui sont arrivées entre, il y a 25 ans ou 20 ans, ou 10 ans, puis ce qui se passe aujourd'hui?

(20 h 30)

**Mme Lavigne:** D'accord. Je pense qu'en ce

qui concerne ces statistiques sur les variations de comportement, sur des choses tout à fait impossibles à identifier parce que les comportements des enfants sont extrêmement liés à toute une série d'autres facteurs, qui soient à la fois la télévision, à la fois la taille des familles, où il y a deux enfants plutôt que quatre ou cinq, il y a toute une série de facteurs et ça, je pense que c'est carrément impossible à mesurer.

En ce qui concerne les femmes au foyer, il est évident qu'il y a des gens qui peuvent faire, à une période de leur vie... et l'organisation de notre société permet difficilement la conciliation. Sauf qu'il faut dire aussi que dans la vraie vie de tous les jours, l'immense majorité des femmes qui ont des enfants sont sur le marché du travail. La très grande majorité des femmes sont au travail et on oublie cette réalité que c'est plus de 70 % des femmes. Même les femmes qui ont des enfants en bas de l'âge de trois ans, c'est plus de la moitié qui sont sur le marché du travail. C'est que, en réalité, on a une situation économique où on n'a pas le choix. Ce qu'on dit, c'est que lorsque des gens font le choix d'être au foyer, il ne faut pas que les gens soient pénalisés pour un long terme. Parce que l'autonomie économique dans nos sociétés, compte tenu qu'un mariage sur deux se termine par un divorce et compte tenu que les salaires, avec un salaire une famille, n'arrivent pas, il ne faut pas que les femmes se retrouvent pénalisées par un retrait temporaire du marché du travail, donc qu'elles puissent avoir accès à une formation de base, qu'elles puissent avoir accès, lorsqu'elles sont à l'emploi, à des congés qui leur permettent de reprendre leur emploi. Donc, il ne faut pas que ce soit un choix qui soit pénalisant. Or, la difficulté, il y a des femmes qui font ce choix, mais des choix qui sont très pénalisants et qui sont particulièrement pénalisants lors de la retraite, car, à la retraite, les femmes se retrouvent, de façon générale, dans la pauvreté si elles n'ont pas travaillé, été dans la main-d'œuvre active. Or, c'est un fait de société et il faut s'organiser comme société, que s'occuper d'une famille ne pénalise pas.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Ça va? M. Jacques Brassard.

**M. Brassard:** J'ai trois minutes. Rapidement, trois remarques. Premièrement, pour répondre un peu à Mme Pagé, si on ne s'est pas rappelé qu'il y avait 50 % de femmes dans la société québécoise quand on a constitué cette Commission, je veux signaler qu'on s'en est souvenu, quand on a composé la délégation du Parti québécois. Il y a trois femmes et trois hommes. La délégation de membres permanents.

Deuxièmement, je demande à la ministre responsable de la Condition féminine de prendre au mot M. Dufour qui dit que c'est assez facile de créer la caisse québécoise des congés paren-

taux. Prenons-le au mot et faisons-la. Puisque c'est simple, on pourrait sans doute obtenir aussi la caution de M. Ouellet et de M. Hogue, j'en suis persuadé. Alors, allez-y madame.

Troisièmement, quant aux chartes, je sais que vous ne me répondrez pas, mais je veux simplement vous dire qu'il faut être bien conscient que quand on demande que la Charte québécoise soit enchâssée dans la constitution québécoise, vous heurtez de plein fouet l'un des fondements de la vision du Canada qui prévaut au Canada anglais qui considère que la Charte canadienne, c'est le ciment du Canada. C'est ça la vision du Canada qui prévaut au Canada anglais. Et en recommandant ou en demandant que la Charte des droits soit enchâssée dans la Constitution canadienne, vous heurtez de plein fouet cette vision du Canada.

Par conséquent, je pense et j'espère que vous êtes bien conscientes de l'impossibilité d'en arriver à appliquer cette recommandation dans le cadre d'un régime fédéral. Jamais ça ne sera accepté. Ils ont refusé la clause de la société distincte, vous savez pourquoi? Parce qu'ils estimaient que cette clause interprétative seulement pourrait avoir pour effet que l'application des droits au Québec soit différente d'ailleurs. C'est pour ça qu'ils ont rejeté ça. Ce n'est même pas sûr. C'est une simple possibilité qu'on pouvait l'utiliser, cette clause de la société distincte, pour appliquer de façon différente des droits fondamentaux au Québec. Et à cause de ça, ils ont rejeté massivement cette clause-là. Donc, je sais que vous ne me répondrez pas, vous ne me direz pas que ça, ça ne peut être atteint que dans le cas d'un Québec souverain. Mais je tenais quand même à vous le signaler et à vous le rappeler.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Mme Pelchat, comme vous savez si bien formuler les questions brèves et précises, c'est encore à vous pour une minute et demie.

**Mme Pelchat:** Merci, M. le Président. Je ne voudrais pas relancer mon collègue de l'Opposition, M. Brassard, mais j'aimerais quand même lui dire que je les félicite d'avoir trois femmes sur la Commission, trois sur six, la moitié. Mais j'aimerais aussi dire que je me sens bien seule comme femme, seule femme sur le comité directeur, avec tous ces messieurs, quoi que je vous trouve très gentils et tous collaborateurs. Mais quand même, je pense que la logique aurait dû aller, pour le Parti québécois, jusqu'au comité directeur, où c'est bien important.

**M. Chevrete:** Ça vient de moi, madame.

**Mme Pelchat:** J'aimerais dire à Mme Lavigne que je suis tout à fait d'accord avec ce qu'elle disait concernant les changements aux institutions et aux partis politiques pour accueillir plus

de femmes. Mais je pense qu'on a un travail de sensibilisation à faire aussi au niveau des femmes pour les inciter à se présenter, parce que ça aussi c'est difficile. Moi, en tout cas, c'est ce que j'ai ressenti durant la dernière campagne électorale, la réticence, un peu par la méconnaissance. Merci.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Ça va? Et bien, Mme Guylaine Bérubé, Mme Jocelyne Olivier, Christine Marchildon, Mme Marie Lavigne, Hélène Tremblay, et Mme Francine Lepage, merci d'avoir pris le temps de venir nous rencontrer ici au Salon rouge pour présenter votre mémoire et répondre à toutes nos questions. Merci.

**Mme Lavigne:** Merci beaucoup.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Est-ce qu'on peut vous inviter à vous retirer rapidement dans l'antichambre pour rencontrer les membres de la Commission qui veulent vous rencontrer, pour qu'on puisse recevoir les prochains.

(Suspension de la séance à 20 h 38)

(Reprise à 20 h 40)

**Le Président (M. Jean Campeau):** Mesdames et messieurs, si vous voulez reprendre vos sièges. Nous recevons maintenant le Conseil des affaires sociales. La période allouée est d'une heure. Alors je rappelle les règlements pour les audiences d'une heure. Alors 10 minutes pour la présentation du mémoire, 10 minutes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 10 minutes pour le groupe parlementaire formant l'Opposition officielle, 25 minutes pour les autres membres inscrits, et 5 minutes pour la présidence.

Mme Madeleine Blanchet est présidente du Conseil des affaires sociales. Mme Blanchet, est-ce que vous pourriez nous présenter vos collègues?

### Conseil des affaires sociales

**Mme Blanchet (Madeleine):** M. le Président, il me fait plaisir de vous présenter à ma gauche, M. Jacques Jobin, qui est vice-président du Conseil des affaires sociales. Et M. Jobin est directeur général de Jeunesse Canada Monde, c'est un organisme de développement et d'échanges interculturels. À l'extrême droite, Mme Solange Fernet-Gervais, qui est membre du Conseil des affaires sociales également, et Mme Fernet-Gervais est directrice du Centre d'action bénévole Normandie. Bon, M. Leclerc, qui est secrétaire général du Conseil des affaires sociales.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Bienvenue à vous quatre. Mme Blanchet, vous avez dix minutes pour présenter votre mémoire.

**Mme Blanchet:** Pour le Conseil des affaires sociales, c'est un organisme d'études et de consultation, qui a été créé en 1970. Il doit donner son avis sur tout sujet qui lui est soumis, concernant l'ensemble de la mission sociale du gouvernement. Il lui appartient également d'attirer l'attention du gouvernement sur des questions qui nécessitent une action immédiate, dans le domaine de la santé, du bien-être et des questions sociales en général.

Depuis la parution des deux rapports, qui d'ailleurs vous ont été distribués cet après-midi, messieurs et mesdames les commissaires, sur le développement social et économique, le Conseil a procédé à de nombreuses consultations dans différents milieux, tant auprès d'associations qui regroupent des travailleurs, des gens d'affaires, que d'organismes communautaires qui sont chargés du développement de leur collectivité. Tous confirment le diagnostic qui est fait dans ces deux rapports.

Au chapitre de la santé, le Québec a, au cours des dernières années, enregistré des victoires sans précédent sur de grandes causes de mortalité. Il n'est pas rare, de nos jours, de voir des personnes survivre à un premier infarctus, à un deuxième et même à un troisième. Par contre, et en contraste, lorsqu'on examine les causes de mauvaise santé, qui sont en progression dans notre société, on constate qu'elles sont toutes reliées à des pathologies d'origine sociale. Qu'il s'agisse du suicide chez les jeunes, de la dépression, de l'abus des drogues, et même de la violence dans la famille. Or, ces pathologies sociales ont un lien très étroit avec le sous-emploi. Des chercheurs, tel Brenner aux États-Unis, ont démontré qu'il existe une corrélation directe entre la hausse des admissions dans les hôpitaux psychiatriques de New York et la hausse du chômage.

(20 h 45)

Ici même, notre Conseil a constaté que là où sévit le sous-emploi, se rencontrent non seulement la santé précaire, mais aussi de mauvaises conditions de logement, un faible niveau d'instruction, bref tout ce qui plonge et qui maintient dans la pauvreté. Et ce qui est encore plus frappant, c'est que les nouvelles formes de pauvreté sont reliées au sous-emploi, aux emplois précaires, aux emplois faiblement rémunérés et que ceux-ci touchent avant tout, comme on le sait, les jeunes adultes, les femmes, mais que, fait nouveau, ce sont des personnes très majoritairement aptes au travail.

Je vais vous citer simplement un chiffre, celui du pourcentage des assistés sociaux qui sont aptes au travail. En 1970, ce pourcentage était de 36,4 % et les derniers chiffres disponibles, ceux des deux derniers mois, indiquent que le pourcentage atteint maintenant 79,5 %. En réalité, le régime d'aide sociale est devenu, depuis quelques années, un système d'assistance chômage. Quant au taux de chômage lui-même, il

se situait en moyenne à 6.4 % de 1959 à 1974 et il, se situe hélas au-delà de 10 % de 1975 à nos jours. Bref, alors que notre société a fait, depuis la dernière décennie, des gains considérables dans le domaine de la santé et dans celui de l'éducation, elle n'a pas réussi à faire régresser le sous-emploi et la pauvreté qui en découle. Dans le mémoire que nous vous présentons aujourd'hui, nous voulons surtout insister sur l'importance d'établir des conditions objectives pour que naisse et se développe l'entrepreneuriat dans les zones urbaines et rurales qui sont frappées par le sous-emploi. Ces conditions concernent le rôle de l'État et des élus dans le développement social, économique et démocratique des communautés locales du Québec. Je vais demander à M. Yvon Leclerc de vous dire quelques mots à ce sujet et je reviendrai pour les recommandations.

**M. Leclerc (Yvon):** M. le Président, lorsqu'on examine ces problèmes de sous-emploi, on est obligé de se poser la question suivante: En principe, les individus, grâce à tous les mécanismes qui ont été mis en place depuis 20 ou 25 ans au Québec, sont en meilleure santé, ont une meilleure instruction, devraient en principe être capables d'assumer leur destin et être capables d'occuper un emploi. Si c'est au niveau des individus qu'on constate la dégradation qu'on connaît au niveau du sous-emploi, il faut donc questionner l'environnement politique et administratif qui encadre le développement de ces individus-là. Or, c'est là qu'on se rend compte qu'au cours des 20 dernières années, le Québec a subi la mutation économique la plus importante de toute son histoire. En 1961, 26.8 % de la contribution au produit intérieur brut étaient des dépenses de l'État, des dépenses de transfert et des dépenses tout court. En 1971, c'était 38 % et en 1981 c'était devenu 52 %. Ça veut dire qu'en 20 ans, la place occupée par l'État dans l'économie a doublé. Ça veut dire que sur chaque dollar qui est dépensé au Québec, 52 sous passent par la fiscalité. Donc, l'État est devenu omniprésent et c'est devenu, au fond, la plus grande entreprise qui existe dans l'économie québécoise. Et cet argent-là, qui se monte finalement autour de 80 000 000 000 \$, est dépensé dans les institutions mises en place depuis la Révolution tranquille. Et plus tard, on a commencé à doubler presque systématiquement, au nom de la société juste, certaines des institutions qu'on connaissait au Québec, si bien qu'on est arrivé à placer au niveau national, à Québec et à Ottawa, une foule d'instruments qui étaient administrés par en haut. Et lorsque, au début des années quatre-vingt, est arrivée la crise économique et qu'on s'est mis à rationaliser, entre guillemets, — ça fait partie du nouveau jargon des technocrates — on s'est mis à rationaliser, eh bien! on coupait, on rationalisait, mais, à la base, les communautés qui étaient habituées à travailler avec des instruments

administrés d'en haut, se sont retrouvées sans les outils nécessaires pour prendre vraiment leurs affaires en main. Alors, ce qu'on dit, c'est qu'il faut qu'on puisse, — et on y reviendra; on pourrait donner des tas d'exemples là-dessus, — ce qu'on dit, c'est qu'il faut recommencer l'exercice en donnant aux communautés locales, municipalités et MRC en particulier, les outils nécessaires pour prendre leur développement en main et créer des emplois chez eux.

**Mme Blanchet:** Alors, comme disait M. Leclerc, c'est un peu inverser la pyramide du développement, et afin d'arriver à cela et devant l'ampleur du sous-emploi et de ses conséquences sur la santé et le bien-être, on doit constater l'incapacité du régime politique actuel d'assumer le plein développement social, économique et démographique du Québec. Du même coup, l'ampleur de ce sous-emploi fait ressortir la nécessité de confier à un seul gouvernement, celui du Québec, tous les leviers indispensables à l'instauration d'une politique de plein emploi. Régler le problème du sous-emploi équivaut à freiner l'expansion de la pauvreté. Ce redressement passe donc par le rétablissement des conditions qui permettront le développement de l'entrepreneuriat local et régional au Québec, et particulièrement dans les zones rurales et urbaines les plus touchées par le sous-emploi. C'est pourquoi le Conseil recommande que, afin de s'assurer que les communautés locales disposent des responsabilités et des moyens nécessaires à leur développement, il y ait lieu tout d'abord de rapatrier au gouvernement du Québec tous les pouvoirs nécessaires au développement de l'emploi, mais également de répartir ces pouvoirs entre le gouvernement du Québec, les municipalités, et les municipalités régionales de comté, ainsi que les communautés urbaines. Afin de rétablir l'équité fiscale entre les régions, de permettre aux citoyens et citoyennes des communautés défavorisées d'investir dans leur propre développement économique et social, le Conseil recommande d'autoriser la création, dans chaque municipalité régionale de comté défavorisée, d'un fonds de développement de l'emploi, placé sous la responsabilité des élus municipaux et alimenté par les contributions déductibles de l'impôt sur le revenu des particuliers de la MRC en question.

En outre, afin de permettre l'expression démocratique des besoins des populations locales et de développer une conscience régionale forte, le Conseil suggère d'instituer dans chaque région un mécanisme de concertation où seront appelés à siéger les préfets des MRC qui évalueront l'effet des programmes nationaux dans leur région et définiront leurs besoins de développement. L'exercice démocratique auquel vous vous livrez, auquel nous nous livrons aujourd'hui, a pour but de réconcilier le pays politique et le pays réel, de mailler la créativité de ses habi-

tants avec les conditions objectives qui leur permettront de participer pleinement à la création de la richesse. Déjà commencée par nos parents, la construction de ce pays politique exigera de l'audace et de la clairvoyance afin que personne ne soit laissé pour compte.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Est-ce que vous en avez pour encore quelque temps? Votre temps est écoulé depuis une minute ou deux. On peut vous passer encore 30 secondes à même le temps de la présidence.

**Mme Blanchet:** Très bien. J'ajouterai, simplement, qu'ainsi nous pourrions léguer à nos enfants un pays fier de ses régions, de ses villes et heureux de se retrouver dans le peloton de tête des pays développés. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Merci, madame. Nous allons commencer par Mme Blackburn.

**Mme Blackburn:** Merci, M. le Président. M. le Président. Vous me permettrez de souhaiter la bienvenue au Conseil des affaires sociales. J'ai apprécié la présentation du mémoire, d'autant que j'avais lu attentivement deux documents que vous avez produits: "Deux Québec dans un" et "Agir ensemble" que vous nous avez d'ailleurs distribués aujourd'hui. Pour ceux et celles qui n'auraient pas eu l'occasion de le lire, je leur conseille la lecture. Ça trace un portrait, je dirais, plutôt tragique de la situation de l'appauvrissement au Québec.

Les hypothèses de solutions que vous avancez dans le deuxième document, qu'on retrouve un peu dans votre mémoire, privilégient la décentralisation en faveur des gouvernements ou des organismes régionaux, les municipalités, ensuite les MRC, qui deviendraient un peu les responsables de coordonner l'action. Dans les régions où ils entendraient ces chambres, ce que vous appelez les chambres régionales composées des préfets des MRC, ils entendraient les commissions régionales sur la culture, l'éducation, l'environnement, le développement régional, la formation, etc.

Ça suppose le rapatriement d'une série de pouvoirs parce que, je pense que lorsque vous parlez de rapatriement de pouvoirs, vous réalisez que le Québec ne peut pas décentraliser les pouvoirs qu'il n'a pas. C'est un peu la conclusion à laquelle on arrive.

Comme vous nous parlez de l'urgence d'inverser la pyramide du sous-développement, l'appauvrissement d'une partie importante de la population et du sous-emploi, estimez-vous... Parce que, ici, en fait, une fois qu'on aura fait le procès du fédéralisme, on est ici pour essayer d'envisager les solutions. Vous nous faites un peu le procès de la situation actuelle qui mène à

l'appauvrissement. Est-ce que vous diriez que la situation est si grave, la situation est si urgente qu'il faille rapatrier tous ces pouvoirs? Ou est-ce que vous pensez qu'on a encore le temps d'attendre les quatre ans que prendrait une nouvelle négociation?

**Mme Blanchet:** Je pense, Mme Blackburn, que devant l'appauvrissement, en particulier le fait que nous n'arrivons plus à freiner l'appauvrissement... Auparavant, dans les années soixante et soixante-dix, nous avions réussi, dans notre société, à améliorer la situation économique de l'ensemble de la population. Mais, depuis 10 ans, nous sommes retournés à la case départ. Nous ne sommes pas plus avancés maintenant que nous étions en 1980. Et, au Québec, il y a en ce moment 285 000 enfants qui vivent dans la pauvreté et une bonne partie d'entre eux vivent dans la misère.

Je pense que nous n'avons pas le temps d'attendre. C'est que nous avons déjà handicapé beaucoup de nos jeunes adultes. Nous allons réussir à handicaper, ce qui est encore peut-être pire, des enfants qui viennent de naître. Alors, je crois qu'il y a vraiment une très grande urgence d'agir. Et nous ne pouvons pas attendre des tergiversations et des attermolements que nous avons connus au cours des dernières années.

**Mme Blackburn:** Alors, si je vous comprends bien, ça ne nous laisse pas beaucoup d'hypothèses de solutions. C'est-à-dire qu'il faudrait que le Québec s'approprie les pouvoirs du moment. Il ne les négocie pas. Il doit se les approprier, si je comprends bien. Mais j'imagine que ce que vous suggérez à cette Commission c'est que, rapidement, il devrait y avoir, j'imagine, une consultation publique là-dessus.

**Mme Blanchet:** Il me paraît évident que lorsque la Commission aura terminé ses travaux, la Commission aura consulté un grand nombre d'organismes, un grand nombre d'experts. Beaucoup de ces organismes et de ces experts auront peut-être fait, pour leur part, certaines consultations. Mais on ne peut pas dire qu'il s'agira de l'expression totalement démocratique que pourrait donner un mécanisme de consultation populaire tel que celui qui pourrait exister par la suite. Personnellement, compte tenu de l'urgence de la situation, il est certain que nous devrions, assez rapidement, très rapidement après la fin des travaux de cette Commission, se livrer à cet exercice démocratique.  
(21 heures)

**Mme Blackburn:** Est-ce que, si je vous comprends bien, l'exercice le plus efficace ou la situation actuelle vous permet de penser que la seule avenue qu'il nous reste c'est la souveraineté, ensuite, quitte à négocier le partage ou des associations économiques?



**Mme Blanchet:** Ces questions-là, il est certain que nous n'avons pas fait de consultation, par exemple, du réseau des Affaires sociales, des malades, des pauvres et de toutes ces personnes dont nous parlons abondamment dans nos rapports, et je pense qu'il serait prématuré de conclure qu'absolument toute la population serait d'accord avec nos constatations. Cependant, en tant qu'organisme d'étude, même si nous n'avons pas fait de consultation, nous nous rendons compte qu'il va falloir un changement radical. Si l'on veut pouvoir, au Québec, disposer de notre plein développement, si l'on veut pouvoir avoir tous ces outils de développement, les rapatrier et, ensuite, les envoyer au niveau local pour qu'ils donnent tous leurs fruits, c'est indispensable d'abord de procéder à une consultation populaire. Mais je peux vous dire que, sur la foi de nos études, il faudra un changement très radical.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Mme Blackburn.

**Mme Blanchet:** Je ne sais si mes collègues veulent ajouter quelque chose à ce sujet.

**M. Leclerc:** Sur la foi aussi de nos études, il y a, en gros, 3 000 000 d'emplois occupés; il y aurait près de 750 000 personnes qui demandent à être occupées. Alors, si, en 1990, au terme de la Révolution tranquille et de la société juste, on en est encore là, eh bien, il est grand temps qu'on change notre fusil d'épaule et qu'on déballe de nouveaux sentiers. C'est évident.

**Mme Blackburn:** Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Parfait, Mme Blackburn. M. Jacques Proulx.

**M. Proulx:** Oui, M. le Président. Je pense que mon organisation et beaucoup de gens s'inspirent des travaux que vous faites depuis quelques années, et quand on examine ça plus en profondeur, on comprend un peu les recommandations que vous faites aujourd'hui. Vous constatez une situation très grave, une situation économique, sociale et même culturelle dans toutes vos études qui, je dirai, frise presque la catastrophe. Deux Québec dans un, est une réalité de plus en plus évidente, et je peux vous dire que, dans le cadre du travail qu'on fait dans les états généraux, à l'heure actuelle, ça permet, justement, à beaucoup de gens, ça élargit et ça augmente le nombre de gens qui réalisent que ces données-là sont véritables et que, d'une façon très subtile, on s'habitue à vivre avec.

C'est pour ça que je suis un peu déçu en même temps de cette peur, mais remarquez que vous n'êtes pas les seuls, et je ne suis pas le premier non plus qui commence à être exaspéré, jusqu'à un certain point, de cette peur de se

prononcer très clairement. On diagnostique la maladie, on réalise qu'on peut appeler ça comme on veut mais c'est vraiment généralisé, cancer ou autre chose, mais on ne veut pas se prononcer, finalement. C'est quoi qu'on doit faire? On peut bien suggérer qu'il faut rapatrier ci, rapatrier ça, ainsi de suite. On parle de décentraliser, ça fait 30 ans qu'on en parle, en parlez-vous pareil comme les autres en parlent depuis 30 ans, puis on n'a jamais centralisé comme depuis qu'on parle de décentraliser?

On parle de retourner le pouvoir aux régions, aux municipalités. C'est des beaux vœux. Est-ce qu'on va plus loin quand on parle de ça, de dire qu'on ne retombera pas dans le même piège, que les plus riches, par exemple, les MRC plus riches vont en profiter davantage que les plus pauvres? Il va falloir aller très loin dans ça. Est-ce que vous avez poussé assez loin à ce niveau-là pour créer un certain équilibre? Mais j'en viens à ma question très précise, c'est que vous parlez, à la fin de votre mémoire, du pays original. Moi, j'aimerais ça savoir de vous autres c'est quoi? Comment est-ce qu'il s'appelle ce pays original-là que vous suggérez?

**Mme Blanchet:** C'est le même dont parlait Félix Leclerc, c'est l'hiver et c'est le Québec, c'est bien entendu. M. Proulx, je pense que dans votre question, il y a plusieurs éléments. Il y a un élément qui concerne l'équité que l'on propose entre les MRC ou les municipalités régionales de comté. Justement, pour remédier aux problèmes dont nous parlions dans "Deux Québec dans un", nous avons voulu, dans le rapport qui s'appelle "Agir ensemble" proposer un mode de financement qui rendrait justice à ces MRC qui sont en ce moment défavorisées, c'est-à-dire qu'elles feraient ce que les Américains disaient toujours sur leurs panneaux-réclame, c'est-à-dire: Mettez vos taxes en action et réalisez vos routes. Alors ici, il s'agirait de mettre les taxes locales en action.

Je crois que le grand avantage de ça, c'est que l'implication locale, à ce moment-là, devient évidente. Je veux dire on ne va pas perdre son propre argent. Alors, au lieu que l'argent vienne d'en haut, il viendrait d'en bas, localement, c'est-à-dire il viendrait par le produit de la taxation. Ça, je pense que c'est un élément très important qui est susceptible de rétablir l'équité entre les municipalités régionales de comté qui possèdent les institutions publiques et qui sont donc très favorisées sur le plan de l'emploi, par rapport à celles qui n'en possèdent pas et qui, elles, s'en trouvent très défavorisées sur le plan de l'emploi et sont en déperdition démographique. Ça, c'est un premier élément. Je crois que, dans ce pays original qui serait davantage axé sur la présence des pouvoirs locaux en termes de développement, cet élément-là serait, je crois, très important.

Votre autre question, à savoir s'il importe

que tous les organismes qui paraissent devant cet aréopage se prononcent sur l'avenir constitutionnel du Québec et les mécanismes qui pourraient amener à cela, je vous répondrai là-dessus que nous n'avons pas de mandat particulier pour faire cela. Nous apportons ici, je pense, le témoignage de gens qui ont vu évoluer la pauvreté et qui ont vu évoluer l'état de santé au Québec, etc. Alors, nous n'avons pas fait de consultation comme l'ont fait certains autres organismes qui se sont présentés ici, tel le Mouvement Desjardins, bien entendu, et d'autres organismes qui ont fait la consultation de leurs membres. Il ne nous est pas possible d'aller consulter les malades et les pauvres très facilement. C'est pourquoi nous pensons que l'exercice démocratique qui devra suivre les travaux de cette Commission sera justement d'aller chercher le pouls de la population et de la mettre devant des choix extrêmement clairs.

Pour notre part, sur la foi de nos études, et je le répète encore, il faudra un changement certainement radical dans nos façons de construire notre système politico-administratif si on veut remédier à la pauvreté et au sous-emploi qui sont en ce moment, je pense, les deux indicateurs les pires que nous puissions avoir dans une société aussi développée que la nôtre.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Mme Lorraine Pagé.

**Mme Pagé:** Je voudrais vous remercier, bien sûr, d'être venus nous présenter ce mémoire. Je pense que les travaux qui ont été faits par le Conseil ont inspiré la réflexion de beaucoup d'organisations. Je peux dire que, certainement, pour la CEQ, qui a fait du dossier de la pauvreté et de l'appauvrissement un des dossiers majeurs de son dernier congrès, nous avons trouvé dans vos travaux des éléments de réflexion et de perspective. Vous venez nous rappeler qu'au coeur de notre projet de société, il faudra inscrire la réalité de la pauvreté, de l'appauvrissement et de l'emploi.

Je comprends que vous nous dites ne pas avoir de mandat découlant d'une consultation, mais vous me permettez de vous signaler qu'en nous conviant à un changement radical dans notre façon de faire au Québec et en nous conviant au rapatriement des pouvoirs que vous identifiez pour mettre en place une politique de plein emploi, vous nous mettez des exigences très fortes en pensant que nous pourrions faire ça dans un contexte de néo-fédéralisme. Je pense que — et ce sera ma question... J'espère que vous ne serez pas surprise et surpris que la commande que vous nous passez dans votre mémoire nous amène probablement à recommander une voie claire quant à l'avenir et quant aux moyens de relever le défi que vous nous avez identifié ce soir.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Excusez-moi. Est-ce que vous avez une réponse?

**Mme Blanchet:** Il y a un commentaire, je pense, du vice-président, M. Jobin.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Je veux juste ajouter que lorsque vous répondez, c'est à même le temps du membre de la Commission qui vous pose la question. Alors vous prenez son temps à ce moment-là. Alors allez-y.

**M. Jobin (Jacques):** Est-ce que je peux prendre votre temps?

**Mme Blanchet:** Oui, monsieur.

**M. Jobin:** Je ferai un commentaire qui relie un peu les deux questions, une au niveau de la description du pays original que nous avons, aussi de notre impossibilité de prendre une position radicale, précise, disons: C'est la souveraineté, c'est l'indépendance, nous avons un pays. Cette impossibilité-là a été bien décrite par Mme la présidente. Mais rien ne nous empêche, par exemple, de faire appel à notre expérience personnelle, de faire appel aussi aux études que le Conseil des affaires sociales a faites depuis près de 20 ans pour décrire peut-être un peu le pays original.

Si on veut savoir où on va, il faut savoir d'où on vient. Et le Québec vient de très loin. Le Québec, en 1960, avait 6000 missionnaires à l'étranger. Peut-être que ça ne veut rien dire pour vous. J'ai travaillé 15 ans en coopération internationale; ensuite, j'ai été pendant 7 ans directeur général de CLSC et j'ai été président de la Fédération des CLSC, avant de retourner ensuite en coopération internationale où je travaille encore pour gagner ma vie. Pas seulement pour gagner vie, mais peut-être pour avoir un pays original.

J'aimerais commencer par une petite anecdote. J'ai enseigné au Burundi, un petit pays d'Afrique centrale, en 1965, en pleine brousse, à des élèves qui utilisaient du matériel scolaire pour le moins vieillot. Nous étions les premiers Canadiens à arriver dans ce pays-là, parce que ça ne faisait pas partie du Commonwealth, et j'enseignais la géographie. J'installe la carte de géographie sur le mur. Mes élèves me disent: Monsieur, vous nous dites venir de ce pays-là et vous parlez français. Ça n'a pas de sens pour nous. C'est rouge. Ça fait partie du Commonwealth et le Commonwealth, c'est anglophone. Et j'ai pris pratiquement l'année pour leur expliquer qu'il y avait une erreur sur la carte, que la carte ne montrait pas la réalité de ce pays-là. Je n'ai jamais voulu faire de politique au Québec parce que je crois à la coopération internationale.

Je n'ai jamais travaillé pour le gouvernement fédérale. J'ai toujours travaillé pour des

ONG, des organisations non gouvernementales, parce que ça nous rapproche des populations. Le budget des ONG est beaucoup plus grand que le budget du ministère des Affaires internationales du Québec. Pour des gens qui veulent faire une carrière dans ce domaine-là, on n'a pas le choix. On le fait au Canada. Mais on prend conscience, par exemple, à travers cette expérience, qu'il y a eu 6000 missionnaires en 1960 qui étaient encore là. On a commencé, nous, au Québec, à envoyer des missionnaires en 1880. On a des gens, des Québécois, qui sont devenus les amis intimes du président Nyerere de la Tanzanie; de Nkrumah, au Ghana; de Mugabe. Des amis intimes. On a enseigné à ces gens-là, qui ont fait l'indépendance dans leur pays.

On a aussi, au cours de ces années-là, développé des personnes assez extraordinaires au niveau des affaires extérieures. Des gens comme Jules Léger, par exemple. Des gens qui ont été parmi les meilleurs ambassadeurs canadiens ont été des Québécois. Si vous regardez l'ACDI, qui était le seul instrument qu'on avait, l'Agence canadienne pour le développement international. Les Québécois y ont exercé une influence très grande et continuent à l'exercer. Marcel Massé, Michel Dupuis, Gérin-Lajoie, des Québécois, et parmi les meilleurs. Si vous regardez au niveau des organismes non...

**Le Président (M. Jean Campeau):** Je devrais vous couper bientôt.

**M. Jobin:** Oui, je vais accélérer...

**Le Président (M. Jean Campeau):** Ça va.

**M. Jobin:** ...pour arriver au pays original.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Mais...

**M. Jobin:** Ce ne sera pas long.

**Le Président (M. Jean Campeau):** 30 secondes?

**M. Jobin:** Là, c'est trop.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Juste un instant, on va faire un petit arrangement. Est-ce que vous trouvez que l'intervention vaut la peine, M. d'Anjou?  
(21 h 15)

**M. d'Anjou:** Oui.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Alors il parlera à même votre temps. Vous n'avez pas d'objection?

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. d'Anjou:** Il faudrait qu'il m'en laisse un peu.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Oui, il vous en restera un peu. Allez, monsieur...

**M. Jobin:** Ça va?

**Le Président (M. Jean Campeau):** Oui.

**M. Jobin:** Merci beaucoup. Le Québec international qui commence à prendre de la place, peut-être. Regardez les ONG: Développement et Paix, Oxfam Québec, l'OCSO sont parmi les meilleurs ONG, si vous les comparez aux ONG du Canada anglais. Depuis la Révolution tranquille, nous avons ajouté à ça Lavalin et plusieurs autres qui sont présents sur la scène internationale. Nous sommes un peuple de voyageurs. Nous commençons avec Louis Jolliet, avec le père Marquette, avec Des Groseilliers. Reculez un peu dans votre histoire, vous allez voir que nous sommes passés de ces voyageurs-là qui ont découvert l'Amérique... Nous sommes passés à des gens comme Jean-Marc Léger, comme Jules Léger, même Lucien Bouchard, qui a quand même fait pas si mal à Paris, même s'il n'avait pas d'expérience aux Affaires internationales directement. Je ne connais pas, là, mais je pense qu'il n'avait pas d'expérience. Alors, je reviens au peuple original...

**Le Président (M. Jean Campeau):** Ça, c'est sur le temps de M. Bouchard?

**M. Jobin:** Oui.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Jobin:** Je reviens au peuple original. Nous avons une langue. Nous avons des régions qu'on a dû faire. On a dû leur donner des noms: le royaume, un nord-ouest, les Bois-Francs, l'Outaouais, qui a des grands problèmes, qui est mon pays d'origine. Nous avons des talents artistiques; nous avons des technologies développées; nous avons découvert des cultures. Nous avons développé une empathie pour ces cultures-là. Pourquoi? Parce que nous, on a vécu longtemps à l'ombre des grands empires. Qu'est-ce que ça fait, un pays original? Qu'est-ce que ça fait, un Québec bleu sur la carte? Ça ouvre l'Amérique du Nord aux pays latins; ça ouvre l'Amérique du Nord à l'Asie. Ça rend l'Amérique du Nord accessible, qu'on soit peint en bleu sur la carte.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Monsieur, je suis obligé de vous interrompre.

**M. Jobin:** O.K.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. d'Anjou.

**M. d'Anjou:** Merci, M. le Président. Je

remercie Mme Pagé de m'avoir laissé un petit peu de temps. Dans vos recommandations, vous parlez de répartition de pouvoirs entre le gouvernement du Québec, les municipalités, les paliers locaux ou régionaux. Et pour favoriser l'équité fiscale entre les régions, vous proposez d'autoriser la création, dans chaque MRC défavorisée, d'un fonds de développement de l'emploi placé sous la responsabilité des élus municipaux, et alimenté par des contributions déductibles de l'impôt sur le revenu des particuliers de la MRC. Je trouve que cette recommandation n'est pas de nature à aider beaucoup les MRC qui sont vraiment défavorisées, parce que vous dites: Ce sont les gens qui ont les plus faibles revenus qui vont financer la possibilité de développer de l'emploi, les fonds de développement de l'emploi.

Est-ce que dans cette perspective, tout en étant d'accord avec l'objectif que vous poursuivez, vous n'envisagez pas plutôt en plus de ça, qui n'est pas à rejeter mais qui à mon sens est nettement insuffisant, le fait qu'à partir de grands programmes nationaux, qu'une certaine partie soit dévolue aux instances locales ou régionales pour vraiment que ce soit efficace et puis qu'on réussisse à établir une certaine équité?

**Mme Blanchet:** On doit faire très brièvement, M. d'Anjou; nous le disons également dans le mémoire que l'un n'exclut pas l'autre. Et il est bien évident que les programmes qui existent déjà dans les différents ministères pourraient, doivent aller également aux niveaux local et régional.

**M. d'Anjou:** Alors, je vous remercie.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Merci pour avoir été bref M. d'Anjou. Mme Simard.

**Mme Simard:** Merci. Évidemment quand on lit votre mémoire, on voit bien que c'est largement inspiré des deux excellentes études de "Deux Québec dans un", et "Agir ensemble", qui sont des documents désormais de référence pour beaucoup d'organismes au Québec. Et d'ailleurs qui, je pense, vont être cités plusieurs fois au cours des auditions de cette Commission. Une des choses qui a été démontrée et qui est fort importante, c'est que malgré la croissance économique qu'a pu connaître le Québec au cours des dernières années, la richesse ne s'est pas répartie également et on a assisté au contraire à une augmentation des inégalités. Et on a pu observer dans le cadre de vos études la détérioration que ça entraîne, non seulement au plan économique, mais au plan culturel, au plan social, au plan démographique et j'en passe. Et que, notamment, ce sont les femmes qui sont davantage affectées par l'impact que vous décrivez.

Une question qui est simple je pense, qui

appelle une réponse assez brève, c'est à la lecture de votre mémoire et de vos études: est-ce que votre évaluation n'est pas que les politiques économiques qui ont été mises de l'avant, particulièrement les politiques macro-économiques ainsi que tous les différents programmes qui en découlent – notamment du gouvernement fédéral – est-ce que ces politiques et ces programmes ne sont pas des échecs lamentables qui ont contribué à détériorer grandement la condition d'une portion toujours plus importante de la population du Québec et de plusieurs régions du Québec? Moi, je voudrais avoir de votre Conseil une réponse claire sur cette question, puisque vous avez étudié plus que d'autres l'impact des politiques. D'autre part, je voudrais savoir quelle est la conception, puisque vous proposez un réaménagement des pouvoirs, vous proposez de renverser la pyramide comme vous l'illustrez si bien. Quelle est votre conception de l'État, dans un Québec futur, qui effectivement ferait le choix de se séparer?

**Mme Blanchet:** Je vais demander à Yvon Leclerc de répondre à la première partie de la question.

**M. Leclerc:** Quand, un soir, au téléjournal, au début de juin, Lucien Bouchard, qui est ici avec nous, est arrivé et qu'il a dit: Ça ne marche pas ce pays-là, nous, à travers nos études, il y a longtemps qu'on le savait que ça ne marchait pas et les populations locales le savaient aussi, que ça ne marchait pas ce pays-là. Alors, on a essayé de comprendre pourquoi et on s'est aperçu que c'était autour des mécanismes qui permettaient aux populations locales de travailler avec l'environnement socio-politique.

Les individus sont mieux formés, sont plus prêts que jamais, mais l'environnement politique dans lequel ils évoluent les dessert. Exemple, à la suite du forum national sur l'emploi dans Lévis ici, la MRC de Lévis, on avait transporté le forum national sur l'emploi au niveau local et on a essayé de comprendre comment la concertation... de faire de la concertation au niveau local. Là, ils se sont aperçus que ceux qui demandent des emplois sont représentés par les Centres de main-d'oeuvre du Québec, les Centres de main-d'oeuvre du Canada, le bureau de l'aide sociale et les Commissions de formation professionnelle, qui avaient chacun leur mandat mais qui venaient des ministères qu'ils représentaient. Si bien que le premier matin où on s'est réuni – et M. Béland était là – il est arrivé un entrepreneur qui a dit: Moi, je suis allé à la "briquade" sur la 132 hier, il y a trois emplois de briqueteur là-bas. Alors là, la nouvelle est arrivée comme ça et il n'y a personne qui savait la reprendre parce que, au centre Travail-Québec, le mandat était d'administrer les programmes d'employabilité, de stage en milieu de travail et de ci et de là. L'autre, c'était pour répondre à ce besoin-là.

Ils mettent ça sur un petit papier et ils collent ça au mur dans le centre de Travail-Canada et ainsi de suite. Et au niveau local, même ceux qui sont là pour administrer la demande d'emploi, ne sont pas capables de faire le lien entre les deux. C'est pour ça qu'on dit: On peut bien rapatrier des pouvoirs à Québec, tous les pouvoirs nécessaires au développement de l'offre d'emploi aussi bien que de la demande d'emploi - ça en fait pas mal; ça - mais si on les a à Québec, il faut absolument ensuite rapporter au niveau des collectivités locales et en particulier les MRC qu'on avait identifiées, un certain nombre de pouvoirs qui vont permettre cette résorption des sans-emploi qui a atteint un niveau épidémique chez nous.

**Le Président (M. Jean Campeau):** M. Nicolet.

**M. Nicolet:** Merci, M. le Président. J'aimerais d'abord joindre ma voix à tous ceux qui m'ont précédé pour rendre un hommage officiel, dans des circonstances particulières, au travail que le Conseil des affaires sociales a effectué depuis plusieurs années déjà et pour l'avancement d'une cause qui nous est chère à tous, que vous avez permis d'atteindre. Cela étant dit, j'ai évidemment relu avec beaucoup d'intérêt votre mémoire, et tout simplement, pour clarifier un point qui a été soulevé par un des membres de cette Commission, juste vous entendre le préciser, au niveau du fonds de développement de l'emploi, s'agit-il de contributions volontaires? Est-ce que je vous ai bien compris?

**Mme Blanchet:** C'est ça, oui.

**M. Nicolet:** Donc, pour que ce soit sans aucune réserve, que ce soit bien entendu, il s'agit bien sûr de contributions volontaires.

Pour enchaîner, vous me permettez, toujours en guise de préambule, de me référer à un exemple bien précis de capacité dans le milieu de lever des fonds, et je me réfère - je ne sais pas, Mme Bélanger était ici, il y a quelques minutes - à ce que la MRC du Granit a fait au niveau du développement du mont Gosford et des sommes absolument considérables qui ont été levées, plusieurs centaines de milliers de dollars qui ont été levés dans le milieu à partir des ressources propres. C'est quand même une région qui n'est pas particulièrement favorisée. Et tout ça m'amène à ma question, qui touche plus spécifiquement le dernier volet de votre recommandation, quant aux mécanismes à prévoir dans une éventuelle constitution québécoise. Est-ce que, bien sûr, il y aurait une reconnaissance constitutionnelle d'un certain partage et d'une délégation de responsabilités aux paliers locaux? Mais est-ce que, pour contrebalancer l'évolution démographique, est-ce qu'il n'y aurait pas lieu également de prévoir des mécanismes compensatoires au niveau du fonctionnement même de

l'État, dans la répartition des ressources vers les régions défavorisées, pour répondre à certaines des interventions qui ont été faites précédemment?

**Le Président (M. Jean Campeau):** Mme Blanchet, est-ce que vous pouvez répondre rapidement?

**Mme Blanchet:** Oui, très rapidement. Je pense que, bon, en dessous de la... c'est-à-dire les paliers où sont les élus en ce moment ne sont que de deux niveaux au Québec, et c'est pourquoi nous avons recommandé un mécanisme de concertation au niveau régional, mais par la mécanique encore des élus. C'est la raison, M. Nicolet, pour laquelle nous avons recommandé cela, c'est parce qu'il n'y a pas de... nos 14 régions administratives n'ont pas d'élus à leur tête, alors c'est la raison pour laquelle nous avons imaginé cette mécanique.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Merci madame. Nous passons maintenant à M. Russell Williams.

**M. Williams:** Je vais changer mon nom, je pense. Ça va être plus facile.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Ah bien! Oui.

**M. Williams:** Non. C'est trop de problème. Merci, M. le Président. Merci beaucoup.

**M. Bélanger (Laval-des-Rapides):** Sans ça, vous n'auriez pas parlé le dernier l'autre jour.

**Le Président (M. Jean Campeau):** C'est ça.

**Une voix:** Tu as raison.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Williams:** Merci beaucoup, M. le Président. Merci beaucoup aussi, Mme Blanchet, pour votre présentation, ce soir. Au nom de ma formation politique, je voudrais vous féliciter pour cet excellent mémoire, mais aussi, je voudrais vous féliciter pour 20 ans de travail. Pas vous-même, mais le Conseil des affaires sociales, parce que je pense que le Conseil a fait un travail excellent et pertinent pour la vie quotidienne du peuple québécois. J'ai voulu souligner ça, ce soir.

Je voudrais retourner un peu au sujet que Mme Simard et M. d'Anjou ont déjà discuté. Vous avez parlé de trop de national, pas assez de local. Vous avez parlé de rapatrier les pouvoirs, mais chaque fois que vous avez parlé de ça, vous avez parlé de rapatrier, pas nécessairement au niveau québécois, mais au niveau municipal ou régional, les instances régionales.

Pouvez-vous expliquer le partage entre le gouvernement québécois et les instances régionales pour assurer que les responsabilités du gouvernement québécois dans cette question de pauvreté et de sous-emploi soient bien installées parce que... Je partage un peu votre opinion. Les instances régionales sont les mieux placées pour répondre aux besoins, mais comment pourrions-nous établir les politiques québécoises? Je sais que nous avons discuté de ce sujet un peu, mais je voudrais retourner à ce point. Comment nous pourrions établir ce niveau?

(21 h 30)

**Mme Blanchet:** Je pense que, pour ce qu'il s'agit des politiques macro-économiques dont parlait Mme Simard, par exemple, une politique qui ne ferait pas ce que la Banque du Canada fait en ce moment, c'est-à-dire maintenir un taux d'intérêt très élevé et un dollar très élevé qui - c'est une manière très, très peu civilisée d'obtenir certains résultats sans doute, mais qui engendre du chômage. Alors, ça, c'est très grave. Donc, les politiques macro-économiques, certainement, devraient pouvoir être décidées au gouvernement du Québec parce qu'il va être absolument impossible de déléguer plus bas, à des niveaux régionaux et locaux, d'autres pouvoirs si on n'a pas d'abord récupéré nos instruments macro-économiques. Ça, je crois que c'était la réponse, peut-être la première, à la question de Monique Simard. Je suis contente que vous me fournissiez l'occasion d'y revenir.

Maintenant, après ça, pour ce qui est des mécanismes d'équité pour la répartition entre les différentes régions, je crois quand même qu'on a développé des mécanismes de cette nature dans le monde de l'éducation, et je pense qu'on s'apprête à le faire dans le monde de la santé. Alors, je ne suis pas trop inquiète pour cette partie-là du travail qu'il nous restera à accomplir une fois que nous aurons procédé à la première opération, c'est-à-dire l'opération du plus haut vers le Québec.

**M. Williams:** Merci. Juste une autre question courte. Croyez-vous que nous pourrions plus facilement gagner la lutte contre la pauvreté et le sous-emploi avec ou sans les lignes économiques et politiques avec le reste du Canada?

**Mme Blanchet:** Je vais demander à Jacques Jobin de dire un mot et je vous donnerai mon opinion personnelle après.

**M. Jobin:** Je donnerais une réponse très courte: oui. Avec l'expérience que nous avons depuis un siècle...

**M. Williams:** "Oui" avec ou sans...

**M. Jobin:** Évidemment, oui, avec un État québécois qui serait souverain, nous sommes capables d'établir les normes, d'établir les

politiques qu'il faudra pour permettre au Québec des régions de s'épanouir et de se construire. Maintenant, c'est un premier pas à faire qui va conduire à des ententes, qui va conduire à des négociations, à des ententes avec d'autres pays possibles. Il n'y a rien de mal à ça, on a 100 ans de vie commune, il y a certainement des choses qu'on peut faire ensemble encore, si le partenaire le veut bien. Mais je pense que le débat est plus large que ça. Il s'agit d'établir nos principes, il s'agit d'établir les principes démocratiques de partage, de construction des régions puis, après ça, de voir dans quel cadre le Québec peut les exercer. Moi, je finirais en citant Robert Kennedy qui dit: Nothing will ever happen if all possible objections must first be overcome.

**M. Williams:** Merci.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Ça va, M. Williams? Parfait. M. Guy Bélanger.

**M. Bélanger (Laval-des-Rapides):** M. le Président, considérez-vous salué et félicité. Tous les autres l'ont fait avant moi, je partage amplement ce qui a été dit, pour sauver un peu de temps.

À la page 12 de votre mémoire, vous dites une chose qui m'a agréablement surpris. J'ai présidé la commission des affaires sociales pendant quatre ans puis les organismes à base sociale ont toujours tendance à nous dire qu'il faut partager la richesse. Les ACEF nous ont affirmé ça, l'autre jour, que c'était effrayant, on ne partageait pas assez la richesse! Et vous arrivez avec un concept différent. Vous dites que l'exercice constitutionnel qui se déroule présentement doit, avant tout, permettre aux populations de l'autre Québec de participer activement à la création de la richesse. Il me semble y avoir une nuance qui est plus qu'un jeu de mots. J'aimerais avoir vos commentaires, là-dessus.

**Mme Blanchet:** Je vais demander à Yvon Leclerc, de dire un mot et j'en ajouterai sans doute.

**M. Leclerc:** On a dit tout à l'heure que la contribution des gouvernements, ensemble, au produit intérieur brut du Québec, c'était 52 %. C'est considérable. Et il la fait déjà, d'une certaine façon, la redistribution de la richesse, ne serait-ce que par l'impôt sur le revenu, par exemple, qui est progressif. Mais ce qu'on considère aujourd'hui comme rôle majeur de l'État, ce devrait être de permettre à tous les individus, peu importe où ils vivent sur le territoire, que ce soit dans Hochelaga-Maisonneuve ou à Amqui, ou à Mont-Laurier, de pouvoir créer leur emploi et de travailler, de participer à la création de la richesse; leur donner la chance

alors que, présentement, on est bien obligé de reconnaître que la concurrence qui existe souvent dans les programmes gouvernementaux de Québec et d'Ottawa, et qui sont en haut, ne permet pas aux populations qui sont en bas... Il faut être héroïque, dans certains coins du Québec, et là je dis encore une fois, que ce soit au cœur de Montréal ou dans certaines régions, il faut être héroïque pour travailler. Et il vaut mieux ne pas perdre son emploi parce que ce n'est pas un hasard si le taux de suicide est si élevé. C'est très grave, et c'est beaucoup plus grave qu'on ne le croit généralement. Peut-être que Solange qui vit dans une...

**Mme Fernet-Gervais (Solange):** La création de cette richesse, elle doit se faire dans le partenariat. Et ce partenariat-là, il doit compter sur la vitalité des régions. Les régions ont quelque chose à dire, et on doit leur permettre, avec une volonté politique et un projet de société, de se développer par leurs besoins personnels, leur créativité personnelle et avec un consensus de région. Et des pays comme la France, depuis la dernière guerre, nous ont prouvé que quand il y a une volonté politique de revitaliser les régions, d'occuper un territoire, il y a une possibilité à condition que les gens de ce pays-là soient concertés et puissent donner leur propre souffle de vie et redonner une âme à chaque région, qui est très distincte. Et je vous assure que les débats qu'on vit actuellement pour un avenir politique, chaque région les vit dans sa distinction. Et il faut aller chercher cette créativité et cette richesse de chaque individu, dans chaque région, avec sa couleur locale, et il faut le respecter.

**M. Leclerc:** Et lui faire confiance, M. le Président. Parce que, on l'a vu au début du siècle, quand Alphonse Desjardins a créé les caisses, les mouvements, c'était vraiment l'orientation de fond qu'il avait, c'était de faire confiance au monde, partout où ils habitent. Et c'est ça qu'on doit faire maintenant.

**M. Bélanger (Laval-des-Rapides):** Dans ce sens-là, je comprends mieux la deuxième phrase suivante où nous savons tous que les effets imprévus de la politique de financement des institutions de services publics, ainsi que les nombreux programmes normés ont entraîné la détérioration des conditions objectives nécessaires à l'émergence de l'entrepreneuriat. Trop de gouvernement, trop c'est trop. Il faut, à un moment donné, doser ces interventions et donner plutôt les pouvoirs au niveau régional, si je résume bien ce que vous dites, plutôt que...

Il y a une dernière phrase que vous avez dite — parce que le temps nous manque, il faut faire vite — qui était pas mal plus qu'un poème, Mme Blanchet, quand vous dites: Réconcilier le pays vrai avec le pays politique, vous voulez dire

quoi?

**Le Président (M. Jean Campeau):** Vous pouvez répondre par un oui ou par un non.

**Mme Blanchet:** Le pays vrai, c'est celui que nous connaissons. Le pays politique, c'est celui que nous ne connaissons pas encore. Parce que nous avons un problème de bicéphalie. Il y a un seul corps et il y a deux têtes en ce moment. Là-dessus, il y a un proverbe africain dont Jacques Jobin vient de nous faire part, qui dit que lorsque les éléphants se battent, les hommes sont piétinés. C'est un peu ça qui s'est produit, je crois, dans plusieurs de nos régions. Il y a deux Québec. Il y a un Québec qui va très bien, et sans doute qu'autour de cette table, on fait partie du Québec qui va bien. Mais on doit se préoccuper de celui qui va moins bien et qui se développe à une deuxième vitesse. Celui-là, il ne faut pas l'oublier dans notre projet de société.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Merci. Bien, M. Bélanger. M. Jacques Léonard.

**M. Léonard:** Oui. Mme Blanchet, moi aussi, je vous félicite après tout le monde. J'ai eu l'occasion de lire votre document "Agir ensemble" et ça dénote une analyse des régions qui se vident au Québec, qui est un drame extraordinaire, triste. Vous apportez un certain nombre de solutions. Aujourd'hui, nous sommes ici pour discuter d'institutions, on pourrait dire. Je considère, moi, que les Québécois sont très administrés, pour ne pas dire plus. Vous nous proposez de mettre ou d'attribuer aux MRC des pouvoirs ou aux municipalités, beaucoup de pouvoirs pour essayer de résorber la pauvreté, et surtout, au delà de ça, de faire du développement. J'ai quand même un problème, parce que nous sommes ici pour discuter d'institutions. Vous nous proposez d'insérer de façon encore plus solide les MRC dans le décor. Et je dis que, là, on est rendus à beaucoup de niveaux. Moi, si je vous répondais: Avant de dire oui à votre projet, dites-nous donc lequel des deux gouvernements vous allez choisir entre Ottawa et Québec? Après, on en aura un ici et un autre au niveau des MRC. Ce sera peut-être plus simple, et les dédoublements ne se produiront pas. Lequel choisiriez-vous, Ottawa ou Québec? Vous avez le choix, mais c'est un choix qu'il faut faire.

**Mme Blanchet:** Pour réaliser les objectifs que nous proposons dans notre mémoire, il est certain qu'il faut un seul gouvernement. Les chevauchements sont d'un tel ordre. Et ce n'est pas terminé. On voit que la Commission de formation professionnelle... Il y a un très grand groupe maintenant à Ottawa qui se propose d'aller même au niveau des MRC, donc passer carrément au-dessus du gouvernement du Québec

et aller dans les MRC. Bien là, ce serait le suprême du chevauchement. Comme vous avez mentionné, les MRC sont à peine existantes et on va aller les opposer les unes aux autres devant une manne fédérale. Je crois que ça, ça a assez duré, M. Léonard. Si vous voulez notre avis, tous ici, les membres de ce Conseil, il est temps de choisir. Et pour ce qui concerne le développement de l'emploi et l'ensemble du développement, ce ne peut être que le gouvernement du Québec qui doit être le maître d'oeuvre.

**Le Président (M. Jean Campeau):** Sur ce, Mme Solange Fernet-Gervais, M. Yvon Leclerc, M. Jacques Jobin, Mme Madeleine Blanchet, merci de votre contribution à notre réflexion, à la réflexion de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

Maintenant, pour les autres membres, pour les membres de la Commission, le prochain rendez-vous est demain, à 9 h 30, à la salle Windsor de l'édifice Windsor, sur la rue Stanley. L'autobus pour Montréal part à 21 h 55 à la porte 6.

(Fin de la séance à 21 h 43)